

JACQUES DELAY

DROIT DANS LE MUR

ESSAI

SUR

L'« *EXCEPTION FRANÇAISE* »

DROIT DANS LE MUR

ESSAI

SUR

L'« *EXCEPTION FRANÇAISE* »

PROLOGUE

Sur un thème aussi sensible, je ne pouvais manquer de heurter bien des opinions et même blesser certains amours-propres. Ne serait-ce pas la rançon d'une pensée libre ? Une pensée éclairée par une lecture différente de faits historiques, sans malveillance envers quiconque ni esprit partisan. Pour aboutir objectivement à la peinture d'une réalité désespérante. Celle d'un immense gâchis dont le déclenchement coïncide avec la naissance d'une idéologie funeste il y a de cela deux cent vingt ans.

AVANT-PROPOS

*« Une nation qui se paie de grands mots et
qui a la velléité de grandes choses avec les
petites passions et la parcimonie des épiciers. »*

BUGEAUD

Je dois à E. Balladur le déclic qui m'incita à formuler ma version de cette exception française qu'il glorifia si imprudemment dans son discours d'investiture en avril 1993. Certes, la France est belle, grande, riche et généreuse comme il le proclama. Mais elle pourrait aussi être forte, sans la lâcheté de ses responsables politiques et l'inconscience de ceux qui les élisent. Il y a plus de vérité dans le cliché du béret – baguette – saucisson – gros rouge, que dans le tableau idyllique qu'en dépeignent les chantes de notre République, cache-sexes de nos maladies honteuses. L'« Exception » française, l'authentique, il fallait la chercher ailleurs. C'est ce trésor inépuisable des singularités les plus typiques de *l'homo gallicus* que nous tenterons de découvrir ensemble. Miroir fidèle des tempéraments nationaux, c'est à l'histoire « *revue et corrigée* » que je demanderai d'éclairer cette exploration. Et la nôtre est particulièrement fertile en évènements tragiques et turbulences précisément imputables au *particularisme* – pour ne pas dire à la *fantaisie* de ses acteurs. La fluidité du texte en souffrira, tant celle-ci ouvre de pistes à l'investigation de ses effets dévastateurs sur la santé de notre pays et de son rayonnement. Le lecteur n'en sera pas perdu pour autant, s'il se saisit du fil d'Ariane jeté dès les premières pages, pour le guider tout au long d'un parcours sinueux vers le dénouement désastreux de la mésaventure révolutionnaire.

Attendez-vous à une vision iconoclaste des avatars de ces soixante dix dernières années dont la France parait ne pas vouloir se relever. Ne vous étonnez pas non plus de la déposition du témoin d'une tranche de cette histoire élevé à l'ancienne école de la République. La pensée y était encore libre. Une époque aussi où l'Empire était encore debout. Celle d'un modèle de colonisation bienfaitrice et civilisatrice dont le rôle globalement positif n'est contesté que par l'histoire *revisitée* des intégristes de l'idéologie « *fratriote* ». Ceux-ci ne la voient pas telle qu'elle l'a été, en consonance avec le contexte du moment, mais telle qu'ils l'eurent souhaitée, vue à travers le prisme déformant de leur angélisme. J'ai eu le bonheur et la fierté de vivre cette époque, celle d'une communauté francophone en plein épanouissement dans les années trente. Un empire comme on l'appelait sans rougir. Et j'ai vécu aussi les événements précurseurs de sa dislocation.

Tout allait bien de Casablanca à Tunis et Libreville, quand survint la déchirure du front populaire. Et dans son sillage, l'énorme onde de choc de 1940 qui ébranla tout ce que nous avons construit patiemment outre Méditerranée. J'ai eu certes le privilège de pouvoir admirer sur place ce que la France peut être fière d'y avoir fait, mais c'est une tristesse d'autant plus forte que j'ai éprouvée à mesurer ce qu'elle y avait abandonné. D'où une vision bien différente de ce que, pour des raisons dont l'origine remonte deux cents ans plus tôt dans notre histoire, l'école, les médias et les barons de notre république s'évertuent à déformer grossièrement.

Dans le cortège sans fin de nos *exceptions*, il y a en bonne place cette improvisation constitutionnelle qu'on dirait avoir été conçue pour gripper la machine de l'Etat. Ce système extravagant, nos juristes ne l'ont pas inventé. Ce sont les leaders politiques qui l'ont voulu par accord tacite. La *cohabitation*. La gauche et la droite se mettant en ménage à plusieurs reprises en seize ans (20.03.86 / 10.05.88) – (29.03.93 / 10.05.95) – (02.06.97 – 2002) Un accouplement aussi fécond que celui d'une carpe et d'un lapin. Spectacle consternant d'une sorte d'excroissance maligne que notre démocratie chancelante s'est montrée incapable de soigner. Un mal qui remonte à la rage d'une révolution qui a mal tourné. Un changement radical qu'elle a opéré dans le comportement et l'état d'esprit des Français. Déflagration contestataire de l'ordre établi dont l'onde de choc poursuivit à travers le monde et jusqu'à nos jours son œuvre déstabilisatrice. Un souffle enflammé qui alluma sur son passage une succession ininterrompue de révoltes, révolutions et guerres civiles ; de guerres devenues nationales (guerres napoléoniennes, guerre de 1870) ; guerres dégénérant en conflits mondiaux (14-18 et 40-45), le dernier débouchant sur une *libération* avortée. L'occasion unique mais ratée du grand chef magnanime que l'on espérait revenu en France pour *réconcilier ses concitoyens*... Alors qu'il s'empressa aussitôt de régler ses comptes personnels, en laissant le champ libre aux milices rouges de régler les leurs avec les Français. A son débit également, le privilège indu qu'il concéda aux revenants de la III^e République de réintégrer leurs fromages en toute impunité.

L'« *Exception* » française, c'est la somme des stigmates hérités de deux siècles d'une dérive historique ininterrompue. Je me suis attaché à en décrire les ravages sur l'état de la nation. En soulignant la terrible responsabilité de nos élites, classe politique en tête, dans la décomposition et la perversion de notre société. Cet ouvrage ayant été écrit dans les années 93-97, je n'ai pu résister à la tentation de le rééditer tant il démontre la modération du diagnostic de nos pathologies quinze ans plus tôt.

AVERTISSEMENT

Sans doute serez-vous surpris par mon choix de procéder à des renvois en fin de page plutôt qu'en annexe, par des regroupements en fin de livre. Il s'explique par un souci d'intégrer les explications complémentaires au texte, « *en temps réel* ». Ce qui pour autant ne contraint nullement le lecteur à s'attarder.

I

CRÉPUSCULE D'UNE GRANDE NATION

« *La Loi de l'Univers, c'est malheur aux vaincus.* »

B. SAURIN SPARTACUS

En 1870-1871, l'impréparation devenue proverbiale de notre armée^[1], nous valut la reddition de Bazaine (173 000 prisonniers) et la perte de l'Alsace-Lorraine (10 mai 1871). Les quarante années suivantes, notre état-major ne rêva que de revanche. Oubliant les leçons amères de Reichshoffen et de Sedan, il négligea de se préparer à la guerre moderne qui s'annonçait. La griserie des défilés militaires rythmés par le pas cadencé des fantassins en rang par douze et le cliquetis martial des harnachements de cavalerie gonflait son orgueil et la certitude de son invincibilité.

En revanche, nous avons affaire à un ennemi dont notre état-major ne pouvait ignorer qu'il était comparativement mieux équipé en armement et effectifs. 2 mitrailleuses par bataillon français contre 7 à 8 chez les Allemands. Infériorité écrasante en artillerie lourde : 250 pièces contre 500. 600 bataillons et 20 corps d'armée contre 1 200 et 40. Nous en avons chèrement payé le prix.

Cette légèreté dans la préparation de l'épreuve qui s'annonçait saigna la France à blanc. Elle commença par une bataille de mouvement de la Moselle à la Manche (Sarrebouurg et Morhange, Charleroi, l'Yser, la Marne, Vimy). Théâtres d'une hécatombe. La fleur de notre jeunesse en pantalons garance fauchée en ras de campagne par les « *moulins à café* » du Kaiser. 300 000 morts dans les six premiers mois de 1914.

La France doit aussi à quelques vieilles badernes le supplément d'une horrible boucherie d'un million de morts dans une guerre de tranchées de trois années et d'expéditions hasardeuses comme celles des *Dardanelles* et *Gallipoli* (50 000 morts et 95 000 blessés). Une imprévoyance d'avant les hostilités qui aurait pu être rachetée après, si elle n'avait été aggravée par de nombreuses erreurs tactiques, défaillances de la chaîne de commandement

1 — L'équipée désastreuse du Mexique (1861-1867) l'avait désorganisée. Puis la Chambre des députés rejeta la Loi Niel proposant la modernisation de l'armement (l'artillerie lourde et les obusiers de gros calibre en particulier). Il faut ajouter à cela le vieillissement des généraux et un enseignement militaire figé depuis les guerres napoléoniennes. Les choses n'auront changé ni en 1914, ni en 1940. Et la restructuration de notre armée est encore à l'ordre du jour.

et occasions manquées de victoires décisives dont l'une des plus édifiantes fut la « *percée stérile* » de *Vimy* du 3 mai 1915. Le 33^e corps d'armée de Pétain avait enfoncé les lignes allemandes et s'était emparé de la fameuse *Crête de Vimy*. Quand Pétain demanda des renforts immédiats à Foch, celui-ci ne crut pas au fait d'armes et passa outre. Les Allemands contre-attaquèrent et reprirent la Crête. Pour reconquérir cette position de grande importance stratégique, du 9 au 17 mai suivant, 95 000 soldats français sont tombés en vain. Elle ne sera définitivement reprise que le 9 avril 1917 par 4 divisions Canadiennes qui laisseront 12 000 hommes sur le champ de bataille...

Pour la France, le bilan statistique de cette guerre est effroyable : 1 350 000 morts auxquels il faut ajouter 3 595 000 blessés dont 1 200 000 invalides permanents, soit plus de 30 % de l'effectif mobilisé. S'ils avaient eu proportionnellement autant de morts que la France en fonction de leur population, les USA auraient eu à déplorer 3 200 000 *morts au lieu de 117 000* et la Grande-Bretagne 1 500 000 *au lieu de 910 000*. « *Etrange victoire* »^[1] qui annonce déjà la défaite encore plus cruelle de mai 1940, vingt ans plus tard.

Comme on le dit des Français, notre démocratie n'a pas de mémoire. La défaite de 1870 aussitôt digérée, la gestion calamiteuse de la victoire de 1918 et l'irresponsabilité des politiciens qui dilapidèrent son héritage de gloire et de prestige, montrent bien son incapacité intrinsèque à rebondir sur les événements du passé.

À vingt ans seulement d'intervalle, elle a une nouvelle fois précipité la France, les yeux bandés, dans l'abîme de quatre autres années tragiques où elle toucha le fond du désespoir. La similitude est frappante entre le processus de décomposition politique et sociale qui a marqué les deux après-guerres. Comme si nous les avions perdues toutes les deux.

La cigale et la fourmi

« *Qui bien chante et qui bien danse, fait métier qui peu avance.* »

La défaite de 14-18 avait plongé le II^e Reich dans un chaos indescriptible. L'Empire effondré ne pouvait contenir à la fois l'exaspération d'un peuple réalisant l'inutilité de ses lourds sacrifices et la frustration de millions de soldats rendus à la vie civile. Instabilité politique, mécontentement profond de l'immédiat après-guerre, toutes les retombées dévastatrices de la révolution bolchevique se conjuguèrent par la suite aux misères de la dévalorisation du mark (une livre anglaise vaut 10 milliards de marks en 1923) et à la crise internationale, pour faire naître et entretenir de graves désordres sociaux. Coupée de ses anciennes possessions coloniales, l'Allemagne ne jouissait pas comme la France des ressources d'un vaste empire. L'énergie de son peuple n'était pas galvanisée comme en France par l'effort de reconstruction d'un territoire à moitié dévasté par la guerre. L'agriculture ne représentant que 3 % de son produit national, l'Allemagne vivait au rythme de ses usines. À elle seule, l'interruption brutale des commandes d'armement et de fournitures militaires consécutives à l'arrêt des hostilités et au démantèlement de la communauté germano-austro-hongroise, provoqua la paralysie de son économie. Des millions de travailleurs jetés à la rue vinrent alors se joindre au flot gigantesque des soldats démobilisés (9 000 000) pour former un *Lumpen proletariat* chauffé à blanc par les ferments révolutionnaires. Misérable, désœuvré et massif, il constituait une grave menace pour la caste aristocratique tenue pour

1 — Préface des « *Carnets de guerre* » d'Edouard Cœurdevey (Terre humaine – Plon).

responsable de la défaite. Regroupée autour des officiers vaincus, celle-ci rêvait d'un *régime fort*, de taille à sortir le pays de l'anarchie et à forger les outils de la reconquête. Le goût amer de la défaite lui était rendu plus insupportable encore par l'équarrissage de l'Empire austro-hongrois^[1], prolongement économique et culturel de l'Empire germanique, un ensemble imposant d'où l'aigle impérial retirait toute sa force.

Dans le chaudron de l'Allemagne des années 20 bouillaient donc tous les ingrédients d'une situation explosive. La sociale-démocratie agonisante était bien incapable de la maîtriser. L'heure sonnait pour *l'homme providentiel*. D'origine modeste, vétéran de 14-18, couvert de médailles, orateur impétueux, il a le profil idéal pour dompter les masses populaires. Incarnation de l'esprit de revanche, il tente son premier putsch en 1923, crée le parti nazi, les sections d'assaut, écrit *Mein Kampf* et finit par s'attirer les grâces des hobereaux prussiens. Hitler répond à la fois aux aspirations tumultueuses du peuple qui a trouvé son maître et de la classe possédante qui voit en lui l'envoyé du destin qui la sauvera de la révolution qui gronde. Grâce à l'argent de Deterding, père de la Royal Dutch Shell, il remet en marche les hauts-fourneaux de la Ruhr. Aux généraux vaincus, il redonne espoir, aux déshérités le travail qui leur rendra la dignité. En investissant les ressources de l'Etat dans de gigantesques chantiers de travaux publics et en décidant unilatéralement le réarmement de l'Allemagne, il s'attire la reconnaissance des uns et des autres. Sur terre, sur mer et dans les airs, il forge méthodiquement l'appareil d'une armée moderne et puissante. D'un bout à l'autre de l'Allemagne, tout un peuple embrigadé travaille et défile au son des fifres et des tambours. Porté par leur intense appétit de revanche, Hitler enflamme des foules immenses en couvrant les démocraties de sarcasmes. Il ne peut y avoir de doute. L'Allemagne se prépare à la guerre.

Pendant ce temps, la France combat pour la paix. Engourdie par les envolées lyriques des ténors de la SDN, elle n'entend même pas le bruit des bottes. Mal réveillée des nuits folles de la victoire, assoupie par l'illusion de l'avoir gagnée, elle se refuse à croire à l'inéluctable. Le III^e Reich travaille, la III^e République s'amuse. Il a les *canons*, elle a le *beurre*. Secouée par les scandales financiers, les crises ministérielles et l'agitation sociale, la France maçonnique, affairiste et anti-militariste, creuse sa propre tombe. Elle a son grand homme politique avec Léon Blum, son symbole avec Stavisky. Pour ne pas faire mentir l'« *Exception française* », les diverses sensibilités de droite s'entredéchirent. Le 6 février 1934, les *Croix de feu* manifestent contre les *Voleurs*. L'*Action Française* veut les chasser du Palais-Bourbon. Le Colonel de la Rocque s'y refuse. La III^e République sauvée du gong, c'est la France qui est perdue. Elle n'entendra pas les mises en garde de la droite militante. Comment s'étonner dans ce contexte délirant de l'accueil surréaliste fait à E. Daladier de retour de Munich. Alors que rouge de honte et tête baissée, il descend de son avion, c'est une foule innombrable qui l'attend. Pour lui faire un triomphe ! D'abandon en abandon, la III^e République du Front populaire, du désarmement et des grèves endémiques, nous conduit comme des moutons à l'abattoir. À Mai 1940.

Que l'on ne dise pas que la loi de la jungle ne s'applique qu'aux animaux. Comme la bonne télévision nous le montre quotidiennement dans ses documentaires animaliers, c'est l'animal le moins rapide que chasse le guépard à la poursuite d'un troupeau de gnous. L'animal le moins rapide parce trop jeune ou trop vieux. C'est aussi sur l'animal le plus malade de l'*Alliance démocratique*, la France, que s'abattront les blindés du Führer. Pour n'en faire qu'une bouchée.

1 — Une mauvaise affaire pour l'Europe, car la monarchie des Habsbourg « *fédérait* » les multiples ethnies d'Europe centrale tout en assurant la police des Balkans. L'intégriste maçon Clemenceau et « *père de la victoire* » en fût le principal instigateur.

La trahison communiste (le ver dans le fruit)

« Nul ne peut servir deux maîtres à la fois. »

Tout commence par une *drôle de guerre* qui n'en finit pas. L'Allemagne prépare soigneusement sa future offensive en affûtant ses armes sur le stand de tir de la révolution espagnole. C'est par les Ardennes qu'elle attaquera. Un obstacle jugé infranchissable par notre état-major. À l'abri de l'armée belge, du Rhin, des Ardennes et de la ligne Maginot^[1], nos chefs militaires se préoccupent pendant ce temps du *théâtre aux armées*. Il fallait bien distraire cinq millions de bidasses en bandes molletières s'ennuyant à mourir. Enthousiasmés par les beaux défilés militaires, les proclamations belliqueuses de leurs généraux et la drôle de guerre s'éternisant, les Français finissent par oublier qu'ils l'ont déclarée.

Le Parti communiste, de son côté, se mobilise au service de l'ennemi. L'Union Soviétique l'a déjà préparé à cette éventualité depuis les accords de Munich (30 septembre 1938)^[2] qui lui avaient fait désespérer de ne jamais pouvoir conclure d'alliance contre Hitler avec la France et la Grande-Bretagne. Le rapprochement avec Hitler au détriment des démocraties devenait de ce fait la seule issue pour elle. Éprouvant une reconnaissance admirative envers son puissant voisin, Staline y songeait bien de longue date (l'Allemagne avait apporté une aide substantielle à la reconstruction de son industrie lourde). En dépit des mises en garde répétées de ses services de renseignement concernant les préparatifs d'invasion de l'URSS par l'Armée allemande, il ne se décidait toujours pas à en tirer les conséquences....

Trahissant ouvertement la France dès le 23 août 1939, jour de l'annonce du pacte germano-soviétique, le PCF appelle de son côté à l'insoumission et au sabotage de nos usines d'armement, causant la mort de plusieurs aviateurs et celle sans doute de nombreux autres combattants français^[3]. À l'exemple du Premier secrétaire du PCE, M. Thorez s'enfuyant pour Moscou^[4], des centaines de soldats communistes désertent avec armes et bagages. Que les communistes aient résisté par la suite après avoir combattu la France ne fait que confirmer leur allégeance passée à l'URSS. « *Car ils auraient continué à collaborer avec l'Allemagne nazie si celle-ci ne s'était pas retournée contre Staline en 1941 après avoir avalé l'Europe.* » Cela n'a pas empêché que l'on fêtât le traître Thorez comme un héros de la nation à son retour d'un exil doré en décembre 1944. Cet accueil triomphal ne suffisant pas, le félon fut honoré du titre de ministre d'état chargé de la réforme administrative dans un gouvernement provisoire de libération dominé par les communistes. Hommage extravagant qui marquera l'histoire de France d'une tâche indélébile. Auréolée de la victoire de l'internationale marxiste sur le national-socialisme, la promotion politique du déserteur Thorez consacra la défaite de notre droite *sociale-nationaliste*. La seule paradoxalement qui avait prévu la guerre et tenté en vain de faire comprendre aux Français qu'il fallait s'y préparer autrement.

Bonne enfant, la France n'a toujours pas réglé ses comptes avec son Parti Commu-

1 — 140 km seulement sur un front théorique de 760 km de la Suisse à la mer du Nord.

2 — Accords par lesquels la France (Daladier) alignée sur la politique étrangère de la Grande-Bretagne (Chamberlain), partage avec celle-ci la responsabilité d'avoir cru naïvement pouvoir se protéger des visées impérialistes d'Hitler en lui laissant le champ libre en Europe Centrale — les *Sudètes* de Tchécoslovaquie occupée en septembre après l'Autriche (Anschluss) le 12 mars précédent.

3 — Trois saboteurs communistes des usines d'aviation Farman sont fusillés le 22 juin 1940 à Bordeaux.

4 — Octobre 1939 : après la dissolution du Parti Communiste pour propagande antinationale (26.03.1939) et l'emprisonnement de plusieurs députés du PCF.

niste : « *Exception* » française d'une mémoire sélective organisée pour ne laisser filtrer que le côté pile de son histoire.

Passés les moments d'euphorie de l'été 1944, les Français oublient vite qu'ils ont été libérés par les anti-communistes anglo-saxons. Contre toute logique, le véritable vainqueur sur le terrain, « *c'est l'idéologie en gestation depuis 1789 qui a trouvé dans le bolchevisme son application intégrale.* » Un mal dont la gravité ne s'est vraiment révélée en France que depuis la fin de la *Grande guerre* ; métastase de la Révolution bolchévique. Encore floue au début du 20^e siècle, la ligne de partage idéologique avait creusé entre-temps un fossé profond entre les partisans des deux conceptions opposées de l'organisation de la société. Les faveurs dont on a comblé un traître témoignent de l'emprise de Moscou sur la France. Libérée des troupes allemandes, la voici occupée cette fois par les milices communistes. Les parachutages en provenance de Londres et le pillage des stocks de guerre abandonnés par les Allemands en fuite, les ont enrichies et surarmées. Maîtresses du territoire du fait de l'effacement des forces de l'ordre pendant l'épuration et de l'éloignement de nos unités combattantes, elles soumettent nos campagnes aux justiciers de leurs tribunaux d'exception. L'épuration idéologique fait rage de Dunkerque à Marseille ^[1] sous le regard détaché du libérateur. Chasse ouverte à l'homme réputé de droite et aux femmes de petite vertu. Je peux en témoigner personnellement pour avoir participé avec la 1^{re} Armée française à la *pacification* des villes et villages qu'elle a trouvés sur son chemin dans sa poursuite des troupes allemandes de Toulon à Colmar. Subitement désœuvrées par l'absence d'ennemis, les milices communistes (FTP) se distinguèrent alors par les supplices sadiques qu'ils infligèrent aux « *consolatrices* », ces faibles femmes qui, en toute innocence politique, avaient succombé au charme teuton. Une intolérance pour nos intégristes de gauche qui contraste singulièrement avec l'indulgence des Allemands envers leurs âmes sœurs dont on ne peut dire qu'elles aient boudé les occupants français de 1918 et 1945. Sa priorité étant ailleurs, ce n'est hélas qu'une infime partie du territoire national que sur son passage l'Armée de Lattre put arracher aux mains des forcenés au brassard rouge orné de la faucille et du marteau.

Les témoins de cette orgie sanguinaire ne s'expliquent toujours pas pourquoi le Général de Gaulle^[2] n'ait pas requis pour y mettre un terme dès mai 1945, l'intervention urgente de l'armée. Il disposait pourtant en Allemagne, sous le commandement du Général de Lattre de Tassigny^[3], de troupes aguerries en nombre largement suffisant – la 1^{re} Armée d'environ 300 000 hommes avec un corps de bataille de 15 divisions dont 5 blindées – pour détacher en France un contingent capable en quelques semaines de rétablir partout l'ordre et un véritable *État de droit*. Les *Franco-tireurs partisans* (FTP) n'y faisaient pas seulement régner la terreur de règlements de compte souvent sans relation avec la collaboration, mais le PCF les utilisait aussi comme nettoyage préliminaire d'une véritable entreprise de subversion. C'est ainsi qu'on retrouva dans les archives de l'une de ses cellules clandestines, les circulaires internes demandant aux militants de se tenir prêts pour « *le grand soir* » où serait

1 — Selon A. Tixier, ministre de l'Intérieur socialiste, 105 000 Français furent exécutés. Ce chiffre ne comprend pas toutes les exécutions sommaires ordonnées par les milices communistes. 2 000 000 de Français ont été touchés par les mesures d'épuration dont 900 000 furent emprisonnés. Des centaines de milliers d'autres Français furent l'objet de sanctions professionnelles, par décisions de justice sommaire. « *La révolution de 44-45 a été sans doute l'une des plus sanglantes et des plus radicales que la France ait connue.* » E. Berl. Grasset.

2 — Curieusement oublieux du mépris de Staline qui, à Yalta, s'était opposé six fois de suite à la participation de la France à la Commission de contrôle de l'Allemagne. C'est sur l'insistance d'A. Eden qu'il avait fini par céder. Un Anglais...

3 — Le Général de Lattre n'était-il pas un concurrent trop sérieux ?

décrétée la « *République socialiste soviétique des pays de Gascogne et de Midi-Pyrénées*. » Un premier point d'ancrage judicieusement choisi. Ce territoire avait servi de refuge privilégié aux « *Républicains* » espagnols fuyant l'avancée des troupes nationalistes par exodes successifs. D'abord de Galice, Biscaye et Castille, où Franco rencontra les premières résistances des Rouges, puis de Catalogne conquise deux ans plus tard. Le 5 février 1939, en effet, la France ouvrit ses frontières à 200 000 hommes de l'Armée républicaine en retraite. Ils venaient s'ajouter aux 10 000 blessés de guerre et aux milliers de civils accueillis au Perthus depuis le 29 janvier (170 000 femmes et enfants et 60 000 civils de sexe masculin). C'est fin mars 1939 que les derniers réfugiés, ceux-là rouges de marque, s'embarquèrent pour l'exil vers la France et l'Algérie à partir des dernières provinces libérées de Murcie et de Valence. Il y avait là la plupart des ministres du gouvernement Negrin ainsi que les apparatchiks et dignitaires communistes voués à une mort certaine s'ils étaient tombés entre les mains de leurs vainqueurs. Symboliquement, ce fut la *Passionaria* qui fut la dernière à quitter le sol d'Espagne. Togliatti et Marty, eux, n'avaient pas attendu la dernière heure pour s'envoler vers leurs employeurs soviétiques. Dénoncé comme *profiteur*, le commissaire général des *Brigades internationales*^[1] avait glorieusement levé le pied avant tous ses camarades.

La statistique de l'émigration républicaine nous révèle que 250 000 réfugiés s'établirent en France. Le Parti se frottait les mains. La guerre civile d'Espagne lui avait fourni à domicile une réserve providentielle de militants aguerris et dévoués à sa cause. Il fut sans doute tenté de se servir à des fins subversives, des armes et de l'argent dont on l'avait gavé à d'autres fins. C'est l'issue désastreuse de son jusqu'au-boutisme en Espagne qui l'en dissuada. Il opta pour une stratégie plus subtile d'adaptation à notre modèle démocratique des méthodes d'accès au pouvoir enseignées par le marxisme. Nous l'appellerons « *l'investissement périphérique du pouvoir* » par l'infiltration des organes névralgiques et d'influence. Il s'y employa avec une redoutable efficacité. Au point qu'au centre de l'immense toile d'araignée à mailles étroites dont il enserra la France, le PCF s'imposa durant près de trente ans comme une force politique incontournable. Le choix de Moscou était le bon. Nous avons perdu la guerre en 1940 ; mais nous ne l'avons pas gagnée en 1945. Les mêmes qui nous l'ont fait perdre pesèrent de tout leur poids pour nous empêcher de gagner la paix. *De là date la contamination des organes vitaux de la nation par la gauche marxiste et ses courroies de transmission associatives et syndicales*. Un accouplement d'où sont nés des organismes et systèmes hybrides tellement inclassables qu'on en a attribué la paternité à la France. D'où l'appellation d'origine à l'allure cocardière de Sécurité Sociale, Syndicalisme, Socialisme, d'Entreprises publiques et d'*Éducation à la Française*, le tout schématisé dans l'expression de « *modèle social français* » pour ne pas dire de « *République socialiste française* ».

Après une longue coupure, la démocratie pouvait attendre. Un bon sens élémentaire voulait qu'on laissât décanter une situation encore troublée par tant de rancœurs insouviées. Et qu'on se donnât le temps de n'aborder l'étape cruciale de la refonte de nos institutions que lorsque la sérénité serait enfin retrouvée. Il fallait surtout éviter de rétablir précipitamment le fonctionnement normal de la République, sachant qu'il se ferait sous la pression des revenants, des revanchards et d'une organisation subversive empressée d'empocher les dividendes d'une résistance dont elle s'était arrogée abusivement la part du lion. Le mystère de ce rendez-vous manqué reste entier. Comment expliquer en effet que celui qui plus tard les vilipenda dans ses discours en les traitant de *séparatistes*, ait pu se laisser piéger par les communistes au point d'organiser dès octobre 1945 des élections à l'Assemblée constituante dans un pays pratiquement abandonné à leur loi ? Provenant d'un fervent

1 — A. Marty.

admirateur de Machiavel, une telle naïveté ne manque pas de surprendre^[1]. De Gaulle qui défila fièrement sur les Champs-Élysées entouré de ses fidèles à la tête de l'Armée de libération, ne tenait-il pas le sort de la France entre ses mains ? Qu'avait-il à redouter d'un face à face, voire d'une confrontation avec les communistes ? *Compagnons de circonstance* dans la résistance, n'étaient-ils pas ceux mêmes qui fêtaient les envahisseurs avant qu'il ne prenne l'avion pour Londres ?

Les exhortations pressantes des différentes obédiences qui rejoignirent de Gaulle dans son exil, furent pour beaucoup dans le rétablissement prématuré de la démocratie parlementaire. Aveuglées par le jeûne de quatre années d'expatriation, elles brûlaient d'impatience de retrouver leurs prébendes. Elles n'en voulaient pas spécialement au régime déchu^[2]. Sauf à poursuivre une guerre dont les Français ne voulaient plus, c'était le seul mode de gouvernement, hormis celui d'un *Gauleiter*, qui pouvait convenir à la nation vaincue. Ce n'était pas tant *Pétain* qu'ils haïssaient, mais la *Révolution nationale* et les valeurs célébrées par elle. Il fallait à tout prix conjurer le péril qu'elles symbolisaient à leurs yeux. Ce n'est pas par un simple hasard que Léo Hamon figurait parmi les plus proches conseillers du Général. Avocat passionné d'une sorte de travaillisme à la française et chiraquien avant l'heure, Léo Hamon était un homme de gauche. S'il rompit avec le MRP, ce n'est pas parce qu'il était agnostique mais parce qu'il estimait ce parti trop à droite. Un signal qui ne trompait pas. La France basculait à gauche. Elle se pâmait au son des fanfares qui, d'Est en Ouest, rythmaient le triomphe du stalinisme et des idées qui le conduisirent au pouvoir. En cette période tourmentée, redonner trop vite la parole à un peuple sous influence, c'était prendre deux risques. D'une part la consécration de la gauche la plus dure. D'autre part, l'offrande aux artisans du plus grand désastre de notre histoire un retour triomphal aux meilleures places du festin de la République. Ce qui équivalait à passer par profits et pertes les ravages causés à la France par la trahison communiste du 23 août 1939 (signature du pacte germano-soviétique) au 22 juin 1941 (déclenchement de l'opération *Barbarossa*). Expert en manipulation et professionnel de l'*agit-prop*, le diable sut faire fructifier dans l'urne ce don du ciel. C'est le plus grand parti de France et de loin qui en sortit le 21 octobre 1945 avec 5 millions de voix, 26 % des suffrages et 159 députés. Le 2 juin 1946, il confirma son score à la deuxième Assemblée constituante avec 26 % et 153 députés. Quel renversement de situation pour le parti des *traîtres* devenu par suite de circonstances fortuites, celui des « *martyrs* ». Quelle monumentale inconscience pour nos gentils démocrates, d'avoir fait entrer le loup dans la bergerie !

Par la grâce d'un soutien électoral qui ne s'est jamais démenti, le PCF se pavane depuis un demi-siècle dans les allées du Palais Bourbon. Il a régulièrement recueilli environ 20 % des votes exprimés aux législatives jusqu'en 1958^[3], et dispose encore d'un groupe à l'Assemblée nationale et au Sénat. Il le doit moins à ses électeurs qu'à l'indéfectible complicité qui unit en France l'extrême gauche, la gauche et la fausse droite. S'il n'a pas joui longtemps de portefeuilles ministériels, il a su du moins tirer de fastueux dividendes de son infiltration dans tous les rouages de l'Etat. La CGT^[4], sa milice syndicale, lui a assuré une

1 — Indulgence pro-soviétique explicable par des motifs personnels ? Entre autres raisons par son ressentiment tenace envers l'Amérique qui maintint une représentation diplomatique à Vichy de 1940 à 1942 (Amiral Leahy).

2 — Dont il est bon de souligner qu'il tenait sa légitimité du vote en faveur du Maréchal Pétain par une majorité écrasante de la dernière Assemblée parlementaire de la III^e République.

3 — 3,8 millions de voix au lieu de 5,5 millions aux élections précédentes de 1956, *mais toujours le plus grand parti de France* avec 18,9 % des suffrages exprimés (contre 17,6 % aux « *gaullistes* » de l'UNR).

4 — Ses multiples ramifications sous d'autres sigles dans le syndicalisme corporatif et son étroite

position de force à l'Education nationale, dans les entreprises publiques ou semi-publiques, comme l'EDF-GDF, la SNCF, la RATP, la Radio nationale 23/3/45 (RDF) puis la Radio Télévision Nationale 9/2/49 (RTF), les télécommunications, les ports français, Air France, etc. Partout dans la fonction publique, les organismes de sécurité sociale et de retraites complémentaires, les Caisses nationales, régionales et primaires, les *comités d'entreprises publiques*, les Mutuelles et même le Conseil économique et social (dix-sept membres de la CGT), il dispose de puissantes représentations. Certes, il a remis aux greniers les armes tombées du ciel en 42-45. Mais il a gagné au change en les remplaçant par celles bien plus meurtrières de ses « *grandes gueules* » et « *gros bras* » syndicaux. Et cela n'est encore que la partie visible de l'iceberg. L'affaiblissement électoral qu'il doit à la forte coloration sociale-démocrate de la V^e République, n'a pas la signification qu'on veut bien lui donner. Ce sont des voix désormais perdues pour le Parti, mais toujours fidèles à ses « *valeurs* », qui lui ont permis de construire un empire financièrement prospère dont les tentacules étendent leur emprise à l'industrie privée. L'utopie communiste a toujours tenté les rêveurs, une espèce particulièrement prolifique dans l'*intellocratie*, puisque tel est, en France, le produit type de son école. Malgré son effondrement à l'Est, elle a laissé une forte empreinte idéologique dans la sphère culturelle et médiatique. Les toxines qu'elle a inoculées sont toujours aussi actives dans notre corps social. Et elles sont encore plus dangereuses sous la tenue camouflée des ligues de l'« *anti-France*. » Le lecteur les aura reconnues sans qu'il soit nécessaire de les nommer^[1].

Tout ce qui dans l'« *Exception* » française a contribué jusqu'à ce jour – et sans doute jusqu'à la date où vous lirez ces lignes – à la détérioration de la santé économique, culturelle et sociale de notre pays ainsi qu'à son image à travers le monde, *remonte à 1945*^[2].

Une époque où l'Etat fut intronisé comme l'unique dispensateur de l'énergie motrice indispensable à la Nation et l'économie soviétique considérée comme le modèle de l'économie planifiée.

Associé à part entière de la *partitocratie* Républicaine, le « *Parti* » n'a jamais cessé de jouir des retombées financières, de la considération politico-médiatique et des avantages matériels attachés à sa présence constante dans les Assemblées nationales ou territoriales. Ses complices ont poussé leur sollicitude jusqu'à abaisser pour eux la représentation minimale qui donne accès aux multiples privilèges d'un *groupe parlementaire* à l'Assemblée nationale. Avec 24 députés, juste au-dessus de la barre complaisamment fixée, les communistes continuent donc à en bénéficier. Le Parti communiste français de la 5^e colonne des années 39-41 a même survécu au fiasco du marxisme. Syndiqué de la représentation nationale, il jouit encore du statut privilégié à l'abri duquel, depuis son retour au premier plan de la vie politique, il n'a cessé de militer contre les intérêts de la Nation. À la messe de l'« *Huma* », il rassemble toujours autant de milliardaires du showbiz et de l'*intelligentsia* venus s'encanail-ler aux airs de java dans les fumets de merguez. Qu'il ait combattu contre nous aux côtés des nazis, que son secrétaire le plus populaire ait tranquillement travaillé pour Messerschmidt pendant la guerre, que le PCF ait été un agent stipendié du *Komintern* puis ait émargé au KGB^[3] jusqu'à la *Perestroïka* et qu'il n'ait jamais renié son allégeance au *Stalinisme*, sont

parenté avec la CGT-FO (créée en décembre 1949).

1 — Entendu par là celles qui sont délibérément anti-nationales ou celles qui combattent inconsciemment au nom de causes attentatoires à l'intérêt de la Collectivité nationale.

2 — Nous montrerons plus loin qu'en fait elle a pris naissance bien avant, un siècle et demi plus tôt.

3 — Jean-Pierre Cot, député au Parlement de Strasbourg, en aurait fait partie... Selon ce que les archives du KGB viennent de dévoiler, il aurait été l'un de leurs « *honorables correspondants* ». C'est sans doute pour avoir permis l'accès à ses archives, qu'Eltsine fut publiquement insulté par lui en pleine Assemblée Européenne. La trahison est un délit mineur en France d'aujourd'hui. L'État reste

apparemment tenus pour des titres de gloire. Comment expliquer autrement cette sorte de crainte respectueuse dont la France a successivement entouré les figures emblématiques du marxisme-léninisme de M. Thorez à G. Marchais ?

L'indulgence manifestée par la France envers ses communistes est un phénomène unique en Occident. Il est stupéfiant en effet qu'un peuple réputé pour son niveau de « *raffinement et d'intelligence* » ait pu être intoxiqué au point d'absoudre les horreurs du Goulag. N'est-il pas inconcevable au « *berceau de la liberté* » qu'existe une telle vogue pour une expérience politique fondée sur le génocide de classe et dont les méthodes expéditives se révélèrent aussi cruelles que les techniques de la « *solution finale* » ? Comment justifier ce zèle déployé depuis un demi-siècle par notre classe *parlante* pour occulter le sadisme de 70 ans de dictature communiste, sinon par solidarité révolutionnaire et *esprit de corps de régicides* ? Comment aussi ne pas relever l'inconvenance du procès qu'à longueur de pages et d'émissions depuis l'avènement du *Mitterandisme*, nous introduisons contre l'Allemagne, notre partenaire privilégié dans la construction de l'Europe ? Encore sous la forte impression ressentie à la suite d'un documentaire remarquable de *Planète* (chaîne câblée) sur la révolution bolchevique, je n'ai pu résister à l'envie d'adresser à ce sujet ces quelques lignes à M. Elkabbach, le Président balladurien de notre Télévision publique : « *J'ai eu le privilège de voir sur Planète, le 25 mars à 20 h 55, le documentaire intitulé Staline tyran. Cette rétrospective bouleversante qui révèle au grand jour la folie sanguinaire du Petit père des peuples responsable du plus grand génocide de l'histoire, n'a rien à envier en horreur aux évocations quasi-quotidiennes sur nos chaînes de la carrière d'un mégalomane, son homologue nazi. Les Français ont besoin de savoir qu'à l'autre extrémité de la gamme des expériences totalitaires, des crimes épouvantables ont également été commis contre l'humanité. Il est troublant que la télévision publique n'en ait jamais parlé qu'en émissions cryptées ou aux heures où la France est endormie. C'est pourquoi je propose que France 2 ou France 3 prennent l'initiative de programmer ce magnifique documentaire à une heure de grande écoute.* » Cette lettre est restée bien entendu sans réponse. Autisme partagé par les « *Grands* » de notre nomenclature qui en ont pris la déplorable habitude. La corbeille à papier est leur refuge. Comme la messagerie vocale, celui des mastodontes de notre société de consommation pour se protéger des clameurs d'une clientèle exaspérée. Par abus du pouvoir conféré à la technocratie, la suffisance de ce favori d'E. Balladur est révélatrice à la fois d'un parti pris idéologique profondément enraciné dans l'« *élite* » de la nation et de l'incessante persécution de ceux qui militent de bonne foi pour le rétablissement d'un équilibre de la vérité historique. Il me rappelle par contraste la courtoisie dont la BBC me gratifia en répondant à une lettre par laquelle je m'élevais contre le traitement jugé injuste de mon pays par un journaliste de BBC 1. La *grande dame* prit la peine de me faire expliquer que la *liberté de parole* était d'autant plus respectée au Royaume-Uni qu'elle n'était consacrée que par la *tradition orale*. Après s'être confondu en excuses, le signataire m'assura avec humour que je ne manquerais pas un jour ou l'autre d'entendre le même journaliste prendre le parti de la France dans un débat l'opposant à son propre gouvernement. Ce que j'eus d'ailleurs le plaisir de constater peu de temps après.

Mais ne rêvons pas, nous sommes en France. Où on a pu entendre sur toutes les chaînes au soir des dernières élections municipales en Italie qu'il « *ne restait plus que le PDS pour barrer la route aux néo-fascistes du MSI* ». Commissionnaires du *système*, ces journalistes se sont bien gardés de préciser que le PDS n'était que le clone plus présentable du PCI.

muet sur cette révélation. « *Exception* » française : Pierre Cot, son père, le tristement fameux Ministre de l'air du Front Populaire avait déclaré à l'Assemblée Nationale qu'il se tor...t avec le drapeau tricolore. La République Française aussi a ses *intouchables*.

En revanche, ils ont présenté le MSI comme néo-fasciste, pour ne pas reconnaître qu'en Italie, il est tout simplement « *la droite* ».

Chacun sait en effet, que le MSI occupe le créneau de droite nationale, déserté comme en France depuis la guerre par les démocrates chrétiens et les libéraux convertis à une *droite courbée* et honteuse d'elle-même. Nos *médias* ont donc présenté ce scrutin comme un combat entre la gauche et l'« *extrême droite* ». De gauche, les anciens communistes italiens financés par les combines politiques et le grand capitalisme corrompteur. D'« *extrême droite* », ceux qui font front à la vague rouge. Tous les autres contre le MSI parce qu'il milite pour un faisceau de valeurs fondamentales évacuées au profit du *trinôme*^[1] dont découle notre modèle de société. Ce qui le définit prosaïquement comme une droite devenue par la force des choses, nationale, pour se démarquer d'un rassemblement hétéroclite converti par défaut à la révérence de valeurs décadentes. Un phénomène comparable à celui auquel nous assistons en France où la Droite nationale n'est plus désignée que par l'appellation à connotation dévalorisante d'*extrême droite*. Ce qualificatif impropre n'a d'autre objet que de flétrir une concurrence devenue gênante. Qu'y a-t-il en effet d'excessif dans un corps de doctrine articulé sur des notions d'ordre et de force morale qui ont été de tout temps l'apanage de la droite ? Non pas le prétexte d'un autoritarisme suranné mais côte de mailles protectrice d'un modèle de société harmonieuse et organisée. Seule formation politique conjoncturellement porteuse de cet idéal, le Front National paraît donc se distinguer *pour le moment* en France, comme l'adversaire privilégié d'une nébuleuse attrape-tout qui usurpe le titre de noblesse d'une droite dont elle n'a que la position qu'elle occupe dans l'hémicycle. D'où la revendication par la *Droite nationale* de sa véritable identité de Droite de la « *droite* ». Ou de Droite disons extrême plutôt qu'Extrême Droite.

La déformation tendancieuse des véritables motivations de la Droite nationale conduisit l'univers politico-médiatique en cette occasion, à une interprétation outrageusement partisane des événements qui confrontent en Italie, mais en proportions quasi-inversées, les supports d'un régime nauséabond aux partisans d'un sursaut national :

1. Politiciens corrompus et pilliers sans vergogne des deniers publics, les centristes s'écroulent au premier tour des élections municipales. Notre PAF^[2] est atterré.
2. Le PDS (ex-PCI) fait un bon score, mais largement insuffisant pour battre le MSI à Rome et à Naples. *Résultat systématiquement occulté*.
3. Au deuxième tour, les centristes reportent leurs voix sur le PDS en une coalition^[3] des « *mains sales* » qui bat le MSI.
4. Et nos « *médiacrates* » d'applaudir à la victoire de la « *gauche unie* » qui a empoché les votes de la démocratie chrétienne, au lieu d'exprimer le regret légitime d'un retour en force des « *pourrisseurs* » dans la capitale de l'Italie.

La France corrompue ne voit pas d'un bon œil la résurgence d'une Droite nationale en Italie, cette même droite contre laquelle ici elle a lâché tous ses chiens. Si bien que, dans un scrutin municipal décevant pour l'Italie, notre propagande audiovisuelle n'a vu que des bienfaits pour l'Europe. Voici un cas typique de maquillage de l'actualité politique qui en dit long sur la manière dont nos médias se jouent de l'opinion. Alignée sur la religion d'Etat, la propagande officielle ne cache pas son lâche soulagement. C'est sur cette imposture que s'alignent nos organes d'information. On comprend dès lors que la seule perspective d'une

1 — Liberté, etc.

2 — Paysage Audiovisuel Français.

3 — Un Front Republicain à l'Italienne.

révolution culturelle en Italie – comme ailleurs en Europe – leur soit éminemment insupportable. Ils en repoussent l'avènement de toutes leurs forces car, en votant au second tour pour le MSI, les Italiens les auraient fait apparaître comme d'autant plus coupables d'étouffer l'émergence dans notre pays d'une alternance politique réelle, soucieuse avant tout de l'intérêt national. Ce n'est pas par référence à un passé révolu que tant d'Italiens ont porté leurs voix sur le MSI, mais par réaction à une expérience démocratique désastreuse. Ils veulent maintenant un Etat plus juste, plus propre et plus efficace. Qu'attendons-nous pour en faire autant ?

Les réflexes du pouvoir sont frappés en France d'une sorte de fixation atavique. Ils sont en effet tout aussi irrationnels dans leur jugement du réveil populaire Italien, qu'ils l'ont été de celui du peuple chilien. À l'exemple du mauvais choix du couple présidentiel frappé par le *syndrome d'Allende*, notre « *intelligentsia* » n'a cessé avec le même acharnement de couvrir d'opprobre le Général Pinochet. Elle le tient pour un suppôt du diable parce qu'il incarne le modèle adéquat pour une nation convalescente, d'une démocratie placée à juste titre sous surveillance militaire. C'est grâce à cette présence à la fois fortifiante, rassurante et persuasive que le Chili est devenu le symbole d'un capitalisme triomphant qui répand ses bienfaits du haut en bas de l'échelle sociale. Et c'est au général Pinochet qu'en fin de compte ce pays doit la fantastique prospérité qui fait de lui la Suisse de l'Amérique du Sud. Les maîtres de notre pensée persistent à occulter ce phénomène exemplaire d'une économie redressée miraculeusement de la faillite, simplement parce qu'il leur déplaît de reconnaître qu'il a surgi des ruines d'un intermède marxiste ruineux. Il n'y a pire aveugle que celui qui ne veut pas voir. Notre « *droite* » comporte 485 non-voyants de ce genre^[1]. Au seul nom de Pinochet, pourtant de bonne descendance française, elle rougit de honte. N'aurait-il pas pu se contenter d'ouvrir un restaurant français à Valparaíso ?

Il n'est pas exagéré de dire que notre communisme a lui aussi quelque chose d'*exceptionnel*. Il s'est montré aussi perfide envers la France que le socialisme soviétique s'est montré opiniâtre dans la défense de sa patrie. Supplétif de l'URSS dès l'origine, il a jeté son masque en 1939. Première d'une longue série de trahisons perpétrées durant le processus de liquidation de notre Empire colonial. Sa malfaisance ne s'arrêtant pas à l'insurrection ouverte, il a profitablement investi ses succès électoraux dans la subversion insidieuse, en se projetant dans son « *combat* » bien au-delà des limites de la défense la plus opiniâtre des intérêts de la classe ouvrière. Ce fut un jeu d'enfant pour ses apparatchiks d'exploiter l'« *ouverture d'esprit* » bien connue du tempérament national. Nous retrouverons partout au long de notre périple en « *Exception* » française, les signes de cette connivence : l'incurie politique, le naufrage culturel, les comportements sociaux aberrants, une identité nationale en perdition. Parlant du communisme, l'académicienne et *soviétologue* Carrère d'Encausse ne mâche pas ses mots : « *Sans la parenthèse communiste de soixante-quinze ans, la Russie serait sur un pied d'égalité avec les Etats-Unis.* » J'y ajouterai ceci : sans la Révolution française, la France serait vraisemblablement la première puissance européenne. D'où cet intéressant sujet de réflexion. Y aurait-il eu dans ce cas Waterloo, l'aventure mexicaine, Sedan, les horreurs de la Grande Guerre, le marxisme léninisme, le nazisme et la Seconde Guerre mondiale ?

1 — Chambre de 1993.

La descente aux enfers

« *La guerre est un acte barbare :
le seul devoir moral que nous ayons est de la gagner.* »

Mais revenons à mai 40. Les conditions étaient réunies pour que l'Armée réputée « *la plus forte du monde* »^[1] s'effondre en moins de trois semaines. Cette même armée dont Churchill avait dit à la déclaration de guerre : « *Dieu merci, nous avons l'Armée Française avec nous !* » Ce n'était en réalité qu'une troupe sans ressort, mal entraînée, mal encadrée, désorganisée, et placée sous le commandement d'un Général en Chef « *podagre*^[2] (qui) *ne pouvait mener à la victoire une troupe de chétifs et d'alcooliques.* »^[3] Nous avions les mêmes effectifs engagés, autant de chars de combat (plus modernes et de meilleure qualité). Une flotte franco-anglaise alignant 514 unités contre seulement 104 pour l'Allemagne^[4]. Les raisons de la déroute ne sont donc pas essentiellement d'ordre matériel. Elles sont surtout d'ordre moral, tactique et stratégique. Une armée moins jeune et moins motivée. Une infanterie, un corps de blindés, une artillerie et une aviation agissant en ordre dispersé. Un Etat-major attendant l'attaque d'Est en Ouest par la Belgique alors qu'elle s'est produite dans le sens Nord-Sud à travers une région *prétendue infranchissable*. Les sombres années de l'occupation, l'horrible guerre civile d'après-guerre et la dislocation de la société française à laquelle nous assistons en cette fin de siècle sont le fruit amer de cette débâcle sans précédent. *Il ne fallait pas perdre la guerre !* Plutôt que de nous consacrer à longueur d'année à la malédiction des vainqueurs, nous ferions mieux de tirer la leçon de notre défaite en nous retournant contre les idées et les hommes qui nous y ont conduits. « *Vae victis* »^[5].

Nous avons trop vite oublié ce que nous a coûté notre imprévoyance : 14 millions de réfugiés fuyant vers le Sud sous la mitraille des Stukas ; 3 millions de soldats se rendant à l'ennemi par régiments entiers. Le gouvernement de la République replié à Bordeaux. Le *Massilia* chargé de nos ministres s'enfuyant vers le Maroc. Pourquoi pas vers l'Angleterre ? Le Général de Gaulle à Londres pour continuer la guerre, le *Maréchal Pétain* à Vichy pour *l'épargner à ses compatriotes et en sentinelle de notre Empire*. La troisième flotte du monde martyrisée à Mers el-Kébir puis sabordée à Toulon. Une phalange héroïque de vrais résistants, les milices politiques « *gestapistes* » et communistes des deux camps s'entre-tuant dans une lutte à mort. La guerre fratricide de Syrie. Le « *Gai Paris* », les profiteurs de guerre, des millions de Français faisant la queue. Les milliardaires du marché noir, tous ceux qui, dans le *Résistantialisme* (700 000 cartes de résistants distribuées), préférèrent prouver leur vaillance en *épurant* plutôt qu'en rejoignant Londres, Alger ou Rabat. Et ce qui apparaît comme l'aspect le plus sordide du comportement de notre classe politique : *l'inversion hon-teuse des responsabilités dans les malheurs de la nation*.

Que le libérateur se soit prêté à cet escamotage est sans doute le grief le plus lourd que l'on puisse formuler contre lui. Car avant tout, crions-le à nouveau sans crainte de nous répéter, *il fallait gagner la guerre !* Les responsables de cet énorme gâchis auraient dû être châtiés et les combinaisons dont ils s'étaient repus vouées par lui à l'exécration populaire.

1 — Selon W. Churchill.

2 — Et qu'on a prétendu syphilitique.

3 — Drieu la Rochelle : « *Le Français d'Europe* ». Editions Le Jeune Européen.

4 — L'Allemagne était dotée par contre d'une aviation supérieure en nombre sur le théâtre d'opérations français : 562 bombardiers contre 292 et 1 016 chasseurs contre 777. Ne le savions-nous pas ?

5 — « *Malheur aux vaincus* ».

Il n'en fit rien. De sorte qu'à peine réinstallés dans les Palais nationaux, les fossoyeurs qu'il ramena dans ses valises lui signifient leur reconnaissance en le congédiant comme un domestique. Il ne fallait pas s'attendre par la suite à ce qu'ils dénoncent leur propre incurie. En favorisant la prise du pouvoir réel par les communistes et leurs séides habilement placés aux points névralgiques de la Nation, cette erreur d'aiguillage exclusivement imputable à Charles de Gaulle a conduit la France par paliers successifs à ce qu'elle est devenue : l'Etat le plus socialisé de l'Union européenne. Un grand malade perclus d'infirmités qu'il préfère soigner avec des remontants plutôt que de recourir aux remèdes efficaces mais douloureux seuls capables de les guérir.

De Gaulle à peine reparti en exil, cette fois sur ses terres de Lorraine, les revenants de la débâcle se remirent aussitôt à la table qu'ils avaient précipitamment abandonnée à l'ennemi. Copie conforme de la III^e, la IV^e toute honte bue avait rallumé les fourneaux de la bonne cuisine républicaine.

Le retour des charognards

*« La mesquinerie est une spécialité dans laquelle
notre pays tient une place plus qu'honorable. »*

BUGAUD

Dès que les Allemands eurent tourné le dos et qu'elle eut réglé ses comptes avec les français, la IV^e République se replongea dans les délices de l'assiette au beurre. Reprise par le démon politicien, elle se précipita dans la course aux prébendes. Comme si rien ne s'était passé. Puis, fidèle à la tradition, elle s'enlisa dans la boue des scandales. Les « *Ballets roses* » du socialiste A. le Troquer. Les trafics à pleines mains dans la Piastre indochinoise. A. Diethelm ancien ministre de la Guerre du Général de Gaulle reconnaissant que les millions transférés spéculativement d'Indochine avaient été versés au trésorier du parti gaulliste. La fuite des secrets d'Etat et l'affaire de l'*Observatoire* éclaboussant successivement nos plus hauts « *dignitaires* ». Ces symptômes de décomposition avancée de la République dix ans à peine après la libération laissent les Français indifférents. Ils n'ont décidément pas de mémoire. Du moins tout contribue à les en priver dans une société où les notions de bien sont ringardisées et de mal banalisées.

Les « *fuites* » d'abord. Un procès-verbal émanant du bureau politique du PCF atterrit en juillet 1954 sur le bureau du Président du Conseil. Il fait état de débats figurant à un compte-rendu classé ultrasecret du Comité de Défense nationale. C'est le commissaire Dides placé à la tête d'un réseau chargé de surveiller la progression des communistes dans les rouages de l'Etat, qui l'a communiqué à Mendès-France. Ouvrons ici une courte parenthèse pour souligner, ô « *Exception* » française !, ce paradoxe peu ordinaire. Des responsables politiques prenant secrètement l'initiative de mettre en examen pour sédition^[1] des communistes que par la grâce de notre système démocratique ils côtoient quotidiennement en les appelant par leurs prénoms. Et dont ils savent, c'est là le comble, qu'ils sont là pour servir les intérêts d'une puissance étrangère. Le problème se pose donc de savoir qui a bien pu faire passer le compte-rendu ultra secret au PCF. Questionné sur ce point, Dides répond :

1 — Les marionnettes du KGB ont bien tenté d'ouvrir la voie au communisme aux USA en abattant le Mac Carthysme. Mais elles se sont heurtées aux défenses immunitaires d'un pays sain, preuve par l'absurde de ce que le nôtre ne l'est pas.

« À mon avis c'est Mitterrand » et non E. Faure comme on avait voulu le faire croire. Et Dides de continuer : « C'est pour cela que je n'ai pas porté cette pièce au ministre de l'Intérieur (F. Mitterrand) »...

L'«*observatoire*» ensuite, octobre 1959 (L'insurrection du 11 octobre marque le début de la guerre d'Algérie). François Mitterrand quitte la brasserie *Lip* vers minuit. Il se sent suivi, raconte-t-il. Pour échapper à ses assaillants, il s'arrête devant les jardins de l'Observatoire et saute par-dessus la grille pour se mettre à l'abri derrière une haie d'arbustes. Sa voiture est transformée en écumoire par un tir de mitraillette. C'est « *un attentat (bidon)* ». Il a été arrangé avec la complicité du député poujadiste Pesquet. Quelque temps plus tard, F. Mitterrand lui demande de faire le même coup pour Mendès-France. Il prend peur, se met à table et fait éclater le scandale. Il faut attendre 1966 pour que le mystificateur tombe dans le piège qu'il a lui-même tendu en déposant une demande d'ouverture d'enquête contre X pour tentative d'homicide volontaire. La justice le déboute, laissant entendre par là qu'il est coupable d'une supercherie. Mais sans le condamner. « *Exception* » bien française d'une justice qui fait payer au citoyen de base son indulgence coutumière envers les patriciens du Régime. La *machine à laver* démocratique a effacé le passé de F. Mitterrand dans la mémoire des Français. Comme elle a continué à le faire pour toute une série de morts célèbres demeurées à l'état d'énigme policière : MM. Bérégovoy, Boulin, de Broglie, de Grossouvre, Fontanet, Lucet^[1], etc. et de scandales financiers retentissants consciencieusement étouffés qui entachèrent les gouvernements de « *droite* » de 1960 à 1981. On comprend que nos vertueux socialistes passés maîtres en détournement de fonds d'Etat et magouilles en tous genres ne se soient pas empressés d'exhumer ces dossiers. Bien leur en a pris. Cette discrétion leur vaut la complaisance de ceux qui les ont remplacés au Palais Bourbon en mars 86 pour deux ans et mars 93 pour quatre. Comme quoi les mafiosi n'ont pas le monopole de l'*Omerta*.

Les charognards n'ont pas perdu de temps pour nous ramener à la case départ. Aux mœurs politiques qui ont conduit la France à la débâcle militaire de 1940. Ce qui l'attend, comme nous le montrerons plus loin, c'est sa disparition pure et simple en tant que Nation.

1 — Rappelons que le malheureux suicidé s'est tiré deux balles dans la tête... P. Bérégovoy et F. de Grossouvre se sont-ils vraiment suicidés ? Elucidera-t-on finalement le meurtre de Yann Piat ? La première à ce niveau de la liste d'« *hérétiques* » promis à payer le tribut de leur *droiture* aux *ripoux* du *milieu politico-mafieux*.

II

LE CONQUÉRANT MALGRÉ LUI

« De telles conquêtes sont disproportionnées
au naturel et à la cervelle des Français. »

SULLY

C'est ce même penchant sado-masochiste à chercher querelle à la France qui est à l'origine du fonds de commerce anti-colonialiste ouvert par le gaullo-socialisme. Volontairement oublieux de cet esprit de conquête qui projeta de tout temps les grands peuples au-delà de leur territoire naturel, ces adversaires acharnés de la race blanche se plaisent à présenter notre épopée coloniale sous les traits réducteurs d'une entreprise à sens unique vouée à la spoliation de malheureux indigènes. Ils se refusent à reconnaître que passé le Moyen Âge où le Français ne vivait que de pain, de légumes, d'un peu de viande, de toile, de laine, de bois et de fer, il lui fallait bien chercher ailleurs ce qui lui manquait : davantage de fer, des minerais rares, du café, du sucre, du chocolat, des bananes, de l'huile comestible, des épices, des bois précieux et, bien plus tard, du pétrole. Ils ne veulent pas voir non plus que ce faisant, et à l'inverse d'autres nations européennes engagées elles aussi dans la découverte d'autres continents, l'Empire français n'a pas été le fruit d'une politique concertée, mais celui d'une succession d'initiatives individuelles – y compris au niveau de l'État –, à partir le plus souvent de circonstances fortuites et dans le cadre international d'une concurrence effrénée. Ce que les Français n'auraient pas découvert *puis équipé et administré*, d'autres l'auraient fait à leur place. Mais sans doute pas de la même manière. Car les survivants de nos colonies, protectorats et territoires *sous mandat* reconnaissent eux-mêmes les bienfaits d'une *prétendue rapacité* qui leur fit accomplir un bond de plusieurs siècles dans l'époque moderne. Une évolution dont les potentats qui les opprimaient reconnurent très vite, que la France était de loin le meilleur parti qu'ils pouvaient tirer d'une compétition où se confrontèrent les grandes nations européennes. Certains témoins de cette époque allant jusqu'à confesser leur nostalgie du « *bon temps* ». Contrairement aux Français qui vont se dorer sur les plages du Maroc et de Tunisie sans jamais se demander ce qu'ils y auraient trouvé si la France ne les avait pas devancés, ils frémissent *en secret* à l'idée de ce que ces pays seraient devenus si celle-ci ne leur avait pas apporté la *civilisation*. Ne nous manifestent-ils pas une absence totale de rancune, voire même un amour immodéré en assiégeant littéralement nos frontières ?

Ce que la France a laissé derrière elle témoignera encore longtemps de son œuvre civilisatrice. Les plus engagés dans les combats de libération le concéderaient sans doute, maintenant qu'ils ont eu le loisir de *comparer*. Parmi les survivants de l'*âge d'or*, il en reste plus d'un que la propagande anti-française de nos propres compatriotes n'est pas parvenu à convaincre du contraire. En fin de compte, ceux de nos « *ex colonisés* » qui se détachent de

la France ne le font pas à raison de ses actions passées, mais de ce qu'elle est devenue.

Par référence au *modèle exterminateur* des colonisations américaine et espagnole, seul un de ces écolos primaires, fasciné par l'imagerie rousseauiste du « *bon sauvage* » tendance Joinet-Mamère, pouvait se rendre coupable de cet amalgame réducteur dans un hebdomadaire à très large diffusion : « *Colonisés, les pays d'Afrique avaient perdu toute identité. On refusait d'accorder à l'individu attaché à ses traditions millénaires, le statut de citoyen à part entière. Lors de la Première Guerre mondiale les colonisés fournirent la chair à canon indispensable aux militaires*^[1]. *Mais c'est peut-être là que, pour la première fois, ils virent leurs maîtres en position de faiblesse. Dès lors les autochtones commencèrent à relever la tête et entamèrent le long et difficile processus d'indépendance, etc.* »^[2] On croirait entendre là le même réquisitoire-cliché du faux intellectuel afro-francophone s'habillant d'un anticolonialisme militant pour mieux cacher ses complexes. Ou de cette progéniture africaine de bourgeois aisés qui se répandent en reproches d'autant plus véhéments qu'ils doivent tout à la France et y sont écoutés d'une oreille attentive. C'est pour se donner l'air d'avoir conquis eux-mêmes les douceurs de la société de consommation, qu'ils récitent ainsi en toute occasion le mot à mot de ce qu'ils ont appris de nos professeurs et de nos médias sur une colonisation que ceux-ci n'ont pas connue. Coopérants et touristes gogos, écologistes gémissants, journalistes mal informés, étudiants formatés, cinéastes d'avant-garde, la France fourmille de ces gobeurs empressés d'avalier tout le mal que l'on dit d'elle. C'est le plus souvent sur ce fonds de calomnie et d'affabulation puisé à la source empoisonnée de nos écoles que l'on a construit le mythe du colonisateur cupide, fainéant, vicieux, alcoolique et brutal. Une caricature humiliante pour la France que la télévision française et nos pseudo-intellectuels branchés se complaisent à exhiber, au défi d'une réalité historique tellement flatteuse pour elle au regard de toutes les autres colonisations, que nous devrions au contraire la porter en médaille. Que les ratés de la décolonisation atteignent l'apogée de l'horreur comme au Rwanda^[3], au Soudan, au Liberia, en Somalie, en ex-Rhodésie, au Mozambique ou en Angola et plus près de nous en Algérie, sourds aux cris des victimes et non-voyants des atrocités qu'elles ont endurées, ils ne démordent toujours pas de leurs visions chimériques. Il n'en reste pas moins, les faits sont là, qu'au bon temps où les blancs « *pillaient* » les richesses de l'Afrique comme nous le serine la *vulgate*^[4] anti-colonialiste, les Africains ne s'entre-massacraient pas, ne mouraient ni de faim ni de soif et ne périssaient pas par milliers, à nouveau décimés par les épouvantables endémies que nous avons éradiquées.

Au départ de cet Essai, je n'envisageais de n'y consacrer qu'une citation. À la réflexion, il m'apparaît impossible de traiter de l'« *Exception* » française sans m'étendre sur l'une de ses plus fidèles illustrations : le comportement révoltant d'une certaine catégorie de Français^[5] dans les circonstances dramatiques qui conduisirent à notre abandon de l'Indochine à Ho Chi Minh et de l'Algérie à Ben Bella.

1 — Argument désinformateur type. Si certains furent incités à porter l'uniforme, la plupart d'entre eux s'engagèrent volontairement dans la carrière militaire par amour atavique du métier des armes. Une aubaine pour les déshérités, quels qu'en fussent les risques. Ce qui n'enlève rien bien sûr à la reconnaissance qui leur est due.

2 — *Télé-Loisirs* 15/12/93.

3 — Voir plus loin le rôle qu'y a joué notre prosélytisme idéologique.

4 — Terme utilisé pour désigner la version latine de la Bible en usage dans l'Eglise catholique. Version rejetée par les réformateurs du XVI^e siècle en raison de *fautes de traduction*. D'où son extension à l'argumentaire spécieux des anti-colonialistes.

5 — L'Amérique a bien eu son lobby « *anti-guerre au Vietnam* » mais, à ma connaissance, pas de *porteurs de valises* destinées à ses ennemis.

L'armée trahie en Indochine

Comme en 1940 avec la III^e République, la France aborde dans les plus mauvaises conditions sous la IV^e une période particulièrement agitée de son histoire. Le réveil de l'Empire au spectacle d'une Nation tombée de son piédestal. Il était fatal qu'il commençât à bouger lorsque s'affirma le déclin de la puissance tutélaire. La *libération* n'y avait rien changé. Dès 1945, c'est une France invalide qui se vit brusquement confrontée à l'agression communiste en Indochine. Et, peu de temps après, au soulèvement de l'Algérie. Nous nous étendrons successivement sur les « *Exceptions* » nées de ces deux guerres dont nous devons l'issue dramatique beaucoup plus à l'impéritie de nos gouvernements et à l'indigne comportement de la gauche Française, qu'à « *l'irrésistible volonté d'indépendance des peuples sous tutelle* ». ^[1]

La guerre que nos soldats ont livrée en Indochine est typique de cette manie que nous avons de transposer nos luttes électorales sur les champs de bataille. Cataloguée dans notre histoire enseignée comme une horrible guerre coloniale, elle a vu se constituer en France un front opposé à la continuation des hostilités. Moins pour épargner à nos enfants les horreurs de la guerre que par choix idéologique en faveur d'un ennemi soutenu par Moscou. Un peu la situation que la France a connue avec le Parti communiste après le pacte germano-soviétique. Ainsi nos soldats durent-ils se battre à la fois contre le Viêt-minh et une forte opposition intérieure animée par le Parti Communiste Français. Celui-ci avait une fois de plus choisi le camp de ceux que nous combattons. Nous ne restions pas en Indochine repliés sur nos *acquis coloniaux* et pour y maintenir une tutelle à laquelle nous avons déjà renoncé, mais pour sauver des griffes du communisme le legs de soixante ans de civilisation française. Les goulags de rééducation, les boat-people, la Cochinchine jadis heureuse et prospère sous le joug tonkinois et les satrapes de l'occupation nordiste ne sont-ils pas là pour la faire regretter ? Il ne pouvait être question de contrarier la volonté d'indépendance d'un pays auquel nous l'avions déjà accordée. Parallèlement à la protection de l'Indochine contre l'agression communiste, l'objectif de la France était de l'aider à se pourvoir d'une institution démocratique garantissant dans l'indépendance la diversité ethnique et confessionnelle de ce vaste ensemble. L'Asie nous a démontré qu'elle était mentalement préparée à vivre sous d'autres modèles que la dictature communiste. Rien ne permet de penser qu'à l'instar de la Corée du Sud et de Taiwan le peuple indochinois n'aurait pas non plus trouvé le chemin d'une forme moins oppressive de gouvernement. À travers nos attermoissements dans la tourmente, on pouvait distinguer l'existence d'un fil conducteur : la recherche persévérante d'une association à définir avec un grand pays qui, dans sa majorité, redoutait l'arrivée du communisme. Un aussi généreux projet ne pouvait convenir à l'auxiliaire le plus dévoué de ceux qui soutenaient Ho Chi Minh contre la France.

Appuyés sur leur puissant voisin chinois, les insurgés ne limitaient pas leurs ambitions à la conquête du Tonkin. Nous savions dès le début qu'ils entendaient soumettre toute la péninsule Indochinoise à leur domination. Notre corps expéditionnaire n'avait d'autre but que d'épargner à l'Indochine le sort que l'impérialisme communiste aurait réservé à la péninsule Coréenne toute entière si 16 contingents nationaux de l'ONU ne l'avaient pas

1 — À de rares exceptions près. Noter également la dissimulation par l'audiovisuel du rôle important joué après-guerre par les deux grandes nations victorieuses empressées de tailler des croupières aux Empires européens.

stoppé sur le 38^e parallèle^[1] permettant ainsi aux Coréens du Sud d'échapper à la dictature implacable de Kim-Il-Sung.

Comme ils le firent à peu près à la même époque (1950-1953) contre les combattants de la liberté en Corée, nos supplétifs du KGB s'acharnèrent dans l'hexagone à discréditer nos soldats d'Indochine par les moyens les plus vils. Ils entraînèrent derrière eux avec les médias déjà infiltrés, tout ce que la France comptait d'hommes habitués au sauve-qui-peut. Il y en avait tellement que l'Armée française dût se battre à contre-courant de l'opinion, leur poignard dans le dos. Reconstituée, modernisée, encadrée par des officiers d'élite, elle parvint même pour un temps à prendre l'initiative des opérations. *Placé à sa tête en 1950, le Général de Lattre de Tassigny resta en effet maître du terrain chaque fois qu'il se mesura aux forces du Général Giap. Les Français le savent-ils, qu'on a tellement habitués à commémorer des défaites ?*

Le grand chef militaire disparu et les forces combattantes à mettre en jeu menaçant de dépasser nos moyens, l'arrêt de notre engagement devenait inévitable. Mais fallait-il pour cela qu'il s'opérât une fois de plus dans le chaos de l'abandon ? Cette guerre a été marquée par de honteuses « *Exceptions* » : le sabotage des armes destinées à nos soldats, la bassesse des nervis socialo-communistes huant sur les quais de Marseille les renforts en partance pour l'Indochine ainsi que les héros et les blessés qui en revenaient ; la révélation^[2] non démentie d'un pilonnage aérien massif des positions du Général Giap autour de Diên Biên Phu proposé par les Américains, que pour des raisons obscures notre état major aurait repoussé ; Boudarel enfin, collaborateur communiste Kapo des geôliers viet d'abord amnistié, puis récompensé de la torture de nos propres soldats par l'attribution d'une chaire universitaire. Après Thorez, Boudarel ! Cette tolérance gaulliste pour des traîtres communistes est troublante. Comment Ch. De Gaulle après le précédent de Thorez, a-t-il pu pardonner sans le moindre remords de conscience la complicité d'un Français avec les tortionnaires sadiques de centaines de nos compatriotes ? Comment un général a-t-il pu laisser impunis les sévices infligés par un Français à des soldats français ? Une telle mansuétude envers un renégat laisse rêveur. Aurait-il manifesté la même sollicitude envers un homme que le PCF n'aurait pas soutenu ? Etrange ambiguïté du gaullisme et du néo-gaullisme qui ne s'est jamais démentie dans leur comportement envers le communisme, de l'épuration de 1944-1946 jusqu'à nos jours.

Quarante ans plus tard on se demande pourquoi et par crainte d'offenser qui, nos media se gardent toujours d'établir le parallèle saisissant entre une Indochine entièrement soumise à l'oppression communiste et la Corée en partie sauvée de l'esclavage. Ne se déshonorent-ils pas en s'abstenant volontairement de rappeler à une opinion manipulée qu'en cautionnant la subversion totalitaire, elle refusait en fait aux peuples d'Indochine l'accès à ce régime de liberté auquel la Corée du Sud, « *Dragon* » heureux, fier et prospère de l'Asie du Sud-Est, est redevable, 43 ans après l'armistice de Pan-Mun-Jon ?^[3]

1 — Au prix de 39 000 morts du corps expéditionnaire pluri-national dont 270 Français du fameux *bataillon de Corée*. L'héroïsme de ces soldats a laissé une trace dans l'histoire. À l'exception de celle de notre pays.

2 — D'un officier-conférencier et témoin des événements de l'époque en Indochine. Proposition d'aide dans le cadre stratégique américain en faveur des pays de la zone Pacifique menacée de subversion par la Chine communiste, à l'exemple de l'engagement des GI en Corée puis plus tard à notre place en Indochine.

3 — La Corée du Sud figure dans le groupe des dix premières nations industrielles.

L'armée trahie en Algérie

« C'est en France que le FLN a gagné la guerre qu'il avait perdue en Algérie. »

J. SOUSTELLE

La guerre d'Algérie fut la répétition du scénario indochinois. Mais à une plus grande échelle et avec des conséquences plus douloureuses pour la France dont elle a marqué l'histoire au fer rouge. Une fois de plus, notre principal adversaire n'était pas en face mais derrière nous. Toujours les mêmes, nous tirant dans le dos. Avec le concours cette fois-ci de tout ce que le bouillon de culture gauchiste pouvait compter d'auxiliaires de la rébellion. Depuis ses caves enfumées, le phalanstère « *intello* » de Saint-Germain-des-Prés apporta au FLN la caution morale qui lui manquait pour légitimer son combat. Quant à la gauche la plus engagée, des communistes aux militants de la démocratie sociale en passant par le PSU, elle ne se contenta pas d'opposition publique à la guerre, allant jusqu'à se couvrir d'opprobre en fournissant aux insurgés de l'argent, des renseignements précieux et l'appui de ses réseaux de soutien logistique. Le « *port des valises* » de la rébellion, ces scélérats le savaient bien, se convertissait en armes et munitions qui semaient la mort dans les rangs de nos soldats. Des millions de Français s'en doutaient aussi. Mais tellement impatients d'en finir avec cette *Algérie lointaine et embarrassante*, ils fermaient lâchement les yeux. Sans même se demander si l'une de ces balles ne tuerait pas leur propre enfant. L'insupportable conséquence de cette haute trahison, fut la prolongation du conflit, beaucoup plus de victimes de part et d'autre et un dénouement aussi humiliant que catastrophique.

Un autre aspect indigne du comportement de la gauche politico-médiatique, fut l'absolution de la sauvagerie des rebelles. Une indulgence d'autant plus révoltante envers des atrocités notoirement connues – sans parler de celles que nos gouvernements se sont évertués à cacher aux Français – qu'elle s'accompagnait invariablement d'une réprobation indignée des actions répressives de notre armée. Cette cinquième colonne n'a pas désarmé. Elle continue à subventionner émissions et films rétrospectifs où le Français tient toujours le rôle de l'accusé, tandis qu'en revanche est passée sous silence par nos medias la réaction légitime de la France à la rébellion de trois départements français (!) et que l'on cache soigneusement au peuple français les supplices épouvantables infligés par les fellaghas à nos amis algériens et compatriotes tombés dans leurs mains. Quant aux Harkis, ils sont vus comme des mercenaires voire des déserteurs à la cause algérienne. On ne comprenait pas en France que des autochtones aient pu librement choisir de combattre à nos côtés. En dehors du fait qu'elle est peu flatteuse pour la France, cette opinion largement répandue témoigne de l'ignorance profonde du comportement des peuples anciennement soumis à notre tutelle. Pour un musulman de *l'Algérie française*, il n'y avait rien d'anormal à s'enrôler dans le camp de la France et c'était moins choquant dans le contexte historique, que des Bourguignons combattant leur Roi dans celui des Anglais ou de Charles V (le Quint). Mais nous trouvons tout naturel d'octroyer automatiquement la nationalité française à un Algérien né par hasard sur notre territoire. Et nos maniaques de l'égalité ne virent rien de bizarre à ce que le ministre A. Crémieux ait fait voter par décret du 24 octobre 1870 l'attribution de la citoyenneté française aux autochtones juifs d'Algérie. Alors que seule la religion les distinguait des autres habitants de ce pays, une telle mesure ne désignait-elle pas ceux-là comme des ressortissants de second ordre ? Comment expliquer qu'au pays des Droits de l'homme une entorse aussi flagrante aux principes démocratiques ait pu passer inaperçue ? En tout cas, elle ne le fut

pas en Algérie où ce régime de faveur accordé par l'occupant à une minorité confessionnelle, de surcroît ostracisée par les musulmans, fut ressenti comme un outrage. La réaction ne se fit pas attendre. Dans les mois qui suivirent, la Kabylie se souleva à l'instigation de Mokrani et du Cheikh El Haddad. Jusqu'au jour du soulèvement final^[1], la France n'a cessé de traîner comme un boulet cette mesure discriminatoire. Nous nous étions pris dans le piège qu'il fallait à tout prix éviter en ne portant pas atteinte au statut traditionnel des différentes communautés autochtones ne se distinguant que par leur confession, leurs coutumes séculaires et leur rang respectif dans la société de colonisation musulmane turco-algérienne. Le motif de mécontentement de celle-ci se précisa au fur et à mesure de la *Francisation* de l'Algérie. À proportion de la prise de conscience de ce que le concept de nationalité y était progressivement devenu le premier critère de distinction par rapport aux autres natifs du pays. Si l'acquisition de la nationalité française ne l'intéressait pas spécialement à l'époque du Décret Crémieux, une part grandissante de la communauté musulmane se prit à se demander qu'elle méritait autant qu'une autre le privilège attaché à la nationalité française. Surtout à raison du prix qu'elle payait sous le drapeau français durant les deux guerres mondiales et en Indochine. On connaît la suite dans les tergiversations du Général de Gaulle. *Et pendant ce temps nous n'avions d'autre choix que de réprimer la dissidence...*

L'enjeu de cette guerre n'était pas l'occupation du terrain, mais la conquête de la population. C'était une guerre pas comme les autres. Une guerre inexpiable où une armée régulière se voyait confrontée à des rebelles dont l'arme principale était la terreur. Notre armée était a priori impuissante à réduire l'insurrection par des moyens classiques. Pour prévenir le massacre de civils innocents, elle n'eut parfois d'autre alternative que l'utilisation de procédés capables d'assurer l'obtention rapide de renseignements précis sur les intentions et la localisation de l'ennemi. À faire le compte des attentats qui endeuillèrent Alger avant que l'on ne confiât sa sécurité à la 10^e Division de parachutistes^[2], ce sont des centaines d'autres victimes innocentes qui seraient tombées sous les bombes terroristes, si l'armée n'avait pas en trois semaines démantelé méthodiquement de cache en cache le réseau de tueurs dirigé par l'égorgeur Yacef Saâdi^[3]. Comme à l'accoutumée, cette victoire sur d'abominables virtuoses du couteau qui sauvait tant de vies françaises, ne fut saluée que par un cercle restreint de patriotes. Elle souleva par contre une clameur d'indignation chez ceux pour lesquels il n'y avait de bon « *pied-noir* » et de bon soldat français, qu'un « *pied-noir* » ou un soldat français, mort. Seule, l'« *Exception* » française peut apporter une explication au fait qu'au lieu de se féliciter de l'éradication du terrorisme à Alger, la presse de gauche se soit aussitôt emparée de l'événement pour salir notre armée. Aveuglée par sa passion antimilitariste et fière de servir ainsi nos ennemis, elle l'accusa de n'avoir obtenu ce succès que par la torture, une pratique très répandue selon elle dans les unités de choc, pour arracher les aveux des *fellaghas*. Avec leur impudence coutumière, les mêmes journalistes qui traitaient nos soldats de tortionnaires, faisaient mine d'ignorer les preuves photographiques que leurs salles de rédaction détenaient, des horribles supplices infligés systématiquement par les rebelles à des compatriotes militaires^[4] et, indistinctement, à des civils des deux sexes et leurs enfants. Cette génération de renégats a la vie longue. Ils sont toujours parmi nous, traînant impunément derrière eux les casseroles de leur forfaiture. Il n'est pas inutile à ce propos de prendre à témoin la persévérance de l'un d'entre eux dans l'ignominie. Jeanson, le chef du tristement célèbre réseau de *porte-valises* du même nom était le 15/12/93 l'invité vedette de

1 — Le 1^{er} novembre 1954.

2 — Le 24 septembre 1957.

3 — Fin de la bataille d'Alger : 15 octobre 1957.

4 — Et supplétifs harkis.

Polac sur Arte. Il siégeait là en bonne compagnie, avec les représentants du FLN, du FIS^[1] et d'un Algérien se disant *démocrate*. J'attendais impatiemment que Jeanson se manifestât à l'évocation des tortures dénoncées par le FIS comme étant infligées aux siens par la police algérienne. Il ne broncha pas d'un cil. C'étaient ses amis qui s'en rendaient coupables, réalisant comme nous qu'il n'y avait pas d'autre moyen de combattre le terrorisme. Jeanson venait de reconnaître implicitement que le recours à la torture n'était illégitime que pour les Français. Aux yeux de notre gauche militante, en Algérie comme en Indochine, les seules vies qui méritaient d'être sauvées étaient celles de nos ennemis. « *Exception* » française.

Le caractère particulier des confrontations de type révolutionnaire et des guerres de libération, a finalement banalisé des techniques de recherche du renseignement non reconnues par la Convention de Genève et pourtant devenues d'un usage inévitable dans certaines circonstances, pour combattre un *terrorisme féroce*. Mais comment faire admettre la logique implacable de la terreur à de beaux esprits qui n'ont jamais entendu exploser que des bouchons de champagne ? Ceux qui prêchent d'un pôle à l'autre le respect des DDH^[2] sont pourtant sortis du même moule que les inventeurs d'une méthode ingénieuse. Elle consista, rappelez-vous entre autres atrocités, à cadenasser leurs captifs – comme des chats ou des chiots indésirables – dans des sacs eux-mêmes enchaînés à des barques trouées qu'ils poussaient sur la Loire... Ceux qui vitupèrent contre l'« *épuration ethnique* » et la peine de mort descendent des mêmes précurseurs du génocide de classe et des premiers expérimentateurs de la guillotine. On exauce l'apocalypse atomique d'Hiroshima et de Nagasaki parce qu'elle permit d'épargner la vie de militaires américains, mais on traîne l'Armée française dans la boue parce qu'elle chercha à sauver celle innocente de « *petits* » civils français. Quant aux écorchés vifs que l'on croirait prêts à s'immoler pour Sarajevo, ils cautionnent par leur silence les dizaines de milliers^[3] de victimes innocentes de Dresde, les goulags stalinien, l'horrible massacre de millions de moujiks ukrainiens et de l'Armée polonaise^[4] à Katyn. Pour tous ceux-là, la fin justifiait les moyens et quels moyens !

Le pouvoir gaulliste n'a rien fait pour effacer de la mémoire collective des Français le souvenir que les media y ont imprimé d'une guerre honteuse menée d'après eux pour le compte de colons « *repus du sang indigène* ». Il était pourtant clair que la Constitution lui faisait un devoir de ramener l'ordre et la paix sur un territoire devenu avec son pétrole et sa position géographique un enjeu stratégique primordial pour la France. Il n'avait pas affaire lorsque les premiers troubles éclatèrent, à une « *guerre de libération* » comme notre gauche dithyrambique la désigna aussitôt, mais au ballon d'essai d'une poignée d'agitateurs soutenus en coulisse par la convoitise des deux superpuissances. Le véritable ennemi était moins le fellagha que l'intrigue fomentée au Caire par les agents du KGB, de la CIA et des *moguls* pétroliers anglo-saxons. La riche et puissante fédération des syndicats américains (AFL-CIO) – dont on se demande pour quel autre motif mystérieux elle tenait tant à nous voir quitter l'Algérie –, était aussi de la partie. La molle réplique du gouvernement encouragea les insurgés dans leur entreprise. Ce qu'une division de choc aurait pu réduire en quelques semaines prit alors la proportion d'une rébellion organisée qui mobilisa dans un premier temps nos divisions d'élite puis l'Armée française tout entière renforcée par le contingent. Par la faute de chefs indigents nous étions passés d'une modeste tentative d'intimidation à une guerre déclarée à la France. L'effet de surprise comme ils le prétendaient avait bon dos. Les services

1 — Front Islamique du Salut.

2 — Droits De l'Homme.

3 — Chiffre imprécis en raison des très nombreuses victimes réduites en poussière dans le brasier d'une ville entière enflammée en trois vagues successives par des milliers de bombes incendiaires.

4 — 218 000 officiers.

de renseignement opérant en Afrique du Nord les avaient avertis dès 1952, par le biais de leur antenne la mieux informée à Oujda, chef-lieu de la Province du Maroc Oriental (soit deux ans avant le déclenchement de la rébellion le 1^{er} novembre 1954), de préparatifs qui ne laissaient aucun doute sur l'imminence d'un soulèvement en Algérie. Contrairement au directeur des *Chemins de Fer du Méditerranée-Niger*^[1] (basé à Oujda) qui interrompit aussitôt la construction du Transsaharien^[2] sur la base d'informations alarmantes en provenance de la même source, les responsables politiques n'en firent aucun cas. En totale impunité, comme leurs analogues des années 30, trop absorbés par la formation de ministères pour se préoccuper de la montée d'un nazisme menaçant. Une constante dans l'irresponsabilité des gouvernements de la République, aussi prodigues du sang de leurs concitoyens que de l'argent des contribuables.

Comme tous les conflits dont la population civile est l'enjeu principal – en Algérie de surcroît plus d'un million de Français se mêlaient à la communauté indigène –, cette guerre sans rémission contre un adversaire cruel et insaisissable exigeait de notre état-major, en certaines circonstances, le recours à des techniques inhabituelles. On ne peut espérer vaincre par des comportements chevaleresques, une rébellion dont l'arme la plus redoutable consiste à terroriser une population sans défense. L'« *Exception* » française veut que notre armée et plus spécialement l'élite de celle-ci la plus exposée – la Légion, les parachutistes et les forces supplétives –, ait été soumise à un lynchage incessant par ses *ennemis de l'intérieur*. En s'adaptant efficacement aux méthodes des fellaghas n'était-elle pas parvenue à anéantir leur rébellion ? Le comportement de la « *droite* » et du centre ne fut pas plus glorieux. Aux premiers égorgements ils étaient prêts à tout lâcher. Oublieux des circonstances historiques de l'époque, ils s'employaient déjà à se disculper du *devoir d'ingérence* qui nous avait conduits sur la Côte barbaresque. Alors que le contexte stratégique le justifiait pleinement. Faut-il rappeler que l'intervention militaire de la France en juin 1830 avec l'accord tacite des Nations européennes, fut motivée par la nécessité de mettre un terme à l'insécurité chronique du trafic maritime en Méditerranée ? Un état de choses imputable à la « *guerre de course* » des pirates barbaresques dont les ports d'attache se trouvaient idéalement situés sur la Côte africaine faisant précisément face à celle du Sud de la France.

Comment rétablir la vérité historique et l'honneur systématiquement souillé de notre Armée, lorsque, à trente ans de distance, les observateurs objectifs et les témoins de la guerre d'Algérie sont mis en quarantaine ? Comment pouvoir convaincre nos enfants de ce que cette guerre n'était pas injuste quand nos plateaux de télévision n'ont de doux yeux que pour les fellaghas ? Notre guerre était-elle plus mal fondée que celles menées par Espagnols et Américains sur un continent dont les nations décimées furent définitivement asservies par l'envahisseur ? Comment remédier aux silences de nos enseignants pour rappeler aux Français la véritable histoire de la conquête de la « *Berbérie* » (l'Afrique du Nord) au VII^e siècle après J.-C. par les hordes arabes surgies de Lybie *pour la conquérir et y rester* ? Parvenu sur les rives de l'Atlantique, leur chef Okba Ibn Nafi s'était écrié : « *Si je n'étais arrêté par cette mer immense j'apporterais la parole d'Allah tout puissant jusqu'aux confins de la terre.* » Avions-nous moins de titre qu'eux à vouloir demeurer sur une terre *conquise* ? Ne perpétue-t-on pas la mémoire d'une guerre de trente ans (1860-1890) contre les nations indiennes d'Arizona^[3] qui ne fut en réalité qu'un génocide de plus visant à perpétrer l'appropriation définitive de leurs terres ancestrales ?

1 — Déjà parvenu à Beni-Abbés environ 200 km au Sud de Colomb-Béchar.

2 — Voir supra page 50 alinea 4 ligne 7.

3 — Le peuple Apache dont le héros fut *Géronimo*. Il se livra à la *Cavalerie* américaine sur la promesse d'être rendu aux siens après son temps de pénitence : une promesse finalement reniée.

Comment pouvoir compter sur le soutien des Français lorsque les livres d'histoire leur ont dissimulé la raison impérative d'éradiquer la piraterie barbaresque en Méditerranée et non le dessein prémédité de coloniser ce qu'on appelait la Berbérie centrale. Si ingénieux pour s'attirer des votes, nos responsables politiques n'ont pas déployé le même zèle pour gagner à notre armée le soutien qu'elle méritait. Ils n'ont su ni voulu faire comprendre que ce territoire n'était pas de même nature que les autres d'outre-mer. Ses trois départements français^[1] (Alger, Oran, Constantine) n'avaient rien de commun avec le Congo. Comment dès lors s'étonner de l'ignorance des véritables enjeux de notre présence dans ce qui était devenu l'Algérie ? Et quelle tristesse à voir notre pays combler d'honneurs des agents de l'ennemi, sachant *qu'aucun pays au monde* n'aurait pardonné leur trahison. Le plus honoré d'entre eux fut même élevé à la dignité de Premier ministre du 12 mai au 26 juin 1988 puis à nouveau à Matignon après la reconduction de F. Mitterrand à l'Elysée du 29 Juin 1988 au 15 mai 1991. Il fut même intronisé par le Parti Socialiste comme candidat à la fonction présidentielle ! Par un juste retour des choses, ses ambitions furent d'un seul coup ruinées par son échec cuisant aux élections européennes de 1994. Mais sa déloyauté durant la guerre d'Algérie n'y était pour rien. L'ex-patron de la télévision de Ben Bella, immédiatement après le départ du millionième Français d'Algérie, ne fut-il pas élevé à la dignité d'ambassadeur auprès de l'UNESCO après avoir présidé notre Télévision publique ? Prébende jugée insuffisante, voici qu'on parle de lui comme le futur Président du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel^[2].

Couverts d'honneurs malgré leur perfidie, l'un comme l'autre ne réalisent toujours pas que leurs anciens alliés du maquis nous rendent justice de leur indignité en crachant de mépris au seul énoncé de leur nom.

La valise ou le cercueil

*« Jamais je ne reconnaitrai le FLN
comme interlocuteur valable. »*

CHARLES DE GAULLE

L'« *Exception* » française de ce drame algérien ne s'arrête pas seulement à la félonie de certains Français et à l'impunité dont ils ont bénéficié. Elle tient aussi à la façon dont notre désengagement a été géré. En ne *voulant* pas gagner la guerre, nous avons perdu la paix. Pour des raisons sentimentales. Nous redoutions en effet qu'une capitulation sans conditions ne compromette le rêve utopique d'une « *coopération mutuellement fructueuse* » dans l'avenir avec l'ennemi du moment. La fameuse utopie de l'« *Algérie-algérienne-liée-à-la-France* » de Charles de Gaulle. Cette candeur inouïe nous fut évidemment fatale. Dès lors que nous nous comportions comme si nous anticipions l'indépendance, nous savions bien que nous nous retrouverions en fin de compte avec le FLN autour d'une table de négociation. Or on a rarement vu une paix gagnée par celui qui ne l'a pas arrachée de haute lutte à son agresseur. Pour « *vendre l'Algérie* » le plus cher possible, il fallait d'abord songer à nous placer dans la position avantageuse du vainqueur. Nous avions affaire à des Arabes. *Et nous aurions dû savoir que fiers, batailleurs, tenaces et aussi âpres au gain que coriaces au combat, ils n'entendraient jamais que le langage de la force.*

1 — Et l'immense étendue d'un Sahara qui, avant nous, n'avait jamais appartenu à personne (voir plus loin p. 40 à 45).

2 — Il a finalement été nommé à cette fonction par F. Mitterrand avec l'assentiment de son adjoint à Matignon (E. Balladur) et 485 députés de la « *droite* » parlementaire.

Nos négociateurs n'ont pas compris que leurs homologues tablaient sur la « *futilité* » française. Pour avoir sans doute gardé en mémoire ce truculent épisode des relations franco-algériennes. Nous sommes en 1543. Pour déloger Charles-Quint qui vient de s'installer à Nice, François I^{er} s'allie avec le féroce Barberousse^[1], chef prestigieux des corsaires barbaresques. Il l'invite imprudemment à Marseille et le fait recevoir avec le faste requis par son immense réputation. Pour notre malheur, l'escadre française qui devait se joindre à la sienne n'est toujours pas là et lorsqu'enfin elle accoste, le vieux corsaire n'a aucune peine à discerner plus de curiosité que d'ardeur guerrière chez les beaux seigneurs de la cour de Valois qu'elle transporte. Les « *alliés* » cinglent alors vers la ville de Nice. Mais ils ne peuvent la prendre faute de matériel de siège. Notre flotte l'avait tout simplement oublié ! À l'annonce de l'arrivée d'Andréa Doria, le grand Amiral de l'époque passé du service de François I^{er} à celui de Charles Quint, les Français se retirent. Barberousse en fait autant, mais au lieu de faire voile sur Alger, il va hiverner à Toulon. Il s'y trouve si bien qu'il ne veut plus en partir et il faut le couvrir d'or pour qu'il finisse par s'en aller...

Nous avons beaucoup de meubles à sauver avant d'abandonner l'œuvre admirable que nous avons accomplie en Algérie. Mais la situation n'avait cessé de se détériorer depuis la « *Saint-Barthélemy* » du 1^{er} novembre 1954, jour du soulèvement. L'Armée reprit donc sérieusement les choses en main, début 1959... Tout laissait à penser qu'elle ramènerait le GPRA^[2] à de plus modestes prétentions. Elle ne réembarquerait pas cette fois-ci en vaincue. Le plan Challes lancé en janvier se solda en effet par une réussite complète. Les chefs rebelles Amirouche (Willaya III) et Si Haouès (Willaya IV) furent tués. En juillet, les opérations « *Jumelles* » et « *Pierres précieuses* » écrasèrent les restes épars de l'ALN^[3]. Celle-ci avait perdu plus de la moitié de ses effectifs. *La première au monde*^[4], l'Armée française et ses unités d'élite – parachutistes et légionnaires en tête –, s'était montrée capable de vaincre une insurrection organisée sur le terrain de son choix. En l'espèce, elle avait dû débusquer les fellaghas jusque dans leurs nids d'aigle montagneux les moins accessibles, pour les achever au corps à corps. Matée, décimée, découragée, la rébellion n'avait plus les moyens de poursuivre le combat. Le moment était venu de lui donner le coup de grâce. Au cours de sa première « *tournee des popotes* » (27/08/59), le Général de Gaulle parut en avoir tiré les justes conclusions en déclarant : « *Moi vivant, le drapeau FLN ne flottera jamais sur Alger.* »

Inexplicablement, c'est le moment qu'il choisit pour entamer le processus de relâchement de notre pression militaire. Deux mois plus tard (28/10/59), il annonçait à l'armée et aux partisans de l'Algérie française atterrés : « *Après un délai de plusieurs années viendra l'autodétermination.* » Dans le même souffle, il évoqua la perspective d'une Algérie – Algérienne – liée à la France, renouvellement public d'une offre de négociation équivalente pour des experts en marchandage à un acte de reddition. Peu après les succès sans précédent remportés dans les opérations de pacification, la volte-face stupéfiante du Général laissait présager le pire. Ceux qui, parfaitement informés du désarroi de la rébellion, ressentirent d'autant plus l'amertume de ce revirement que, dix mois plus tôt, le 12 décembre 1958, Paris

1 — D'origine turque, il fonda l'« *Etat d'Alger* » au XVI^e siècle.

2 — Gouvernement provisoire de la République algérienne.

3 — Armée de Libération Nationale.

4 — *Avant qu'elle ne fut décapitée* sur décision de Ch. de Gaulle par la disgrâce de ses chefs les plus valeureux et *démantelée* par la dissolution ou la dispersion de ses unités les plus prestigieuses : le 1^{er} REP en tête (1^{er} Régiment Etranger de Parachutistes), le 1^{er} REC, les 14^e et 18^e Régiments de chasseurs parachutistes, le GCPA (Groupement des Chasseurs Parachutistes de l'Air), le 20^e Groupement Aéroporté de Parachutistes, les 10^e et 25^e Divisions de Parachutistes... et l'abandon des malheureux harkis à la vindicte de leurs bourreaux.

n'avait pas donné sa véritable signification au remplacement du Général Salan par le Préfet Delouvrier comme Gouverneur général^[1]. Ce n'était avait-on cru que le signal d'un retour à la normale. C'est-à-dire la restitution de l'autorité administrative du pays à un pouvoir civil indépendant, l'Armée se trouvant – en principe – cantonnée dans l'œuvre de pacification. Il s'agissait en réalité de la première étape d'un plan concerté mais inavouable préparant l'abandon final de l'Algérie par la démilitarisation de notre présence : cessation des opérations offensives, rappel des chefs militaires les plus engagés dans la lutte à outrance et leur remplacement par des fonctionnaires en tenue.

Décidément, de Gaulle n'avait de militaire que le sobre uniforme qu'il affectionnait pour le paraître. Au moins aurait-il pu l'honorer en assumant d'abord sa fonction de chef des armées sans laisser percer comme il l'a fait, son impatience d'aborder les négociations avant d'avoir définitivement réduit l'ALN à l'impuissance. Amorcé dès 1958, son plan secret de désengagement devenu de plus en plus transparent au fil des jours s'accéléra début 1960 par le rappel de Massu (19/01/60) puis le limogeage des colonels Bigeard et Godard le mois suivant. En mars, lors de la deuxième « *tournee des popotes* », il porta la confusion des esprits à son comble. En contradiction totale avec la relève des chefs militaires les plus compétents et de leurs troupes, il l'aggrava en prônant la victoire complète des armes et parlant du « *droit de la France à rester en Algérie* ». Puis il réitéra la fameuse proposition d'une *Algérie-algérienne-liée-à-la-France*. Signal non plus seulement de l'interruption des opérations militaires mais du retrait de la France en Algérie.

Le décrochage s'accélère. Le 23 avril 1960, le Général Challe est à son tour écarté au profit du Général Crépin. Pourtant rien n'est encore perdu. Si Salah, chef de la Willaya d'Alger que Challe venait d'anéantir, se rend à Paris le 10 juin pour y rencontrer de Gaulle. À partir de cette date plus rien ne transparaît de sa visite. On perd sa trace jusqu'au mois suivant, pour apprendre qu'il a été abattu. Une exécution sans doute confiée au FLN par ordre du GPRA mais dont on se demande encore si elle le fut au motif de son initiative ou de son échec. Avait-il été éconduit par notre Président ?

Légitimiste incorrigible, le Général de Gaulle avait vraisemblablement refusé d'exploiter l'occasion qui venait de lui être donnée de prendre sa revanche sur un GPRA discrédité. Sous couvert d'administration provisoire de la future république algérienne, ce nid d'intrigants menait grand train loin des combats meurtriers à l'ombre de Nasser et sur les subsides des antennes cairot des services secrets soviétique et américain. Accréditer à sa place la branche armée de l'ALN comme interlocuteur privilégié eût été à la fois le choix le plus rationnel et le plus convenable pour un chef militaire ne cessant d'appeler de ses vœux la « *paix des braves* ». C'eût été tenir les politiciens manipulés du GPRA à sa merci, ceux qui un jour ou l'autre se trouveraient devant lui à la table de négociation. Et se montrer digne de sa réputation de grand homme d'Etat, en ne cédant pas à la pression conjuguée d'un peuple las de guerre et d'une gauche infestée de Judas. Ne fut-il pas le seul Président de ce dernier tiers de siècle à bénéficier d'un prestige et d'un pouvoir qui l'autorisaient à montrer fermement aux Français le seul chemin qui convenait à la France, celui de l'honneur^[2] ?

Si souvent trompés dans leurs attentes par les aboyeurs du Caire, les survivants de l'Armée de Libération ne demandaient pour la plupart qu'à leur tourner le dos et rejoindre leurs foyers, fusse à des conditions éloignées de celles exigées par le GPRA. Loin des grenouillages mercantiles des USA (le pétrole saharien), peu concernés par les visées impérialistes de l'URSS (l'Afrique du Nord tête de pont du continent africain sous contrôle sovié-

1 — Quel général digne de ce grade sonnerait la retraite de son armée face à un ennemi en déroute ?

2 — Gagner d'abord la guerre et traiter en vainqueurs à nos conditions. Voir infra.

tique), ceux de leurs chefs militaires qui s'étaient audacieusement découverts en manifestant leur intention de traiter, auraient été des interlocuteurs tout désignés.

Pour des raisons que nos « *algérologues* » ne sont toujours pas parvenus à justifier, de Gaulle a délibérément choisi l'option politique la moins favorable à l'intérêt de la France : l'offre de négociation à des renards caiotes déterminés à ne pas nous abandonner la moindre miette d'un héritage somptueux. Ceux-ci flairaient l'impatience de traiter du *demandeur*. Ils pressentaient que celui-ci ne jetterait même pas ses atouts majeurs sur la table : une force armée capable d'écraser la rébellion, un Sahara relativement aisé à défendre, la démarcation tracée de Colomb-Béchar à Gao par la piste transsaharienne n°1 et l'enjeu de Mers-el-Kebir, notre Gibraltar (voir *page 46*). La France a payé cet étrange comportement d'un prix incalculable. Par le sursaut d'un adversaire humilié qui, à la faveur de l'interruption de nos opérations militaires, reconstitua ses forces et réoccupa le terrain perdu. Exploitant à nouveau l'arme psychologique de la terreur avec une animosité redoublée – et on le comprend –, il fit payer très cher aux malheureuses populations récupérées l'erreur d'avoir fraternisé avec nos soldats. Il n'eut plus ensuite qu'à ramasser la mise de son retour en force, alimentée d'une part par la rancune envers la France des survivants de ses épurations et d'autre part du ressentiment envers l'armée française et les Français d'Algérie.

Qui peut nier en effet qu'on n'ait pas trahi ceux-ci en les berçant de l'illusion d'une nouvelle Algérie où ils auraient toujours leur place ? Rien ne pouvait plus dès lors éviter l'affrontement de deux communautés dressées l'une contre l'autre par une succession de fausses manœuvres ainsi que l'embrasement consécutif de l'Algérie et l'épilogue sanglant d'un conflit où la France a tout perdu. Si par contre la France s'était montrée déterminée à écraser sans attendre ce qui n'avait été à l'origine que la sécession d'une poignée de factieux, il n'est pas invraisemblable de penser qu'une notable proportion de la population autochtone se serait prononcée pour une cohabitation pacifique avec les Français d'Algérie. Plus sûrement qu'un effort militaire sans précédent, la volonté politique sans faille de vaincre avant de négocier, aurait privé les insurgés d'un soutien populaire acquis par la terreur et permis de jeter les bases d'une paix honorable pour tous. Non pas cette capitulation déshonorante d'une France se frottant les mains d'avoir tout perdu, mais la conclusion d'un pacte fondé sur des concessions que l'Algérie nous devait bien. Une paix dans le genre de celle obtenue par les anglais au Kenya. Ce pays^[1] ne montre-t-il pas à plus petite échelle aux racistes arabes du FLN et du FIS, l'exemple remarquable d'une minorité blanche épargnée des épreuves de l'exil mais conservée pour constituer l'assise fondamentale de la nouvelle nation ? N'y avait-il pas de place pour quelques centaines de milliers de Français producteurs de richesses dans une Algérie dont la population a presque triplé depuis sa « *libération* » ? Est-il vraiment chimérique de penser qu'en les conservant, l'Algérie ne serait pas plus riche et paradoxalement plus unie ?

Les Français d'Algérie qui, au terme de huit années d'incertitude, rejoignirent l'OAS dans un geste désespéré n'avaient pas compris qu'il était trop tard pour laver la honte de la défaite de 1940 et gagner la solidarité d'une Métropole décidée à tout lâcher. Il était enfin trop tard pour racheter le handicap supplémentaire en Algérie d'une administration transposée sur le modèle préfectoral de la métropole, dans un pays où la majeure partie de la population – pluriconfessionnelle – n'avait pas la nationalité Française^[2].

1 — Où la plupart des résidents anglais sont restés, nombre d'entre eux ayant même opté pour la nationalité kenyane.

2 — L'histoire officielle rapporte en guise de justification que les autres autochtones (les musulmans) *ne souhaitent pas abandonner leur « statut personnel »*... Une flagrante contre-vérité dénoncée par l'enthousiasme de millions d'Algériens à la première apparition de De Gaulle à Alger.

Le statut distinctif conféré aux israélites faisait qu'on les considérait comme une communauté à part. Des intouchables en quelque sorte. Mais ils s'étaient accoutumés à leur ségrégation raciale par les fonctions économiques et financières qu'ils exerçaient dans la cité musulmane. C'est ce qui expliquait l'absence surprenante d'antisémitisme dans cette société-là. Les pogroms cycliques des communautés juives (*Mellahs*) n'avaient d'autre motivation que la *razzia* de leurs richesses accumulées. Raison insuffisante au demeurant pour faire du juif un homme *heureux en terre d'islam...*^[1] L'égalité des droits civiques, la protection physique et matérielle, la liberté de mouvement et du choix professionnel que le Décret Crémieux lui garantissait en Algérie ne suffirent pourtant pas à son bonheur.

Si, au lieu de temporiser pendant huit longues années, on avait eu le courage de reconnaître l'impossibilité politique de l'Algérie française avant qu'il ne soit trop tard, les Français d'Algérie auraient sans doute fini par en admettre l'idée. À la condition que l'indépendance envisagée fut octroyée après avoir été équitablement négociée sur des positions fortes et non concédée. Avec pour contrepartie que l'intégrité de leurs personnes et de leurs biens eût été préalablement garantie. Trompés jusqu'au dernier jour sur les intentions de la France, ils ne pardonneront jamais cette victoire militaire revendiquée par Ben Bella comme le fruit d'une victoire militaire sur le « *Roumi* » (l'infidèle). Et elle le fut, dans les trances d'une Algérie hystérique prenant finalement conscience de ce que leur maître n'était qu'un tigre en papier. Je ne suis pas certain que les Français de métropole aient réalisé la tragédie vécue au long de ces journées de liesse par leurs compatriotes d'Algérie prenant le chemin de l'exode. Ils ne savent toujours pas que la France pouvait faire l'économie de cette fuite mortifiante de tant de Français laissant derrière eux leurs morts et leurs biens dans une Algérie à feu et à sang. Ils n'ont toujours pas compris que la France a failli au devoir impérieux de garder sous sa protection ceux qui *avaient choisi de rester* et les autochtones fidèles abandonnés aux tourments et aux supplices d'une populace assoiffée de sang. Des centaines de compatriotes^[2] dont on recherche encore les sépultures et des dizaines de milliers de malheureux harkis^[3] furent sacrifiés au triomphe des « *Vainqueurs* », parfois sous les yeux de nos propres soldats figés l'arme au pied sur ordre supérieur. Les Algériens qui avaient cru à l'Algérie française et tant d'autres qui l'espéraient secrètement furent abandonnés *au milieu du gué* à un islamisme devenu l'expression d'un profond mépris envers le matérialisme décadent de la société occidentale. On s'explique difficilement que celui qui traversa fièrement la Manche pour continuer le combat, ait fait franchir la Méditerranée en sens inverse à un million de Français arrachés à leur seconde patrie et dépouillés de tous leurs biens. Est-ce parce que Ch. de Gaulle n'était plus que le Président des Français de France ? Et que fidèle à la tradition de nos chefs républicains, il trouva plus commode de suivre que de conduire ses concitoyens hexagonaux ?

De même qu'on n'a jamais reproché à de Gaulle son inexplicable mansuétude envers les hommes qui précipitèrent la France dans l'abîme, une véritable conspiration du silence recouvre les conséquences dramatiques de son échec en Algérie. Notre *classe parlante* a

1 — J. Shalet, Consul USA à Alger en 1830 : « *Je crois que les juifs d'Algérie sont les plus malheureux du peuple d'Israël.* » Ce qu'A. Chouraqui, dans les « *Ombres du passé* », dément avec une évidente mauvaise foi en écrivant : « *Les juifs furent plus heureux en terre d'Islam que dans les pays d'Europe où ils furent en lutte à une haine implacable.* » Tellement heureux qu'à l'indépendance de l'Algérie 9 juifs sur 10 durent s'enfuir en Israël, en France, en Angleterre et aux Etats-Unis.

2 — 1 200 victimes à Oran à la déclaration de l'indépendance.

3 — 100 000 harkis lâchement abandonnés aux mains de l'ennemi, torturés, brûlés vifs, bouillis ou coupés en morceaux dans la frénésie d'une épuration sauvage que pour la deuxième fois le Gaullisme ne sut pas empêcher.

une mémoire sélective. Dans les deux cas, elle esquivait une autocritique sacrilège à valeur de rédemption. Ce qu'elle respecte en de Gaulle n'a au fond que peu de choses à voir avec l'honneur de la France qu'il aurait voulu préserver. L'écume de la société française vénère plus en lui l'adversaire politique de Pétain^[1], que le général refusant obstinément la défaite... et pardonne d'autant plus volontiers au responsable politique d'avoir mangé son képi, qu'il l'a débarrassée d'un million de « *pièdes-noirs* » sacrifiés sur l'autel de la décolonisation.

Les cadeaux de divorce

« *Obliger un ingrat, c'est acheter sa haine.* »

Dans les récits consacrés à la guerre d'Algérie, on a escamoté l'essentiel. C'est-à-dire l'immense mérite de nos compatriotes expatriés qui, en l'espace d'un siècle, ont fait avancer ce pays de l'ère biblique (ce que nous avons trouvé lors du débarquement du corps expéditionnaire Français à Sidi-Ferruch le 14 juin 1830) à l'époque moderne. Soumis durant des siècles à la convoitise, la domination, parfois même au propre destin de civilisations étrangères, les tribus éparses peuplant l'immense arrière-pays au Sud d'Alger n'avaient d'autre préoccupation que de s'y disputer les fertiles terres à blé et les riches terrains de pacage à moutons ! Ils vivaient comme s'ils étaient frappés par une inaptitude congénitale à l'indépendance. Après les Phéniciens, la République maritime Carthaginoise, les colonisateurs et bienfaiteurs romains, les Vandales, les Byzantins, puis les Arabes et enfin les Turcs, avaient parcouru ces étendues inhospitalières en galops désordonnés. L'incessant va-et-vient de leur histoire mouvementée, au hasard de ses flux et reflux précipités, avait abandonné derrière lui, par bribes, ces peuplades hétérogènes dont l'âpreté s'harmonise en quelque sorte à la rocaïlle. L'idée de nation leur était totalement inconnue. Disséminées en clans et tribus autonomes, elles s'accommodaient d'une occupation turque qui, sans l'intervention inopinée de la France, se serait prolongée jusqu'à l'effondrement de l'Empire Turc en 1918. Ne se manifestant que par la perception de l'impôt, l'entretien d'une force militaire (*Janissaires* de la garde Deylikale d'Alger, milices composites Beylikales de l'Ouest, du Centre et de l'Est recrutées sur place) et le pillage de la Méditerranée par sa flotte de corsaires, la Turquie se désintéressait totalement du sort des indigènes. Ceux-ci, en retour, ne pouvaient lui reprocher de demeurer indifférente à leur indigence, la religion qu'ils partageaient en commun leur ayant enseigné d'accepter cette condition comme une volonté céleste.

Arabes et Berbères, citadins, nomades ou sédentaires, ne pouvaient que faire bon ménage avec des Barbaresques retranchés dans leurs repaires de la côte. L'Algérie n'existait pas en 1830. « *Elle était en droit une Province de l'Empire ottoman mais en fait une colonie d'exploitation exclusive dirigée selon le principe calqué des Romains par une minorité de Turcs avec le concours de notables indigènes.* »^[2] Le contraste est saisissant entre ce qu'on appelle maintenant l'« *Algérie* »^[3] et ses deux voisins à l'Est et à l'Ouest, la Tunisie et le Maroc. Ce qui mérite une courte digression.

La Tunisie (*Berbérie orientale*), initialement enrichie par la longue présence d'une communauté étrangère de colons et commerçants *tyriens, phéniciens, grecs et cypriotes*,

1 — Par le biais des *organes de communication autorisés*, une fraction non représentative à elle seule de l'opinion populaire dans son ensemble.

2 — A. Julien. *Histoire de l'Afrique du Nord*. Editions Payot et Rivages

3 — Anciennement Berbérie centrale ou Maurétanie césarienne.

construisit par étapes son identité propre. D'abord, par le choix de Carthage comme capitale de la *Maurétanie romaine* avec son *hinterland* appelé *Afrique proconsulaire* devenue *Byzacène* sous le Bas Empire de Byzance, puis l'*Ifriqya* de l'invasion arabe et du Royaume Hafside. Soucieux depuis les *Carthaginois* d'un gouvernement qui maintienne l'ordre, les citadins de Tunis incitèrent par la suite l'autorité turque à se couler dans le moule que l'*Ifriqya* y imposa pendant des siècles jusqu'à nos jours.

Le destin du Maroc tient, lui, à une heureuse providence. La conjonction de trois propriétés bénéfiques :

Une histoire amorcée sous les bons auspices d'une gouvernance romaine de quatre siècles (de 40 après J.-C. à l'an 429, date de l'invasion vandale en Maurétanie Césarienne), qui en fit une province associant la Maurétanie Tingitane à la Césarienne^[1] (de la frontière actuelle Maroc-Algérie jusqu'à Cherchell) et à la *Bétique* d'Andalousie avec sa capitale Séville.

La géographie avantageuse d'un territoire éloigné de l'Europe Centrale et de l'Orient et encadré par des frontières naturelles (Océan à l'Ouest, mer Méditerranée au Nord, plaine aride des Angads à l'Est et le haut Atlas au Sud).

L'homogénéité de langue, de tempérament et de coutumes d'une population à dominante berbère farouchement *identitaire*, belliqueuse et ataviquement portée à la conquête.

Un héritage somptueux dont jaillirent à l'occasion de la révolte berbère contre l'invasion arabe au VIII^e siècle, les six grandes dynasties impériales et royales^[2] qui se consacrèrent à l'extension du pouvoir de l'Etat sur le territoire naturel du pays et sa population.

Internationalement reconnu depuis le XVII^e siècle comme légitimement représentatif du Maroc, le pouvoir royal établi à Fès au début du XX^e siècle, demeurait constamment exposé aux rébellions Berbères. Ce qui incita le Roi Moulay Abdel Hafid à solliciter la *protection* de la France à la suite d'un nouveau soulèvement qui menaçait son trône. En application de la *Convention de Protectorat* en 1912, la France consolida le pouvoir Chérifien en procédant pour son compte à la pacification des foyers de résistance auxquels elle se trouva confrontée dans le RIF (1921-1926), le Moyen et le Grand Atlas, jusqu'à la soumission finale des derniers rebelles en 1934 à la Bataille du Djebel Toubkal (mort héroïque du Colonel Henri de Bournazel à la tête de ses troupes). Il faut savoir et n'éprouver aucune gêne à le dire que la France est bien la puissance qui dota ce pays féodal d'un Etat moderne et en fit une Nation pacifiée au prix de vingt années de campagnes militaires, de travaux d'infrastructure et de mise en valeur agricole. De telles pages de notre histoire que l'on *enseigne en filigranes*.

À l'inverse du Maroc et de la Tunisie, l'unification de la Berbérie Centrale a été entravée par la caractéristique principale de sa configuration géographique : le cloisonnement montagneux, cause du fractionnement de sa population et lieu privilégié de résistance acharnée aux incursions et invasions étrangères en provenance de l'Europe méridionale et de l'Orient. Hanté par la menace permanente d'une agression, plongé dans un climat de discorde entretenu par un voisinage prêt à lui sauter à la gorge, assiégé de toutes parts et totalement livré à lui-même, la préoccupation principale de l'autochtone a toujours été de se *bunkériser* dans ses repaires escarpés et en dehors de toute ambition nationaliste. Une histoire marquée à l'origine par la longue résistance des autochtones berbères aux invasions venues de l'étranger, à commencer par celle des rois de Numidie et plus spécialement

1 — Correspond à peu près à l'« Algérie » actuelle et la Tingitane au Maroc.

2 — Les *Almoravides* (1069-1145), les *Almohades* (1145-1269), les *Mérinides* (1269-1465), les *Wattassides* (1465-1554), les *Sââdiens* (1554-1672) et les *Alaouites* de 1672 à nos jours — rendus célèbres par le règne initial du fameux roi Moulay Ismail (1679-1729).

de Jugurtha (petit fils adoptif de Massinissa)^[1], dressés contre les invasions successives de Rome, des vandales, des Byzantins et surtout des Arabes (début de leur conquête en 680)^[2]. Ce fut la guerre de résistance la plus longue puisqu'elle se poursuivit jusqu'au début du XIII^e siècle, date à partir de laquelle le succès de *l'islamisation* se traduisit par l'arabisation progressive de la population de souche berbère. On dénombre au moins huit dynasties qui se succédèrent ou se partagèrent le pouvoir d'une partie du vaste territoire s'étendant de l'Est du Maroc jusqu'aux rivages tunisiens des Golfes de Hammamet et de Gabès. La plupart d'entre elles ne parvinrent pas à s'en assurer totalement le contrôle. À l'exception des *Almohades*, conquérants berbères venus du Maroc (Marrakech et versant méridional de l'Atlas) qui dominèrent l'Afrique du Nord durant plus d'un siècle (1147-1265). Un intermède historique qui illustre de façon frappante l'incapacité de la population de l'antique *césarienne*^[3] à avoir éprouvé le moindre sentiment d'appartenance à une entité commune... avant que la France ne la construise en seulement cent ans de présence. Ce sont les Français qui donnèrent son nom au pays qu'ils occupaient au Nord de l'Afrique, entre le Maroc et la Tunisie. Il est évident que les quelque deux millions d'habitants qui y vivaient en 1830 en seraient toujours à leurs épidémies, leurs empoignades tribales et leur stagnation économique si la France ne les avait patiemment pacifiés, rassemblés puis unifiés sur un territoire homogène ramené à la civilisation en moins d'un siècle. Précisons enfin – faut-il s'en réjouir ? –, que les féroces colonisateurs français ont permis à cette souche primitive de se multiplier au point d'atteindre le chiffre de 30 millions en 1997^[4], soit quinze fois plus qu'à l'époque de leur arrivée. Dans le même temps la population française a moins que doublé.

Compte tenu de la compétition féroce existant entre les grandes puissances européennes au XIX^e siècle – et la nature ayant horreur du vide – l'une d'elles n'aurait pas manqué de prendre notre place. Très probablement le « *Bull-dog* » Anglais. Et il n'aurait jamais lâché *sa prise sur le Sahara et Mers el-Kebir* (voir infra). Comme il l'a démontré en se maintenant contre vents et marées à Gibraltar, la pointe sud-est de la péninsule Ibérique.

Que la France soit restée en Afrique par pure philanthropie, personne ne l'a jamais prétendu. Mais son œuvre en Algérie ne s'est pas inscrite non plus dans une logique de conquête programmée. Et elle n'y a pas été complètement exempte d'élans humanitaires. Au départ, la prise d'Alger n'avait d'autre but que l'éradication de la piraterie en Méditerranée. C'est l'affront prétendument infligé à l'Ambassadeur de France auprès du Bey d'Alger qui en a été le détonateur. Il convient à ce propos de redresser la grossière déformation des faits comme on les enseigne dans nos écoles. Le « *coup de l'éventail* » conté par Maleh et Isaac, nos historiens officiels, est une fiction qui ne peut être entièrement ingénue.

Voici comment les choses se seraient passées^[5] en réalité. Deux riches commerçants d'Alger originaires d'Italie, Bacri et Busnach, montent l'arnaque suivante. Ils vendent à la France plusieurs cargaisons de blé d'Algérie dont les pirates, informés par eux, s'emparent successivement. Propriété de l'acquéreur dès l'embarquement, ces cargaisons bien que « *perdues* » pour lui demeurent alors dues au vendeur. Celui-ci les remplace à titre onéreux et elles parviennent miraculeusement à destination. On demande alors à la France de payer deux fois ce qu'elle a commandé. Et encore n'a-t-elle reçu qu'un blé moisi et charançonné.

1 — Trahi par son beau-père *Bacchus*, roi des Maures, à l'issue de 7 ans de guerre contre Rome, il est fait prisonnier, condamné à mort et étranglé en Italie (104 avant J.-C.).

2 — La princesse berbère *La Kahéna* organisa la résistance berbère et infligea de cuisantes défaites aux envahisseurs arabes.

3 — À peu près le territoire de l'Algérie actuelle.

4 — Tiré d'un recensement probablement réducteur.

5 — « *Histoire de la France en Algérie* » (R. Lafont).

C'est chaque fois le blé prétendument saisi par les pirates qui sera débarqué à Toulon au terme d'un séjour en cale de plusieurs semaines. À la suite de quoi nos deux escrocs, bien en cour au Palais, s'empressent de céder leur créance au Dey d'Alger contre espèces sonnantes. Ignorant le subterfuge, celui-ci réclame son dû de façon de plus en plus pressante au Consul de France Pierre Deval qui se défile à chaque rencontre. Et c'est l'incident. Au cours d'une réception officielle, notre représentant^[6] est publiquement prié de quitter les lieux. Certes la France pouvait s'estimer offensée. Mais le courroux du Dey n'en était pas moins justifié par le refus d'acquitter une créance dont il réclamait en toute bonne foi le règlement.

C'est ainsi que se saisissant de l'affront, Louis Philippe mit fin en toute légalité internationale aux rapines barbaresques. Observons en passant à l'intention de nos *humanitaristes* bêlants, que tôt ou tard l'Europe serait forcément intervenue pour faire cesser la menace des pirates sur le trafic maritime en Méditerranée. À la suite de quoi, l'une des plus grandes nations concernées aurait fini par prendre pied en Afrique du Nord. Une issue inéluctable dans la période post-napoléonienne d'intense confrontation diplomatique qui mit la France aux prises sur le théâtre nord-africain avec l'Angleterre Victorienne, l'Allemagne de Bismarck (plus particulièrement intéressées par le Maroc), puis l'Italie de Garibaldi (la Tunisie ne faisait-elle pas partie comme d'ailleurs le reste de l'AFN, de son patrimoine historique ?) et même avec l'Espagne (implantée en Oranie depuis le début du XVIII^e siècle et au Maroc dans ses « *Presidios* » de Melilla depuis 1497 et Ceuta depuis 1663).

Il n'en reste pas moins vrai que le long séjour de la France en Algérie a pour origine une action punitive, donc temporaire dans son intention. C'est l'hostilité rencontrée chez des tribus éparses soulevées à l'appel de chefs de guerre (Mahdi)^[7] combattant sous l'étendard de l'Islam, qui l'a pour ainsi dire *fixée* sur ce territoire. Sans les réprimer, l'objectif initial consistant à neutraliser tous les repaires côtiers des Barbaresques n'aurait pu être atteint. Mais la France n'avait pas anticipé que ces autochtones si dociles envers l'occupant Turc *musulman* se dresseraient avec une telle résolution contre l'envahisseur « *Roumi* » (mécréant). Ce qu'on peut appeler la période militaire de la présence française est une longue histoire de près de 90 ans (1831-1914) d'embuscades, de massacres et de batailles où se sont distingués nos meilleurs généraux^[8] de l'époque.

Pourtant, 132 ans après le débarquement de Sidi-Ferruch, c'est une nation clé en mains que la France a livrée aux descendants d'une mosaïque de tribus vivant en économie de subsistance sous le joug de quelques centaines de janissaires. Une nation dotée par la France d'un nom, d'un immense territoire pacifié, d'une infrastructure moderne en ordre de marche : 4 ports en eau profonde complètement équipés aux normes internationales (Bône, Bougie, Alger, Oran), une urbanisation développée (17 villes actuellement de plus de 100 000 habitants), un réseau routier moderne (58 000 km), 4 378 km de réseau ferré, 12 aéroports dont deux internationaux, des centaines d'ouvrages d'art (ponts, tunnels, viaducs), 31 centrales thermiques et hydro-électriques, des milliers de bâtiments administratifs et publics (mairies, casernes, postes, écoles, collèges, lycées, universités, hôpitaux, dispensaires, etc.), 22 000 propriétés agricoles parfaitement équipées et en plein rendement, 7 millions d'hectares plantés et cultivés, un pays riche de revenus pétroliers, une nation autosuffisante, un peuple envié par tous les visiteurs étrangers venus saluer ses nouveaux propriétaires. « *Vous*

6 — Un personnage douteux au demeurant, selon les chroniqueurs de l'époque.

7 — Chefs de guerre religieux.

8 — Gal Berthezène (31.1.1831), Gal Savary Duc de Rovigo (6.12.1831), Gal Drouet d'Erlon (29.7.1834), Gal Clauzel (8.7.1835), Gal Damrémont (12.2.1837), Gal Valée (13.10.1837), Gal Bugeaud (22.2.1841), Duc d'Aumale (11.9.1847), M^{al} Randon (1851-1858), Comte de Chasseloup-Laubat (1859-1860), M^{al} Pélissier (24.11.1860), M^{al}. de Mac-Mahon (1864-1867), etc.

avez de la chance que les Français vous aient laissé un si beau pays » s'exclama Nasser en s'adressant à Ben Bella lors de sa première visite à l'Algérie indépendante.

Réserveons une mention particulière à la face volontairement cachée d'un « *colonialisme* » Français dans ce qui fut un simple appendice de l'Empire Turc. Il se manifesta en premier lieu *par l'utilisation de la main-d'œuvre française* à l'extension et la diversification de terres cultivables^[1]. Avec le résultat inestimable d'une richesse agricole jaillie des miasmes putrides et infestés de moustiques d'immenses étendues marécageuses. Des milliers de Français déportés et expatriés ont payé de leur sueur, de leur sang et de leur vie cette œuvre magnifique. La multitude de sépultures abandonnées derrière elle par la France sur ces espaces jadis insalubres témoigne du sacrifice héroïque de ces valeureux pionniers morts d'épuisement et de maladie. Leur descendance attend toujours qu'une France délivrée de ses tabous rende enfin à ces valeureux Français les honneurs qui leur sont dus.

Cet héritage opulent a été dilapidé. L'Algérie, grenier à blé de tous temps des Phéniciens, Romains, Byzantins et jusqu'à l'époque dite « *coloniale* », importe maintenant selon les aléas de la pluviométrie jusqu'à 30 millions de quintaux par an de céréales. Jadis exportatrice de 200 000 tonnes d'agrumes et de fruits divers annuellement, elle dépend du Maroc et de la Tunisie pour 75 % de sa consommation. Quant à sa *production vivrière* qui débarquait par bateaux entiers avant 1962 sur le port de Marseille, elle ne suffit même plus à ses propres besoins.

La pénurie alimentaire de l'Algérie fait la fortune de ses voisins. Plus spécialement de la bande côtière du Maroc Oriental limitrophe de l'Oranie, riche de milliers d'hectares en pleine production grâce à l'eau que dispense à profusion l'immense réseau d'irrigation relié au fameux barrage de retenue du fleuve Moulouya. Cet ouvrage gigantesque – plus de dix ans de travaux – fut conçu et réalisé dans sa plus grande partie par le Protectorat Français^[2], dont le programme d'avancement fut scrupuleusement respecté par le Gouvernement Marocain qui l'acheva après l'indépendance. Contrairement à l'Algérie, dont l'orgueilleuse démarche économique voulut s'inspirer de la priorité faite à l'industrie lourde dans le modèle soviétique, le Royaume Alaouite privilégia d'emblée le développement des surfaces consacrées – en irrigué – aux cultures vivrières. Dans sa grande sagesse, il prévoyait que l'éradication des « *neuf plaies* »^[3] qui décimaient les peuples maghrébins avant l'arrivée de l'affreux « *colonisateur* » – par suite de l'amélioration grâce à lui de l'hygiène et de la santé publique^[4] –, déclencherait un boom démographique sans précédent. L'alimentation de cette population deviendrait donc tôt ou tard le problème n° 1. Il ne s'est pas trompé puisque la population du Maroc a littéralement explosé. Mais elle mange encore à sa faim. Tandis qu'en Algérie les rêves de grandeur tournent au cauchemar d'usines fermées, de champs en friche et de ventres creux. Elle ne doit plus sa survie qu'aux puits de pétrole et de gaz que nous lui avons abandonnés^[5].

1 — Il convient d'y ajouter la conversion en lieux de productions vivrières des milliers d'hectares de terres défrichées et de marais patiemment drainés et asséchés.

2 — Sur l'initiative du Contrôleur civil chef de la Région d'Oujda (Maroc Oriental). Corps d'élite spécialement créé par le Maréchal Lyautey pour encadrer l'œuvre civilisatrice de la France au Maroc, le Contrôle civil était placé sous l'autorité du ministère des Affaires Étrangères (et non pas celle du ministère de l'Intérieur comme c'était le cas pour l'Administration Préfectorale en Algérie). Outre les tâches habituellement dévolues aux Préfets, le Contrôleur civil était un *bâtisseur*. C'était là son rôle essentiel, à l'opposé de celui du Préfet qui consistait essentiellement en Algérie comme en Métropole, à organiser de *bonnes élections* pour le parti au pouvoir...

3 — Choléra, lèpre, paludisme, peste, poliomyélite, tétanos, tuberculose, typhoïde et typhus.

4 — Assainissement, médecine ambulatoire, chaîne hospitalière, etc.

5 — Que deviendra-t-elle donc lorsque cette ressource sera épuisée ? ...

Du phare des jeunes démocraties « *libérées du joug colonial* » tant encensées par la France gaullo-socialiste, il ne reste plus qu'un pays ruiné dont la recette en hydrocarbures se partage entre l'achat de denrées alimentaires de première nécessité, le remboursement de la gigantesque dette internationale et les comptes numérotés de la nomenclature FLN. La faillite économique de cette caste vaniteuse, provocatrice, viscéralement antifrançaise^[1], débouche sur la misère de tout un peuple, le chaos social et la sombre perspective d'un Etat islamique. Plus grave encore, le pandémonium algérien menace de s'étendre aux pays limitrophes. Le Maroc et la Tunisie qui se sont avérés jusqu'ici capables de gérer leur indépendance en ne tombant pas dans l'écueil d'un dogmatisme emprunté au socialisme, seront en effet de moins en moins immunisés par l'opium des déshérités (le fatalisme musulman) contre les effets dévastateurs d'une fécondité affolante de leur population. Si l'intégrisme venait à prendre le dessus en Algérie, on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'à la faveur d'un pullulement humain devenu incontrôlable, ces deux pays soient à leur tour submergés au moindre relâchement de la vigilance et de l'autorité de l'Etat. Félicitons-nous à cet égard de la présence de part et d'autre d'une Algérie disloquée, de peuples solidaires que la providence a tenus jusqu'ici assez éloignés de l'archétype occidental pour dissuader la subversion islamiste. Deux nations portant l'empreinte enrichissante du modèle de gestion « *protectorale* » essentiellement consacré – par opposition à celui que nous appellerons « *Préfecturale Métropolitaine* » – à la mission civilisatrice qui lui était contractuellement assignée. La Tunisie à l'Est sur la bonne voie tracée par un « *Bourguibisme* » pur et dur ; le Maroc traditionnel à l'Ouest tenu fermement par un monarque « *éclairé* » à la fois chef temporel et spirituel. En revanche on ne voit pas comment ces deux nations pourraient survivre aux dangers d'un voisinage aussi contagieux, si elles venaient à baisser leur garde et infléchir le contrôle jusqu'ici rigoureux de leurs populations respectives, en prêtant une oreille trop attentive aux sirènes des « *grandes* » démocraties occidentales. Elles devront au contraire tout mettre en œuvre pour résister à la pression d'une dynamique ultra-libérale et mondialiste qui les conduirait inéluctablement à leur perte.

Le Sahara français en prime

« *Quelles difficultés la France n'aurait-elle pas épargnées à elle-même, au Maghreb et à la paix si avant d'enfanter les nations maghrébines elle avait pu définir leur arrière pays saharien.* »

XAVIER SALLATIN^[2]

Comme si le sang versé par nos soldats, la sueur, les souffrances de nos colons et le sacrifice expiatoire de ce qu'ils ont construit ne suffisaient pas, on y ajouta l'offrande incroyable du Sahara. Numides autochtones, commerçants carthaginois et byzantins, civilisateurs romains, envahisseurs vandales, arabes et turcs, aucun des occupants successifs des territoires au Nord du Sahara^[3] n'avait pu y pénétrer sans risquer d'y laisser sa tête. C'est dire

1 — « Le FLN a joué la carte anti-française pendant 30 ans. » Ahmed Rouadigua, chargé de recherche au CNRS.

2 — « *Essai sur la Défense* ».

3 — Rappel : À l'Époque romaine, l'Algérie était appelée « *Maurétanie Césarienne* » et le territoire actuel du Maroc « *Maurétanie Tingitane* ».

l'inhospitalité des vastes espaces désertiques s'étendant au-delà de leur dorsale montagneuse méridionale, l'Atlas Saharien. Seuls les redoutables guerriers des tribus chamelières s'étaient montrés capables d'en faire le lieu de passage protégé de leurs caravanes d'or, de sel, d'épices et d'esclaves dont les patriciens d'Afrique du Nord étaient si friands. Soulignons à l'occasion une « *Exception* » bien *française*. Hormis le murmure respectable mais inaudible de quelques historiens méconnus, notre histoire officielle de l'esclavage réserve ses anathèmes à l'homme blanc. En revanche, elle ne voit dans l'esclavagisme oriental, bien qu'il se poursuive sous nos yeux, qu'un phénomène folklorique *blanchi* par la tradition millénaire puisque celui-ci prend sa source dans la nuit des temps.

C'est encore à la France qu'échut la rude besogne de rattacher le Sahara au monde moderne. La conquête fut longue, pénible, meurtrière. Le sort funeste de la mission Flatters, notre première incursion armée au Sahara^[1], en dit long sur les souffrances que par la suite nos méharistes ont endurées. Le lieutenant colonel Flatters quitta Alger en février 1881 à la tête de 80 hommes dont 70 indigènes. Attirés par ses guides loin de la colonne, lui et ses officiers furent assassinés. Les survivants de la mission tentèrent de remonter vers le nord. Un véritable calvaire, tous leurs chameaux ayant été volés. Des dattes empoisonnées leur furent vendues. Ceux qui en mangèrent moururent dans d'atroces convulsions. « *Le maréchal des Logis Pobeguïn est encore en vie, mais blessé et très affaibli. Il est achevé par un nommé Belkaçem Ben Zebila qui le dépèce et le fait manger par les survivants.* » Les étapes héroïques de la lente et périlleuse conquête de nos Compagnies sahariennes^[2] dans un univers ingrat, sans repères, rongé par le soleil, demeurent inconnues de la plupart des Français. Mais le premier élève venu serait intarissable sur Alamo, Custer, Sitting Bull, Buffalo Bill, la bataille de « *Little Big Horn* » et j'en passe. Il ne s'agit pourtant là que de faits et de personnages démesurément agrandis. Hâbleurs, mais patriotes, les producteurs de cinéma d'Hollywood ont fait autant de légendes sublimes de la gloriole d'un conflit frontalier, de quelques cavalcades et d'un ethnocide. Nous avons quant à nous une très longue histoire constellée de noms célèbres, riche en événements de légende. Elle se confond avec celle de l'Europe et de la civilisation. Desservie tant par la littérature que par un cinéma nécessaire, elle n'a su qu'en de rares occasions en perpétuer le souffle authentique, la réduisant trop souvent à des aventures simplettes de cape et d'épée.

L'adjonction du Sahara au territoire algérien a fait de cet ensemble une puissance pétrolière : 60 millions de tonnes d'un excellent pétrole et 60 milliards de m³ de gaz naturel par an aux portes de l'Europe (1995). Fruit amer de notre semence, cette découverte n'est pas étrangère à l'âpreté d'une guerre dont un pactole souterrain était devenu l'enjeu. Arrosé par le sang de nos meilleurs soldats, le Sahara l'a aussi été par notre argent. Une énorme ponction a été opérée sur le bas de laine français pour y faire jaillir l'or noir. Elle s'est perdue dans les sables, comme les emprunts russes dans le marxisme-léninisme. Responsable de ce lamentable gâchis, la nomenclature républicaine a tout mis en œuvre pour l'enfouir dans les ténèbres de l'histoire et en faire perdre jusqu'au souvenir. Nous sommes quelques rares témoins de cette triste aventure à avoir *gardé en mémoire* les sacrifices de la cohorte de soldats, entrepreneurs, explorateurs, ingénieurs et savants qui en furent les valeureux pionniers... et n'avons pas non plus oublié l'engloutissement de nos économies dans un pétrole qu'on revendra à la France à prix d'or.

J'aimerais évoquer à ce propos le triste sort réservé par la France à Conrad Kilian.

1 — Deux tentatives de pénétration pacifique l'ont précédée. L'explorateur H. Duveyrier parvenu jusqu'à Ghadamès en 1860 et trois prêtres envoyés en mission par Monseigneur Lavigerie assassinés en 1876.

2 — Les fameuses Compagnies Sahariennes ne furent créées qu'en 1901.

Ce grand explorateur fut le premier à découvrir dans les années 1920 l'existence de structures géologiques prometteuses d'or noir se succédant d'Est en Ouest à partir du Fezzan Libyen. Elles annonçaient selon lui l'existence probable de vastes champs pétrolifères. Terre sans maître, Kilian y avait planté le drapeau français, précédant ainsi de vingt années les incursions héroïques de Colonna d'Ornano – son raid sur *Mourzouk* où il fut tué le 23/01/41 – et de Philippe de Hauteclocque dit Leclerc^[1] qui prit *Koufra* le 3 mars suivant. Pour ne pas faire mentir son ingratitude coutumière envers les meilleurs de ses fils, la France ne crut pas en lui. Elle abandonna d'abord cette immense fortune souterraine aux Italiens. Empêtrés dans leurs expéditions militaires contre les rebelles senoussis, ils n'eurent pas le temps de la faire jaillir. Nous aurions donc pu la revendiquer au lendemain de la guerre grâce à l'exploit de deux grands Français, mais nous l'abandonnâmes aux compagnies pétrolières anglo-saxonnes, les vrais vainqueurs de Rommel. Le mystère de cette gracieuse cession demeure entier. Quant à notre explorateur génial, il termina sa vie dans le dénuement le plus complet et le 29 avril 1950, l'acheva par un suicide. Les circonstances suspectes de sa mort laissent encore planer le doute – il se disait traqué par des agents secrets – sur un prétendu suicide difficilement explicable pour un homme de cette trempe et encore dans la force de l'âge. Plusieurs auteurs réputés se sont penchés sur la carrière fascinante de C. Kilian. Ils ont vu dans sa mort prématurée l'intervention de puissants intérêts étrangers^[2]. Le Fezzan qu'il avait crânement annexé au nom de la France pour avoir été le premier Européen à y pénétrer au péril de sa vie, sera finalement rétrocédé à la Libye en 1955 (en fait aux pétroliers anglo-saxons et à l'AGIP^[3]) dans des circonstances mystérieuses que C. Kilian aurait été le seul à pouvoir dénoncer de façon savamment documentée. À l'époque, c'est un ministre gaulliste de l'énergie qu'une certaine rumeur désigna comme l'instigateur de cette surprenante générosité.

Grand éclat de rire au nez de dirigeants stupides ou rançon d'une victoire que la France n'aurait pas méritée, la Libye regorgeait de riches gisements de bon pétrole sous le drapeau tricolore planté par C. Kilian. Un pétrole dont d'autres que nous s'emparèrent en 1959. Trois années plus tôt en janvier 1956 à Edjelé, en mars à Hassi-Messaoud, en août à Hassi-R'mel, le pétrole et le gaz avaient jailli au Sahara Français, confirmant les hypothèses du célèbre explorateur-géologue. Mais, loin de nous enrichir, cette découverte tardive précipita notre perte. Chassée sans la moindre compensation, la France devra longtemps se contenter d'en acheter la production à un prix prohibitif. En revanche, ce sont toujours des compagnies anglo-saxonnes et italiennes qui produisent le pétrole de Khadafi^[4], et des groupes étrangers qui sous-traitent l'extraction de celui que la France a découvert aux grands frais de son peuple en Algérie.

Confiants dans notre destin en Algérie (380 000 km²), nous lui avons donc adjoint un territoire de 2 000 000 km² ^[5] s'étendant au pied méridional de l'Atlas, vers le Sud jusqu'aux frontières du Mali et du Niger, vers l'Est jusqu'à la Tunisie et la Libye, vers l'Ouest jusqu'à la Mauritanie et l'Atlantique, avant que le Maroc ne lui en fermât l'accès en réalisant la jonction de son extrémité Sud-Ouest avec l'ex-Sahara espagnol. Et pourtant, en plaçant les « *Territoires du Sud* » sous l'autorité militaire, nous leur reconnaissons par là une importance et des caractères particuliers. On l'expliquait d'abord par le danger encouru en y pénétrant. La piste

1 — Meurt en service commandé dans un accident d'avion en pleine tempête de sable entre Bou Arfa (Sud d'Oujda Maroc Occidental) et Colomb-Béchar, le 28 novembre 1947.

2 — « *Rapport à l'Académie Française* ». Chasseloup-Laubat.

3 — Groupe pétrolier italien.

4 — Essentiellement Oasis, AGIP, Occidental et Mobil.

5 — Formant un ensemble de 2 380 000 km², le plus étendu d'Afrique après le Soudan (2 500 000 km²).

n°1 (Colomb-Béchar-Gao) dont l'entretien était à l'époque assuré par le « *Chemin de fer Méditerranée-Niger* » (voir infra) est en effet la plus dangereuse des pistes transsahariennes car elle parcourt le Tanezrouft entre Bidon V^[1] et Tessalit. Nombreux sont ceux qui s'y sont perdus et sont morts de soif pour n'avoir pas averti l'autorité militaire de leur passage. La déclaration préalable était obligatoire pour des raisons de sécurité. Elle devait s'accompagner du dépôt d'une importante caution destinée à couvrir éventuellement les frais parfois très élevés des recherches entreprises automatiquement à l'issue d'un délai réglementaire fixé pour chaque type de véhicule.

Mais le statut spécial de l'espace saharien se justifiait surtout par des considérations d'ordre géostratégique. Il était limitrophe de sept nations étrangères, il fallait assurer le lien terrestre entre l'AFN et l'« *Afrique noire* » et il recelait de grandes richesses minières, certaines stratégiques comme l'or, l'uranium, le cobalt, le wolfram^[2], le pétrole et le gaz, celles-là découvertes plus tardivement^[3]. Un statut qui découlait enfin de la Convention du 05/08/1890 par laquelle le Royaume-Uni reconnaissait comme zone d'influence de la France le territoire s'étendant au Sud de l'Algérie jusqu'à une ligne allant de Say sur le Niger à Barroua sur le lac Tchad.

Ne disposions-nous pas de toutes les raisons imaginables et d'une juste cause pour défendre bec et ongles des biens aussi précieux ?

Ce que les initiateurs – visionnaires – de ce découpage territorial prémonitoire avaient ménagé à la France, c'était la possibilité de prendre appui sur lui pour refuser d'intégrer à l'Algérie proprement dite des étendues qui *n'avaient jamais connu la souveraineté de quiconque*. L'« *Exception* » française est seule à pouvoir expliquer l'insouciance d'un gouvernement qui ne prit même pas la peine d'exploiter un atout de telle importance parce que pressé de tout lâcher.

La création des *Territoires du Sud* se proposait sans doute d'aller plus loin qu'une simple distinction administrative^[4] en permettant de dissocier le sort du Sahara de celui de l'Algérie proprement dite au motif que celle-ci ne pouvait se prévaloir de liens historiques concrets avec lui, avant sa pacification par la France^[5]. À l'inverse du Maroc, dont l'antériorité – par rapport à l'Espagne – de liens de suzeraineté avec son hinterland méridional fut reconnue par la Cour de la Haye, l'Algérie n'avait aucun titre à invoquer sur le sien. Indifférents aux signaux de l'histoire et de la géographie, nos bons samaritains soldèrent la totalité du Sahara français et du même coup l'espace s'étendant *à l'ouest* de la piste transsaharienne Béchar-Gao tracée dans le prolongement Nord-Sud de la frontière algéro-marocaine, lequel avait vocation d'être intégré au Maroc. C'est donc un territoire marocain par destination que les liquidateurs d'Evian offrirent à l'Algérie, ouvrant par cette inconséquence supplémentaire entre les deux pays un différend insoluble par des voies pacifiques. Au lendemain de l'indé-

1 — Bidon V tient son nom du balisage de cette traversée par des fûts peints en blanc pour les rendre plus visibles par tempête de sable (de texture farineuse dite Fech-fech dans la portion du Tanezrouft ou « *pays de la soif* »).

2 — Métal (W) de densité 19,3, fusion à 3650°C, tiré du minerai composé d'oxyde de fer, manganèse et tungstène.

3 — * Gisement de pétrole d'Hassi-Messaoud découvert en août 1956 à Edjelé (3 mois avant le soulèvement début novembre de la même année). Réserves évaluées à 1255 millions de tonnes.

* Gisement de gaz d'Hassi-Rmel découvert en novembre 1956. Réserves estimées à 3 770 milliards de m³.

4 — Ils étaient placés sous l'autorité militaire.

5 — Au terme de près de trente années de missions meurtrières accomplies par notre fameux corps de *méharistes*.

pendance de l'Algérie, il alluma un premier conflit frontalier dit de la « *Saoura* » en 1963. C'était l'occasion de régler une fois pour toutes la délimitation des frontières méridionales du Maroc que le traité d'Isly^[1] avait laissée dans l'ombre. Bien que libérée des obligations du Protectorat depuis 1956, il revenait semble-t-il à l'ancienne puissance tutélaire de combler cette lacune. Et de racheter du même coup une initiative qu'elle n'avait pas eu l'audace de prendre bien avant l'issue de la guerre. Entre une Algérie révolutionnaire dépourvue de structures politiques traditionnelles, hostile à la France, déjà tournée vers Moscou et un Maroc monarchique ami tricentenaire de notre pays et passerelle de l'Occident vers l'Afrique, le temps était venu pour la France de faire le bon choix qui s'imposait, en soutenant celui-ci de tout son poids dans la revendication du territoire saharien délimité à l'ouest par la piste transsaharienne n° 1 et l'océan Atlantique. Ce n'est pas la voie du courage et de la fermeté qu'elle prit, mais celle de la facilité et de l'abandon. Dans la droite ligne de sa diplomatie traditionnelle de *ronds-de-cuir* et de *ronds-de-jambe*.

Pubère en Realpolitik, la République laissa passer la chance d'une opération de grande envergure. En négociant en effet son soutien au Maroc, elle aurait définitivement coupé à l'Algérie socialiste et bientôt peut-être islamiste, la route de l'Atlantique. Dix ans plus tard à l'instigation de l'URSS, le colonel Boumedienne dévoila son ambition d'ouvrir une fenêtre sur l'océan, en offrant aide militaire et refuge au Front Polisario. Cette association visait en fait des objectifs multiples. En parvenant à déloger le Maroc des provinces du Sahara occidental, il s'approprierait deux ports en eau profonde (El-Aïoun et Dakhla), les gisements de phosphate les plus riches du monde^[2], 1 400 km de façade Atlantique le rapprochant du fer mauritanien par le Sud de la province du Rio de Oro et un plateau continental tellement poissonneux qu'il attire toutes les flottes de pêche du monde. Ainsi porterait-il un coup fatal à la dynastie Alaouite en la privant de sa ressource principale de puissance. Ancien allié du temps de la rébellion, son voisin était devenu l'adversaire monarchique et pro-occidental d'une Algérie socialiste et prosoviétique. Et s'il échouait dans ses entreprises, du moins aurait-il tenu le Maroc en respect pendant des années par Polisario^[3] interposé, en l'obligeant à maintenir sur pied de guerre le meilleur de ses forces au coût faramineux d'une armée moderne immobilisée dans le désert à 1 500 km de ses bases.

Avec Tindouf – somptueux cadeau de la France gaulliste à Ben Bella – comme base arrière à deux pas de la frontière algéro-marocaine, le Polisario hérita donc par la grâce des « *accords* » d'Evian, de la rampe de lancement sans laquelle ce 2^e conflit régional n'eût jamais éclaté. Le Maroc aura chèrement payé l'imprévoyance de nos responsables politiques. Comme l'avait projeté Boumedienne, la menace constituée par le Polisario, bien qu'affaibli par les coups que Hassan II lui a portés, a demandé et demande encore des sacrifices déme-

1 — Succédant à la bataille d'Isly remportée le 14 août 1844 par le Général Bugeaud, à quelques kilomètres d'Oujda (Maroc Oriental), ce traité est à l'origine d'une reprise des relations – momentanément interrompues au bénéfice de la Grande-Bretagne –, entre la France et le Maroc.

2 — De la Seguiet-el-Hamra.

3 — Hostilités ouvertes le 17/6/1970 par un raid du Polisario à partir de Tindouf en direction d'Agadir (700 km par El Aïoun capitale du Sahara occidental), peu après les accords de l'Espagne, du Maroc et de la Mauritanie sur ce territoire. Repoussé en direction de la frontière avec l'Algérie, il est parvenu depuis à fixer sur place le meilleur des forces marocaines. Car les nombreuses entreprises pour accorder les deux parties sur les modalités d'un référendum équitable ont échoué les unes après les autres, la pierre d'achoppement consistant surtout à s'entendre sur le chiffre et l'état-civil des personnes habilitées à y prendre part...

Si bien que 34 ans plus tard, le Maroc poursuit son œuvre d'assimilation à grand prix, sous la protection de l'armée contre les incursions d'un Polisario réduit à des attaques ponctuelles sur des objectifs mineurs et distants les uns des autres.

surés au peuple marocain. La France gagnerait à méditer cet exemple contemporain de la richesse qu'apportent à une nation, la fierté de ses chefs, la force de ses armes, le courage, l'abnégation et le patriotisme de son peuple. Mais au lieu de favoriser la résistance du Maroc à l'agression, elle se berce toujours de l'espérance naïve d'une coopération sincère et profitable avec « *l'Algérie reconnaissante* ». Sous le prétexte d'un règlement pacifique du conflit du Sahara occidental qui s'éternise, elle n'a toujours pas pris officiellement position^[1]. Un règlement dans l'attente duquel elle apporte son soutien moral à l'« *alliance démocratique* » mobilisée contre le Royaume chérifien. En retour de nos inestimables présents, les accords conclus avec l'Algérie antifranaise du GPRA n'ont vécu que le temps qu'il fallait pour en sécher l'encre. Et pourtant, la France continue à se comporter comme si son sort était indissociable de celui d'une Algérie qui l'a congédiée après s'être emparée de sa dot.

Mers el-Kébir Gibraltar Français

« *Mers el-Kébir, admirable cadeau
de la nature et de l'histoire.* »

R. LAFONT^[2]

Nous venions d'engloutir des milliards de francs pour faire de Mers el-Kébir la base sous-marine la plus sûre du monde, puisqu'à l'épreuve de bombardements atomiques. En échange du cadeau somptueux de l'indépendance, n'eusse été que pour justifier un investissement aussi massif, la France pouvait prétendre à cette parcelle de terre africaine. D'autant que les aménagements de la base se poursuivirent *après la déclaration d'indépendance*. Ainsi n'aurait-elle pas eu à rougir des défis de l'Espagne, qui se refuse orgueilleusement à abaisser ses couleurs dans les anciens « *Presidios* » de Ceuta et de Mellila en territoire marocain et celui du dogue britannique qui garde toujours avec Gibraltar la porte de la Méditerranée à la pointe méridionale de la péninsule Ibérique. Là encore, elle recula devant l'obstacle.

La ténacité et l'audace sont des vertus que nous avons perdues et elles n'ont jamais habité chez nous que des êtres d'exception. Elles sont en tout cas interdites à la France des DDH^[3] dont l'honneur ne se situe plus que dans un dévouement infini à toutes les causes, pourvu qu'elles nous soient étrangères. La France a donc ajouté Mers el-Kébir à sa corbeille de divorce avec l'Algérie. Comme un fuyard abandonnant derrière lui jusqu'à ses bijoux les plus précieux. Mais de quoi donc avait-elle peur en conservant pour elle quelques arpents de terre algérienne, magnifique tête de pont africaine d'importance stratégique ?

1 — En la personne de F. Mitterrand — et de celle de Madame — par les voies d'une diplomatie parallèle qu'il dirigera jalousément aux dépens de la France jusqu'à la dernière minute de son mandat.

2 — « *Histoire de la France en Algérie* ». (Plon 1980).

3 — « *Droits de l'homme* », à la fois sésame, mot de passe, formule magique devenue obligatoire pour rappeler à tout propos et en toutes circonstances, la primauté de ce combat dans les préoccupations de la France.

III

LE TRANSSAHARIEN INCONNU

« Là où il y a une volonté, il y a une voie. »

Tel qu'il s'est révélé à la civilisation occidentale, le Sahara a constitué une vaste zone d'attraction scientifique. Au même titre que les terres polaires, les Indes, le Pérou. Les obstacles qu'il a opposés à sa pénétration ont entretenu l'intérêt qui se portait vers ses étendues désolées. En le nuancant de la teinte mystique qui ne s'est toujours pas entièrement dissipée. Le *Méditerranée-Niger*^[1] est en quelque sorte l'épilogue inachevé d'un demi-siècle d'efforts héroïques contre les éléments, le scepticisme et l'inertie. Je ne me pardonnerais pas de passer sous silence ce qu'on peut qualifier sans emphase d'épopée transsaharienne. Il s'agit du projet de jonction par le rail de l'Afrique du Nord et de l'Afrique Noire.

Les prémices

Si l'on relate souvent le martyrologe des conquérants du Sahara, on omet presque toujours d'en citer les mobiles : à savoir une accumulation de renseignements de tous ordres qui devait plus tard donner le jour à l'idée d'une intégration du Sahara au monde utile. L'histoire des voies de pénétration se confondant avec l'histoire générale de la civilisation, il va de soi que le but plus ou moins avoué des premières missions transsahariennes fut d'élaborer un *chemin de passage* par-delà la Méditerranée, vers le centre de l'Afrique.

C'est en 1873 que Soleillet ramenait la conviction qu'une voie ferrée reliant Alger à El Goléa pourrait être réalisée. Premier tronçon d'une ligne continue entre l'AFN et le Soudan. L'ingénieur Duponcel, de retour de mission, publiait en 1878 la première étude détaillée sur le Transsaharien et ralliait Mr Freycinet, ministre des Travaux publics, à ses conclusions. Dès lors, les Pouvoirs publics prenant position, l'extension de l'idée à des couches plus larges de l'opinion était assurée.

En 1879, trois missions sont envoyées sur les lieux : Pouyanne, Choisy, Flatters^[2]. La querelle des tracés s'engage. Elle ne s'éteindra que cinquante ans plus tard.

De 1879 à 1890, l'opinion publique ne cessera d'être alertée par les massacres impunis de nombreuses expéditions scientifiques. À l'issue d'une campagne foudroyante,

1 — Société d'exploitation du chemin de fer Nemours (Algérie) – Oujda – (Maroc) – Colomb-Béchar – Adrar (Algérie).

2 — Le sort tragique de l'expédition Flatters (page 42 alinéa 2).

Brazza atteint cependant le Niger en 1883. Le Sahara, hostile à la pénétration directe, se laisse contourner, absorber progressivement dans un vaste ensemble de territoires africains. *Il nous sera généreusement attribué lors du premier partage diplomatique de l'Afrique en 1890^[1]. Le Général de Gaulle s'en souvenait-il ?*

Coup sur coup, en 1890 et en 1891, le Prince d'Aremberg et l'économiste Leroy-Beaulieu fondent le « *Comité de l'Afrique Française* » et la « *Société d'Etudes d'une voie ferrée Biskra-Ouargla et prolongements* ».

L'insécurité persistante du Sahara central interdisait encore le projet d'une voie qui le traverserait de bout en bout. Mais les savants avaient acquis la conviction de ce que l'hostilité des éléments n'était pas telle qu'elle interdisît le passage d'un train et même la constitution d'un chapelet de postes tout au long de son trajet. Les militaires firent le reste ; en 1902, les « *Territoires du Sud* » étaient créés. *Premier pas hésitant vers une entité distincte.*

Cette date historique situe le début d'une controverse purement économique qui mettra en présence jusqu'en 1929, les avantages respectifs du rail, de la piste, de la route aérienne et de la voie maritime. L'automobile ni l'avion n'étaient alors suffisamment fiables pour affronter les 2 000 kilomètres d'aventure qui séparaient Biskra, porte du Sud, de Tombouctou, point de mire semi-séculaire des explorateurs africains. Ces échecs répétés joints aux arguments d'ordre économique qui seront plus tard mis en musique, renforcent la position des partisans du rail. En 1913, Berthelot fonde la « *Société d'Etudes du Transsaharien* ». Trois missions, Maitre-Devallon, Nieger, Cortier qui pour la première fois reconnaît la piste caravanière entre le Touat et Tombouctou, relèvent avec précision les tracés Oriental et Occidental.

La guerre effacera momentanément des esprits ce qui d'un dérisoire « *grattage de sable* » était devenu une riche opportunité au temps de l'Empire.

Dès 1919 cependant, un « *Comité du Rail Africain* » qui réunit des personnalités brillantes comme Foch, Pétain, Franchet-d'Esperey et Gaston Doumergue, provoque la création d'un comité d'études. Puis, le Comité Supérieur de Défense Nationale est appelé à se prononcer sur la question. Son avis favorable incite le Gouvernement à déposer un projet de loi. De son côté, Mr Roux-Fraissineng, député d'Oran, saisit le Parlement.

Une nouvelle fois et si près de la réussite, le Transsaharien sera évincé de l'actualité par la fréquence des crises ministérielles, l'absence de vision stratégique à la tête de l'Etat, la dégringolade du franc et les frictions internationales.

Mais alors que le succès publicitaire des croisières automobiles à travers le Sahara semblait devoir effacer jusqu'au souvenir de la thèse du rail, le ministre des Colonies Léon Perrier s'y ralliait avec enthousiasme et, le 5 avril 1927, Edmond de Warren sollicitait des Chambres une proposition de loi relative à l'octroi d'un crédit de 18 millions pour l'élaboration technique du tracé définitif. Ainsi, la traversée du Tanezrouft par Gaston Gradis, la Croisière Noire de 1924, la Constitution d'une « *Compagnie Générale Transsaharienne* » n'avaient servi qu'à ouvrir une voie triomphale au Transsaharien. L'épargne française se remettant à peine de Panama, de l'emprunt Russe et de la guerre, c'est en quelque sorte à contre-courant que fut créé au ministère des Travaux publics, en vertu de la Loi du 7 Juillet 1928, l'Organisme d'Etudes chargé d'examiner la construction du chemin de fer sous les différents aspects technique, économique et financier. Mr Maitre-Devallon fit le point de la question dans un rapport convaincant. Des trois tracés en concurrence : Oriental – de Constantine à Bourem par Touggourt et Ouargla –, Central – d'Alger à Reggan par Laghouat

1 — Voir infra page 44 alinéa 2 ligne 5.

et Fort-Miribel –, Occidental – d'Oran à In-Tassit par la route « *Estienne* »^[1] –, c'est ce dernier qui fut retenu. On portait à son crédit des avantages indiscutables en ce qui concernait la longueur, 1 912 km au lieu de 2 674 pour le tracé Oriental et 2 662 pour le tracé Central ; l'intérêt économique des zones desservies et les exigences d'une tête de ligne qui se devait d'être à la fois exutoire commode du trafic futur, rentable par elle-même et voie d'approvisionnement pratique pour la construction.

Une commission technique de cent membres approuva ce rapport dans l'enthousiasme. Tel ne fut probablement pas l'avis des législateurs : le débat du Transsaharien, de nouveau supplanté, sombra dans l'indifférence. Les 18 millions de Francs-Poincaré n'en furent pas moins dépensés, « *Exception* » française ! »

Plus réaliste, l'administration du Protectorat au Maroc construisait dans le même temps le tronçon ferré Oujda-Bou-Arfa. Le gisement charbonnier de Djérada, celui de Kénadza près de Colomb-Béchar, les immenses étendues d'Alfa sur les hauts plateaux de Tendirara, le plomb de Zellidja et de Tessalit, les perspectives de gisements cuprifères exploitables (Djebel Lakhdar) le manganèse de Bou-Arfa justifiaient la mise en exploitation d'une voie ferrée de 300 km avec le choix de Nemours au lieu d'Oran comme port d'embarquement. L'empirisme, l'opportunité immédiate, le dynamisme du Protectorat, devançaient ainsi en les confortant les amples conceptions des initiateurs. C'est le charbon de Kénadza et non le Sahara qui, en 1939, emporta la décision des Pouvoirs publics de prolonger la voie jusqu'à Colomb-Béchar. De l'automne 1939 à juin 1940 le travail sera accompli par des Compagnies du génie. Interrompu deux mois seulement il reprendra fin juillet, cette fois par voie de recrutement de main-d'œuvre locale. Le point d'ancrage du « *pont* » était bien entrepris, mais la décision de mener le projet à son terme n'était pas encore prise.

Le tracé

La Métropole envahie et immobilisée par l'Armistice, on reporta sur l'Empire des regards fixés jusque-là sur la « *ligne bleue des Vosges* ». L'idée du Transsaharien se prêtait opportunément aux circonstances. Ressurgie des dossiers poussiéreux où la III^e République l'avait enfouie, elle vint à point nommé alimenter une fierté nationale que l'Etat français avait à cœur de ranimer. Comme on le voit, cette grande affaire ne manquait pas de mobiles. Les interminables palabres de ses promoteurs s'étant tus, et alors que la France ne disposait plus que de moyens de fortune, elle déboucha en peu de temps sur le décret du 22 Mars 1941 par lequel était créée la Compagnie du « *Chemin de fer Méditerranée Niger* » connue par la suite sous le nom de MN. À partir de là, les choses furent menées tambour battant : le premier tronçon Bou-Arfa/Colomb-Béchar inauguré le 8 décembre 1941 et le premier train Oujda-Kénadza mis en circulation fin janvier 1942. Le rêve allait donc se réaliser.

Mais le plus dur restait à faire. Il fallut cinq longues années pour venir à bout de l'étude du tracé Colomb-Béchar-Gao ainsi que de la conception des prototypes d'un matériel roulant adapté au Sahara. Sans l'enthousiasme et le courage poussé jusqu'au sacrifice d'une poignée d'hommes exceptionnels, une telle entreprise dans une période de sévères restrictions n'aurait jamais pu voir le jour. Les ingénieurs du MN en particulier, déployèrent des prodiges d'ingéniosité pour surmonter les difficultés techniques hors du commun posées par la configuration du terrain et un environnement aussi inhospitalier : la mer de sable du Tanézrouft – le fameux fech-fech – à traverser ; la parade à trouver à l'enfouissement

1 — Général Jean-Baptiste Estienne, créateur des chars et de l'artillerie d'assaut pendant la Première Guerre Mondiale. Route intitulée par la suite piste transsaharienne n° 1.

prévisible des rails sous des montagnes de sable ; les lourds convois à tracter par des charrues torrides sur un trajet de 2 000 kilomètres et – ô triste ironie – subvenir à la pénurie de pétrole par la mise au point de locomotives fonctionnant à l'huile d'arachide^[1]. Nombreux furent ceux qui laissèrent leur vie dans ces étendues lunaires, arpenteurs, géomètres, météorologues, géologues et ingénieurs que leur métier appelait à s'écarter des chemins balisés.

L'étude du tracé réalisée, la faisabilité technique prouvée et la rentabilité de l'entreprise démontrée^[2], c'est l'intérêt stratégique qu'il fallait démontrer. Il emporta la décision de l'Assemblée Nationale qui vota le budget de construction en 1952. Le projet qui à l'origine ne visait qu'à relier l'AFN et l'Afrique noire, puis à rehausser l'image de la France meurtrie, s'était considérablement amplifié entre-temps pour l'artère nourricière d'un immense territoire appelé à devenir ce qu'on dénommera la *Zone stratégique n° 1*. Ce qui revenait à mettre en place l'épine dorsale d'un ensemble d'activités industrielles à partir des vastes ressources vivrières (huiles, viande) et minières (uranium, charbon, tungstène, or, cuivre, plomb,^[3] zinc, fer, manganèse, etc.) qu'on avait mises à jour de part et d'autre du tracé. Tirant la leçon de notre capitulation de 1940, le pouvoir politique avait été séduit, dans l'hypothèse d'une nouvelle invasion de la Métropole, par l'idée d'une position de repli^[4] articulée sur la voie ferrée transsaharienne. Nous étions en pleine guerre froide et l'Afrique du Nord ne bougeait pas encore. La réalisation de ce projet grandiose fut confiée au Résident Général du Maroc, Erik Labonne.

Les dommages irréparables causés par notre cuisante défaite n'étaient pas encore pleinement ressentis en Afrique du Nord. On y vivait dans l'illusion de n'avoir pas perdu la guerre. Un sentiment nourri par la fierté d'avoir participé en vainqueurs aux combats de libération de la Tunisie, de l'Italie, de la France et à l'occupation de l'Allemagne. M. Depret, l'énergique Directeur Général du MN et pionnier du Transsaharien, était de ceux-là. Outre le bénéfice retiré par la mise en valeur loin sur ses arrières, d'un vaste territoire autonome plus facile à défendre, une voie ferrée reliant la Méditerranée à une Afrique centrale enclavée^[5], serait appelée à constituer une voie de communication vitale de la France et de l'Europe avec un continent encore inexploité. De plus, une entreprise de cette envergure relèverait le prestige flétri de la nation et affirmerait sa détermination à garder son Empire...

Vision grandiose mais utopique d'un grand Français qui ne se résignait pas au déclin de son pays. Il n'avait pas mesuré les énormes bouleversements intervenus depuis 1940. En France, le lourd tribut de la défaite et l'affirmation du Parti communiste comme force de premier plan sur l'échiquier politique. Dans le monde, l'émergence et l'affrontement simultané des deux super-puissances sans lesquelles les démocraties française et britannique n'auraient pu gagner la guerre. Il se lança néanmoins à corps perdu dans l'aventure du projet, achevant même en un temps record la pose du premier tronçon saharien de Colomb-Béchar à Adrar. Mais la poursuite des travaux dut être brusquement interrompue. Les services de renseignement du Protectorat venaient d'acquiescer la certitude d'un soulèvement prochain

1 — Le bassin du Niger a une aptitude naturelle à la culture extensive de cette légumineuse, source d'énergie renouvelable.

2 — Par l'étude de faisabilité économique confiée à l'auteur de cet Essai.

3 — Les célèbres mines de plomb de Zelliga et de Touissit, situées au Sud de la ville d'Oujda, au cœur de millions d'hectares d'exploitation de la fameuse herbe d'Afrique du Nord dénommée *Alfa* ou *Sparte*, produit de base de la papeterie de luxe et de l'industrie de corderie.

4 — Il s'agissait là vingt ans trop tard de la *profondeur* et du *prolongement* stratégique qui eût pu favoriser la décision de poursuivre les hostilités en 1940

5 — Un deuxième projet était mis à l'étude d'un chemin de fer longeant le versant saharien de l'Atlas, de Colomb-Béchar à l'océan Atlantique (Agadir).

en Algérie^[1]. Nous avons déjà dit que cette information ne fut prise au sérieux ni par Paris, ni par l'administration préfectorale en Algérie. Si bien que celle-ci fut totalement prise au dépourvu – « *Exception* » française ? – par les attentats en série du 1^{er} novembre 1954 qui inaugurèrent dans le sang de nos concitoyens le début de l'insurrection^[2]. Le destin venait de présenter à la France le deuxième acompte de la plus lourde facture de l'histoire de la décolonisation.

Les peuples d'Afrique du Nord qui, avant-guerre, admiraient et respectaient encore la France^[3] n'avaient pas tardé à déduire de l'effondrement de ses armées qu'elle n'était plus digne de les guider. Avec l'arrêt prématuré des travaux de pose de la voie transsaharienne au-delà d'Adrar, fut tournée la dernière page d'un projet grandiose.

Nous avons en France cette spécialité de n'avoir jamais su ni pu aller jusqu'au bout de nos grandes entreprises (si l'on veut bien excepter la réalisation du Canal de Suez par Ferdinand de Lesseps). Les Anglais s'emparèrent de notre Canada et ne nous laissèrent de l'Afrique Noire que les dépouilles dont ils ne voulaient pas. Les premiers à identifier la présence de pétrole en Libye (Conrad Kylian), ce sont les Américains et les Italiens qui l'exploitent. Conquise par des pionniers français venus du Canada, notre Louisiane est vendue aux Américains pour une bouchée de pain. Après la réalisation magistrale du Canal de Suez, Ferdinand de Lesseps est le premier à avoir eu l'idée de relier l'Atlantique au Pacifique par une voie navigable à travers l'isthme du Panama. Faute de moyens et en plein scandale financier, il doit en interrompre la percée. Ce sont les Américains qui l'ont achevée en en faisant leur chasse gardée et du pays qu'elle traverse une colonie *bananière*. En échange d'un misérable 23,75 % de l'Irak Petroleum Cy et du cadeau empoisonné d'un mandat sur la Syrie et le Liban, les Anglo-Américains s'adjugent la part du lion des gigantesques gisements pétroliers du Moyen Orient. Quant *aux Algériens*, ils héritent de notre Sahara et les sables de notre Transsaharien.

La Télévision française a su faire revivre l'histoire des grandes lignes de chemin de fer transnationales et transcontinentales : le Transsibérien, le Transvietnamien, le Transandin, le Transiranien, le Transturquie, les *North, Central et South Pacific railways* (USA), le « *Canadian Pacific* », le Transaustralien et le *Central Kingdom Express* (Chine), etc. Il ne manquait à ces belles émissions, ne fut-ce que l'évocation du Transsaharien, pari fou de quelques hommes audacieux et obstinés. Une source de fierté et un merveilleux exemple pour notre jeunesse privée de rêves. Les difficultés rencontrées lors de sa conception et les prouesses techniques réalisées pour les vaincre représentaient une somme de conquêtes scientifiques dignes de figurer au livre des records. Bien qu'elles n'aient finalement servi à rien, elles méritaient d'être rappelées à la mémoire des Français que l'on encombre de tout sauf du rappel de leur grandeur passée. La participation de la France à la découverte

1 — Autre séquelle de la défaite.

2 — Le 1^{er} novembre, un couple d'instituteurs, les Monnerot, entre dans l'histoire : ils viennent de tomber dans l'embuscade tendue par un certain Chihani Bachir hurlant sa haine à ses hommes de main.

« *Tuez-les tous ! Notre civilisation c'est le Coran, pas celle de ces chiens de Roumis.* »

Le caïd Hady Sarrok qui les accompagnait s'interposa courageusement : « *Laissez ces jeunes gens tranquilles, ils sont venus de France pour instruire nos enfants.* » Il fut abattu sur le champ par la même rafale destinée à Guy Monnerot.

3 — A raison principalement de l'idée qu'ils se faisaient de sa puissance militaire et non comme nous avons la faiblesse de le croire, à son aura universaliste et miséricordieuse.

du monde grâce au courage de ses fils les plus dignes de notre admiration, appartient à ces brillantes pages de notre histoire dont la seule évocation est désormais censurée^[1]. Tandis que le souvenir des plus sombres absorbe à lui seul toutes les ressources de notre commémoration publique.

1 — Et en particulier celle de pages dont la préface a été écrite dans la pénombre des années 1940-1945.

IV

AVENTURIERS ET PANTOUFLARDS

« La France douce et généreuse incite bien peu ses enfants à des départs sans assurance. »

La logique désolante de notre renoncement n'est pas imputable à la fatalité historique. Il n'y a pas de *sens de l'histoire* pour les nations fortes. Ce sont elles qui font avancer l'histoire. S'il peut leur arriver de céder, ce n'est jamais quelle que soit leur taille, en abdiquant fierté et intérêts fondamentaux. À quoi donc la France doit-elle ce manque de détermination et l'incapacité à tirer la leçon de ses échecs ? Comment expliquer cette longue succession de batailles perdues de Crécy à la capitulation d'Evian en passant par Azincourt, Pavie, la Berezina, Bailen, Aboukir, Trafalgar, Victoria, Waterloo, l'aventure Mexicaine, Sedan, Fachoda, Mai 40 et Dien-Bien-Phu ? Toutes sans exception ont pour origine des fautes *de commandement*, d'ordre tactique, stratégique ou politique. Et pourtant elles ont ce point en commun d'avoir été le théâtre de faits d'armes où se sont vaillamment distingués nos soldats. Frappante illustration de ses contradictions, ce peuple de France qu'on envie pour son esprit et la richesse de son élite éprouve les plus grandes difficultés à se trouver de bons chefs ! Disposant de tout ce dont elle pourrait rêver pour forger le destin d'une grande puissance, une forte population, une terre fertile et un merveilleux équilibre climatique et géographique à la pointe de l'Europe, voici des siècles que la France le subit.

Dérivée des dons exceptionnels dont la nature l'a gratifiée, sa conception du sens de la vie ne serait-elle pas démobilisatrice au point de l'exposer à toutes les convoitises, d'entamer ses vertus premières et d'inhiber sa capacité de résistance aux agressions et subversions de tous ordres ? Plutôt perdre la guerre que se donner la peine et les moyens de s'y préparer. Plutôt prendre le risque d'énormes sacrifices à venir que de consentir à l'effort immédiat qui en fera l'économie. Et pour parler d'actualité, à quoi bon dissuader l'ennemi extérieur éventuel quand on fait le lit de celui qui foisonne à l'intérieur... ? N'avons-nous pas toujours de bonnes raisons de perdre ou de nous laisser vivre ? Pour ne pas reconnaître que nous avons bel et bien *perdu la guerre en Mai 1940*, nous n'aurions « *perdu qu'une bataille* ». Pour ne pas reconnaître que l'immigration « *à la Française* »^[1] a rompu tous nos barrages de protection pour nous envahir, on dit que c'est « *une chance pour la France* ». Une façon d'absoudre dans un cas comme dans l'autre, la trahison de nos responsables politiques et l'aveuglement de tout un peuple. Comme si cela suffisait pour racheter notre honneur deux fois perdu !

1 — Voir développements infra pages 111 – 132.

La douceur de vivre dans ce beau pays, c'est vrai, n'incite pas à la conquête. Elle en fait même oublier l'attrait irrésistible qu'il exerce sur les autres. Si bien que les Français vont jusqu'à devancer leurs tentations en ouvrant toutes grandes leurs portes aux agitateurs de tous poils^[1] et à une population étrangère mal intentionnée. En y regardant de près, les occupations temporaires de soldats européens que nous avons connues, ont en fin de compte moins pesé sur notre destinée nationale, que cette implantation massive à caractère définitif de populations *allogènes*. On ne parlera bientôt plus de guerre à nos frontières mais de guérilla interne à l'état chronique. Pourtant aussi inquiétants que les philippiques d'Hitler avant-guerre, les cocktails molotov des bandes ethniques n'émeuvent pas plus les Français d'aujourd'hui que la menace nazie ceux d'hier. Oublieux des deux invasions de ce siècle, des millions de Français s'étourdissent maintenant dans l'apostolat humanitaire, comme ils l'avaient fait dans le pacifisme bêlant des années trente. N'est-ce pas là l'« *Exception* » française par excellence ? Nous en reparlerons aussi.

Que l'on me pardonne de revenir sur l'étrange comportement de l'opinion dans un conflit où – une fois n'est pas coutume – la France ayant pris le dessus sur un FLN à bout de souffle, elle ne voulut pas se battre jusqu'à la victoire finale, alors que l'essentiel du chemin avait été parcouru. Le Français sur 10 qui s'opposa à la signature des accords d'Evian (1 809 000 sur 17 866 000 au référendum du 8/04/62) mérite certes la reconnaissance émue de ses compatriotes d'Algérie – nos premiers exclus – qui ne participèrent pas au scrutin. Ah, qu'il est triste de compter la proportion infime de gens fiers dans ce pays ! On avait bien vu ce peuple abaissé frémir mollement en 1958 pour redécouvrir les prétentions qu'il avait abandonnées dans les années 30. Mais il demeure incapable de les concrétiser, trop heureux de se replier sur son hexagone, son nombril, ses petites combines, ses petites querelles et ses petites habitudes, son tiercé, sa gastronomie et ses chamailleries politiciennes. Il est tellement plus drôle et moins dangereux de se battre entre Français !

Certes, la France n'avait pas le soutien populaire pour se maintenir indéfiniment dans une enclave fragilisée par l'accès à l'indépendance de ses voisins tunisiens et marocains. Une situation inconfortable aux yeux du Général de Gaulle, dans ses implications d'ordre politique pour un Etat de droit régi par le suffrage universel. Auquel cas la croissance démographique comparée ne menacerait-elle pas de conférer à terme un pouvoir disproportionné à la représentation du peuple algérien – disposant par principe des mêmes droits – dans l'hypothèse de regroupements *communautaires* au sein de nos institutions parlementaires ? Un véritable casse tête dont la seule solution aurait peut-être été de créer un Etat algérien autonome mais étroitement associé au sein d'une Confédération Française dotée de mécanismes constitutionnels inspirés de ceux en usage dans la Confédération Helvétique (?). Que cet édifice paraisse trop compliqué aux constitutionnalistes les plus chevronnés, on peut le comprendre. Auquel cas nous n'avions d'autre choix qu'une *négociation armée* destinée à faire monter les enchères. Un droit que nous avons payé à prix d'or :

- Une nation en état de marche livrée clés en main.
- Un territoire de 2 400 000 km² composé de deux régions ; l'Algérie du Nord

1 — Figure emblématique de la *chienlit* venue de l'étranger, Cohn-Bendit dit *Dany le rouge*, Allemand de 23 ans acoquiné à Geisman Secrétaire Général du SNE-sup et fondateur de la *gauche prolétarienne*, met le feu aux poudres de nos universités le 22 mars 1968 en occupant la tour administrative de l'Université de Nanterre à la tête d'étudiants qu'il incite à la révolte. Interdit de séjour pour 10 ans en Mai 1968, il brave notre justice en revenant clandestinement en France quelques jours après son expulsion. Après avoir semé chez nous les ferments de l'anarchie, c'est en toute liberté qu'il prépare son retour sur la scène politique. « *Exception* » française.

(380 000 km²) et l'Algérie Saharienne (2 000 000 km²).

- Un Sahara pacifié et producteur de richesses.
- Une population locale passée de 1,9 millions en 1835 à 11 millions en 1962 (et qui avoisinera 32 en 2010).

Outre les motifs – longuement exposés au contexte – que nous avons de tenir la dragée haute au GPRA, un million de Français d'Algérie en étaient l'enjeu. Ceux que l'on traite de « *piets-noirs* », expression symbolique adoptée à l'origine comme signe de ralliement des Français d'Algérie réfractaires à l'idée de s'exiler et partisans de l'Algérie française. Cette locution imagée a été détournée de sa signification première pour désigner une différente catégorie de Français. Dans certaines couches de la population hexagonale, n'exprimait-on pas la satisfaction à peine dissimulée d'avoir vu ces *affreux colons* expier leurs « *rapines* » en s'enfuyant pieds nus ? Si l'opinion générale envers les victimes françaises de la décolonisation a tendance à évoluer, il est indéniable qu'à cette époque une majorité de métropolitains ne les portaient pas dans leur cœur. La distinction que l'on faisait entre Français de Métropole et d'Algérie n'était en effet pas flatteuse pour ces derniers. Si elle s'est modifiée depuis dans le bon sens, les Français d'Algérie de confession chrétienne, musulmane et juive le doivent surtout aux représentants notoires de l'ethnie « *piets-noirs* » que les Français de métropole ont projetés au Zénith de la popularité à l'instar de célébrités comme Enrico Macias, Roger Hanin, Patrick Bruel, les frères Attali, Jean-Pierre Elkabbach, P. Amar, B. Benyamin, etc. Dans le cœur des Français, ils ont éclipsé et de loin des personnes de la stature, par exemple, du Maréchal Juin^[1] tombé aux oubliettes de notre histoire enseignée. Un phénomène de société qui a fini par accréditer l'idée fausse selon laquelle le « *piet-noir* » serait un juif « *sefaradi* » (communauté des juifs méditerranéens). Les juifs autochtones d'Algérie ne représentaient en réalité qu'une part largement minoritaire de la population non musulmane d'Algérie en 1962. Mais, par un amalgame simpliste, ceux qui tirent vanité de n'avoir jamais traversé la Méditerranée, ont tendance à inclure indistinctement tous les Français d'Algérie dans le même groupe confessionnel.

Charles de Gaulle, on l'a dit et répété, n'aimait pas ces « *piets-noirs* »^[2] auxquels il devait pourtant son retour au pouvoir. Était-ce parce que le Maréchal Pétain était très populaire en Algérie, d'ailleurs autant pour les musulmans – ataviquement admiratifs de grands soldats – que pour les Français de souche européenne ? S'ils ont relativement moins souffert de la guerre, les Français d'Afrique du Nord ont en revanche ressenti plus durement encore l'affront de la défaite. Les indigènes^[3] de métropole pouvaient pleurer et même se courber : ils étaient entre eux. Les « *émigrés* » d'AFN ne l'étaient pas. Alors ils crânaient. Mais les autochtones au côté desquels ils vivaient ne s'y laissaient pas prendre. Ils ne les regardaient plus de la même façon. Tandis que les Arabes n'étaient pas insensibles aux faits d'armes de cette nation guerrière qui venait de battre la France, les Français d'Afrique du Nord, eux, étaient tous gaullistes en mai 1940. La rage de laver l'honneur de la France impériale les taraudait. L'Empire était encore debout pour entretenir leurs espoirs. Partout, de Casablanca à Tunis, les hommes en âge de se battre et aptes à prendre les armes conspiraient à la recherche de la filière qui les conduirait à Londres. Quand survint Mers el-Kébir. Cette tragédie – 3 cuirassés coulés ou mis hors de combat et 1 300 marins tués – avait entraîné un brusque revirement dans l'opinion de ces patriotes sentimentalement attachés à une marine symbolisant

1 — Alphonse Juin, né à Bône le 16 décembre 1888, décédé le 27 janvier 1967, fils de gendarme – Major de Saint-Cyr (même promotion que Charles de Gaulle) et chef de la glorieuse armée d'Italie qui s'est particulièrement distinguée à la fameuse bataille du Mont Cassino.

2 — « *Piets-noirs* » d'Algérie, de souche européenne, principalement française.

3 — « Celui qui est né dans le pays où il habite » (Petit Robert).

leur lien avec la métropole. Craignant que les Allemands ne s'emparent de la flotte française, Churchill avait décidé le 26/07/40 de détruire celle de Méditerranée en mouillage dans la rade de Mers el-Kébir. Pris dans la souricière, 2 croiseurs de bataille furent touchés (*le Dunkerque* et *le Provence*) et le troisième chaviré (*le Bretagne*). Quant au 4^e (*le Strasbourg*), il appareilla au nez de la flotte anglaise de l'Amiral Somerville, échappa à ses assauts répétés et parvint à rejoindre Toulon. Selon une version suspecte de l'histoire officielle, Churchill aurait ignoré que les bâtiments de la « *Royale* » avaient ordre de se saborder si les Allemands tentaient de les capturer. Tout porte à croire que Churchill en était dûment informé, comme il l'était forcément de la neutralité irréprochable d'une flotte amarrée comme elle l'était proue contre quai...

Comme la Syrie, Dakar, le sabordage de Toulon, la collaboration et l'épuration, Mers el-Kébir est une autre conséquence tragique de l'esprit de capitulation des années trente. La liste serait incomplète si l'on n'y ajoutait la dette contractée envers ses alliés par une nation qui en deux fois dans la première moitié de ce siècle, exposa au monde entier son incapacité à se défendre toute seule. Habilement, la propagande de Vichy fit porter la responsabilité de la lâche agression de notre flotte sur le Général de Gaulle. Ce qui eut pour effet de tempérer l'enthousiasme initial qu'il avait levé dans leurs cœurs. Mais que les Français d'Afrique du Nord d'origine européenne aient par la suite majoritairement adopté le corps de valeurs^[1] rétablies par le Maréchal Pétain, n'entama pas pour cela leur soif de revanche. Bien au contraire, puisque deux ans plus tard, ils s'enrôlèrent en masse dans la 2^e Division blindée de Leclerc^[2], la 1^{ère} Armée de de Lattre et le corps expéditionnaire d'A. Juin en Italie. Par une coïncidence symbolique, la 1^{ère} Armée se rassembla dans l'Oranais et le Maroc Oriental. C'est précisément de la rade de Mers el-Kébir qu'elle s'embarqua pour la Provence.

On accusera plus tard ces jeunes Français d'Afrique du Nord d'afficher une différence un peu trop tapageuse. Ce n'était là que l'extériorisation d'une certaine fierté à porter les armes de la libération. Une manière de démontrer la sincérité de leurs liens affectifs avec la métropole. En tenue de combat, ils brûlaient d'impatience à la seule idée de fouler bientôt la terre de France. Accoudés au bastingage des « *Liberty Ships* », c'est avec une joie profonde qu'ils virent s'estomper la ligne ocre de la Côte africaine. Ce n'était donc pas un rêve. Dans quelques dizaines d'heures, ils retrouveraient les vertes prairies, les sombres forêts, le bruissement des ruisseaux d'eau claire, les senteurs de foin et d'étable de leurs vacances heureuses. La perception mémorisée et idéalisée de leur mère patrie. Empreints d'une immense fierté, ils allaient bientôt la libérer ! Devinez leur cruelle désillusion plus tard, au réembarquement, début 1946, vers l'autre rive de la Méditerranée. Au terme de cinq années de tourments, le beau visage de la France rayonnante qu'ils avaient connue avant guerre, s'était rabougri et assombri. Elle n'était même pas sur les quais de Toulon et de Marseille pour saluer leur retour dans ce qui était encore l'Empire français.

Que malgré leur patriotisme viscéral le Général de Gaulle ait gardé rancune à ces Français d'une infidélité passagère expliquerait-il vraiment qu'il soit allé jusqu'à leur refuser sa protection sur une terre de souveraineté française ? Il est du moins vraisemblable qu'il leur ait tenu rigueur de l'avoir gêné dans sa stratégie d'abandon et qu'il ait été fortifié dans son antipathie, par la prévention largement répandue de longue date en Métropole envers l'expatrié et de façon encore plus marquée à l'endroit du Français natif d'Afrique du Nord^[3]. Car aussi ignorant de son histoire que de la géographie, le Français sédentaire n'a

1 — Auxquelles nombre d'entre eux sont demeurés fidèles.

2 — Formée à Rabat (Maroc) dans les jours qui suivirent de près le débarquement américain en AFN. Ainsi put-elle rejoindre l'Angleterre à temps pour participer au débarquement en Normandie.

3 — L'exception confirmant la règle.

jamais considéré celui-ci et plus spécialement l'agriculteur satanisé par l'épithète de colon que comme un exploiteur enrichi par la « *traite des Arabes et des Noirs* ». Et il a toujours tenu ses compatriotes d'outre-méditerranée pour une plèbe infréquentable.

Les générations d'après-guerre ne savent toujours pas – et ce n'est pas la propagande tiers-mondiste de nos écoles et de nos media qui le leur apprendra –, l'effroyable existence que *les pionniers venus d'Europe* en ce qui est aujourd'hui l'Algérie ont vécue, le fusil à la main, aux prises avec une nature ingrate, une météorologie capricieuse, le paludisme, le choléra, la dysenterie et j'en passe. Ils n'ont pas eu comme les immigrés algériens, des assistantes sociales pour les dorloter, des hôpitaux pour les soigner gratuitement, les Assedic, le RMI, le FAS, les allocations familiales^[1] pour subvenir à tous leurs besoins et à leur reproduction ; les HLM enfin que l'on fait implorer pour améliorer leur cadre de vie. Exilés, déportés ou volontaires invités à venir mettre en valeur de « *nouvelles terres françaises* », ces valeureux pionniers ont servi à défricher et rendre cultivables des lots prélevés sur des espaces indivis de pacage *cédés à titre onéreux* ou à assainir de vastes étendues marécageuses, celles-là allouées à titre gracieux. C'était le moins que l'on devait à cette pitoyable *chair à moustiques*. Il a fallu des générations de labeur forcené dans un environnement difficile, pour féconder marais insalubres et terrains rocaillieux que les Algériens n'auraient pas autant convoités s'ils n'avaient été rendus si beaux et si féconds. La France n'a jamais voulu reconnaître que ses fils d'Algérie, agriculteurs^[2], fonctionnaires, commerçants, entrepreneurs, médecins, hommes de loi et simples travailleurs ont payé d'un prix très lourd leur expatriation en Algérie. Elle ne s'est toujours pas faite à l'idée que ces Français déracinés puis rapatriés de nouveau étaient des citoyens à part entière. Pour ceux-ci, l'Algérie *c'était la France*, ses préfectures et ses petits villages avec leur mairie, leur clocher, leur place ombragée, leur kiosque à musique, leur fontaine publique et leur garde-champêtre. Leurs compatriotes de métropole ne réalisaient pas qu'une autre France était née et avait grandi là-bas à partir d'une souche représentative de la diversité française et méditerranéenne. Un peuple jailli de nos propres vicissitudes métropolitaines, aboutissement des grands exodes nationaux du XIX^e siècle, depuis les « *Combattants de la liberté* »^[3] jusqu'aux Alsaciens-Lorrains victimes d'une autre guerre perdue, en passant par les diasporas bretonne et auvergnate.

Eux^[4] si empressés à partager leur nationalité avec l'humanité entière sans distinction de langue, de race ou de confession, ils regardèrent de haut ces noms à consonance méditerranéenne venus d'Oran, de Bône et de Philippeville. Ceux-ci avaient pourtant durement payé par le sang versé leur nouvelle identité vieille de plusieurs générations. Comme l'illustre l'anecdote suivante. Engagé volontaire à 18 ans au « *Peloton spécial* » de la 5^e Divi-

1 — Les plus connues d'une longue liste incluant complément familial, allocations de logement, allocations spéciales d'éducation, allocations de soutien familial, de rentrée scolaire, etc.

2 — Nos medias ont longtemps entretenu dans l'opinion l'idée péjorative d'agriculteurs « *colonisateurs* » vivant comme des nababs à la Mexicaine sur des domaines immenses et dans des haciendas fourmillant de domestiques. La réalité est toute autre. À l'exception d'une poignée de grands propriétaires terriens, gérants de biens plutôt que cultivateurs – ils avaient de longue date investi en France leurs activités lucratives –, le domaine agricole appartenait principalement aux modestes descendants des exilés et émigrés volontaires (victimes de la guerre de 1970) affectés en priorité par le gouvernement français à la mise en valeur agricole de l'Algérie. Celui-ci leur avait attribué des *lopins* de terre vacants et incultivables (rocaille, marécages, insalubrité), à charge pour eux, munis d'un maigre viatique, de procéder sous contrôle à leur amendement. C'est à ces pionniers que l'Algérie sans pétrole d'avant l'indépendance devait sa prospérité.

3 — Les exilés des communes de 1830, 1851 et 1870. Conscients du rôle exemplaire que leur assignait leur présence en Algérie, ils laissèrent en chemin beaucoup de leur foi révolutionnaire.

4 — Le lecteur aura compris de quelle catégorie de Français l'auteur veut parler.

sion blindée, natif de Bône (Algérie), le 2^e classe Lopez avait été à plusieurs reprises interdit de commando de nuit. Parce qu'il traînait une laryngite chronique. Nous vivions cet hiver 44-45 à Westhouse sur les bords de l'Ill au sud de Strasbourg, des températures arctiques descendues à -20°. Dans le silence minéral des espaces enneigés que nous parcourions la nuit, une quinte de toux était un arrêt de mort pour toute l'escouade. Il se soigna avec une telle énergie et simula si bien la totale guérison qu'il fut finalement désigné pour son premier raid nocturne aux environs de Benfeld. La malchance voulut qu'en marchant sur une mine enfouie sous la neige, l'explosion lui sectionna le pied droit. Pour l'avoir secouru, ses camarades survivants témoignèrent de son stoïcisme. Durant son transport hors d'atteinte de l'ennemi, il n'avait cessé de répéter : « *Tu me vois débarquer à Bône sans médaille (!)* »

Casanière, par un atavisme qu'on ne peut uniquement attribuer à sa terre généreuse et son climat tempéré, la France n'aurait jamais été qu'un petit peuple frileusement recroquevillé autour de ses clochers sans l'esprit de dépassement de soi d'une élite d'aventuriers exceptionnels qui se trouvaient à l'étroit à l'intérieur de ses frontières. Incompris de leurs compatriotes qui les prenaient pour des hommes sans scrupules, dépourvus de soutien collectif et bridés dans leur action, ceux-ci n'ont que rarement pu aller au bout de leurs ambitions. Quand ils revenaient, bien peu d'entre eux étaient attendus sur le quai. Il ne reste de leurs découvertes que quelques îles et territoires lointains, dont certains peuples aborigènes ou ethnies étrangères nous rejetteraient volontiers à la mer si nous cessions de leur prodiguer l'aide coûteuse sans laquelle ils ne pourraient survivre. Premiers venus au Canada et en Louisiane, nous avons perdu le premier et vendu la seconde ; les Anglais nous ont repris les Malouines ; en Afrique du Sud, ce sont les Boers et les Anglais qui s'y sont implantés^[1], De nos comptoirs indiens, il ne reste que les vestiges mélancoliques d'un lointain passage. De cette tranche si dense de l'histoire de France en Algérie, on n'a de cesse de salir la mémoire.

La Grande-Bretagne par comparaison a essaimé la terre entière. Il fut un temps où le soleil ne se couchait jamais sur son Empire. Presque deux fois moins peuplée que la France^[2] au XVIII^e siècle, elle a depuis cette date réalisé des prodiges. Elle est présente aux Etats-Unis par sa langue, son peuplement et le « *leadership* » anglo-saxon^[3]. Le Canada, l'Australie, la Nouvelle Zélande, Gibraltar font toujours partie du Commonwealth à l'ombre de l'« *Union Jack* » et l'enclave anglaise de Hong-Kong est parvenue à se maintenir sur le Continent chinois jusqu'à la fin du XX^e siècle. Quant à l'Afrique du Sud, bien qu'elle ait voulu recouvrer son entière indépendance en se retirant du Commonwealth, l'Anglais y est toujours *chez lui* et les indigènes blancs – pour l'instant du moins – toujours chez eux. Toute la différence s'exprime enfin par la reconquête des Iles Falkland (ex-Malouines) que l'Anglais chatouilleux n'hésita pas à entreprendre contre un grand pays comme l'Argentine. Une véritable guerre. Pour récupérer quelques arpents de terre balayés par les vents glacés de l'Atlantique Sud. Ils ne savaient pas encore que l'archipel désertique baignait dans le trésor d'une mer gorgée de poisson (le plus grand gîte de calmars au monde) et qu'on y découvrirait du pétrole. La récompense de leur ténacité.

Le peu d'intérêt marqué par mes compatriotes pour les terres lointaines est un trait distinctif de notre histoire. Pourtant tournée vers le grand large par sa géographie comme

1 — Submergeant la souche initiale de 150 Huguenots établis au Cap en 1688.

2 — En 1800 la France comptait 29 millions d'habitants contre 18 pour le Royaume-Uni. La population française était la plus importante d'Europe, après la Russie (44 millions) et avant l'Allemagne (25 millions). Chiffres en 1940 : France 41 (+ 12) ; Royaume Uni 47 (+ 29), Allemagne 79 (+ 54) ; Russie 109 (+ 65). Pour ces deux dernières nations, pondérer les augmentations par l'apport des extensions territoriales.

3 — Les « *White Anglo-Saxon Protestants* » ou WASPS.

les nations Ibériques, la Hollande et l'Angleterre, la France consacra le meilleur de ses forces à la récupération des « *territoires naturels* » dont elle fut frustrée à la succession de Charlemagne. Disposant de forces et de ressources supérieures à celles des puissances rivales de ce temps-là, il est toutefois choquant qu'elle n'ait pas su tirer un meilleur parti de l'élargissement du monde connu à l'époque des grandes découvertes. À l'exception, comme je l'ai déjà noté, des exploits individuels de personnages sortant du commun. À Jacques Cœur par exemple (1395-1456) on ne laissa pas le temps de porter ses expéditions – et avec elles la renommée nationale – au-delà des limites orientales de la Méditerranée. Selon une coutume bien établie en France, on l'accusa d'extorsion de fonds parce qu'il avait fait fortune. Les Français aiment l'argent mais détestent les riches. Fort heureusement pour lui, il parvint à fausser compagnie à ses geôliers et justice lui fut rendue après sa mort, par Louis XII, qui réhabilita sa mémoire. Sans pour cela bien sûr compenser ce que la France avait perdu en se privant de ses services.

À la même époque, les Portugais et les Espagnols à peine plus nombreux à eux deux que la moitié de la population française, se taillèrent d'immenses Empires coloniaux. Telle une proue de navire plongeant dans les flots de l'océan atlantique, la position géographique du Portugal à l'extrémité sud-ouest du continent européen le prédestinait à l'exploration de terres lointaines. Les circonstances historiques comme la « *Reconquista* » et la bulle papale *Inter Caetera* délimitant les zones respectives d'influence de l'Espagne à l'ouest d'une ligne tracée à partir des Açores et du Portugal à l'est, lui ouvrirent la voie par le traité de *Tordesillas* de juin 1494. C'est ainsi qu'à partir du XV^e siècle, sous l'impulsion du roi Alphonse VI l'Africain, le Portugal entreprit d'établir une longue chaîne de comptoirs maritimes sur la Côte d'Afrique de l'Ouest et que le célèbre navigateur *Vasco de Gama* découvrit en 1497 la route des Indes par le Cap de Bonne Espérance, puis aborda les portes de la Chine et occupa l'Île de *Macao*, demeurée possession du Portugal pendant 447 ans. Mais le plus beau fleuron de cette tranche d'histoire flamboyante d'une nation minuscule de trois millions d'habitants est bien celui de la découverte d'une terre que *Pedro Alvares Cabral* accosta à *Porto Segura* en avril 1500^[1] et qui deviendra le Brésil, Vice-Royauté du Royaume portugais en 1763 puis l'Empire brésilien indépendant en septembre 1822. Rejeton d'un petit pays de 92 000 km², le Brésil s'honore de nos jours à constituer une puissance continentale à peu près équivalente aux Etats-Unis, en termes de superficie (8 500 000 km²), de population (deux cents millions d'habitants) et de richesses minérales. En contraste frappant avec la récolte fructueuse d'une poignée d'explorateurs portugais, déplorons que la France ait gâché de nombreuses opportunités de s'implanter au Brésil. Nous retiendrons l'échec des expéditions successives de 1557 – 1567 (*France antarctique*), de 1594 – 1615 (*France équinoxiale*) et l'abandon de la prise prometteuse de Rio de Janeiro par l'Amiral Duguay-Trouin avec une force navale de 17 navires et 5 500 hommes qu'il réembarqua pour faire voile vers la France après l'encaissement d'une rançon.

Entre-temps, les Espagnols fondirent l'Amérique qualifiée de « *Latine* » en colonisant le Mexique, l'Amérique centrale et de l'ouest jusqu'à son extrémité méridionale. Un empire bourré d'or, d'argent et de pierres précieuses (Songez à l'ampleur du repentir républicain si la France les avait précédés !) Cet espace territorial immense fondé sur l'extinction des civilisations mayas, toltèques et aztèques, se répartit de nos jours en 16 nations dont la langue nationale est l'Espagnol et la culture majoritairement d'origine ibérique.

Dans cette ruée vers les « *Eldorados* », la France demeura longtemps absente, ses monarques guerroyant aux quatre coins de l'Europe (Russie y comprise). Un va et vient in-

1 — Tandis que *Ferdinand de Magellan* découvrait en 1520 le détroit qui porte son nom et sépare du continent *la Terre de feu*, un archipel d'îles au sud de l'Argentine et du Chili.

terminable et sanglant, sans trêve ni profit notable au-delà de ses frontières naturelles. Le cas de l'Italie mérite ici une mention particulière. Champ de manœuvre de nos armées du XV^e siècle au Traité de Versailles, nous y avons déclenché ou subi onze guerres successives qualifiées d'« *Italie* ». Si nos généraux y ont glané les lauriers de batailles célèbres^[1], ils n'ont pas moins essuyé tant de revers, déboires, épidémies et retournement d'alliances, qu'ils ont en fin de compte dû céder le terrain à la pression de l'Autriche – Hongrie voisine, à ses mercenaires suisses et alliés alternatifs de puissants supplétifs autochtones (venétiens, piémontais, milanaï et jusqu'à la papauté). Contemporaines de l'union en Espagne des royaumes d'Aragon et Castille, les découvertes de Christophe Colomb (Caraïbes, Venezuela, Colombie, Honduras, Panama), de H. Cortès, F. Almagro et F. Pizzaro (Amérique Centrale, de l'Ouest, du Sud et Pérou) au XVI^e siècle, sont à l'origine par les richesses qu'elles lui procurèrent, de près de deux siècles de prépondérance espagnole en Europe^[2]. Celle-ci vit son apogée sous le règne de Charles Quint^[3], lequel étouffa la France dans un étau dont elle ne put s'échapper faute de ressources suffisantes, qu'au prix d'une alliance stupéfiante à l'époque pour la grande fille de l'Eglise, avec le Turc Soleiman dit « *le Magnifique* ». Sans toutefois pouvoir reprendre les riches Pays-Bas espagnols dont la France fut définitivement amputée depuis Hugues Capet, malgré tous ses efforts de reconquête et spécialement tout au long du « *Grand siècle* ». Ce n'est pas le déclin de l'Espagne consécutif à l'épuisement des trésors américains – sanction en retour surtout d'une surabondance de biens mal gérée – , qui pouvait consoler la France d'un échec aux conséquences incalculables.

Imaginez en effet la force et la richesse d'un pays qui, au début du XVIII^e siècle, aurait réuni et rassemblé sous le même étendard, les territoires, les richesses et les populations de France, de Belgique et des Pays-Bas... Le cours de l'histoire en eût probablement été modifié. À commencer par une Révolution dont on peut douter que les têtes surchauffées de Paris eussent pu l'imposer à des millions de Flamands et Néerlandais flegmatiques, industriels et profondément attachés à l'ordre monarchique. En se traduisant aussi à l'Ouest par la constitution d'un contrepoids dissuasif tant à la puissance anglaise qu'à celle de l'Europe centrale, l'accomplissement de l'ambition du « *Roi soleil* » eût probablement épargné à la France cette succession de guerres qui ensanglantèrent l'Europe de 1793 à 1815, en 1870, de 1914 à 1918 et de 1939 à 1945.

Il serait injuste de ne pas relever qu'à la faveur d'une période de paix momentanée, la France de Colbert^[4] s'était donné les moyens de prendre place dans la conquête d'autres continents. Dotée d'une importante flotte marchande protégée par deux escadres modernes, elle partit à l'assaut des mers pour s'approprier pendant près de deux décennies la meilleure part du commerce avec le Levant, l'Asie et les Amériques. C'est l'époque des fameux corsaires français : J. Bart, Dugay-Trouin, Pointis, Forbin ; du port de Marseille tête de pont des échanges inter méditerranéens ; des grands hommes d'affaires malouins contrôlant le trafic

1 — *Fornoue* sous Charles VIII (1495) ; *Garigliano* et *Ravenne* respectivement 1503 et 1511 sous Louis XII ; *Marignan* sous François 1^{er} (1515) ; *Luzzana* et *Calcinato* respectivement 1702 et 1706, sous Louis XIV ; *Rivoli* 1797 ; *Civita-Castellana*, prise de Rome et de Naples 1798 ; *Marengo* 1800 sous Bonaparte ; *Montebello*, *Magenta* et *Solferino* sous Napoléon III (1859).

2 — Espagne, 1^{ère} nation du monde, 70 % des réserves monétaires métalliques, la flotte la plus importante (en comptant la flotte hollandaise).

3 — Puissance sans équivalent en Europe puisque constituée par l'union des dynasties Aragon, Castille (Espagne) et Habsbourg (Autro-Hongrie). Cette dernière, héritière par le mariage de l'Empereur Maximilien avec la fille de Charles le Téméraire, Duc de Bourgogne, de la souveraineté des Pays-Bas et de la Franche Comté. Tout cela par la faute de Louis XIII qui poussa Marie de Bourgogne à obtenir l'aide et la main de Maximilien. « *Exception* » française...

4 — Jean-Baptiste Colbert de Vandrières (1619-1683).

avec les Antilles, l'océan Indien, l'Inde, la Chine et dans la « *Mer du Sud* », façade Pacifique de l'Amérique du Sud. Les profits tirés de cette rapide expansion de notre commerce international sont à l'origine de la prospérité du Havre et de Saint-Malo, des immenses fortunes de gros négociants comme les Magon et les Danycan de Saint-Malo et de la constitution en France de grandes puissances financières et bancaires (les Crozat, Le Gendre et Samuel Bernard). Mais nous retiendrons surtout qu'elle apporta au Royaume terrien de France, le souffle océanique qui lui manquait pour en faire la superpuissance des siècles à venir, et procurer à son Roi les finances indispensables à l'entretien de son armée (200 000 hommes) et de sa flotte de guerre.

La France était au carrefour de son destin. Mais, « *Exception* » française, il fallut qu'elle s'engageât dans la plus mauvaise voie. Celle de querelles dynastiques futiles qui la plongèrent dans deux guerres ruineuses. La guerre de la ligue d'Augsburg (1688-1697) a pour origine un caprice de Louis XIV. Il avait pris ombrage du choix d'un autre candidat que le sien pour la succession de l'archevêché-électorat de Cologne et de l'électorat palatin ! Et la guerre de succession d'Espagne (1702-1715), une promesse non tenue. Louis XIV avait accepté le testament du roi d'Espagne désignant son petit-fils Philippe d'Anjou comme héritier, alors qu'il s'était antérieurement engagé à ce que celui-ci en abandonne la succession à l'archiduc Charles, fils de l'Empereur. Vingt années de guerre contre une coalition réunissant les quatre grandes puissances mondiales du moment (Espagne, Angleterre, Autriche et Provinces Unies^[1]), coupèrent l'élan de la France. Sans pour cela lui apporter de gains territoriaux significatifs. Les traités d'Utrecht (1713) et de Rastadt (1715) mirent un point final à ses prétentions à l'hégémonie européenne et au grand rêve d'étendre sa souveraineté aux territoires correspondant à la Belgique et aux Pays-Bas. Du même coup, ils consacrèrent l'Angleterre comme nouveau maître du jeu sur la scène internationale.

S'il faut imputer à d'autres priorités stratégiques la maigre récolte de l'ère coloniale, reconnaissons aussi qu'elle convenait au tempérament national. La liquidation à la sauvette de notre Empire a offert l'occasion aux militants de la philosophie des « *Lumières* » de manifester leur lâche soulagement au spectacle de nos abandons. Et si le racisme anti-blanc représente l'aspect le plus saillant de la crise que traverse la civilisation occidentale, c'est en France qu'il se manifeste de ce fait avec le plus de virulence. Chez les jeunes en particulier. Notre Éducation nationale s'avère incapable en effet d'apprendre à écrire et à compter à vingt Français sur cent. On les enfourne dans le secondaire par simple obligation mécanique de dégorger le secondaire pour les évacuer ensuite dans des facultés surpeuplées avec le viatique d'un Bac « *pour tous* ». Tout cela pour faire croire aux vertus démocratiques de l'enseignement « *de la République* ». Mais c'est avec une redoutable efficacité qu'elle est parvenue chez nos enfants à ternir l'admirable œuvre civilisatrice de la France en imprimant dans leur mémoire le chrono multicolore du « *bon sauvage* » paré de toutes les vertus écologiques et son contraire, l'image grimaçante du « *colon* » chargé de tous les vices. Alors que la France devrait célébrer en toute occasion la part qu'elle prit dans l'avancée de la civilisation, ses maîtres n'y voient que les noirceurs d'une vaste entreprise d'oppression humaine et d'exploitation capitaliste. Un méfait de plus imputable à l'homme blanc ! Faut-il s'étonner dans ces conditions que Luther King, Che Guevara, Ben Bella, Mère Teresa, Luc Besson et Cohn-Bendit soient les idoles préférées de notre jeunesse ?

Quand les jeunes Anglais – que le travaillisme de Wilson et Callhagan n'a pas réussi à abrutir –, les Espagnols et les Portugais – que l'Europe a dégoûtés – n'ont que l'embaras du choix pour s'expatrier dans leurs ex-colonies de peuplement, les plus audacieux des

1 — Les Pays-Bas.

nôtres n'ont plus maintenant que le Québec comme seul pays d'accueil francophone^[1]. Anti-colonialiste de toujours et même pendant qu'elle eut pris en route le train de la colonisation, la France qui n'a plus de travail à offrir à ses enfants pour en avoir tant donné à ceux des autres, aimerait bien avoir maintenant son Amérique. Or c'est elle, l'Amérique de son ancien Empire colonial. Elle peut encore, diront certains, s'offrir l'aventure. Dans la coopération et *l'humanitarisme sans frontières* de nos ONG.

Comment dans ces conditions passer sous silence l'insondable stupidité de l'*anti-colonialiste hexagonal* psalmodiant son refrain diffamateur sur nos antennes nationales et à longueur de colonnes ? Une rengaine qui fait recette chez les soixante-huitards non repentis et leur abondante progéniture. N'est-il pas devenu de bon ton de cracher sur tout ce qui fit la grandeur passée de la France, corollaire déplorable de la falsification de notre histoire enseignée ? Celle en particulier du contexte d'incursions, de campagnes, d'interventions et d'implantations qui jalonnèrent l'héroïque découverte du monde par les Nations européennes. Une vaste entreprise que ses détracteurs incultes et endoctrinés réduisent à l'« *esclavage* ». Certes, un commerce justement réprouvé, mais en omettant délibérément d'incriminer le rôle capital de ses pourvoyeurs africains. Il n'en reste pas moins qu'en fin de compte le bilan du colonialisme à la française est largement positif si l'on veut bien évaluer objectivement ce que nous avons laissé derrière nous. Et, d'une façon plus générale, reconnaissons aussi ce qui sans la découverte d'autres Nations européennes^[2] serait advenu de ces immenses territoires élevés au statut de grandes nations indépendantes que sont l'Afrique du Sud, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Chili, l'Indonésie, la Nouvelle-Zélande, le Venezuela, etc. Combien de siècles aurait-il fallu à une évolution de type darwiniste pour parvenir au même résultat ? Hypothèse inimaginable et consécration du même coup du colonialisme comme une fatalité. Le génie de l'homme eût de toute manière irrésistiblement porté les grandes nations à se projeter au-delà des limites géographiques de leur espace vital.

1 — Se gardant bien d'imiter la France, le Québec n'accorde plus de visas qu'à dose homéopathique dans le cadre d'un contingentement sévère par profession (et nationalité).

2 — Espagne, Portugal, Angleterre et Pays-Bas.

V

LA FRANCOPHOLIE

« *Nul homme ne sait qui lui est ami.* »

Dans le droit fil du désengagement bâclé de nos deux protectorats de Tunisie et du Maroc (IV^e République) et de l'abandon de nos trois départements d'Algérie (V^e République), la politique de décolonisation africaine du Général de Gaulle n'est pas non plus exempte de reproches. C'est à son premier septennat que remonte en effet ce type de relations « *intercommunautaires* » tellement étroites qu'on pouvait se demander si l'indépendance de ces pays^[1] avait vraiment libéré la France des servitudes de sa tutelle précédente. Cette « *Exception* » mérite aussi le détour.

Une année après l'autre, comme s'il s'agissait du versement d'une rente, des milliards de francs^[2] d'aide officielle sont émargés à notre budget du tiers-monde dont plus des 2/3 pour l'Afrique. Et à l'Afrique sous perfusion permanente, il faut ajouter le prix encore plus élevé du trop-plein de population qu'elle déverse chez nous. Un exode qui souligne l'incapacité de ces pays à se suffire par eux-mêmes et donc la vanité de notre effort financier. Que l'Afrique justifie l'aide de l'ex-tuteur – une Afrique qui au demeurant a légué à sa mémoire des souvenirs chargés de nostalgie – parce qu'elle parle toujours notre langue et qu'elle constitue un vaste marché, cela tombe sous le sens. Mais qu'une majeure partie de cet argent soit dilapidée, voilà une dérive coûteuse qui se perpétue depuis la décolonisation, sans que personne ne semble vouloir y prêter la moindre attention dans nos milieux parlementaires et gouvernementaux.

La coopération technique^[3] en Afrique absorbe 30 % des crédits. Justifiable dans son intention à l'origine, on peut s'interroger sur sa raison d'être, voire même son utilité, près d'un demi-siècle après l'octroi de l'indépendance aux pays concernés. 20 % va à ce qu'on appelle « *l'aide projet* ». Elle se définit par le coût prohibitif de « *white elephants* » gonflé par

1 — Onze d'entre eux s'étant détachés de la France de janvier à juin 1960 (Cameroun, Mali, Sénégal), Mauritanie le 28.11.60 et dans l'intervalle, Madagascar, le Bénin, le Tchad, la Côte d'Ivoire, le Congo (Brazzaville), le Gabon et le Niger, auxquels sont venus se joindre sous le septennat de V. Giscard d'Estaing, les Comores (Mohéli, Grande Comore, Anjouan) le 6.7.75 et Djibouti le 27.6.77.

2 — Officiellement 50... Tandis qu'on estime à 250 milliards de F. le montant des prêts garantis par la France à des pays pour la plupart insolubles. Fonds inépuisable de munificence républicaine dispensée par nos magnifiques présidents à l'occasion de chaque visite en Francophonie.

3 — La France entretient sur cette ligne budgétaire 11 000 expatriés et leurs familles dont 7 000 en Afrique au coût moyen de 500 000 F / l'an par coopérant.

de généreux dessous de table à des satrapes locaux et des *rétro-commissions* aux échelons les plus élevés de la République. Comme, par exemple, ce deuxième aéroport de Yaoundé, capitale administrative du Cameroun, construit à 20 minutes de vol de Douala, sa capitale économique déjà dotée d'un aéroport international. On ne peut résister non plus à la tentation d'évoquer parmi tant d'autres travaux kafkaïens, le ruineux Transgabonnais financé par la France après le refus judicieux de la banque mondiale. Il traverse une jungle inhabitée pour desservir le village natal du Président. Citons aussi la gigantesque usine à papier du Cameroun^[1] arrêtée pour malfaçons, et la cimenterie du Togo qui n'a jamais fonctionné en raison d'un prix de revient supérieur à la valeur marché du ciment, etc.

Sur les 80 % qui restent, 20 % disparaissent dans les poches de la bureaucratie africaine. Selon l'expression fameuse, la coopération c'est l'argent des pauvres des pays riches qui va aux riches des pays pauvres. Mais comme ceux-ci investissent nos Francs en Francs suisses après s'être délestés de leur cotisation à nos *partis de gouvernement*, l'Afrique s'enfonce dans le sous-développement et l'instabilité politique. Elle est tout aussi dépendante dans l'indépendance, qu'elle l'était au temps de la colonisation avec en plus une démographie qui absorbe d'une année à l'autre la totalité et parfois plus de sa croissance économique. Avec une population de deux à trois fois plus forte, elle n'est à la fin du compte guère plus riche maintenant qu'elle ne l'était trente ans en arrière.

Il est donc primordial pour la France de replacer son aide dans la véritable perspective qu'avait ouverte la décolonisation. L'esprit de celle-ci postulait qu'elle se donnât environ dix ans de transition pour mettre ces pays sur les rails d'une véritable indépendance. Un délai suffisant lui semblait-elle pour construire sur le socle d'une histoire et d'une langue commune, des relations privilégiées certes, mais excluant tutelle et charité. Or voici trente ans que nous sommes partis et notre ingérence se poursuit sous la forme d'aide alimentaire et de subventions de moins en moins orientées vers l'investissement productif pour venir se perdre entre autres affectations stériles, dans le renflouement des budgets de fonctionnement. Dotés d'espaces infinis et de terres fertiles, ces pays ne savent toujours pas les cultiver. Ou n'en ont pas les moyens. L'adoption de structures de type occidental a entraîné les Africains dans des dépenses somptuaires qui paralysent leur développement : ministères pléthoriques, bureaucraties prolifiques, représentations diplomatiques à échelle planétaire, etc. Plus pragmatiques et plus économes que nous de l'argent public, les Américains financent des projets dont ils maîtrisent l'exécution ou se cantonnent dans *l'aide en nature* : comme l'envoi de sacs de blé qu'ils vont jusqu'à distribuer eux-mêmes. S'il est vrai que cette forme d'aide ne procède pas des mêmes motivations que la nôtre, il n'en reste pas moins qu'elle donne le bon exemple d'une gestion financière parcimonieuse des deniers publics.

Qu'il s'agisse de subvention directe (ouverture de lignes de crédits), indirecte (mégalomanie industrielle) ou de dons de blé, de lait et de beurre dont l'Occident regorge – pour l'instant –, ce comportement de « *Grands frères* » marque un recul évident plutôt qu'une avancée par rapport à l'objectif de la décolonisation. Est-il besoin de rappeler que celle-ci n'a plus de sens dès lors qu'elle s'écarte – et c'est le cas – de son objectif initial consistant entre autres choses à inciter les pays dont l'indépendance politique a été le plus souvent *octroyée*, à *conquérir* leur autosuffisance économique ? C'est donc vers un modèle d'assistance entièrement nouveau qu'il faut réorienter notre effort, sur des projets en adéquation avec les besoins prioritaires et le stade d'évolution des pays concernés, sur l'apprentissage des travaux agricoles et le développement des productions vivrières, enfin sur une école privilégiant en période transitoire, un enseignement technique et professionnel plutôt qu'académique. Un changement de cap improbable dans le cadre idéologique et humanitariste de notre modèle social.

1 — La Cellucam.

Anglo-saxons et allemands ont vite compris la volatilité de l'argent en Afrique. La cigale républicaine pas encore, qui continue à ouvrir des comptes, retardant ainsi indéfiniment l'instauration dans les pays aidés, de programmes de réduction draconienne du train de vie de l'Etat *et de la natalité*. Les pays majeurs ne pourront éternellement financer comme ils le font directement ou indirectement par le biais de la Banque Mondiale, la part de production agricole et industrielle que leurs agents économiques exportent à fonds perdus vers les pays sous-développés ou en voie de sous-développement.

Les Français qui ne parlent aux Africains qu'en langage diplomatique devront oser leur tenir celui d'hommes d'affaires traitant d'égal à égal. Ce n'est pas en se battant la coulpe en hommes blancs honteux de leur couleur que les socialistes pouvaient se faire comprendre. Et il sera difficile aux gaullistes de changer de discours, car ce sont eux qui ont donné ces mauvaises habitudes à l'Afrique, leur pré-carré. Il faudra bien un jour que le maître avoue à l'élève qu'il l'a mal élevé. Il n'en prend pas le chemin.

L'Algérie du FLN ayant gaspillé les trésors que nous lui avons laissés, la France ne vient-elle pas de lui proposer de lui apporter toute son aide – 6 milliards de francs en 1994 soit 12 % du budget *officiel* de la Coopération ! Et en prime n'ouvre-t-elle pas les bras à ceux, fellaghas en tête, qui nous chassèrent d'Algérie et se promettent si nous n'y prenons garde d'installer en France l'Algérie qu'ils n'ont pas su construire chez eux. Il ne s'agit pas là de « *fantasmes lepénistes* » mais de la réalité exaspérante d'une hospitalité coûteuse offerte souvent à de dangereux parasites. On peut tout craindre d'une guerre civile larvée^[1] dont le bouquet final comme en 1962, pourrait fort bien aboutir sous le regard contrit de la République^[2] à un exode d'Algériens comparable à celui de nos « *pieds-noirs* » mal-aimés. Chaque jour déjà le consulat de France à Alger accorde deux cents visas et ceux d'Annaba (ex-Bône) et d'Oran une centaine ! À ce flot quotidien s'ajoute celui de deux cents autres visas accordés sur recommandation à de soi-disant hommes d'affaires investis de prétendues missions. Et pourtant on se doute bien qu'elles ne sont pour la plupart que la couverture de voyages de prospection en vue d'une prochaine installation en France. Faites le compte. Et les barbus n'opèrent encore que dans la clandestinité. C'était avant l'épisode dramatique des otages de l'Airbus en janvier 1995. Depuis, campagne présidentielle oblige, la France a paraît-il refermé les vannes. Ce qui nous a valu l'avatar ubuesque le mois suivant d'un avion d'*Air Algérie* exceptionnellement autorisé à se poser à Marignane et repartant sur Varsovie avec 23 passagers en moins évanouis dans la nature. La pression est telle qu'ils arrivent quand même à entrer par tous les trous de notre passoire hexagonale.

Rien d'étonnant à cela. Des millions de Maghrébins et d'Africains ne vivent que dans l'espoir de venir un jour rejoindre en France ceux dont ils fêtèrent le départ trente ans plus tôt dans une explosion d'hystérie collective.

Un haut fonctionnaire algérien de 41 ans^[3], fils d'un responsable FLN qui fit « *une très belle guerre contre la France* (sic) », ne cache pas ses intentions : « Si les islamistes prennent le pouvoir, c'est très simple, je m'installe en France. Nous serons des centaines de milliers à en faire autant. La France ne nous rejettera pas à la mer. C'est un Etat de droit et nous avons nos droits qui ne sont pas seulement historiques... (resic). »^[4] Encore tout récem-

1 — Initiée en 1992 par les intégristes du FIS (Front Islamique du Salut), de l'AIS (Armée Islamique du Salut) et du GIA (Groupe Islamique Armé).

2 — Plus horrifiée par les couteaux du FIS sur la gorge des Algériens qu'elle ne le fut par ceux du FLN sur celle de nos compatriotes et amis autochtones.

3 — Youssef M. n'a pas voulu que son nom soit publié par le journaliste qui rapporte ses propos. Comme on comprend sa discrétion.

4 — Nous devons aux pressions de la franc-maçonnerie sur Edouard Balladur, l'intégration du droit

ment, Youssef M. crachait sur ses futurs donneurs d'asile en philosophant sur la nécessité « *d'extirper les séquelles du colonialisme français de la mentalité des intellectuels algériens* ». Mais il n'est pas le seul à ne nous avoir pas pardonné d'avoir connu au XIX^e siècle le pays biblique de ses ancêtres. M. Benichou, directeur général du « *Matin* » (quotidien d'Alger) est réfugié à Paris depuis un an. Voici en remerciement ce que son critique cinématographique écrit en page 13 de son journal du 13 mai 1994 à propos d'un film programmé à la télévision algérienne : « *C'est français, donc insignifiant et ridicule : à la poubelle.* ^[1] » Chers compatriotes ? Réveillez-vous ! N'avez-vous pas encore mesuré le mépris que vous inspirez aux Arabes ? Faites votre examen de conscience et vous en comprendrez peut-être la raison.

L'avenir de pseudo-nations qui démontrent les unes après les autres leur inaptitude à voler de leurs propres ailes, pose un problème angoissant au gouvernement qui vient d'hériter du gâchis francophonique. Saura-t-il leur dire qu'elles doivent en priorité absolue s'attaquer au problème d'une natalité qui les submerge dès lors qu'elle n'est plus rééquilibrée périodiquement comme naguère, *avant l'intervention des affreux colonialistes*, par les « *voies naturelles* » ^[2] ?

Nous avons affaire de ce fait à des pays en voie de quasi-sous-développement ^[3]. Beaucoup ne doivent leur survie qu'à nos actions charitables et à l'aide internationale. Nous ne pouvons continuer à assurer le traitement de leurs fonctionnaires et de leurs corps diplomatiques sous prétexte qu'ils achètent une part de leurs biens d'équipement et de consommation en France sur le découvert à perte de vue qu'elle leur concède par ailleurs en puisant à pleines mains dans nos poches. D'autant que nous continuons à aider, alors que dans le même temps nos produits perdent régulièrement du terrain ^[4] et que d'Alger à Libreville en passant par Dakar, Abidjan et Yaoundé les concessions Mercedes prospèrent. Tandis que les nababs de la nomenclature africaine partagent leur existence luxueuse entre leurs beaux immeubles parisiens et la visite à Genève de leurs comptes numérotés, les populations africaines de plus en plus fécondes n'aspirent plus qu'à émarger à notre Sécurité sociale.

Les premiers pas de notre Premier ministre en terre africaine ne sont pas très encourageants. Michel Roussin ^[5], son ministre préposé aux « *Affaires* » africaines, aurait-il déjà dérivé vers Paris – comme on le prétend – la portion du pactole prodigué aux Etats bananiers les plus gras, laissant imaginer qu'on est déjà en train d'y engranger le foin de sa campagne présidentielle ? « *La France a élaboré le mode de relations qui convient le mieux aux pays africains* » a déclaré E. Balladur le 28/07/94. Il n'a pas dit si ce système était celui qui convenait le mieux à la France.

d'asile au texte de notre Constitution alors qu'il ne figurait jusque là que dans son préambule. En guise de droits historiques, parlons inversement d'un devoir de gratitude des Algériens envers leur bienfaitrice.

1 — Commentaire insultant. Pas pour notre cinéma qui le mérite souvent, mais envers la France car selon lui cela va de soi puisque « *c'est français* »...

2 — Les « *neuf plaies* » déjà citées supra p. 35 renvoi 2.

3 — Triste réalité savamment dissimulée aux regards indiscrets. Vérité embarrassante occultée par des statistiques trafiquées. Effrayante facture sociale démentie par la *prospérité factice* qu'on fait voir au visiteur. Le carrousel des grosses cylindrées et les superbes résidences d'une bourgeoisie arrogante, fastueuse, et qui s'accroît numériquement et en richesse en fonction inverse de la pauvreté croissante qui l'entoure.

4 — Ainsi que notre langue, au profit de l'anglais et même de l'allemand en progrès constants.

5 — Mai 93 – 12/11/94. Ministre de la Coopération du gouvernement Balladur.

VI

LA NOUVELLE SOCIÉTÉ

« Toutes les fins de civilisation ont été encouragées par des gens qui prenaient l'effondrement pour un renouveau. »

L. PAUWELS

Il est indéniable que la stabilité gouvernementale héritée de la Constitution votée le 4 Octobre 1958^[1] redora le prestige de notre pays. Pour une dizaine d'années. Et il est aussi vrai que notre économie a largement profité de l'ouverture du marché commun. On peut cependant déplorer que le Général de Gaulle n'ait pas perçu l'inutilité d'un effort de redressement matériel en ne l'accompagnant pas d'une cure de désintoxication des germes pathogènes de l'idéologie trotsko-marxiste dont notre corps social était infesté. Investi comme il venait de l'être par le suffrage universel d'un pouvoir quasi-absolu, il avait cette fois-ci après sa libération manquée, les moyens d'entreprendre l'œuvre de salubrité qu'une majorité de Français appelait de ses vœux. Et là se pose une fois de plus l'énigme de sa résignation devant le danger mortel que représentait pour la France *l'emprise du gauchisme* sur l'éducation, l'information, la communication, les arts, la littérature, etc. L'importance secondaire qu'il accorda au rôle joué par ces fonctions essentielles dans la perversion des idées et des comportements, nous vaut cette France cosmopolite, déboussolée, vulgaire et débraillée dont les réseaux audiovisuels nous renvoient quotidiennement l'image affligeante. Mais un traitement de ces affections n'était-il pas interdit au Général de Gaulle par la dette qu'il avait contractée pendant la guerre envers le communisme et ce que nous appelons les « *forces occultes* » ? Un soutien qu'il devait en somme à la gauche tout entière dans son combat au couteau contre les *adversaires d'un abandon sans conditions de l'Algérie* ?

Au lendemain de la guerre, le PCF prit une part prépondérante dans la politique industrielle et sociale du pays. Bien qu'on l'ait dite inspirée des préceptes du *Keynesianisme* (la théorie dirigiste de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie), elle se montra plutôt fascinée par l'expérience soviétique. Ce qui ne fut pas sans influencer le privilège accordé au développement du secteur public au détriment du privé, injustement satanisé par sa contribution généralement involontaire à l'effort de guerre de l'Allemagne. En revanche, on fit grief à l'Amérique de n'avoir pas tenu rigueur à celles de ses grandes multinationales d'avoir entre-tenu des relations lucratives^[2] avec le III^e Reich en faisant tourner en 3 x 8 ses usines d'Alle-

1 — Marquée principalement par les prérogatives conférées au Président de la République.

2 — Une collaboration payée « *cash* » à prix d'or par l'entremise des Banques Suisses. (Nous y reviendrons).

magne durant tout le conflit dans la production de matériel de transport, de chars et d'avions de combat. Ceux qui eurent le privilège de résider à la *Cité Universitaire* de Paris dans les années 45-50 attesteraient unanimement de la vogue du marxisme-léninisme dans les milieux étudiants et de notre « élite » intellectuelle. Il n'est donc pas étonnant qu'elle se soit étendue à la sphère politique. Et que, même s'ils s'en défendent, les dirigeants de « droite »^[1] se soient laissés entraîner sans résistance à l'édification d'une IV^e République tatouée de la faucille et du marteau.

Relevée des destructions de la guerre, « soulagée » de son Empire et auréolée du prestige de son Président, il incombait à la V^e République de ne pas laisser subsister la moindre équivoque possible sur sa détermination à remettre en question les funestes orientations du régime précédent. Le moment était venu pour elle de tirer profit d'une économie de reconstruction en plein essor pour s'attaquer au problème d'une répartition plus équitable de ses retombées financières. C'était là l'occasion de promouvoir une ouverture sociale librement négociée entre partenaires sociaux sous l'arbitrage des représentants de l'Etat et l'opportunité à saisir de laisser aux seuls agents économiques le soin de décider des niveaux de rémunération appropriés à chaque branche industrielle et type d'activité. Un système qui fonctionne de façon satisfaisante dans toutes les économies réputées libérales. Or plutôt que réformer, et de Gaulle en avait les moyens aussitôt « réglé » le conflit d'Algérie, la V^e République n'apporta que d'insignifiantes modifications au système précédent^[2] caractérisé par l'hypertrophie d'un secteur public soumis à l'emprise des syndicats et la redistribution autoritaire du revenu national par le biais d'une fiscalité lourde, injuste et stérilisante. Ne s'en satisfaisant plus pour l'accomplissement de ses missions, l'Etat en est venu à puiser de plus en plus profondément dans les ressources vitales de la Nation et à recourir à des emprunts massifs pour doter d'une *assurance tous risques* ses *assistés* français et tous ceux qui se donnent la peine de pénétrer sur leur territoire national. S'ajoutant à l'obésité du « *service public à la française* » et au coût démesuré de nos Institutions, une telle bonté ne pouvait se payer que par l'extension continue de la gamme des prélèvements et par la hausse régulière de leurs taux respectifs. Jugez-en : IRPP, TVA, ISF, impôt sur les successions, cotisations SS, CSG, RDS, transactions immobilières, droit au bail, taxe foncière, taxe d'habitation, taxe professionnelle, taxe sur les carburants, vignette auto, carte grise, taxes sur les jeux, sur les enjeux, les tabacs, les alcools, timbres pour amendes, cartes d'identité et passeports, frais de justice, taxes portuaires, taxes aéroportuaires, etc. Les rois n'étaient que de modestes amateurs comparativement à notre *si bonne République*. La ponction fiscale se révélant encore insuffisante à étayer la soif de l'Etat, le recours massif au déficit budgétaire fait de lui le principal intervenant sur le marché de l'argent. En tarissant ainsi les ressources disponibles pour l'économie, il contribue à son asphyxie. Les petites et moyennes entreprises sont les plus touchées par cette énorme ponction. Or celles-ci constituent le bassin d'emploi où se gagne – ou se perd – la bataille contre le chômage. Elles seraient les premières à embaucher au premier signe de reprise, *la confiance revenue*. Ce sont elles et non les grands noms de l'industrie qui sont à l'origine du miracle économique Italien.

Autre conséquence désastreuse de notre humanitarisme effréné, le passage d'une immigration de main-d'œuvre qu'on aurait dû traiter comme une immigration temporaire, à une immigration de peuplement déréglementée. Cette politique insensée a pris des proportions vertigineuses avec F. Mitterrand qui *paraît* avoir vu dans la tiers-mondisation du

1 — Rappel. C'est ainsi que nous désignerons ce que nous ne considérons pas comme une droite authentique.

2 — La situation n'a fait que s'aggraver depuis.

peuple de France, le moyen de multiplier l'électorat socialiste^[1]. Nous consacrerons de larges développements à ce qu'on peut qualifier sans emphase *d'infirmité nationale*.

Troisième avatar de cette gestion catastrophique, l'échelle mobile que par crainte de réactions syndicales, les gouvernements successifs de Jacques Chaban-Delmas, Pierre Messmer, Jacques Chirac et Raymond Barre n'osèrent pas remettre en cause. Cette pratique ruineuse consistait en effet en période de croissance à alimenter l'inflation par l'indexation automatique des salaires à un indice des prix en ascendance fulgurante. La hausse annuelle culmina à plus de 12 %, rendant impossible toute gestion rationnelle des relations humaines par la récompense individuelle de l'ardeur au travail et de la compétence. Le gonflement de la masse salariale se traduisit directement par une hausse constante des prix et par la baisse consécutive de la compétitivité de nos produits. Ce qui eut pour sanction la dévaluation en cascade de notre monnaie donc la baisse du pouvoir d'achat du Franc et le renchérissement des produits importés, etc. Les gouvernements Chirac puis Barre s'accommodèrent pourtant de cette spirale infernale. En gonflant artificiellement les salaires, elle dopait la consommation des ménages et favorisait l'acquisition immobilière par la diminution continue de la charge du crédit. Avec l'avantage de maintenir la paix sociale sans faire appel à l'effort des Français, mais l'inconvénient de sacrifier leur monnaie.

Pour mieux fixer les idées, suivons l'évolution relative des cours du Franc et du Mark. En 1958, le Franc Pinay et le Mark s'échangeaient au pair : un Franc pour un Mark. Au départ du Général de Gaulle en 1969, le Mark valait 1,52 Franc, à l'arrivée de V. Giscard-d'Estaing en 1974, 1,85 Franc et à celle de F. Mitterrand en 1981, 2,37 Francs. Les socialistes ont fait mieux de 1981 à 1987 en valorisant le Mark de 41 % à 3,35 Francs^[2]. Il s'est stabilisé à ce niveau depuis l'unification des deux Allemagnes.

Que le lecteur veuille bien me pardonner d'avoir choisi le Mark comme étalon de valeur. Monnaie la plus stable du globe, deuxième monnaie de réserve, elle s'apprécie lorsque le dollar baisse : c'est la monnaie de référence par excellence. Et c'est aussi avec l'efficacité qu'on reconnaît à l'Allemagne dans tous les domaines, mélange complémentaire de sens de l'organisation et de la rage de gagner, l'un des symboles marquants qu'elle doit à des pratiques vertueuses. Les Allemands sont-ils moins heureux pour cela ? Il est remarquable en ce sens que la nouvelle Allemagne pourtant soumise à tant de pressions et exposée à tant de mauvais exemples, n'ait retenu du modèle de société qu'elle a dû adopter que ce qui pouvait être compatible avec ses valeurs traditionnelles. La France ne peut pas en dire autant. Les nombreuses « *Exceptions* » qui l'éloignent du peloton de tête des nations industrielles sont malheureusement là pour en témoigner.

Changeons ici d'étalon de mesure et prenons celui de l'Italie. Par comparaison en effet, le PIB de l'Italie post-fasciste s'est rapproché de très près du nôtre (1 000 milliards de \$ contre 1 190 en 1992). Ce qui veut dire que durant la période 1960-1987, cette économie pourtant héritée d'un fascisme « *abominable* » mais plus capitaliste et libérale que la nôtre, a progressé à un rythme près de deux fois plus rapide.

Il est intéressant de noter aussi que même sur le plan des échanges commerciaux, l'Italie nous vend plus qu'elle ne nous achète. C'est là un autre domaine où la faible croissance relative de notre économie mérite d'être soulignée. Malgré le dopage que l'agriculture française doit au Marché commun agricole, notre balance commerciale est demeurée défi-

1 — Par le biais supplémentaire d'un « *jus soli* » en décalage avec un chômage endémique qui nous saigne à blanc.

2 — Le Franc Suisse qu'on achetait en 1958 à 0,88 FF vaut maintenant (1997) plus de 4 FF !

citaires depuis le début des années 80^[1], et spécialement avec les pays riches et politiquement stables ou ceux comme la Chine ou le Brésil qui s'ouvrent de larges perspectives d'avenir. Le déficit global avec ces pays est de 115 milliards de francs en 1992. Que ce déficit ait été ramené à 37 MF en 93 n'est pas aussi méritoire qu'il y paraît, notre balance créditrice vis-à-vis de certains marchés captifs n'étant que purement formelle et la baisse de nos importations un signe négatif de ralentissement du rythme d'investissement en machines. Ce maigre et exceptionnel résultat ne doit pas nous priver de méditer sur les 313 milliards de francs en devises que par comparaison, l'Allemagne a engrangés la même année en sa qualité de premier exportateur mondial. Pour tordre le cou à des préjugés tenaces, soulignons également que l'Italie est également bénéficiaire dans ses échanges avec la France de + 0,6 MF^[2] – et que sa production industrielle a rejoint la nôtre. Ce pays voisin envers lequel nos journalistes montrent tant de condescendance, a connu en fait un essor sans précédent depuis la guerre. On le cite ailleurs qu'en France comme un exemple de réussite industrielle à peu près comparable à celui de l'Allemagne. Une réussite que l'on voudrait ternir en rappelant en toute occasion l'importance de l'économie souterraine en Italie (estimée à 20 % de la production industrielle). Nous retiendrons plutôt quant à nous comme un signe de grande vitalité, le caractère salubre d'une somme d'initiatives privées parvenue à soustraire des millions de chômeurs productifs à l'assistance publique.

Le retard industriel que l'on cache sous un flot de cocoricos favorise la pénétration du marché français et se paie par la perte chez nous de nombreux emplois. Si la France se place au cinquième rang mondial des pays exportateurs, il faut toutefois savoir qu'en tête du classement de nos exportations figurent huit produits agricoles et d'élevage, illustration de la part prépondérante (20 %) prise par l'agro-alimentaire dans nos exportations. Génératrice de 50 milliards d'entrées au crédit de notre balance commerciale, cette activité contraste par exemple avec des déficits de 27 milliards en biens de consommation, de 10 milliards en électroménager et électronique grand public et de 17 milliards en produits semi-finis. D'un côté un secteur agricole moderne et dynamique, fortement stimulé par les subventions de l'*Europe agricole* mais faible bassin d'emploi, de l'autre une industrie pourvoyeuse d'emplois mais alourdie par des charges et un climat politique et social qui l'incite à rechercher ailleurs des conditions plus avantageuses à l'investissement. Maastricht et l'« *Uruguay Round* », nous en reparlerons, ne feront qu'accentuer ce déséquilibre imputable au choix d'un modèle de société autodestructeur.

Les gouvernements de « droite » qui se sont succédé au pouvoir n'ont donc pas spécialement brillé dans leur domaine de prédilection. Comment pouvaient-ils d'ailleurs créer les conditions favorables à l'investissement et à l'emploi sans modifier les fondations de l'édifice économique ? À la tête du gouvernement de cohabitation n° 2^[3], l'un de ces fervents modernistes entrés en politique dans les années 70 est en train de démontrer à nouveau le caractère surfait de leur réputation. La tête d'œuf giscardienne n'avait pas été plus heureuse en appelant à Matignon « *le meilleur économiste de France* », champion toutes catégories de l'inflation. Il ne fallait pas non plus s'attendre à ce que le pape du centrisme se distinguât en labourant les vastes espaces laissés en jachère par le Gaullisme. Par honte de paraître trop à droite, il n'entreprit rien de sérieux pour mettre fin à l'emprise insidieuse de la pensée marxiste. Et il se garda bien de reprendre le contrôle des centres névralgiques de la nation dont la gauche s'était emparée à la Libération. Mais ce sont là des péchés véniels aux yeux

1 — En milliards de francs (MF) : (62 MF) en 80, (59 MF) en 81, (93 MF) en 82, (44 MF) en 89, (50 MF) en 90, etc. Les chiffres entre parenthèses indiquent un déficit.

2 — En 1992.

3 — Gouvernement Balladur (93-95).

d'une opinion publique friande de faits divers et de sensationnel. De même qu'on aurait couvert de louanges la parcimonie de sa gestion financière des deniers de l'Etat s'il n'y avait eu pour alimenter l'antipathie giscardienne, l'excentricité aristocratique de l'accordéon en pull-over et du déjeuner chez l'éboueur ; sans compter les extravagances de la couronne sur le tombeau de Staline ; du vote à 18 ans, de la suppression des fiches d'hôtel, du *regroupement familial*^[1], et les diamants de Bokassa^[2]. Ces initiatives *démagocentristes* étaient devenues d'autant plus impardonnables qu'elles venaient d'un homme voué par ailleurs à une sacralisation du style néo-monarchique de la fonction présidentielle. Sous l'allergie sans gravité apparente qu'elles alimentaient dans l'opinion couvait un mal profond. Le choléra socialiste qui se déclara le 10 mai 1981. Traumatisés pour un temps par cette calamité, les électeurs ont à nouveau basculé à « *droite* » en 1993^[3]. Et c'est encore un centrisme asexué, version française de la DC Italienne, qu'on voudrait leur imposer. Malgré le signal clair et massif de l'opinion, le pendule s'est immobilisé à la porte de Matignon.

La rupture avec la France

« Les zéloteurs de la raison au XVIII^e siècle n'étaient pas conscients du mal qu'ils allaient faire. »

DRIEU LA ROCHELLE

Depuis la consécration du Parti communiste comme première force politique^[4] le 10/11/46 par la 1^{ère} Assemblée nationale de la IV^e République, ce n'est pas une simple alternance que la France a vécue, mais une véritable révolution exécutée à partir de positions préparées de longue date. Elle a amené avec elle aux premiers rangs de la Nation, l'espèce la plus nuisible de notre zoologie nationale. En quarante ans, celle-ci a proliféré au point d'occuper en profondeur les emplacements stratégiques et les places les plus enviées. Elle s'est infiltrée partout, depuis l'occupation de créneaux porteurs du commerce, jusqu'au téléguidage des groupes de pression qui déterminent la politique de l'Etat et manipulent l'information. En passant par la conquête de positions éminentes du secteur privé et l'annexion des trois domaines clés de notre société, l'Éducation, la Communication et la Culture. Ce n'est pas en effet l'aspect le moins inquiétant de sa progression au cœur de la Nation que l'influence qu'elle a acquise dans les milieux où se forment les goûts, les modes et les opinions ainsi que les positions dont elle s'est emparée dans le monde littéraire, la presse, les arts, le monde du spectacle et bien entendu les assemblées politiques et le syndicalisme. Envahissante, arrogante et péremptoire, on ne voit, on n'entend, on n'invite plus qu'elle en toutes circonstances, en tous lieux et à tout propos. C'est elle qui maintenant dicte aux Français ce qu'il faut – ou ne faut pas – dire, écrire, penser et voter. Il n'est rien en effet de ce qui s'écrit ou se dit qui ne soit pesé à l'aune du modèle de pensée qu'elle incarne. Une *pensée obligatoire*. Mort à ceux qui enfreignent publiquement la règle d'obéissance à leur vérité. Ils sont alors soumis à la juridiction des tribunaux médiatiques qu'elle a constitués pour distribuer bons et mauvais points. Des tribunaux qui ont cette particularité de condamner les

1 — Décret du 29/04/1976 portant la signature de Giscard, Chirac, Poniatoski et S. Veil.

2 — Une cabale que Giscard ne prit même pas la peine de déjouer.

3 — Législatives des 21 et 28/3/93. Majorité de « *droite* » – Balladur Premier Ministre – (2^e septennat de F. Mitterrand – 1988-1995).

4 — Rappel : 5 505 000 voix, 28,3 % des suffrages exprimés et 182 députés (avec apparentés) !

objecteurs du système sans véritable possibilité d'appel, puisqu'ils sont parvenus à imposer (sous peine de *délit d'opinion*) un sens de l'histoire, fléché par les panneaux indicateurs de l'euphorie stalinienne d'après-guerre en 1945.

Que l'on souhaite préserver notre langue du *sabir* interethnique ou du mode de communication des « *We are the world* », on est aussitôt accusé de « *puritanisme linguistique* ». Autrement dit de racisme : ce mot que l'on met à toutes les sauces pour qualifier tout ce qui résiste à l'engloutissement mondialiste.

Que le Prince Charles s'attaque au « *don de contagion* » de l'Amérique en matière politique et culturelle ou qu'il reproche à la nouvelle vague de fonctionnaires de l'école publique de dédaigner l'enseignement des principes de base de la grammaire anglaise et le voilà traité de *populiste*, autrement dit de fasciste. En quoi le *Channel* n'était pas assez large pour préserver le Royaume-Uni de l'insidieuse « *peste rouge* ». En France, Droitdlhommisme^[1] oblige, on est allé plus loin. La profanation de Carpentras aussitôt imputée sans la moindre preuve au Front national. La voie ouverte à la censure autoritaire de l'opinion *en restreignant la liberté de parole* d'un cran supplémentaire par la Loi Fabius-Gayssot. Fait accablant pour ce pays qui regorge pourtant de troubadours de la liberté, aucune voix audible ne s'est élevée pour en dénoncer l'imposture : « *Exception* » française.

Pétain le bouc émissaire

« *La fête passée, adieu le Saint.* »

Non contentes de *faire* l'actualité, celle que l'on nous rapporte dans la presse, les débats et les grands reportages télévisés, celle qu'on raconte à France-Inter, France-Info, Europe 1, RTL, RMC et ARTE ou celle qu'on interprète dans « *Libération* », l'« *Observateur* », « *Globe-Hebdo* » ou l'« *EDJ* », les forces occultes ont l'impudence de réécrire notre histoire. Une histoire que par convenance idéologique elles ont fait débiter onze siècles plus tard^[2]. En 1789. Imposture aussi grossière que celle consistant à faire apparaître le Maréchal Pétain, otage pathétique d'une armée triomphante et dernier rempart d'un peuple *qui ne voulait plus se battre*, comme l'incarnation de tous nos malheurs.

Le grand soldat en avait tiré les conséquences. Il savait lui, ce qu'il en coûterait de poursuivre les combats à l'échelle internationale avec les lambeaux d'une armée en déroute contre un ennemi en possession de tous ses moyens. La situation apocalyptique de la France en juin 1940 lui dictait donc de mettre un terme à son agonie en signant l'armistice le 22/06/1940. Et il s'offrait de ce fait en sacrifice par le choix de l'alternative la moins glorieuse. Bien que se résignant aux pénibles contreparties de la convention d'armistice, dont la plus cruelle, – la neutralisation de ce qui était la fierté de nos armes, la « *Royale* » –, il n'abandonnerait pour autant ni le navire ni son équipage.

1 — « *Droitdlhommisme* ». Il me paraît important de dissiper d'emblée dans l'esprit du lecteur le malaise que pourrait y faire naître le terme souvent employé de *Droitdlhommisme*. Cet attribut n'entend pas dénigrer le noble concept des *Droits de l'homme*, mais sa dégradation maligne en une hypertrophie humanitariste qui tend à évacuer celui des *Devoirs de l'homme eu égard à sa condition humaine et envers la Nation*.

2 — La France est issue du partage au Traité de Verdun (843) de l'Empire carolingien entre Lothaire I^{er} (Est de la France actuelle, Provence, Bourgogne et Lombardie), Charles le Chauve ou France Occidentale (Neustrie, Aquitaine), et Louis le Germanique (Est du Rhin, Saxe, Autriche, Alémanie, Bavière). Il y a de cela onze siècles.

Tous ceux qui se tirèrent à bon compte de la débâcle en fuyant l'ennemi eurent beau jeu de se justifier en accusant le Maréchal d'avoir sciemment écourté les combats en minimisant les atouts résiduels de la Nation. Ne disposions-nous pas des ressources abondantes et variées de l'Empire et d'une Afrique de l'Ouest et du Nord riches en unités combattantes ? Ce disant ils omettaient de préciser le dénuement de ces troupes sous-équipées qui répondaient au mieux aux besoins d'assurer la sécurité des populations locales. Un argument de poids que les bonimenteurs politiques et officiers empressés de poursuivre l'aventure, écartaient d'un geste ample en évoquant le retour à l'« *Entente cordiale* » de 1898 (qui n'avait pourtant jamais effacé l'incompréhension d'une opinion publique française demeurée anglophobe...). Les Anglais, insistaient-ils, ne manqueraient pas d'y faire honneur en prenant le relais de nos industries d'armement et de fournitures militaires passées sous contrôle de l'occupant. Quant à notre marine de guerre elle n'aurait que l'embarras du choix pour trouver refuge dans les bases navales anglaises à quelques encablures du Continent...

La réalité était beaucoup plus sombre. Depuis le réembarquement de son corps expéditionnaire à Dunkerque, la Grande-Bretagne n'avait d'autre souci que la sauvegarde de son gigantesque et florissant Empire.

Toutes les données en possession du Maréchal conduisaient à un bilan négatif. D'un côté les voies sans issue (les obstacles techniques à l'adoption des normes techniques de la Royale débouchant sur sa neutralisation dans les eaux anglaises), l'incapacité momentanée du Royaume-Uni de pourvoir à nos besoins, et de l'autre :

- L'obligation d'assurer la continuité du gouvernement de la France et de la gestion d'un Empire encore debout.
- L'absence de force réactive d'un peuple assommé par la débâcle et à ce qui en était la cause (l'affaissement du prestige de la France, sa décadence morale, sa corruption idéologique).
- Le risque à encourir de payer par une inévitable subordination le refuge de la France dans le sanctuaire britannique.
- La responsabilité incombant au Maréchal de demeurer attentif au traitement des 3 millions de Français prisonniers et des mobilisés par le « *travail obligatoire* ».

Mais cinq années plus tard, ce n'était pas tant l'initiative d'arrêter les combats qu'on reprochait au vieux Maréchal – n'avait-il pas évité l'occupation de près de la moitié du territoire français et sauvegardé l'autorité du gouvernement sur l'Empire ? –, mais d'avoir été légalement investi comme chef d'Etat consacrant ainsi la décrépitude républicaine par une majorité écrasante (569 voix sur les 666 députés et sénateurs^[1] réunis en Congrès à Vichy le 10 juillet 1940). Et ce dont surtout on ne pouvait l'excuser, c'était d'avoir tenté d'évacuer les puanteurs du régime défunt, en traduisant en justice les principaux responsables de la défaite^[2] et en mettant la franc-maçonnerie hors la loi^[3] ? Que pouvait-on faire de mieux pour cette France désarmée et invalide que de la soigner moralement par l'enseignement de valeurs revivifiantes ? Un retour aux sources, les documentaires de l'époque en sont la preuve incontestable, qui eut momentanément pour elle les effets d'une cure de jouvence. Il fallait à tout prix faire table rase de ces idées subversives que partageaient tant de Français

1 — Parmi eux la plupart des députés socialistes.

2 — Procès de Riom ouvert le 29/02/41 pour juger L. Blum, E. Daladier, P. Reynaud, le Général Gamelin, G. Lachambre et le Contrôleur général Jacomet.

3 — Une société secrète fortement impliquée dans le téléguidage des gouvernements de la France des années 30-40.

puisqu'ils étaient encore *pétainistes* à six semaines du débarquement en Normandie. Ne fallait-il pas une admiration profonde à ces Parisiens amassés par centaines de milliers sur les Champs-Élysées pour ovationner le Maréchal venu leur rendre visite le 26 avril 1944 ? Se seraient-ils déplacés pour acclamer en lui l'instigateur d'une politique délibérée de collaboration avec un occupant qui les humiliait ? Comment alors expliquer les vivats et les applaudissements frénétiques de cette foule enthousiaste ? Tout simplement par la reconnaissance exprimée à un homme qui *avait assuré la continuité de l'Etat* pour lui éviter le sort impitoyable habituellement réservé aux vaincus. Et aussi par l'hommage rendu à travers lui à trois allégeances fondamentales érigées en symbole de sa volonté de redressement moral de la nation. *Travail, Famille, Patrie*, cette devise dont l'exécration par les lobbies de l'anti-France et la dévotion par tant de peuples fiers qui n'ont pas renié leurs fortes traditions, mesure précisément la noblesse. Cette foule immense était littéralement galvanisée par l'apparition du vieil homme illustre et vénérable, surgi des décombres de la III^e République pour porter la Croix des vaincus. C'est donc lui que les architectes de notre défaite, ce ramassis de politiciens véreux revenus^[1] dans l'ombre du libérateur, désignèrent comme victime expiatoire de leurs turpitudes.

Funeste destin d'un grand chef militaire et sauveur de la France à Verdun, devenu le prisonnier d'un vainqueur omnipotent ! Dût notre amour propre en souffrir, il faut bien reconnaître en effet *qu'en France* nous n'avions plus rien à opposer à Hitler pour mettre notre autre moitié à l'abri de l'invasion. Sans l'intervention du Maréchal, son prestige et son gouvernement de Vichy, il l'aurait réduite tout entière à une simple province placée sous l'autorité d'un *Borman* ou d'un satellite gouverné par un autre *Quisling*. Dans ces deux cas, le vainqueur aurait infligé aux Français le régime draconien qu'il fit subir aux autres nations de l'Europe occupée, Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie principalement^[2]. On peut certes accuser le Maréchal d'avoir payé l'armistice du prix excessivement élevé de la neutralisation de notre marine de guerre. Mais dans son esprit, n'eusse pas été payer plus cher encore avec le sang des Français la poursuite des hostilités ? On a prétendu qu'Hitler consentit à l'armistice par crainte de voir notre flotte rejoindre les ports d'Angleterre. Sans doute cette considération pesait-elle dans sa décision. Mais elle ne fut pas la seule, comme cela fut démontré en 1942 lorsqu'il franchit la ligne de démarcation au risque précisément de voir la « *Royale* » se retourner contre lui^[3]. Si Hitler regardait avec mépris le régime, les hommes politiques et ceux des Français qui avaient conduit la France au point où il lui avait suffi de la cueillir, il nourrissait un respect indéniable pour le vainqueur de Verdun. Philippe Pétain était à ses yeux *l'incarnation d'une autre France qu'il se sentait instinctivement porté à ménager*. Ce qui permettra à des observateurs politiques impartiaux de démontrer, lorsqu'ils auront le loisir de s'exprimer plus librement, que la décision prise par le Maréchal Pétain de signer l'armistice et de décréter la *Révolution nationale* fut motivée par des raisons tout aussi nobles que celles du Général de Gaulle d'appeler à la poursuite des combats.

A-t-on vraiment pensé à ce qui se serait passé si, à l'appel du Général de Gaulle, la France avait refusé de déposer les armes ? Elle y aurait peut-être gagné en considération in-

1 — Le retour d'une poignée d'authentiques héros moins connus mérite toutefois d'être souligné.

2 — Qui n'avaient pas d'Empire à conserver et administrer sous l'autorité directe d'un gouvernement légitime désigné par les représentants de la Nation.

3 — L'histoire *non falsifiée* exonère le Maréchal du refus d'ordonner à l'escadre de Toulon de prendre aussitôt le large vers l'Afrique du Nord dès le franchissement de sa ligne de démarcation par les troupes Allemandes le 11/11/1942. Investi de tous les pouvoirs par Hitler lors de sa visite à Berchtesgaden de la veille (10/11/1942), c'est Laval qui avait ordonné à l'amiral de Laborde d'organiser personnellement le sabordage de la flotte.

ternationale. Mais c'eût été en revanche se résigner dès juin 1940 à la mobilisation *intégrale* des ressources du pays au service de l'effort de guerre allemand et à un traitement beaucoup plus sévère de la population devenue prisonnière plutôt qu'occupée. « *Vae victis* »^[1], n'est-ce pas la loi de la guerre ? Les Français pris dans la nasse auraient alors été condamnés à l'odieuse inquisition et aux sévices sans retenue d'une Gestapo *exerçant directement les fonctions de Police* sur l'ensemble du territoire. Beaucoup plus de soldats tués, de résistants et de réfractaires torturés et fusillés, deux à trois fois plus de juifs français traqués, persécutés et déportés, un pays pillé du Nord au Sud sans la moindre retenue, c'est le prix très lourd de la capitulation sans conditions que la France aurait eu à payer.

Les survivants des heures sombres de mai 40, qui entendirent en pleurant de rage^[2], la voix du Général Weygand ordonnant à l'armée française de déposer les armes – et n'avaient pas comme certains les moyens de s'envoler vers Londres –, ont bien compris eux pourquoi l'appel du Général de Gaulle n'eut pas tellement d'écho dans le cœur des Français. Une armée en déroute, 3 000 000 de prisonniers, un gouvernement en fuite, 10 millions de malheureux fuyant sans défense avec femmes, enfants et leur maigre viatique sur les routes de France impitoyablement *straffées* par des essaims de stukas. Une nation qui avait une fois de plus subi sur son sol, le poids et les ravages de la puissance militaire allemande (alors qu'elle se remettait à peine des sacrifices, des pertes humaines et des dévastations des quatre années de la Grande Guerre précédente), sont autant de raisons qui, ajoutées à l'impéritie des gouvernements de la III^e République, expliquaient à elles seules son désespoir.

Le Maréchal Pétain en avait fait la somme. Plutôt que le prestige attendu de la poursuite du combat – au demeurant loin de l'ennemi et dans l'ombre d'un protecteur –, il fit le choix tragique d'en assumer à lui seul toutes les conséquences humiliantes, sur sa terre et aux côtés de son peuple.

« *Il fallait à la France une épée et un bouclier.* »^[3] Les destins parallèles tracés par la providence le 17 juin 1940 où le même jour Pétain donnait l'ordre de cesser le combat et de Gaulle s'envolait vers Londres dans l'avion du Général Spears, ne pouvaient se croiser en raison du cours funeste pris par les événements à l'arrivée du Général de Gaulle dans le Paris libéré le 25 avril 1945. Forcé de partager ces jours de gloire avec les Francs Tireurs Partisans (FTP) de Rol-Tanguy, un ancien des brigades internationales, il prit sans doute la mesure d'une expression politique avec laquelle il devrait compter. Pouvait-il dans ces conditions prendre le risque d'une magnanimité devenue politiquement incorrecte dans un Paris passé en quelques jours de la dévotion *maréchaliste* à un *résistancialisme* de rigueur ?

L'abattement légitime des Français en mai 40 n'excuse cependant pas entièrement leur peu d'ardeur par la suite à rejoindre la « *France libre* » à Londres et dès 1942 à s'engager dans les forces combattantes de De Lattre, de Leclerc et de Juin en formation au Maroc et en Algérie. La postérité devra à cette belle ferveur patriotique la fameuse saillie du Général déclarant qu'il n'avait vu venir à lui qu'une poignée « *de noirs, de juifs et de francs-maçons* »^[4]. Le maigre contingent français des armées alliées rassemblées en Angleterre à quelques dizaines d'encablures des côtes de France, s'est fait cruellement remarquer lors du triomphe commémoratif que l'on offrit cinquante ans après aux soldats qui se battirent pour elle sur les plages de Normandie.

1 — « *Malheur aux vaincus* ».

2 — Réaction que d'aucuns ne manqueront pas de qualifier de *ringarde*.

3 — Entretien avec le Général de Gaulle rapporté par le Colonel Rémy dans ses « *Mémoires* » éditions Gallimard.

4 — Omettant au passage de mentionner l'enrôlement volontaire de dizaines de milliers de Français d'Outre-Mer.

Il n'en reste pas moins qu'au lieu du voile pudique qu'il conviendrait de jeter sur les enchaînements tragiques de ce triste épisode de notre histoire, *les absents de juin 1940 et de 1944 ne cessent d'y revenir*. En réouvrant ainsi des blessures à peine cicatrisées et en les triturant perpétuellement, ils trahissent le noir dessein de mettre la France au banc des accusés^[1]. Au motif d'une prétendue « *volonté* » de collaboration de *l'Etat français* avec Hitler^[2], comme le haineux Paul Amar le déclara ouvertement, en osant demander à F. Mitterrand s'il se déciderait à faire assumer à la France la responsabilité des « *préjudices causés par le Gouvernement français à la communauté juive de France* ». Pour faire bonne mesure, soyons reconnaissants au Président de l'avoir sèchement rabroué. Et pour cause... sans Ph. Pétain et la zone libre (45 % du territoire Français) où tant de familles juives purent se réfugier ou organiser leur fuite hors de France, il est fort probable que la communauté juive eût été exterminée. Comme si en gagnant la guerre, l'Allemagne ne s'était pas en fait emparée à ses risques et périls du *pouvoir discrétionnaire d'appliquer sa loi d'airain* en territoire conquis, la meute enragée des associations anti-racistes s'acharne encore à prétendre que *l'Etat français* aurait pu l'en empêcher. Désigné et motivé comme l'une des premières missions du nazisme dans l'Europe soumise à son joug, aucune nation vaincue du continent européen à l'Ouest de l'URSS n'échappe au projet d'extermination des juifs. Acquis de la convention d'armistice, la France était cependant parvenue à distraire de l'occupation la moitié Sud de l'Hexagone, privilège qui offrit à la communauté juive de se dérober plus aisément à la traque de la Gestapo. Ce qui ne priva pas cette même communauté de présenter les agissements imputables à *l'autorité discrétionnaire* du Reich, comme autant de témoignages de connivence de Vichy avec l'occupant.

Certains lobbies éminemment représentés dans le microcosme intello-politico-médiatique n'ont jamais voulu reconnaître les vérités historiques rappelées dans ces lignes. Ils n'ont cessé au contraire de réclamer avec l'obstination que l'on sait, la mise au pilori de la Nation, collectivement coupable à leurs yeux, ni plus ni moins, d'avoir collaboré à la *solution finale*. Ce qui équivalait à prétendre, et c'est démenti par toute l'histoire de l'Europe occupée, que la France bien qu'effondrée et dont le gouvernement de la III^e République s'était volatilisé, aurait pu s'opposer plus fermement aux exigences de l'occupant nazi si *l'Etat français* n'avait pas existé ! Avec une constance méritoire, ni le Général de Gaulle ni ses successeurs durant un demi-siècle, n'ont cédé aux pressions tendant à accréditer la thèse d'une collaboration délibérée du *Régime de Vichy* à l'extermination des juifs. Ils savaient bien qu'aux termes des accords de la Haye (début du XIX^e siècle) « *l'autorité occupante a le droit de requérir les forces de police et de gendarmerie* ». Et ils comprenaient que le gouvernement de Vichy ait choisi le *moindre mal* de faire assumer les directives de l'occupant par sa propre police. On connaît suffisamment l'efficacité de la Gestapo pour imaginer ce qui se serait passé si on lui avait laissé le champ entièrement libre. Les différents présidents de la IV^e et de la V^e République l'ont tous reconnu tacitement, Jacques Chirac excepté.

Mais ce n'est pas tout. *L'Etat français* aurait été disculpé depuis longtemps si l'on n'avait malicieusement entretenu jusqu'à ce jour le mythe selon lequel les Français auraient connu dès 1942 le sort réservé aux malheureux juifs déportés. Or il est de notoriété publique qu'à cette date ils l'ignoraient. Comment d'ailleurs l'auraient-ils su, les Allemands eux-mêmes dans leur majorité ne s'en étant pas doutés avant que les troupes alliées ne le leur révèlent, en

1 — Un procès qui rapporte gros ?

2 — Le maréchal avait précisé avec insistance qu'une collaboration entre la France et l'Allemagne ne serait possible qu'après la signature d'un Traité de paix entre les deux nations. Prophétie plutôt que prémonition d'une collaboration devenue à la fois garante de la paix en Europe et clé de voûte de l'Union Européenne, après l'entrée en vigueur des Accords de Paris le 5 mai 1955.

1945. Ils auraient tous juré que les juifs arrêtés étaient astreints comme des milliers d'autres compatriotes au travail obligatoire dans des usines ou des fermes allemandes alors que leur tragique destination était décidée par l'occupant ? À ceux qui le déniaient parce que la complicité démontrée de tout un peuple valoriserait leur statut de victimes, rappelons qu'ils seraient ainsi les premiers à ne pas reconnaître comme la principale caractéristique du totalitarisme nazi son aptitude à ne laisser filtrer de ses activités que les plus reluisantes pour son image. La *solution finale* fut le secret le plus jalousement gardé de la Seconde Guerre mondiale.

C'est par ailleurs en zone occupée que s'est décidée à Paris le statut réservé aux Juifs. Et cela sous la pression évidente de Berlin. Avant l'aggravation de sa position, en novembre 1942, à la suite du débarquement américain au Maroc et en Algérie, *l'Etat Français* s'est efforcé de faire bénéficier aux Juifs des avantages appréciables d'un repli en zone libre. J'en donnerai pour exemple le refus par *Vichy* d'appliquer à partir du 07/06/1942, l'ordonnance rendant *l'Etoile Jaune* obligatoire pour les plus de six ans. Les événements se sont fatalement précipités cinq mois plus tard, l'occupation militaire s'étant étendue à la zone libre avec corrélativement un renforcement de l'emprise de Berlin sur le gouvernement de la France.

La vérité historique ne leur ayant pas échappé, nos présidents d'après-guerre respectaient trop la France pour oser faire de l'électoratisme à ses dépens, comme n'hésita pas à le faire celui que, sans grand enthousiasme au demeurant, les Français se sont donnés en 1995. Au cours de son allocution à l'occasion de la 53ème commémoration de la rafle du « *Vel d'hiv* », Jacques Chirac a en effet reconnu qu'une « *faute collective* » avait été commise envers les juifs durant la guerre. Autrement dit que les Français partageaient collectivement la responsabilité du sort réservé aux juifs déportés en Allemagne. Comment celui qui s'auto-proclame le *perpétuateur* de la pensée gaulliste a-t-il pu en venir à imputer à la communauté nationale l'initiative des déportations de juifs ? Qui donc aurait pu nier que celles-ci n'auraient jamais eu lieu si la France n'avait – au-delà des dispositions de l'armistice – cédé implicitement au vainqueur des droits équivalant à une reddition sans conditions ? Cette reconnaissance est d'autant plus choquante que le Général de Gaulle lui-même, le mieux placé pour en juger, s'y était toujours obstinément refusé. Cette capitulation ne peut donc s'expliquer que par des mobiles inavouables.

« *Pour tous, quoiqu'il advienne, pour ses admirateurs, pour ses adversaires, Pétain restera une figure tragique éternellement errante à mi-chemin de la trahison et du sacrifice.*^[1] » Je répondrais à cette épitaphe perfide par ceci : « *Pétain restera l'incarnation tragique d'une France terrassée et désespérée, un grand chef couvert de gloire sur les champs de bataille qui s'est volontairement sacrifié à assumer l'adversité et l'humiliation de la défaite pour le compte des traîtres et du régime corrompu qui en portaient la responsabilité.* »

1 — F. Mauriac.

VII

LA DÉMOCRACITE AIGUË

« Démocratie, le meilleur moyen d'écraser le peuple par le peuple, au nom du peuple. »

OSCAR WILDE

Donneurs de fonds, nous sommes aussi donneurs de leçons. Spécialement depuis l'arrivée au pouvoir de présidents qui se prennent pour des prophètes des *Droits de l'homme*. Depuis 1981, la France propose partout son assistance en la conditionnant à la pratique de la démocratie. Or c'est une évidence devant laquelle les voyageurs de commerce de ce modèle institutionnel se voilent la face. Les pays auxquels ils veulent l'appliquer n'y sont tout simplement pas préparés. Il est irréaliste de vouloir faire vivre la démocratie dans des pays où *l'illettrisme* se conjugue à l'absence de liberté d'expression pour faire obstacle à la formation d'opinions distinctes et élaborées. Pays où les clivages politiques s'opèrent en fonction de mots d'ordre colportés par des pouvoirs omniprésents selon des critères d'appartenance tribale. Des sociétés comparables à certains égards dans leur comportement au stade primitif de notre *protohistoire*. La France mérovingienne se serait-elle accommodée sans transition, d'un système de gouvernement fondé sur l'alternance d'un pouvoir issu de la volonté populaire ? Et pourtant, là où l'on continue à découvrir au fond d'épaisses forêts, des aborigènes vivant encore à l'âge de la pierre, le premier souci de nos VRP est d'y instituer le suffrage universel. Si bien que dans les pays issus de la colonisation qu'on a affublés d'une démocratie obligatoire, on ne fait qu'en simuler les rites. Un simulacre de représentation populaire qui ne sert souvent qu'à dissimuler un pouvoir totalitaire. Et comme la plupart de ces jeunes nations n'ont pas les moyens de s'assumer, elles retombent sous la dépendance de la puissance tutélaire et des institutions internationales. Curieux sens de l'histoire, si l'on veut honnêtement en déduire que nous retournons inéluctablement à la case départ. C'est-à-dire en sens inverse de celui pris pour prétexte de la décolonisation. La démocratie n'est-elle pas un luxe pour pays riches^[1] bien *instruits* et dont l'équilibre des pouvoirs est garanti constitutionnellement ou par la tradition, à l'instar des U.S.A., des monarchies scandinaves, des Pays-Bas, de Grande Bretagne et récemment de l'Espagne, redevable au Général Franco de trente cinq ans de stabilité politique, source d'une prospérité inconnue depuis la fin de son Empire d'Outre-Mer.

1 — En sont exclus ceux où la volonté populaire est couramment détournée par la manipulation des modes de scrutin et de la carte électorale, les pressions de la rue, la puissance souterraine des forces secrètes et les miasmes toxiques de l'idéologie marxiste.

Notre prétention à convertir la Chine populaire à la maxime *trilobite* de nos frons républicains, relève d'un fantasme encore plus stupéfiant. La Chine s'honore d'une civilisation autrement plus ancienne que la nôtre. Bien que *l'Empire du Milieu* ou « *Zhonguo* » ait connu une longue éclipse, ne lui faisons pas l'injure de croire qu'il soit incapable de se doter des institutions qui s'accordent le mieux à sa propre culture. Voici un pays dix-sept fois plus étendu et vingt-trois fois plus peuplé que la France, où il faut d'abord subvenir à l'élémentaire. Son premier souci est de nourrir et faire vivre en paix plus d'un milliard trois cents millions d'habitants passés sans transition de l'ère féodale au XX^e siècle de l'aventure atomique et spatiale. Et on voudrait faire voter cette multitude à tout bout de champ pour donner aux conducteurs d'autobus le droit de se mettre en grève parce qu'ils ne sont pas d'accord sur les horaires de travail ! Que deviendrait une Chine démocratique tolérant comme chez nous l'aspiration à l'indépendance à coups de bombes, d'autant de Corses et d'Euzkadis que nous avons de départements ? Ou cédant à une myriade d'intérêts corporatifs le loisir d'imposer à tour de rôle leurs volontés respectives au pouvoir central en descendant dans la rue ? Il suffit d'imaginer toutes les conséquences d'une transposition fidèle en Chine de nos propres institutions et des mœurs qui découlent de notre modèle de société, pour réaliser le ridicule de F. Mitterrand et E. Balladur chapitrant le n° 1 chinois sur les DDH. Ne serait-il pas absurde de reprocher à une mère de famille de dix enfants de les obliger à se mettre à table à la même heure ? Nullement démonté par le prêche de Bill Clinton l'invitant à plus de démocratie, Jiang Zemin l'a poliment rabroué. Et le jour même du départ de son hôte pour les Etats-Unis, il s'est envolé pour Cuba. Ce qui ne l'empêcha pas de recommander à Fidel Castro la recette d'un système de gouvernement qui conduise progressivement à la prospérité économique sans passer par les eaux troubles de la démocratie *à la française*.

Chaque pays doit pouvoir se donner le régime politique qui convient le mieux à sa culture. Ainsi par exemple, deux pays voisins et de population à peu près identique comme la République populaire de Chine et la République fédérale démocratique de l'Inde se sont dotés de régimes aussi dissemblables par leur nature qu'ils sont étroitement assortis au caractère et à la tradition de leurs peuples respectifs^[1]. Vouloir imposer indistinctement la mécanique complexe et coûteuse des démocraties occidentales est pure folie. Il ne faut avoir jamais quitté son Ardèche natale pour s'étonner que les Zoulous n'aient pas attendu Mandela et nos recettes de cuisine politique pour se doter d'un système de gouvernement bien à eux et pourtant parfaitement fiable. Unaniment reconnu par tous les fils du Zouloulund comme le garant de leur prospérité, de leur sécurité et de leur identité – on voit bien par là que ce ne sont pas d'anciens esclaves arrachés à leurs racines –, ce système éminemment original consiste en une royauté de caractère sacré *dont les sujets sont vraiment tous égaux*. Que ceux-ci soient riches ou pauvres, ministres, hauts fonctionnaires, artisans, éleveurs ou agriculteurs, ils sont tous intégrés aux divers échelons d'une Armée nationale où les Zoulous sans exception sont affectés dès leur plus jeune âge. C'est de ce fait la hiérarchie militaire qui prévaut sur tout autre mode de classification sociale. On peut y voir un ministre subordonné à son planton, ce qui incidemment devrait réjouir nos égalitaristes les plus sectaires. Et pourtant ce n'est pas le cas. Sans même reconnaître les mérites d'un aussi merveilleux équilibre des fonctions sociales – le chef dans l'ordre civil se satisfaisant de son rôle subalterne dans l'ordre militaire –, ce qu'ils réprouvent avec horreur c'est, d'une part, la primauté du militaire née précisément d'une volonté farouche d'indépendance et, d'autre part, le rejet

1 — Est-ce vraiment le cas de la France ? Question centrale en effet si l'on veut bien tirer les leçons de son histoire mouvementée depuis la Révolution. Réfléchissons à notre tour à la compatibilité du fonds gaulois de la France et de l'hyper individualisme des Français avec la démocratie telle que nous la pratiquons.

par la nation zoulou de toute idée de nivellement des différences ethniques et raciales par le biais du métissage. L'obsession principale de la fraction marxiste du nouveau pouvoir est de rassembler les peuples aborigènes de souche authentiquement sud-africaine au sein d'une entité fourre-tout régie par la loi arbitraire d'une majorité qui les submergera. Avec le risque d'un autre génocide, si celle-ci devait tenter d'abuser de son privilège arithmétique. La sagesse de N. Mandela prévaudra-t-elle ?

Les Tutsis bien que minoritaires ont été de tout temps les maîtres du Rwanda. Guerriers de tradition, ils tiraient de leurs nobles vertus le droit naturel d'exercer le pouvoir. Au nom des principes aberrants de l'égalité décrétée, du pouvoir promis à la majorité numérique et de l'idéal francophonique, c'est aux Hutus^[1], parce que plus nombreux, que la France socialiste apporta son soutien, pour gouverner à la place des Tutsis avec la coopération des gendarmes français. Comme il fallait s'y attendre en pareil cas de figure, les nouveaux maîtres utilisèrent leur généreux soutien extérieur pour instituer un régime d'oppression fondé sur la spoliation et l'épuration ethnique. Des centaines de milliers de Rwandais payèrent de leur vie la prétention insensée de nos misérables idéologues de vouloir exporter partout un modèle qui s'effondre chez nous dans l'impuissance de l'Etat, la concussion de ses serviteurs et la corruption intellectuelle et morale de tout un peuple.

1997. En réveillant des haines ancestrales, le génocide perpétré par les Hutus au Rwanda^[2] a rameuté à la rescousse des Tutsis de ce pays, les ethnies de même race établies autour des *grands lacs* en Uganda, en Tanzanie, au Burundi et au Zaïre (Haut-Zaïre et Kivu principalement). De national, le conflit a pris la dimension d'un conflit régional. Conjuguée à celle des Gaullistes – les soutiens fidèles au mégalomane Mobutu –, l'erreur fatale des socialistes à Kibali a abouti à la prise de Kinshasa par les Tutsis. L'effondrement du *Mobutisme* n'est-il pas le prélude d'un retour à la réalité historique d'un partage à base ethnique de ces immenses territoires ? Il préfigure en tous cas le déclin de notre influence en Afrique australe, la partie la plus riche du continent.

Néo-colonialisme pollueur

« On pouvait s'entendre avec la démocratie quand elle avait encore de l'argent pour acheter nos voix.

Maintenant qu'elle n'en a plus, à nous donc les Confréries de prendre le pouvoir directement. »

AYATOLLAH DE KAOLACK

Qu'un arrêt de notre tutelle provoquât l'écroulement des structures politiques dont nous avons doté les pays africains francophones n'aurait bien sûr rien d'étonnant. C'est tout ce qu'on peut d'ailleurs leur souhaiter lorsqu'on observe le néocolonialisme affairiste et la gabegie qui ont succédé à l'administration coloniale, aussi imparfaite qu'elle ait pu paraître à certains. Nos gouverneurs généraux partis, la France néogaulliste concocta aussitôt un nouveau type de relations qui lui permettrait de maintenir son influence prépondérante sur les plans géopolitique et économique tout en retirant des profits substantiels pour le

1 — En la personne du Président Habyarimana décédé en compagnie du Président du Burundi voisin par suite du sabotage présumé de son avion.

2 — Capitale Kigali 365 000 habitants (1990).

parti de gouvernement. J. Foccart, le « *Monsieur Afrique* » du Général de Gaulle en fut chargé. Son rôle consistait à ramener des relations d'Etat à Etat entretenues dans le respect des indépendances respectives, au niveau plus commode de rapports personnels d'étroite dépendance. Ceux-ci ne pouvant s'exercer ouvertement, il fallait envisager la création de lignes de communication parallèles à celles officiellement établies avec leurs homologues africains par les chefs du Quai d'Orsay et les ministres dits de la Coopération. Cette tradition de diplomatie secrète a survécu à quatre mandats présidentiels.

C'est ainsi qu'à partir de cellules africaines directement rattachées à l'Elysée, se tissèrent dans l'ombre des réseaux puissants constitués par un ensemble de personnalités du monde politique et des affaires, unies par mille liens d'intérêt et parfois d'amitié. Afin que l'organisation fonctionne harmonieusement, de nombreuses passerelles furent jetées vers tout ce que la France comptait de groupes financiers engagés en Afrique. Les grandes entreprises privées et nationalisées devinrent l'intermédiaire obligé par lequel finirent par transiter les flux financiers circulant dans les deux sens, et le lieu privilégié des grosses combinaisons. Les *salamaleks* protocolaires n'étant pas propices à ce genre de montages, ces relations évoluèrent donc vers l'intimité complice de contacts directs et familiers d'homme à homme entre l'Elysée (J. Foccart en personne) et les chefs d'Etat devenus les protagonistes de tous les « *coups* ». Notre diplomatie africaine post-coloniale retomba au niveau peu reluisant d'un cocktail de basse politique, de tractations plus ou moins louches à multiples parties prenantes, de sombres intrigues à mercenaires et services spéciaux, et d'otages expatriés français blancs taillables et éjectables à merci. Caractéristique bien connue des représentants officiels de la France, ceux qui sur le terrain font tourner le pays, ne sont le plus souvent tenus que pour des « *ratés en quête d'aventure* ». Des Français de seconde zone. On se plaît à ignorer qu'ils travaillent deux fois plus qu'en France et on se consolera de leur réussite tant envidée en laissant entendre qu'ils ont exploité l'autochtone.

Quand on y regarde bien, l'Etat républicain n'est pas plus respectable à l'étranger qu'il ne l'est chez lui. La mésaventure d'un industriel français installé au Cameroun illustre à la perfection l'allure mafieuse que prend parfois la solidarité franco-africaine. Sur la sollicitation d'une société camerounaise (Asquini Encorad), GP, homme d'affaires originaire de Montbéliard, accepte de participer au projet de construction d'un golf souhaité par le Président du Cameroun. Il s'associe à parts égales dans la Société Secam avec un Camerounais du nom d'AM, lequel jouit de protections au plus haut niveau. Secam achète pour environ dix millions de matériel. Pressé par des besoins personnels d'argent, AM l'hypothèque sans autorisation auprès d'une Banque d'affaires locale. GP le lui reproche. Son partenaire indélicat l'insulte puis le menace. Quelques jours plus tard, alors qu'il circule en plein centre de Yaoundé, plusieurs coups de fusil à pompe sont tirés dans sa direction en atteignant sa voiture. On en veut manifestement à sa vie. Il se réfugie à l'ambassade de France. N'écoutant que son courage, l'ambassadeur ne trouve rien de mieux que de lui conseiller de se préparer à fuir le pays. On ne lui en donne pas le temps. Cueilli chez lui au lever du jour, GP est expulsé *manu militari*. En outre du matériel de la Secam, le sien propre (celui de sa Société de Travaux publics) est entièrement saisi par la police et l'armée camerounaise. De retour en France il requiert le soutien du Quai d'Orsay pour qu'on lui restitue son bien. Se heurtant au labyrinthe des fameux réseaux africains du gouvernement français, ses démarches restent vaines et le litige bloqué « *en raison des intérêts supérieurs de l'Etat* ». Une lâcheté de plus à mettre au compte de ce que le journaliste de nos plateaux audiovisuels qualifiera pompeusement de « *Realpolitik* ».

Ce genre d'avatar est l'ordinaire du Français en Afrique noire francophone. Alors que de son côté la France met toutes les ressources de l'« *Etat de droit* » au service du trop

plein de population que celle-ci déverse chez elle, c'est un véritable parcours du combattant hérissé de chausse-trapes qui y attend le malheureux expatrié. J'en donnerai pour autre exemple le cauchemar vécu par l'un d'eux.

En 1968, un « *manager* » héroïque débarque au Cameroun (Douala) pour y implanter une société importante couvrant l'Afrique équatoriale. Président de cette société, EB est français, ce qui autorise le commissaire préposé à l'immigration à le traiter dès son arrivée comme un paria^[1]. Toutes les semaines celui-ci l'invite à se rendre *séance tenante* à son bureau. Pour *interrogatoire*. Pratiquant une technique d'intimidation classique, le fonctionnaire zélé se joue de lui à longueur de séances éprouvantes. Il s'y emploie à connaître dans ses détails les plus intimes le passé de ce blanc de premier choix. Tout y passe depuis sa religion, ce qu'il pense de la colonisation et de l'esclavage, son parti politique, ses préférences féminines, ses manies sexuelles, etc. Mais il ne parvient pas à le faire craquer et à ce qu'il s'« *exécute* » pour acheter sa tranquillité ! La proie lui échappant, l'infâme ripou en conçoit une forte amertume. Il change alors son fusil d'épaule et s'abouche avec un expatrié et n° 2 de la société. En bon psychologue il a choisi l'homme idoine, EA, un personnage cauteleux aux origines imprécises dont la vie professionnelle s'est écoulée en Afrique noire. Il est par conséquent familier et fin praticien à double titre des machinations qui menacent l'expatrié blanc dans certains pays nouvellement indépendants. L'ayant également « *interrogé* », le ripoux local décèle chez lui une ambition dévorante. Ce fut alors un jeu d'enfant que de convaincre l'employé félon d'accuser son patron de *comportement raciste*. Comme en France gaullo-coco-socialiste, le brave homme que l'on veut salir en le traitant de « *collabo* », voilà une calomnie d'usage courant en Afrique pour se débarrasser d'un concurrent gênant.

Venu par hasard au siège européen de sa société (Genève) à la veille de son retour de congé annuel à Douala, c'est dans le propre bureau d'un haut dirigeant que EB a la mauvaise surprise d'apprendre par téléphone de la propre voix d'EA, qu'il était déclaré *persona non grata* par les autorités camerounaises. Sans cette visite fortuite, il aurait sans doute été emprisonné à sa descente d'avion dans ce merveilleux pays *ami de la France*. La brillante carrière de l'infortunée victime du peu de respect dont jouissent les Français ordinaires en Afrique francophone, risquait d'être interrompue ce jour-là. Questionné sur cette décision arbitraire, le consulat de France à Douala se contenta de répondre que le Cameroun était « *maître chez lui* ». Entendez par là que son *devoir d'intervention* ne concernait pas le sort des Français qui y résidaient. Il est bien connu des observateurs politiques que certaines de nos ambassades, principalement en Afrique francophone, ont la fâcheuse tendance de céder aux sollicitations de leurs hôtes. Pour n'être plus que leurs représentants zélés auprès du gouvernement Français, faisant ainsi passer au second plan la défense de leurs ressortissants. Abandonné à lui-même, EB dut attendre sept ans l'occasion de prouver le complot, d'obtenir sa réhabilitation et la révocation de EA. EB l'avait finalement démasqué au terme de plusieurs années d'une enquête menée à partir de Londres. Un intermédiaire bien introduit qu'il avait connu au Cameroun avait enfin obtenu le corps du délit moyennant finances : la dénonciation au « *commissaire à l'immigration*^[2] de Douala du prétendu « *racisme* » de EB *par lettre écrite de la propre main du traître*. EB avait commis l'imprudence de mesurer l'ampleur de son incompétence et de lui en faire le reproche.

Cette affaire à rebondissements multiples s'était entre-temps corsée d'une deuxième

1 — C'est surtout chez certains Camerounais *nantis* que l'on observe cette exécution mal dissimulée du « *blanc* ». Un racisme latent que paradoxalement leurs études en France auraient parfois exacerbé ?

2 — Dans le milieu expatrié il avait la réputation d'un homme corrompu, sadique et d'une haine viscérale envers « *le blanc* » (mâle)...

conspiration ourdie par l'ignoble renégat, élevé depuis son forfait au titre de Président d'affiliée au Sénégal^[1]. EA ayant enfin convaincu ses supérieurs de son entière innocence, on lui avait offert de lui succéder. Aussi peu valorisante qu'elle fut, une sorte de prémonition l'avait incité à accepter cette proposition. Et bien lui en prit. Quelques jours plus tard, sa hiérarchie recevait une correspondance émanant d'un puissant syndicat du Sénégal lui conseillant de ne pas donner suite à son projet. EA le félon était jugé par lui « *plus indiqué à ce poste* ». Cela sentait l'intrigue à plein nez. En dépit des menaces à peine voilées à son endroit, c'est sur sa demande expresse que EB fut envoyé sur place pour présenter lui-même ses lettres de créance auprès du ministre du Travail. À peine débarqué de l'avion, il demanda la réunion urgente du bureau du syndicat qui s'était opposé à sa nomination. En pleine séance, après que le Président du syndicat eût fait allusion dans son allocution d'ouverture au passé « *mouvementé* » du visiteur au Cameroun, l'un des syndiqués^[2] se leva pour apostropher vertement EA, critiquer sans ménagement sa mauvaise gestion, dénoncer sa collusion avec le Président du syndicat et l'accuser d'avoir dicté lui-même la lettre de mise en garde contre la nomination d'EB. Sans même prendre la peine de se disculper, EA leva précipitamment la séance. Son coup était si bien monté qu'il pouvait sans crainte laisser passer l'orage. Comme EB s'y attendait en effet son permis de travail fut refusé « *pour des raisons d'opportunité* ». Le ministre du Travail du Sénégal s'était rapproché de la Direction camerounaise de l'Immigration pour laquelle EB était toujours un « *affreux raciste* ». En revanche, le double jeu du scélérat ne faisait plus de doute aux yeux de ses chefs. L'étau se resserrait autour de lui. Mais on manquait toujours de preuves irréfutables pour le congédier. EB se décida alors à se faire justice lui-même ; ce dont il s'était abstenu jusque-là par crainte de porter préjudice à son employeur. Il chargea alors de l'enquête l'homme d'affaires qu'il avait connu au Cameroun. Celui-ci ne fit aucune difficulté pour accepter la mission sans toutefois dévoiler ses intentions. Et pour cause. Il savait de longue date qu'EA était de mèche avec le fameux commissaire à l'immigration dont il connaissait la vénalité. L'intermédiaire en tous genres tenait là l'opportunité providentielle de tirer le maximum de la preuve qu'il savait pouvoir lui soutirer. Il ne fallut pas moins de six mois de tractations triangulaires à EB pour venir à bout de la cupidité des deux gredins. Il détenait enfin *la preuve écrite de la dénonciation par EA au commissaire à l'Immigration de Douala du racisme imaginaire de EB* dont il est fait état supra.

Huit années d'attente (1969-1977) pour se libérer d'une obsession ! Enfin en possession de la « *pièce à conviction* », EB exigea et obtint sur le champ le licenciement d'EA. La brebis galeuse n'avait plus son sénateur pour le soutenir. Et les Américains ne badinent pas avec les traîtres^[3]. Il fut expulsé de son bureau « *manu militari* » et *instantanément exclu de la société* sans le moindre ménagement et le simple solde de son traitement mensuel.

Le contraste est saisissant avec l'Afrique anglophone où ressortissants anglais et américains jouissent dans l'ensemble de la plus grande considération de la part de leurs hôtes. Ils doivent celle-ci au soutien inconditionnel de leurs corps diplomatiques respectifs. Maltraiter l'un de leurs nationaux exerçant une activité légale connue de son ambassade, est géré d'emblée comme une sorte de « *Casus belli*. » Leur réaction est d'autant plus vigoureuse qu'ils n'ont pas comme nous la faiblesse de prendre au sérieux certains petits et grands chefs

1 — Grâce au soutien inconditionnel d'un dirigeant français du groupe, venu *faire ses classes* en Afrique. La performance de celui-ci n'ayant pas particulièrement plaidé en sa faveur aux yeux de ses supérieurs, il bifurqua vers la politique où il est plus facile d'avancer lorsqu'on a un bon piston. Il est maintenant sénateur RPR.

2 — Le propre frère de M. Alexandre, ministre de l'Industrie du Sénégal à l'époque (1976).

3 — La société en question n'était autre qu'Exxon.

de cet univers kafkaïen. J'ai été témoin à ce propos d'un cas édifiant. Ayant refusé de continuer à livrer sans paiement préalable les immenses propriétés agricoles de Jomo Kenyatta - celui-ci devait à son fournisseur une somme faramineuse qu'il se refusait à payer malgré de perpétuelles relances -, le Président d'Exxon Kenya fut expulsé *séance tenante* de son bureau et placé dans le premier avion en partance pour Londres. Je l'y ai accueilli tremblant de froid. Parti en manches courtes sous le soleil caniculaire d'un été tropical, il débarquait en short et chemise de coton dans un Londres boréal (hiver 1971) son attaché-case à la main. Une quinzaine de mois s'étaient écoulés depuis la mésaventure survenue à EB et je m'exclamai qu'après tout l'Afrique noire ne faisait pas plus de cas des Américains que des « *colonialistes* » français. Je dûs me raviser très vite. L'expulsion de mon ami Jim Skane déclencha sur l'heure une tempête diplomatique. J'entends encore notre télex londonien crépiter sans interruption sous l'assaut des protestations, puis des demandes pressantes d'explication adressées au ministre des Affaires étrangères kenyan par le Département d'Etat ! Quelques jours plus tard c'est la presse américaine solidaire qui s'empara de l'affaire. « *Newsweek* » et « *Times Magazine* » en tête^[1]. Peu après le décès de Jomo Kenyatta, la dette fut acquittée, Jim Skane fut réhabilité et autorisé à retourner au Kenya à sa guise. Une invitation à laquelle il fait périodiquement honneur. Malgré le complot dont il a été victime, EB « *le petit Français* » se garde bien de retourner au Cameroun. Comparez.

Fragments de mosaïque que n'ont pas assemblés le ciment de l'histoire mais l'arbitraire de conventions internationales, les nations indépendantes nées de la décolonisation ont pour la plupart été dotées d'un modèle démocratique copié sur le nôtre. Contre toute évidence, on persiste à les enfermer dans un cadre constitutionnel qui ne peut manifestement convenir qu'à des sociétés parvenues à un stade avancé de développement. L'homme fort, choisi par la puissance tutélaire comme pilier de l'édifice gouvernemental, se servira alors de la démocratie comme couverture du retour progressif à la coutume d'un pouvoir tyrannique. Car dans ces démocraties modernes plaquées sur des contextes humains figés depuis des siècles, le vote est moins déterminé par la sensibilité politique du candidat que par son origine ethnique ou tribale. Prenant appui non pas sur une majorité anonyme mais sur le groupement humain parfaitement identifiable dont il est issu, son pouvoir n'en sera que plus implacable pour ses adversaires. Que le système mène à peu près partout au despotisme importe peu, pourvu qu'il soit sorti des urnes. Les abus du potentat seront tels qu'il ne pourra se maintenir en place qu'avec le soutien musclé de l'ancien colonisateur. Une aide d'autant plus experte et empressée que celui-ci n'a de leçons à recevoir de quiconque quant aux techniques de musellement de la démocratie. Il en sera de même pour la gestion de l'infrastructure de certains pays qui se perdrait dans la jungle, sans le maternage technique et financier que l'on nomme euphémiquement « *coopération* ». Depuis la décolonisation, nos gouvernements successifs ont trouvé semble-t-il leur compte dans ce rapport simplifié avec une poignée de satrapes tributaires de leurs subsides. Les nations occidentales qui ne cessent d'en appeler à la pratique de la démocratie en contre partie de leurs avances, se satisfont ainsi d'une parodie qui entretient leur bonne conscience.

Comment les prêcheurs de la *décolonisation* de tout et tout de suite pouvaient-ils ignorer qu'une indépendance trop hâtive conduirait obligatoirement la plupart des anciennes colonies à l'impasse ? Exportatrices de matières premières et de produits de récolte sans valeur ajoutée, elles seraient victimes d'un échange déficitaire avec des produits manufacturés que pour longtemps encore elles n'auraient pas la capacité de fabriquer elles-mêmes. La cherté de ces importations les obligerait à développer indéfiniment leurs plantations,

1 — Oseriez-vous imaginer l'un quelconque de nos media prenant fait et cause pour un dirigeant de société française injustement expulsé d'Afrique ?

provoquant ainsi un surplus chronique de l'offre par rapport à la demande qui les mettrait à l'entière merci de la spéculation boursière (café, thé, chocolat, canne à sucre, banane, ananas, etc.). Le même phénomène jouerait en défaveur des cours des matières premières sous le contrôle également des pays consommateurs. C'est le scénario catastrophe auquel nous assistons actuellement d'un déficit en progression exponentielle sous l'effet multiplicateur de valeurs d'exportation décroissantes et de valeurs d'importation croissantes. Les pays d'ancienne colonisation qui échapperont à ce cycle infernal se comptent sur les doigts de la main. Alourdis par une fécondité exubérante et incapables de revenir à un modèle traditionnel enrichi par les apports de la civilisation, la plupart d'entre eux retomberont dans le giron d'anciens ou de nouveaux maîtres et sous la coupe des institutions internationales. Une tutelle d'un nouveau type qui pèsera sur les nations industrielles d'un poids de plus en plus lourd en termes d'aide alimentaire, sanitaire, « *policière* » et financière. Et vous avez deviné que, l'estimant insuffisante, la plus naïve d'entre elles croie bon de l'assortir d'une pension complète offerte à tous ceux qui parviennent à franchir ses frontières. Elle cumule en fait tous les inconvénients de la tutelle sans l'avantage mutuel d'une véritable maîtrise des événements et de l'accès aux ressources stratégiques dont elle ne pourrait se passer. Il faudra bien un jour que nos maîtres à penser à l'envers réalisent qu'on ne pouvait raisonnablement attendre de ces populations qu'elles brûlent en quelques dizaines d'années les étapes que nous avons mis des millénaires à franchir pour parvenir à ce stade de notre civilisation et donc de nos indépendances. Peut-être N. Mandela comprendra-t-il que, débarrassés de leurs cinq millions de blancs^[1], les noirs d'Afrique du Sud ne mettraient pas longtemps à se trouver un leader au profil comparable à celui du fameux psychopathe Charles Taylor. Rebelle sanguinaire libérien en 1989, promu chef de guerre du FNPL et élu président en 1997 (avec l'aide de la Libye), d'un Liberia riche de gisements diamantifères. 200 000 morts et autant de mutilés invalides à son tableau de chasse dans un pays ruiné.

Que sont devenus en effet ces grands pays débordant de richesses qu'ont été le Zaïre, l'Angola, la Guinée, le Mozambique et... *l'Algérie* ? Voyez où sont tombés la Somalie, l'Éthiopie, Madagascar, le Sierra Leone, le Soudan, le Libéria. Et réfléchissons à ce qu'il est advenu de Haïti... !

Regardez la décadence de l'Ouganda, ce merveilleux pays qu'au temps de l'administration anglaise on avait élu « *perle de l'Afrique* ». Ravagé durant plus de vingt ans par les dictatures sanguinaires d'Imin Dada, de Milton Ojote et Tito Okello (tous trois issus du Nord), soumis à la cruauté de ces nouveaux maîtres, puis rebellé sous l'impulsion mystique d'un certain « *Holy spirit movement* » – structure impitoyable de tribus guerrières (les Acholis) –, l'Ouganda retourne à un état sauvage où on a plus à redouter de l'homme que des bêtes fauves. On n'y circule plus qu'en convois puissamment escortés (1992).

Et dans quel état se trouve l'ex-Guyane Hollandaise (le Surinam) devenue indépendante^[2], comparée à sa voisine la Guyane Française ? La proximité de la France ex-colonisatrice exerce une telle répulsion sur les Surinamiens que ceux-ci n'ont d'autre idée en tête que d'émigrer chez elle^[3]. Un engouement dont bien sûr, Tapistes, Stasistes et Maméristes

1 — Aurait-il déjà compris qu'ils sont ses meilleurs auxiliaires ? C'est en effet dans la population noire qu'il situe son problème prioritaire *en décidant de renvoyer les immigrés noirs dans leurs foyers*. Nos journaux de 20 heures ont boycotté ce scoop sensationnel. Ah, s'il avait pu jeter tous ses blancs à la mer !

2 — Et l'une des plaques tournantes du trafic de drogue international.

3 — Le département de Guyane compte la plus forte proportion d'immigrés au point que ceux-ci menacent de dépasser en nombre la population autochtone (La France fraternelle ne pousse-t-elle pas son désintéressement jusqu'à abandonner à son voisin brésilien l'exportation du produit de ses

exceptés, nous nous passerions volontiers, mais qui démontre l'imposture anti-colonialiste et le mythe de ces peuples « *asservis – se soulevant – spontanément – contre – l'occupant* ». Sans les rêveries de nos philosophes, reprises à tue-tête par les pseudo-intellectuels et les renégats du monde occidental, la configuration du tiers-monde, c'est certain, serait très différente. N'y seraient indépendants que les pays issus d'anciennes civilisations et capables de voler de leurs propres ailes, c'est-à-dire bien peu. Quant aux autres peuples encore sous tutelle, ils nous rendraient grâces de n'avoir pas cédé aux appétits personnels « *d'indépendantistes* » voraces.

S'il tombe sous le sens que pour survivre, les pays *industriels* ont impérativement besoin de se créer de nouveaux débouchés dans le tiers-monde, l'absurdité du comportement de l'Occident — et de la France en particulier dont c'est une « *Exception* » supplémentaire — envers les jeunes Etats décolonisés n'en est pas moins consternante. À contre-courant de l'engourdissante *pensée unique*, le devoir des esprits non conventionnels est de dénoncer la farce de ces indépendances nominales concédées à des populations que les convulsions et le dénuement chronique plongent dans le désespoir. Mais leur voix est couverte par tous ceux qui trouvent leur compte dans le chaos. N'ouvre-t-il pas des perspectives infinies au *créneau humanitaire* pour les siècles à venir ?

Liberté ou anarchie ?

« *De toutes les conceptions politiques, la démocratie est la plus éloignée de la nature. Elle attribue à l'homme des droits inviolables ; mais ces droits pour rester inviolés, exigent une fidélité inaltérable aux devoirs.* »

A. BERGSON

Sans la fertilité de sa terre, son climat tempéré, sa position géographique exceptionnelle et le pouvoir absolu de quelques bons rois qui l'ont amenée à ses limites d'aujourd'hui, que serait devenue la Gaule antique ? Les Français doivent-ils vraiment leur reconnaissance au système de gouvernement dont une poignée d'entre eux les a pourvus dans une période d'intense surexcitation, plutôt qu'aux bienfaits de la nature et à l'héritage d'une royauté répudiée en pleine phase d'évolution vers une Monarchie constitutionnelle ? Et n'est-il pas à la fois malhonnête et présomptueux d'avoir fait de leur modèle un produit d'exportation, alors qu'eux-mêmes ne sont plus aussi convaincus qu'il soit même « *le moins mauvais* » des systèmes de gouvernement ? Car il ne suffit pas de satisfaire à quelques critères arbitrairement décrétés comme étant les plus justes, pour répondre fidèlement au vrai bonheur d'un peuple. La démocratie apparaît au contraire comme un pari impossible de la volonté de justice. À quoi bon en effet accorder des représentants à l'ensemble de la population ? En V^e République, ils sont voués à être les *muets du sérail*. Mais la dérive institutionnelle affecte surtout l'exécutif. Comme la gauche en a donné l'exemple autocratique avec un Président défiant l'écrasante majorité parlementaire (1993-1995) en l'avertissant qu'il continuerait à « *veiller au respect des valeurs* » qu'il incarnait. Par cette mise en garde, n'entendait-il pas signifier qu'il ne reconnaissait pas la volonté de changement exprimée par le scrutin populaire et qu'il ne se sentait donc pas lié par le principe fondamental de l'alternance politique en démocratie ? Imposer contre sa volonté à la majorité populaire un

propres gisements aurifères ?)

idéal qui n'était pas le sien équivalait ni plus ni moins à l'affirmation de son pouvoir absolu. Ne disposait-il pas des relais syndicaux et associatifs dont la nuisance subversive lui conférait en fait les pleins pouvoirs ?

Le Roi de France lui, était par définition le Roi de tous les Français. L'adversaire le plus résolu de la couronne depuis l'avènement des Capétiens n'a-t-il pas été la grande noblesse ? En dehors du Paris insurrectionnel, toujours prêt depuis l'aube des temps à sortir de ses gonds, la France dans ses profondeurs n'était-elle pas royaliste ? Comme sous la procédure actuellement en vigueur dans les Etats non abolitionnistes américains où la peine de mort n'est pourtant prononcée qu'à l'unanimité du jury, Louis XVI n'aurait pas été condamné à la guillotine. Sa mort ne fut votée le 17 janvier 1793 que par 366 suffrages sur 727, donc à une majorité de seulement 5 voix – dont il apparut après décompte nominatif que 12 votes étaient nuls... – Lorsqu'on interrogea l'Assemblée sur le point de savoir si « *le jugement devait ou non être soumis à la ratification du peuple réuni dans les Assemblées primaires* », elle repoussa la motion à une très forte majorité. Les députés l'auraient-ils fait sans la crainte d'un verdict populaire contraire au leur ? Ils avaient déjà compris que la démocratie à la française, c'était le remplacement du pouvoir absolu d'un seul homme, l'autocratie, par celui de quelques-uns, l'oligarchie, antichambre de la ploutocratie^[1] et des pouvoirs clandestins. Une dérive qui, avec la V^e République, a débouché sur le despotisme à la tête et l'anarchie^[2] à tous les autres échelons. On a beaucoup reproché à la monarchie le classement des Français en trois catégories. Il prévalait partout en Europe à cette époque-là et selon le même ordre. Notre société contemporaine se caractérise également, mais selon des critères différents, par des distinctions plus nombreuses encore et tout aussi mal acceptées. Elle a aussi son *Tiers état* et même le quatrième avec ses SDF et son *quart-monde* !

La démocratie, n'est-ce pas là une évidence, est faite pour des peuples bien instruits et bien éduqués, correctement informés et bien nourris. Or comme chacun ne le sait pas, décérébrée, mal éduquée, désinformée et en voie de paupérisation, notre société est loin de répondre à ces critères. Rien d'étonnant à ce qu'en France la démocratie se soit dégradée au point de ne plus en être que le simulacre sinon la caricature. Pour n'avoir sacralisé que l'idée de nos droits, nous en avons perdu le sens de tous nos devoirs. Des devoirs envers l'éducation de notre descendance, envers la Nation, garante à la fois de notre identité et de notre sécurité, et envers la dignité de notre condition humaine^[3]. Sans le contrepoids de certitudes codifiées et sans la dévotion à des valeurs nobles, l'homme s'enfonce insensiblement dans un mode de vie que seuls les néons de la ville distinguent de celui du règne animal. La dépravation de notre société a fait reculer celle-ci vers les formes dégradées de la liberté que sont le laisser-aller, la vulgarité, la licence et la violence devenus au quotidien son mode d'expression le plus répandu. Dans la pratique courante, pour le sens que lui donne le commun des mortels, la liberté n'est plus que le droit de faire ce que l'on veut, quand on le veut et où on le veut. De tels comportements ont distillé la monstruosité d'une société libertaire régie par une logique de confrontation entre deux camps irrémédiablement dressés l'un contre l'autre. Ils aspirent tous deux à la Réforme mais selon des modèles aux contours et finalités opposés.

Partant de ce constat, la liberté dans le vrai sens du terme ne peut réellement s'épanouir que dans le cadre d'un Etat organisé pour baliser la propension naturelle de l'homme à la transgression des contraintes de la vie en société et à la *tentation des dérives* de toutes

1 — Où le pouvoir appartient aux grandes fortunes.

2 — « L'anarchie est partout quand la responsabilité est nulle part. » G. Le Bon, « Hier et Demain ».

3 — Le « *self-respect* » des Anglais ou respect de soi-même qui a pour corollaire le sens de l'honneur.

sortes secrétées par la société de consommation. La *Société* ne pouvant être tenue pour collectivement responsable de ce que l'homme en a fait, c'est à celui-ci qu'il appartient d'en assumer individuellement l'entière responsabilité. Si on lui apprenait cette dure leçon sur les bancs de l'école ; si l'Etat se contentait de bien faire ce que d'autres ne peuvent faire pour lui, et de ne pas faire ce que d'autres font mieux que lui ; si l'Eglise ne s'occupait que de ce qui la regarde ; si la Justice n'obéissait plus à des considérations d'ordre philosophique, mais à la seule obligation d'assurer l'ordre et la sécurité de la société humaine (par l'adéquation scrupuleuse de la peine à la gravité du crime^[1]) ; et si la France n'accueillait chez elle que ceux qu'elle peut loger, nourrir, éduquer et *dont elle a besoin*, ainsi pourrait-on dans ce pays riche où il y a de plus en plus de pauvres, parler d'une France terre de liberté. On pourrait alors y laisser ses fenêtres ouvertes, déambuler paisiblement dans les rues à toute heure de la nuit, garer sa voiture sans la hantise de ne plus la retrouver, s'assoupir tranquillement sur les aires de stationnement d'autoroutes sans la peur de s'y faire détrousser, enfin dire et écrire courtoisement ce que l'on pense, sans crainte de se voir traîner en justice. Autant de bienfaits attendus sans lesquels cette liberté tant proclamée ne sera toujours qu'un mot vide de sens.

C'est la tendance inverse à laquelle nous assistons dans un pays ravagé par les effets connexes du chômage et de l'immigration. Un pays où de plus en plus de « *zones sensibles* » passées aux mains de gangs allogènes sont en état d'agitation permanente. Un pays où il est mal venu de dénoncer à haute voix ces symptômes d'un pourrissement à *l'Américaine*^[2] et les signes annonciateurs d'affrontements à la *Libanaise*, sans se voir clouer au pilori. Le consensus politico-médiatique veut qu'on cache ces phénomènes comme s'il s'agissait de maladies honteuses. Ou qu'on en banalise l'existence en les faisant passer pour une sorte de fatalité liée à l'évolution de toute société moderne *progressiste et humaniste*.

Non seulement perdons-nous tous les jours un peu plus de ce bonheur de pouvoir vivre chez soi et hors de chez soi en toute sécurité, mais sommes-nous par surcroît privés du droit d'en demander des comptes aux responsables politiques. Peut-on vraiment parler de liberté dans ces conditions ? La République a voulu le pouvoir. Regardez ce qu'elle en a fait.

Le déclin d'une société n'a plus de bornes dès lors qu'elle n'est plus soumise à un strict encadrement moral. Il vire à la décadence dès lors que école, famille et église dont c'est la vocation, commencent à manquer à leurs devoirs éducatifs. La désertion des institutions prescriptrices a créé un vide propice à la remise (totale) en question de nos valeurs fondamentales. Un véritable déracinement s'est opéré sous nos yeux qui prive notre société de tout moyen de défense contre ses propres égarements. Prenons-en pour exemple les progrès fulgurants de la *libération des mœurs*. Ce qui consistait au début en une simple évocation des gestes de l'amour se traduira bientôt si on n'y prend garde par la promotion médiatisée de la zoophilie aux heures de grande écoute. La permissivité a produit partout ses ravages. Elle a fini aussi par réduire en miettes le code de conduite qui garantissait aux Français des élus intègres. Il en est résulté un monde politique où l'on ne vient plus pour servir mais pour se servir, un Etat confronté partout au dévoiement de la liberté et que paralyse la crainte de l'entraver. Une perversion galopante qui devait fatalement aboutir à ce spectacle absolument insoutenable du chevalier d'industrie devenu le favori d'un Président de droit quasi divin, le héros de la jeunesse française et la meilleure recette de nos medias.

1 — Tel incendiaire de voitures (des milliers brûlées par an) sera condamné à 2 mois de prison quand un tel acte de vandalisme en mériterait au moins 30 fois plus, ce qui explique qu'en France il soit aussi naturel de mettre le feu à une voiture que d'allumer une cigarette.

2 — Formule de moins en moins fondée, l'Amérique se gardant bien de verser dans notre sensiblerie *Droitdlhommiste* pour prendre les mesures de répression qu'appelle le développement de la violence dans la société d'aujourd'hui.

Celui qu'en effet les élections européennes du 12 juin 1994 ont consacré en 4^e position de la vingtaine de listes en présence est un homme qui tient sa popularité de ses démêlés tumultueux avec la justice : « *Avec son yacht le Phocée, il s'agit de fraude fiscale^[1] ; avec les comptes de l'Olympique de Marseille, de prêts fictifs, de dépenses inexpliquées, de caisse noire et d'un déficit colossal ; avec l'affaire Testut à Béthune d'abus de biens sociaux ; avec le match OM-Valenciennes de subornation de témoins et pour son entourage de tentative de corruption ; avec le Crédit Lyonnais, de dettes considérables estimées par la banque à un total de 1,3 milliard de francs.* »^[2] Dans le même temps où les instances mondiales du Football Association prenant les devants de nos instances fédérales et de notre propre justice, condamnaient l'Olympique de Marseille pour corruption active en le privant de coupe d'Europe, il se défaussait sur le Directeur général de son équipe. Le relever de ses fonctions, c'était l'accuser implicitement d'avoir été l'instigateur du match truqué OM-Valenciennes. Mais n'est-il pas étrange qu'au lieu de le chasser comme un domestique s'il avait vraiment pris cette malheureuse initiative, il l'ait au contraire fait ovationner tel un Dieu du stade par des milliers de supporters à la veille de son départ ? Tous les Marseillais savent bien que l'employé fusible Bernès n'aurait jamais passé une simple commande de trombones sans l'accord de son chef. Et pourtant, nos media sont si bien muselés qu'à l'exception de quelques feuilles confidentielles, aucun d'eux – que je sache – n'a osé le suggérer. Jusqu'au jour où Jean-Pierre Bernès lui-même se décida enfin à se retourner contre son maître : « *Quand je suis sorti de prison, il m'a envoyé un avion me chercher à Lille pour me ramener à Hyères d'où j'ai embarqué pour le Phocée. Eh bien savez-vous que j'ai ensuite reçu la facture de l'affrètement de l'avion ? Nous sommes dans une société violente sur les bords de la Méditerranée. Si je dis tout il me faudra une bouée de sauvetage dès que je m'approcherai de l'eau, un parachute si je monte en avion et des airbags partout si je monte en voiture.* »

Voici la France détentrice d'un record bien peu reluisant. Celui du seul pays où un homme poursuivi à la fois par le tribunal sportif, la justice pénale, la douane et le fisc, ait pu concourir crânement dans plusieurs scrutins nationaux et prendre à la hussarde un parti politique de « *pouvoir* » comme le MRG. Où a-t-on vu^[3] – aussi talentueux qu'il soit – qu'un affairiste retors spécialisé dans le « *dégraissage-dépeçage* » de sociétés, ait pu s'offrir en l'espace de trois ans un parcours politique aussi fulgurant : conseiller régional de la PACA, ministre de la Ville, conseiller général des Bouches-du-Rhône, député de Marseille et premier de liste d'« *Energie Radicale* » récoltant plus de 12 % des voix aux élections européennes ? Où a-t-on vu qu'un maître de l'esbroufe de son genre ait pu user du *parrainage* notoire d'un Chef d'Etat pour gravir en un rien de temps tous les échelons de la politique et acheter une multinationale avec les avances d'une banque nationalisée ? Où a-t-on vu qu'un homme à peine sorti de l'anonymat puisse bénéficier aussi vite de l'incroyable privilège d'être invité à se présenter quotidiennement par medias interposés à des millions de Français admiratifs, en victime de l'acharnement judiciaire ? Nous avons là le symptôme le plus révélateur d'une gangrène d'abord circonscrite à la tête puis aux institutions, et qui s'est maintenant étendue à l'ensemble du corps social. Comme le dénonce la fascination par ce personnage de plusieurs millions d'électeurs qui se demandaient comment il aurait pu sortir indemne de tant de mauvais pas sans l'aide de soutiens puissants et occultes. Et comme en témoigne le silence révérencieux d'une classe politique littéralement médusée par ce maître de l'embrouille.

1 — Un généreux redressement de 16 millions de francs lui a été notifié par la Direction Générale des Impôts.

2 — *Le Monde* du 22-24 mai 1994 ; Edwy Plenel. L'article se réfère à Bernard Tapie.

3 — Dans les grandes démocraties.

L'enlissement des diverses procédures engagées contre lui ne peut seulement s'expliquer par les lenteurs de notre appareil judiciaire. Les ratés de la « *puissance politique* » sont là pour le démentir. *Primo*, le choix délibéré d'une levée d'immunité concernant le dossier *Testut* plutôt que celle demandée par le juge Beffy dans le cadre de l'affaire OM-Valenciennes. La première ne l'exposait qu'à une simple mise en examen, alors qu'en rejetant la seconde, on lui évitait l'incarcération. *Secundo*, le traitement des demandes successives de levée d'immunité repoussées le plus loin possible dans la session du printemps 94 jusqu'à une date assez rapprochée du 19 juillet, date d'ouverture du Parlement européen, pour rendre aléatoire une mise en accusation circonstanciée après l'entrée en vigueur de l'immunité européenne. *Tertio*, la mascarade d'une arrestation mouvementée au lever du jour et d'un transfert menottes aux mains pour interrogatoire par le juge d'instruction Eva Joly, immédiatement suivi d'une libération avant midi qui permet le soir même au *porte-drapeau de la gauche* de venir crier son innocence. Un quart d'heure en direct sur TF1 et une demi-heure en différé sur France 2, face à des journalistes du « *service public* » empressés de lui tresser une couronne de martyr aux frais du contribuable. *Quarto*, la saisie annoncée d'un somptueux mobilier d'époque réduite sous les caméras de télévision à quelques ustensiles ménagers par la prévoyante mise à l'abri des pièces les plus coûteuses.

Le « *fripon bien aimé* » court toujours. On dit même qu'en attendant de « *prendre toute sa part dans le combat politique* » au cœur du dispositif pour la conquête de la mairie de Marseille, il coulerait des jours tranquilles dans une île paradisiaque au large de Libreville pour reprendre son souffle. Bien que déclaré inéligible^[1] pendant cinq ans par suite de la liquidation judiciaire prononcée fin 1994 par le Tribunal de Commerce de Paris, il jouit toujours du silence protecteur de la droite *couchée*^[2]. N'est-il pas le tombeur de J-M. Le Pen dans les Bouches-du-Rhône ? Cela vaut bien qu'on laisse en circulation avec tous ses mandats politiques, un flibustier de haut vol qui en tout autre pays moisirait depuis longtemps dans un cul-de-basse-fosse. Voici ce que dit J-J. Goldman d'une comparaison lumineuse entre M. Berlusconi et lui : « *Berlusconi, c'est son contraire. Il a réussi dans les études, lui a échoué. Il a réussi dans les affaires, lui a échoué. Il a réussi dans le football sans tricher. Lui a déshonoré l'OM. Je ne comprends pas qu'on puisse comparer ces deux personnalités. Sauf sur le fait qu'ils sont tous deux bons à la télé.* » L'opinion de quelques esprits libres parvient heureusement à percer le voile opaque de la désinformation. Mais comment pardonner la passivité d'un gouvernement-carpette sur lequel un Président olympien s'est carrément essuyé les chaussures en organisant en coulisse le triomphe politique d'un aventurier ? Que dire enfin d'une opinion prostrée que la chienlit ambiante a finalement résignée à tout accepter ? Ministres pleutres, politiciens indéliçats, magistrats manipulés, médiocrates serviles, truands, escrocs, loubards, casseurs, dealers et des millions de « *Bofs* » ont ensemble élevé le quidam au rang de personnage emblématique de l'« *Exception* » française.

C'est en période de pénurie que se fait sentir le besoin de plus grandes solidarités. Or notre époque est paradoxalement celle où l'« *homme libre* » le mieux loti est le plus acharné à la défense de ses privilèges. Dans ce sens, liberté est génératrice d'inégalité et donc l'antithèse de fraternité. En défendant bec et ongles certains acquis en période de dépression, les grands prêtres de la démocratie galvaudent leurs propres valeurs. « *Et où est donc l'acquis social dans une nation où le chômage de longue durée fabrique de l'exclusion,*

1 — Il n'a pas perdu l'espoir de bénéficier d'une remise de peine en faisant appel de cette décision (12/01/94).

2 — Octobre 1996. Le Premier ministre Juppé engagé dans un duel verbal au *dernier sang* contre J-M. Le Pen, a sollicité son concours au 2^e tour d'une législative partielle opposant un communiste soutenu par la majorité de « *droite* » au candidat du FN.

qui secrète l'extrême inégalité au nom de l'égalité relative et délègue à l'Abbé Pierre et aux Restos du Cœur le soin de la prendre en charge^[1] ? » Le conformisme en régime démocratique est un anachronisme. Ceux qui gravitent en effet autour du Pouvoir républicain et se nourrissent des os qu'il leur donne à ronger ne sont pas moins serviles que cette nuée de courtisans parfumés se prosternant devant le Roi. La lâcheté est l'aliment le plus nutritif. En notre démocratie *exemplaire* n'est-il pas périlleux de dire tout ce que l'on pense ? Nul besoin de Bastille ou de lettre de cachet : on suicide. Dans les cas *extrêmes* on fera voter la Loi qui bâillonnera l'indésirable^[2] ou on l'éliminera politiquement^[3]. On n'est pas plus regardant sur les *moyens* en République qu'on ne l'a été sous les Rois et la transition révolutionnaire. La *fin* les a toujours justifiés. L'*âme du peuple français*^[4] est immuable. De même qu'au nom du dogme originel elle pourchassera sans trêve l'inégalité fondamentale source d'émulation et donc de progrès social, la République n'hésitera pas sous le même prétexte à étouffer la plus précieuse des libertés, la liberté d'expression.

Répression cynique d'un côté, laxisme généralisé de l'autre. Le zèle intempestif en effet à ne voir qu'un moindre mal dans notre conception pour le moins originale de la liberté, a étouffé les quelques voix censées qui militent pour un régime de *liberté mieux surveillée*. L'aspiration à plus de rigueur serait sans conteste plus constructive que le ronron liberticide de nos inconditionnels de la pagaille. Mais un certain manichéisme veut qu'on ne puisse souhaiter un quelconque assainissement de société sans qu'on n'y voie aussitôt une menace pour la liberté. Il n'y a dans l'esprit de nos démocrates absolus que deux formes opposées de celle-ci. La caricature de liberté dans laquelle nous nous laissons vivre et l'absence de liberté ; autrement dit « *l'aventure* ». Pourtant les aménagements d'un régime de liberté exclusivement inspiré par le bien public conduisant à une solution intermédiaire acceptable par une majorité de français, sont parfaitement connus. Il suffirait de quelques bonnes décisions courageuses pour les mettre en œuvre. C'est ce qu'une conjonction de facteurs paralysants et de forces maléfiques s'emploie à empêcher.

La dérive despotique

« *Le pouvoir absolu corrompt absolument.* »

MONTESQUIEU

Parmi les obstacles à l'institution d'un régime qui ne signifie pas le droit pratiquement illimité des uns à porter atteinte à la liberté des autres, il y a celui de la dérive législative. Les lois ont été originellement prévues pour constituer le contrepoids nécessaire à « *l'imperium* »^[5]. D'essence *divine* celui-ci était à l'époque romaine, un pouvoir *complémentaire* de l'autorité de la loi issue de la volonté populaire. Mais il ne pouvait se substituer à elle. L'objectif naturel des sociétés humaines est de parvenir à cet équilibre d'un Etat accomplissant dans leur plénitude ses missions régaliennes sans porter atteinte aux droits de la personne et à la liberté de

1 — C. Imbert « *Le Point* » n° 1164.

2 — La loi Fabius-Gayssot.

3 — Le retour au scrutin majoritaire uninominal (J. Chirac 1986).

4 — « *L'âme des peuples* » A. Siegfried (1950) – Hachette.

5 — Notion qui remonte à l'époque romaine désignant une force transcendante détentrice de « *l'imperium* », lequel communique son pouvoir au Roi.

parole. Il faut malheureusement déplorer que la patrie des DDH^[1] soit précisément la nation qui ne cesse de s'en éloigner. En effet, ni l'Etat, ni les appareils législatif et judiciaire n'y sont plus en mesure de tenir convenablement leurs rôles respectifs en raison de la confusion des trois pouvoirs en un seul. Un pouvoir tel que pratiquement rien d'important ne puisse se faire sans son aval à l'Assemblée Nationale, à Matignon ou dans nos prétoires. Il y a imposé la conformité obligatoire avec son idéologie et l'impunité de ses agissements. Il s'est rendu complice de la propagation dans notre société d'un *ordre* « *immoral* » qui s'acharne à la détruire dans l'indifférence générale d'une « *élite* » ralliée à ses délices. Ne s'est mobilisée pour le combattre qu'une poignée d'hommes malheureusement isolés dans une masse à laquelle un matérialisme immodéré et le refus de toute contrainte donnent l'illusion de vivre en pays de liberté.

Le pilotage installé aux leviers de commande politique, économique et financier s'est totalement affranchi des attentes de la souveraineté populaire. Comme si la pyramide construite sur le matériau électoral avait été tranchée en son milieu pour affranchir les étages supérieurs de toute dépendance, la technostructure tenant lieu d'articulation entre ses deux parties bien distinctes. Au faite, un Président omnipotent, son « *shadow-cabinet* »^[2], sa police parallèle, ses courtisans, sa clientèle, ses hommes aux points sensibles, ses immenses pouvoirs constitutionnels, et s'il est de gauche ses redoutables réseaux associatifs et syndicaux. Voici donc toute cette puissance détournée par un potentat bien décidé à en faire jusqu'au terme de son mandat, le bouclier des idées de gauche. Il savait bien en nommant E. Balladur, qu'il avait affaire à un candidat au grade supérieur. En favorisant les ambitions de son Premier ministre il étoufferait du même coup ses vellétés de vraie réforme et le réduirait sans peine à l'état de légume politique. C'est ainsi que naquit sous Balladur à Matignon ce que le regretté Jean-Edern Hallier appela la politique de *Droiche*.

Les privilégiés de ce système corrompu se sont élevés au sommet sur les ruines de nos libertés. Ils vivent retranchés dans leurs palais et sinécures et n'en sortent que pour caqueter sur les plateaux, pour serrer des mains, banqueter et pérorer dans les tournées électorales. Ballottés à la surface d'événements dont ils ont perdu le contrôle, ils se contentent de gérer le quotidien. Les véritables enjeux nationaux ne les concernent que dans leur rapport avec le prochain scrutin. La République ne se moque-t-elle pas des Français quand elle cautionne cette mascarade de séance télévisée du mercredi où une vingtaine de députés triés par le questeur de l'Assemblée viennent poser au gouvernement dans un hémicycle somnolent, des questions auxquelles il a déjà répondu ? Dans ce système frelaté, c'est un cercle fermé d'apparatchiks et de politiciens professionnels cooptés qui sert au citoyen un menu mitonné par les lobbies dans les cuisines républicaines. En accord avec le Premier ministre, ils décident des lois à soumettre au vote d'une majorité fermement tenue en laisse par les présidents de groupe et les commissions parlementaires. Astreints par la discipline de parti à respecter les mots d'ordre, les députés n'ont pas plus d'utilité pour la République que celle de simples automates. On peut certes discerner au gré des délibérations quelques vellétés d'indépendance. Rossi, l'impétueux député du PR, avait imprudemment prôné la constitution d'un groupe distinct de l'UDF. Il dut précipitamment se rétracter 24 heures après sa déclaration.

1 — DDH = Droits de l'homme (sans devoirs).

2 — « *Gouvernement* » d'opposition en Grande-Bretagne. Deux cas de figure en France. En temps normal les conseillers politiques dans les domaines régaliens assemblés autour du Président de la République. En période de cohabitation, plus spécialement sous F. Mitterrand, *doublure* du gouvernement de couleur opposée.

C'est une singulière faute de langage que de qualifier de *monarchique* cette dangereuse dérive de nos institutions. Car les peuples européens où règnent encore de véritables dynasties^[3] se révolteraient à l'idée de troquer leurs monarchies constitutionnelles contre cette caricature de démocratie qu'ils n'ont pas voulue en 1789. En fait leur modèle a évolué vers des formes authentiquement démocratiques du pouvoir. Tandis que notre régime républicain a suivi le chemin inverse. Et dans la mesure où celui-ci se caractérise par l'arbitraire d'un Président avide de pouvoir, la discrimination politique et la désinformation par la domestication des media, ce n'est plus à une simple tendance que nous avons affaire mais, sous le masque démocratique, à l'installation du despotisme dans une « *démocratie absolue* ».

Le despotisme c'est le caprice du prince, derrière le paravent de la « *raison d'Etat* ». La confusion des pouvoirs dans l'administration de la justice. En quelque sorte une justice de type bananier. Sous l'emprise d'un *Garde des sceaux* plutôt préposé à la veille du *garde-manger* et un Syndicat de la magistrature plus soucieux de *Droit d'homme* que de la sécurité des citoyens. Plus attentif au sort des bandits que préoccupé par la souffrance de leurs victimes. Des affaires qui s'ensablent ou que l'on expédie et dont l'issue dépend plus de la couleur politique ou syndicale du juge ou du prévenu que du poids de la faute. Un Code à deux vitesses, celui du commun des mortels, l'autre du monde politique et financier. Quoi qu'en disent les avocats du système, journalistes de l'audiovisuel, de la presse « *aux ordres* » et de leurs invités, il frappera plus fort le malheureux débiteur défaillant que l'escroc flamboyant, le colleur d'affiche patriote que le ou les loubards qui l'agressent. Une justice politique à deux vitesses, des petites et des grosses têtes ; celle de l'orthodoxe, l'autre du dissident aux idées à la mode. On poursuivra inexorablement J. Médecin pour l'anéantir^[4] tandis que l'édile socialiste de la capitale de l'Angoumois bénéficiera d'une indulgence infinie^[5]. Alors que celui-ci cumule toutes les formes de corruption, la passive et l'active, la concussion, la prévarication, la prise illégale d'intérêts, le trafic d'influence, etc., il vit librement en Argentine du produit de ses extorsions et de ses détournements. Son procès a été ouvert à Paris en juillet 94. Il est toujours libre de ses mouvements malgré un mandat d'arrêt lancé contre lui. « *S'il n'est pas dans le box, c'est parce qu'il n'existe pas de convention d'extradition entre l'Argentine et la France*^[6] », nous désinforme le chroniqueur judiciaire de TF1. Celui-ci se garde bien de préciser qu'il n'y en a pas non plus entre la France et l'Uruguay où pourtant J. Médecin est *embastillé* depuis 8 mois à Asuncion. Est-ce une simple coïncidence que le frère d'un conseiller éminent du Président ait été nommé ambassadeur dans ce pays depuis février 1993 ? Qui douterait de la conspiration montée contre J. Médecin sur la base d'un dossier trafiqué, lorsqu'on sait que l'ex-ministre du Budget s'occupe personnellement de la saisie de sa villa ? Et que dire d'un « *Etat de droit* » qui ne respecte pas la levée d'une saisie prononcée en appel ?

Despotisme de la pensée, despotisme judiciaire, despotisme tout court lorsqu'on évoque les suicides étranges, les disparitions et les meurtres inexplicables qui jalonnent les ruelles obscures du crépuscule mitterandien : « *Nous sommes en bout de course, en bout de règne, en bout de société et en bout de siècle.* » A. Séguéla.

Et le peuple dans tout cela ? Il se *décompose* essentiellement en quatre groupes dis-

3 — Belgique, Danemark, Espagne, Grande-Bretagne, Liechtenstein, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède.

4 — « *Un lynchage exemplaire* » (éditions Première ligne) selon lequel « *l'emprisonnement de J. Médecin a été perpétré sur la base d'un dossier truqué et d'une procédure viciée.* »

5 — Il aurait laissé derrière lui un endettement de 130 millions de francs.

6 — Je renvoie à la lecture de « *l'argent facile* » (Edition Stock de G. Gaetner). Dans l'article consacré à JM Boucheron, il y décrit en détail le palmarès d'un politicien véreux, protégé de François Mitterand.

tincts. D'abord les *inutiles*, 3 Français sur 10 parfois même 40 sur 100 qui ont fait abandon de leurs droits civiques ; puis les parasites nationaux de la *niveleuse* marxiste. Ensuite les gros bataillons d'*idiots utiles*. Des moutons qui repoussent indéfiniment l'indispensable traitement de choc de nos maladies sociales et institutionnelles. Enfin une droite nationale lucide dans son analyse, mais handicapée par sa représentation politique actuelle. La collusion politico-médiatique et la diabolisation par les lobbies, sont parvenues d'autant plus facilement à la figer dans sa proportion incapacitante en moyenne nationale d'un peu plus de 12 suffrages exprimés sur 100. Bien peu de voix pour beaucoup de bruit... Nous en chercherons les raisons plus loin. Les plus dangereux dans cet ensemble éclaté sont les électeurs « *bien pensants* » dont la modération portée en écharpe n'est autre chose que l'apparence trompeuse d'un lâche suivisme. En l'absence d'un accès ouvert librement aux contestataires de l'idolâtrie officielle, la génuflexion unanime de nos media devant la pensée obligatoire a merveilleusement accompli son rôle de diversion et de désinformation active ou par omission. Le loto, le tiercé, le « *millionnaire* », les jeux audiovisuels et les productions débilitantes de notre télévision ont fait le reste. Ils ont été littéralement crétinisés et avachis au point qu'on les a démunis de tout sens critique et civique. Ainsi privé de libre arbitre et de perspicacité, le processus de formation de l'opinion du personnage emblématique de l'« *Exception* » française, se traduira dans l'intimité de l'isoloir par le choix du bulletin où le sentiment d'appartenance envers la collectivité nationale, dont il dépend entièrement, ne tiendra qu'une place secondaire.

Le blocage de la société continuera à se manifester dans le domaine des *enjeux majeurs* sur lesquels le *pays réel* aimerait pouvoir s'exprimer. Des sujets que le système électoral mis en place par la Constitution a exclu des débats électoraux parce que *tabous*. J'en retiendrai quelques-uns comme la préférence nationale et européenne, l'abrogation du « *jus soli* », la remise en ordre de l'« *Education* » nationale, un nouveau code de la nationalité, le rétablissement de la peine de mort, etc. Autant de sujets qui ne peuvent être traités autrement que par voie référendaire, ou vote au suffrage universel dont l'objet est de ratifier des propositions de loi d'*initiative populaire*^[1].

La République s'est bien gardée jusqu'ici de recourir à cette procédure qui reviendrait à remettre en question la prérogative jusqu'ici réservée aux *forces occultes*, de limiter l'usage du référendum à des questions sans intérêt pour le peuple. Autant dire que l'institution d'une initiative concédée au peuple du choix de la question posée n'est pas pour demain. Notre bonne République continuera donc en guise de « *référendum* » à organiser à grands frais des consultations populaires pompeuses portant sur la détermination du sexe des anges.

LA PEINE DE MORT

Voici le moment venu de dire ce qu'il faut penser de la peine de mort vingt ans après son abolition par la loi socialiste du 09/10/1981. Conjugué depuis cette date à la progression de la violence dans le monde, le laxisme de tant d'années de gouvernance néo-gaullo-socialiste a abouti en France à l'explosion sous toutes ses formes des crimes de sang. Ce qui fait désormais apparaître l'initiative de Robert Badinter comme un anachronisme de plus en plus insupportable au regard d'une société devenue le théâtre d'une barbarie quasi quotidienne. D'autant qu'en un demi-siècle, les progrès technologiques de la communication par l'image ont permis de procéder à la reconstitution *téléfilmée* du parcours de grands pré-

1 — Attribution à une *aspiration populaire* de l'initiative du référendum (nombre de voix à déterminer) et du choix de la question posée.

dateurs humains^[1]. Le sommet de l'horreur y est atteint quotidiennement par la diffusion détaillée d'atrocités insoutenables.

Une seule de ces émissions issues de faits authentiques projetés dans l'hémicycle aurait permis cinquante ans plus tôt d'obtenir le rejet immédiat de la proposition de loi calamiteuse.

Le temps est donc venu d'ouvrir à nouveau le débat sur la décision de politiciens égarés par un aveuglement humanitariste à rebours de l'évolution de notre société contemporaine. Le sujet mériterait de larges développements. Tentons de le cerner brièvement à partir de cette réflexion liminaire. Censée répondre à la qualification la plus haute dans l'échelle pénale, la *peine de mort* se justifie bien au-delà de la sanction, par l'exercice de deux fonctions complémentaires :

- La dissuasion instinctive dans la période d'anticipation de l'acte fatal^[2].
- La protection la plus sûre des victimes éventuelles, son rôle consistant à mettre définitivement les braves gens à l'*abri de cruelles et insupportables récidives*^[3]. Par ces dangereux criminels élargis sous prétexte de « *bonne conduite* », qui abattent leur masque trompeur aussitôt franchi le portail de leur prison. La nomenclature criminelle qui suit n'est pas exhaustive, la *criminalité* disposant dans notre société de consommation d'un champ pratiquement illimité de développement^[4] :
 - Les maniaques sexuels et les pédophiles coupables de viol aggravé de meurtre (psychopathes *inguérissables*^[5] de leurs *pulsions sexuelles criminelles*).
 - Les assassins en série dits « *serial killers* », aux exemples célèbres de J. Larcher, Landru et Petiot respectivement jugés pour trente, onze et vingt-trois assassinats. Leur exécution les 28/10/1898, 25/02/1922 et 26/05/1946 laisse imaginer l'incidence qu'aurait signifiée une simple condamnation à l'emprisonnement, si l'abrogation de la peine de mort quelques années plus tôt leur avait permis de se retrouver à l'air libre.

1 — Il est recommandé à R. Badinter de ne pas manquer les émissions édifiantes sur la grande criminalité des chaînes numériques *Planète* et *Justice*. Elles démontrent par l'image la réalité insoutenable de *récidives* que seule la peine de mort aurait pu éviter.

2 — Son effet dissuasif ou inhibiteur est reconnu par les criminologues dont l'objectivité n'a pas été endommagée par le *Droit d'homme* ambiant.

3 — Dans la période de 20 années qui nous sépare de l'abolition, certains observateurs estiment le nombre de *ses victimes innocentes* à *plusieurs centaines*.

4 — Créatrice de richesses en croissance permanente, la société nouvelle constitue une tentation provocatrice pour les fortes têtes agissant solitairement ou les prédateurs plus ambitieux agissant en groupes disposant de moyens financiers d'origine frauduleuse et d'équipements lourds pour s'assurer la plus grande part du gâteau : transport de fonds, bijouteries, banques, richissimes particuliers, etc.). En dehors du trafic de stupéfiants qui sera l'éternelle cible des pays décidés à ne pas en mourir, il ne faut pas oublier non plus la malfaisance de groupements financiers crapuleux, celle des organisations greffées sur les passeurs d'immigrés et de prostituées, et l'activité sanguinaire des mouvements anarcho-révolutionnaires (Bande A Baader, Brigades Rouges, Action directe).

C'est donc bien le moment venu où la vague des crimes de sang a tendance à déborder les Institutions de justice et de police qu'il convient de réagir avant qu'il ne soit trop tard. *En mettant au pilori leurs missionnaires*. Vous en connaissez un. Celui qui a fondé sa notoriété parmi les jobards en prenant l'initiative de l'abolition et en égrenant sans trêve un argumentaire idéologiquement fondé sur une vision totalement imaginaire du monde dans lequel nous vivons.

5 — Pour la plupart affectés d'une transmission génétique de caractère indélébile. Laquelle ne garantit même pas le succès à 100 % de la castration physique et donc la manifestation éventuelle de *pulsions exclusivement criminelles*.

- Les *sadiques* coupables d'enlèvements suivis d'assassinat accompagnés de torture et de traitements monstrueux (mutilation, nécrophilie, anthropophagie).
- Les bandits impliqués dans l'organisation d'attaques à main armée ayant dégénéré en meurtre d'une ou plusieurs personnes.
- Les ex-internes d'hôpitaux psychiatriques jugés responsables de leurs actes pour avoir commis un crime gratuit consécutivement à leur libération.
- Les membres d'organisations anarchistes coupables d'assassinats ciblés de personnalités représentatives d'une société de droit qu'ils se sont donnés pour but de déstabiliser pour des motifs idéologiques.
- La guerre implacable à entreprendre contre le trafic de stupéfiants, en faisant peser la menace d'une condamnation à mort sur tous ceux dont serait démontrée la participation *active* dans l'encadrement de la chaîne d'acheminement et d'écoulement de la drogue (depuis les cultures de base en passant par son affinement, son transport jusqu'aux lieux de consommation, l'organisation de sa distribution et du blanchiment du produit de sa vente).

Il tombe sous le sens que dans les cas que je viens de citer, *la levée d'écrou* prend la signification du fauve que l'on a relâché dans la bergerie et donc d'une agression prévisible à tout moment. L'aveuglement utopique des abolitionnistes revient donc à accorder moins d'importance à la vie d'une victime innocente qu'à celle d'un récidiviste en puissance.

La pleine et entière justification de la peine capitale étant ainsi établie, il conviendrait toutefois d'en codifier clairement les conditions et modalités d'application. Les principales dispositions énoncées ci-dessous, apporteraient à ce propos une réponse rassurante à la litanie des abolitionnistes sur le thème de l'erreur judiciaire fatale ?^[1] :

- L'abrogation du concept d'intime conviction.
- L'institution d'une *procédure d'Appel* à un premier jugement en Cour d'Assises (ou *double degré de juridiction*).
- La garantie d'un verdict unanime pris sur la base de preuves concourant à la *certitude absolue* de la culpabilité (ou de l'innocence) des prévenus. Les chances d'y accéder se trouvent désormais accrues par les progrès accomplis par la *police judiciaire scientifique*.
- La stricte limitation de la peine capitale aux criminels reconnus coupables de *crimes odieux* et dont le mépris pour la vie d'autrui représente un danger incontestable pour la société (liste non limitative ci-dessus).

Entachée en France par son association au socialisme révolutionnaire des années 80, l'abolition de la peine de mort (à une époque où 2/3 de la population française y était favorable) est devenue le leitmotiv des bonnes âmes d'une Commission de Bruxelles rompue à la pratique rituelle du *Droit d'homme*. Au point de n'accorder le brevet de démocratie qu'aux Nations l'ayant abrogée. C'est dire la vogue de *l'abolitionnisme* depuis 1981. Une résistance d'autant plus opiniâtre au retour de la peine capitale qu'elle est animée par des forces qui, sous couvert de bigoterie humanitariste, sont parvenues à édifier pierre par pierre des citadelles imprenables dans les sphères politique, syndicale, associative, éducative et médiatique. Au centre de cet immense réseau fortifié, une secte d'autant plus influente et nocive qu'elle est occulte.

Le rapport de force est tel qu'il ne faut donc plus s'attendre à voir triompher avant longtemps la remise en cause d'une abolition sacro-sainte aux yeux de la classe dirigeante

1 — Dont il faut bien reconnaître, qu'au temps de la peine de mort, *l'erreur judiciaire* fut au contraire bénéfique à maints criminels...

dont cette puissance s'est assurée l'obédience. Du moins avant que la dégradation du climat d'insécurité criminelle n'ait atteint son paroxysme. Une sorte d'exaspération collective s'en suivrait peut-être pour aboutir à un phénomène de rejet du *politiquement correct*. Un sursaut spontané et irrésistible d'où pourrait naître enfin la législation perpétuellement promise et repoussée –, instituant le référendum d'initiative populaire^[1], une procédure précédemment évoquée retirant l'initiative de la consultation populaire au pouvoir politique et étendant le domaine dévolu au référendum aux grands enjeux de société (voir infra page 95, alinéa 2, ligne 3) parmi lesquels celui du retour à la peine capitale. Autant de questions tenues en suspens par la classe politique, mais dont on peut présumer – pour l'instant – que le bon sens populaire^[2] finirait par leur trouver des solutions conformes à l'intérêt de la nation.

Observons notre voisin italien et comparons. Voici plusieurs années déjà que la Justice secoue le cocotier de la République italienne en pourchassant le centrisme maffieux. La nôtre vient à peine de se réveiller. Quand la presse transalpine exprime librement et *quotidiennement* à grand tirage toutes les nuances du spectre politique, notre presse encore libre ne peut dépasser même périodiquement le stade de la confidentialité voire de la clandestinité. L'Italie a également la chance d'avoir permis de se développer un puissant contrepoids à la télévision publique. Une chance que notre *intello-mediocratie* diabolise, en prenant pour cible *Berlusconi*, son animateur le plus dynamique (la V^e). En France, le secteur privatisé de l'audiovisuel ne se distingue de l'autre, sous un masque de modernité, que par une surenchère gauchisante. Avec leur unanimité coutumière sur les sujets de politique, nos media ne traitent qu'avec virulence l'entrée de l'« *Alliance Nationale* » (ex-MSI) au gouvernement italien avec cinq ministres. Alors qu'avec une joie à peine contenue elle consacre de longs commentaires aseptisés au retour au pouvoir des communistes en Pologne et en Hongrie. L'habile manœuvre de M. Berlusconi qui, contrairement à J. Chirac, a tendu la main à sa Droite nationale^[3], soulève chez nous une vague d'indignation. Le contraste n'est pas surprenant entre les deux attitudes lorsqu'on tient compte de l'influence prépondérante de la pensée marxiste dans les échelons supérieurs de notre classe intello-politico-culturo-médiatique. Que l'« *intelligentsia* » juive ait de tout temps manifesté une sympathie marquée pour le marxisme n'a rien d'étonnant non plus, elle qui a joué un rôle si éminent dans l'élaboration de sa théorie ainsi que dans son expérimentation^[4]. Elle aussi qui a fourni les cadres les plus performants aux différentes organisations d'espionnage de l'Etat soviétique. Elle enfin qui a traditionnellement figuré au premier rang de l'élite scientifique, artistique et intellectuelle de l'URSS. Le communisme n'était-il pas pour lui plaire, l'incarnation d'un idéal révolutionnaire trempé lui aussi dans le sang d'un monarque absolu ? Tout cela compte plus dans sa mémoire que le réveil tardif du tyran à son nationalisme tiédi et le rappel de son influence jugée trop encombrante au sein de la Société soviétique.

1 — Initiative et extension promises par J. Chirac en campagne Présidentielle. Promesse enterrée par lui après son élection de 1995.

2 — Il me paraît néanmoins prudent de pondérer ce présage en raison de la manipulation intensive de l'opinion. On peut craindre en effet que cette puissante entreprise d'asservissement de la pensée parvienne à obscurcir totalement sa lucidité.

3 — Comportement responsable visant à attirer vers lui l'« *Alliance Nationale* » de façon à constituer à son tour le bloc d'une *droite plurielle désextrémisée*.

4 — Depuis K. Marx et son *Manifeste du Parti Communiste* (1848) jusqu'à D. Trotsky, féroce ministre de la Guerre de Lénine durant la *Révolution* d'Octobre (1917).

Les Droits de l'Homme

« L'homme naît avec ses vices. Il acquiert ses vertus. »

JULES RENARD

« Les hommes sont comme des melons. Sur dix il y en a un de bon. »

CHAMFORT

La démesure dans la tolérance et l'octroi de droits sans contrepartie ont atteint leur apogée dès 1981, depuis l'accession au pouvoir d'une gauche survoltée par sa connivence avec une « Droite » hérétique. Ce que la postérité qualifiera de *Chiraco-Mitterandisme*. Deux noms qu'on associera dans l'histoire à l'aggravation alarmante de la régression nationale. Ce n'est pas le moindre des nombreux griefs imputables à cette période, comme nous allons le voir, que l'épanouissement frénétique des instincts les plus dégradants de l'espèce humaine.

Marguerite Duras mérite la première citation en sa qualité d'archétype intello-socio-culturel des bas fonds *germanopratiens*^[1]. Il n'est que de voir se disputer l'honneur de lui consacrer la biographie la plus flatteuse par nos « *Gazetiers* » à la mode, pour comprendre qu'elle personnifie aux yeux de ce microcosme ce que la France contemporaine fait de mieux en matière littéraire. Le Président de la République la trouve irrésistible. Qui s'en étonnerait ? À l'opposé, comme ce dernier le proclame, des valeurs nobles de la droite pointilleuse que M. Barrès portait aux nues, elle incarne l'idéal trouble d'une gauche toujours prête à défendre les idées, les modes et les comportements les plus malsains. Ce chantre névrosé^[2] de la décrépitude est déjà recommandé dans nos écoles comme un « *must* » de la littérature d'avant-garde. Mélangé comme on le fait à de fortes doses de Marx, Aragon, Sartre, Gramsci et Sagan, le zeste Dumas est une garantie de perversion intellectuelle de nos jeunes générations.

On pardonnera sans doute mes jugements sévères à la lecture de cet hommage dithyrambique que rend dans « *Elle* » l'une des nombreuses admiratrices de Cyril Collard « *écrivain* ». Nos arbitres de la pensée libérée en ont fait le martyr du sida et le James Dean à l'envers de la jeunesse française : « *Cyril est plus homo qu'hétéro. En même temps c'est vrai, il y a chez lui des côtés un peu cracra. On se pisse dessus. On s'enfile sous les ponts. C'est terrible, d'accord. Mais c'est marrant.* » Dans le même hebdomadaire on trouve par contre un reproche, le seul à formuler : « *Il y a quelque chose de très dangereux dans ce bouquin*^[3]. *Quand Laura retrouve Cyril et qu'ils s'aiment et qu'elle a peur qu'il reparte, ils font l'amour sans capote.* » Françoise Giroud, on ne l'attendait pas là, a osé attenter à la mémoire de Cyril en révélant que ce dernier avait sciemment contaminé une jeune fille du nom de Prou. Pour avoir violé le tabou, elle a eu droit à une violente dénonciation pour « *campagne insidieuse* » par des parents préalablement « *médiatisés* ». Il ne fallait pas qu'on touchât à la mémoire d'un jeune phallocrate sidaïen célébré comme le symbole séraphique de la France des DDH.

J. L. n'a rien à envier à Cyril. Il est également parvenu à envoûter les Français. N'a-t-on pas l'audace dans les revues « *culturelles* », d'en faire le meilleur ministre de la Culture que la France ait jamais eu. Et dans certains sondages, un présidentiable bien placé. Apôtre

1 — Dénomination du *monde* de Saint-Germain-des-Prés.

2 — Dans le *Canard enchaîné*, Frédéric Pagès rappelle à son sujet les nuits entières noyées dans l'alcool, trois cures de désintoxication et cinq mois de coma éthylique d'octobre 88 à février 89.

3 — « *L'ange sauvage* ». Cyril Collard.

de la libido avec un certain penchant pour son avilissement, ce n'est pas une simple libération sexuelle qu'il a déclenchée, mais un bouleversement de la hiérarchie des centres d'intérêt dans la Société française. Un monde où le sexe dans ses représentations les plus vulgaires, a pris désormais une place prépondérante. En inversant les valeurs et jusqu'aux canons de la beauté, ce « *grand ministre* » l'aura marquée pour longtemps de son empreinte. Nul mieux que lui n'aurait pu parachever dans les domaines de l'Éducation, de la Communication et de la Culture, l'œuvre de destruction accomplie par le socialisme à la tête de l'Etat. Traitée comme si elle était celle d'une quelconque *famille zoologique*, la physionomie de la France a été complètement défigurée par sa chirurgie esthétique.

Pour se plaindre de la censure dont on menace les films X à la télévision, l'ex-super-ministre n'a-t-il pas déclaré à Europe 1 : « *Le film pornographique est une forme d'art comme une autre, et il faudrait le développer (sic)* » ? Si tous les Français réalisaient jusqu'où il a abaissé notre art, continueraient-ils à penser que nous avons une *Exception culturelle française* à défendre ? Jugez de celle-ci par la description que donne René Sirvin du spectacle chorégraphique dont il est le producteur et qui sévissait récemment au théâtre de la Ville de Paris : « *Deux personnes se roulent des patins, s'enlacent à terre, se lèchent et font l'amour pendant cinq bonnes minutes sous les yeux du public avant de s'intéresser à un troisième garçon en caleçon déchiré. Au premier plan, une dame relève les jupes d'une autre, la fouette et lui caresse les fesses avec volupté. Un couple en mini-slip est maculé de sang avant d'être couvert de plumes. Un faune cornu et barbu s'exhibe nu comme un ver du début à la fin de spectacle.* » Il est bon de préciser aux bons contribuables parisiens que la représentation de cette allégorie « *culturelle* » a été subventionnée par la municipalité de Paris.

Les parties génitales de l'individu sont devenues comme on le voit une source majeure d'inspiration artistique. À l'antenne et sur l'écran, les bornes conventionnelles de la gauloiserie sont régulièrement dépassées. La saillie scatologique supplante et de loin la verveur boulevardière si typiquement française des chansonniers d'antan. Mais nos avancées culturelles n'en sont pas restées là. Après avoir créé un climat incitatif à la fornication précoce, elles ont largement débordé l'intimité corporelle de *l'homo gallicus*. On retrouve en effet leur empreinte pernicieuse dans l'ensemble des éléments constitutifs de son cadre de vie. Qu'on ne s'étonne pas dans ces conditions de la richesse infinie du sujet que je me suis fixé de traiter. Jugez-en par cet inventaire à la Prévert d'« *Exceptions* » françaises dont chacune mériterait à elle seule de savoureux développements : les Travaux pharaoniens du Président^[1] et les Palais extravagants d'une décentralisation régionale corruptrice ; les sempiternelles commémorations^[2] ; les fastueux voyages présidentiels^[3] ; l'institution de la légion d'Honneur dévoyée (qu'a donc fait Guy Bedos pour la France ?) ; le montant astronomique du coût cumulé de nos *Assemblées* municipales, départementales, régionales, nationale, sénatoriale, européenne, une charge directe pour le contribuable à laquelle s'ajoute celle indirecte de toutes les formes imaginables de malversation qu'elles alimentent ; celui de nos multiples *Institutions*, Conseil Constitutionnel, Conseil d'Etat, Haute Cour de Justice, médiateur de

1 — Le bateau-ivre ruineux de l'« *Opéra Bastille* », « *l'Arche de la fraternité* » élevée au culte des frères, la totalement inutile « *Très Grande Bibliothèque* », (TGB). Décembre 1996. Nouveau signe inquiétant d'un comportement incohérent, J. Chirac a tenu personnellement à ce que la TGB devienne la *Bibliothèque François Mitterrand*. Le prix de la reconnaissance.

2 — Le bicentenaire de la Révolution, le cinquanteaire des débarquements de 1944, le cinquanteaire de la prise de Strasbourg, le cinquanteaire de la Libération du camp de concentration d'Auschwitz, le cinquanteaire de la rafle du « Vel d'hiv », etc.

3 — 200 accompagnateurs et accompagnatrices de « *Sa majesté socialiste* » en visite de courtoisie au peuple d'Israël.

la République, Cour de Justice de la République (CJR), Conseil supérieur de la Magistrature (CSM), Conseil supérieur de l'Audiovisuel (CSA), Conseil supérieur de l'Éducation nationale, Conseil économique et social, Conseil supérieur des Français de l'étranger ; celui de nos « *Grands corps d'Etat* », Cour des comptes, Inspection des finances, Inspection générale de l'administration, contrôle général des Armées, etc. Une abondance d'organismes que la lente corrosion des mœurs a détournés de leur fonction ou a rendus inopérants. À quoi sert donc en effet une Cour des Comptes qui multiplie des rapports accablants classés sans suite ? À rien. Comme c'est le cas pour nombre de dignitaires grassement payés de cette pléthore de « *chambres* », de commissions et d'organismes aux prérogatives imposantes dont le citoyen lambda ignore jusqu'à l'existence. Un citoyen pourtant si grognon, qu'indiffère la curée de la République par les intimes, les initiés, les favoris, les épigones, les larbins du Président et les coteries de la Cour élyséenne^[1].

Dans la lignée de quantité de coutumes de l'Ancien Régime tant décriées par nos Jacobins les plus virulents, certaines d'entre elles ont subrepticement refait surface. Pour faire court je ne citerai que quelques exemples notoires de népotisme ayant conduit à la constitution de *dynasties républicaines* : M^{me} Alliot-Marie, ministre des Sports prétendante à la mairie de Saint-Jean-de-Luz, fille de B. Marie, ex-maire de Biarritz ; Mme M. Aubry, ex-ministre du Travail, fille de Jacques Delors ; J. Baudis, placé par son père dans son siège de la Mairie de Toulouse ; Aldouy père, léguant à son fils la Mairie de Perpignan ; Jean-Louis Debré, maire d'Evreux, fils de l'ex-Premier ministre Michel Debré^[2] ; Laurent, fils de Jacques Dominati, successeur de son père au Palais Bourbon ; Philippe, fils de Maurice Faure, « *Conseiller en image* » d'Edouard Balladur ; Bernard Grenet, élu « *prince héritier* » de son père, maire de Bayonne ; Pascal Lafleur, suppléant de son père à la Chambre des députés ; les Poniatowski députés du père Michel au fils Ladislas ; Gilbert Mitterand, ex-ministre de la Coopération, fils du président ; Alain Denvers, fils d'un député socialiste du Nord doté d'un budget de 4 millions mensuels par notre télévision publique, etc. ; partout des *fils d'archevêques* dans les trous capitonnés du fromage républicain. Les nomenclatures parasitaires infiltrées dans tous les rouages de l'Etat. L'assiette au beurre farouchement gardée par les quatre partis concessionnaires de l'Etat. La France propriété réservée du mandarinat républicain.

Les deux écoles représentatives de la bourgeoisie française se fondent toutes deux sur le primat de l'économie, mais ont chacune leur raison de desserrer les freins de l'éthique. L'une mercantile, pour banaliser les débordements du libéralisme. L'autre de culture anarcho-gauche-marxiste pour renforcer la dépendance du peuple en favorisant son affaissement moral.

À la veille de la chute du rideau de fer, le seul parti communiste stalinien de l'Union Européenne était français. Le seul, Grèce exceptée, à n'avoir pas changé son sigle. La loi scélérate votée sur l'initiative de Laurent Fabius et du communiste Gayssot dont elle porte le nom, fait de la France la seule nation réputée « *démocratique* » où il n'y a plus de liberté d'expression. Derrière la face cachée d'une république fastueuse, un vaste « *lumpen-proletariat* » s'est constitué durant le double septennat socialiste. À l'opposé de son discours, celui-ci a favorisé en même temps l'émergence d'un *capitalisme de gauche*. Une forme spéculative

1 — Nous avons 577 députés et 322 sénateurs (grassement rémunérés), 3 961 conseillers généraux et régionaux, 36 674 maires et leurs milliers de conseillers municipaux et les fonctionnaires administratifs des Assemblées, Mairies, Départements et Régions. Le coût cumulé de la représentation populaire à cinq échelons depuis la cité jusqu'au niveau national (et européen) se traduit par une charge écrasante pour la démocratie. Sans doute supérieure, toutes proportions gardées, à celle cumulée de l'encadrement politique et administratif ainsi même que des fastes de l'Ancien Régime.

2 — Et frère jumeau de Bernard (chirurgien) né le 30/09/44.

d'investissement de l'argent qui a cette particularité de privilégier une croissance externe^[1] par l'intégration horizontale. Stratégie d'expansion qui génère de gros profits mais dévore les emplois en créant peu de *richesses nouvelles*. Même contraste choquant entre la fresque misérabiliste de « *Germinal* » et sa première, fêtée au pays des gueules noires par le *Roi et sa cour* de 350 joyeux drilles se gavant de langoustes de Bretagne. Même contraste scandaleux du train de vie vertigineux d'un Etat qui a sécrété près de 5 000 000 de chômeurs, d'emplois précaires et de « *Rmistes* » en quatorze ans. Un pays où on ne parle plus en hiver que de SDF à la quête d'une soupe et d'un abri.

L'« *Exception* » française c'est aussi l'apartheid politique, la *police de la pensée*, les sujets *interdits*, une *histoire officielle* obligatoire. C'est une fiscalité lourde et injuste (50% *des foyers irresponsabilisés par l'exemption*) greffée sur à peu près tous les actes et gestes de notre vie courante et dont les taux souvent excessifs alimentent une fraude massive^[2], une classe moyenne et laborieuse pressurée, une redistribution des prélèvements devenue insupportable pour les contribuables vertueux qui en sont *exclus* et qui tue la notion d'effort chez ceux qui en bénéficient sans l'avoir mérité.

Le système éducatif à la française est assurément lui aussi *Exceptionnel*. Le souci d'égalité poussé jusqu'à la caricature s'y distingue en effet par le nivellement par le bas et l'absence de vertu éducative. Des principes directeurs de gestion qui en ont fait ce qu'il est : pétaudière gauchiste et fromage syndical d'un million deux cent mille fonctionnaires inamovibles et autogestionnaires, fabrique à chômeurs, usine à zombies tiers-mondisés, pépinière de faux-intellectuels et parasites voués à la protestation et au désordre. Notre histoire falsifiée, notre littérature épurée, notre jeunesse endoctrinée (Harlem Désir prédicateur scolaire). Une intégration culturelle à contre sens par la subvention de l'expressionnisme sauvage du *hiphop*, du *ragga*, du *gangstarap*, etc. La vogue du métissage illustrée par l'accomplissement provocateur du Louvre avec la pyramide de verre et les colonnes de Buren. Notre corps social gangrené par le flétrissement de tout ce qui faisait sa vigueur ; la notion de travail (dévalorisée), la révérence paternelle (sapée), la droiture, la fierté, les valeurs militaires et le patriotisme (ringardisés). Une jeunesse *mal élevée*, lobotomisée, « *Bruellisée* », « *Goldmanisée* », « *Johnnysée* », « *Naguisée* », plongée dans la rêverie humanitaire et écologique ; nos stades désertés et les salles de jeux électroniques bondées ; des athlètes physiquement et mentalement fragiles (un sélectionné olympique en ski de fond abandonnant parce qu'il avait froid aux pieds !), les sélections nationales que la France ne peut plus fournir comme la plupart de leurs concurrentes d'athlètes survoltés par la fierté de porter le maillot *de leur pays* ; le basket à ossature de noirs nord-américains, le football de Sud-américains et d'immigrés africains. La désaffection des disciplines *universelles* ou sports dits *physiologiques* comme la gymnastique, l'haltérophilie et l'athlétisme, révélateurs d'une certaine répugnance à l'effort et à la rigueur, ces vertus dédaignées par l'école de la République.

Des syndicats^[3] subventionnés, attardés et politisés gérant les problèmes du XX^e siècle comme leurs ancêtres la misère des travailleurs du Second Empire ; un déficit d'encadrement et de recrutement que vient relayer l'action sauvage et spontanée de *coordinations* et de *collectifs* quasi-insurrectionnels ; le dogme rétrograde de la lutte des classes opposé à la coopération pacifique et fructueuse du travail et de l'entreprise. Conjugué comme il l'est

1 — Par opposition à la croissance verticale interne, créative de richesses, inventive et innovatrice, laborieuse et génératrice d'emplois, genèse de notre civilisation industrielle.

2 — Evasion devant l'impôt, la TVA, les cotisations sociales, les fraudes à la Sécurité sociale, au RMI, aux allocations et « *le noir* » (artisans, textile du « *sentier* », restauration, etc.), hémorragie des gros capitaux vers les paradis fiscaux, etc.

3 — 30 % seulement de nos salariés leur font confiance ; 90 % en Allemagne.

à des charges sociales d'un montant presque équivalent au salaire de base, l'effet de seuil du SMIC, frein à l'emploi et à la promotion sociale. Une armée de fonctionnaires crispés sur leurs privilèges ; le personnel du service public et des entreprises publiques prenant périodiquement les Français en otage. Des millions de chômeurs qui n'ont plus intérêt à travailler. Un marché noir à la française circonscrit aux « *petits boulots pépères* » (mais pas d'économie souterraine organisée à dimension italienne). Le 1 % de nos factures EDF-GDF allant aux bonnes œuvres de la CGT^[1] ; tout un peuple en béquilles, assisté et ramolli par l'Etat providence.

Le gouffre des entreprises nationalisées. Alsthom qui rachète Vibrachoc à P. Pelat à un *prix d'ami du Président* (50 % au-dessus de sa valeur). P. Berger^[2] un autre fidèle de F. Mitterrand qui refile les pertes d'Yves Saint-Laurent à ELF. P.d.g. d'Elf nommé par le *squatter* de l'Elysée, Le Floch-Prigent qui renfloue (à fonds perdus) le Roi du *caleçon molletonné* (Biderman frère de Régine) avec 800 millions pris dans la caisse de sa société. 150 milliards de francs^[3] semés à tous vents par le Crédit Lyonnais, bailleur de fonds de Bernard Tapie^[4] et investisseur à fonds perdus dans la *Metro Goldwin Mayer*. 15 milliards d'aide cumulée anéantissant notre industrie informatique (Bull) ; 20 milliards de subventions pour la survie d'Air France. 7 milliards de déficit 1993 à la SNCF endettée de plus de 200 milliards. Le « *trou* » abyssal de notre sécurité sociale (120 milliards pour 1994-1995). L'énormité de l'endettement de l'Etat (de plus de 3 000 milliards). La floraison des milliardaires de la galaxie Mitterrand (Max Théret, G. Trigano, A. Riboud, P. Pelat, P. Berger, etc.).

Notre redevance de télévision perdue dans les poches cousues d'or des propagandistes effrénés des « *valeurs* » de gauche. Généraliste de talent, la Cinq sacrifiée - parce que non-conformiste et « *Berlusconiste* » - puis remplacée par ARTE, exorciste officiel des spectres de la Seconde Guerre mondiale. L'information passée au crible de l'idéologie à la mode. En écho à la langue de bois en vigueur, le vocabulaire déformant des media : « *Allocation parentale* » (Simone Veil) pour salaire familial ; « *bête immonde* » pour J-M. Le Pen et « *extrême droite* » pour Droite nationale ; « *conservateurs* » pour communistes staliniens ; « *Jeunes* » pour Jeunes afro-beurs ; « *Liberté, égalité, fraternité* » en réplique aux notions exécrées de Travail, famille, patrie ; « *neo-fascistes* » pour Droite Italienne ; « *PDS* » pour PC Italien ; « *purification ethnique* » pour réflexe nationaliste ; « *Révisionnisme* » pour recherche de vérité historique ; « *Skinhead* »^[5] pour supplétif commode de l'anti-racisme.

Après le vocabulaire, le répertoire humanitariste des mots obligatoires comme clémence, humanitaire, indulgence, solidarité, tolérance, multiracial, pluriel, pluri-culturel, polyethnique ; les locutions et vocables nouvellement consacrés comme « *la mémoire* », « *la différence* », « *les zones sensibles et de non-droit* », « *les quartiers difficiles* », « *l'exclusion* », « *la fracture* », « *les incivilités* » ; vols à la tire, trafic de papiers, brigandage, vandalisme, réseaux de drogue, « *tournantes* », violence de bandes armées, pyromanie, etc. Et *pour pacifier nos enclaves ethniques, une police paralysée par la crainte de la bavure*.

La présence devenue réglementaire dans les fictions cinématographiques du prénom biblique – Sarah, David^[6], Esther, Rachel – ou du noir sculptural ne serait pas choquante, si elle n'exprimait pas une certaine tendance sinon la volonté d'expurger toute référé-

1 — 5 000 employés *détachés* à ce syndicat !

2 — Mis en examen. *Sans suites* à ce jour (s'est prononcé récemment pour J. Chirac)...

3 — Une honte pour la République. Un chiffre qui circule sur toutes les lèvres, mais brûle celles de ses zélés serviteurs.

4 — Affaire qui laisse entrevoir des relations tumultueuses entre le prêteur et l'emprunteur.

5 — Leurre traîné par l'UDF pour ferrer les jobards.

6 — « Qu'est-ce qui fait courir David ? » (Elie Chouraqui).

rence impie à une époque révolue où l'intelligence était blanche, la morale chrétienne et la civilisation occidentale.

Mais la liste n'est pas close. Il y a les horreurs nazies au quotidien pour occulter les folies sanguinaires du communisme et discréditer analogiquement la droite de conviction. Un audiovisuel « *intégriste* » monolithiquement dévoué aux croyances autorisées ; direction, production, information, rédaction, présentation, reportage, les « *grandes* » émissions, les documentaires, les « *reality-shows* », les « *talk-shows* », les débats, tous peuplés par les créatures du pouvoir, des groupes de pression et de la faune gauchiste ; une gouvernance indexée aux manifestations de la rue et aux sondages. La main mise ethno-politico-syndicale^[1] sur le recrutement audiovisuel. Le bon peuple matraqué par le feu nourri des enquêtes d'opinion qui ne mesurent plus la popularité mais qui la créent ou la démolissent. L'arbitrage ou la censure des « *autorités morales* ». Un épiscopat marxo-tiers-mondiste ; figure de proue, diable dans le bénitier de notre Eglise gallicane, l'exhibitionniste Gallot militant du lobby gay-porno^[2] ; le Primat des Gaules fraternellement réconcilié avec le Grand-Orient. La colère qui monte chez les Français marginalisés par le traitement de faveur réservé aux étrangers. Fort du soutien qu'il reçoit du lobby anti-national, habile à exploiter les procédures byzantines de nos juridictions, un pullulement d'associations de défense des minorités ethniques et confessionnelles subventionné par l'Etat pour soutenir, au besoin par la violence, sa politique d'immigration et son combat contre les seules voix qui stigmatisent la subversion antifrançaise. Charmante démocratie où l'on ne peut se faire entendre que par la révolte, les grèves paralysantes ou le fracas des bombes !

L'« *Exception* » française de médecins français qui préfèrent servir dans l'humanaire exotique plutôt que d'exercer dans nos propres établissements hospitaliers où un docteur sur trois est un étranger, certes bon praticien en général, mais qui fait craindre parfois le *Diafoirus* au diplôme improbable. Chassé-croisé peu banal de compatriotes allant faire sous les tropiques le travail de praticiens HCE^[3] que nous accueillons en France pour faire celui de docteurs français ! Un anti-fascisme et anti-sémitisme *faits main pour remplir la coquille vide* du catéchisme républicain. Le *baratin* anti-raciste, une bonne combine politicienne pour faire croire à l'existence d'une menace totalitaire et prendre des voix à la Droite nationale.

Le fascisme le plus noir n'est-il pas à nos portes pour qu'un illuminé demande sérieusement l'interdiction des lettres minéralogiques SS et qu'un hurluberlu député socialiste réclame l'interdiction du buste de Marianne parce qu'exécuté sur le modèle de B. Bardot, épouse d'un militant FN ?

Citons encore notre justice *à la française* : une justice vouée au confort et au soutien des criminels. Une justice où tout est faux puisqu'elle se fonde sur la culpabilité de la société et l'innocence originelle de l'homme. Elle jugera la bonne conduite du prisonnier en fonction d'un univers carcéral policé et non des tentations de la société permissive où on le relaxera. Une justice minée par l'angélisme « *Droitdlhommiste* » ou incapacitée par les protections que le pouvoir dispense à sa clientèle. Un pays livré à l'insécurité par la mise au pilori de la *légitime défense* lourdement sanctionnée. L'agresseur réclamant des dommages à sa propre victime, symbole du sacrifice de l'esprit de justice au nom d'un légalisme procédurier !^[4] Des mœurs qui évoluent dans le même sens qu'en Amérique mais une justice et

1 — Nous aborderons plus loin l'« *Exception* » française de ce nouveau phénomène de société.

2 — Enfin déchu de sa fonction d'évêque d'Evreux le 12/01/95... mais toujours évêque et toujours aussi omniprésent.

3 — Re. HCE = Hors Communauté Européenne.

4 — Trois tueurs corses, reconnus coupables, relâchés dans la nature pour vice de procédure ! (Août

une police qui vont en sens inverse. Le code de procédure pénale assoupli alors qu'il eût fallu l'aménager dans le sens souhaité par la police en augmentant la garde à vue dans certains cas soigneusement codifiés – grand banditisme, grande criminalité financière – au lieu comme on l'a fait de la diminuer. Dans un pays où la violence ne cesse de s'accroître, les armes sont interdites à 9 Français sur 10 incapables de se défendre, alors qu'on confie leur sécurité à des policiers paralysés par la crainte d'une sanction lorsqu'ils utilisent la leur en légitime défense^[1]. La peine de mort abolie alors qu'à l'évidence il eût fallu la maintenir pour juger en *procédure accélérée* les auteurs de *crimes atroces* dont la culpabilité est établie *avec une certitude absolue* (voir supra). Une clémence totalement insensée dans son rapport avec la croissance effrayante de la violence partout dans le monde et spécialement dans notre pays.

Stigmatisons enfin le discours pleurnichard de politiciens malhonnêtes qui ont l'impudence de dénoncer *l'exclusion* comme le mal d'une société à laquelle ils l'ont eux-mêmes inoculée. N'ont-ils pas ouvert sans discernement nos frontières aux hommes et aux marchandises dont ils savaient que des millions de Français paieraient le prix par une insécurité et des prélèvements fiscaux et sociaux devenus insupportables ?

N'est-ce pas en France, le « *Phare de la démocratie* », que sur la demande de *l'Ar-souille*^[2] furent installées à l'Elysée ce qu'on appellera plus tard « *les grandes oreilles de Mitterrand* » ? En fait, un centre sophistiqué d'écoutes téléphoniques branchées sur 128 journalistes et personnalités diverses parmi lesquelles le talentueux biographe du couple présidentiel, Jean-Edern-Hallier, lequel bénéficia d'une attention particulière avec 640 écoutes du 4/09/85 au 19/03/86. D'une cellule de renseignement conçue pour conjurer le crime, on a fait une vulgaire officine d'espionnage pour le compte personnel d'un despote.

La dérive autocratique de ce pays est difficile à percevoir par les non-initiés. Cela tient à un paradoxe saisissant de l'« *Exception* » française. On occulte le despotisme par la permissivité. C'est dans cette France *symbole de liberté* que la liberté de pensée est la plus persécutée. C'est dans cette même France où l'on peut impunément piller, voler, brûler, tuer et violer, que l'on bafoue la liberté de ceux qui s'en indignent, en étouffant leur voix.

1996).

1 — Le malfrat a donc beau jeu de se payer à bon compte « *du Franchouillard* », puisqu'il ne risque rien (Kalachnikov et armes de poing pullulent au marché noir).

2 — Epithète gaullien.

VIII

LE DÉSARMEMENT FRANÇAIS

« *Point de force, point de droit.* »

Notre socialisme est anti-militariste. Jamais aucun pouvoir n'a pourtant utilisé l'armée autant que lui. Morcelée par la diaspora humanitaire, amoindrie par les coupes budgétaires, les expéditions chevaleresques (Koweït, Somalie, Bosnie, Rwanda) et ses missions aux quatre coins du monde, notre armée se caractérise par son inconsistance, l'insuffisance de sa force de frappe en moyens classiques, ses lacunes technologiques et sa faiblesse logistique. Il aura fallu quinze ans pour inachever notre unique porte-avions nucléaire. Ce qui condamne spectaculairement notre politique de défense.

Rien n'a encore été décidé depuis 1981 quant à l'intérêt pour la France, si elle veut être crédible et respectée, de ne plus dimensionner les ressources de son armée aux fastes d'une parade militaire annuelle sur les Champs-Élysées. Dans la foulée du « *putsch* » gaulle de mai 1958^[1], la droite s'était consacrée à la construction d'une force de dissuasion nucléaire et d'un complexe militaro-industriel de grande réputation. Une force nucléaire cohérente et le troisième rang mondial des ventes d'armement couronnèrent ces efforts. Peu de chemin restait à accomplir pour que la France s'affirmât par le *volume* et l'efficacité de son armée comme une puissance militaire respectée.

Initiatrice de l'Europe qu'elle voulait être des patries et non des « *fratries* », c'est sur la force de ses armes que la France fonderait son leadership sur une Union européenne enfin émancipée. Fidèles à leur tradition, les socialistes s'empressèrent de prendre le contre-pied de cette politique. Aussitôt installés au pouvoir, ils refermèrent les dossiers qui en auraient assuré la continuité. C'est une infirmité congénitale chez les disciples de Marx^[2] que la répulsion instinctive envers le militaire. À ce symbole de guerre, ils préférèrent la subversion et le pacifisme. Des instruments de conquête idéologique *conçus pour usage externe* par leur instigateur. Pour notre malheur, ses fidèles français n'ont pu s'empêcher de n'en faire qu'un usage interne, au risque de transformer le coq en chapon.

Il était donc souhaitable que de nouveau aux commandes à Matignon^[3], la droite revienne à une conception plus volontariste des responsabilités de l'Etat en la matière. Et

1 — Le 14/5/58. D'Alger, Massu appelle de Gaulle. 15/5/58 de Gaulle « *prêt à assumer les pouvoirs de la République* ».

2 — URSS exceptée...

3 — Gouvernement Balladur.

d'abord qu'elle redéfinisse une politique de défense globale qui prenne en compte :

- Le nouveau rapport de forces intervenu dans la relation Est-Ouest consécutive-ment à la chute du rideau de fer.
- Le rôle dévolu à la France dans l'élaboration d'une politique de défense euro-péenne.
- La montée en puissance de la Chine.
- L'instabilité internationale entretenue par l'impérialisme américain :
 - risque d'embrasement de la poudrière Moyen-orientale ;
 - empiétement des USA sur les zones d'influence traditionnelle de l'Europe.
- Les défis à la souveraineté de la France dans le Pacifique et en Afrique.

Un tel bouleversement des données géostratégiques impliquait le passage d'une industrie d'armement fabriquant au coup par coup de « *merveilleux prototypes* », au cran supérieur de productions groupées assurant aux arsenaux des plans de charge à dimension économique et donc de compétitivité accrue. Elle recommandait aussi d'orienter notre recherche scientifique en fonction d'objectifs fixés par l'Etat et de la subordonner au contrôle rigoureux de ses ingénieurs d'armement.

C'était trop demander d'une Nation réduite à la bienfaisance, au sauvetage et à la rédemption par le *Droit d'homme*. Les obsédés de la mémoire n'auraient pas manqué de monter au créneau pour ne voir dans l'adaptation souhaitée de notre stratégie militaire que la répétition du scénario des « *grands travaux* » sous lequel se cacha la préparation du III^e Reich à la conquête de l'Europe. Soyons sérieux ! Qui pourrait donc soupçonner le pays des *Lumières* de nourrir de si noirs desseins ? Et n'avons-nous pas pour justifier un nouveau sursaut de fierté, l'exemple donné par les Etats-Unis d'un arsenal qui est mis au service d'une volonté de puissance imposante. Nous nous contenterions quant à nous d'une force militaire en adéquation avec le rang de la France dans le concert des Nations et le statut que lui confère son siège de membre avec droit de veto du Conseil de Sécurité. Un objectif trop raisonnable et trop coûteux pour des socialistes habitués à faire payer leurs frasques par des budgets militaires indigents. Le bilan de douze années d'incurie socialiste s'est donc traduit par un bric à brac de projets inachevés, de carences perpétuées, de décisions retardées et de commandes d'épiciers.

L'Armée de l'air doit pour l'instant se contenter du mirage 2000-D^[1], un appareil surclassé par les modèles américains. Elle ne recevra ses premiers mirages 2000-5 qu'en 1998, un avion conçu pour le *combat aérien* et capable de traiter plusieurs cibles à la fois. Développé par Dassault Aviation, SNECMA (moteur), Thomson CSF et Matra (électronique), il sera armé d'un missile de dernière génération, le MICA. Le mirage 2000-5 a été vendu au Qatar et à Taiwan. Mais il faudra attendre 2002 (quatre ans si les programmes ne souffrent d'aucun retard) pour que le *Rafale* soit déclaré opérationnel dans sa version *navale* et de *défense aérienne* et trois ans de plus pour qu'il vole dans sa version complète incluant le combat au sol. Ce qui veut dire qu'il sera déjà technologiquement dépassé lorsqu'il sera en état de servir. À moins que – si elle n'a pas été anticipée – l'on intégrât l'avancée technologique au fur et à mesure de son programme de construction. Auquel cas on s'exposerait à disqualifier le modèle dans la compétition commerciale par des coûts prohibitifs. En attendant, prions.

1 — Le modèle D signifiant qu'il pourra *porter* des armements nucléaires ou des bombes guidées par laser et des missiles.

Rien de nouveau par contre concernant l'avion très-gros-porteur indispensable à notre Armée pour ses missions sur des théâtres d'opérations éloignés. Lors de chaque « *projection* », nous en sommes réduits à réquisitionner de vieux DC 8. Dès qu'un foyer de tension s'allume dans notre zone d'influence, les Français goguenards voient s'envoler leurs troupes d'élite dans des avions affrétés. Ils se demandent comment cette nation guerrière qui s'enorgueillissait en 1920 de posséder l'armée la plus puissante du monde, a pu en arriver là.

L'hélicoptère NH 90 existe bien dans sa version terrestre de transport tactique. Mais la décision de lancement industriel du *Tigre* – auquel l'Armée française est particulièrement attachée parce que conçu pour l'attaque anti-char et l'appui d'infanterie –, n'a pas encore été prise^[1].

La France ne se trouvant ni dans la situation d'Israël ni dans celle de la Grèce – deux nations prêtes à aligner respectivement 4 000 et 1 700 chars face à leurs adversaires déclarés du monde arabe et de Turquie^[2] –, nous aimerions comprendre son approche parcimonieuse en ce domaine. Un esprit d'économie poussé tellement loin que la France se retrouva avec un parc de chars de combat inférieur à celui de l'Albanie (817 contre 859), l'une étant faut-il le préciser riche, productrice et exportatrice d'armements, tandis que l'autre est pauvre et importatrice. Notre complexe militaro-industriel n'aurait-il pas dû tirer avantage de la très substantielle différence de coût unitaire entre chaînes de production à quatre chiffres – en maintenant le programme de fabrication initial du char AMX/56 Leclerc à 1 400 unités, au lieu de le ramener à 650^[3] ? Quelques milliards de plus judicieusement investis dans notre industrie d'armement auraient sans doute été récompensés par de plus fortes ventes à l'exportation et évité la perte des milliers d'heures de travail représentées par une déprogrammation de cette importance.

Planétaire par nécessité, notre domaine d'intervention exige surtout la disposition d'une grande capacité de transport par air et d'une force dissuasive aéronavale et terrestre, projetable à très longue distance. La France qui a *vocation* de grande puissance maritime se doit d'être présente sur toutes les mers. Les porte-avions *Foch* et *Clemenceau* qui sont maintenus en survie par des miracles de bricolage, ont beaucoup de chance de n'avoir pas à se battre. Nos responsables politiques ne s'en émeuvent pas pour autant. Sous la pression des événements, ils s'acharnent à utiliser à la face du monde ces symboles itinérants de notre dénuement. Et ils se contentent pour les remplacer d'une seule unité, le porte-avions nucléaire « *Charles de Gaulle* ». Alors que son projet de construction remonte au septennat de Giscard d'Estaing, son lancement ne finit pas d'être reporté. Retardés jusqu'en 1994, ses essais officiels ont été à nouveau repoussés à 1998^[4]. Il a déjà coûté 12 milliards de Francs et on prévoit une rallonge de 5 milliards supplémentaires. Ce seront 74 milliards que ce porte-avions nous aura coûtés si l'on tient compte des 86 avions *Rafale* et des *Hawkeye* (avions de guet aérien) qu'il embarquera. Le coût de fabrication unitaire aurait été substantiellement diminué si l'on avait planifié la construction de deux unités à la fois, un surcroît de dépense récompensé par le doublement de notre force de projection dissuasive aéronavale.

1 — Un répit providentiel mis à profit par l'« *Apache* » américain pour investir ce créneau à un prix de monopole.

2 — 4 200 chars et 440 avions de combat (500 pour la France). La position stratégique de la Turquie explique comme celle d'Israël, son rôle d'auxiliaire des USA à la charnière du Proche et du Moyen-Orient, et par là sa puissance militaire.

3 — À moins que ce char ne fût tardivement apparu moins performant que ceux des meilleures productions concurrentes ?

4 — En raison du retard causé par la correction de défauts de construction que l'on viendrait de découvrir – dont l'appareillage de propulsion.

En 1975, la France avait 170 bâtiments de combat et de soutien (hors sous-marins nucléaires SNLE^[1]). Elle n'en a plus que 101 en service et tombera à 81 en 2002, le tonnage passant de 314 000 à 234 000 tonnes^[2]. À titre de comparaison, la marine des États-Unis aura à cette date 10 porte-avions et 300 navires de surface pour un total de 3 millions de tonnes. Toutes proportions gardées, la disparité est accablante. Nous en payons le prix par une subordination – pour ne pas dire sujétion – humiliante. Avez-vous remarqué la moindre préoccupation de l'établissement républicain à ce sujet ?

On ne peut parler de défense au sens géo-stratégique du terme sans penser à l'indépendance que nous avons perdue en ce domaine depuis que les GI's stationnent en Europe. Au lendemain de la guerre, c'était inévitable. Cinquante ans plus tard, c'est inconcevable. Le retrait de nos forces dans l'OTAN par le Général de Gaulle n'y a pas changé grand-chose. Notre liberté d'action ne se manifeste plus que sur des théâtres mineurs, en Afrique subtropicale. Depuis cette date en effet, la prépondérance américaine n'a fait au contraire que s'accroître. Aux commandes de ses « *Canonnières* », le gendarme américain s'est emparé de l'initiative sur pratiquement tous les fronts, ne manquant pas l'occasion au passage de piétiner lourdement nos intérêts. Ainsi en est-il de son jeu trouble en Algérie, et en fut-il de notre éviction du Liban pour prix du ralliement de Hafez el Hassad au génocide du peuple irakien. Ce n'est pas d'un seul porte-avions moderne dont nous avons besoin, mais idéalement d'autant d'unités aéronavales qu'il en faudrait pour constituer le noyau de trois flottes^[3] distinctes de haute-mer rattachées respectivement à l'Atlantique, la Méditerranée et au Pacifique^[4]. La France en avait les moyens avant-guerre. Plus riche maintenant, elle ne les aurait donc plus ? *Où est passé l'argent ?* Un tel objectif serait illusoire pour notre « *Etat-Providence* ». Aurions-nous donc assez d'argent pour n'en construire qu'un seul, « *de secours* » ?

Le débat sur la vulnérabilité du porte-avion aux attaques aériennes et sous-marines s'est ouvert partout dans le monde à la lumière de l'expérience tirée de la guerre du Pacifique. Avec leur pragmatisme exemplaire, les USA ont bien décidé de diminuer leur flotte de 10 porte-avions, mais ils ont considéré que 10 unités étaient un minimum incompressible. A leurs yeux, le porte-avion a le mérite de constituer à la fois une arme stratégique et diplomatique tout aussi efficace que sa capacité de transporter des avions.

Notre politique de défense s'inscrit dans la logique de pensée socialiste qui ne voit dans l'armée qu'un lourd poste budgétaire et dans ce qu'elle coûte, de l'argent en moins à gaspiller. Nous ne reviendrons pas sur les douloureuses expériences du passé où l'impréparation de nos armées nous fit payer d'un prix infiniment plus élevé, ce que par inconscience nos hommes politiques refusèrent de consacrer en temps voulu au budget de défense. La situation internationale du moment, si elle a peu de points communs avec les événements qui conduisirent aux deux conflits mondiaux, continue cependant aux quatre coins de la planète à solliciter l'ingérence des grandes puissances dans leurs zones d'influence respectives. Ces interventions impliquent généralement l'étalage de la force. Plus son déploiement impressionne et moins il est nécessaire d'en faire usage. Ce qui ajoute à son utilité. L'Amé-

1 — Sous-marin nucléaire lanceur d'engins (6 têtes nucléaires à portée de 8 000 kilomètres).

2 — Pour mettre ce chiffre dérisoire en perspective, disons que ce fut le tonnage moyen mensuel de navires alliés coulés par les U-Bootes de 1941 à 1945 (14,6 millions de tonnes au total).

3 — La décision de construire un second porte-avions est toujours en suspens. On ne sait pas encore s'il sera à propulsion classique ou nucléaire. Et nous aurons donc bonne mine lorsque le *Charles de Gaulle* sera en carénage !

4 — Océan Indien compris (approvisionnement pétrolier, espace francophone, Réunion, Comores, Madagascar, Djibouti).

rique éprouve une immense fierté à l'évocation de sa puissance militaire. Nous avons déjà dit tout le bénéfice qu'elle en tirait en se bornant la plupart du temps à l'exhiber. Rien n'interdit de penser en effet que sans la vigilance de ce gendarme reconnu de tous comme le plus fort, l'un des nombreux conflits qui se sont déclarés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, aurait bien pu dégénérer une nouvelle fois en affrontement généralisé. C'est à ce genre de surprise qu'il convient de se préparer sans que l'on puisse prévoir où, quand et comment elle se manifesterait. Le cortège de mésaventures que la France a essuyé à cause de son impréparation militaire devrait suffire à l'en convaincre.

Un demi-siècle après l'effondrement du III^e Reich et cinq ans après celui de l'URSS, la présence des Marines en Allemagne n'a plus de justification stratégique du point de vue strictement européen. Quant à la VI^e flotte, mouillée à Naples et Brindisi en sentinelle du pactole pétrolier moyen oriental anglo-saxon et de ses voies d'acheminement, ne veille-t-elle pas sur des intérêts beaucoup plus vastes ? Le choix des points d'ancrage est certes judicieux sous l'angle logistique et les rues chaudes de l'Italie méridionale sont une aubaine pour ses marins en goguette. Mais en cherchant bien, ailleurs que sur les rives septentrionales de la Méditerranée, en Turquie par exemple^[1], l'US Navy eût sans doute pu s'accommoder d'une base tout aussi convenable du point de vue strictement logistique au cœur du théâtre moyen-oriental et de toute manière moins attentatoire à l'amour-propre des nations majeures du Continent européen. L'OTAN dont la participation américaine constitue la clé de voûte, s'inscrit dans le contexte d'une stratégie globale. Le plan concerté des USA est bien de constituer une puissante sentinelle qui lui assure une présence militaire au centre du continent européen, face à la Russie et à proximité des poudrières du Proche et du Moyen-Orient jusqu'aux marches de l'Asie intérieure. Il exprime l'ambition hégémonique des Etats-Unis à régenter les affaires du monde. Une volonté de puissance unilatérale qui met cruellement en lumière l'incapacité des Européens à s'unir par-delà le Rhin et le Channel. Se prévalant ainsi d'une force militaire polyvalente installée loin de son territoire national^[2], l'oncle Sam usurpe le rôle de gendarme naturellement dévolu à l'Europe sur son propre continent et en qualité de puissance méditerranéenne dans ses zones d'influence historiques. En suppléant à sa carence, il prélève au passage une prime juteuse de prestige et consolide son ascendant sur la scène internationale. Il est temps pour les Européens de prendre conscience du caractère humiliant d'une situation qui les prive dans le domaine diplomatique d'une liberté de manœuvre en rapport avec leur puissance économique et leur rayonnement culturel.

On ne peut en effet concevoir qu'une Union européenne dotée d'une Banque centrale, d'un Institut d'émission, d'une monnaie unique, d'un Parlement, d'une Administration commune et d'une Cour de justice, ne dispose pas du complément naturel d'un outil de défense indépendant. Demeurera-t-elle éternellement blottie sous les plis de la bannière étoilée ? Initiatrice de l'idée d'une Europe unie pour avoir été la première victime de ses guerres intestines, n'est-ce pas non plus à la France que revient de jouer le rôle de catalyseur de la volonté d'émancipation des nations continentales qui la composent, en militant pour la constitution progressive d'une force militaire indépendante *sous commandement européen* dans le cadre de l'organisation du Traité de l'Atlantique Nord ? Mais elle n'aura de chance de

1 — Ou — pourquoi pas — dans un port israélien ?

2 — Et renforcée ponctuellement en cas de crise par des forces navales, aériennes et terrestres basées aux USA, ce qui souligne l'implication de plus en plus marquée de l'*ingérence* américaine dans les affaires de notre continent. Celle-ci devrait normalement perdre sa justification depuis le démantèlement du « *Mur de Berlin* » (février à juin 1990) et la perspective d'une autonomie européenne dans la défense de son continent.

se faire entendre qu'en donnant elle-même l'exemple de cette volonté en construisant une force militaire exemplaire : ce qui est loin d'être le cas actuellement.

À peine en mesure de s'entendre sur les quotas céréaliers, il faut en fin de compte se rendre à l'évidence de l'improbabilité avant longtemps d'une organisation militaire commune à l'ensemble des quinze nations européennes *qui réponde à la fois aux centres d'intérêts géopolitiques de chacune d'elles*. Car celle-ci ne pourra être décidée que par une disposition spécifique de la future Constitution (Rappel : nous sommes dans la période 1993-1997).

La France ne peut pas lier éternellement son sort à tant d'incertitude. Il faut bien prendre conscience de ce qu'elle n'est pas simplement définie par les limites territoriales de son hexagone, mais par celles beaucoup plus lointaines d'un « *Empire éclaté* » dont les liens ombilicaux avec la Métropole n'ont pas été entièrement dissous. Et que la France a un avantage fondamental à maintenir vivaces. On ne se débarrasse pas comme on le fait d'une chaussette, d'une vaste communauté d'intérêts, de langue et de culture comme celle-là. Elle colle toujours à la France. Génitrice de l'Europe, de surcroît première puissance méditerranéenne, quatrième exportateur mondial et membre du Conseil de Sécurité, la France n'est pas une nation comme les autres. Elle ne survivra que si elle se décide à jeter le masque caricatural que lui font porter ses maîtres à penser. Le misérabilisme, le caritativisme d'Etat, la compassion pleurnicheuse qui renvoient à l'extérieur l'image d'une nation vouée à l'incantation et au secours humanitaire, ne sont pas de bonnes recettes en diplomatie. La France se distingue bien plus par l'empreinte dont son génie a marqué l'histoire de la civilisation, que par une prétendue vocation à se faire partout l'avocat des Droits de l'Homme. Elle doit s'élever au-dessus de la notion abstraite des obligations à laquelle l'ont abaissée ses réducteurs hexagonaux. C'est un immense espace défini par ses rivages méditerranéens et océaniques qu'elle doit se montrer capable de protéger contre la convoitise des hommes. Que la France se soit libérée de la gestion administrative de ses colonies, n'a rien changé au fait qu'elle ne peut laisser se distendre les liens culturels et économiques qui la rattachent indéfectiblement à la plupart d'entre elles. Cette lourde tâche vient s'ajouter dans un registre voisin, à celle qui consiste à maintenir dans son giron les restes épars de son empire. S'efforcer d'entretenir des relations privilégiées d'Etat à Etat et sur un plan d'égalité avec des pays anciennement assujettis, n'est pas moins préoccupant pour la France, que d'exercer sa souveraineté sur l'immense territoire – insulaire, maritime et continental – , représenté par ses possessions d'Outre-mer. On n'assume pas de telles responsabilités en se contentant d'asperger la planète d'eau bénite.

Englué dans l'indécision mortelle d'une période pré-électorale^[1] qui n'en finit pas, fidèle à une longue tradition de faiblesse et d'impuissance, ce gouvernement s'est hâté de ne rien faire qui puisse laisser croire en matière de défense à une modification quelconque de la stratégie socialiste. La manière qu'ont nos politiciens de vivre à la remorque des sondages d'opinion et commentaires de presse, fait penser par contraste à la *success story* d'un excabotin d'Hollywood. Ternie par la défaite de ses armes en Indochine, par le Watergate, les bourdes et pleurnichements de J. Carter, l'image de l'Amérique doit au non-conformisme reaganien de s'être radicalement transformée aux yeux de l'opinion mondiale. Et quoiqu'on dise du vieux « *cow-boy ignore* », c'est sur le compte rondet de son legs que tire encore le démocrate B. Clinton, parvenu grâce à lui à la tête des affaires du monde. Nous avons même des raisons de nous plaindre de l'emploi abusif que celui-ci en fait. Dans une Amérique en pleine dérive gauchiste, R. Reagan eut le courage de préconiser, puis de mettre en œuvre un projet de société à contre courant des idées, des mœurs et des modes en vogue dans son

1 — Laquelle correspond à celle de la 2^e cohabitation 1993-1995.

pays. Un défi héroïque à ses « *communicateurs* » décadents littéralement médusés^[1]. Contre l'avis de ses propres conseillers, il dit à l'Amérique l'inverse de ce que comme chez nous rédacteurs de presse, de radio ou de télévision voulaient lui faire entendre. Les Américains l'ont triomphalement élu pour deux mandats successifs en 1980 et 1984. Une chance que l'Amérique doit certes aussi bien à la saine réaction de son électorat qu'à la qualité exceptionnelle de l'homme. Que n'avons-nous cette chance d'extraire la France des sables mouvants où elle s'enfonce ?

Retenons la principale leçon qu'a donnée R. Reagan. Alors que l'Amérique sortait à peine du piège vietnamien, il a osé faire voter un budget militaire gigantesque. Hypnotisés par la force de conviction d'un homme réincarnant la poursuite du *rêve américain*, les démocrates ne s'y sont opposés que du bout des lèvres. En fait, cette remontée en puissance était le meilleur placement possible d'une nation qui, comme la nôtre, avait pris le chemin de *Canossa*^[2]. En huit ans d'une présidence prestigieuse, R. Reagan a construit pour l'Amérique une prospérité sans précédent et une puissance militaire malencontreusement mise en ordre de bataille contre l'Irak par son successeur GWB Bush en 1991. Mais celle-ci lui a valu beaucoup plus de considération que les sacs de riz de Kouchner. D'un seul coup, les chars *Abrams*, les avions furtifs, les anti-missiles « *Patriot* », l'énorme logistique amassée dans les sables saoudiens et la puissante armada déployée dans le golfe Persique ont conquis des centaines de millions de téléspectateurs avant même qu'un coup de fusil n'ait été tiré contre l'Irak. Le *rideau de fer* baissé, il manquait aux Etats-Unis la consécration matérielle de leur prépondérance. C'est le rendez-vous quotidien de science-fiction avec la « *tempête du désert* » qui s'en chargea en les installant pour longtemps à la tête des destinées mondiales. Sans qu'une seule goutte de sang américain n'ait été versée par les armes irakiennes. La France, elle, a déjà vingt morts à déplorer en Bosnie et les Serbo-Bosniaques en font le bouc-émissaire de tous leurs malheurs. Après avoir astucieusement averti les Cheiks apeurés qu'ils n'avaient plus à l'avenir qu'à compter sur eux-mêmes, l'Amérique leur fit signer au prix fort le plus gros de leurs commandes d'après-guerre en armement et en marchés de reconstruction (Koweït). La gloire ne l'avait pas grisée au point de se priver de remplir ses poches. Car finalement, n'était-ce pas à une sordide question d'argent que se réduisaient ces grandes manœuvres à tir réel ?^[3]

De son côté la France, sous un dégoulinant prétexte humanitaire, s'est engagée dans une guerre sainte *Droitdelhommesque* contre la « *quatrième armée du monde* ». Massivement désinformés par le simulacre médiatique d'une bataille féroce à laquelle on leur fit croire qu'on était fiers de participer, les Français ne saisirent ni la réalité pathétique d'une contribution imperceptible, ni le ridicule de cette aventure *picrocholienne* où leur pays avait

1 — Les USA ont aussi *leur gauche*. D'une composition à peu près aussi hétéroclite que la nôtre avec ses Saint-Clair, son « *showbiz* », ses exhibitionnistes gays, ses barbus, ses chimères, ses ligues anti-racistes, et ses hommes sandwichs. Une faune qui par contre peut se flatter de n'avoir pas encore accouché de personnages aussi emblématiques de l'« *Exception* » française que Douste-Blazy, Laguiller, Krivine ou Cohn-Bendit, cet agitateur professionnel plus apatride que bi-national franco-allemand, et qui ne pouvait se faire un nom qu'en France, dans la pyromanie politique.

2 — Symbole de soumission. L'Empereur du 1^{er} Reich (Saint Empire Romain Germanique) Henri IV, venu s'incliner devant le pape Grégoire VII à Canossa (1077).

3 — Outre sa position géostratégique capitale sur la carte du Moyen-Orient, l'Irak représente un fabuleux trésor de guerre. Ses réserves de pétrole *prouvées* (15,3 milliards de tonnes) sont les plus importantes au monde après l'Arabie Saoudite (35,7 MT) et avant les Emirats Arabes Unis (13,3 MT) et l'Iran (12,2 MT). Des chiffres impressionnants qui expliquent la convoitise de nations dévoreuses d'énergie comme les USA dont les réserves de pétrole sont, par comparaison, insignifiantes (2,9 MT).

tout à perdre à se montrer en haillons. La réprobation *des peuples* arabes affranchis de la tutelle américaine fut unanime. Des griefs teintés de mépris envers l'infidélité du fournisseur privilégié de l'ami Saddam Hussein (J. Chirac). Encore plus humiliant pour ce qui nous reste de fierté nationale, ils se sont gaussés du toutou tenu en laisse par l'Oncle Sam, en mesurant sur le vif l'étendue de notre déficit technologique. La troisième flotte de guerre du monde en 1939 ne pouvait plus aligner au combat qu'un seul porte-avions se traînant sur l'eau comme un pauvre animal blessé. Son engagement laissait espérer à la France ne serait-ce qu'un lot de consolation dans le renforcement des moyens de défense des Emirats et de l'Arabie Saoudite. Elle n'en ramassa que les miettes. Elle comptait reprendre sa place dans le règlement du conflit israëlo-arabe. Le Liban a été vendu à la Syrie et c'est à Washington qu'Arafat et Shimon Perez ont célébré leur réconciliation. Décidément, nous n'avons toujours pas compris qu'en temps de guerre c'est la puissance qui détermine le droit. Et le montant du butin. Tandis que les Etats-Unis s'emparent du pouvoir mondial par la force, la France se pâme dans « *l'amour de l'autre* ».

La France en effet a accusé un retard technologique important dans l'équipement de son armée depuis que les socialistes l'on reléguée au dernier rang de leurs préoccupations. Si cette rétrogradation des problèmes de Défense dans l'ordre de priorité budgétaire s'harmonisait parfaitement à leur conception angélique des relations internationales, elle était par contre en totale discordance, nous l'avons vu, avec les intérêts fondamentaux de la nation. La deuxième cohabitation n'a pas fait mieux en affectant nos soldats à la garde de convois alimentaires (Somalie), à des soins hospitaliers, à la construction de feuillées (Zaire-Kivu) et à l'enfouissement des morts (Rwanda). Et par-dessus le marché, à la mission d'hommes-tamppons exposés sans pouvoir se défendre aux feux croisés de guerres intestines. Spectateurs désemparés des incursions intempestives des USA aux antipodes de leur continent dans l'espace séculairement intégré à l'histoire de l'Europe (le Moyen-Orient et l'Afrique), nous avons sans honte fait une fois de plus appel à l'OTAN pour départager des Européens écartelés par le conflit serbo-bosnio-croate. Les Américains en feront une nouvelle opération de *relations publiques* à grand spectacle. Un investissement sans rapport manifeste avec leurs intérêts vitaux mais dont ils sauront empocher de copieux dividendes. Aux frais de la communauté internationale, et avec dix fois moins de pertes que nous, ils exécuteront le ballet cent fois répété d'une armada formidable autrement condamnée à rouiller dans les rades italiennes ou à moisir dans les casernes brandebourgeoises. Aux yeux brillants d'admiration de nos pacifistes elle exhibera fièrement ses porte-avions hérissés de missiles dévastateurs, des cohortes de soldats aux allures martiales et de gros avions de transport dégorgeant des tonnes de matériel. Comme si elle voulait faire pâlir de jalousie les admirateurs des parades hitlériennes et de la *Place Rouge*. Un demi-siècle après la chute du nazisme, le prestige de la force pure aura payé beaucoup plus en quelques semaines, que deux années de palabres et de fièvre des nains politiques de la Communauté européenne.

Mais il arrive parfois que le seul *étalage* de la force s'avère improductif, sinon domageable. Il ne suffit pas de la montrer, encore faut-il parfois s'en servir. Ce qui ne fut pas le cas en Somalie où l'armée de débarquement américaine se révéla incapable d'impressionner les *chiens de guerre* qu'elle se proposait de pacifier. La morale de ce fiasco ne se fit pas attendre. Avec le goût de la mise en scène qu'on leur connaît, les Américains organisèrent soigneusement l'évacuation pitoyable de leur *corps expéditionnaire* en Somalie façon Goldwyn-Mayer. Comme s'il s'agissait de la séquence d'un film de guerre à la gloire des « *Marines* », elle fut effectuée dans un ordre impressionnant sous le feu des caméras. Mais ce que n'ont pas vu les téléspectateurs, c'est le désordre indescriptible qui suivit l'embarquement du dernier GI dans Mogadiscio enfin *libérée de ses sauveurs*. Une immense foule déchaî-

née s'était aussitôt ruée vers l'Ambassade des Etats-Unis pour s'emparer de ce qui pouvait encore y être récupéré, arrachant au bâtiment boiserie, portes, fenêtres, sanitaires, tuyauteries, lustres, prises de courant et fils électriques. En un clin d'œil il n'en restait plus que la carcasse, comme si un vol de vautours était passé par là. Il n'a pas suffi aux Américains de bomber leurs muscles. Il eût fallu en faire usage. Moyennant quoi ils auraient pu laisser les clés sur la porte de leur Ambassade.

Avec sa navette humano-culturo-politicienne Paris-Sarajevo AR, la France n'a pas obtenu plus de résultats dans l'ex-Yougoslavie que des missionnaires partis prêcher la paix entre Israël et le Hezbollah^[1]. Au lieu de se consacrer sérieusement à la construction d'un outil de défense capable de lui assurer enfin une véritable indépendance dans le cadre de l'Alliance Atlantique, la France continue à gaspiller son budget militaire en coûteuses gesticulations. Pas plus que la gauche, la « droite » maintenant en possession du coffre-fort, n'a la volonté politique de dégager les sommes nécessaires à cette ambition en mettant un terme à la gigantesque gabegie des deniers de l'Etat. En attendant, la France opulente devra se satisfaire d'une sorte d'armée du salut en tenue camouflée, ballottée d'un point chaud à un autre de la planète, en nounou des peuples opprimés ou garde du corps de chefs africains assiégés dans leurs palais. Et les immenses ressources de l'Etat continueront à être affectées sans compter à d'autres fins que celles requises par le seul mais plein exercice de ses devoirs régaliens.

Sans de Gaulle qui sut saisir l'opportunité de prendre à son compte l'orgueil meurtri de la nation pour lui éviter l'humiliation d'autres défaites militaires, la France n'aurait pas de force atomique. Mais la *dissuasion nucléaire stratégique* ne peut tenir lieu à elle seule de politique de Défense. La France ne pourra prétendre à un rôle de premier plan que si elle consent aux sacrifices requis par une stratégie globale où la capacité d'*intervention tactique*, de *soutien diplomatique* et de « *projection* » de ses forces armées aura une place de choix. Prenons à titre d'exemple le cas du Moyen-Orient pratiquement partagé au lendemain de la Première Guerre mondiale entre les tutelles anglaise et française. Chassée depuis de Syrie, évincée du Liban, dupée dans le partage pétrolier, la France y a complètement perdu pied. Alors qu'elle revendique le rang de première puissance en Méditerranée, c'est la VI^e flotte de Clinton qui la sillonne en maître des lieux.

Si l'Amérique est de loin la plus grande puissance pétrolière du monde, elle le doit moins aux « *Moguls* » de la Standard Oil qu'à la CIA, ses « *marines* », ses porte-avions et ses GI basés au cœur et aux marges de l'Europe en gardienne du trésor dont elle s'est emparée sous notre nez. Ce sont là des *parts de marché* qui ne se négocient pas. Comment pourrions-nous les reprendre et jouer à nouveau un rôle prépondérant dans cette région avant d'avoir reconquis pacifiquement le prestige de nos armes ?

Architecte de la construction européenne, présente aux quatre coins de la planète et exposée de ce fait aux ambitions des grandes puissances continentales, la France signerait son arrêt de mort en continuant à s'en remettre à une assurance-vie dont la prime est exorbitante. La conception du rôle de ses forces armées appelle donc une révision déchirante à partir d'une analyse fine de la conjoncture internationale ; de son évolution prévisible ; de l'assignation à sa diplomatie d'objectifs visant à reprendre l'initiative partout où elle a été battue en brèche ; enfin de la reconnaissance de son importance vitale à une industrie d'armement de pointe qu'il faut à tout prix sauvegarder^[2]. Au pouvoir politique de traduire cette nouvelle conception en terme de *missions* à impartir au Ministère de la Défense. Aux

1 — Branche armée des intégristes musulmans au Liban.

2 — En raison de son bilan largement créditeur : *emploi* haut de gamme, *aiguillon* et *banc d'essai technologique*, *retombées économiques*, prestige et *indépendance* nationale.

experts de proposer les *moyens* et les budgets à mettre en œuvre pour les accomplir. Ainsi serait défini l'effort global à entreprendre par la nation pour forger un outil militaire à la hauteur de ses aspirations : technologie avancée (anti-missiles, miniaturisation nucléaire, « *artillerie* » nucléaire^[1], hélicoptères de combat, avion furtif), logistique modernisée (flotte aérienne de très gros porteurs et avions radars à grand rayon d'action), capacité de projection (porte-avions). Il s'agirait là d'une véritable révolution. Elle sonnerait le glas des vertus *républicainement attribuées* à la *conscription des citoyens*^[2] et conduirait la France à se doter d'une armée de professionnels puissamment équipée et universellement respectée (à l'exemple de l'armée britannique).

Quand bien même parviendrions-nous à une meilleure maîtrise des coûts^[3] de notre industrie d'armement, ces rallonges budgétaires mises bout à bout coûteraient certes beaucoup d'argent. D'où la question de savoir où le trouver. Ce à quoi le présent Essai a je crois répondu en redéfinissant nos priorités nationales. Volonté de puissance plutôt que sensiblerie humanitaire. Un vaste programme que seule une véritable *Révolution culturelle* permettrait d'accomplir.

1995. Le bail pour sept ans renouvelables de l'Élysée à un caméléon-voyageur n'est pas pour nous rassurer sur ce point. Son tropisme de gauche et l'impression qu'il donne de n'avoir retenu de l'œuvre du Général de Gaulle que son repli sur l'hexagone, nous font douter de sa réelle volonté de garantir l'inaliénabilité du patrimoine national. À de nombreux observateurs, les accords successifs de Matignon (04/02/93) et ceux dits du FLNKS-Lafleur (27/12/96) sous J. Chirac apparaissent comme des paliers de transition vers l'indépendance de notre superbe joyau d'Outre-Mer. Un abandon qui réserverait aux Caldoches, autres Français mal aimés, le sort funeste des pieds-noirs bernés par le « *je vous ai compris* ». Le peuple désinformé devra attendre que l'histoire lui explique comment une telle abdication a pu être perpétrée par un Président élu pour défendre des idées de droite. Lui aux commandes, seul un miracle nous épargnerait le deuil de notre perle du Pacifique.

Dans ce sillage, les Martiniquais sont à leur tour entraînés vers leur « *Libération de la France* ». Leur leader *indépendantiste*^[4] couvre celle-ci de sarcasmes et d'insultes à longueur de discours. Nous ne contredirons pas Alfred Marie-Jeanne quand il s'exclame : « *S'il existe au monde un pays où il y a le bordel avec ses grèves matin et soir, c'est bien la France* », mais nous aimerions bien lui faire rentrer dans la gorge ce crachat : « *Après avoir été sucés par quelqu'un comme le ferait une sangsue, on le laisse tomber.* » Un Martiniquais sur 10 émarge au RMI, alors qu'en Métropole la proportion tombe à 1 sur 50. La Guadeloupe, la Guyane, la Réunion, la Polynésie vivent aussi de nos subsides. Qui donc se substituerait à nous pour entretenir leur fécondité ? Croyez-vous vraiment nos sentinelles humanitaristes capables après avoir tout lâché dans un élan libérateur, de fermer la porte d'une Métropole devenue pour eux terre d'asile ? Tant qu'il n'aura pas banni de sa Constitution une doctrine lui faisant obligation morale de servir d'abord l'humanité, l'hexagone ne demeurera-t-il pas le point de mire et le refuge de tous les hommes rattachés à lui par les liens intangibles d'une longue histoire vécue en commun ? Nous avons assez payé pour savoir ce que signifiait l'« *indépendance dans l'interdépendance* » (Edgar Faure). Une expérience douloureuse qui ne

1 — Bombe à neutrons.

2 — L'utilité sociale incontestable du *melting-pot* de chaque contingent ne suffit pas à en imposer le principe sous l'angle militaire.

3 — Nos matériels militaires sont les plus chers du monde : politique de défense erratique, surcoût des rattrapages technologiques, petites séries, manque de coordination de l'effort, etc., se traduisant par des dépenses faramineuses. Un avion *Rafale* revient à plus d'un milliard de francs !

4 — Président du Conseil Régional de Martinique !

nous laisse aucun doute sur ce que nous réserverait l'abandon de nos DOM-TOM^[1] :

- La perte de l'avantage géo-stratégique crucial de *Zones économiques exclusives* de 11 millions de kilomètres carrés qui viennent immédiatement après celles des USA (elles sont définies par une distance de 200 miles marins à partir des *lignes de base*^[2]).
- L'afflux en France d'une partie de leurs populations.
- Et le désespoir de l'autre partie, opposée à l'indépendance en raison de son sincère attachement à la France.
- *Droit d'homme* aidant, une ponction à peu près identique dans le budget national.

D'apparence futuriste, ce scénario se déroule pourtant sous nos yeux. Un vertige *libéro-mégalo-humanitaire* auquel aucun des écolos-coco-socio-libéro-gaullo-démocrates du Palais Bourbon n'est visiblement désireux d'apporter le moindre remède. Dans le camp de la « *volonté populaire* », les générations d'après-guerre se sont frileusement accommodées des replis sur l'hexagone. Leurs regards se sont détournés des horizons lointains, pour se porter sur l'espace mieux perçu d'un rêve en cours de réalisation, l'Europe. Alors que s'y construit une sorte d'« *auberge espagnole* » où les nations fondatrices devront s'attendre à devoir apporter aux nouveaux venus tout ce qu'ils souhaitent recevoir pour compenser leur retard économique et leur allégeance aux Etats-Unis.

Comme cet homme fatigué jetant son sac à terre au terme d'une longue marche, on dirait la France empressée de se débarrasser des derniers vestiges de son passé. Pour s'affranchir des servitudes de la grandeur. À l'aube du XXI^e siècle, la voici donc placée devant une alternative cruciale : se laisser glisser vers un statut équivalent à celui d'une Suisse repliée dans ses montagnes et ses campagnes, ou bien refuser le déclin en se raidissant contre la tentation de ne se laisser guider que par sa devise altruiste. La voie ainsi ouverte au prélèvement sur *l'assistanat* des moyens de la « *puissance* ». Une assise indispensable à l'exercice d'une politique centrée entre autres objectifs novateurs (la *Réforme* d'un vieux pays conservateur), sur le respect de la France ainsi que sur la défense opiniâtre de son intégrité territoriale en deçà et au-delà des limites de l'hexagone.

Mais où est donc le chef assez courageux pour relever le défi ? De même que seul l'homme peut arrêter le cours des rivières, seuls de grands hommes peuvent détourner celui de l'histoire. La France n'a pas cette chance. Attendre en effet du Président qu'elle vient de se donner qu'il choisisse la voie la plus ardue, serait demander à une biroute de s'opposer au vent dominant. Or comme chacun de nous paie pour le savoir, celui-ci souffle de droite à gauche. Le dépositaire de tant de pouvoirs sera-t-il digne de sa fonction s'il n'a d'autre souci que celui de créer des « *communes de la Libération*^[3] » ? C'est dire que le « *résident* » de l'Elysée ne sera pas prêt à soulever des montagnes pour des objectifs distincts de ceux qu'il s'est fixés pour y rester. Sa victoire ne changera rien à l'« *Exception* » française. Les horizons de la France resteront bouchés tant que « *droite* » et gauche s'abreuvront à la même source. Ils ne s'éclairciront, comme nous le développerons infra, que si elle change de philosophie.

Mais revenons à F. Léotard sous Balladur. S'il s'est bien gardé de pousser très loin ses initiatives, il n'est pas resté inactif sur d'autres fronts. Il fallait bien lui aussi que dans le cadre

1 — Avec la future Europe ne faut-il pas, à la longue, craindre le pire de la Corse et du Pays basque, composantes par principe inaliénables de notre territoire national ?

2 — C'est-à-dire des lignes côtières de la Métropole et de l'ensemble de nos possessions et territoires outre-mer.

3 — Comme à Paris.

de sa juridiction il donne des gages de son allégeance aux pouvoirs suprêmes. « *Libération* » du 9 juin 1994 rapporte donc qu'il a « *piqué une colère noire* » en lisant un article paru le 31 janvier précédent dans le numéro 5 de l'hebdomadaire « *Sirpa Actualité* », sous la signature du colonel (CR) Paul Gaujac, chef du service historique de l'Armée de Terre. L'article annonçait l'accès ouvert au public des archives de l'affaire Dreyfus dont c'était le centenaire. Son auteur en présentait la biographie succincte et en commentait de la façon suivante les conséquences politiques et militaires : « *La révision du procès condamnant le capitaine Dreyfus à la déportation et à la dégradation est vécue comme une victoire républicaine qui permet de réaliser l'intégration du socialisme dans le système parlementaire.* »

Il n'est pas inutile d'éclairer cet objet de la fureur ministérielle par les faits suivants : le capitaine Dreyfus, chose si peu connue, fut l'un des fondateurs de « *L'Humanité* ». Le 17 avril 1904 en effet, maître Lavoignat, notaire à Paris, reçut des mains du capitaine Dreyfus cinq mille francs au nom de Dreyfus et Adamart – nom de jeune fille de l'épouse du proscrit – au titre de leur participation à la société anonyme du journal. Ses associés étaient entre autres, son homonyme le banquier Louis Dreyfus des blés d'Odessa, le docteur Levy-Abraham, le philosophe Levy-Bruhl, l'éditeur Rouff, son gendre Casevitz et le dénommé Lucien Herr. Or celui-ci répondait en tout point au portrait robot du troisième homme tenu pour le tiers mystérieux dont l'écriture présentait d'étonnantes analogies avec le graphisme de Dreyfus et Esterhazy. Par la suite dans l'affaire Dreyfus, le rôle d'Herr, bibliothécaire à l'Ecole normale supérieure, fut notamment révélé par Léon Blum. Or celui-ci était également associé à la société de « *L'Humanité* », située à l'extrême gauche anarchisante de l'échiquier politique. C'est aussi dans ce journal que J. Jaurès lança son fameux appel aux « *partis frères* ». La plus grosse contribution à son lancement vint de l'Allemagne. Quel meilleur placement pouvait-elle faire en effet à la veille de la guerre de 1914, que de favoriser chez ses ennemis potentiels l'essor du socialisme anti-militariste ? Et le Colonel Gaujac poursuit : « *La conséquence essentielle (de l'affaire Dreyfus) est le démantèlement du service de renseignement français et la diminution des crédits pour l'armée alors que l'Allemagne réarme... Aujourd'hui, l'innocence de Dreyfus est la thèse généralement admise par les historiens. Autour de l'affaire politique se greffe une affaire d'intoxication dirigée contre les services allemands et dont personne n'est encore en mesure de dire si Dreyfus en a été la victime consciente ou inconsciente.* » L'article aurait manqué d'objectivité selon le cabinet de F. Léotard. Il est pourtant indéniable que son analyse reflétait la stricte réalité d'un procès qui n'a jamais pu prouver ni l'innocence ni la culpabilité du capitaine Dreyfus^[1].

En se rendant coupable de l'holocauste totalement injustifié de l'un de ses propres administrés, F. Léotard ne pouvait prétendre servir la vérité historique. En s'attirant en revanche, et de façon spectaculaire, les faveurs du consistoire, il se ménageait les appuis puissants dont sa carrière menacée par les affaires avait tellement besoin. S'ajoutant à de nombreux autres griefs comme son rôle effacé dans l'affront fait à nos amis allemands en ne les invitant pas à la commémoration le 6 juin 1994 du cinquantenaire du débarquement en Normandie, le limogeage du colonel Gaujac ne laissera pas un souvenir ému de F. Léotard dans le corps des officiers français. Produit parfaitement représentatif de notre *droite tortueuse* et survivant astucieux d'un quatuor de *quadras* élaboussé par les affaires, moulin à paroles étourdissant programmé pour dire tout et son contraire, cet homme pressé d'arriver ne s'embarrasse pas de scrupules. Voici d'ailleurs ce qu'en dit la très regrettée Annie Kriegel dans le *Figaro* du 1^{er} mars 1994 : « *L'actuel ministre de la Défense a recouru une nouvelle fois*

1 — Libéré des geôles de Cayenne après sa première condamnation, il était sous le coup de sa deuxième condamnation par le Conseil de guerre. Celle-ci fut levée par la suite sans que la justice militaire n'ait reconnu son innocence.

à la méthode un peu trop en honneur à droite : couper l'herbe sous le pied de la gauche en faisant mieux qu'elle dans le registre d'une répression qui n'est en fin de compte qu'un abus de pouvoir. » J-F. Kahn lui-même corrobore ce commentaire dans « *L'événement du Jeudi* » (17 mars 1994) en parlant de sanction injuste et soulignant que la même thèse que celle de l'infortuné colonel était défendue dans la revue – réputée – de gauche, « *L'Histoire* ».

La sépulture du Maréchal Pétain privée de gerbe, la persécution de Papon, les réticences françaises à associer l'Allemagne au cinquantenaire du débarquement, Touvier traduit en justice malgré la grâce présidentielle accordée par G. Pompidou, sont autant de pitoyables batailles gagnées d'une guerre de reconquête entreprise par les maîtres d'œuvre de l'effondrement de la France en 1940^[1]. Il leur faut une sacrée audace pour en demander des comptes à la France. À travers ce rappel constant d'un enchaînement d'événements dramatiques dont on oublie systématiquement le point de départ – *la trahison demeurée impunie de notre classe politique et de son patronage franc-maçon dans les années 30* –, ce sont les Français que l'on humilie et dont on avive les dissensions nées de la guerre. C'est la France que l'on poursuit d'un injuste ressentiment. Le couple franco-allemand que l'on tourmente. Organisé comme il l'est, cet acharnement sert manifestement une cause ! N'avons-nous pas payé un tribut assez lourd aux guerres civiles de l'Europe pour qu'au prétexte de la mémoire on nous harcèle jusqu'au jugement dernier ? Nul autre que le Président Pompidou n'a mieux dépeint l'impératif catégorique pour la société française de retrouver sa sérénité en enterrant ses querelles. À un « *journal* » du *Progrès de Lyon* qui l'interpellait le 23 septembre 1972, au sujet de la grâce qu'il venait d'accorder à Paul Touvier, voici ce qu'il répondit : « *Notre pays, depuis plus de trente ans, a été de drame national en drame national. Ce fut la guerre, la défaite et ses humiliations, l'Occupation et ses horreurs, la Libération, par contre-coup l'épuration et ses excès reconnaissons-le, et puis la guerre d'Indochine, et puis l'affreux conflit d'Algérie et ses horreurs des deux côtés, et l'exode d'un million de Français chassés de leurs foyers et du coup l'OAS et ses attentats, ses violences, et par contre-coup la répression... Allons-nous éternellement entretenir saignantes les plaies de nos désaccords nationaux ? Le moment n'est-il pas venu de jeter le voile, d'oublier ces temps où les Français ne s'aimaient pas et même s'entre-tuaient ? Et je ne dis pas ça par calcul politique, je le dis par respect pour la France.* » Avez-vous entendu ses successeurs tenir le même langage ?

On n'aurait jamais vu non plus sous G. Pompidou des minorités ethniques et confessionnelles s'affichant avec une telle arrogance. Sa façon à lui d'être gaulliste, c'était d'abord la volonté de ressouder une société française disloquée par des confrontations fratricides. G. Pompidou disparu, les priorités changèrent. Au nom de la nouvelle religion d'Etat (le *résistancialisme*), les identités particulières furent au contraire encouragées pour s'affirmer maintenant en de puissantes *congrégations* dont le passe-temps favori est de s'en prendre à la France et aux Français.

Ne se contentant pas de réveiller en toute occasion les antagonismes sociaux et politiques nés des confrontations franco-françaises de notre histoire contemporaine, les commerçants de l'anti-racisme soufflent sur leurs braises en exploitant à fond leur occupation du terrain médiatique. La colère monte chez un nombre croissant d'indigènes excédés par la révoltante complaisance de l'Etat envers eux. Car derrière des litanies, la cabale déchaînée laisse percer sa volonté de flétrir l'honneur de la Nation. Les Français auront-ils suffisamment de lucidité pour faire payer la résignation de ces politiciens qui ne font rien pour la mettre hors d'état de nuire ?

1 — Les « *voleurs* », comme *Gringoire* appelait les ténors de la III^e République en 1934.

IX

AGITATION DIPLOMATIQUE ET EXHIBITIONNISME HUMANITAIRE

*« Ils portent toute la souffrance
du monde en bandoulière. »*

À défaut de prestige, nous conduisons une politique étrangère extravagante à motivation idéologique plutôt que pragmatique. Elle projette du Français l'image de l'Abbé Pierre, de mère Thérèse et du vibron Kouchner, en semant à tous vents l'argent humanitaire. Nos hommes politiques s'achètent une bonne conscience par le pèlerinage rituel à Sarajevo, symbole de l'impuissance de l'Europe à organiser une juste répartition des dépouilles de l'ex-Yougoslavie. Six républiques socialistes, deux provinces intégrées à la République de Serbie et des communautés fortement différenciées par leurs dialectes, leurs traditions et leurs croyances religieuses que seule une autorité inflexible avait pu maintenir rassemblées sous la même autorité. Le cas de la Slovénie étant réglé, la Macédoine et la Croatie ayant également obtenu leur indépendance (celle-ci en abandonnant aux Serbes l'enclave décrétee République de Krajina^[1]), c'est la reconnaissance par la CEE de la République de Bosnie-Herzégovine^[2] qui a mis le feu aux poudres. On comprend que sans la vigilance d'un pouvoir central évaporé, cette vaste et riche république (51000 Km², 13 % du PNB fédéral) plantée au cœur de l'ex-Yougoslavie soit devenue la proie de ses deux puissants voisins. N'a-t-elle pas été alternativement vassalisée par les Croates et les Serbes, occupée plusieurs siècles par les Turcs, puis administrée militairement par l'Autriche-Hongrie jusqu'à la guerre de 14-18 et la constitution de la Yougoslavie ? La France aurait de riches enseignements à tirer de cet exemple de nation composite démembrée par la disparition du principe unificateur (l'Etat-Nation tenu de main ferme) qui assurait sa cohésion. Elle n'en est plus à une contradiction près dans le pilotage incertain du bateau-ivre du Quai d'Orsay. Alors qu'à l'intérieur elle combat le *nationalisme* à travers celui qu'elle livre à la Droite traditionnelle, c'est précisément l'exacerbation du sentiment national qu'elle cautionne à l'extérieur en apportant son soutien à la fragmentation des Balkans en poussière de nations naines.

Attardons-nous un peu sur ces événements tragiques en les éclairant sous un angle différent de celui de notre audiovisuel qui n'a vu là que l'occasion d'une nouvelle croisade

1 — Récupérée par la suite en 1996.

2 — La plus ethno-composite des ex-Fédérations Yougoslaves.

contre notre Droite nationale. La présence en Bosnie de fortes minorités serbo-orthodoxes (32 %) et catho-croates (18 %) habilitait après tout celles-ci et spécialement les Bosno-Serbes, à s'interroger sur leur avenir dans une république musulmane autonome à tendance intégriste. C'est du moins l'un des arguments avancés tant par les Croates que les Serbes de Bosnie pour s'emparer militairement de 70 % du territoire bosniaque. En fait, l'annonce d'une Bosnie indépendante fut perçue par ses résidents serbes et croates comme une véritable provocation. Elle donna le signal d'une course à l'annexion du maximum d'*espace vital* par les Croates forts du soutien de la Croatie indépendante – alliée fidèle de l'Allemagne – et par les Serbes rassemblés de leur côté autour d'une autorité serbo-bosniaque disposant de sa propre capitale (Pale) et de l'aide logistique de la Serbie.

Le conflit inter-communautaire dégénéra en guerre civile d'autant plus atroce qu'elle réveilla les rancunes séculaires de communautés étroitement enchevêtrées. Pour des raisons historiques, l'affrontement le plus rude mit aux prises les Serbes et les Bosniaques. Les premiers reprochant aux seconds d'avoir pris l'initiative de la sécession, leur réaction fut très violente. Elle s'exprima par des exécutions sommaires et l'internement dans des camps où l'on ne faisait pas grand cas de la vie. Les uns après les autres firent en sorte que les Bosniaques se sentant menacés leur abandonnent la place. Ceux pris les armes à la main furent tués séance tenante ou parqués dans des camps. D'où l'accusation à hauts cris d'« *épuration ethnique* » par la France, oublieuse en cela d'une tradition de cruauté et d'intolérance révolutionnaire qui aurait dû l'inciter à une plus grande réserve. Les guerres étrangères^[1] auront coûté moins cher à la longue que les croyances et les idées qu'elle n'a cessé de vouloir inoculer tant aux siens qu'au « *genre humain* ». Son histoire est une succession d'exodes^[2] : guerres de religion (1560-1598) et (1624-1642) ; Révocation de l'Edit de Nantes (1685) ; persécution aveugle de la noblesse (1789-1814) ; petits ou grands génocides comme la Saint-Barthelemy, la guerre des Cathares, l'extermination des « *Camisards* », les charrettes de la Terreur, le massacre des « *Canuts* », le (grand) génocide Vendéen et l'épuration 1944-1947. Et elle n'a guère de raison d'être fière de ses féroces précurseurs de la purification ethnique. Marat, « *La terreur n'est que justice, prompt et sévère* » ; Saint-Just, « *Les vertus farouches veulent des mœurs atroces* » ; Robespierre, « *Le salut du peuple exige des mœurs terribles* » ; Vergniaud, « *Soyez cruels ou vous êtes perdus.* » Notre république, bien qu'elle n'ait plus de dents, continue à se réclamer de ces préceptes révolutionnaires au nom desquels elle partit à l'assaut des monarchies européennes. Mais elle n'éprouve aucune gêne à couvrir d'opprobre, parce qu'elle en fut victime, l'idéologie au nom de laquelle l'Allemagne partit à l'assaut des grandes démocraties. Quant aux loges maçonniques qui prêchent avec onction, non-violence, humanisme, tolérance, indulgence et *abolition*, ne nous interpellent-elles pas sur les motifs suspects d'un tel virage, elles qui ont constitué l'ossature des clubs révolutionnaires, ont voulu la mort de Louis XVI et poussé les feux de la Terreur ?

Que les Serbes tant dénigrés par nos media au nom des DDH, aient été incités à se regrouper pour la défense de leur identité menacée, n'a rien que de plus naturel pour une nation qui n'a cessé de rêver à la *Grande Serbie* depuis des temps immémoriaux^[3]. Fidèle à

1 — Si l'on excepte les deux guerres mondiales du XX^e siècle.

2 — Il faudrait y ajouter le plus grand, celui des 2 000 000 de Français d'Afrique du Nord, qui aurait pu être réduit de moitié si la France avait été déterminée à défendre le droit à y rester (à certaines conditions) de ceux dont l'activité économique ne pouvait être considérée comme préjudiciable à l'intérêt bien compris des nouveaux pays indépendants.

3 — La Nation Serbe est une réalité historique dont l'identité et l'indépendance furent reconnues par le Congrès de Berlin (3 mars 1878). Territoire le plus étendu (56 000 Km²), population la plus nombreuse (7 millions d'habitants), noyau dur de l'ex-Fédération Yougoslave avec sa capitale Belgrade, la

sa tradition, cette même nation qui fut le fer de lance de la résistance chrétienne à l'impérialisme Ottoman, est aussi celle qui prit une grande part dans les 350 000 morts infligés par la Yougoslavie^[1] à l'armée allemande de 1941 à 1945. C'est une sorte de guerre sainte qu'elle a entreprise en Bosnie contre ce qu'elle ressent comme une sorte de retour à quatre siècles d'occupation et d'islamisation turque. L'idée d'une nation musulmane indépendante au cœur de l'Europe balkanique est insupportable à des Serbes qui n'ont pas été ramollis par l'apitoiement humanitaire et sont restés fidèles à leurs fortes valeurs traditionnelles. Leur patriotisme ombrageux a opposé jusqu'ici une résistance farouche aux subversions de tous ordres, dont à l'inverse la France « *Fratriote* » est devenue le lieu de prédilection.

Tout s'éclaire donc pour expliquer la levée de boucliers des contempteurs de l'idée de nation – qualifiés de « *Croisés de la Croisette* » –, enrôlés dans une liste *européenne* intitulée *Sarajevo*. Un nom qui sonne comme une déclaration de guerre à la Serbie parce que ardemment « *identitaire* » et chrétienne par son histoire, qui en a fait la clef de voûte de la Fédération Yougoslave. Bernard Henri Levy, Schwartzberg, Marek Halter ont saisi là l'occasion rêvée pour leur propagande d'assimiler l'engagement serbe, parce que d'inspiration patriotique, à une entreprise d'asservissement. Et d'entretenir chez nous par cause interposée la peur fantasmagorique du retour pourtant indispensable, ne craignons pas de le dire, à un « *ordre moral* » (vocabulaire auquel les semeurs de chienlit et les obsédés de la gaudriole veulent donner le sens – qu'il n'a pas – de pudibonderie et tyrannie). C'est une tactique courante de la coterie marxo-intello-cosmopolitico-médiatique, que de transposer ainsi son militantisme sur le théâtre international chaque fois que l'occasion s'en présente. Tirant sa force de la faiblesse du milieu dans lequel elle fait son nid, elle prêche sans trêve le brassage humano-culturel. Ces agités perpétuels entrent en transes dès lors qu'on interprète la réaction des Serbes de Bosnie comme le réflexe d'une population profondément enracinée dans la tradition *nationale*. Ils ne comprennent pas son refus de cohabiter avec des Bosniaques qui les ont trahis après les avoir côtoyés pacifiquement durant des décennies. Quoi de plus normal pourtant que ce mouvement de défiance vis à vis d'une communauté qui a pris l'initiative jugée hostile de réclamer son indépendance et dont on peut légitimement redouter qu'elle puisse un jour être régie par la *charia* musulmane^[2] ? Et quelle hypocrisie de la part de la communauté internationale de flétrir le « *nationalisme* » serbe alors que la voie *particulariste* choisie par la Bosnie n'est autre chose que la volonté de constituer une Nation. Un vœu en totale contradiction avec le culte mondialiste du métissage ! Ce sont les Bosniaques qui, en provoquant l'éclatement de la Bosnie-Herzégovine, ont fait renaître dans cette partie du monde des antagonismes profonds remontant à la nuit des temps. Ils ont incontestablement déclenché les événements tragiques qui ont suivi. Et pourtant ce sont les Serbes que l'on accable, parce qu'ils refusent d'abandonner à un pouvoir étranger leurs compatriotes installés en Bosnie. La symétrie est frappante avec l'infortunée *Révolution Nationale* dont on fit le bouc émissaire des responsabilités écrasantes de la III^e République dans les malheurs consécutifs à la défaite de 1940.

La générosité de nos *Sarajévites* n'est pas gratuite. Ils ne vont pas à Sarajevo pour se pencher sur les malheurs d'une Nation déchirée, mais pour se délecter du spectacle de

Serbie s'honore d'une puissante armée.

1 — Et son armée de *partisans* placés sous le commandement du général (puis maréchal depuis 1943) Josip Broz dit Tito.

2 — Fortement teinté de fondamentalisme, le culte musulman de Bosnie lui vaut le soutien de l'Arabie Saoudite et des Mollahs iraniens. Les « *Balkanologues* » s'accordent à considérer que l'encouragement à la formation d'un Etat musulman au voisinage de l'Albanie et du Kosovo est pure folie. Il s'agit bien là d'une prévision et non d'une prophétie.

son démembrement. S'ils détestent les Serbes, c'est parce que ceux-ci luttent désespérément pour en préserver l'unité. Ils ne se battent pas non plus pour la Bosnie, mais contre la Serbie, symbole d'un nationalisme à contre-courant de leur combat pour l'engloutissement de la France dans un mondialisme apatride. Ils ne militent pas à Sarajevo pour la Bosnie, mais pour sa dislocation. À l'avant-garde des forces malfaisantes qui ont signé l'arrêt de mort de la civilisation occidentale, ils viennent arbitrer à Sarajevo un nouveau recul de la chrétienté. Ils y saluent moins la nouvelle Nation que la renaissance de l'Islam en Europe. Une Europe dont ils rêvent de faire un atelier modèle de métissage ethnique, pluriculturel, multiracial et poly-confessionnel et repaire d'intégristes.

Appelons les choses par leur nom. Les volcans momentanément endormis au sud-est de l'Europe se sont remis en activité à la mort de Josip Broz (Tito). Il faudra du temps pour les éteindre. Les blessures seront plus douloureusement ressenties du côté serbe. Même si la Serbie s'en remet à la démocratie pour les guérir. Comme les éclopés qui ont perdu l'usage d'un membre, les trois peuples issus de l'éclatement de la Yougoslavie continueront à souffrir de la rupture prématurée des équilibres entrepris sous l'égide du grand fédérateur, par la mise en commun des ressources d'un vaste ensemble territorial. Un immense service rendu par une osmose malheureusement inachevée qui valait bien les inconvénients du comportement autocratique de son promoteur. Tito avait arraché ces communautés aux forces centrifuges exercées sur elles du fait de leur hétérogénéité intrinsèque. A l'union tenue d'une main de fer en marge d'influences extérieures, URSS y comprise, succédera l'attraction de chaque composante de l'ancienne fédération par les zones d'influence respectives des cultures germanique, slave, grecque et islamique qui s'y enchevêtraient. Nous en serons ainsi revenus à la case départ. Le cours repris de l'histoire mouvementée des Balkans, nous fera sans doute regretter l'interruption d'un processus de stabilisation régionale dont l'Europe était principalement redevable à *la stature* du patriote et grand homme d'Etat que fut Tito à la charnière stratégique de trois continents.

La promiscuité avec l'Islam dont elle héritera de la future partition, ne fera qu'exalter en Serbo-Bosnie l'animosité traditionnelle des orthodoxes envers les musulmans. Il faut s'attendre là à la naissance d'un espace « *ethniquement purifié* » voué à l'exécration de l'interventionnisme occidental qui a procédé à la *liquidation* de l'œuvre de Tito.

Désespérant de trouver en France un tremplin à la fois populaire et « *politiquement convenable* » pour monter dans les sondages, nos politiciens à la mode font aussi campagne en Bosnie. Quand B. Kouchner, l'abbé Pierre et les hallucinés de la rive gauche se servent de Sarajevo pour combattre la Droite nationale, d'autres politiciens professionnels y ont investi leur « *fonds de carrière* » personnel. C'est à Sarajevo et à Gorajde que l'un d'eux est allé gagner ses galons de candidat à la Mairie de Bordeaux. Aux regards amusés de leurs homologues étrangers, ils sont ainsi parvenus à prendre prétexte de la Bosnie comme d'un enjeu majeur de la diplomatie française. Il est plus facile de briller à Sarajevo qu'à Bonn, Tokyo et Washington. On y a vu bien sûr atterrir le pèlerin Ballardur qui en a fait, comme plus tard au Rwanda, une station obligatoire de son chemin vers la présidence.

Puissance qui se partageait le monde avec l'Angleterre, la France n'a cessé de perdre du poids depuis qu'elle s'est fourvoyée dans la Révolution. Les faits sont là, accablants : 1815 (Waterloo), 1870 (défaite militaire), 1918 (défaite diplomatique, les USA prenant la tête du peloton occidental), 1940-45 (déroute militaire, occupation), 1954 Diên-Biên-Phu (défaite militaire) et en 1962 les « *accords* » d'Evian (abandon *sans conditions* de l'Algérie et du Sahara). On crut un moment depuis 1958, qu'à l'ombre d'un homme qui la voulait grande, la France s'était redressée. En réalité, la prospérité économique provisoirement revenue ne fit qu'occulter les progrès de l'infection interne qui la rongait depuis la libération.

L'abcès mûrit sourdement dans le milieu propice de l'« *Education* » nationale pour éclater en mai 1968. N'ayant pas su conjurer ses vieux démons, la France revenait incontinent à ses errements habituels. Comme si elle ne se sentait pas à sa place, activée dans sa chute par le pouvoir politique remis inconsciemment entre les mains d'hommes ne se vouant qu'à l'ascension de leur propre carrière. Elle ne se manifestait plus dans le monde que par un spectacle de pantomime sur des théâtres mineurs. La caisse de résonance de l'audiovisuel prêtant à nos petits Talleyrand un rôle démesuré, nos *sondés* en tiraient une grande fierté. Il en résultait que si elles rehaussaient leur popularité domestique, les initiatives de nos *Sarajévites* présentées localement comme déterminantes, ne suscitaient généralement à l'étranger que le sourire narquois ou le commentaire acerbe des chroniqueurs. « *La France pouvait se comparer à ce personnage jadis puissant et respecté qui a fait de mauvaises affaires et s'efforçait de le cacher par une vie tapageuse, exhibant partout les signes extérieurs d'une fortune qu'il n'avait plus.* »

Notre diplomatie laissait croire par ses gesticulations qu'elle avait pris en mains le sort de l'ex-Yougoslavie. On en était déjà revenus aux rivalités européennes d'antan réveillées par sa désarticulation. La France n'avait ni les moyens ni le cœur de gagner cette guerre comme celle en 1914-1918 de l'entente franco-serbe. Une autre guerre perdue.

C'est à Dayton (USA) que s'effectue le dépeçage de la Bosnie. Un malheur ne vient jamais seul. Notre force de dissuasion ne suffit plus à notre démocratie pour compenser l'étalage de nos faiblesses. Nous le payons par la séparation de corps qui menace le couple franco-allemand ; le retour de l'Allemagne au rang qu'elle tenait avant-guerre dans le concert européen. Et c'est le premier, à la place que nous ambitionnions de tenir dans la construction de l'Europe. Nous le payons enfin par une subordination de plus en plus humiliante aux Etats-Unis dont on peut observer par ailleurs la tendance à détourner leurs regards de l'axe Paris-Londres au profit du Londres-Berlin. Et pendant que nos ministres font la navette Paris-Sarajevo, les vannes de l'Europe s'ouvrent au déferlement d'importations sauvages et d'une troisième vague d'immigration.

Quand partout ailleurs dans le monde, les reines, les épouses de chefs d'Etat et les princes consorts se consacrent pieusement au rituel des œuvres charitables et de l'écologie, l'épouse de notre Président milite dans la subversion. D'un continent à l'autre elle vole au secours des causes les plus brûlantes. À longueur de déclarations fielleuses à l'égard du Général A. Pinochet, notre classe politique se déshonore en travestissant délibérément la vérité historique. Cet homme avait-il d'autre choix possible que celui de la force^[1] pour extirper le marxisme du corps agonisant de son pays ? En s'y résignant il sauva le Chili de la faillite et de l'obscurantisme auxquels feu le Président Allende le condamnait irrémédiablement. Et il offrait à l'« *Exception* » française une nouvelle occasion de se manifester en faisant de l'épouse de celui-ci la réfugiée la plus honorée de France.

Puis, d'un continent à l'autre, c'est au tour de Danielle Mitterrand de voler au secours des causes les plus sulfureuses. Elle se précipite à Dakar pour sauter au cou de la faction la plus virulente de l'ANC^[2]. Et s'envole ensuite vers les confins irano-turco-irakiens pour soutenir le PKK^[3] stalinien en conflit avec ces trois nations et court à Cuba pour honorer la mémoire de Che Guevarra. Enfin elle accepte, puis dans le tollé général, annule

1 — Similitude frappante d'un dilemme national que le Général Franco dut également résoudre par le recours aux armes. Comme le Chili de Pinochet, grâce au bannissement d'un socialisme absolu, l'Espagne doit à ce libérateur inspiré le rétablissement d'une monarchie constitutionnelle, la paix sociale, la prospérité et la fierté nationale. Deux révolutions celles-là qui ne furent pas ratées.

2 — Armée Nationale de Casamance.

3 — Parti des travailleurs Kurdes fondé en 1978.

une visite aux chefs du Polisario en guerre contre le Maroc. Ultime offense à notre pays en la personne de l'épouse du Président de la République, Danielle Mitterrand est déclarée *persona non grata* aux Philippines (pour n'avoir pas hésité à se ranger du côté des rebelles communistes !) À l'heure du bilan, les ruines laissées derrière lui par le couple présidentiel apparaîtront peut-être au grand jour^[1]. On constatera alors qu'en fourrant son nez partout dans des affaires qui ne le regardaient pas, son militantisme idéologique aux quatre coins de la planète importuna beaucoup plus de monde qu'il n'en gagna de sympathies à la France.

Mais nous n'avons pas encore connu le pire. Le successeur à la barre fera de l'utopie une véritable croisade.

1 — Mais n'est-ce pas là un vœu pieux ?

X

LA VOLONTÉ D'IMPUISANCE

« *Oderint dum metuant.* »^[1]

« *Notre enseignement ne fait ni savants, ni soldats,
ni entrepreneurs; il fait des électeurs de gauche.* »

L'exemple des USA illustre l'importance du paramètre militaire comme facteur constitutif de la « *grandeur* ». Quoi de plus naturel dira-t-on pour cette nation qui, durant près d'un demi-siècle, fut seule à affronter le défi soviétique ? Quoi de plus naturel aussi répondrait-on pour d'anciens empires qui furent grands par l'étendue de leurs possessions et pourraient le demeurer par celle de leur indépendance militaire ?

La France est à double titre concernée puisqu'elle porta l'Europe sur les fonts baptismaux. De même que l'avenir de la France et celui de l'Europe ne dépendent pas de l'exportation de fruits et légumes, ce ne sont ni « *Caterpillar* », ni IBM, qui ont fait de l'Amérique l'arbitre du monde, mais ses porte-avions. C'est à sa puissance militaire et à elle seule qu'elle doit la distinction suprême de se voir implorer de rester en Europe – et d'intervenir en Bosnie. Une présence armée qui fait ressortir la vanité de notre prétention à arbitrer les destinées européennes en VRP de l'Etat-providence, un sac de riz sur le dos et une mallette de pharmacie à la main.

Les relations internationales se réduisent à des rapports de force. Nous en avons eu la démonstration avec l'Uruguay-Round négocié pratiquement à tous contre un. L'Amérique poussa l'outrecuidance jusqu'à obliger les parties concernées à s'entendre avec elle selon un calendrier fixé par ses propres institutions. C'est la puissance relative des protagonistes qui a fini par fixer les termes du même type d'accord par lequel elle nous a amenés (sous peine de représailles) à jouer les supplétifs auprès de Georges Bush dans son expédition Don Quichottesque contre le mirage irakien^[2]. Et c'est encore elle qui mit fin à nos illusions gaulliennes en adoubant le chancelier Helmut Kohl du titre « *d'homme politique le plus puissant* » d'Europe (juillet 1994). Bill Clinton vint ainsi réduire à leur juste proportion les prétentions du coq déplumé à vouloir voler plus haut que l'aigle. Une consécration chargée de

1 — « Qu'ils me haïssent, pourvu qu'ils me craignent. »

2 — Sous prétexte d'y instaurer la démocratie, ne visaient-ils pas à remplacer Saddam Hussein par un gouvernement fantoche ? Ainsi auraient-ils eu les coudées franches – outre la confiscation de ses réserves pétrolières – pour faire de l'Irak le maillon stratégique d'une chaîne de communication continue depuis la Méditerranée jusqu'en Sibérie et ses hydrocarbures.

signification pour les Allemands, à cinquante ans du débarquement en Normandie et un mois après sa célébration en grande pompe, sans eux.

La puissance n'est pas nécessairement un symbole de tyrannie comme le laisse craindre la plus tenace de nos idées reçues. Les démocraties ont su prouver – bien que généralement avec un temps de retard – qu'elles pouvaient être fortes et ne faire usage de leur force qu'à bon escient. La force est toujours utile, même si on ne s'en sert pas. Sans qu'elle ait même à s'exprimer, elle sécurise les plus faibles, impressionne les forts et joue un rôle essentiel dans les rapports internationaux. Le plus bel exemple de ce qu'apporte la puissance réside dans la façon dont elle fait aussi tout pardonner. Bien avant que nous ayons fait passer le peuple algérien de moins de deux millions à douze millions d'habitants dans les années cinquante (plus de trente à ce jour), les Etats-Unis avaient réduit leurs autochtones à une modeste présence folklorique. Et avec une telle bonne foi, qu'ils firent de leur quasi-ethnocide un juteux fonds de commerce cinématographique. La magie du western est si captivante que le tiers-monde n'est pas le moins enthousiaste à applaudir aux charges de leur cavalerie. Demandez-vous aussi pourquoi les Australiens peuvent se permettre de dénoncer l'« *exploitation* » des Canaques de Nouvelle-Calédonie alors que durant près d'un siècle leur distraction favorite fut d'*aller à la chasse à l'aborigène*. Comment l'expliquer autrement que par le fait qu'il est bon pour Indiens et Australoïdes d'avoir été *civilisés* au *fil de l'épée*, mais n'est pas bon pour les Canaques et les Africains d'avoir été « *colonisés* » la Déclaration des Droits de l'Homme à la main.

L'industrie cinématographique hollywoodienne a mieux servi l'Amérique que ne l'ont fait « *Les Droits de l'Homme* » pour la France. Joignant *l'utile à l'agréable*, cette institution « *culturelle* » est en réalité la plus fructueuse de l'affairisme américain. Il ne s'agit pas moins que d'une gigantesque usine à propagande nationaliste. Ce qu'illustre par exemple avec son invention du « *western* », la présentation par l'image sous les traits d'une sorte d'épopée humanitaire et chevaleresque, l'extermination des peuples indiens. Génocide toutefois inachevé par le confinement en *réserves* de leurs survivants, la spoliation de leurs terres les plus fertiles et de leurs abondantes ressources souterraines. Hymne des millions de fois chanté à la gloire de quelques escadrons de cavalerie et de la bannière étoilée. Modèle original d'appropriation massive à moindre prix présenté comme le triomphe de la civilisation sur la barbarie. L'« *Américain* » statufié en incarnation de grandeur d'âme, de force, de courage, d'intelligence et de talent à devenir milliardaire à « *partir de rien* ». ^[1] Si un Français inventa la lanterne magique pour quelques sous, c'est Hollywood et ses « *Golden Mayers* » qui en fit le filon d'or le plus épais de la planète.

Mais l'ingéniosité des Yankees ne s'est pas arrêtée là puisque le plus doué et le plus chanceux des colonisateurs s'est progressivement converti du haut de son opulence en protecteur des peuples prétendument exploités par les nations européennes^[2]. Une protection « *bénévole* » le plus souvent motivée par la perspective de s'emparer des richesses que celles-ci ont découvertes à leurs risques et périls. Nombre de pays affranchis n'auraient pas brûlé les étapes vers l'indépendance sans l'incitation pressante par Washington à se libérer de leur tutelle. Sous ce déguisement d'humanité désintéressée se cachait la voracité d'un impérialisme planétaire auquel la victoire avait donné des ailes.

1 — « *L'Américain moyen est fréquentable. En revanche, l'Américain idéal est parfaitement insupportable.* »

GK. Chesterton (humoriste anglais).

2 — La France la plus exposée à cette convoitise (à l'exemple de l'Algérie et des importantes réserves pétrolières de l'Afrique de l'Ouest).

À chaque philosophie, son laboratoire. Symbole de la nôtre et contraste frappant avec l'impérialisme anglo-saxon, l'Île de la Réunion, notre « *lot de consolation* », devenue lieu d'intense panachage à la croisée de trois continents. Curiosité vulcanologique, destination touristique de second ordre, notre démocratie fautive de mieux en a fait une sorte de *ferme à électeurs* alimentant un enjeu politique rondel où gauche-« *droite* » se disputent à coups d'aides sociales et d'allocation-« *braguette* », 3 sièges de sénateurs, 5 de députés, 47 de conseillers généraux et 45 de conseillers régionaux ! « *Exception* » française !

La France vient de vivre un épisode humiliant où son auréole de Saint-Bernard n'a pas servi à grand-chose, s'agissant non plus de donner mais de vendre, en se faisant payer. Les USA et la France se disputaient un marché d'avions de combat proposé par Taiwan. Malgré les mises en garde répétées de la Chine communiste, l'un et l'autre acceptèrent d'en livrer à la Chine nationaliste en se partageant la commande. Les représailles ne se firent pas attendre. Pékin décida le boycott des produits français. Affolé à l'idée de voir s'envoler un marché si prometteur, notre gouvernement promit à la Chine qu'il ne vendrait plus d'armes à Taïpeh. Comble de fourberie puisqu'elle venait d'encaisser la commande de 60 Mirages, il reconnut que Taiwan faisait « *partie intégrante de la Chine* ». *Ce que les USA ne daignèrent pas concéder (du moins publiquement)* en concluant quelques semaines plus tard avec les communistes l'un des plus gros marchés de l'après-guerre ! D'un côté la rançon de l'effacement et de la faiblesse. De l'autre le fruit de l'assurance, de la fermeté et de la force.

Les Etats-Unis affichent leur puissance sans le moindre complexe pour aboutir à leurs fins au défi de toute notion de morale. On s'explique d'autant mieux leur audace qu'à l'extérieur, le *droit d'homme* de notre Président tient lieu de *realpolitik* (un angélisme extra-muros qui n'a d'égal que son cynisme à l'intérieur). Sous l'impudent prétexte de leur anti-colonialisme, les Américains ne se sont pas privés de piétiner un « *allié* » en apportant leur soutien au GPRA (futur héritier de notre pétrole saharien). Ils récidivèrent quarante ans plus tard en offrant une bienveillante neutralité aux islamistes algériens^[1] dont ils savaient pourtant qu'au-delà de leur légitimité électorale, ils menaçaient de faire basculer l'Afrique du Nord dans le camp des Ayatollahs. Auraient-ils osé se moquer ainsi de la France s'ils l'avaient su capable de faire face toute seule à cette menace ? Pourtant maîtresse-praticienne de la *raison d'Etat* à laquelle elle confère une importance capitale, la France réduit celle-ci en pratique à des opérations de basse police. On aimerait plutôt la voir se consacrer prioritairement à son prestige et à l'accomplissement de ses objectifs stratégiques, hors de ses frontières.

En quoi me suis-je demandé, la volonté de dépassement de soi serait-elle incompatible avec le modèle atypique de notre démocratie ? Pourquoi, sous prétexte de souveraineté populaire, la culture des valeurs fortes nous serait-elle interdite ? En France, l'une et l'autre se sont effacées par suite de l'extinction progressive des attributs de la puissance : du sens de l'autorité, de la collectivité, de l'effort et du devoir. La grandeur, bien sûr, ne va pas sans servitudes car les sacrifices demandés par l'ambition impliquent en retour la disposition de vertus combattives en adéquation parfaite avec l'âpreté des lois de la nature. Celles-ci conditionnent la survie aussi bien à l'échelle humaine à l'intérieur des frontières, qu'à l'échelle internationale à l'extérieur. Or la volonté de s'élever au-dessus des autres et par conséquent de les dominer ne peut aller de pair avec la prédication *Urbi et Orbi* de valeurs alanguissantes. Depuis 1981, la France se prosterne devant de nouveaux dieux avec une intense ferveur. En leur nom, dans nos écoles, au Parlement, sur nos ondes, nos écrans et dans nos journaux, on pourchasse avec un acharnement redoublé les vertus qui font la force de nos principaux concurrents. Comment dans un tel dénuement moral la France pourrait-elle à la fois pro-

1 — D'un pays où le pétrole a une meilleure odeur que celui de l'Iran.

curer un bonheur infini aux Français, convier tous les « *damnés de la terre* » à le partager et prétendre conserver sa place dans le peloton de tête des nations ?

Aussi redoutables en temps de paix qu'en temps de guerre, l'Allemagne et le Japon ont démontré leur capacité naturelle à briguer le premier rang dans la classe des grandes puissances. Après avoir fait trembler le monde par les armes, elles le submergent maintenant de leurs fournitures industrielles et le dominant par leur puissance financière. Elles ont accompli en un demi-siècle l'exploit de faire jaillir des cendres de leur défaite les deux économies les plus florissantes de la planète. Après la conquête de territoires, elles se sont tournées vers celle des marchés. Les vertus qu'on leur connaît, c'est là leur secret, leur valent de manier aussi bien la pioche que le fusil. Vaincus, dévastés et épuisés par la guerre, confinés dans des espaces exigus et pourvus de modestes ressources naturelles, ces deux grands peuples ont très vite regagné le podium des vrais vainqueurs de l'après-guerre. *C'est la récompense de leur fidélité aux valeurs que nous avons proscrites et d'une confiance inébranlable dans leur destin.* La manifestation d'une volonté de puissance protéiforme aussi bien exprimée dans le sport, les arts et l'industrie que par les armes. Tandis que nous nous agitions fébrilement dans les jeux politiques et nous consomons pour des causes étrangères, c'est au seul service de la leur qu'ils consacrent toutes leurs énergies.

XI

LA FRANCE

ENTREPRISE DE REPEUPLEMENT

*« L'Islam dresse partout dans le monde
devant toute culture quelle qu'elle soit
une barrière à jamais infranchissable. »*

MAC MAHON

Avant d'entreprendre ce chapitre, quelques remarques préliminaires. En dépit du mal que je pense du comportement de nombreux jeunes immigrés en provenance d'outre-Méditerranée, j'éprouve d'autant plus de considération, voire même d'admiration pour ceux d'entre eux, spécialement d'origine modeste, qui n'ont cessé de respecter la France et ses lois et sont parvenus à s'insérer tranquillement dans la vie de notre société. Ceux d'autant plus méritants aussi qu'ils n'ont pas été aidés par nos « *Exceptions* ». Spécialement celle d'un anti-colonialisme institutionnel dont les dénigrements injustes leurs donnaient tous les droits sur nous. Nés Français sans même l'avoir voulu (voir infra), je pense donc avec gratitude à ceux qui le sont devenus par attachement à la France. D'autant qu'il leur a fallu beaucoup de perspicacité pour ne pas se laisser prendre au misérable maquillage de notre histoire d'Outre-Mer. Aussi patriotes et parfois plus que nombre d'entre nous, ils sont les seuls enfants d'immigrés dont on puisse accepter qu'ils disent comme on l'entend tous les jours sur nos antennes : « *Je n'ai pas besoin qu'on me demande de m'intégrer, je suis français...* », prétexte échappatoire du « *jeune* » immigré répondant au reproche d'avoir transgressé la loi.

En plusieurs vagues successives au cours des cinquante dernières années, la France a été envahie par une marée humaine venue celle-là du tiers-monde et principalement de ses anciennes colonies. Deux traits dominants de cette immigration, la multitude et une culture généralement aux antipodes de la nôtre, posent maintenant à la nation les problèmes les plus ardues qu'elle ait jamais eu à résoudre. Un phénomène migratoire de plus en plus envahissant qui s'est déroulé en trois phases successives. À l'immigration classique de type *utilitaire* des années 30-60, succéda le *reflux mal maîtrisé de notre décolonisation*, puis le modèle d'immigration stimulée par l'arrivée des socialistes au pouvoir, que l'on pourrait qualifier d'immigration *politico-humanitaire*, devenue progressivement sous l'impulsion d'une idéologie démentielle, une stratégie délibérée de *peuplement*. En concordance avec notre angélisme national, l'ouverture des vannes de nos frontières par les traités de Maastricht / Ams-

terdam et la convention de Schengen se traduit par un déferlement irrésistible^[1] que notre classe politique, toutes sensibilités confondues, s'avéra incapable d'endiguer. La ruée d'un tiers-monde fasciné par l'Eldorado du « *Modèle social français* » se poursuivra jusqu'à la conclusion de cet Essai et sans doute bien au-delà.

Il eût été possible, si on l'avait voulu, de faire barrage à cette invasion. En agissant sur deux fronts. D'une part, en arguant auprès du Conseil de l'Europe de la situation critique de la France en matière d'immigration (elle a atteint le point de saturation qui menace ses équilibres sociaux et économiques) pour demander l'application d'un moratoire de quelques années aux dispositions stipulant la libre entrée des personnes sur le territoire français. D'autre part, en France, en ajustant aux circonstances une législation dont la libéralité (code de la nationalité suicidaire – « *Jus soli* ») et la générosité infinie (solidarité sociale *pour tous*) constituent une véritable *pompe aspirante* de tous les déshérités de notre planète.

Malgré les mises en garde répétées d'une minorité attentive, nos politiciens bonasses n'en ont rien fait. Ils se sont contentés jusqu'à ce jour de la persécuter pour *racisme* et « *incitation à la haine raciale* ». Nous leur devons l'incrustation massive de certaines populations qu'un abîme culturel sépare de nous^[2]. En jouant sur une analogie qu'ils savent fallacieuse, ces imposteurs feignent l'indignation lorsqu'on leur explique les raisons de la plus grande difficulté d'assimilation de ces populations, que celle de nos immigrés traditionnels venus d'Europe. Ils n'ignorent pas l'existence de ces *différences* essentielles. Mais se gardent bien de le reconnaître. Par crainte de contrarier le dogme sacro-saint de *l'égalité* et l'engouement officiel de la République pour la mixité ethnique. Si bien que par calcul politique et exaltation chimérique des bienfaits de la diversité, on court le risque de plonger la Nation dans un capharnaüm où elle s'engloutira.

Immigration utilitaire

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, c'est par cargaisons entières qu'au motif des besoins de notre économie renaissante on importa la main-d'œuvre africaine, spécialement dans les branches d'activité minière, du bâtiment et de la récolte. Noble motif en apparence. Mais trop souvent terni dans l'industrie par le calcul sordide d'économiser des investissements et de peser sur le coût du travail. Un expédient méprisable qui vaut à ces « *négriers* » le retard de leurs équipements, et à la Nation l'annexion de milliers de postes de travail par des étrangers bien décidés à y faire leur nid. Comble d'imprévoyance en effet de ceux qui nous dirigent, ils n'ont même pas eu la présence d'esprit de limiter dans le temps le droit au travail en France de tous ces nouveaux venus en leur attribuant contractuellement, avec l'accord de leur pays d'origine, le statut internationalement reconnu de *travailleur temporaire*.

La pompe était amorcée d'un afflux de main-d'œuvre étrangère à l'Europe en augmentation constante opérée dans des conditions d'improvisation et de flou réglementaire qui en feront le cauchemar de la V^e République.

1 — Dont notre Guyane offre un exemple effarant. Eldorado celui-là des chercheurs d'or (*garimpeiros*) traversant allègrement nos frontières avec le Brésil et le Surinam pour venir piller (impunément !) notre or et en tirer de confortables revenus. Des indésirables auxquels s'ajoutent des milliers de « *déshérités* » sortis des jungles avoisinantes pour venir grappiller notre prodigalité sociale. « *Exception* » française.

2 — Aux exceptions d'usage près.

Immigration conjoncturelle

Après une deuxième vague propulsée vers l'hexagone par notre abandon de l'Indochine à Ho Chi Minh, la décolonisation de l'Afrique et l'accès à l'indépendance de la Tunisie du Maroc et de l'Algérie, notre porte fut grande ouverte^[1] au lendemain de la capitulation d'Evian (19/03/1962) à tous les Algériens désireux de venir se réfugier en France. On leur offrit la nationalité française jusqu'à la date « *limite* » du 1^{er} Janvier 1963. Ils n'étaient pas tous des harkis. Certes, six mois c'est peu. Mais c'est suffisant pour avoir laissé s'infiltrer chez nous des milliers d'indésirables. Cette mesure visant à offrir la protection (avec retard) des Algériens compromis avec la France^[2], il vient aussitôt à l'esprit qu'au lieu de cinq années de tergiversations *on aurait mieux fait de la leur assurer sélectivement sur place en temps voulu*. N'était-ce pas en effet une extraordinaire libéralité que d'avoir promis indistinctement – dans l'affolement d'une République aux abois – la nationalité française à tous ces Algériens fuyant vers la France, alors qu'on aurait pu tout aussi bien l'accorder à bon escient en Algérie Française (quand notre départ était programmé dès décembre 1958 – « *le conquérant malgré lui* », page 23) à ceux que leur fidélité à la France avait qualifiée pour une telle faveur^[3]. À quoi avait-il donc servi de rejeter l'idée d'une Algérie Française par crainte du danger socio-politique et des coûts induits de l'accueil d'une si importante population allogène, alors que les conséquences tragiques de sa démission exposaient la France, toutes proportions gardées, au processus inverse d'une France « *Algérienne* » ?

Cette mutation n'est-elle pas en voie de s'accomplir ?^[4] Certains signes qui ne trompent pas l'accréditent. Tel professeur de Sciences-Pô (P. Duhamel) en fut le révélateur lors du « *Magazine* » de F. Taddei sur France 3, le 08/02/2010. À la stupéfaction des invités présents, il justifia les manifestations intempestives de la communauté « *franco-algérienne* » fêtant la victoire de l'équipe de football d'Algérie sur celle d'Egypte en match de sélection pour la coupe du monde 2010. Elles avaient été selon lui l'expression de leur fierté envers leur pays d'origine. Soit, mais ne réalisait-il pas qu'elles avaient une fois de plus saisi l'occasion de huer *la Marseillaise*, piétiner le drapeau français et vandaliser les artères de plusieurs grandes villes de France ? Le professeur émérite resta coi, visiblement penaud d'avoir admis publiquement que notre modèle d'immigration équivalait en réalité au transfert pur et simple d'identités humaines *invariables* de territoires étrangers sur celui de l'hexagone. En d'autres termes, que le caractère massif de l'implantation de la migration algérienne avait effectivement fait naître chez celle-ci le sentiment d'une *occupation du pays qui avait « colonisé » le sien*.

Une énorme brèche venait d'être ouverte à nos frontières. Au flot initial relativement contrôlé, se greffa celui d'une immigration illégale massive et à deux reprises par les socialistes, littéralement siphonnée par la promesse d'un accueil bienveillant, d'un travail clandestin et la perspective d'une régularisation ultérieure pratiquement assurée. Comme si cela ne suffisait pas à son dévouement à la cause humanitaire, la France ouvrit plus grandes encore ses frontières à tous les déshérités de la planète en détournant peu à peu le droit d'asile de sa définition légale^[5]. L'invasion s'est alors développée en proportion directe de

1 — Le prix de notre retraite sur l'hexagone et des « *devoirs contractés par la France envers l'humanité* ».

2 — Martyre des harkis page 35 alinéa 2 ligne 17.

3 — Rappel. Le Décret Adolphe Crémieux de 1870 n'avait accordé en masse la citoyenneté française qu'aux autochtones de confession juive.

4 — Insertion effectuée en 2010.

5 — Voix de ses maîtres socialistes, le Conseil Constitutionnel poussa l'outrance jusqu'à vouloir obli-

notre ineptie collective. Car ce pays qui possède par ailleurs l'administration la plus tatillonne que l'on puisse imaginer, peut désormais se comparer dans ce domaine à une gigantesque passoire. Comment prétendre en effet contenir l'assaut de nos frontières sans la mise en place d'une surveillance rigoureuse des filières clandestines de passage vers la France et de contrôles draconiens du parcours de l'étranger dès son entrée dans le pays, à l'intérieur du territoire jusqu'à sa sortie. C'est maintenant à nos voisins frontaliers que nous délégons le contrôle des visas d'entrée en France. C'est à eux en fait que revient la surveillance des autres portes d'accès à l'espace communautaire européen. Mais n'est-ce pas bien naïf de se fier à la vigilance de non-francophones conscients de ce que leur hospitalité moins généreuse renvoie *mécaniquement* vers la France les émigrés en transit chez eux ?

La proscription des fiches de police dans l'hôtellerie et l'assouplissement des contrôles d'identité sous prétexte de discrimination « *au faciès* » sont un exemple édifiant de la stupidité de nos dirigeants. N'était-ce pas là un relâchement significatif de notre vigilance à une époque où l'« *ouverture* » de la société occidentale et l'attrait de ses richesses exigeaient au contraire son renforcement ?

Contrairement à ce que notre classe politique laisse entendre, il serait possible de transformer en entreprise suicidaire toute tentative de viol de nos frontières ou de séjour non autorisé sur notre territoire. En y mettant des moyens à la hauteur de l'enjeu, tant aux frontières que sur l'ensemble du territoire. D'autres pays que nous, généralement moins riches mais plus fiers de leur identité et jaloux de leur intégrité, y parviennent pourtant avec succès. Comment expliquer qu'une organisation sophistiquée du contrôle de l'immigration ait pu être mise en œuvre dans les trois pays d'AFN, alors qu'en France où nos frontières sont littéralement assiégées, on nous fait croire qu'une telle tâche est irréalisable. Lorsque dans ces pays bien protégés on accueille des étrangers, c'est avec la quasi-certitude de pouvoir les suivre pas à pas et les réexpédier chez eux dès qu'ils ne sont plus en règle^[1]. Déterminés à protéger de toute intrusion leur espace national, ils ont depuis longtemps accordé leur législation à cet objectif et imaginé les méthodes propres à débusquer et punir lourdement quiconque s'aventurerait à pénétrer chez eux clandestinement. Et d'ailleurs la stricte application de la clause de *préférence nationale*^[2], tant sur le plan des postes de travail à pourvoir que de l'assistance sociale, les met à l'abri de ce fléau. Cette mesure de sauvegarde élémentaire est la règle de bon sens de la plupart des nations bien dirigées. Ce n'est hélas pas le cas de la France. Se croyant investie d'une sorte de mission divine, elle s'honore au contraire d'être devenue le refuge de la misère du monde. Et de toute manière, peut-on maîtriser un fleuve en crue permanente si l'on se refuse à en tarir les sources ? Nous y reviendrons.

Immigration de peuplement

S'il n'a pas toujours eu une vision très claire du phénomène - lié en grande partie aux séquelles de la décolonisation et donc appelé à s'amplifier -, du moins V. Giscard d'Estaing a-t-il été le premier à réaliser qu'il fallait endiguer à tout prix le flot de l'immigration. En témoignent : la Loi du 3/7/74 suspendant - provisoirement - l'immigration, la loi Bonnet du 10/01/75 élargissant les moyens mis à la disposition de l'administration préfectorale pour

ger la France à réexaminer les demandes d'asile rejetées par d'autres pays de la Communauté Européenne ! La révision constitutionnelle de 1993 réduisit ses exigences à la *faculté* de les réexaminer.

1 — Il a suffi de 2 jours à la police marocaine pour retrouver parmi ses 30 millions d'habitants, deux des auteurs de l'attentat terroriste de Marrakech en août 1994 (des *beurs franco-marocains*...).

2 — Ce qui n'implique pas forcément, comme le terme *préférence* le suggère, qu'il s'agisse là d'une interdiction d'embauche de personnes étrangères.

l'expulsion des immigrés clandestins et enfin la loi du 21/11/75^[1] décidant du renvoi chez eux des immigrés sans emploi.

Mais une autre « *Exception* » française voulant qu'en France les lois n'aient *force de Loi* qu'en fonction des orientations du pouvoir en place, les ayatollahs des Droits de l'Homme installés aux leviers de commande par F. Mitterrand, s'employèrent à rendre caduques toutes les mesures de sauvegarde prises par la Présidence précédente. Une Loi du 25/5/81 (Defferre) suspendit la Loi Bonnet, celle du 5/8/81 *régularisa la situation des immigrés clandestins*, puis le 29/10/81 la Loi Questiaux favorisa de nouveau le regroupement familial (*initiative du gouvernement Chirac sous VGE*) interrompu sous R. Barre.

A peine refermée par le Président Giscard, la brèche fut réouverte dans les premiers jours de l'irruption au pouvoir le 10/05/81 d'un socialisme aussi avide de chambardement que l'ont été ses précurseurs de la commune de 1792, du sang des meilleurs Français. Comme si son dévouement à l'humanitarisme ne lui suffisait pas, il s'acharna à détourner progressivement le droit d'asile de sa fonction première en quasi obligation. L'accroissement suspect de postulants à *l'expatriation* laissa rapidement supposer que sous prétexte de persécution politique dans leur pays, nombre d'entre eux ne visaient qu'à bénéficier de notre générosité sociale.

Une loi de 1974 avait interdit l'octroi de nouveaux certificats de résidence, droit d'asile excepté. C'est alors le nombre de postulants au refuge pour raison « *politique* » qui ne cessa d'augmenter. Craignant de voir repartir ces immigrés qu'ils tenaient tant à garder chez nous, les socialistes abrogèrent la loi de 1974 d'aide au retour puis résilièrent en 1983^[2] l'accord de contingentement migratoire de 1965 avec l'Algérie.

Un dernier barrage subsistait de la législation d'avant-guerre réservant la priorité de l'emploi aux travailleurs français et faisant obligation aux étrangers de justifier d'un contrat de travail d'un an pour demeurer en France. La « *préférence nationale* » fut abolie par la loi du 17/7/84 octroyant aux immigrés un *statut de résident d'une durée de 10 ans* et l'égalité de droits à l'emploi. La motivation idéologique s'était substituée à la prétendue nécessité économique. Conjugée à une législation orientée vers l'enracinement, l'ouverture des vannes de l'immigration prenait carrément l'aspect d'une *immigration de peuplement*. Qu'importait l'impossibilité de lui fournir du travail (et « *quid* » de sa descendance ?) pourvu qu'elle enrichisse l'électorat de gauche et son ferment de subversion.

De 2 000 par an en moyenne avant 1981, les demandes d'asile passèrent brusquement à 20 000. Pour atteindre le chiffre effarant de 30 000 dans les années 90. Parallèlement à la recrudescence de l'immigration légale, les socialistes fermèrent les yeux sur l'immigration clandestine. F. Mitterrand alla jusqu'à régulariser la situation de tous les clandestins par voie d'amnisties successives en 1981 et 1988. Mieux que cela encore, l'abrogation de la loi « *Sécurité et Liberté* »^[3] le 10 juin 1983 et la limitation des contrôles d'identité par la police ont en quelque sorte invité les étrangers entrés clandestinement en France à y demeurer indéfiniment et les candidats à l'émigration encore hésitants à s'y précipiter.

1 — La première loi — n'est-ce pas édifiant d'être noté — proposée et acceptée au Conseil des Ministres *avant* la prise de fonction de J. Chirac à Matignon, la deuxième l'ayant été également *après* sa démission le 25.8.75...

2 — Lors de la visite à Alger d'une délégation du PS.

3 — Votée sur proposition du Ministre de la Justice A. Peyrefitte, le 2/2/1981.

Je convie ceux des Français « *éveillés* » qui liront cet Essai, de se remémorer ces lignes lors des éruptions ethniques qui ne manqueront pas de jaillir dans nos banlieues dans un avenir prochain. Et je les invite également à s'interroger sur l'indulgence suspecte du néogaullisme chiraquien envers les méfaits des socialistes dans leur gestion des problèmes liés à l'immigration. Au point de se demander s'il n'en a pas été le complice empressé.

XII

COMMENT AVEC UNE LÉGISLATION INGÉNUE ON FABRIQUE UNE MACHINE INFERNALE

« Dans vingt ans c'est sûr, la France
sera une République islamique^[1]. »

HUSSEIN MOUSSAVI (IMAM IRANIEN)

En l'absence d'une volonté affirmée de la contenir par une haute et épaisse muraille législative, l'immigration finira par nous submerger, le couple misère-surpopulation du tiers-monde exerçant une pression irrésistible sur nos frontières. Et la menace est d'autant plus forte pour la France où l'immigration présentée comme « *utile* » des années 30-60 a fait place à une immigration parasitaire appâtée par une mansuétude et des avantages sociaux *sans équivalent dans le monde*. Proximité de l'Afrique, lien linguistique, « *France terre d'asile* », écart vertigineux des niveaux de vie, appel d'air irrésistible de notre *assistanat*, ouverture béante de nos frontières, vide législatif et réglementaire et suppression des contrôles ne suffisaient pas à notre infortune. Il fallut qu'on y ajoute l'effet multiplicateur du *regroupement familial* et la complaisance de notre *Code de la Nationalité*. Si bien que dans l'indifférence générale d'un peuple anesthésié, le courant migratoire traditionnel bien absorbé d'origine européenne s'est peu à peu transformé au fur et à mesure des années en un torrent dévastateur venu de tous les coins du monde et jailli pour l'essentiel d'Afrique et de nos ex-colonies. Serait-il vraiment exagéré de comparer celui-ci à une sorte de *Tsunami* ?

L'attrait immodéré du trop plein du tiers-monde – sinon son rebut^[2] – par une France vouée à la bienfaisance humanitaire est fortement stimulé par un code faisant automatiquement don de la nationalité française à quiconque naît sur son sol. Clé de voûte d'une politique de peuplement engagée sous le prétexte de l'effondrement de la natalité française^[3], il fut conçu à l'origine pour favoriser l'émigration en provenance essentielle-

1 — Propos de prédicateur enfiévré, mais révélateur au demeurant d'une menace potentielle à long terme que notre classe politique se montre incapable – voire ni désireuse – de conjurer.

2 — Pour désigner ceux que le pays d'origine n'a pas jugé utile de retenir et *seulement dans ce sens*.

3 — Rappel. Amorcé par les bouleversements consécutifs à la Révolution française (Abrogation du droit d'aînesse et ses conséquences sur la natalité). N'avions-nous pas le pays le plus fécond et le plus

ment d'Espagne, d'Italie, de Pologne et du Portugal, pays européens, terres chrétiennes et groupements humains de même civilisation. L'adoption par ce code du « *jus soli* » (1880) ne pouvait se justifier que par le caractère aisément *assimilable* de ces populations. Il y eut tout lieu de se féliciter durant soixante ans d'un choix qui visait à les fixer définitivement sur le territoire national^[1]. Confrontée comme elle l'était au XIX^e siècle à l'hostilité des puissants Empires d'Europe centrale et de l'est, il fallait bien de « *nouveaux* » Français à la France. Dans le contexte différent des années d'avant et d'après la Seconde Guerre mondiale (1930-40/1945-60), ce sont plutôt les bras qui lui manquaient. Mais à titre *temporaire*. Le boom des naissances d'après-guerre lui procurerait bientôt assez d'enfants pour faire tourner la machine économique. Par un effet devenu doublement indésirable, le « *jus soli* » fabriquera à la chaîne des bras dont la France n'a plus besoin^[2] et des rebelles à l'assimilation *voire à la simple insertion sociale*.

L'ANPE se désole d'un déficit constant de l'emploi dans certaines branches professionnelles, à des postes *qualifiés*. Passer à un modèle d'*immigration choisie* s'impose donc et de longue date. Mais là encore, « *Exception* » française oblige, notre classe politique J. Chirac en tête, se refuse obstinément à prendre cette décision parce que contraire au postulat de *l'égalité de tous en toutes circonstances*.

18 ans, c'est là un âge où n'étant pas nécessairement affranchi de la tutelle parentale, le « *jeune* » cohabite la plupart du temps avec l'immigré dont il descend. Faire vivre sous le même toit des adolescents jouissant de tous les droits attachés à la nationalité française (même quand celle-ci n'est définitivement acquise qu'après un certain nombre d'années de présence sur le territoire national) et des parents étrangers, serait une monstruosité légale si la République ne réparait pas l'écart de statut par l'octroi à tour de bras des mêmes avantages sociaux à toute la famille.

Pour l'immigré né à l'étranger, il y aura toujours, s'il est pressé, le raccourci du mariage avec une Française et mille autres combines soigneusement répertoriées, pour se voir attribuer des aides équivalentes à celles des « *indigènes* » qui l'ont accueilli chez eux.

Le musulman aurait bien tort de se priver de l'aubaine de la double nationalité, puisque sa nationalité d'origine ne se perd pas^[3]. Ainsi sous le prétexte commode de la loi coranique, pourra-t-il faire venir jusqu'à quatre femmes, source ô combien lucrative d'autant d'enfants « *français* » qu'il pourra en faire « *don à la France* », aux frais de notre politique familiale universaliste. L'accès à cette mine d'or est gracieusement ouvert aux ménages polygames, sous la seule obligation qu'ils *attestent* tous les ans sur *l'honneur* du nombre de

peuplé d'Europe Occidentale à la fin du XVIII^e siècle ?

1 — Un reflux vient toutefois de s'amorcer en direction des pays d'origine ou vers d'autres pays de l'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord. Certains démographes spécialistes des mouvements migratoires l'attribueraient à la pression exercée en France sur la demande d'emploi par le flux puissant de l'immigration en provenance du tiers-monde.

2 — À l'exception de quelques rares métiers demandeurs de main-d'œuvre temporaire et/ou non spécialisée.

3 — Une fidélité qui s'étendra à tous les Arabes auxquels l'islam confère une identité inaliénable. Un *double-national* franco-marocain qui a fait la une de nos quotidiens lorsqu'il fut déclaré coupable en France d'un assassinat crapuleux en fournit un exemple typique. Dirigeant d'un grand restaurant des Champs-Élysées, Mr Rouhl, c'était son nom d'état-civil français (Rouhl veut dire *ogre* en arabe...) était la coqueluche du tout-Paris. Enfui à temps au Maroc les poches pleines, il se pavane depuis à Marrakech, propriétaire d'un hôtel-restaurant très en vogue dans la « *jet-set* ». À la France qui ne cesse de demander son extradition, la justice marocaine réplique qu'il ne peut être extradé car la loi locale l'interdit !

leurs enfants. Dans les squats, taudis, foyers et HLM de Montreux, Noisy-le-Grand, Chelles, Cergy-Pontoise dans l'est Parisien et des banlieues de nos grandes villes, l'état providence se fait un devoir de fournir « *gîte et couvert* » à ceux qui ne travaillent pas. Beaucoup d'entre eux vivent dans l'équivoque à la fois du clandestin menacé d'expulsion et du mâle subventionné d'enfants devenus français par la grâce d'une naissance providentielle sur la terre de France. Les pères ont fait venir leurs mères par des voies illicites puisqu'eux-mêmes clandestins ; mais qu'importe, leur progéniture sera française. Ne serait-ce pas indigne d'un pays comme le nôtre de refuser la pension complète aux parents de jeunes français ? En laissant ainsi bafouer les « *Lois de la République* », l'administration néo-gaullo-socialiste a ainsi créé des situations tellement inextricables sur le plan juridique qu'elle finira par les régulariser en désespoir de cause et *en toute inconstitutionnalité*. « *Exception* » française !

Portion congrue modérément incitatrice pour le pratiquant français du planning familial, l'allocation familiale est une panacée puissamment motivante pour celui dont l'activité procréatrice n'a de limites que sa virilité. Notons au passage que l'usage encouragé de la contraception et de l'IVG remboursée (la pilule « *du lendemain* » est pour bientôt) jouent dans le sens inverse en se mettant au service de l'affaiblissement relatif de la natalité de souche française. L'une et l'autre en effet se heurtent au mur de la réprobation généralement observée par les minorités les plus prolifiques d'origine étrangère et de confession non-chrétienne.

Quel Africain au courant de nos lois aberrantes ne tenterait-il pas dans ces conditions de traverser le détroit de Gibraltar à la nage pour venir procréer chez nous. Muni de deux passeports, le malheureux immigrant jouira de tout ce dont un *exclu* peut rêver. D'un côté le soleil, l'innombrable famille entretenue et le lopin de la future maison des vieux jours. De l'autre un salaire de trois à six fois supérieur au maximum qu'il pourrait espérer chez lui s'il y travaillait, des soins gratuits, des allocations familiales rétribuant sa fertilité^[1], un salaire parental^[2], le RMI, le minimum vieillesse, l'école gratuite, un appartement (prioritaire) à loyer modéré, le FAS et des aides municipales éventuelles. Mais ce n'est pas tout. Il y a aussi le clandestin qui, s'il en a les moyens, s'achètera quand il le voudra une nouvelle identité assortie de documents qui lui donneront accès sans même avoir à travailler, aux trésors de notre Sécurité sociale^[3]. Des exceptions diront les désinformateurs attirés à l'intention de ceux qu'exaspère la prodigalité d'une République en perfusion financière permanente. Exceptions peut-être, mais *beaucoup trop d'exceptions* au goût des Français qui en font les frais. Jusqu'où n'iraient pas les différents responsables d'une telle gabegie pour cacher les déficiences de leur gestion ?

Partant de là, on peut imaginer l'inépuisable sac à malices dont dispose l'immigré pour tirer le maximum de profit de son statut privilégié et plus spécialement le « *double national* ». Qu'il soit officiellement reconnu comme le « *beur*^[4] *d'origine privilégiée algérienne* », ou ne le soit pas comme celui dont les parents sont originaires d'autres pays arabes,

1 — Alors que chez lui on dépense autant pour la combattre, mais en vain.

2 — En gestation depuis que S. Veil l'a annoncé. Ainsi intitulé pour ne pas plagier la droite nationale qui la première en proposa l'instauration sous l'appellation de salaire familial, une désignation désormais expurgée de notre vocabulaire.

3 — Il va sans dire qu'il se procurera à satiété par les filières communautaires toute la gamme de vrais faux documents essentiels qui feront de lui le citoyen doté des mêmes avantages que ceux des résidents français. Le délestage périodique des imprimeries d'Etat et des immeubles administratifs où on les entrepose y pourvoira sans que quiconque ne paraisse s'en soucier le moins du monde.

4 — Français par la grâce du « *Jus Soli* », on le désigne désormais sous le vocable composé de « *Jeune franco-quelque chose* ».

le musulman ne perd sa nationalité – et donc le droit à deux passeports – que s’il la répudie. Connaissiez-vous beaucoup de ceux-là qui s’y soient décidés ? D’abord réservé à l’immigré dont les enfants nés en France sont devenus français, l’accès à la nationalité française a été progressivement étendu à tous les étrangers *qu’ils soient communautaires ou non*, pourvu qu’ils résident légalement sur notre territoire depuis un certain nombre d’années. En offrant la plupart du temps la nationalité française à la faveur d’une simple décision de caractère administratif et non en contrepartie de critères d’acquisition contraignants, on a abouti à fabriquer la catégorie de ce qu’on appelle des « *Français de papier* ». Lesquels bénéficient pourtant d’emblée d’avantages que les Français ont mis des siècles à conquérir. Et ils se mettent ainsi à l’abri d’un éventuel retour à la *préférence nationale*. Accueillir massivement dans notre communauté nationale des individus que l’on peut soupçonner de n’avoir d’autre motivation que l’intérêt, revient à y incorporer un dissolvant qui finira par la désintégrer. Et cela d’autant plus sûrement que la religion musulmane est prédominante^[1] dans la population immigrée originaire d’Afrique et du Moyen-Orient. Ce qui rend la prophétie liminaire de l’Imam Moussavi moins improbable qu’il n’y paraît si l’on veut bien en retirer la part de démesure mystique. Pratiquer en effet sur le corps de la Nation une greffe de 4 à 5 millions de musulmans comme nous l’avons fait inconsciemment, nous expose à une telle fructification du greffon, que le jour viendra où cette minorité vigoureuse, solidaire, fidèle à ses racines et consciente de son pouvoir (et de nos faiblesses), constituera une force politique redoutable. Au point de s’émanciper de celles de nos lois qui la dérangent. Tout l’y encourage en effet, renforcée comme elle le sera dans son identité culturelle et religieuse, par les partisans à Bruxelles et Strasbourg d’une multiplication des lieux de culte et d’enseignement à l’intention des communautés étrangères. A défaut de mosquées, l’indulgence républicaine et laïque est si infinie qu’elle autorise les musulmans à célébrer leur rite dans nos propres rues ! Le Coran se contenterait pourtant de prière à domicile selon un rituel convenu : mais elle fait mine de ne pas le savoir. Le spectacle de cette foule prosternée se relevant en cadence n’est pas seulement impressionnant. Il est le symbole de notre déchéance. A quand donc la psalmodie des muezzins communaux couvrant du haut de leurs minarets, le tintement des cloches et carillons de nos églises et cathédrales ? Ainsi verrons-nous proliférer chez nous les écoles coraniques, concession inévitable aux musulmans depuis que les Israélites peuvent maintenant choisir d’envoyer leurs enfants à l’école talmudique. Quelle *histoire* enseigneront donc ces maîtres de culture juive et musulmane dans un pays construit autour de ses cathédrales ? Seront-ils tous placés sous la tutelle de l’Education nationale laïque comme le sont ceux de l’école privée ?

Quelle tristesse de voir la République promouvoir ainsi la formation de communautés distinctes vouées à la perpétuation de leurs propres mœurs et traditions à travers l’endoctrinement des éléments constitutifs de leurs identités respectives par l’enseignement de l’histoire, de la langue et de la doctrine religieuse de chacune d’elles !

1 — Ce qui ne veut pas dire que tous se réclament de l’Islam pour des raisons relevant de la religion. La prière en commun est surtout consciemment ou non un acte de foi identitaire.

XIII

L'IMPOSSIBLE ASSIMILATION DE MASSE

« La cohésion nationale se définit en Allemagne autour de l'appartenance ethnique et non autour de l'adhésion collective à un système de valeurs démocratiques et constitutionnelles. »

WOLFGANG SCHAUBLE

Le caractère particulier de notre modèle d'immigration ne tient pas seulement à ses retombées sociales et financières mais à la menace de déstabilisation qu'il fait peser sur la France. Nous l'avons dit et redit, tant que le *jus soli* visait des immigrants d'origine généralement européenne, il répondait sans risque majeur à l'objectif de la loi : le renforcement nécessaire de la population française déclinante devant les menaces implicites de l'unification de l'Allemagne sous l'impulsion de la Prusse et du Pangermanisme naissant (1830-1870)^[1]. Ce qui jusqu'à la Première Guerre mondiale, n'empêcha d'ailleurs pas le processus d'intégration puis d'assimilation de cette population déplacée de susciter des réactions de rejet. Et pourtant elle s'était montrée parfaitement respectueuse de nos lois et empressée de se fondre dans le « *melting-pot* » français. Elle n'avait ni saccagé, ni incendié, ni pillé quoi que ce fut, même quand la France n'avait plus de travail à lui donner.

Le « *droit du sol* » (naissance sur le territoire français) ou *seul critère* d'attribution (automatique) de la nationalité est un tabou qui prend sa source dans l'universalisme/égalitariste prêché par la fantasmagorie *révolutionnaire*. Il n'est pas difficile d'imaginer les conséquences désastreuses de cette *incroyable générosité lorsqu'elle profite à des immigrants de culture différente* (sinon *divergente*). D'où l'impérieuse nécessité d'apporter une solution logique aux dérives qui en résultent par l'élaboration d'un « *code de la nationalité* » applicable sans discrimination à toute personne étrangère majeure en situation régulière définissant l'ensemble des conditions à remplir pour mériter l'attribution de la nationalité française^[2].

1 — Ambition de faire de l'Allemagne la première puissance européenne (offre de la couronne impériale du II^e Reich – 1871/1918 – à Guillaume 1^{er} de Prusse par les princes allemands le 18/1/71).

2 — Connaissance de la langue et de l'histoire – nationalité unique (renoncement à la nationalité d'origine) – serment de loyauté – casier judiciaire vierge. Critères d'importance capitale qu'il serait indispensable de faire connaître aux postulants par des moyens appropriés de façon à ce qu'ils s'y

Le peu de cas que la France fait de son identité nationale est illustré par ce qui est advenu de son hospitalité sans limites envers les colonnes interminables de « *républicains* » chassés aux frontières du Perthus et d'Hendaye par les troupes « *nationalistes* ». Nourrissant une haine farouche envers le général Franco, ils apparentaient tout ce qui n'était pas rouge et *international* au mal absolu qu'incarnait pour eux le Caudillo parce que porteur à leur goût de valeurs inconciliables avec le dogme marxiste. Renfort providentiel pour le PCF, beaucoup de ces révolutionnaires exaltés s'intégrèrent de grand cœur au noyau le plus dur des milices communistes du Sud de la France. Enrôlés dans le sabotage de notre effort militaire en 1939 pour le compte de l'axe germano-soviétique, nombre d'entre eux furent entraînés ensuite dans l'entreprise de subversion ourdie par le « *Parti* », en marge de ses activités de résistance. Comme ces armes et munitions parachutées de Londres que les FTP (*francs-tireurs-partisans*) ne destinaient pas qu'aux Allemands. C'est ainsi que des milliers de « *Rouges* » venus d'Espagne en haillons furent incités à poignarder leur généreux pays d'accueil, dans l'espoir d'aider chez lui à l'accomplissement du projet de République populaire avorté chez eux. À partir de cette souche indéfectiblement ancrée dans le mythe révolutionnaire, s'est multipliée une abondante population dont les partis socialiste et communiste ont électoralement bénéficié jusqu'à nos jours, la *sovietomania* ne s'étant guère totalement refroidie depuis dans ses rangs. Voici un apport démographique^[1] dont la France se serait volontiers passée. Car malgré sa venue dans un biotope totalement différent et dont la capacité d'assimilation dans les années 40 était encore intacte, il a gardé d'une génération à l'autre l'empreinte idéologique de son milieu social dans une Espagne jadis minée par le sous-développement.

La résistance à une véritable assimilation se manifeste sous d'autres formes mais de façon tout aussi regrettable au sein de la population immigrée d'origine afro-maghrébine, laquelle demeure attachée dans sa diversité à des cultures – coutumes, langues, dialectes, croyances, comportements – qui la dissocient de la nôtre par une barrière difficilement franchissable. Un frein d'autant plus puissant à l'aliénation de son identité propre par l'immigré initial, que la proximité du pays natal berce du rêve d'un retour auréolé de considération, à la tête de belles économies et au volant d'une Mercedes. Mais tous ne s'y résolvent pas, tant qu'ils n'ont pas épuisé le stock de ressources offertes par notre législation sociale. Alors, en attendant que la nourrice s'assèche, ils s'accommodent tant bien que mal de leur exil. Regroupés par affinité confessionnelle, familiale, tribale, nationale ou raciale sur leurs zones de prédilection à la périphérie de nos grandes villes, ils règlent en commun leur existence sur un mode de vie qui les immerge dans leur propre univers affectif. L'attachement au pays est si vivace – *tout « nationaliste » saura le comprendre* –, qu'au prix de lourds sacrifices comme c'est le cas pour les Maghrébins, ils retraversent d'année en année l'Europe et la Méditerranée en processions sans fin pour se replonger dans le bain national. Comme nous l'avons déjà observé, le père de famille émigré qui planta sa semence sur notre territoire en sera tôt ou tard remercié, s'il la sollicite, par l'attribution de la nationalité française. Un statut qui fera office d'assurance tous risques. Il aura en effet tout loisir, l'âge de la retraite venu, de retourner à son terroir naturel, doté à la fois d'un viatique rondet et du privilège de pouvoir revenir librement en France pour jouir de tous les privilèges attachés à la partie « *alimentaire* » de sa double identité. Il aura ici autant de « *résidences secondaires* » que d'enfants laissés derrière lui, pour venir s'y faire soigner gratuitement et percevoir les prestations sociales qu'il y aura conservées. Il poussera même son avantage jusqu'à se faire accompagner par sa

préparent (se référer à titre de bon exemple aux conditions d'acquisition de la nationalité allemande).

1 — Saluons pour autant d'admirables exceptions.

dernière jeune épouse à quelques jours de la délivrance de l'enfant qui à son tour sera promis comme ses frères nés sous notre ciel, au statut mirifique de *double national*.

Lors d'un voyage récent au Maroc, un ami a eu la chance de tomber dans un quotidien local (*Le Matin*) sur la *chronique d'un beur* (Mr Ahmed Ghayet^[1]). En voici quelques extraits édifiants : « *Nous sommes à trois mois de l'été et c'est dès à présent que se font les préparatifs du retour annuel pour les immigrés... en 1995 la situation en Espagne, les rumeurs sur les taxes des voitures, la sécheresse et la baisse des revenus des familles immigrées avaient constitué des freins indéniables. Mais cette année les choses vont mieux au pays d'origine et l'envie de revenir sur la terre natale habite tous ceux qui n'ont pu le faire l'été passé. Les conversations dans les quartiers et les cités où vit la communauté marocaine l'indiquent : chacun a le désir de rentrer au pays. Les parents surtout qui, en plus du plaisir de se ressourcer, ont dix mille choses à régler ; démarches administratives, habitations en construction, terres agricoles à visiter... Quant aux jeunes, il est important selon moi qu'ils puissent effectuer ce retour annuel : important identitairement, culturellement et sur le plan éducatif, affectif et relationnel (sic)... Le lien avec le pays, la civilisation (resic) d'origine et avec les racines revêt une grande importance*^[2]. » Soulignons à nouveau que ce réflexe identitaire est accentué par le sort partagé de la vie en banlieues et dans les ghettos urbains où se perpétuent les coutumes ancestrales. Mais la résistance à l'intégration atteint son plus haut degré chez les musulmans pratiquants que leur religion rallie à ses règles de vie. C'est là un facteur déterminant, le lien indissoluble qui les enchaîne à leurs origines. Les regroupements autour d'une communauté de langue, de coutume et de religion se sont littéralement enkystés dans notre corps social pour constituer des îlots dont l'extra-territorialité est devenue un Etat de fait dans notre Etat prétendu de Droit.

Certains quartiers de banlieue rappellent la kasbah d'Alger de triste mémoire. Ce bastion que seule une division de parachutistes^[3] sur pied de guerre parvint à soumettre à notre autorité. Dans ces viviers grouillants d'une population envieuse de la prospérité qui l'entoure, l'intégrisme militant aura beau jeu de trouver le soutien de ses activités subversives. Alors qu'il faudrait procéder à la fission de ces noyaux en particules plus faciles à incorporer en milieu étranger, on assiste au contraire à leur agglomération continue sous l'effet d'une dynamique contre laquelle les politiques d'intégration se trouvent démunies. Et c'est peu dire de politiques nationales que viennent contredire les instances supranationales. Nids de serviteurs passionnés du fétichisme « *Droitdlhommien* », l'Assemblée européenne et la commission de Bruxelles programment l'implosion de notre civilisation. Non seulement se gardent-elles de prendre la moindre initiative en direction d'une maîtrise accrue de la pression migratoire exercée sur l'Europe^[4], mais elles ne cessent d'en proclamer l'utilité : « *L'immigration est une chance pour l'Europe*. » Elles poussent le masochisme jusqu'à favoriser le développement du particularisme culturel de ses minorités ethniques. De quoi se demander si à Strasbourg et Bruxelles nous n'avons pas affaire à deux asiles de fous. Ils veulent paradoxalement subventionner en Europe une sorte de cet *apartheid* qu'ils ont combattu de toutes leurs forces depuis le jour de son institution en Afrique du Sud.

La réticence des parents à se plier à des usages qui ne leur conviennent pas, le pèlerinage familial au bercail des vacances heureuses et les liens que celui-ci tisse d'année en année avec le pays, exercent un puissant *appel au retour* sur les enfants. Contrairement aux

1 — Exemple dont l'auteur a eu connaissance.

2 — Le rédacteur de cet article, faut-il le préciser, est « français ».

3 — Honteusement calomniée *ad eternam* par nos medias pro-FLN.

4 — L'immigration ne « *serait une chance pour l'Europe* » que dans les limites de son utilité et de sa capacité d'assimilation. Ce qui n'est pas toujours le cas, loin s'en faut.

Européens qui retrouvent en France un cadre de vie proche de leur pays d'origine, ceux-ci subissent deux types d'influence conflictuels. Si bien que le problème posé par le souci de les intégrer est d'une complexité que les responsables de la politique de la ville ne paraissent pas avoir bien appréhendée. Il est en tout cas évident que ceux-ci n'ont pas compris ce qui pourrait au moins les *apprivoiser*, premier palier à faire franchir à des individus dont l'oisiveté a fait des a-sociaux. Nous nous heurtons là à un sérieux écueil car il faudrait avant de leur demander de l'aimer, qu'ils *admirent* la France après avoir appris à la *respecter* – voire à craindre ses lois. Cela implique la transformation radicale de notre comportement envers une population ataviquement portée à mépriser la faiblesse. Est-il besoin de préciser que la fermeté n'est pas notre vertu cardinale ? Et que nous ne sommes pas prêts à en changer, si l'on en juge par le peu d'empressement de la « *droite* » à faire rentrer ces populations turbulentes dans le rang. Ses ministres capons se terrent dans leurs bureaux à chaque démonstration de force des « *incendiaires de voitures* », se réjouissant en secret de voir défiler les milices de l'anti-nationalisme français. Ils ont choisi une fois pour toutes d'en faire les alliés objectifs de leur combat contre la résistance acharnée de la Droite nationale dans ce domaine. Les plus virulents de ces trublions sont ces *Jeunes Français malgré eux* dont notre législation encourage la multiplication, alors que nous n'avons pas d'emplois à leur offrir. Ils constituent l'équation irréductible de l'immigration à la Française. Une bombe à retardement.

J'aimerais ouvrir ici une parenthèse pour tenter d'apporter une part de clarté dans l'explication du processus qui fait des « *jeunes* » nés en France, ce qu'ils sont devenus aujourd'hui. Seuls les Français qui ont vécu l'ambiance des mœurs et coutumes d'outre-Méditerranée pressentaient que ces « *jeunes* » auraient de plus grandes difficultés que leurs pères à s'insérer pacifiquement dans la société française. Ils n'ont pas comme eux été forcés à s'expatrier. En ville, par la misère et l'insalubrité des bidonvilles, dans les campagnes, par la disette des grandes sécheresses. Une existence hantée par la crainte du chômage et de la mendicité.

L'Afro-beur né en France ne bénit pas tous les matins comme son géniteur, le bonheur de vivre dans un pays qui lui a sauvé la vie et permis d'économiser sou par sou le magot de sa paisible retraite future sous le soleil du pays de son cœur. Et il n'a pas acquis comme lui de l'exercice assidu de la religion ce fatalisme apaisant qui apprend à affronter la détresse avec résignation. Passé par l'école républicaine, il a vite compris que l'Egalité proclamée à tous vents ne collait pas avec ce qu'il voyait. Relégué à la queue de la classe, il envie ces *petits* Français mieux habillés et mieux notés que lui car il ne bénéficie ni des attentions ni de l'aide de parents mieux lotis et aptes à lui faire comprendre les maths et la physique.

Revenu de l'école dans son quartier, il regarde avec déférence le « *grand frère* » et le caïd qui, à 18 ans, a déjà gagné sa place dans la société souterraine. D'un côté l'échec scolaire, de l'autre l'alléchante perspective de rouler en « *BM* ». Il finira par céder aux sirènes du recruteur mafieux. Et vivre librement *en se levant tard*, de petites puis de grandes rapines. Et du RMI. Vivant en marge de la société civile, il deviendra la proie facile de toutes les tentations, celle de la pyromanie n'étant que la moindre de ses futures transgressions. Enfin, l'islamisme contestataire d'un Occident réputé vénal et rongé par un libéralisme dépravé finira par l'envoûter, parfois même l'enrôler. C'est le fondamentalisme religieux qui tirera les marrons du feu que cette jeunesse déracinée prendra tant de plaisir à allumer dans nos banlieues.

L'inégalité étant à l'évidence la règle du monde des êtres vivants, nous payons cher le postulat qui décrète l'égalité des hommes parce qu'ils sont des vertébrés à deux pattes et qu'ils ont l'usage de la parole. Un canon intangible appliqué en toute occasion et plus spécialement à l'école, univers kafkaïen régi de ce fait par l'aplanissement égalitaire sur le même

modèle pour tous. Une pétaudière placée sous l'autorité d'un ministre dont la renommée variera en fonction directe du pourcentage de reçus au baccalauréat. Diplôme jadis prestigieux rabaisé au rang utilitaire de simple ticket d'entrée au cycle universitaire^[1]. Absurdité d'une « école républicaine » où l'on place sur la même ligne de départ des élèves aussi dissemblables, soumis au même cursus *académique*. Si nos maîtres à penser à l'envers ne se résignent pas enfin à l'instruction à *deux vitesses* dans les « zones sensibles », les milliers de jeunes à la traîne que l'on aura marginalisés continueront à s'enfermer dans une *tierce identité de rejet*. Il ne faut pas chercher ailleurs que dans l'inculture parentale des « *primo-arrivants* » et leur incapacité à guider leurs enfants, l'éclosion de cette nouvelle forme de torture qui pourrait l'existence de millions de citoyens piégés par leurs faibles moyens dans l'enfer HLM des zones de non droit. Incapables de s'en échapper, ils sont exaspérés de vivre dans la saleté et l'insécurité perpétuelle, obligés de se terrer chez eux la nuit tombée, de céder la priorité à chaque rencontre sur le trottoir avec le « *Jeune* » maître des lieux^[2], et obsédés par l'idée de voir un jour ou l'autre leur voiture partir en fumée.

Expression de cultures exotiques, le *Hip-hop*, le *Ragga*, le *Raptag* et le *gangstarap* tant célébrés par J. Lang éloignent plutôt qu'ils ne rapprochent de l'intégration culturelle souhaitée. On pourrait en dire autant d'un certain snobisme à rebours qui, loin du simple souci de faire connaître, en arrive à saturer nos ondes de musiques primitives. De même que la « *fausse monnaie chasse la bonne* », la transplantation en France de ce que l'immigré a quitté^[3] revient à chasser des banlieues la culture à laquelle le motif véritable d'une bonne politique d'immigration voudrait que nous l'apprivoisions. Une jeune *nunuche* ne s'extasiait-elle pas dans une émission d'Europe I, devant « *le merveilleux spectacle d'intégration réussie* » dont témoignait la présence d'autant de mineurs et d'adolescents de souche française que d'Afro-beurs à une exhibition de NTM ! « *Intégration* » aussi à leur propre culture que ces fugues estivales subventionnées où les *jeunes* se retrouvent baignant dans le même milieu, en courte récréation sur une terre étrangère qu'ils voient tous avec le même regard. Un gadget de plus pour faire croire qu'une semaine d'air pur de nos montagnes les auront convertis en bons petits Français.

La télévision d'Etat nous offre périodiquement le « *débat banlieues* » où l'on voit le dernier en date des délégués à la Ville aux prises avec une meute polychrome de « *jeunes céfrans* » casquette à l'envers, venus là pour reprocher en quelque sorte à la France d'avoir accueilli leurs géniteurs. Spectacle consternant d'un pouvoir aux abois qui s'auto-flagelle aux yeux de millions de jobards presque reconnaissants à ces malheureux « *exclus* » de n'avoir pas encore « *mis le feu* » à leur voiture. La confrontation tourna dernièrement à l'absurde quand un farfelu vint proposer comme solution à la *galère* des banlieues, l'implantation de *commerces de proximité* dont on sait qu'ils sont la cible favorite des *jeunes pyromanes*. Connaissant l'attrait pour le loubard de la recette du chauffeur d'autobus, le comble du comique fut atteint lorsque l'un des invités suggéra l'amélioration des *moyens de communication* et que le représentant de la France déplora pour se donner une contenance, de ne pas y avoir pensé le premier.

À longueur d'antennes on voudrait persuader les Français de leur responsabilité collective non seulement dans le *génocide*, mais également dans l'anarchie des banlieues dont ils auraient « *exclu* » les habitants. C'est la mission que s'est fixée R.H. pour nous api-

1 — NDLR. De 40 à 60 % avant-guerre, la moyenne des admissions au baccalauréat est passée de 80 à 85 % !

2 — Et de devoir montrer patte blanche à des guetteurs en armes postés à l'entrée de certains *immeubles-bunkers* utilisés impunément comme lieux de stockage et de vente de stupéfiants.

3 — Et attire un nombre croissant de jeunes Français s'exerçant à la pratique du tambourin africain...

toyer dans ses *Navarro* sur le sort de ces pauvres *jeunes*, condamnés à vendre de la drogue pour vivre. Voulez-vous connaître la France qu'a voulue F. Mitterrand ? Allez voir les films de son beau-frère. Les fifres sur les Champs-Élysées et ce spectacle insupportable d'une France défigurée, c'est aux mêmes velléitaires de « droite » comme de gauche que nous le devons.

La pratique du sport vient à l'esprit comme une thérapeutique spécialement adaptée au mal des banlieues. Mais comme l'a merveilleusement bien compris J. Bouttier : « *Les valeurs du sport ne sont pas celles de la société moderne.* » Pour ne pas dire celles de la société française. Une intense préparation psychologique, physique et morale constitue le préalable indispensable à l'immersion sportive dans le cadre d'une opération à grande échelle. N'est-il pas cocasse d'imaginer que l'on puisse confier une telle entreprise aux maîtres-es-chienlit de notre système éducatif ? À défaut de structures, de volonté politique et d'un climat socio-culturel approprié, contentons-nous donc pour l'instant du bricolage consistant à favoriser l'émergence d'une poignée de *Jeunes* que leurs qualités physiques prédisposent au sport de haut-niveau. Et tant pis si le souci de ne pousser que les meilleurs soit contraire à notre passion égalitariste. Au moins nous aideront-ils à briller par-delà nos frontières dans une compétition où l'image et le prestige d'une nation se jouent autant sur les stades qu'à *Wall Street* et à l'ONU. Ce qui ne nous soulagera pas pour autant de l'angoissante préoccupation de vaincre les résistances à une véritable assimilation. Car ces louables efforts seront souvent déçus par la fâcheuse tendance du *double-national* parvenu sur le podium grâce à la France, de dédier sa victoire à son pays d'origine. « *Exception* » française.

L'enseignement, c'est certain, pourrait jouer un rôle majeur dans la conquête de cette jeunesse. Ceux qui réussissent dans leurs études parviennent mieux à s'insérer dans la vie active. Ils sont naturellement plus enclins que les autres à se distancier des attaches culturelles avec leur entourage pour franchir la frontière de l'autre monde. Afin d'accroître substantiellement le contingent des lauréats universitaires issus de l'immigration, faudrait-il encore que nous disposions d'un système d'enseignement adapté à l'irruption dans l'institution scolaire d'un type d'élève issu d'un milieu culturel et social tellement distinct qu'il lui faudrait un traitement particulier. La situation épineuse créée par la capacité différentielle d'absorption et de digestion de notre enseignement académique des uns par rapport aux autres est commune à l'ensemble de notre population scolaire. Cet écart d'aptitude n'existe pas seulement entre jeunes issus de l'immigration et de souche française, mais au sein même de ceux-ci.

Voici plus de quinze ans que les Anglais ont pris ce problème à bras le corps en amorçant le redressement d'une école ravagée elle aussi par le socialisme (les « *travailleurs* »). Leur décision capitale fut de rouvrir leurs prestigieuses « *grammar schools* »^[1], collèges de village et de quartier recueillant les plus doués sans distinction d'origine ou de fortune (à ne pas confondre avec *Eaton*, Oxford ou Cambridge), pour leur épargner le handicap d'un enseignement ajusté en rythme et complexité sur les traînants des écoles ordinaires. Ces pépinières de cadres nationaux avaient été fermées en 1960 par horreur de l'élite et de l'excellence.

Aux prises comme la France l'a été avec les douloureuses séquelles de sa décolonisation, la Grande-Bretagne a réagi de façon plus réaliste avec ses torques aux perturbations causées dans les écoles du labour^[2] par l'irruption massive des enfants d'immigrés. Elle n'a pas attendu le dérèglement dangereux du rythme scolaire de sa propre jeunesse en créant bien avant nous ce qu'en langage d'énarque on appelle les *sas*. Les Britanniques ont pour habitude

1 — Shakespeare et Newton en étaient issus.

2 — « *Travailleurs* »

d'appeler un chat un chat. Leurs *sas* ne sont pas prévus pour des séjours provisoires, mais consistent en une sorte d'« *enfermement* » dans des structures particulières.

C'est dans le cadre général de ce type de réforme qu'il conviendrait en France de prévoir au sein de ces mêmes « *sas* » l'embranchement automatique des inaptes à l'enseignement académique le plus élémentaire vers des filières d'apprentissage à des travaux manuels. La France ne souffre-t-elle pas d'une carence criante dans ce domaine ? Elle disposerait là d'une ressource inépuisable de futurs ouvriers spécialisés dans une gamme très large de métiers utiles tant à l'industrie qu'à ce qu'on pourrait appeler « *l'artisanat de proximité* », lequel a tendance à disparaître au profit de « *l'artisanat d'entreprise* » privilégiant la sous-traitance de gros travaux de construction au détriment de la modeste demande du citoyen lambda.

Une telle structure se prêterait également à l'intensification de la pratique du sport^[1], comme nous l'avons déjà recommandé. Ce type de formation a désormais un grand avenir dans une société en mutation où l'amateurisme sportif d'antan s'est transformé en antichambre d'un professionnalisme lucratif. Une activité qui offre de multiples perspectives dans une « *économie sportive* » en plein essor. Je pense à une formation *sport-études* selon le modèle anglo-saxon à temps partagé entre une instruction de rattrapage, l'enseignement d'un métier choisi et les exercices physiques. Suffisamment poussés, ils rempliraient l'office complémentaire d'éducation morale et de *contraintes* – que l'on me pardonne cet horrible adjectif – initiatrices aux *bonnes mœurs* de la société occidentale traditionnelle.

Conçu pour la récupération sociale de jeunes des banlieues chaudes inadaptés aux normes d'instruction traditionnelle de l'école républicaine, un tel projet impliquerait la mise en place d'une chaîne d'établissements placée sous l'autorité d'une *administration jouissant d'un statut différent de celui du Ministère de l'Education nationale*. Plutôt que de modifier en le démolissant, le cadre de vie des habitants de nos banlieues ne serait-il pas plus réaliste d'investir dans la réinsertion de ceux qui la leur rendent impossible ? Le danger de déstabilisation sociale qui nous guette est moins imputable en règle générale à l'immigré initial (pour les raisons déjà exposées) qu'à sa progéniture affranchie par son statut privilégié de Français à part entière. L'état d'insécurité que celle-ci se plaît à entretenir dans nos grandes métropoles, menace de dégénérer en foyers de guerre civile. Avec cette fois, la participation active des indigènes français si la force publique ne parvenait pas à les éteindre.

L'immersion de notre jeunesse « *sauvageonne* » dans une opération de cette envergure poserait des problèmes insurmontables si elle ne s'accompagnait pas d'emblée d'une préparation psychologique intense par un encadrement de formation quasi-militaire. Mais on ne peut concevoir de confier une telle mission aux maîtres libertaires de notre système éducatif. Tout en effet procède des bancs de l'école. Car la République l'a investie du rôle supplémentaire d'*éducateur*. Le point de passage d'une formation appelée à forger le comportement foncier et la culture de base de générations successives. Une fonction insolite mais déterminante puisque confiée à l'endoctrinement par des enseignants coulés dans le moule d'une idéologie calamiteuse. Nous en avons largement évoqué les effets. Utopique au départ de la grande révolution, elle a abouti en deux siècles et dans la foulée du soulèvement de 1968 à notre hideuse société anarchique et dépravée par le concubinage d'un néo-gaullo-coco-socialisme dont on peut déjà prédire qu'il conduit lentement mais sûrement la France à sa ruine.

1 — La pratique du sport à l'école ? Les ringards l'ont toujours tenue pour du *temps perdu* en études académiques – souvent fatras de connaissances inutiles dans la société moderne –, alors qu'outre ses vertus formatrices bien connues, il convient de placer au premier plan celle, incontestable, de la stimulation par le sport de l'activité cérébrale et de l'esprit de compétition.

Ce n'est pas de cet Etat vermoulu qu'il faut attendre la renaissance de la matrice à *hussards noirs* dont la République a tant besoin pour ramener sur la bonne voie d'une authentique intégration ces milliers de « *jeunes* » qui en seront peut-être des millions au terme du deuxième demi-siècle suivant. Mais ne nous faisons donc plus d'illusions sur la contribution d'une « *grande* » armée d'agitateurs hyper-syndicalisés, à un sursaut dont les données sont faussées au départ par le refus *des différences*. Cette jeunesse que l'échec scolaire aura « *exclue* » continuera donc comme elle l'a fait jusqu'ici à s'affranchir à la fois de la déférence envers l'autorité parentale et celle qu'elle doit à sa société d'accueil.

Je pense aussi à l'armée comme structure de formation idéale des rebelles^[1], ne serait-ce qu'à la simple insertion dans notre société civile. Voilà du grain à moudre pour les partisans d'une armée de métier, celle-ci se prêtant évidemment mieux à une telle fonction que notre armée actuelle de conscription. L'encadrement militaire professionnel me paraît en effet la méthode la plus appropriée^[2] à la pacification de parasites sociaux en révolte permanente. L'armée moderne dans sa diversité et complexité, est aussi le champ d'expérience idéal pour la préparation à un rôle utile dans la vie civile. Quelques années de bons et loyaux services sous l'uniforme constitueraient sans doute une garantie d'emploi autrement plus sûre que le certificat d'études. Mettre l'armée française à contribution comme filière d'intégration implique évidemment que l'on veillât à ce que les jeunes recrues de souche étrangère soient réparties dans les divers corps de troupe, *de façon à prévenir d'inévitables regroupements*. Et il va de soi qu'ils ne devraient pas bénéficier du statut de *double national*, préalable assorti de l'abrogation des dispositions autorisant les *jeunes* d'origine algérienne à effectuer leur service militaire sous le drapeau à croissant rouge sur fond vert et blanc.

Le recours à la violence de la jeunesse immigrée HCE est une sorte de réflexe indissociable de sa condition. Il provoque en retour la colère et le désespoir des Français piégés dans le tam-tam des banlieues. Affolés par le monstre social qu'ils ont enfanté, conscients de ce que le modèle d'une France déclinante éloigne de jour en jour l'espoir de l'apprivoiser, nos ministres n'ont trouvé jusqu'ici rien de mieux que de noyer le poisson. Dans des échappatoires du genre bain écologique de quelques jours en France profonde et de nouvelles cités idylliques où le vert et les fleurs dissimuleraient le béton. La politique ruineuse de « *la Ville* » a été conçue pour occulter les effets désastreux d'une immigration à laquelle on ne peut plus offrir de travail qu'au détriment de celui de nos propres concitoyens. Mais inhibés par la diabolisation de la droite authentique, les Français n'ont même pas le réflexe d'en tirer les conséquences, ne serait-ce qu'en cachette dans l'isoloir. Par crainte de reconnaître des torts qui remettraient en cause ses principes philosophiques, la classe politique de son côté s'enivre dans la fuite en avant.

La mauvaise foi de nos tiers-mondistes qui osent comme l'ineffable B. Stasi parler de chance pour la France, est proprement révoltante. Comment la leur pardonner au moment où 3 800 000^[3] demandeurs d'emploi émargent à l'ANPE, quand 2 300 000^[4] autres

1 — Et il y a la catégorie des plus récalcitrants que l'on verserait d'office dans des *centres de redressement* sous régime pénitentiaire.

2 — Encore faudrait-il qu'il se protège de la proximité d'une société privée déliquescence dont il serait appelé à être *l'antidote*.

3 — Au 31/12/93 les chômeurs officiels des 3 catégories de l'ANPE s'élevaient à 3 803 000 et les bénéficiaires de la politique de l'emploi (formule Balladur) à 2 265 000. Une statistique devenue affolante. En redéfinissant les critères d'admission au statut de chômeur, l'Etat a fait passer depuis 700 000 chômeurs officiels à la trappe.

4 — Le RMI pourvoit aux besoins élémentaires de ceux qui ne disposent pas de ressources suffisantes pour y faire face. Autre « *Exception* » française notable : il s'est peu à peu vidé de sa motivation pre-

s'entassent dans les parkings sociaux où on n'entend plus parler que de SDF, de Restaurants du Cœur et de l'Abbé Pierre implorant partout la charité et des logements. Et nous n'avons pourtant enregistré jusqu'ici que les nuisances économiques et sociales de l'immigration. La *nature* et l'ampleur de celle-ci ayant complètement changé, nous devons maintenant nous attendre aux redoutables répercussions de son émergence politique. Car on sème depuis 1981 de la graine révolutionnaire que la France récoltera plus tard. La récolte, soyons-en certains, dépassera nos prévisions les plus pessimistes.

Nous savions bien de quoi notre gauche était capable. Mais les Français étant majoritairement – bien qu'encore tièdement – de droite, ils comptaient sur leurs représentants pour mettre un terme aux folies socialistes. Nous verrons plus loin comment la fausse droite et ses mauvais capitaines les cautionneront au lieu de les combattre. *Un déviationnisme* dont, par une cruelle ironie, le chef du parti néo-gaulliste est le principal instigateur. Sans cette démarche tortueuse, une droite *plurielle* tiendrait démocratiquement les deux pouvoirs. Et nous n'aurions pas à déplorer que la France reçoive le plus légalement du monde, une nouvelle vague d'*immigrés* algériens qu'elle a dotés en tapinois du statut de réfugiés bien que les intégristes ne soient pas au pouvoir. Et nous n'aurions pas à attendre anxieusement cet armada d'*Exodus* que les islamistes feraient un jour fuir vers nous toutes voiles dehors, s'ils devaient un jour s'en emparer.

Après tant de larmes et de sang inutilement versés dans une guerre d'Algérie que nous avons finalement abandonnée *corps et biens* (avec notre honneur en prime^[1]), il n'est pas concevable que nous ayons laissé se développer en France la situation explosive que je viens de décrire. D'autant que le Général de Gaulle lui-même en eut la prémonition en déclarant le 16/11/1962^[2], huit mois seulement après la signature des *Accords d'Evian* (18/03/1962) : « *Il faut mettre un terme à une situation qui fait que la France se voit imposer sur son territoire la solution de l'intégration rejetée sur le territoire algérien* », puis en ordonnant le 30/11/62 à son Premier Ministre de « *mettre au point les mesures propres à organiser et limiter dans les plus brefs délais l'immigration algérienne en France* »... Honte aux héritiers politiques du Général qui ne se contentèrent pas de combattre comme lui l'Algérie française, mais ont fait cause commune avec les « *porteurs de valises* » parvenus désormais au faîte du pouvoir pour construire une *France algérienne*. L'immigration massive qu'ils ont tolérée a abouti en guise d'intégration au résultat inverse, de son agrégation en communautés étrangères installées dans des réduits étanches où ne flotte plus le drapeau tricolore.

mière. Car il ne remplit plus que très accessoirement le rôle d'incitation à l'insertion, pour celui d'une subvention sans contre partie. Une aubaine à laquelle s'ajoutent les multiples allocations de l'*Etat providence* assaisonnées au « *Noir* » constituant en fin de compte le revenu qui fera de lui un *retraité* à 30 ans. Dispensé à 1 010 000 de « *pensionnés* », le RMI a coûté à l'Etat la bagatelle de 24 milliards de francs en 1996 !

1 — Chap. II2 à II6 infra pages 27 à 46.

2 — Le secrétaire d'Etat aux Affaires algériennes venait de constater un afflux de 1 000 Algériens par jour dont seulement une cinquantaine de harkis.

La facture

« Qui fait lâne ne doit pas s'étonner de
ce que les autres lui montent dessus. »

PROVERBE TURC.

L'état de l'immigration sur le plan statistique est tout aussi imprécis que la description que nous venons d'en faire est affligeante. Qu'il s'agisse du ministère de l'Intérieur, de l'INSEE ou de l'OMI, ces sources différentes d'information reconnaissent toutes les trois que les « *chiffres auxquels elles sont arrivées ne sont que des manipulations d'évaluations effectuées à partir de données éparses et de recensements eux-mêmes très approximatifs*^[1] ». Ajoutons à cela la suspicion légitime que l'on peut avoir envers un Etat social-démocrate de vouloir nous tromper sur la dimension d'un phénomène comparable à une sorte de *réaction en chaîne* dont il aurait perdu le contrôle.

Un alignement de chiffres est toujours fastidieux. Je me bornerai donc à citer des ordres de grandeur suffisants pour fixer les idées et laisser imaginer ce que sera la réalité des 10, 20 ou 50 années à venir, compte tenu des flux nets migratoires annuels moyens. Ils sont extraits des statistiques à fin 1991 émanant du ministère de l'Intérieur : 4 700 000 étrangers *en situation régulière*^[2], 1 000 000 de clandestins (estimation *officielle*) et environ 300 000 réfugiés statutaires^[3] auxquels s'ajoutent des dizaines de milliers de postulants en cours d'homologation. Au total, 6 millions d'immigrés « *légaux* », réfugiés et clandestins. Cette estimation *basse* se subdiviserait à son tour selon les mêmes sources en 1 600 000 étrangers en provenance d'Europe et de pays développés et 4 400 000 du tiers-monde dont plus de 3 000 000 originaires de pays musulmans. Il y a 110 nationalités différentes représentées dans le patchwork ethnique qu'est devenu notre pays. Mais cette monumentale *Tour de Babel* ne cesse de s'élever au rythme annuel d'environ 100 000 nouveaux migrants légaux^[4] à majorité afro-asiatique et d'autant de nouveaux clandestins venant régulièrement grossir les rangs de l'énorme communauté allogène de ce pays.

La publication du dernier recensement est révélatrice de l'impact considérable que notre politique d'immigration a eue sur l'importance et la composition de la population française proprement dite. De 42 000 000 en 1954, celle-ci est passée à 58 000 000 en 1994, soit 16 000 000 de Français supplémentaires. Le bilan démographique positif des Français « *de souche* » cumulé pour cette période (naissances moins décès) n'étant que de l'ordre de 10 000 000, il faut en déduire que dans le même temps les naturalisations et l'attribution automatique de notre nationalité aux enfants d'immigrés auraient atteint le chiffre de 6 000 000. Ce qui veut dire que la progression démographique du demi-siècle dernier est

1 — Beaucoup de personnes sont absentes lors du passage des agents recenseurs. L'immigré a tendance à minimiser sa déclaration. Les retours en France ne sont généralement pas connus, etc.

2 — La fantaisie de la statistique INSEE est néanmoins flagrante lorsqu'on rapproche ce chiffre de ceux de 1981 (4 050 000) et de 1985 (4 800 000), date à partir de laquelle l'immigration aurait décollé *significativement* !

3 — Ils s'accroissent à raison de 20 000 unités par an en moyenne et sont à 90 % originaires du tiers-monde. Quant à la reconduction du statut de réfugié ne devrait-elle pas être remise en cause lorsque les motifs politiques d'expatriation, des intéressés ont été invalidés ? ...

4 — Chiffre cité par le ministre de l'Intérieur en personne (C. Pasqua 1994) d'une population où s'accroît la proportion des émigrés venus de l'Est, *Roms* en tête. Il exclut celui des clandestins qui affluent vers la France depuis la disparition de *nos* contrôles frontaliers (Schengen).

imputable à des sujets de souche étrangère dans la proportion d'environ 4 sur 10. La dilution croissante de notre population est devenue d'autant plus préoccupante qu'elle a pour origine depuis les années 50, l'apport étranger le plus difficilement assimilable par le corps de la Nation. Ce serait certes une *chance* pour notre vieux pays de l'enrichir par une sève nouvelle et vigoureuse. Mais est-il besoin de souligner qu'à de rares exceptions près, le tiers-monde garde pour lui son sédiment démographique le plus utile ? Prise à la gorge par ses engagements envers le lobby immigrationniste, notre classe politique se voile les yeux devant un phénomène qui porte en lui les germes des plus graves désordres. Pour faire digérer la pilule au bon peuple, elle le matraque à doses croissantes d'une propagande *droitdlhommiste* interprétée hors de nos frontières comme la permission à tous les hommes de venir vivre chez nous sur un pied d'égalité de traitement social avec les citoyens français.

L'amateurisme, disons même la désinvolture dont la France a traditionnellement fait preuve en matière de contrôle des étrangers, entretient l'exploitation révoltante de notre candeur. Parmi la multitude d'arnaques et de faits divers retenus par le tamis à mailles fines des medias subventionnés, voici un cas typique d'escroquerie, celle-là *au diplôme* – relatée uniquement par la presse confidentielle –. Hamid Rezkallah entre en France en 1988. Il est algérien, peintre en bâtiment et il a un plan. N'ayant comme diplôme qu'un brevet de secouriste, il s'est procuré des formulaires de diplôme médical à l'université de Constantine. Muni de ce viatique falsifié, il débarque au pays des merveilles et se fait recruter par l'hôpital d'Oyonnax (Ain) en qualité d'interne. Il cherche et trouve l'âme sœur qui fera de lui un Français « *à part entière* ». En retour il nous fera don de deux *beaux enfants*. Cinq années s'étant écoulées sans le moindre accroc au service des urgences, il décide de retourner au soleil de son Algérie natale. Doté du sésame de la double nationalité, il aura de l'autre côté la possibilité de s'adjoindre jusqu'à quatre épouses algériennes après avoir répudié « *la Française* » et amené les deux enfants français avec lui. Son plan est bouclé. Ne voyant pas revenir *sa famille*, madame Rezkallah dénonce à la fois le rapt et la supercherie du père de ses enfants. Interrogée sur sa négligence, la DRASSRA^[1] répond : « *Faute de temps il n'est plus possible de consulter tous les registres des facultés d'origine (sic).* »

Encore plus outrageant que l'évocation du barbaresque s'accouplant avec son esclave blanche *pour lui faire un bambin blond*, cet imbroglio du géniteur africain préméditant de venir féconder une Française pour repartir français avec le produit de ses œuvres (le fait divers se corse ici d'une fausse habilitation universitaire qui lui a permis en prime de vivre cinq ans sur notre budget de santé), illustre parfaitement ce qu'il y a de vicié dans notre politique d'immigration. Nous en avons des centaines de ces stupides bécasses qui pleurent maintenant la disparition de leurs rejetons avec l'« *Ali-Baba* » de leurs rêves. Il y en a certes qui parviennent à les garder au nid. Mais le mariage mixte – tant fustigé par le Roi du Maroc Hassan II – n'aura pas moins doté leur progéniture d'une *nationalité confuse*. Elle ne se sentira dans sa peau ni d'un côté ni de l'autre de la Méditerranée, une frontière qui en fera de part et d'autre, des *demi-nationaux*. Mais nous ne savons toujours pas si la fripouille 100 % algérienne de cœur a été déchuée de la nationalité française et si elle a rendu les fruits de sa semence à leur mère. Seriez-vous vraiment étonnés qu'il ait gardé ses enfants et continue à encaisser ses allocations ?

On comprend que quelques esprits curieux intrigués par l'écart manifeste entre les chiffres officiels que nous avons scrupuleusement rapportés et ce que tout le monde peut constater sur le terrain^[2], aient décidé de les affiner. S'appuyant sur les projections du

1 — Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales Rhône-Alpes.

2 — L'aéroport d'Orly-Ouest est-il vraiment situé en Région parisienne ? Je recommande cette visite à toute personne en quête de dépaysement. Elle se trouvera brusquement plongée dans le tohu-bohu

démographe GF. Dumont, l'écrivain Jean Raspail évalue à 8 000 000 le nombre de résidents HCE en l'an 2015. Pas de moue dubitative : le Maroc, par exemple, a quadruplé sa population en soixante ans et il ne verse pas d'allocations familiales. Mais cette prévision ne cerne pas toute l'effrayante réalité. Il faudrait en effet y ajouter les Français nés et naturalisés dans l'intervalle, statistiquement noyés dans le chiffre de la population qualifiée de française^[1]. Nous sommes loin ici des évaluations tranquilisantes dont on nous abreuve. Huit millions, c'est presque la population de la Belgique^[2]. Une pléiade d'écrivains et de hauts fonctionnaires ont accrédité cette sombre prédiction et tiré la sonnette d'alarme. Pour recevoir en écho les élucubrations statistiques de l'alternance gauche-« droite » voulant nous faire croire que grâce à sa vigilance, l'immigration enfin maîtrisée était en baisse !

Immigrés qui travaillent et les autres...

Le moment est venu ici de couper le cou à la fable de travaux que ne voudraient pas faire les Français. Demandez donc à vos élus pourquoi tous les éboueurs sont des Basques au Pays Basque, alors que dans nos grandes cités on voit de plus en plus nos Durand-Dupont fouiller dans les poubelles ? D'autres raisons existent sans doute pour expliquer une telle pénurie de main-d'œuvre indigène^[3], dans un pays que saigne à blanc la charge de millions de chômeurs et d'assistés. Des raisons inavouables comme cette « *Exception* » française consistant à vouloir insérer à tout prix un trop plein de main-d'œuvre étrangère sans formation en perpétuelle augmentation, dans une économie à faible croissance et de plus en plus sophistiquée qui souffre parallèlement d'un déficit chronique en main-d'œuvre qualifiée.

Maîtrisant à peine sa rancœur, tel chauffeur de taxi montpelliérain à l'accent rocailleux vous y confiera qu'il craint pour sa licence. Le maire n'a qu'une seule idée en tête « *fabriquer du futur vote socialiste en distribuant des permis de séjour à tour de bras* ». Vous saurez ainsi pourquoi le seul autochtone de votre hôtel y sera le directeur. Censés défendre le travailleur français, nos syndicats^[4] en sont arrivés à l'exclure de quantité de postes de travail. Curieusement en effet, ils ne voient pas d'objection à ce qu'on applique la préférence étrangère à des conditions inférieures au SMIC par le biais de sociétés de travail « *temporaire* ». Qu'on me dise ce qui interdirait à un Français sans diplôme ni connaissance professionnelle particulière, de faire la plonge, le service dans un restaurant ou la veille de nuit dans un hôtel, plutôt que de fainéanter dans l'allocation d'Etat et les petits boulots au noir ? Eh bien je vais vous le dire. C'est notre société de « *progrès* ». Elle le conviera plutôt à se laisser vivre dans le RMI. D'avancée en avancée, notre modèle d'assistance tous risques ne manquera pas d'étendre l'accès automatique à cette aubaine aux Français du « *jus soli* » dès le jour de leur intronisation. Après les trafics de saison froide en « *zones difficiles* », la mise en commun du subside étatique dans une fourgonnette dortoir, leur permettra alors les beaux jours venus

d'une sorte de « *marché persan* ».

1 — Novembre 1996. Impuissant devant l'effet *Shoengen* qui, en l'absence d'une politique nationale de contrôle rigoureux des entrées sur le territoire français, se traduit par une recrudescence des deux courants convergents d'immigration, le clandestin et le légal, J. Chirac a trouvé la parade. Il ouvre à fond les vannes de la naturalisation. La machine à cartes d'identité nationale cessera-t-elle de tourner pour infirmer la prévision de J. Raspail ?

2 — On a calculé que dans vingt ans, à ce rythme (entre 2015 et 2017), plus de trois jeunes Français sur dix de moins de 18 ans seront de *souche étrangère à l'Union Européenne*.

3 — Français de souche.

4 — Dont certains passionnément *immigrationnistes*. Un positionnement instrumentalisé par leur support politique.

sur les belles plages de France, de vivre avec un « *revenu minimum d'initiation* » aux sports de glisse.

Phénomène sur le paradoxe duquel on ne s'étend pas suffisamment, l'importance des offres de travail insatisfaites dans un pays où 3 800 000 sans-emplois^[1] émargent aux aides diverses prodiguées par notre modèle social. On en tire l'argument de l'immigré sans lequel l'économie ne pourrait tourner. *Vrai* dans le sens que la pénurie de demande des Français de souche porte sur certaines branches de travail non qualifié, comme par exemple de l'industrie minière et du bâtiment ou de l'agriculture à main-d'œuvre saisonnière. Mais *faux*, car les offres insatisfaites concernent surtout des qualifications techniques que ni notre modèle d'immigration ni nos établissements de formation professionnelle et d'Education nationale sont en mesure de fournir à nos agents économiques.

Nous ne nions pas dans ce cas l'utilité d'une certaine dose d'apport étranger qu'il appartient à notre administration de continger en volume et utilité en fonction des besoins nationaux. Un apport qu'il serait même souhaitable d'inciter fortement en raison d'une compétition accrue *sur certains créneaux* en période de prospérité.

Dans le même temps, alors que les premières générations d'enfants d'immigrés HCE errent dans nos banlieues chaudes loin des chemins qui conduisent à l'insertion, nous assistons impuissants à l'arrivée continue de nouveaux requérants du même type sur le marché du travail. Autant de géniteurs potentiels de millions de Français « *de papier* » auxquels nos responsables politiques savent bien que la France n'aura pas d'emplois à offrir. Dans un pays qui ne s'est pas donné les moyens de faire vivre aisément plus de 60 millions d'habitants, et où les industries de main-d'œuvre n'ont d'autre voie de salut que la délocalisation lorsque la rationalisation maximale ne leur suffit pas, cette prolifération de bras venus d'ailleurs fait porter une grave menace sur notre identité nationale, notre paix sociale, notre sécurité, et constitue une charge financière au-dessus de nos moyens. Combien de temps encore les politiciens irresponsables qui, par soumission à ceux dont le pouvoir se nourrit de l'affaiblissement national, conduisent l'Etat dans cette voie depuis notre désengagement « *colonial* », pourront-ils minimiser les ravages d'une délinquance et d'une violence qui font la loi dans des zones dites *criminogènes* où la police n'ose même plus s'aventurer ? Comment leur faire comprendre que l'immigration n'a plus aucun sens dans un pays où des millions de personnes sans emploi ou en situation précaire constituent un fardeau insupportable pour une nation comme la nôtre qui vit à crédit. Par quel moyen faire savoir à 36 millions de somnambules^[2] que la France ne peut plus continuer à s'endetter pour financer ce que lui coûte l'immigration (éducation, santé, social, etc.), alors qu'à eux seuls les transferts hors de France de cette énorme communauté contribuent à l'équilibre de plus d'un budget national ? Certes la France ne peut se désintéresser du sort d'anciens pays de tutelle. Mais elle ne doit pas pour cela mettre en péril sa propre existence. Son aide serait bien plus profitable aux uns comme aux autres si elle s'accomplissait judicieusement à l'extérieur de son territoire.

Aux Français sacrifiés à la priorité accordée aux familles d'immigrés dont nous n'avons pas besoin et à ceux qui, le sachant, partagent leur souffrance, notre classe politique apparaît comme honteuse du monstre qu'elle a enfanté. Terrorisée par la pression migratoire, elle n'ose pas la mettre hors d'état de nuire par des mesures appropriées, de peur de devoir en admettre publiquement la nuisance. Ce sont pourtant de véritables bandes insurgées qui sèment la peur dans nos banlieues. Un comportement auquel il fallait s'attendre d'une *progéniture née pour vivre dans une communauté solidement encadrée par la tradi-*

1 — Rappel : chômeurs officiels inscrits à l'ANPE le 31/12/93.

2 — Les électeurs inscrits à l'exception du vote de la Droite nationale (3 200 000 aux législatives de 1993).

tion, la religion, une police redoutée et une justice respectée, autant de garde-fous qui nous font cruellement défaut. Des « Jeunes » dont l'atavisme s'est brutalement libéré en France au contact d'un univers exempt de contraintes. C'était trop demander à des experts dans le maniement des idées roses – pétris de connaissances théoriques et attendris par l'amour de l'autre mais dénués de sens commun – que la volonté de s'attaquer aux modes, aux tabous et aux tares pourtant clairement identifiées de notre société dite de *progrès*. Au lieu donc d'apprendre à cette jeunesse le respect de la loi à la manière dure^[1] dont elle n'ignore pas le caractère « éducatif » – pour l'avoir vue en action lors de ses visites au bercail –, nos politiciens croient pouvoir la domestiquer en la couvrant d'amabilités.

Voici donc notre « jeune Afro-beur » promu au rang « d'exclu privilégié ». Au double titre de victime du « racisme » et d'une conjoncture « internationalement défavorable ». Un beau tour de magie des nomenclatures au pouvoir pour se dédouaner de leur propre responsabilité dans la persistance d'une crise imputable à la socialisation excessive de la France, en mettant au compte du racisme et de la conjoncture internationale les mouvements d'humeur de *l'aborigène* excédé. On retrouve la même volonté de dissimulation dans l'innovation d'un *ministère de la Ville* chargé d'élaborer un ensemble d'actions et de pratiques expérimentales, imaginées par les contamineurs eux-mêmes du malade pour en retarder l'issue fatale. Le cobaye, c'est ce nouveau type « d'homme des banlieues » auquel le croisement culturel de notre modèle d'immigration a abouti. Abandonné en liberté à son état quasi-primitif, il se déplace en meutes à la recherche de sa pitance. Comme l'étaupe qui s'enflamme à la première étincelle, il embrase son territoire à la moindre intervention de la police. Le jeune « Afro-beur » est un pyromane instinctif. Rien de mieux qu'un supermarché à faire partir en fumée pour se défouler. Il se fiche éperdument d'être français. Il nous en veut d'être là comme si nous l'y avions amené de force. La fête pour lui, c'est l'ivresse des flammes et du pillage. Pourquoi se gêner ? Pris la batte, le brandon ou le bijou volé à la main, il s'obstinera à nier que c'était lui et sera libéré le jour-même. Non seulement on ne lui en voudra pas, mais on lui trouvera mille raisons de s'être insurgé (le séjour psychiatrique antérieur souvent fourni comme circonstance atténuante) Au fond n'a-t-il pas tous les droits du convive, à la charge de ceux qui l'ont invité sans contrepartie ?

N'est-il pas l'« exclu-d'une-société-raciste » ? Sujet fascinant pour le tiers-mondisme à la mode. Inassouvis par leur revanche sur la Légion dans « *Train d'enfer* », nos cinéastes psycho-socio-culturels en sortiront « *La Haine* ». Martyrologe du rappeur et catalogue de tous les prétextes à *bouffer du keuf* et *suriner* du franchouillard, ils auront eux aussi leur César.

Pour dompter le fauve, on a décidé que la seule thérapeutique, c'était la médecine douce. On fait sauter des immeubles entiers pour lui offrir des espaces verts, ce nouveau cadre de vie écologique dans lequel Simone Veil rêve de le *socialiser*. Pensant au gourbi de son village natal ou au bidonville de Casablanca vers qui il transhume régulièrement, comment ne se moquerait-il pas de notre impayable naïveté^[2]. Et quel soulagement une modification architecturale de l'habitat de banlieue pourrait-elle lui apporter ? Effacera-t-elle en lui

1 — C'est-à-dire simplement la Loi ordinaire « de la République » mais dans toute sa rigueur. On se souvient de l'agent de police Marie-Christine Baillet écrasée volontairement par un Maghrébin le 9 juin 1991 à Mantes-la-Jolie. Le magistrat instructeur atténuera la faute du tueur en décidant que le fait de précipiter *volontairement* sa voiture à 100 kms/heure sur un policier ne pouvait être qualifié d'homicide volontaire mais seulement de « coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner » (sic).

2 — Félicitons-nous de ne pas avoir colonisé l'Inde. Nous serions tous bouddhistes et ne mangerions plus que des légumes bouillis.

ou au contraire renforcera-t-elle son mépris envers notre société décadente ? Lui ôtera-t-elle le souvenir amer de l'échec scolaire qui l'a rejeté dans la rue ? L'arrachera-t-elle à la tentation du *gang*, de ses trafics et du racolage islamiste ? Faudra-t-il donc pour éviter qu'elle se déchaîne, prendre toute cette jeunesse déboussolée en *pension complète* ?

Au titre de *leçon de choses* à l'intention de ceux qui n'ont encore rien compris de ce qui les attend, je propose d'organiser une série de voyages d'étude en Afrique profonde, terre d'immigration par excellence. Rien à voir avec l'idée qu'en donnent par médias interposés, les visites officielles d'ambassadeurs itinérants habitués de 5 étoiles flambants neufs et de réceptions fastueuses dans des palais de rêve. Aux antipodes également de l'image qu'ils se sont faite du chasseur de fauves parcourant les espaces sauvages d'une nature sublime, c'est la face voilée de l'Afrique qu'on leur montrera. On leur offrira cette fois le frisson garanti du plongeur dans les bas-fonds populaires et les bidonvilles insalubres des grandes cités. Ce qu'ils y découvriront dépasse ce qu'ils auraient pu se représenter de pire en matière d'entassement humain. Ils reviendront marqués pour longtemps par le souvenir de ces foules compactes s'écoulant interminablement dans les ruelles étroites, et les nuées des moins de 12 ans s'envolant en piaillant à la sortie des écoles. Et ils frémiront à l'idée de ce que cette multitude deviendra lorsqu'elle sera adulte. Transposant ce qu'ils auront vu à l'échelle de l'Afrique du Nord à la fin du siècle prochain^[1] — pour ne citer que les foyers d'émigration les plus proches de la France —, ils se représenteront alors ce vaste territoire, comme une sorte de gigantesque fourmilière^[2]. Au-delà des problèmes posés par une telle prolifération humaine dans des pays programmés au mieux pour une population quatre à cinq fois moins nombreuse, ils y verront celui de dizaines de millions de regards désespérément fixés sur les rivages septentrionaux de la Méditerranée. De quoi s'alarmer à la perspective de cette froide détermination populaire à tout risquer pour échapper à son sort en la franchissant. Peut-être alors nos élus réaliseront-ils que leur priorité absolue serait de tout mettre en œuvre pour les en dissuader. Mais auront-ils la volonté politique de le faire ?

Que signifie désormais la nationalité française ?

« Qui sème le vent récolte la tempête. »

Alors qu'on vient de lui accorder la nationalité française, telle étoile sportive venue du Ghana exprime publiquement son émouvante reconnaissance en déclinant l'honneur qui lui est fait de jouer dans l'équipe de France. Cela compromettrait, déclare-t-il, sa sélection dans celle de son pays. Mais le monde n'a plus de frontières pour cet ex-colonisé. Coup sur coup, le voici qui annonce son intention de rejoindre ses frères de sang en demandant prochainement la nationalité américaine. Peut-on vraiment lui reprocher cette impudence ? C'est pour faire face à notre pénurie de sportifs qu'on lui a fait don de notre passeport. Comme la Légion d'Honneur, la nationalité française a été prostituée. Ce n'est plus que le ticket d'entrée au paradis où le bénéfice de tous les droits ne comporte pas la moindre contrepartie. Le nouveau recruté n'y voit que le code d'accès à nos aides, allocations, subsides, prestations, priorités

1 — Que sera devenue l'Algérie avec ses puits de pétrole asséchés ?

2 — D'après nos doctes démographes officiels, il paraîtrait que la natalité baisse en Afrique ! Information prise à la source dont on sait bien qu'elle ne peut se permettre d'annoncer sa hausse persistante aux institutions financières internationales dont elle dépend étroitement. (C'est le cas de maints pays où le ralentissement de la fertilité des nantis est plus que compensée par l'accélération de celle des déshérités.)

et opportunités de toutes sortes. Mais les soins, l'argent, la considération administrative et médiatique ne suffisant pas, on l'a autorisé à s'enrôler dans une armée étrangère. Dans un accès collectif de démente législative, après avoir tenu à en faire un Français, on l'a autorisé à effectuer son service militaire en Algérie (supra). Ce qui veut dire qu'en cas de conflit avec sa nation de cœur, la France concevrait « *humanitairement* » qu'il prenne les armes contre elle ! N'est-ce pas là l'« *Exception* » française la plus inattendue ? La nation la plus libérale au monde n'aurait pu imaginer une faveur aussi extravagante. Et pourtant, dans le silence de nos media et avec le lâche consentement de ce qu'on appelle la « *droite* », elle a bel et bien été votée par notre Assemblée nationale.

Il en va de même de ce privilège incroyable autorisant le *double-national* à voter d'une main en France et de l'autre « *chez lui* ». En dotant ainsi la même personne de deux identités différentes donnant respectivement accès aux droits imprescriptibles ouverts par chacune d'elles, c'est en effet s'exposer à voir *le lien le plus fort*, celui qui la rattache à ses racines, prendre le pas sur l'autre. Comment prétendre alors se donner pour objectif d'intégrer notre « *jeune* » à son pays d'accueil, quand par ailleurs on encourage son attachement aux institutions de son pays d'origine ? Et qu'il aura bientôt, après la mosquée qu'on lui aura construite, le loisir en prime de fréquenter l'école coranique qui fera de lui un Afro-maghrébo-musulman accompli ?

La prostitution de notre nationalité fait des progrès fulgurants depuis que la « *droiche* »^[1] est de retour à l'Elysée. À l'ahurissement des Français qui connaissent le drapeau marocain, le champion de boxe et *double-national* Khalid Rahilou présenté avec insistance par nos commentateurs sportifs comme le représentant de la France, portait un short de couleur rouge orné de l'étoile verte ! Le dimanche 12 janvier 1996 (Atlantic City-USA), celui-ci offrit donc le titre de champion du monde des super-welters au... Maroc ! Je ne suis pas de ceux qui lui jetteront la pierre pour avoir ainsi rendu hommage à sa patrie de cœur. Une intégration inachevée de plus. Quant à la France, il eût été plus digne qu'elle se fut contentée d'avoir contribué à la victoire d'un champion francophone. Car elle s'est ridiculisée aux yeux de millions de téléspectateurs marocains en revendiquant la citoyenneté française d'un homme qui la rejetait publiquement en arborant l'emblème national de son pays.

Nationalisme et patriotisme

Nous n'en sommes pas dans ce pays à une aberration près. C'est bien aussi chez nous que l'on combat le *nationalisme* avec le plus d'ardeur, alors que l'axe fondamental de notre politique en matière de *nationalité*, c'est la nationalisation d'office de la progéniture de parents immigrés qui seront à leur tour, par la force des choses, « *naturalisés* »^[2]. N'est-il pas insensé de tenir tellement à faire don de notre nationalité alors que cette procédure ne signifie le plus souvent que la voie d'accès à des avantages matériels ? Il y a c'est certain quelque chose de plus solennel dans l'attribution d'une nationalité. Que les *Droitdlhommiens* le veuillent ou non, la nationalisation est un privilège incorporel, une sorte d'ennoblissement. C'est l'accueil solennel dans une société humaine définie par le partage en commun d'une langue, d'un patrimoine et d'une culture. C'est tout cela la Nation. Une *personne morale* qui a ses intérêts propres à défendre. Être *nationaliste* ce n'est autre chose qu'affirmer la *primauté de la Nation* reconnue comme stade final du regroupement naturel des sociétés humaines sur un territoire déterminé par une histoire et des particularités communes. Une

1 — Saillie géniale du regretté Jean-Edern Hallier (1936-97).

2 — Curieux mot pour ne pas dire nationalisé ?

évolution civilisatrice qui implique l'institution d'un lien de subordination des personnes par rapport à la Nation. D'où le caractère suspect des motivations de l'anti-nationaliste viscéral des « *Front-républicains* ». Au point que dans leur vocabulaire ils ont substitué le nom de pays ou de République à celui de Nation et de citoyen à celui de français. On n'a rien trouvé mieux que d'opposer le nationaliste au patriote. Selon A. Schweitzer^[1], le nationalisme serait « *un patriotisme qui a perdu sa noblesse* ». Cette comparaison subjective idéologiquement orientée ne surprend pas venant d'un personnage voué à l'idéal pacifiste d'un ex-prix Nobel de la paix. L'arbitrage du *Larousse* ne vaut pas mieux. Il ne manquera pas de payer son tribut à la pensée officielle en désignant le patriote comme celui qui « (*prouve*) son amour de la patrie par les actes » et le nationaliste comme « *un (simple) partisan du nationalisme* » ! La distinction malhonnête n'est pas de pure sémantique. Elle incrimine à travers la diabolisation d'un substantif, l'association passée de celui-ci dans un composé sulfureux avec le socialisme^[2]. Et elle y ajoute l'exécration viscérale d'un *nationalisme* entendu comme l'expression d'une identité propre et intransigeante. Le nationalisme se situe de ce fait à un niveau supérieur de noblesse puisque manifestation concrète d'un militantisme patriotique aussi exemplaire par les actes en temps de paix qu'en temps de guerre.

National-socialisme et communisme soviétique aspirèrent l'un comme l'autre à l'hégémonie mondiale. Le premier de dimension stratégique par la conquête de territoires (le continent européen). L'autre de dimension politique par un endoctrinement au marxisme-léninisme à l'échelle planétaire. Une ambition fondée à partir d'un pays-continent sur la construction d'une formidable puissance. L'un consolida son pouvoir à partir du rétablissement de l'unité nationale, par la recherche de l'adhésion à son projet de toutes les catégories sociales. L'autre à partir de son démembrement délibéré par la terreur de la *lutte des classes* et la *dictature du prolétariat*. Mais quand celui-ci fut devancé par la plus rusée et la mieux préparée des deux dictatures, c'est à ses ennemis naturels qu'il fit appel pour le sauver d'un désastre inéluctable. Un secours providentiel qu'il mit à profit par la suite pour se retourner contre ses bienfaiteurs et reprendre son œuvre de démolition internationale. En commençant par la France où nous constatons tous les jours que son projet s'est accompli. Quand l'un crut combattre pour la *grandeur de son pays*, l'autre ne visait que la propagation d'une philosophie maléfique destinée à la consécration d'un *pouvoir universel*. En définitive, c'est une entreprise tout aussi diabolique qui survécut à leur confrontation puis déboucha à son tour sur le chaos.

À l'inverse de la perversité que lui prête A. Schweitzer, le comportement social du nationaliste fait plutôt apparaître chez lui une ferveur profonde qu'il ne faut pas confondre avec cette exaltation triviale et éphémère du supporter grimé de tricolore acclamant l'exploit sportif de son équipe nationale. Et on ne pourrait bien sûr imaginer un empressement moindre du nationaliste à défendre sa *patrie en danger*. La situation critique de la France des années 1990 ne mobilise que le nationaliste. Lui, n'a pas attendu qu'on déclare la guerre à son

1 — « *Décadence et renaissance de la culture* » A. Schweitzer.

2 — L'intention du moins semblait y être d'un *socialisme concret* aux antipodes du populisme verbal que l'on pratique chez nous. C'est en tout cas ce que j'ai personnellement constaté aussitôt après le franchissement du Rhin, en 1945. Comparée à nos lugubres HLM, la banlieue ouvrière de Pforzheim avait l'allure d'un quartier bourgeois. Un ensemble de maisons aux couleurs gaies entourées de jardins fleuris. Intérieurs chaleureux aux couloirs luisants de propreté, salle à manger/salon au mobilier sobre embaumant l'encaustique, salles de bains modernes, vastes cuisines entièrement équipées fonctionnant au gaz de ville, nouveaux modèles de *frigidaires*, murs brillants de peinture lavable, chambres à rideaux de cretonne et lits recouverts de jolies couettes, chauffage central en marche et la traditionnelle Volkswagen montée dans le garage sur ses supports, roues et pneus en bon état suspendus au mur.

pays pour la faire à ceux qui le mènent à sa perte. C'est cela le *vrai patriotisme*.

Seuls à s'insurger contre l'impuissance à laquelle nos dérives démocratiques ont réduit la République, les nationalistes français ^[1] n'ont pas à rougir de l'étiquette que celle-ci a collée sur leur dos. Tout dans le cours des événements leur donnera raison. Leurs idées et leurs propositions ne devraient cesser de progresser dans l'opinion en fonction directe de la dégradation nationale. Mais il faudra compter sur les obstacles himalayens de l'« *Exception* » française avant de les voir appliquées.

1 — J'en exclus les imposteurs pour lesquels le nationalisme n'est qu'un déguisement. Ils se reconnaîtront d'eux-mêmes.

XIV

LA DÉCHÉANCE

« *Abyssus abyssum invocat*^[1], »

PSAUME DE DAVID (XLI, 8)

L'absence de fierté et ce qui en découle, le manque de rigueur et d'ambition pour la Nation, caractérisent le comportement de nos hommes politiques. Comme s'il y avait une totale incompatibilité entre la manifestation de telles vertus et l'attachement à ce qu'on évoque sans trêve : les « *valeurs républicaines* ». C'est là le signe le plus clair de notre déchéance. J'en prendrai pour exemple le dérèglement scandaleux mais rarement abordé puisqu'*interdit*, des mécanismes de distribution de notre manne sociale.

Qui s'étonne en effet de ce que notre armée de demandeurs d'emploi s'avérât si souvent incapable de fournir des travailleurs introuvables ? L'ANPE de Lyon fit parler d'elle en 1993 lorsqu'elle ne put trouver dans son innombrable clientèle l'appoint de main-d'œuvre temporaire recherché par un vertueux agriculteur bourguignon. C'est depuis chose courante que d'entendre nos chefs d'entreprise se lamenter de ne pouvoir trouver sur le marché du travail le personnel dont ils ont besoin. Qu'attendent donc les responsables politiques pour accroître par des mesures appropriées la *mobilité*, la *disponibilité* et les *compétences* de la masse de main-d'œuvre enterrée dans nos ordinateurs ? Indemniser les chômeurs *à la recherche d'un emploi* oui, mais subventionner le chômage comme nous le faisons, non. Hormis le déchet naturel d'une société de consommation qu'il nous faut bien assumer collectivement, nos contributions de solidarité n'en devraient pas moins être conditionnelles. Elles ne se justifient pour le reste que par la bonne disposition de ceux qui les reçoivent à répondre aux offres d'un travail *déclaré*. Autant résoudre la quadrature du cercle en société (quasi)-socialiste. Il est en effet monnaie courante dans le monde de nos sous-emplois que le montant cumulé sans travailler en provenance de l'assistanat^[2] soit plus motivant que la perspective d'un salaire éventuellement proposé. Du moins pendant la période de versement de l'allocation de chômage principale. *Si bien que le problème de la lutte anti-chômage se pose autant en termes d'acceptation des emplois offerts que de création d'emplois nouveaux.*

C'est un vrai cauchemar que vivent des milliers de Français honnêtes, courageux, le plus souvent chargés de famille, qui ont perdu leur travail encore loin de l'âge de la retraite.

1 — « *L'abîme appelle l'abîme* ».

2 — Et « *d'à-côtés* » peu contraignants qui épargnent d'être debout avant le lever du soleil.

On ne dira jamais assez leur angoisse à voir se rapprocher l'heure fatidique de l'interruption des ASSEDIC. Mais les litanies sur l'*exclusion* n'ont plus l'écho qu'elles devraient avoir dans le cœur des Français. En mélangeant le bon grain de l'ivraie, elles recouvrent trop de situations qui ne méritent plus leur sollicitude. Le cas extrême du SDF n'est pas toujours le plus attristant. Une épave rejetée indistinctement sur les trottoirs de toutes les sociétés développées ou en voie de l'être. Mais celle-ci est une « *Exception* » française dans le sens où notre SDF national a trop souvent tendance à prendre goût à son état. Jusqu'au point où sombrant dans l'alcoolisme, il deviendra un déchet « *irrecyclable* ». Même en hiver, il préférera son abri de fortune à l'hébergement bien au chaud d'une organisation charitable. Le psychologue nous expliquera ce naufrage par la peur d'affronter à nouveau les pressions d'une existence normale en société, sorte de jungle où l'on ne peut normalement gagner sa pitance que dans un combat de tous les instants. Un effort que n'exige pas une « *manche* » bien « *peinarde* » au rapport parfois surprenant...

Plus préoccupant est le cas de cette masse grandissante de sans-emploi français qui ont perdu le goût du travail. En ajustant leurs besoins à une existence frugale, partagée entre le bricolage, le lopin à légumes et quelques miettes d'assistance, ils ont capitulé. Certains souffrent d'un syndrome encore plus préoccupant. Tout aussi inguérissable et contagieux. La paresse. Avec en prime la sensation enivrante de vivre en liberté et jouir de ce qui leur tombe dans le bec. Voilà une autre « *Exception* » Française qui apportera de l'eau au moulin des immigrationnistes. Quelle chance diront-ils d'avoir de braves immigrés pour travailler à leur place ! Ils ne s'inquiéteront pas le moins du monde de voir leurs propres concitoyens se complaire dans leur décrépitude. Et ils ne feront rien pour les en faire sortir.

Phénomène très inquiétant, la satisfaction d'une vie meilleure par les revenus du travail a fait place en France à une vision beaucoup moins astreignante du sens de l'existence. Pourquoi en effet s'échiner à gagner sa vie, alors qu'on peut très bien subsister en apprenant à exploiter les filons de l'Etat-providence ? C'est à ce type de philosophie que mène l'*assistanat*^[1]. Il sclérose l'ambition et a les mêmes effets négatifs sur le comportement social des profiteurs de notre solidarité que le nivellement éducatif sur l'aptitude de notre jeunesse à s'intégrer à la vie civile. En décérébrant les Français et en les appauvrissant, les manipulateurs accroissent leur pouvoir sur eux. Un processus de clochardisation en quelque sorte. Ils revendiquent avec orgueil un bonheur de vivre à bon marché. Ils s'en contentent volontiers si il est le fruit d'une prébende sociale aussi modeste fut-elle, d'une combine et/ou d'un travail au *black* sans servitude. Le culte du moindre effort que nous pratiquons est une sorte de drogue qui engendre les mêmes effets d'accoutumance. De l'indemnité de chômage qu'on n'a pu faire renouveler faute d'un compère-employeur, on se laisse insensiblement glisser dans le RMI et les petits boulots à tiers temps de l'économie souterraine, pour finir SDF à la soupe populaire ou dans sa hutte de fortune loin du tintamarre de la ville. L'image est certes forcée. Elle exprime néanmoins un état d'esprit dont il faut reconnaître qu'il caractérise bien la *société hexagonale*. Et qu'on ne nous parle pas de chômage comme s'il était *venu d'ailleurs*, alors que le gigantesque tribut levé par l'Etat-providence sur le produit national tarit la véritable source de financement des emplois, qu'est l'entreprise *privée*. Or celle-ci ne vit que de l'investissement *privé*. Moins d'argent disponible pour elle et moins de postes de travail créés^[2]. L'Etat, lui, ne crée pas de richesse. Il puise dans celle créée par l'entreprise pour sub-

1 — Perversion du concept d'aide à des « *défavorisés secourables* » par son extension démagogique à des milliers de profiteurs.

2 — Ressource insuffisante aussi pour couvrir toutes les dépenses de l'Etat. Compensée de façon de plus en plus massive par l'emprunt. La dette publique totale de l'Etat français s'est accrue à 16 % du PIB ou 238 milliards de Francs en 2000, soit une augmentation de 18,71 % de son montant. Par voie

ventionner ses fonctionnaires et un secteur public démesurément étendu, seule alternative possible dans l'immédiat après-guerre, à la reconstruction d'une économie délabrée. Une aubaine pour la gauche ainsi dotée d'un réservoir de militants instrumentalisés en force politique par l'arme fatale de la grève : et servie par l'engouement typiquement français pour la carrière de fonctionnaire assuré tous risques.

Nous aborderons infra les conséquences désastreuses de cette particularité sans équivalent dans le monde qu'on peut qualifier de calamité nationale.

de conséquence la charge de la dette publique s'est élevée de 48 milliards en 1982 à 252 milliards en 2000 ou 76 % de l'impôt sur le revenu. NDLR. Elle s'élèvera à 90 % du PIB en 2010 nécessitant la levée annuelle de 454 milliards d'euros sur les marchés financiers.

XV

LA LOI LETTRE MORTE

« *Jamais coup de pied de jument ne fit de mal à un cheval.* »

On se gargarise à tout propos de la légalité républicaine et de notre Etat de droit. Que sont-ils devenus dans ce contexte de relâchement général ? Que font nos législateurs pour assurer notre sécurité et le respect des libertés de chacun ? N'est-ce pas à eux qu'incombe l'obligation de corriger les dérives qui incarnent l'« *Exception* » française ? Or c'est en partie à leur défaillance que nous le devons. Le pourrissement démocratique a déplacé le pouvoir législatif de l'institution parlementaire vers celui des forces non représentées, dont l'influence est d'autant plus déterminante qu'elle s'exerce subrepticement de l'extérieur sur les détenteurs du pouvoir et de la « *parole* ».

Nous sommes loin de ces assemblées révolutionnaires tumultueuses où un représentant du peuple, par son seul talent oratoire, pouvait renverser le cours de l'histoire. Le député ne représente plus ni ses propres opinions, ni celles de ses électeurs. Il siège pour exécuter les consignes d'une poignée de décideurs devenus les serviteurs fidèles de puissances de l'ombre totalement déconnectées de l'opinion populaire. Il ne s'agit pas simplement de ces lobbies professionnels que l'on voit déambuler à découvert dans les couloirs des Assemblées démocratiques pour la défense de tel produit ou de telle industrie, mais de *courants de pensée*^[1] : loges maçonniques, *médiocrates* haut-parleurs du *système*, mouvements représentatifs de communautés ethniques et confessionnelles (CRIF, MRAP, etc.), syndicats « *roses-rouges* »^[2] dont l'influence est déterminante aux plus hauts échelons de l'Etat et de nos institutions pour peser sur les orientations des pouvoirs législatif et exécutif de la République. Si bien que l'action gouvernementale, donc la législation, n'est plus conforme au vœu des *sages* de la République mais à celui de « *maîtres-à-penser* » et de groupes de pression agissant en marge de l'institution démocratique. Les mêmes qui n'hésiteront pas à mobiliser des minorités turbulentes, pour la défense de causes et d'intérêts contraires à ceux de la collectivité nationale. Ces voix sont généralement les plus écoutées par notre Etat velléitaire. Comble de l'insupportable pour les dindons de ce bras de force permanent, la plupart

1 — La classe politique au pouvoir depuis la fin de l'« *occupation* » serait-elle aussi farouchement déterminée à faire entendre son interprétation censurée des événements qui y ont conduit, si elle n'avait tant de turpitudes à cacher au peuple français ? Si pénible qu'elle sera pour les naïfs qui ont cru ses mensonges, la vérité qui suinte au goutte à goutte à travers la chape de la propagande finira bien un jour par confondre les faussaires de l'histoire.

2 — Et leurs dangereux extrêmes politiques ouvertement *révolutionnaires*.

d'entre elles sont *subventionnées*. C'est le cas de la *galaxie associative* de l'*anti-racisme*, spécialement conçue par l'Etat pour entraver la progression de la Droite nationale.

Dans un tel contexte, nos institutions judiciaires ne sont plus là pour brandir fermement le *glaive de la justice* au service de l'*intérêt supérieur* de la Nation et de ses citoyens - *sauf pour les « voleurs de bicyclettes »* -. Elles ont désormais pour règle de moduler les sanctions codifiées par la loi en fonction des humeurs du peuple. Quant à nos lois, par crainte de rigorisme excessif, elles ont le génie d'intégrer où il faut la virgule qui les rendra indolores. Les gouvernements chargés de les promulguer imagineront alors les décrets d'application qui permettront de les contourner – ou s'ingénieront à retarder *sine die* leur parution au *Journal officiel*. Et ils ne se donneront les moyens de les faire appliquer qu'en fonction de considérations politiciennes.

Notre culture républicaine de l'*impuissance*, qu'elle soit législative ou exécutive, a connu un essor sans précédent sous le *concubinage néo-gaullo-coco-socialiste*. Rappelons qu'il fut scellé un certain jour de juin 81 entre J. Chirac et F. Mitterrand lors d'un conciliabule tenu chez E. Cresson. Point de départ d'une longue alternance de 26 ans aux « *affaires* » – pourrait-on mieux la qualifier ? – d'une gouvernance cahoteuse et stérile. Présidence Mitterrand (1981-1995) – Présidence Chirac (1995 – 2007) dont cinq années de gouvernement Jospin. Sombre période qui ne laissera dans l'histoire d'autres traces que la salissure des scandales, la gréviculture syndicale, l'affaissement moral des Français, la dilution de notre identité nationale dans une immigration envahissante et l'effacement progressif du poids de la France tant en Europe que sur l'échiquier mondial.

La débilite du modèle de République qui est le nôtre n'est un secret pour personne. Car s'il y a ceux qui la déplorent, il y a la multitude qui en tire parti. Ne comptez pas sur ceux là pour s'en plaindre. Nous leur devons comme fruit de l'impuissance, ces « *Exceptions* » si peu flatteuses dont ils sont les acteurs militants. Et n'attendez ni de la presse, ni des autres chantres médiatiques d'aborder cet univers si particulier de notre société. Des tabous intouchables qui illustrent l'absence de réaction de l'Etat devant des dérèglements dont nombre de grandes démocraties sont pourtant venues à bout.

Je me bornerai à en citer quelques exemples. D'abord une expérience que j'ai vécue. Prompte à satisfaire chez ses lecteurs le goût morbide du sensationnel, la presse du *week-end* ne manque jamais de leur offrir la chronique des jeunes gens fauchés sur nos routes départementales dans les nuits des vendredi et samedi soir. Choqué par l'indifférence des « *pouvoirs* » publics devant une telle hécatombe, un week-end particulièrement sanglant m'incita à soumettre au quotidien Régional (Sud Ouest) l'idée d'un contrôle obligatoire d'alcoolémie à la sortie des discothèques et plus spécialement de celles *éloignées des centres urbains*. Tout conducteur testé positivement serait alors immobilisé jusqu'à ce qu'il *reprenne ses esprits* (à moins qu'il puisse se faire remplacer par un passager jugé capable de prendre le volant). Dispositif éventuellement provisoire jusqu'à ce que soit assimilée par notre coutume la fameuse méthode scandinave du passager condamné aux jus de fruits. Réaction typique d'un encenseur patenté de l'« *Exception* » française, le rédacteur en faits divers de Sud-Ouest s'abstint de me répondre. Jugeant sans doute cette méthode trop autoritaire, il proposa dans la livraison du lundi suivant, la thérapie douce d'une – je dis bien une seule – « *boisson gazeuse offerte gratuitement par la discothèque à sa clientèle après minuit (sic).* » Il n'avait ainsi attenté à aucun de ces deux tabous : l'alcool et la permissivité. L'alcool qui continuerait à couler après la limonade. Le droit de se tuer en voiture à 18 ans et à l'occasion, celui de tuer les autres. La liste des morts violentes du samedi soir ne cesse depuis de s'allonger au nom de la *liberté*.

La législation anti-fumeurs^[1] est une autre *fumisterie*. Jusqu'aux salles d'attente de certains centres hospitaliers transformées en fumeries d'opium aux heures de visite. Quant aux restaurants, on ne voit pas comment se satisfaire d'une réglementation qui se contente de prescrire la création d'un territoire réservé aux non-fumeurs à l'intérieur d'un *espace commun*. Il ne peut y avoir que deux moyens efficaces d'éliminer la nuisance du fumeur dans un restaurant : l'aménagement de deux salles distinctes séparées par une cloison ou l'installation d'un extracteur de fumée en rapport avec le volume d'air à traiter – dépenses éventuellement couvertes par une bonification fiscale correspondante comme c'est le cas pour le ravalement d'immeubles et certains travaux domestiques. Et il y en aurait un troisième, celui-là d'une efficacité absolue. L'interdiction de fumer à l'intérieur d'espaces publics. C'eût été trop demander d'une législation qui par tradition sacrifie le résultat au souci de ne pas perdre de « *voix* ».

Par crainte d'enfreindre le *premier commandement* de notre Constitution, on autorise généreusement le citoyen à souffler la fumée de sa cigarette – quand ce n'est pas de sa pipe ou de son cigare – dans le nez de son concitoyen. Mais ce faisant, on n'hésite pas à priver de *sa liberté*, le malheureux voisin qui, lui, a horreur de la fumée. Une telle dénaturation du concept de liberté, nous l'avons déjà dit, affecte gravement la qualité de notre vie en société. Ce n'est pas le citoyen honnête, discipliné et respectueux d'autrui que gratifie le sens que l'on donne en France à la notion de liberté, mais tous ceux qui d'une façon ou une autre en abusent.

Une législation anti-bruits avait bien été envisagée sous P. Bérégovoy. On en a reparlé sous E. Balladur. Nous ne sommes donc pas prêts de voir adopter ce qu'on interprétera comme une nouvelle atteinte à nos libertés. C'est encore en leur nom que le législateur se bouche les oreilles et ferme les yeux au passage en météore du gros cube vrombissant qui s'entraîne de nuit pour le *Bol d'or* sur les périphériques et voies rapides de l'hexagone. La pétarade continue de plus belle.

À l'effarement de nos touristes étrangers, des millions de chiens souillent (innocemment) les pelouses et allées de nos jardins publics, les trottoirs de nos villes et les promenades en bord de mer aménagées pour la joie des amateurs de marche. Voilà des lustres que nos édiles municipaux s'échinent en vain à imaginer une parade efficace. Aucun appel au respect de l'autre n'a trouvé grâce jusqu'ici aux yeux de propriétaires attendris par la défécation de leur toutou. Aux USA, le butor écoperait d'amendes pouvant aller jusqu'à 500 dollars s'il n'avait aussitôt recueilli la crotte dans le sachet qu'il promène avec lui. Mais en France, comment concilier une telle sévérité et le *Droit d'homme*. Celui-ci triomphe à Anglet. Où en dix ans les maires de cette ville sont demeurés impuissants à obtenir des propriétaires de chiens le respect de leurs semblables et de la belle promenade en bord de mer qu'ils ont construite à grands frais.

Je me prends à être submergé de honte à la comparaison de nos lieux de promenade souillés de crottes, de mégots et de papiers gras, et de leur propreté immaculée dans certains pays comme les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Autriche, la Scandinavie, l'Arabie et son extrémité méridionale constellée de monarchies pétrolières.

1 — NDLR : Les lois Veil du 9.07.1976 et Evin du 10.01.1991 sont demeurées sans effet jusqu'en 2007 (présidence Sarkozy), où l'interdiction de fumer est (pour l'instant) appliquée dans :

- a) les locaux affectés à un usage collectif ;
- b) les locaux d'hospitalisation et de soins ;
- c) les véhicules de transports routiers collectifs ;
- d) les transports ferroviaires (80 % réservés aux non-fumeurs).

Mais en France, rien ne résiste à la roublardise. La loi antifumeurs est déjà contournée par l'aménagement d'une pièce adjointe pour non-fumeurs qu'une seule porte – *généralement ouverte* – sépare de la salle principale...

Voyons maintenant ce qu'il est advenu du permis à points. Bien qu'il s'agisse là d'un autre tabou de notre *établissement*, ce n'est un secret pour personne que l'usage immodéré des boissons fortes est en France la cause principale des accidents de la route. L'effet de l'alcool sur un conducteur prend des formes différentes selon qu'il l'incite à aller plus vite ou qu'il émousse ses réflexes au point de ralentir sa vitesse, mais en altérant gravement sa lucidité. Or en s'en prenant surtout à l'excès de vitesse (plus vicieusement, s'agissant parfois de 110 km/heure sur autoroute), notre réglementation pénalise le plus souvent des automobilistes parfaitement sobres qui, encouragés par leur maîtrise du volant, les progrès de la technologie automobile et *la plus grande sécurité des autoroutes* et voies dites *rapides*, ont eu le malheur, sans danger pour qui que ce fût, de dépasser de quelques km/heure la vitesse limite^[1]. Dans le même temps, 10 conducteurs sur 100 de ceux qui ont largement dépassé le taux limite d'alcoolémie, sont une menace permanente pour notre sécurité. Sans pour cela être le moins du monde inquiétés parce qu'ils n'ont même plus la force d'appuyer sur l'accélérateur.

Pour en finir avec la mort qui rôde sur toutes nos routes, c'est plutôt sur ces dangers publics que le législateur devrait braquer sa force de dissuasion en s'inspirant de l'exemple scandinave. S'attaquer à la cause avant les effets. En assimilant à un *crime* la conduite sous l'emprise de l'alcool – même sans manifestation intempestive –, ces pays nordiques sont parvenus à réduire à un niveau presque insignifiant le nombre de leurs accidents de la route. Nous en sommes loin. L'« *autorité* » responsable des problèmes de circulation n'en est qu'à l'expérimentation furtive des contrôles *aléatoires* d'alcoolémie.

Sans doute notre ministre Besson n'a-t-il jamais roulé que sur les autoroutes de France pour faire une telle fixation sur la vitesse comme facteur principal de dangerosité routière. J'y vois aussi un souci de simplification – il est plus facile de prendre à défaut le conducteur qui roule vite mais boit de l'eau que l'alcoolique éméché –, une certaine complaisance même envers le puissant lobby des boissons alcooliques et l'ignorance des statistiques. Ne suffit-il pas d'ailleurs d'une simple consultation de la carte routière la plus rudimentaire pour imaginer l'écart existant entre la dangerosité d'une voie (royale) autoroutière et celle de routes départementales matérialisées sur nos cartes routières par une myriade de fines lignes jaunes sillonnant l'hexagone ? Des liaisons capillaires autrement meurtrières, à voie unique pour la plupart, encombrées d'animaux d'élevage, de tracteurs ou moissonneuses-batteuses et piégées par des croisements multiples, sans parler d'une sinuosité parfois assassine.

Outre ce qu'on a développé au contexte, ces quelques arguments ne suffisent-ils pas à faire reconnaître que si 130 km/heure, voire 140, étaient un rapport jugé raisonnable avec la dépense astronomique consacrée à la sécurité autoroutière, c'est alors une vitesse de 80 km/heure qu'il conviendrait de fixer pour certaines départementales à une seule voie.

Comment enfin expliquer qu'en Allemagne par exemple, hors certains tronçons à l'approche des grandes agglomérations où la vitesse est limitée, elle ne l'est pas sur le reste du réseau autoroutier ? Sans doute ces dispositions libérales ne sont-elles pas pour déplaire au puissant lobby de l'industrie automobile allemande auquel les autoroutes rapides offrent une vitrine d'exposition exceptionnelle. Pour autant, ne permettent-elles pas à ses marques prestigieuses d'exprimer symboliquement par la vitesse autorisée, le mariage idéal de la puissance et de leurs qualités proverbiales de robustesse et de fiabilité ? Et la circulation automobile n'y est pas plus dangereuse que sur nos propres autoroutes.

1 — À quoi servent donc les autoroutes dont la fonction est de fluidifier le trafic si on y prescrit des vitesses parfois équivalentes à celle de routes départementales ?

Je ne suis pas loin de penser en conclusion de ce chapitre, que le mérite de la *Commission de Bruxelles* (ou de tout organisme dont l'Europe reconnaîtrait la supranationalité) réside précisément dans le principal défaut dont on l'accable. Celui de pouvoir légiférer et de réglementer sans en avoir été spécifiquement mandatée par les peuples concernés. Car la distance et l'anonymat qu'on lui reproche sont mis souvent à profit par les Etats de l'Union, qui se félicitent hypocritement de lui voir prendre les décisions que leurs hommes politiques n'ont pas le courage d'imposer à leurs électeurs par peur de perdre des votes.

La loi bafouée

« L'évolution dangereuse de la Justice tient moins à quelques abus dans la poursuite d'innocents présumés coupables, qu'à l'exploitation des ressources du droit par quelques malfaiteurs et chevaliers d'industrie au détriment de citoyens honnêtes. »

Je ne peux résister à la tentation de citer cette belle histoire. Elle illustre mieux que tout commentaire la procuration aux crapules qui fourmillent sur notre territoire, de moyens de défense tellement sophistiqués qu'ils aboutissent à la paralysie de notre système judiciaire.

Mohamed O. 23 ans, un maçon algérien installé dans la région de Toulouse depuis 1992, sollicite en 1993 le renouvellement de sa carte de séjour. Ne nous demandons pas comment l'immigration étant officiellement interrompue depuis 1974, cet homme a pu obtenir une carte de séjour pour travailler en France. Et en quoi la France aurait-elle besoin de maçons algériens alors que la crise du bâtiment a jeté de nombreux maçons français au chômage ? L'« *Exception* » française y a déjà répondu. Mais voyons plutôt la suite. Avant de se décider, la préfecture de Haute-Garonne interroge la gendarmerie de la localité où Mohamed O. réside. C'est là une procédure de simple bon sens introduite par une circulaire 75-198 émanant des services de R. Pandraud en 1978. Le rapport de gendarmerie fait apparaître que le maçon Mohamed O. est un malfaiteur (surpris en possession d'un chéquier et d'un portefeuille volés). La préfecture rejette donc la demande de renouvellement du titre de séjour et prie l'intéressé de retourner dans son Algérie natale. Celui-ci s'adjoint alors les services d'un avocat qui saisit la Cour d'Appel de Toulouse au motif que les gendarmes auraient violé le secret professionnel en transmettant des informations d'ordre judiciaire à une autorité administrative ! La chambre d'accusation de la Cour d'Appel de Toulouse approuve cette thèse. Mohamed O. est donc autorisé à demeurer en France, à y exercer le métier de maçon et à ses moments perdus, celui de *pickpocket*. Mais ce n'est pas tout. Selon les magistrats, les gendarmes « *n'auraient pas dû obéir à la circulaire qui aurait un caractère illégal.* » Le juge rappelle alors « *qu'un subordonné a le droit de ne pas obéir à un ordre qui va à l'encontre de la légalité et qu'une circulaire n'a pas force de loi.* »

Comment dans ces conditions voulez-vous que l'Etat puisse restaurer l'ordre et la sécurité dans ce pays ? Songez qu'à Lyon, au quartier de « *la Duchère* », il n'a pas fallu moins de 2 escadrons de gardes mobiles, 50 gendarmes et 20 policiers pour arrêter un gang allogène de 15 loubards recherchés depuis plusieurs années. Dans le contexte actuel d'une magistrature majoritairement occupée par des socialistes, on serait bien en peine de pouvoir renvoyer ces *Français de papier* dans leur pays de cœur. Notre Constitution ouvre pourtant dans certains cas la possibilité de recourir au processus de *déchéance* de la nationalité. Ne

devrait-on pas en étendre l'usage à *l'insoumission* de dangereux récidivistes irrécupérables par notre société et de naturalisation récente ?

La comparaison vaut d'être tentée avec l'un de ces jeunes pays asiatiques ambitieux et prospères venus d'eux-mêmes à la démocratie par d'autres voies que celle que nous avons choisie. Contraste saisissant avec ce qu'elle est devenue chez nous, par suite de l'interprétation abusive des concepts de liberté et de droits non accompagnés de devoirs d'où sont nées nos dérives démocratiques. L'Etat transformé en une institution charitable vouée à la distribution de friandises et de privilèges dont on a idéalisé la nature en les qualifiant d'« *acquis sociaux* ». Traitement de faveur réservé à un secteur public ventripotent sorti des entrailles d'une libération passée sous la dépendance du parti communiste.

À Singapour par exemple c'est une véritable démocratie qui marche la tête haute. Aux commandes de cette machine nerveuse et bien huilée, un Président qui n'a besoin que de quatre ans pour réaliser son programme. Quoi de plus démocratique qu'un mandat de trois ans inférieur à celui de nos présidents ? Imprégné de sagesse taoïste et bouddhiste, ce pays s'est défié des dommages collatéraux d'une liberté mal contenue. D'emblée il a construit sa démocratie derrière de solides barrières de protection contre toutes formes éventuelles de débordement. La liberté qu'il garantit constitutionnellement n'est pas comprise comme l'affranchissement de contraintes sociales, mais comme l'obligation pour le citoyen de s'y astreindre. Elle assure en contrepartie une entière liberté d'expression. Mais à la condition qu'elle soit d'une part *non violente* et d'autre part codifiée dans le sens des intérêts fondamentaux et des valeurs traditionnelles de la nation. La liberté du comportement en société est ainsi circonscrite aux limites au-delà desquelles elle risquerait de porter atteinte à celle d'autrui.

Ainsi, le but avoué de ce modèle de démocratie est à l'inverse du nôtre, de protéger des nuisances attendues d'une liberté trop permissive. Ce qu'on qualifierait ici d'« *entrave aux libertés* ». Autrement dit, en langage vernaculaire des hallucinés *germanopratin*s, de « *fascisme* ».

Quand chez nous les millions d'amoureux de la gente canine font quotidiennement de nos voies publiques l'exutoire sanitaire de leurs « *toutous* », ils savourent la liberté d'obliger les autres à marcher les yeux fixés sur le sol. Mais à Singapour, on leur confisque cette distraction en *interdisant* aux chiens l'accès au domaine public par incontestable souci d'hygiène. Dans ce pays-là, on respecte les règlements. Et on s'y adapte.

Pour éviter par exemple ce détournement de la loi anti-tabac que nous connaissons en France, on y a purement et simplement décrété l'interdiction de fumer dans tous les établissements publics. *Comme ici, les restaurateurs ont prétendu qu'ils perdraient une partie de leur clientèle.* Partant de l'idée simple selon laquelle le fumeur n'a la liberté de jouir de son vice que dans la mesure où il n'incommoder pas son prochain, l'Etat fort de sa sagesse, a tenu bon. Deux ans plus tard, il démontrait que la clientèle des restaurants de Singapour n'en avait pas souffert. Qu'il s'agisse de sécurité ou de déférence envers l'environnement humain, c'est au nom du même principe fondamental d'une liberté conditionnée par le respect de celle d'autrui que cette démocratie élabore son modèle de société exemplaire. Et celle-ci s'accompagne d'une pénalisation des contrevenants assez dissuasive pour, à la longue, devenir éducative. Tel journaliste dans le vent^[1] ne cache pas son antipathie pour ce qu'il appelle une « *cité-Etat très disciplinée* » où règne la « *démocratie selon Confucius* ». Quand il fustige

1 — F. Luzet « *Le Figaro* » du 21/10/94.

à demi-mot l'interdiction du chewing-gum^[1], une correction de tenue exigée^[2] qu'il taxe de pudibonderie, qu'il s'insurge contre la pendaison codifiée d'un Hollandais arrêté avec plus de 4 kg d'héroïne dans sa valise ; quand il tourne en dérision la honte confessée par le père^[3] haut placé d'un fils dévoyé qui « *bombait* » les voitures de graffitis et dérobait pour les vendre leurs plaques d'immatriculation ; qu'enfin il s'étonne de l'absence de corruption dans ce pays « *pourtant asiatique* », ce « *vrai* » démocrate définit parfaitement la distance qui sépare cette démocratie de sa caricature et mesure l'état de dévoiement mental et de perte morale d'une « *intelligentsia* » qui ne sait plus distinguer le bien du mal et le bon du mauvais. Les lunettes déformantes qu'elle porte lui font voir l'enfer partout où l'on s'efforce de faire des paradis.

Le cirque de notre école publique offre un exemple typique des difficultés que rencontrent chez nous les agents de l'Etat pour faire exécuter nos lois et règlements dans toute leur rigueur. En voici un exemple édifiant. Par une circulaire en date du 16 juillet 1984, le ministère de l'Education nationale réglemente comme suit l'inscription des élèves étrangers : « *Pour les élèves de plus de 16 ans séjournant avec leurs parents et ceux de plus de 18 ans, le dossier d'inscription devra comprendre une photocopie certifiée conforme de leur titre de séjour.* » M^{me} Simone Crach, proviseur du Lycée Eugène Cotton de Montreuil adresse donc une lettre aux parents de ses élèves en exigeant qu'ils se conforment au texte ministériel. Mal lui en prend, car l'Inspection académique alertée par le MRAP et affolée par la perspective d'un lynchage médiatique, sanctionne immédiatement cette initiative en la qualifiant publiquement d'« *isolée* ». La même mésaventure vient d'arriver à l'inspecteur d'Académie de Haute-Marne qui avait refusé l'inscription en seconde d'un Zaïrois en situation irrégulière dénommé Ndongala Lusilavana. Traduit en justice par l'immigré clandestin, il a été jugé coupable de *voie de fait* (sic) en agissant de la sorte et sommé d'inscrire le délinquant dans les 8 jours. Comme on le voit, la situation des étrangers en France n'est même plus régie par nos lois, pourtant ô combien libérales, mais par leurs propres associations de défense.

Le *Hijeb* soudainement porté à l'école par de jeunes et virginales *Beurettes* souleva d'abord une tempête de protestations. Mais contrariée par d'autres vents, celle-ci retomba bien vite. Les élèves renvoyées firent de nouveau leur apparition, tête couverte de voile encore plus blanc, un petit sourire aux lèvres. Une circulaire ministérielle à *double langage*^[4] avait permis à l'administration de tourner bride sans se dédire, pour faire droit aux récriminations du lobby immigrationniste. Ce faisant, elle sacrifia honteusement ceux de ses meilleurs fonctionnaires qui s'étaient élevés contre l'exhibition du signe distinctif d'une religion dans le lieu de culte laïque par excellence qu'est l'école de la république. Au défi de l'un des principes les moins discutables de notre démocratie, elle ne s'opposera plus désormais à l'affichage par ses écoliers de leurs croyances et de leurs convictions. Après le *Hijeb* à l'école, on y verra la calotte du *sabbat*, la croix hébraïque et le crucifix en pendentif, l'« *équerre et le compas* » maçon en broche et l'amulette africaine en collier, démonstration d'une fragmentation sociale rendue plus explosive encore par son étalage au grand jour. Il faut craindre que l'harmonisation avortée de notre diversité ethnique, culturelle et confessionnelle ne dégé-

1 — Dispositions d'apparence contraignante mais significatives du souci – poussé à l'extrême certes – de préserver le cadre de vie d'une société construite pour être authentiquement démocratique. N'éviteront-elles pas au citoyen *bien élevé* la surprise désagréable de recueillir sous sa semelle ou son pantalon le déchet gluant dont se sera négligemment défait le *butor* ?

2 — En certains lieux et certaines circonstances définies par une longue tradition.

3 — Conscient, lui, de la signification et de la vertu de la « *tolérance zéro.* »

4 — Signée F. Bayrou.

nère dans le temps avec ces divers symboles portés comme des étendards, en confrontations de plus en plus difficiles à maîtriser.

À la suite de la condamnation d'Omar sur l'intime conviction du jury d'Assises de Nice, M^e Vergès, dépité par le verdict populaire, invoqua aussitôt un comportement raciste des jurés. Il alla même jusqu'à comparer le procès d'Omar le Marocain à celui du capitaine Alfred Dreyfus en établissant un parallèle entre la Cour d'Assises de 1994 et le Tribunal militaire de 1894. Quarante signatures connues de la gauche huppée, dont celle de l'inévitable commanditaire de « *Globe* »^[1] sautèrent sur cette magnifique occasion de se donner en spectacle en demandant carrément la révision du procès. Ce serait remettre en question (à cette date)^[2] l'irrévocabilité d'un jugement de cour d'assises et par là même déroger à la notion républicaine primordiale en matière criminelle de l'*autorité supérieure* conférée à la décision rendue par un jury populaire. Mais la France regorge de ces croisés de la liberté pour lesquels le peuple n'a de souveraineté qu'à la condition de ne pas l'exercer. Il faut donc s'attendre à ce que le privilège qu'on reconnaît encore au bon sens populaire^[3] à travers l'institution du Jury d'Assises soit un jour ou l'autre écorné. Ce sera l'occasion d'accorder le bénéfice du doute à Omar, avant que ses compatriotes et nos masochistes de gauche n'en fassent un martyr de notre Justice « *raciste* ». Il fallait pourtant que de très fortes présomptions de culpabilité pèsent sur l'accusé pour qu'aux yeux du jury celles-ci l'emportent sur ses cris d'innocence, malgré l'absence de preuves matérielles et la mauvaise impression laissée par les insuffisances de l'enquête. Un mobile sérieux : les besoins d'argent d'un homme (aux abois ?) dont les revenus modestes ne semblaient pas en rapport avec son goût pour les machines à sous et les femmes de petite vertu. Deux fortes présomptions de culpabilité : l'inscription en lettres de sang dont le e d'« *Omar m'a tuée* » corrobore les libertés que selon certains témoignages la victime prenait avec l'orthographe et le trou inexplicable dans l'emploi du temps de l'accusé le jour du crime.

L'histoire de Pierre Goldman n'a pas d'épilogue judiciaire mais celle d'un règlement de comptes. C'est « *l'affaire* » des années post-mai 68. Elle est révélatrice d'une justice incapable de faire entendre sa voix dans le tintamarre d'une opinion instrumentalisée et, en l'espèce, effrontément tendancieuse comme nous allons le voir.

Gauchiste de choc, ami de l'agitateur Alain Krivine (porte-parole de la LCR^[4]), Goldman est soupçonné de l'assassinat de deux jeunes pharmaciennes, forfait immédiatement suivi par deux « *casses* ». Trois témoins affirment *avoir vu l'assassin dans la pharmacie* et entendu tirer plusieurs coups de feu^[5]. Un quatrième (le dénommé *Lautric*) déclare qu'il était chez lui *avant* 21 heures. Cette déclaration confirme bien les témoignages précédents qui situent l'assassinat après et non avant 21 heures. L'un de ces témoins, le policier *Quinet*, a même interpellé le malfaiteur, s'est battu avec lui *face contre face* et pris une balle dans le ventre. Il a été conduit à l'hôpital où, dès le surlendemain, il rappela les faits et délivra à la police une description détaillée du tueur (la photographie couleur de Goldman). Sorti de l'hôpital, il est convoqué à une *présentation derrière glace sans tain* (le « *tapissage* ») de Goldman entouré de plusieurs malfrats extraits de prison. Quinet désigne formellement Goldman. « *Comment ne pas se souvenir toute sa vie d'un visage que l'on a vu de si près ?* » dit-il.

Si elle ne détient pas de preuve décisive, l'instruction dispose tout de même d'un

1 — P. Bergé accompagné de son pupille H. Désir.

2 — Le débat parlementaire portant sur l'institution d'une procédure d'appel des décisions rendues par un tribunal d'Assises (dite projet Toubon présenté en mai 1996) a été ouvert début 1997.

3 — Bien qu'il lui arrive souvent de céder aux recommandations du guide des délibérations du jury.

4 — Ligue Communiste Révolutionnaire.

5 — On ne retrouve pas les deux pistolets utilisés par le tueur.

faisceau de lourdes présomptions qui justifient l'inculpation de Goldman et son envoi en Cour d'Assises. Il est condamné à perpétuité. Bondée de coreligionnaires et de militants et sympathisants gauchistes, la salle hue et insulte copieusement les jurés.

Mais les medias qui, pendant le procès, penchaient plutôt en faveur de l'accusation, modifient sensiblement leur point de vue. Jusqu'à s'en prendre aux prétendues lacunes de l'instruction. Les thèses opposées s'affrontent furieusement en toute occasion dans la presse, à la radio, à la télévision et jusque dans les réunions électorales. Nous en sommes presque revenus à l'amorce d'une autre affaire Dreyfus.

La loi ayant entre-temps institué le recours aux jugements d'Assises, la pression de l'opinion s'intensifie au point d'obtenir le renvoi du procès initial devant la Cour d'Assises de la Somme en 1976.

Comme on pouvait le pressentir, deux des témoins atténuent en hésitant leurs assurances initiales. Quant à Lautric, il s'est souvenu que Goldman était chez lui *après* 21 heures... Seul le policier Quinet maintient fermement sa déposition. Mais comment accorder le moindre crédit au témoignage d'un policier aussi brave qu'il fut, après Mai 1968 ?

P. Goldman est déclaré non coupable ! Une explosion de joie parcourt la France par medias interposés et leurs abonnés « *corrects* » qu'on y invite devant les micros et la télévision pour chanter les louanges de « *l'innocenté* » et de son brillant défenseur (Maître Kieiman). C'est le triomphe d'une société détraquée et de ses communautés tapageuses, encore sous l'effet des convulsions de Mai 1968. L'énorme popularité que ce « *Zorro* » en chair et en os s'est construite dans le « *peuple de gauche* », ne l'a pourtant pas mis à l'abri du sort que lui destinait la double personnalité de l'idéologue écorché vif virant à ses heures au grand banditisme.

En 1979, deux « *justiciers* » qu'on n'arrivera jamais à retrouver l'exécutent d'une douzaine de balles de calibre 11,3 à la sortie de son domicile. Une mort violente qui hausse d'un cran la popularité de P. Goldman en célébrité. Ce sont des dizaines de milliers d'admirateurs éplorés qui l'accompagnent jusqu'au pied de sa tombe.

En rupture de ban avec la démocratie, ceux qui les premiers combattirent l'élection du Président de la République au suffrage universel, s'opposent aussi à la procédure référendaire^[1]. Et ce sont les mêmes qui voudraient voir les décisions de justice confiées à une sorte d'élite de droit quasi divin. La respectabilité de notre « *Etat de droit* » est en effet mise à l'épreuve répétons-le par l'immixtion parfois déterminante dans les sentences de la *justice assise*, de tribunaux d'exception tenant le haut du pavé en session permanente : grands prêtres spirituels, « *vénérables* » et groupes de pression insaisissables, autant d'avocats et procureurs épousant les causes dont le sort est tombé dans le domaine public avant celui des prétoires. Une justice également soumise aux influences conjuguées d'un Gotha « *correct* » agissant de l'extérieur et des syndiqués de la magistrature de l'intérieur, tous plus ou moins imprégnés qu'ils sont de la responsabilité principale de la société dans les comportements pervers de l'homme.

1 — Ainsi que la proposition de l'entreprendre sur un sujet de son choix par un nombre de citoyens à déterminer. Une mise en garde s'impose cependant quant à l'avantage à escompter d'une modification de la constitution dans ce sens car les chances de succès de consultations référendaires sur les réformes profondes exigées par l'archaïsme et les dérives de notre société, ne cessent de s'amenuiser en fonction directe de l'emprise du *prêt-à-penser* correct sur l'opinion. Or celle-ci ne cesse de se renforcer en raison de la puissance des vecteurs de diffusion dont les *forces occultes* disposent de nos jours.

Ce qu'on appelle à tort le « *gouvernement des juges* » c'est donc souvent en réalité l'effet sur leurs sentences de l'opinion la plus décisive dans le contexte du moment. Influence tout aussi déterminante sur le « *verdict populaire* » comme ce fut le cas dans un procès d'assises récents. Le groupuscule de soixante-huitards non repentis qui s'acharna à faire condamner J-M. Villemin afin de mettre hors de cause feu B. Laroche, militant cégétiste soutenu par sa centrale.

Quand la Justice s'égare du *droit* pour servir des intérêts particuliers ou de classe et des doctrines partisans, quand la loi et ses procédures ont perdu toute autorité, quand la conscience de l'intérêt commun et du bien public s'évanouit, quand les fondations morales et spirituelles de la société se sont fissurées, alors la Nation se délite en autant de foyers de rébellion qu'elle comporte de particularismes exacerbés, corporatifs, syndicaux, ethniques et confessionnels. Et quand il n'y a plus d'Etat, elle court le risque de voir les vieux ressentiments resurgir pour mettre en péril la paix sociale.

Le réveil en France d'une antériorité pathologiquement agressive est la sanction des maladresses et de l'affaiblissement du pouvoir. L'Etat virtuel d'anarchie dans lequel elle se trouve plongée n'a d'autre explication que l'« *Exception* » française. La V^e République n'y peut rien non plus. Trop d'épines sont plantées au cœur de la Nation pour que sa Constitution pourtant mieux équipée pour la soigner ne parvienne à les en retirer. Mais alors quel régime faut-il à la France pour la guérir ?

XVI

UNE SOCIÉTÉ DÉSINTÉGRÉE

« Le mépris des lois et l'ébranlement de l'ordre social ne sont que la conséquence de la faiblesse et de l'indécision des gouvernements. »

NAPOLÉON

L'injustice de l'impôt

À l'exaspération des Français, l'Etat ne se manifeste plus que par les lenteurs tracassières de son administration, la morgue de fonctionnaires intouchables et une fiscalité impitoyable. Compliquée, discriminatoire, confiscatrice, la fiscalité républicaine n'a pas grand-chose à envier par les privilèges qu'elle dispense de part et d'autre de la classe moyenne, à celle qui deux siècles plus tôt précipita le sort de la monarchie. Ce n'est pas ce qu'on pourrait vraiment appeler l'outil administratif simple et efficace destiné à imposer les revenus de chacun en fonction de son importance, mais le moyen alambiqué de suppléer la politique d'assistanat. Par le biais de la « *niche fiscale* ». Un luxe qui coûte à la République le moins-perçu de dizaines de milliards d'euros.

En France, 49 % des contribuables^[1] supportent tout le poids de l'impôt sur le revenu comparativement à, par exemple, 85 % pour l'Angleterre. Les très hauts revenus bien que fortement frappés en ressentent moins l'effet qu'une classe moyenne privée de tout superflu par les prélèvements qu'elle subit sur ses revenus. Elle n'a pas l'aisance financière et l'entre-gent qui donnent accès à toutes les dérobades (les « *niches* ») offertes par l'Etat pour canaliser le trop-plein monétaire vers des placements qui servent sa politique. Et elle ne dispose pas des filières transnationales qui acheminent impunément des paquets de milliards en direction des paradis fiscaux.

En sanctionnant la réussite sociale, l'impôt socialiste décourage l'esprit d'entreprise, la tentation du risque et l'ardeur au travail^[2] des plus ambitieux, tandis qu'il subventionne la paresse et stérilise l'allant des moins doués. La discrimination fiscale joue de ce fait un

1 — Sur 27 087 484 qui déposèrent une déclaration de revenus en 1991, 13 206 404 furent exemptés.

2 — N'est-il pas de pratique courante dans certains métiers du secteur privé, que l'on ajuste son activité professionnelle en fonction de la tranche d'impôt que l'on s'est fixé de ne pas dépasser ? Comme par exemple certains praticiens dont la salle d'attente ne désemplit pas qui préféreront consacrer en voyages d'agrément l'économie d'impôt réalisée en fermant leur cabinet.

rôle moteur dans la formation des opinions politiques. L'inégalité de traitement qui en est la conséquence différencie en effet deux groupes distincts de citoyens se caractérisant par leur degré respectif de dépendance vis-à-vis de l'Etat providence. Ceux qui donnent et sont naturellement soucieux de discernement et de parcimonie dans l'utilisation de leur argent. Ceux qui prennent et n'ont évidemment de cesse d'en « *vouloir plus* ». Les uns se préoccupent d'instinct de la bonne marche de l'Etat. Irresponsabilisés par l'exemption, les autres ont plutôt tendance à ne s'intéresser qu'à leur propre sort, certains allant jusqu'à se réjouir secrètement d'un laxisme propice au développement d'activités marginales. Est-ce une simple coïncidence si le clivage droite-gauche recoupe grosso modo dans l'électorat français, la ligne de démarcation des contribuables et des exemptés de l'IRPP ?

L'impôt sur le revenu est un lourd sujet de mécontentement pour la minorité qu'il frappe de plein fouet. Un intense sentiment d'injustice qu'attisent les rancœurs alimentées par l'enrichissement politique, l'opulence provocante des *magnats* de la *mondialisation*, le train de vie des *nomenklatures*, l'argent facile des initiés et des favoris qui gravitent autour du pouvoir central, par les privilèges du fonctionnaire, les « *acquis sociaux* », le gouffre financier de l'assistanat, la charge écrasante de l'immigration et la prodigalité incontrôlée de la cigale républicaine. L'imposition sur le revenu des personnes physiques est contraire à la notion d'équité lorsqu'elle sanctionne *le produit d'un travail*, surtout lorsqu'à peu près 50 % d'entre elles en sont exemptées^[1]. Et quand le taux d'imposition s'élève dans ce cas en fonction du revenu déclaré, cela revient^[2] à sanctionner plus lourdement la reconnaissance d'un *mérite* supérieur par le niveau de rémunération du travail.

Notre système de redistribution des revenus fait supporter la charge de l'Etat à l'encadrement moyen et supérieur, à *l'entreprise*, aux retraités et aux pensionnés, une aubaine pour l'Etat-glouton puisqu'ils n'ont rien à cacher. En prélevant 72 % sur les gros revenus pour assouvir son prurit égalitariste, le fisc confisque à leurs titulaires des fonds qu'ils seraient autrement plus qualifiés que l'Etat à faire fructifier dans le secteur privé. *Et s'il voulait en cela se prémunir contre la tentation de ceux-ci de placer leur argent à l'étranger, ne devrait-il pas plutôt s'attaquer aux raisons qu'il leur donne de le faire ?* L'Etat se conduit comme le mauvais chasseur qui tire sur tout ce qui bouge sans se soucier de détruire le gibier reproducteur. En puisant sans retenue dans les fruits du travail et de l'entreprise, il tarit les sources de créativité de la Nation. Il ne faut pas imputer à d'autre cause l'apathie d'une société dont les acteurs économiques démotivés ne songent plus qu'à fuir le harcèlement fiscal, des syndicats gréviculteurs de culture marxiste, et des politiciens démagogues soucieux de plaire à l'électorat le plus turbulent.

L'imposition de la fortune devrait à mon sens relever de considérations opposées suivant qu'il s'agit de la fortune en *cours de capitalisation* (ISF) ou de celle *constituée* au terme d'une vie (impôt sur les successions).

Dans le premier cas d'un capital par essence *volatil*, une extrême prudence est de rigueur afin de ne pas détériorer le climat de confiance indispensable à sa *sédentarisation*. Dans un contexte devenu fluide où les obstacles à la circulation des hommes et des marchandises tendent à disparaître, une sévérité mal avisée risquerait à la longue d'être fatale à une économie déjà éprouvée par de trop lourds prélèvements. Et puisque en la matière, il s'agit principalement de ne pas déplaire à l'électorat ultra sensible de gauche, il me paraîtrait judicieux de placer le seuil d'imposition à un niveau suffisamment élevé pour le rendre insensible aux très grandes fortunes et comparativement plus productif à un taux supérieur.

1 — En 1997, 48,9 % des foyers fiscaux ne sont pas imposés (sur le revenu).

2 — Bien qu'équitablement en apparence.

Il n'en est pas de même pour l'imposition du capital figé à l'occasion d'une succession. Frapper l'accumulation d'argent vise en principe à prévenir l'enrichissement à l'infini d'un petit nombre de patrimoines hors du commun, afin d'éviter le retour à une société archaïque. À ce stade en effet, l'impôt apparaît comme un instrument idéal de régulation de l'équilibre social. C'est lorsqu'elle se transmet qu'il est moins arbitraire de frapper la fortune. Surtout lorsqu'importante, elle vient combler un ou plusieurs ayants droit qui ne sont pas toujours censés la mériter. À lui ou eux donc de payer le droit d'entrée à cette sorte de don du ciel. Si l'argument peut paraître tiré par les cheveux, du moins fournit-il une justification morale au fiscaliste à la condition qu'il pousse encore plus loin son souci de justice sociale, en épargnant en retour les patrimoines les plus modestes. Mais c'est trop demander à sa cupidité. Sa pratique abusive fait en quelque sorte apparaître parfois notre administration fiscale comme une entreprise d'extorsion de fonds. Bien qu'à la réflexion on soit amenés à modérer cette accusation, sachant que l'Etat a le dos au mur. Ne s'est-il pas créé tellement d'obligations financières, sociétales, charitables et d'assistance qu'il ne lui reste plus d'autre choix que de « *charger la bête* ».

Les principaux écueils dans la répartition du poids de la fiscalité sur les successions se situent dans la définition du montant équitable de l'exonération et du taux d'imposition applicables aux successions modestes et à celles des grandes fortunes. La fiscalité en vigueur ne me paraît répondre à aucun de ces cas de figure. L'exonération minimale me semble insuffisante et le taux d'imposition trop élevé dans le premier cas. Tandis que nous devrions suivre l'exemple de certaines nations authentiquement démocratiques dans le second. Celles-ci sont en effet tout aussi soucieuses de ménager le capital à *son stade de formation*, qu'à faire œuvre de justice sociale – et de clairvoyance politique – au *stade de sa transmission*. C'est en conformité même de *l'esprit* d'une fiscalité soucieuse d'équilibre social *que de pratiquer l'écrêtement des très grandes fortunes*. Le but ultime en étant d'éviter l'enrichissement à l'infini de dynasties capitalistes tentées dans un contexte de liberté d'abuser de leur puissance.

Il est aussi un autre aspect de notre code successoral qui m'interpelle. Quand en France on réglemente au pourcentage près l'affectation de l'héritage en fonction de l'état-civil de chaque légataire, en pays affranchis de l'obsession égalitariste^[1], la dévolution de patrimoine dote celui qui l'a constitué du privilège naturel d'en disposer à son gré. Une libéralité dont la finalité morale est indéniable puisqu'elle l'autorise ainsi à récompenser plus largement ceux de ses « *ayants droit* » qui se sont montrés les plus méritants et plus attentionnés à son égard. Démonstration par l'absurde de l'importance de ce droit imprescriptible aux yeux d'esprits pragmatiques que le *Droit d'homme* n'a pas aveuglés^[2], ce milliardaire ulcéré par l'ingratitude de ses deux enfants, préférant léguer sa fortune à son chien. Ce qui dans la même intention commande au législateur de procéder à des coupes sombres dans les grandes fortunes léguées – assorties toutefois de mesures très élaborées visant à éviter le démembrement du patrimoine productif et à ses yeux, utile à la collectivité. C'est la voie choisie de sociétés et de fonds publics mieux gérés, de philosophies fiscales libérées de toute entrave idéologique et dans l'ensemble *comprises et tolérées*. Bien que sévère et rigoureuse, une telle approche n'a que peu d'incidence en règle générale sur l'humeur des contribuables et les mouvements de capitaux. Ce qui, et de loin, n'est pas notre cas. Notre fiscalité ne se prive pas en effet de mettre souvent à l'abri des prélèvements ordinaires, la *ploutocratie* de la République.

La France, et c'est là une autre « *exception* » dont elle n'a pas lieu d'être fière, a pris le parti inverse de ce qu'un bon sens élémentaire recommande. Elle écrase d'un côté les

1 — L'Amérique en particulier.

2 — Au point de méconnaître les déplaisantes réalités de certaines situations familiales.

revenus du travail et de l'entreprise, en se montrant de l'autre étonnamment bienveillante envers le gros capital transmis^[1]. Ce qui n'a pas empêché celui-ci de s'exiler par centaines de milliards vers d'autres cieux. La raison n'en étant pas seulement fiscale, mais aussi, répétons-le, le malaise que le capital privé peut éprouver dans un pays où l'on chante toujours la *Carmagnole*^[2] et l'*Internationale*.

Dans les pays de culture anglo-saxonne, la solidarité s'inscrit dans la coutume. La société civile s'y prend spontanément en charge par le biais d'un réseau associatif et d'institutions charitables très développé. Elle s'est aussi créée par ce biais un large espace de liberté en intervenant dans des domaines aussi variés que l'éducation, le sport, la santé et la culture (un sens du collectif que l'on retrouve aussi dans la réglementation du financement privé des partis politiques et de l'aide aux diverses confessions religieuses). L'Anglo-Saxon se méfie de l'Etat. « *Ne te demandes pas ce que l'Etat peut faire pour toi, mais ce que tu peux faire pour lui.* »^[3] En revanche, pétri de sens pratique, il préfère gérer lui-même les donations et il le fait bien. Nous en sommes loin, avec ce système ruineux d'une manne dispensée à tous vents par l'Etat-providence ou de pactoles récoltés sous son parrainage au nom de causes émouvantes, certes, mais dont la gestion est confiée imprudemment à des organismes qu'on peut soupçonner d'être plus souvent motivés par l'appât d'un gain facile que par la volonté de secourir leur prochain. Les grandes messes qu'ils célèbrent par medias interposés font grand bruit. À la une des quotidiens du lendemain on s'émerveille d'une générosité *citoyenne* qui a fait couler des milliards dans leurs poches. Puis de longs silences s'abattent sur ces événements que viennent parfois briser à l'heure du bilan l'annonce de l'appropriation frauduleuse, du gaspillage ou de l'incapacité d'investir efficacement une part importante des fonds recueillis.

À défaut d'initiative individuelle en terre de culture latine, c'est surtout l'Etat qui assume « *la solidarité* ». Mais il la répartit au nom de l'idéologie dominante. Il était donc fatal qu'elle se dégradât en outil de nivellement social. Ce n'est plus l'esprit de charité qui la motive, mais l'opposition de classe^[4]. Perdant de vue sa mission de combattre les causes de la pauvreté et d'en atténuer les effets en créant les conditions propices à l'investissement privé pourvoyeur d'emplois et créateur de richesses, elle s'acharne à plumer les premiers de la classe pour en répartir les dépouilles entre tous les autres. Relativement peu de chose pour chaque assisté au regard de l'impact économique d'une simple fraction de milliards judicieusement investis. Curieuse justice sociale qui confisque les fruits du succès au profit de ceux qui trop souvent ne font que les récolter. Cercle vicieux de la société française d'où elle sortira exsangue après avoir épuisé ou fait fuir les ressources des mieux lotis et atteint glorieusement son objectif égalitaire en envoyant tous les Français à la soupe populaire.

Les fractures sociales

Il n'y a pas *une* mais de multiples fractures qui lézardent notre société. La plus inattendue d'entre elles concerne le monde du travail où l'employé du secteur public tient le rôle du patricien. Bardé comme il l'est de privilèges « *acquis* » par le perpétuel chantage

1 — 40 % seulement au-delà de 11 millions de francs en matière de successions.

2 — *Décembre 1996*. On estime à 600 milliards de francs les capitaux qui ont fui la France socialiste, dont 100 depuis l'arrivée au pouvoir de J. Chirac.

3 — J. F. Kennedy. Formule célèbre dont il convient de circonscrire le sens à la désapprobation de l'*assistanat* et l'affirmation de la primauté des *devoirs* du citoyen envers la collectivité nationale.

4 — Le fameux « *sous condition de ressources* ». D'apparence équitable, cette règle en arrive dans certains cas à déterminer des seuils *discriminatoires* qui ont pour effet de priver de solidarité nationale de plus en plus de membres de la classe moyenne.

corporatif de la grève sauvage, il n'y a pas plus obstiné que lui à en réclamer toujours plus. Insulte périodique aux millions de chômeurs honnêtes qui voient s'approcher avec angoisse la fin de leurs ASSEDIC. Français dépourvus du moyen de nuire, ils n'ont d'autre choix que de se courber en silence devant l'adversité. Il y a c'est certain dans la société où nous vivons – si nous la regardons bien dans les yeux – beaucoup moins de motifs de satisfaction que de raisons de se plaindre. Les mécanismes économiques qu'elle s'est donnée pour progresser s'avèrent impuissants à corriger sa régression. Car c'est au plein sens du terme, une *société bloquée* par deux entraves majeures à sa rédemption. La capacité de nuire d'un syndicalisme rétrograde égaré dans un XX^e siècle (et bientôt XXI^e) dont la marche en avant ne peut s'embarrasser de lunes révolutionnaires. Infirmité inhérente à une démocratie dont les deux pôles politiques sont fondus côte à côte dans le bronze de la « *pensée unique* ».

La vie en communauté secrète mécaniquement une architecture sociale fondée sur la variété *naturelle* des dons et des conditions. C'est celle-ci que la sagesse romaine avait considérée comme essentielle à la santé de l'empire. Au pinacle d'une expérience impériale dont la réussite demeure un phénomène unique dans l'histoire de la civilisation, l'Empereur Hadrien avait chargé un conseil de jurisconsultes de rédiger un *édit perpétuel* destiné à constituer l'ébauche d'une codification de l'œuvre judiciaire romaine. Il se dégage de cet ensemble de textes une législation visant à favoriser le maintien d'une *hiérarchie sociale*. Un souci qui avait pour corollaire celui d'articuler entre eux les différents niveaux de rang social pour rendre les inégalités plus supportables. L'évolution des sociétés n'a pas changé le caractère immuable de cet état de choses. Mais en revanche, elle a créé l'obligation pour tout régime quel qu'il soit de veiller à ce que tous sur la même ligne de départ et à *armes égales* aient l'opportunité de s'élever au faite de l'échelle sociale par leur propre mérite.

Éducation nationale

« *Le chantier du sous-développement Français !* »^[1]

Notre république quant à elle a failli à cette mission capitale en s'avérant incapable d'organiser un système de formation à plusieurs vitesses adapté à la diversité fondamentale de la société. C'est à sa faculté de garantir du mieux qu'elle le peut l'égalité des chances au départ de la compétition socio-économique, qu'on devrait juger son mérite réel et non à des incantations égalitaristes qui ne peuvent suffire à consacrer sa supériorité sur d'autres modèles. Je pense à ce propos à l'échec désastreux de son « *Éducation* » nationale. Faisant tout à l'envers, elle s'est donnée pour objectif d'inoculer à ses cobayes le même vaccin d'un enseignement où pour les moins doués, l'indispensable se dissout dans un flot de connaissances superflues. Autre inconvénient majeur, des programmes surchargés en disciplines dépassant largement en densité le niveau utile d'une culture de base. Enfin, ce ne fut qu'un jeu pour les idéologues forcenés qui *contrôlent* notre système éducatif – plus précisément depuis la *Libération* –, d'endoctriner à leurs prétendues « *valeurs* », des générations de zombies. Il ne faut pas chercher ailleurs que dans ce qu'on peut qualifier de monumentale entreprise de subversion intellectuelle, la cause de nos « *exceptions* » et de notre *recul* subséquent par rapport à la plupart des grandes nations industrielles.

Surgie comme la République d'un séisme destructeur, l'Éducation nationale véhicule les germes malsains de son ascendance. Egalitaires passionnés, ses géniteurs sont des

1 — G. Bardy « *Génération galère* ».

parangons d'intolérance : L. Gambetta, P. Bert, E. Combes, etc. Ils ont dès l'origine enraciné l'école dans l'humus révolutionnaire : « *Tenir l'école, c'est tenir la France.* »^[1]. Avant d'apprendre, elle est là pour prêcher. Née comme la République dans la frénésie de la Terreur, elle est entachée du même péché originel. Sous des formes patinées par le temps, ce sont les gènes des précurseurs de la grande criminalité politique qu'elle perpétue. La persécution des « *émigrés* » et des « *ci-devant* » est devenue deux cents ans plus tard celle du « *fasciste* » et du « *raciste* ». Mêmes fantasmes, même imposture, même délire collectif. Mais méthode plus efficace. Farcir d'utopie des millions de têtes plutôt que ce travail d'amateur d'en couper quelques milliers. Le résultat est là. Victimes d'un ostracisme forgé dans nos écoles et relayé par la *classe parlante*, ce sont par contre-coup des millions de Français qui sont condamnés à l'*inexistence politique*.

Les fondateurs de la République ont été les premiers à justifier le massacre en masse par la raison d'Etat : les charrettes d'août et septembre 92, les noyés de Nantes, le carnage Vendéen, la guillotine accomplissant l'égalité par la décapitation. Nous sommes passés depuis à un stade supérieur d'efficacité révolutionnaire : le nivellement cérébral du citoyen par le biais de notre système scolaire. Tout cela au nom d'un dogme. À la terreur de l'échafaud, a succédé le terrorisme intellectuel. Bien avant les camps de la mort et le goulag, nos chers conventionnels avaient appris à se débarrasser des gêneurs. Il est toujours temps de les condamner eux aussi devant le tribunal de l'histoire, pour *crimes contre l'humanité* et par un moyen plus pacifique ; l'autodafé de la pensée révolutionnaire. Une métaphore pour exprimer l'impérieuse nécessité de sanctionner l'échec de notre école et par voie de conséquence celui d'un régime qui rend hommage aux mêmes divinités. Prétendre réformer la république sans changer l'école serait vouloir sauver un malade en le transfusant avec du sang contaminé. Ou aménager notre Constitution sans en avoir gommé le préambule. Nous y reviendrons.

Tout en France procède des bancs de l'école. Car la République, bien qu'elle s'en défende, l'a investie du rôle supplémentaire d'*éducatrice*. Une mission insolite puisque confiée à des maîtres sans liens de filiation avec leurs élèves. Mais une tâche mise au service d'un projet bien précis. D'où le parallèle qu'on peut établir entre ces haras humains où l'on reproduisait le modèle germanique et nos républiques d'après-guerre s'en remettant à leurs *hussards rouges* pour fabriquer des *pantins*. Une méthode d'insémination moins scabreuse mais infiniment plus fructueuse. Personne n'y échappe et elle se poursuit sous nos yeux, par l'évangélisation des « *valeurs fondatrices de la République* » revues et corrigées par la pensée marxiste et le culte du désordre (Mai 1968)^[2]. L'instruction civique ayant été remise au grenier, on l'a remplacée par l'initiation sexuelle. Une discipline dont se sont bien passés nos ancêtres pour perpétuer la race humaine. Tout en y prenant autant de plaisir, à leur manière, comme on peut en juger par la croustillante littérature qu'ils nous ont léguée sur le sujet.

Les spécialistes les plus autorisés s'accordent à le déplorer, il n'y a plus rien à dé fendre dans notre système « *éducatif* ». Ce qu'en dit sans nuances B.H. Lévy : « *Ceux qui défendent la laïque, défendent hélas un cadavre.* » Avant lui, Stendhal écrivait ceci : « *Il est dur de se dire à 20 ans : tout ce que je suis m'a été enseigné par des gens qui avaient le plus grand intérêt à me tromper.* » Je vous laisse imaginer ce que 150 ans plus tard Henri Beyle (c'est son vrai nom) aurait fait dire au même jeune de 20 ans.

Réformer l'« *Education* » nationale est donc une impérieuse nécessité. À l'inverse de ce dogme de l'« *égalité* » qui brouille notre vision, c'est au contraire la prise en compte des

1 — Jean Macé — Fondateur de la ligue de l'Enseignement.

2 — « *Il est interdit d'interdire !* »

profondes disparités de la population scolaire qui devrait guider non seulement la réforme mais plus loin encore la *transformation* du système. En d'autres termes le retour à un cycle scolaire articulé sur le principe de la *sélection*. Il ne s'agirait pas là d'un choix d'ordre idéologique, comme celui de nos syndicats pour une école où l'on va pour assurer le plus grand nombre possible d'emplois à des professeurs de psychologie et de sociologie, mais d'une évolution rendue indispensable par les exigences nouvelles d'un monde en pleine mutation. Sophistication accrue des disciplines de la connaissance et bouleversement de leur hiérarchie. Si elle veut survivre, notre société devra donc faire appel à toutes ses ressources d'intelligence et de force de caractère pour figurer honorablement dans la compétition qui s'annonce. Autrement dit, élever le niveau moyen d'« *aptitude* » sinon d'« *utilité sociale* » de notre jeunesse, en s'assurant désormais de ne laisser passer à travers les cribles successifs du processus éducatif vers l'université que la mouture fine répondant aux besoins d'encadrement de la nation. Puis, recueillir les recalés d'une deuxième chance à chaque étape du parcours scolaire, pour les orienter sur les pistes du « *cycle professionnel* » à filières multiples. On réduirait ainsi sensiblement le coût social de « *l'échec scolaire* » en milieu défavorisé.

Pour ne citer que l'exemple extrême du fils d'immigré analphabète devenu un *problème de société* dès l'instant où de plus en plus jeune il fuit les bancs de l'école, n'est-il pas évident qu'on lui couperait la route de la délinquance en le dirigeant vers l'enseignement d'un métier en adéquation avec les carences constatées dans certaines branches d'activité^[1]. Prenons l'exemple de certaines professions artisanales jadis pourtant très recherchées comme la peinture, la menuiserie, l'électricité, la plomberie, la mécanique, etc. Leur désaffection frappe surtout les Français à revenus modestes et/ou d'un âge avancé qui ne sont pas doués pour le bricolage. C'est pour eux un véritable parcours du combattant que de trouver l'artisan – après l'avoir pratiquement supplié – qui veuille bien se déplacer pour des travaux jugés d'importance négligeable. Mais, la demande dépassant l'offre, celui-ci ne s'intéresse plus qu'aux gros chantiers plus rémunérateurs de constructions neuves ou de rénovations. Il n'est donc pas étonnant que cette carence crée un appel d'air pour les « *plombiers* » de l'Europe de l'Est ! La France en aura besoin tant qu'elle refusera d'aménager les filières d'apprentissage à un métier manuel dont on n'imagine pas qu'il soit souvent bien plus lucratif à la sortie qu'un concours d'entrée pour un emploi de mairie.

C'est la voie inverse que nos politiciens ont suivie, s'imaginant accomplir une société plus juste en faisant sauter toutes les digues de retenue du parcours scolaire. Symbole pour eux de la *réaction*, le baccalauréat n'est plus qu'une simple formalité (on parle même de le supprimer). Il ne joue plus son rôle de régulateur du flot issu du secondaire. Une inconséquence de plus payée par un énorme rebut universitaire à l'âge où l'on devrait être en mesure de travailler. La pétrification syndicale du système a voulu que pour éviter ce gâchis, on n'ait pas osé procéder à l'institution d'embranchements automatiques du cursus scolaire vers une formation ouverte à tous les traînants de l'enseignement *académique*. Ainsi aurait-on pu revaloriser le baccalauréat pour ne réserver l'accès aux études supérieures qu'aux étudiants de *bon niveau* tout en limitant l'échec scolaire au minimum incompressible en dotant en amont d'un bagage pratique les laissés pour compte du parcours d'études du deuxième cycle. J'entends d'ici le *barbu* tombé par hasard sur ces lignes. Dans le seul correctif possible d'un enseignement égalitaire qui entraîne l'échec de tout un peuple, il ne verra que *révisionnisme anti-républicain*.

Bernard Henri Levy est peut-être allé trop loin. Ce n'est pas d'un cadavre dont il s'agit, mais ce qui est plus encombrant, d'un mort-vivant. Il relève toutefois de la médecine

1 — Il faut s'attendre à ce que les professeurs du cycle académique soient les adversaires déterminés de cette réforme vitale de notre modèle archaïque d'instruction publique.

légale. Car c'est à sa minutieuse *dissection* qu'il faudrait recourir pour en extraire toutes les métastases qui le rongent. La moindre d'entre elles n'étant pas cette *culture générale* dont les scories résiduelles encombrant sa pensée. Aubaine pour les stakhanovistes de l'emmagasinage de connaissances superflues. Une disposition d'esprit qui n'a d'utilité que pour ces émissions télévisuelles où se produisent de véritables encyclopédies vivantes empochant le *jackpot* parce qu'elles connaissent le poids de l'*Obélisque*.

L'enseignement académique *quantitatif* est inadapté à notre société complexe. Pour ne pas désentraver le cours du fleuve scolaire, on y charrie ses énormes déchets jusqu'aux barrages érigés loin en aval par l'enseignement supérieur. Si bien que plus tard, le cours de notre Université laisse plus d'un étudiant sur trois sur ses berges, sans le moindre bagage monnayable. Le reste n'est pas mieux loti avec ses diplômes dévalorisés. La fausse monnaie universitaire alimente la statistique affolante de dizaines de milliers de jeunes que leur impréparation à la vie d'hommes condamne à la *décharge* sociale. Un rebut qui vient grossir la masse des futurs parasites sociaux qui ont déjà jeté l'éponge à chaque étape du cycle scolaire précédant l'université. Il en sera ainsi tant que l'on n'aura pas popularisé comme il convient la volonté de réussir *autrement* que par la filière traditionnelle.

Mais si l'école ne sait pas instruire, elle ne sait pas non plus éduquer. En dorlotant le futur citoyen dans l'illusion d'un monde assez généreux pour pallier ses éventuelles insuffisances, elle a fait fondre en lui la volonté de dépassement de soi, cette bouée sans laquelle il se laissera couler. Les pays qui réussissent, le doivent d'abord à un enseignement qui trempe les caractères. Faut-il vraiment se féliciter d'une « *Education* » nationale dont le principal souci est d'immerger nos jeunes dans la rêverie humanitaire, tiers-mondiste et écologique ? Une sorte d'état second qui les éloigne des dures réalités de l'existence. Un attendrissement de l'âme et du corps qui en fait d'éternels perdants. Si elle a échoué dans le concret, notre école se distingue par contre dans l'abstrait, cultivant chez l'enfant un substrat qui fera de lui cet *idiot utile* incapable de discerner le blanc du noir, laissant le champ libre à l'imposture subtile de ceux qui le *mènent en bateau*. Tel auditeur du confessionnal de *Génération Europe I* 18-20 heures se disant *captivé* par le débat de presse de son quintet radiophonique^[1], proposait d'en doubler la fréquence. Sa dose de désinformation ne lui suffisant pas, il en *redemandait* !

Les choses étant ce qu'elles sont, notre école se caractérise donc à la fois par son incapacité à réduire le handicap initial des plus démunis et par l'inadéquation de son enseignement à la réalité de dispositions personnelles et de conditions d'existence naturellement inégales. L'absence d'autre part d'instruction civique et d'initiation à une morale « *revue et corrigée* », laissera l'élève désarmé devant les périls de l'existence. Si bien qu'on peut imputer au système la double faillite d'une jeunesse à la fois mal instruite et mal éduquée, ces deux déficiences s'additionnant pour alimenter le chômage et la violence. En confiant nos enfants aux « *survivants d'un maoïsme de pacotille, fantomatiques trotskystes ossifiés, samaritains, chrétiens-marxistes, tiers-mondistes, révolutionnaires mondains, ultime carré de staliniens non repentis* »^[2], on a dangereusement hypothéqué la destinée de notre société contemporaine. Car il ne faut pas s'attendre à ce qu'ils prêchent la vertu, pour le salut d'une société que dans l'ombre de l'impunité, leurs *maîtres à penser* se sont fixé pour but de désarticuler. Et ce n'est pas bien sûr nos gouvernements de potiches qui les en détourneront. Comment s'étonner dans ces conditions que nos enfants ne sachent plus dire ni bonjour, ni merci, ni

1 — Composé des instruments musicaux de « *L'Humanité* », de « *La Croix* », du « *Figaro* », de « *Libération* » et du « *Monde* ».

2 — Thierry Pfister « *Lettre ouverte à la génération Mitterrand qui marche à côté de ses pompes* » Albin Michel (1989).

pardon, ni s'exprimer autrement que par onomatopées et à passer leurs moments de loisir ailleurs que devant la télévision, dans les bars ou les salles de jeux électroniques^[1] ?

Pour n'avoir pas eu l'honnêteté intellectuelle de reconnaître comme vérité première la diversité fondamentale de la condition humaine et de son inégalité intrinsèque, notre république se fonde sur deux piliers vermoulus : le mythe de l'égalité et de la bonté originelle de l'homme. C'est en vertu de ces deux postulats chimériques qu'elle légifère, ne cessant d'un côté de vouloir corriger réglementairement les écarts issus de différences inévitables et de l'autre d'imputer à la collectivité des transgressions qui ont surtout pour origine la perversité innée de comportements individuels. De même qu'une société que n'aiguillonne plus le nerf de l'ambition se condamne à la sclérose, celle où l'homme a perdu la notion de responsabilité personnelle s'achemine insensiblement vers le chaos. Et c'est ainsi qu'à lui vouloir trop de bien on a fait le malheur du *citoyen*. En lui fabriquant une société dont les différents éléments ne sont pas moins inégaux les uns par rapport aux autres que dans l'ancienne société. Avec cet inconvénient supplémentaire qu'ils n'ont plus le dénominateur commun d'une monarchie respectée et du ciment de ses traditions.

Remarquons qu'à l'opposé de ce qu'elle poursuit et parce qu'elle a évacué la notion d'effort et de mérite individuel, notre société amplifie les écarts de naissance et les rend moins supportables. Elle renforce ainsi l'avantage des élites en élevant le piston et le *clientélisme* à la hauteur d'une institution nationale. On reconnaît statistiquement à la « *forte recommandation* » d'être en France à l'origine d'environ 30 % des recrutements. La *médiocratie* du copinage est une *exception* de plus dont notre audiovisuel frelaté offre une des illustrations les plus saisissantes.

C'est une véritable *révolution culturelle* qu'il faut à la France pour la délivrer de tant d'années d'acharnement idéologique à partir des bancs de l'école. Mai 1968 n'a-t-il pas été le dernier assaut tenté contre une société moribonde par des « *potaches* » que notre école avait enragés ? Qui jurerait qu'ils n'auraient pas fait aussi bien que Pol Pot s'ils avaient pris le pouvoir ? La France vivait pourtant à l'apogée d'une période de prospérité comme elle n'en avait jamais connue. Une croissance économique régulière assurait alors un avenir radieux à sa jeunesse. La seule éventualité d'un basculement de la France dans le camp socialiste était encore inimaginable. Qui d'autre que le « *maître* » devait alors être tenu pour responsable de l'insurrection de l'élève ? Dépourvu de mobile économique, sans souci d'avenir, celui-ci ne pouvait s'être révolté qu'au nom d'idées reçues. Sa fureur soudaine n'avait aucun rapport avec la réalité concrète d'une société sans pauvre. C'était là l'aboutissement parfaitement prévisible de l'enseignement d'un modèle de pensée ne pouvant conduire qu'à des comportements anarchiques. Une relation de cause à effet mise en évidence tout au long de la révolte, par l'alliance manifeste de l'enseignant et de l'étudiant. Un professeur de *choc* que j'interrogeais récemment sur la finalité de son mode d'éducation me répondit : « *Je leur apprend à dire non.* » Curieuse façon de développer l'esprit critique ! L'apologie de l'insoumission dans une tête de 15 ans, c'est l'apprentissage de la rébellion. Une empreinte qui marquera pour toujours la jeune cervelle. Elle refusera donc à se plier à tout ce qui dérange et ne verra de mal que dans ces piliers de civilisation que sont les notions vertueuses d'ordre, d'effort et de discipline. Une conception manichéenne du parcours historique de la France depuis ses origines, lui a fait apparaître la prise de la Bastille comme marquant en un seul jour son passage « *des ténèbres à la lumière* ». Et on lui fera croire qu'elle a gagné à la répudiation de nos valeurs traditionnelles – dont était sortie la plus grande puissance mondiale de la fin du XVIII^e siècle –, pour ces *valeurs républicaines* tellement respectables que l'on ne peut les définir que parce qu'elles ne le sont pas.

1 — Ici comme ailleurs, les exceptions confirment la règle.

Courroies de transmission de l'école, les media pratiquent un niveau supérieur d'endoctrinement^[1]. Ils se font un devoir d'en faire bénéficier des millions de consommateurs captifs. Coulés dans le moule unique du *Droit d'hommeisme*, n'attendons surtout pas de nos éminents *médiacrates* qu'ils stigmatisent les dérives induites du même enseignement que celui qui leur a été prodigué. D'ailleurs, s'attaquer à la chienlit nationale, serait pour eux suicidaire, puisque semble-t-il la plupart des citoyens s'en accommodent. Quand ils n'en vivent pas. Mais prenons garde. Le sage n'a-t-il pas dit : « *Le Roi ne doit tolérer ni rebelle ni fauteur de troubles. Sinon ce serait la fin de son règne et l'avènement du désordre : et ce dernier engendre le malheur pour tous.* »

La mise en quarantaine par notre système éducatif des valeurs consolidatrices du ciment familial et national a livré la jeunesse aux seules références audiovisuelles. Une influence avachissante qui s'est traduite chez elle par une nonchalance blasée, le mépris du travail, la répugnance à l'effort et l'incapacité de s'exprimer autrement que par un lexique de mots branchés sur le sexe ou l'excrément. Le panégyrique de l'homme, tel qu'on le fait à l'école, a hypertrophié la notion de l'individu au détriment du sens collectif. En portant atteinte à la déférence parentale et patriotique, en mettant au placard l'enseignement civique, on a progressivement rompu les liens naturels du citoyen avec son entourage immédiat, tout en l'affranchissant de ses obligations envers la société et la nation. Comme si on l'avait arraché à son contexte familial pour le suspendre dans un espace commun à l'humanité entière, sorte d'électron libre émancipé de son noyau.

Que seraient devenus les premiers hommes, s'ils ne s'étaient rassemblés en communautés de plus en plus vastes ? Ce réflexe inné de préservation par lequel, plongé dans un environnement hostile depuis son apparition jusqu'à nos jours, la préoccupation essentielle de l'homme fut de s'entourer de cercles de solidarité de plus en plus larges. Nous lui devons non seulement la survivance de tribus primitives mais notre propre existence au terme d'un long processus qui impliqua successivement le foyer, la cellule familiale, le clan et la tribu, la transposition du système dans la société féodale, son extension à la hiérarchie monarchique, enfin le point d'aboutissement *final*. La *Nation*. La société humaine s'est ainsi cristallisée en autant d'ensembles homogènes, espaces et peuples indissociablement accouplés par l'histoire, dans la forme ultime de leur évolution territoriale et sociologique. Caractérisée par l'unité de territoire, de culture, de langue et de traditions, la nation représente la référence unique et le patrimoine commun à tout un peuple. Si on peut attendre d'elle qu'elle accorde des droits, ce n'est qu'en retour des devoirs et obligations qu'on lui doit. Car par définition, c'est à elle qu'il appartient de procurer au citoyen, dignité, identité et sécurité. Que serait l'homme sans cet environnement culturel familial où il puise sa raison de vivre ?

Libérer l'homme de toute contrainte, c'est aussi le rendre à sa solitude originelle. En coupant l'homme de ses racines, en le privant de ses repères, le nouvel ordre « *amoral* » tel qu'il est cautionné dans notre société de progrès a fait de lui une sorte de particule débous-solée, proie facile des pontes de l'oligarchie régnante et complice inconscient de leur pouvoir despotique. Voici le fruit amer que cueille la France à l'*arbre des Lumières*. Cette philosophie trompeuse relayée jusqu'à nos jours par Marx, la FEN et le PAF^[2] dont le monde et la France en particulier se seraient bien passés, tant il est vrai qu'elle fit couler plus de sang en deux siècles que l'« *obscurantisme* » monarchique en dix.

Le déficit des connaissances concrètes est tout aussi affligeant. On a dit et redit sans

1 — Que leurs journalistes ont eux-mêmes acquis au *Centre de Formation des Journalistes*. Signe clair de l'enseignement qu'on y donne, le directeur de cette importante Institution vient de l'« *Événement du Jeudi* ».

2 — Paysage Audiovisuel Français.

émouvoir le moins du monde ceux que le peuple a désignés pour s'en préoccuper, que 20 % des élèves entrant en 6^e étaient analphabètes et ne savaient pas compter^[1]. Les conseils de révision retrouvent la même proportion d'ignares chez nos conscrits de 18 ans. Pour l'élève moyen, la date de Waterloo c'est 1914. Interrogez-le sur l'esclavage des noirs par les blancs, sur la France colonialiste, la collaboration, les camps de la mort, la *torture en Algérie*, il sera intarissable et débitera un *sans fautes* sur des leçons bien apprises. Mais on ne lui expliquera jamais les vraies causes de la défaite, de l'occupation et des cinq années les plus tragiques de l'histoire de France.

La volonté d'arriver qui fait toute l'efficacité de certains systèmes étrangers n'est pas stimulée chez notre potache. On lui donne ainsi une image totalement déformée de ce qui l'attend, passée la porte du lycée. Le choc sera d'autant plus rude au premier contact avec l'université, qu'il sera trop tard pour lui de rattraper le temps perdu. S'il n'arrive pas à suivre, il sera rejeté sur les rives comme une épave. Rien d'étonnant à ce qu'à peine *lâché en solo*, il n'ait d'autre préoccupation que la recherche d'un tuteur où s'accrocher. Il ne cessera alors de faire appel à sa mère-nourricière. L'Etat-providence est là pour ça. Il ne fera rien pour lui retirer les mains de ses poches. C'est une seconde nature pour lui que de le secourir en mettant les siennes dans la poche des autres. La *solidarité* est certes une exigence nationale. Mais à la condition de n'aider que ceux dont la bonne foi ne peut être mise en doute et d'en répartir équitablement la charge sur tous les citoyens. Or comprise et gérée comme elle l'est en France, elle évoque une sorte de tonneau des Danaïdes inlassablement rempli du seul argent de ceux qui travaillent, vivent de leur retraite ou d'une épargne patiemment économisée. Si bien qu'il n'est pas exagéré d'affirmer qu'en marge des authentiques victimes de notre société, elle entretient une armée de paresseux et de parasites au crochet du contribuable pris comme un lapin dans les phares du fisc.

Il est juste d'imputer aux socialistes la responsabilité d'avoir déprécié la notion d'effort en faisant une quasi-formalité du baccalauréat et de nombreux diplômes de fin d'études universitaires. Symbole de leur fixation égalitariste, ils ont supprimé la distinction des meilleurs par la distribution de prix. Une décision aussi stupide que fâcheuse qui a porté un grave préjudice à l'esprit d'émulation aussi nécessaire à l'école qu'il l'est dans la vie professionnelle et sur le plan sportif. Aux élèves elle a indiqué qu'il suffisait d'une note passable pour « *passer* ». Comme l'ambition réduite à la « *participation* » a fait perdre à nos sportifs l'envie de gagner. La célébrité est exigeante. Elle ne couronne que les premiers. Adulateurs professionnels de nos « *Poulidor* » jusqu'à la fin des années 80, les commentateurs sportifs commencent à réaliser en gémissant qu'il leur manque ce quelque chose qui fait gagner. Sans toutefois se hasarder à en dénoncer les causes. En se taisant ils préfèrent laisser planer le soupçon d'une tare physique collective, plutôt que de s'en prendre à une affection de l'esprit contractée à l'école. Une école où l'éloge de la persévérance, de l'ambition, de la dignité, serait interprété comme l'apologie d'un *ordre moral* voué à l'exécration des jeunes générations. Un code de conduite rigoureux qu'on incrimine malicieusement en l'identifiant au cours tragique pris en Europe par les événements des années trente. C'est bien à lui pourtant que l'occident industriel grâce à ses grands entrepreneurs, doit d'être parvenu à un niveau de supériorité technique et matérielle qui lui assura jusqu'ici la prépondérance sur le reste du monde. Les sociétés anciennes se seraient-elles épanouies sans lui en de si brillantes civilisations ? Ce critère n'exprime-t-il pas encore le degré de solidarité, d'homogénéité et de vitalité d'une société moderne ? Celui en fonction duquel en réalité se détermine le rang des communautés humaines dans la compétition internationale. Celle sportive y comprise.

Comment expliquer autrement que par les trop grandes libertés prises chez nous

1 — Un bilan d'autant plus inquiétant que la République institua l'*instruction obligatoire*.

avec les contraintes du haut niveau sportif le fait que notre équipe nationale de football ait rarement gagné contre l'Allemagne^[1] *dans les compétitions officielles* – bien que de l'avis de certains elle lui soit supérieure –, alors qu'elle l'a presque toujours battue en rencontres amicales ?

Prenons l'exemple d'une discipline particulièrement exigeante pour l'homme : le sport individuel qu'est le tennis. Une vedette du tennis franco-camerounais^[2] à laquelle on demandait pourquoi des champions comme Borg, Becker, Connors, Edberg, Lendl, Mac Enroe et Sampras étaient chacun à leur tour restés si longtemps à la tête du classement mondial répondit ceci : « *Eux ce sont des battants et de vrais pros. Des grands champions. Dans le groupe de tête depuis plusieurs années, Becker s'impose une vie spartiate. C'est la loi d'ailleurs de la plupart des joueurs étrangers. Eux font des balles et poursuivent leur entraînement physique entre les matches d'un même tournoi. Ils ne sortent pas en boîte, se lèvent tôt et s'en tiennent à leur régime. Quand ils se hissent dans les dix premiers, ça ne leur monte pas à la tête. Ils y restent longtemps* ». On pourrait certes citer ici et là, en tennis et d'autres disciplines, l'émergence de quelques équipes et individualités françaises de bon calibre. Mais elles passent trop souvent comme des météores dans un ciel généralement sombre. Des cas isolés, une poignée de sujets d'élite, de dirigeants et d'entraîneurs de qualité sans rapport en quantité avec la taille de notre pays, ses prétentions et les investissements qu'on y consacre au sport. Quelle ville française en effet n'a pas son (ou ses) stades et ses installations sportives ultra-modernes ?

Venant après l'humiliation de notre équipe nationale de football au championnat du monde de 1994 (USA), la débâcle française aux Jeux Olympiques d'hiver de Lillehammer souleva un véritable tollé médiatique. La France n'a-t-elle pas la chance d'avoir le plus grand nombre de pistes skiables et de remontées mécaniques d'Europe^[3] ? Sportifs et dirigeants furent à nouveau lynchés par des media empressés de critiquer, mais toujours réticents à incriminer les causes. Qu'il s'agisse de déconvenues d'ordre politique, économique, syndical, social, culturel ou sportif, il y a cette frontière butoir que personne n'ose franchir. Pourtant un commentateur TV a bien failli faire le saut en commentant à chaud la rage de gagner d'un coureur de fond étranger : « *Celui-là il doit avoir faim ou être un grand patriote.* »^[4]

Savoir ne mène à rien dans ce monde, sans vouloir. Pour avoir eu le privilège de connaître un modèle d'éducation différent^[5], je voudrais témoigner du mérite incomparable d'une école visant à *accomplir l'équilibre du corps et de l'esprit* tout en forgeant les caractères. En raison de considérations d'ordre idéologique, politique et syndical, l'« *Exception* » française veut que l'on persiste à ne pas vouloir reconnaître le bien-fondé de ce dessein.

1 — Surprenant envol lyrique d'un journaliste sportif dépité par une nouvelle défaite en football : « *L'Allemagne ne changera jamais. Sa force est dans sa vigueur, son talent dans son obstination. L'Allemagne est admirable. L'Allemagne est éternelle* (sic). » Gérard Eynès de l'« *Equipe*. »

2 — Yannick Noah, vainqueur à Roland-Garros en 1983. Vingt sept ans plus tard, il est toujours le premier dans le classement national des citoyens les plus populaires ! Une préférence qui pourrait paraître insolite dans un pays constellé de brillantes personnalités autochtones. Elle révèle de ce fait la profonde signification contemporaine du rapport de l'opinion avec le sport, indépendamment de la nationalité d'origine de ceux qui s'y distinguent.

3 — 6 000 000 de skieurs et 1 000 000 d'adhérents à la Fédération française de ski.

4 — Rendons justice aux responsables de notre *ski nordique* qui ont redressé la barre par la suite en collectionnant les médailles aux Championnats du monde 1995. Un simple feu de paille ?

5 — Direction de l'*Instruction Publique* au Maroc. Rattachée à l'Université de Bordeaux jusqu'à l'indépendance. Les Lycées aux noms symboliques, Poeymirau (Meknès), Gouraud (Rabat) et Lyautey (Casablanca) se sont distingués à cette époque par des taux de réussite exceptionnellement élevés à un baccalauréat non trafiqué.

Tout démontre pourtant que l'exercice physique, s'il fortifie l'élève, a aussi des incidences bénéfiques sur son caractère, sa santé, son tonus intellectuel et son endurance. L'effet moralisateur des sports d'équipe sur le comportement social des jeunes est tellement nécessaire à une époque où l'on assiste impuissants à la dérive d'un si grand nombre d'entre eux, qu'il devrait à lui seul engager nos responsables politiques dans la voie d'un partage plus rationnel du temps d'école entre le banc et le terrain de sport. Est-il en effet de meilleur dérivatif aux tentations malsaines de la société moderne qu'une activité physique régulière et bien encadrée ? Et voit-on d'autre moyen d'y parvenir que de créer un ministère d'Etat de la Jeunesse, des Sports et de l'*Instruction* chargé du grand chambardement ?

Dans cette société où le temps de travail ne cesse de décroître, les activités sportives prennent une part de plus en plus importante dans l'existence. À cette transformation des modes de vie et aux nouvelles perspectives professionnelles qu'elles ouvrent dans le monde économique, devrait correspondre une évolution parallèle de nos méthodes d'éducation. En outre des immenses bienfaits déjà cités, la pratique institutionnalisée du sport à l'école ne manquerait pas de susciter de nouvelles vocations. Celles-ci nous font cruellement défaut dans un domaine en constant développement qui fera appel dans l'avenir à un nombre croissant de spécialistes de gestion et de formation sportive. Sans compter bien sûr l'élargissement du territoire de prospection de futurs sportifs de profession y faisant carrière. Il faudra bien en effet que *l'offre sportive* se développe au même rythme qu'une *demande* en progression constante. Les programmes de télévision comportent de plus en plus d'émissions consacrées au sport. Les acteurs de ces manifestations ne se produisent pas à titre bénévole : ils exercent un métier. Et ce métier en vaut bien d'autres. Qui aurait imaginé au temps de Pierre de Coubertin qu'un athlète de haut niveau serait salarié dans la perspective des Jeux Olympiques ? Qui aurait cru qu'un jour une médaille d'or française vaudrait à son titulaire la Légion d'honneur et un chèque de 250 000 Francs ? Et qui nierait enfin que ces récompenses soient méritées quand elles ont fait jouer l'hymne national devant des millions de téléspectateurs ?

Il y a un demi-siècle de cela au Maroc^[1], l'instruction civique et sportive prenait une part importante dans la préparation de l'élève à la vie en société. Elle conjugait avec bonheur l'apprentissage de la connaissance avec une éducation préparatoire à la vie en société pour lui rappeler, comme l'a dit R. Kipling, ce qu'exigeait de qualités son futur métier d'homme et ce qu'il devait à sa famille et à son pays. Dussé-je amputer la Résistance d'une part de sa gloire officielle, c'est cette école qui, de l'autre côté de la Méditerranée, *a fourni le meilleur des troupes de notre Armée de libération*, en grande partie par engagement volontaire. C'est aussi cette école qui a formé à partir d'une population d'un seul million de Français, ces grands champions que furent Cerdan (boxe), Longo (cyclisme), Zatelli (football), Damitio (athlétisme-hauteur), Forget (tennis), Gottvalès (natation), Pélissard (plongeon), etc. Je dois une mention spéciale à deux autres grands sportifs entraînés au Maroc avant guerre, Chelveider du Lycée Poeymirau de Meknès et G. Vallerey du Lycée Lyautey de Casablanca.

À 15 ans, Chelveider nageait le 100 mètres nage libre à quelques centièmes de secondes du record de France de L. Zins. Engagé volontaire à 19 ans en 1942, il est mort au champ d'honneur pendant la campagne d'Alsace. Disparition prématurée d'un athlète

1 — Modèle exemplaire de « *Protectorat* » (institué par la *Convention de Fès* avec le consentement du Sultan Moulay-Hafid le 30.03.1912) d'un grand pays qui, sans parti politique ni syndicat, mais administré sous la Direction d'un *Résident Général* par un corps d'élite (le contrôle civil créé par le Général Hubert Lyautey) et son complément militaire des *Affaires indigènes* (AI) en zones pacifiées, parvint en liaison étroite avec la structure politique traditionnelle et en un demi-siècle seulement, à faire émerger du Moyen Âge une nation reconstituée, moderne et prospère.

impressionnant, promis à devenir Champion olympique.

Quant à Georges Vallerey, né à Amiens en 1927 et expatrié à l'âge de 5 ans au Maroc, il se couvrit de gloire, le 8/11/42, en sauvant de la noyade dix marins du cuirassé *Dunkerque* gravement blessés dans le port de Casablanca lors du débarquement allié. On le décora de la Croix de Guerre. Il n'avait que 16 ans lui aussi. L'année suivante il était recordman d'Europe du 200 mètres nage libre en 2'26 et battait celui de France de L. Zins. En 1945, il améliorait celui du 100 mètres détenu également par L. Zins. Trois ans plus tard, il battait le record d'Alex Jany et d'Alfred Nakache puis battait le record du monde du 4 fois 100 mètres quatre nages. C'était la gloire ; la France reconnaissante baptisait de son nom la grande piscine des Tourelles, à deux pas du SDECE appelé désormais « *la piscine* ».

Il serait trop cruel de comparer ce palmarès d'une poignée de grands lycées à celui de l'armée d'un million d'« *éducateurs* ». Que l'on ait gommé l'instruction civique et sportive des programmes scolaires, s'intègre parfaitement à la stratégie corruptrice des maîtres emmarxisés qui se sont emparés de l'Education nationale à la Libération. Que par voie de conséquence la France ne s'attende pas aux mêmes réflexes patriotiques, s'il advenait qu'elle dût défendre à nouveau son intégrité territoriale d'une agression étrangère. La société française ne se montre-t-elle pas indifférente aux dangers qui la menacent à l'intérieur ?

C'est à l'école et autour de l'école que se manifestent avec le plus d'acuité, les effets négatifs d'une immigration de peuplement et de conquête. L'école publique à la périphérie des grandes villes n'est plus qu'un dépotoir livré au vandalisme. Par souci de diversion, c'est sur ce segment de l'Education nationale que l'on braque les projecteurs de l'actualité pour faire croire à l'innocence d'une institution qui serait victime d'une dépravation de la société. Alors qu'elle recueille le fruit empoisonné de ce qu'elle a semé. Ce n'est pas seulement un trait de leur nature que l'irrévérence de ces *jeunes* envers notre civilisation (un euphémisme pour qualifier ce qui, pour nombre d'entre eux, n'inspire autre chose que le mépris des Français). Nous le devons aux *maîtres* qui les ont convaincus de la malfaisance de l'homme blanc.

Ces *jeunes* n'ignorent pas non plus que le déferlement du tiers-monde dans ce pays a été favorisé par les Français eux-mêmes. Ils voient bien que dans leur majorité, ceux-ci ferment les yeux sur les désagréments d'une gestion inepte de l'immigration. Ce qu'ils interprètent comme une façon pour leurs hôtes de faire pénitence. En volant, en frappant et en cassant, ils se remboursent d'une prétendue dette contractée envers eux. N'entendent-ils pas comme nous, soir et matin sur nos ondes, ces purs produits de notre élevage scolaire, la bécasse et le perroquet de service, rabâcher le couplet du malheureux ex-colonisé investi de tous les droits chez nous par les souffrances que nous lui aurions fait endurer ?

Frappée comme d'autres institutions par le syndrome du pays vaincu, l'école de la *République* a voulu compenser le déshonneur de la défaite par l'exaltation de vertus sentimentales. Dont celle du repentir. Au prix d'une misérable falsification des plus belles pages de l'histoire de France, – dont celles que précisément nous avons écrites Outre-mer –, et de la réduction de notre œuvre de civilisation si généreuse et si originale, à une entreprise d'oppression et de pillage. Au lieu comme on le fait ailleurs d'élever des statues à la mémoire des héros, ici on les déboulonne.

Mais la nocivité de nos *maîtres*^[1] ne s'arrête pas là. En infectant pratiquement tous les domaines de la pensée, l'idéologie qu'ils persistent à servir dans nos écoles malgré les échecs qu'elle a subis presque partout ailleurs, a fini par transmettre ses bacilles à toute la société française.

Ne nous en prenons donc qu'à nous-mêmes de cette école – *que nous avons vou-*

1 — Une fois de plus les exceptions confirmant la règle.

lue pour tous – responsable d'une promiscuité malsaine d'élèves *indigènes*^[1] venus là pour apprendre et de *jeunes* en nombre croissant s'y distinguant par le viol, le racket, le colportage de la drogue, le chapardage, la pédophilie et la violence envers les maîtres. Quoi de plus facile pour l'enfant de la rue, que d'exploiter, terroriser et frapper celui qui tendra l'autre joue parce qu'on ne l'a élevé que dans l'amour passionnel de son prochain ?

Le fait divers du professeur sodomisé n'a malheureusement pas eu l'effet qu'on pourrait imaginer dans l'univers professoral. Plutôt que de stigmatiser la crapule, ils s'apitoieront sur le mental « *encore perturbé* » d'un ex-colonisé et enfouiront dans l'oubli le *corps du délit*. Ce n'est pas non plus pour la réforme urgente du *système* qu'ils se mobiliseront – son administration budgétivore, autogestionnaire, hypersyndicalisée et rebelle à toute réforme –, mais pour le professeur godiche, instigateur par les idées qu'il propage, de sa propre humiliation.

L'Education nationale capte 25 % des ressources budgétaires de l'Etat. Une aubaine pour l'immense termitière syndicale qui s'en repaît : FEN, FSU, SGEN, CFDT, CSEN, SNEC, CFFD et j'en passe. La soupe y est bonne : un million de consommateurs vivant pratiquement en autarcie avec leurs propres réseaux de mutuelles couvrant l'assurance, la banque, le tourisme, les maisons de retraite, la maladie, la vente de produits de consommation, etc. « *Exception* » française plutôt originale, cette entreprise juteuse qui déverse sur ses membres une manne d'avantages catégoriels, est à la fois foyer de la culture de gauche et symbole d'inégalité. On comprend mieux dès lors la résistance acharnée que ses bénéficiaires opposent à toute velléité de changement. Une résistance qui s'exprime aux deux plans de la représentation syndicale et politique, instituteurs et professeurs constituant la charpente des formations de gauche.

Nous avons la manie en France, chaque fois que le nombre de parties prenantes s'y prête, de former des groupements de consommateurs autonomes retranchés du circuit économique grand public. En détournant ainsi de l'économie régulière un pouvoir d'achat global important, ces organisations communément dénommées coopératives et mutuelles^[2] faussent le jeu de la concurrence. C'est ainsi que l'on comprend la liberté en France : le droit pour chacun de l'exercer au détriment de tous les autres. Car sans ces îlots de privilèges, le prix des services et des marchandises payé par le reste de la communauté nationale, serait vraisemblablement moins élevé. Les Américains^[3] l'ont compris en s'en remettant aux vertus de la concurrence dans un marché *ouvert*. Ils ne s'en portent que mieux au double point de vue du prix et de la qualité.

Ce n'est pas le cas, d'une façon générale, à ce stade d'évolution en « *Exception* » française, depuis la mondialisation des marchés. Il s'y creuse de plus en plus profondément le fossé existant dans les produits de grande consommation entre la gamme des *meilleurs* (qui décline en volume mais compense en qualité par des prix en majoration constante) et celle des *ordinaires* (qui s'accroît en volume et compense par une diminution dramatique de la qualité). Un principe qui s'étend à tout ce qui se vend, spécialement dans les grandes surfaces en rayons d'alimentation et le plus souvent dans la restauration.

Tout le monde s'accordant sur l'échec de notre Education nationale – fiasco d'autant plus paradoxal dans un pays qui se flatte d'avoir le Q I moyen le plus élevé du monde –, ce sujet a engendré des montagnes d'ouvrages consacrés à la réforme. Il en ressort ceci : l'Edu-

1 – Entendue comme personne de souche française ou *originnaire* de France (autochtone).

2 – J'en exclus les *Mutuelles Maladie* dont l'utilité s'accroît en fonction directe de la progression constante des charges assumées par les organismes de *santé publique*.

3 – Il y a donc du bon dans leur modèle. Mais on se plaît à n'y voir que les aspects négatifs.

cation nationale souffre des mêmes maux que l'on décèle dans les institutions sclérosées par leur mise au service d'un dogme où ne souffle pas l'air vivifiant de la liberté de choix. À partir de là tout s'éclaire. Réformer ce trust gigantesque c'est pour l'essentiel :

Primo, libérer l'*Education nationale* de l'emprise syndicale, sachant que celle-ci, fortement politisée, aboutit dans les faits à se substituer à l'autorité de l'Etat. À celui-ci de reprendre l'initiative en mettant en place un encadrement administratif suffisamment indépendant pour pouvoir gérer l'*inévitabile épreuve de force dont le signal serait donné par l'abrogation du droit de grève dans l'administration, les services et les entreprises publiques*^[1].

Secundo, promouvoir l'initiative privée en la plaçant sur un pied d'égalité budgétaire avec l'école publique. Autrement dit, répartir le budget de l'Education nationale, charge financière de l'administration centrale exceptée, entre tous les enfants *scolarisés*, répartis entre les niveaux d'enseignement « *maternel* », primaire, secondaire, professionnel et universitaire. C'est l'idée du « *chèque scolaire* » à deux vitesses, l'un destiné aux établissements créés sur fonds d'Etat, l'autre aux établissements créés sur fonds privés. La reconnaissance aux parents de la *liberté de choix* reviendrait à créer un *marché de l'enseignement* où se trouveraient en compétition et à armes égales, l'école publique et l'école privée. Une idée certes extrêmement difficile à mettre en musique^[2] en raison du traitement particulier requis par les établissements situés en zones *sensibles et défavorisées*. Mais seule voie ouverte à la France pour revigorer son système éducatif menacé de sclérose, en s'inspirant de ce qu'il y a de mieux dans les modèles exemplaires que nous offrent en ce domaine l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse, la Grande-Bretagne, la Scandinavie, le Japon^[3], etc. Quoi de plus démocratique puisqu'on a fait de ce mot un critère de civilisation, que la liberté de confier son enfant à un type d'*éducation* de son choix ?

Tertio, bannir de l'école le gavage encyclopédique et redéfinir une « *laïcité* » qui a ouvert la porte à un endoctrinement pernicieux ; expurger en conséquence les références littéraires *orientées* et l'interprétation tendancieuse de l'histoire ; retourner à l'instruction civique ; réserver une grande place à l'éducation physique et aux sports collectifs ; promouvoir *le métier* en dérivant le moins tard possible les retardataires vers des *classes technologiques* ; supprimer les *Collèges uniques* ; reconnaître les méfaits d'un *égalitarisme* dogmatique qui aboutit fatalement au *nivellement par le bas* de notre enseignement ; soumettre à réévaluation tous ces fameux *logiciels de lecture* qui constituent le terreau de l'idolâtrie *droit d'homme* ; opérer le retour à l'objectif essentiel du primaire ; apprendre à lire, à écrire, parler le Français et à compter ; remettre à la mode la *sélection* et honorer les *meilleurs* par des récompenses publiques ; s'inspirer du modèle britannique des « *grammar schools* » ou *écoles d'excellence*..

1 — Comme en décidèrent les USA (ne pas manquer supra page 199, la Loi Taft et Hartley de 1947).

2 — Entreprise réalisable à la seule condition d'être exécutée sous la baguette d'un chef charismatique, doté d'une volonté « *churchillienne* » dans le cadre d'une vaste opération de redressement *de la dernière chance*, d'un peuple *plaqué le dos au mur*.

3 — Des pays où « la bonne éducation se juge par le maintien du peuple dans la rue ». Edmondo de Amicis.

Quarto, décréter tout de go que la liberté scolaire jetterait dans la rue toute la gauche, grossie mécaniquement par les innombrables déchets que secrète notre société. Ce n'est pas la loi de quelques centaines de politiciens déconsidérés qui les impressionnerait. Et rien ne garantit non plus que les syndicats « *inféodés* », maîtres de la pensée dans les deux secteurs privé et public, accepteraient de se réunir autour d'une table pour en discuter. *Il semble donc qu'on ne puisse échapper à une démarche de type constitutionnel*^[1] soumettant la réforme globale de l'enseignement à l'approbation de la nation par voie référendaire. Il va de soi enfin qu'une fois approuvée, la mise en place de cette réforme ne pourrait s'opérer qu'à petits pas en s'entourant d'innombrables précautions. Songez à ce que requerrait de ménagements la préparation de l'immense réseau d'établissements scolaires et universitaires à une ouverture progressive à la concurrence, après expérimentation et polissage du système à échelle limitée. Il faudra pour l'entreprendre, non seulement une votation largement positive, mais un exécutif compétent, une forte majorité solidaire et un « *homme de fer* » à la barre. Autant de conditions qui ne sont pas prêtes d'être satisfaites. Matamore en tournées électorales et baudruche gonflée d'air lorsqu'il est aux commandes, qui pourrait croire J. Chirac capable d'enfoncer les défenses du fonds de commerce de l'école par voie référendaire comme il le préconise dans ses discours électoraux ?

Dérive socialiste de la République

En sanctionnant le succès social, l'impôt socialiste décourage l'esprit d'entreprise et l'ardeur au travail des plus ambitieux, tandis qu'il subventionne la paresse et stérilise l'ardeur des moins doués. La défiance qu'éveille chez les socialistes la capacité des hommes à organiser librement leur existence dans le cadre d'une société affranchie de l'emprise de l'Etat, a conduit celui-ci à vouloir s'emparer du maximum de ce que les doctrinaires appellent « *moyens de production* »^[2]. Une soif d'appropriation^[3] qui a débordé largement ce cadre pour constituer une véritable infrastructure économique. Elle a été construite selon le caprice de politiciens irresponsables et est gérée selon des normes administratives où le souci d'engendrer des richesses et produire des bénéfices n'est pas prioritaire. Héritier de l'hégémonie communiste de la *Libération*, notre service public ne fonctionne qu'au rythme décidé par ses centrales syndicales. C'est à leurs comportements suicidaires que la France doit l'amputation de nombreuses activités industrielles jadis florissantes. Et pourtant notre mémoire collective ne se souvient plus de leurs méfaits. Telle l'agonie tragique de notre merveilleux *France*, enseveli dans l'oubli – comme si on voulait en exonérer la CGT, coupable de sa condamnation à mort (voir supra page 232 renvoi 1).

Sous prétexte de collaboration volontaire, nombre d'industriels furent arrêtés arbitrairement, couverts d'infamie, livrés à la vindicte populaire et emprisonnés ou pour certains passés par les armes. Leurs entreprises furent placées sous séquestre ; pour ainsi dire condamnées à être nationalisées ou sommairement *cannibalisées*. Vous trouverez au

1 — Il serait évidemment préférable de changer par la *concertation*. Mais comment compter sur un dialogue possible avec des syndicats disposant de l'arme absolue ? On comprend dès lors la nécessité du référendum d'initiative populaire décidant souverainement du choix d'une réforme qu'aucun politicien n'aurait le courage de proposer. Solution qu'on affectera d'un bémol en raison de l'appétit naturel de notre société contemporaine pour des dispositions contraires à l'intérêt collectif.

2 — Et leur économie périphérique.

3 — Qui s'est perpétuée et consolidée bien au-delà des quelques années d'après-guerre où la réhabilitation de notre capacité industrielle effondrée recommandait certes l'intervention planificatrice de l'Etat. *Mais à titre provisoire.*

contexte la liste consternante des fleurons de notre économie disparus dans la tourmente. Une folie destructrice dans un pays ravagé par cinq années de guerre ! Résurgence barbare sous d'autres formes de la Terreur conventionnelle de triste mémoire.

Quand la France se tirait une balle dans le pied, son propre libérateur aurait dit-on récupéré, dès 1944, les implantations industrielles qu'il avait créées en Allemagne dans les années 20-40. Il les aurait converties au fur et à mesure du conflit dans la production intensive d'armements lourds – tanks, auto-mitrailleuses – de véhicules de transport à usage militaire et même d'avions de combat. Un chiffre d'affaires fructueux, payé rubis sur l'ongle par la filière suisse. Certains observateurs perspicaces se seraient même demandés si la résistance de leurs sites industriels aux bombardements massifs n'aurait eu d'autre raison que leur enfouissement souterrain... Cynisme du tout-puissant ou simple pragmatisme qui aurait permis à l'Allemagne de faire peau neuve dès l'arrêt des combats en reconvertissant à moindre frais son parc industriel à l'économie de paix ?

Mais nous n'en avons pas fini avec la contamination socialiste. Elle s'est propagée dans l'espace économique résiduel privé. On lui doit aussi la terreur des grèves politiques, la surcharge de nos coûts de fabrication, le frein à entreprendre, la marotte du fonctionnariat, l'émulation salubre de la récompense individuelle remplacée par la négociation « *paritaire* », processus laborieux d'ajustements de la « *Grille* » salariale uniformément appliqués, le « *Smicard* » à vie, sa retraite et sa santé mal gérées, un salaire brut plombé par les charges qui se greffent sur lui. Prélèvements donc obligatoires dans des proportions et selon une méthode que le contribuable n'a jamais eu le loisir de débattre. Voici des procédés d'autant moins démocratiques que ces ponctions alimentent diverses caisses de Sécurité sociale dont les clés ont été imprudemment confiées à de prétendus représentants du monde du travail qui ne sont en réalité mandatés que par moins de 30 pour cent de l'ensemble des salariés. C'est ainsi que plus de 2 000 milliards de francs^[1] passent annuellement entre les mains d'une clique de manitous dont l'inadaptation à la gestion d'un tel pactole n'a d'égale que sa prodigalité envers elle-même, ses centrales et le « *Parti* ». Quelques milliers de fromages pour la défense de quoi elle dispose d'un inépuisable trésor de guerre et du pouvoir de paralyser la France sur de simples mots d'ordre.

Et l'assuré social dans tout cela ? On l'accable de cotisations toujours plus importantes pour recevoir en retour des prestations en constante régression. Rien d'étonnant à cela : la somme faramineuse confiée à nos apparatchiks syndicaux n'est l'objet que de contrôles *intimes* puisqu'elle n'est pas budgétisée. La nomenclature syndicale est par contre-coup à l'abri des curieux. Mais tout finit quand même par se savoir. Tel *damné de la terre*, un ex du Parti-communiste international mène une vie de nabab. Un « *SMIC* » de 1 million par an^[2], l'appartement de fonction de 6 pièces dans les beaux quartiers, la « *Safrane* » de 350 000 Francs, le chauffeur, le personnel de maison, la résidence secondaire, etc. La Sécurité sociale, c'est un gros chiffre d'affaires et des milliers d'employés. D'où la prétention sous le prétexte arithmétique à l'équivalence avec les présidences de groupes privés dont la rémunération et le mandat sont (en principe)^[3] subordonnés *au résultat*. D'un côté, le combat de tous les instants à l'échelle internationale contre une concurrence acharnée et les aléas

1 — Par comparaison, la fiscalité directe et indirecte de l'Etat n'a récolté que 1 440 milliards de Francs en 2000.

2 — L'enquête sur les emplois fictifs durant le mandat de J. Chirac à la Mairie de Paris (1977-1995), aurait révélé la contribution de celle-ci aux appointements de M. Blondel (Secrétaire Général de CGT-FO) !

3 — Un principe progressivement démenti par la tendance à de regrettables dérapages qu'il devient urgent de corriger en raison de leur retentissement social.

du marché ainsi qu'une responsabilité stratégique et financière écrasante. De l'autre, les sinécures de mandarins sous protection syndicale occupés à voir s'écouler sous leurs yeux des milliards *dépensés* que les patrons du privé se doivent eux de *gagner*. Il n'y a pas *photo* comme on dit entre ces deux types de dirigeants quant à la charge et aux risques encourus dans l'exercice de leurs fonctions respectives.

Les avantages multiples constituant la rémunération des dirigeants de grandes entreprises^[1] ne manqueront cependant pas de devenir une menace pour l'équilibre si difficile à préserver entre le capital et le travail au sein des sociétés privées. Car le processus amorcé par la mondialisation de regroupement par acquisitions et fusions toutes corporations confondues atteindra, s'il se poursuit, un tel gigantisme capitaliste qu'il s'accompagnera mécaniquement de rétributions faramineuses pour une poignée de privilégiés. On en verra de ce fait à en contester non seulement l'ordre de grandeur, mais le mode de rétribution de type auto-gestionnaire par des *comités* dits de *compensation* désignés par cooptation ou plus cyniquement par des petits groupes d'initiés délibérant en présence du Président et de son *bras-droit*. La polémique s'intensifiera dans le cas de *stock-options* ou actions dont il incombera à ceux-ci d'assigner la valeur « *à prix d'ami* » ainsi que le nombre d'unités à réserver à leurs compères, en général les membres du Comité exécutif. À ces privilèges excessifs viendront parfois se greffer l'attribution garantie d'indemnités de départ exorbitantes. Une assurance tous risques d'autant plus provocante qu'elle fait office de « *parachute doré* » pour des dirigeants au train de vie fastueux dont on ne salue pas le départ mais qu'on a dû parfois débarquer en catimini faute de performance. Une telle démesure dans la rémunération souvent imméritée de quelques centaines de « *hauts fonctionnaires de l'industrie* » justifie que les pactoles ainsi prélevés sur les résultats de leurs sociétés soient l'objet d'une attention particulière de la part des législateurs.

Si dans son obsession égalitariste et *Droit d'homme* sa version atypique de la démocratie a créé le *nouveau pauvre*, la France a aussi le triste privilège d'avoir donné le jour au *riche d'un nouveau type*, mi-industriel, mi-spéculateur, sous-produit caractéristique d'un système frelaté (la « *génération Tapie* »^[2]). En symbiose avec la révolution des mœurs en social démocratie, la tendance se dessine d'une nouvelle forme de capitalisme prédateur. Il ne voit plus dans l'entreprise qu'un *centre de profit financier*. Il tend à la traiter comme le proxénète son gagne pain. Tel un charognard, il guette les sociétés défaillantes prêtes à se vendre au franc symbolique. Et sont aussitôt promises au dépeçage. Dans une première étape, jouant en virtuose sur les aides de l'Etat, il *dégraisse*^[3] le poste salaires et rétablit un équilibre précaire. Puis vient ce qu'on appelle la « *vente par appartements* » de l'actif immobilier. Il l'a acheté pour rien.

C'est paradoxalement pendant le règne de « *l'artiste* » — puisque il stigmatisa l'enrichissement « *en dormant* » — qu'on a vu prospérer les moyens les plus sûrs de faire fortune rapidement. Et ce n'est pas démentir ce que nous disions de la distribution des votes droite et gauche entre *donneurs* et *receveurs*, qu'être de gauche n'est pas nécessairement être « *pauvre* ». Car il y a dans notre gauche toute une faune de ces receveurs qui ne l'ont rejointe qu'à raison de faveurs dont le mitterrandisme les a comblés. C'est aussi dans ce camp qu'il faut dénombrer ces riches *médiocrates* grassement rétribués pour la messe perpétuelle qu'ils célèbrent à sa gloire.

La république n'a pas changé grand-chose aux inégalités et au cloisonnement de la

1 — Comme par exemple en France les sociétés éminentes du CAC 40 dont beaucoup doivent leur prospérité à l'argent public.

2 — Aphorisme cruel pour un personnage retors, mais au demeurant haut en couleurs et talentueux.

3 — Ce que l'on définit par la formule ennoblissante de « *variables d'ajustement de conjoncture*. »

société pré-révolutionnaire. Elle a maintenu l'injustice sous d'autres formes et simplement bouleversé sinon inversé l'ordre des privilèges. La constitution de rentes de situation d'un nouveau genre à tous les niveaux de l'échelle sociale fait apparaître la France d'avant 1789 comme un modèle de cohésion. Tout absolu qu'il était, le pouvoir du monarque n'égalait pas en puissance celui dont usent et abusent sans vergogne 200 ans plus tard les Présidents de la V^e République. Alors que le Roi s'impliquait principalement dans ses fonctions régaliennes (Justice, Police, Armée, Industrie d'armement, Diplomatie, Finances et Travaux publics), la République a étendu son droit de regard et d'ingérence à pratiquement tout ce qui concerne la vie de la nation et de ses citoyens. Elle s'est enflée comme la grenouille en ajoutant aux pouvoirs monarchiques traditionnels – *dont elle néglige manifestement d'assumer pleinement la responsabilité* –, son contrôle sur l'enseignement, la « *Kulture* », les arts, la communication, les sports, le tourisme, l'industrie, l'agriculture, le commerce, les transports, la Sécurité sociale, la santé, la pêche, etc. L'administration de tant d'activités lui en donnant le goût, elle s'est alors lancée dans l'appropriation et la gestion directe de pans entiers de l'économie : l'énergie (EDF-GDF), le nucléaire (CEA), les chemins de fer (SNCF)^[1], les transports urbains (RATP à Paris et dans la plupart des grandes cités et communautés urbaines), l'aviation commerciale (Air France – Air Inter), l'audiovisuel public (Radio-France, Antenne 2, France 3, Arte), l'Industrie spatiale et aéronautique (Aérospatiale, Airbus), les télécommunications (France Telecom), la construction automobile (Renault), les PTT, les tabacs (SEITA) et jusqu'aux jeux de hasard (la *Française des Jeux*). Aux monopoles institués au lendemain de la Seconde Guerre mondiale dans le cadre du programme de reconstruction pour placer sous le contrôle de l'Etat des entreprises d'importance stratégique, sont venus s'ajouter comme on le voit d'autres secteurs d'activité accaparés pour des motifs moins impérieux^[2]. Il s'agit par exemple pour le monopole des jeux, d'une arnaque légalisée à grande échelle, l'Etat s'adjugeant l'exclusivité de revenus tirés d'un vice qu'il s'emploie activement à encourager. Ces monopoles ou domaines réservés de l'Etat ont survécu jusqu'à nos jours.

Que la civilisation industrielle et le développement économique qu'elle a engendré ait mécaniquement élargi le champ d'intervention de l'Etat était inévitable. Mais pas forcément au point d'aboutir comme en France à une hypertrophie malade de son domaine réservé. Le moment est venu de trouver l'inspiration dont elle a besoin, de tourner ses regards vers un modèle qui a su se préserver de ce type d'infirmité. Ce modèle que les USA doivent à un pragmatisme inné. Ils ont de tout temps investi leur confiance dans les ressources inépuisables d'énergie créatrice de l'entreprise privée pour l'encourager à prendre à son compte le plus grand nombre possible d'activités en marge des fonctions régaliennes de l'Etat. Non pas seulement par souci d'alléger la charge de celui-ci mais aussi par conviction qu'elle fera mieux et moins cher que lui. Revenant à la France, elle devra se délivrer des chaînes qui entravent la longue marche en avant qui l'attend pour créer les conditions optimales du transfert au secteur privé des activités qui n'ont pas vocation à être la propriété de l'Etat^[3]. En d'autres termes, si elle en a la volonté, le passage du socialisme à une démocratie libérale

1 — Au degré de sophistication auquel le progrès technique a élevé ces deux activités – par ailleurs d'importance stratégique pour un Etat soucieux de son indépendance – on conçoit que leurs investissements à échelle séculaire ne puissent pas tous être assumés par le capital privé. Il n'en est pas de même toutefois pour la gestion de ces investissements qui gagnerait à être privatisée.

2 — L'inflation ministérielle qui en est résultée se mesure aux chiffres suivants : 16 ministres et secrétaires d'Etat sous Debré (1959) ; 48 sous Rocard (1988) ; membres de Cabinets ministériels : 300 avant 81, 700 sous Rocard (1988). Services généraux de Matignon : 1389 en 80, 1880 sous Fabius (1984).

3 — Quelques exemples de dégagement de l'Etat aux USA dans des fonctions majeures : la Poste, le réseau ferré, les universités, l'électricité, les compagnies aériennes, l'industrie pétrolière, etc.

soucieuse de préserver la société des dérives potentielles d'une économie de marché exagérément dérégulée.

« *Le casino* »

Consacré en d'autres temps à une distraction réservée aux privilégiés assez riches pour risquer de perdre le superflu de leur fortune et y prendre plaisir, le casino est à son tour passé comme les simples loteries, sous la tutelle de l'Etat. Voyons ce que la boulimie de l'administration a fait d'une institution jadis (quasiment) réputée d'utilité publique puisque socialement inoffensive car inaccessible à son origine aux revenus modestes.

Châteaux de l'ère industrielle, l'imagerie populaire ne se représentait les casinos que dans des paysages de rêve fréquentés par des personnages hors du commun : grandes stations touristiques, balnéaires, thermales, de haute montagne et à proximité des grandes métropoles. Toutes de renommée internationale. Elles ne se comptent plus en France que sur les dix doigts. Les villes de Cannes, Deauville, Divonne, Enghien, Megève, Nice, Trouville doivent une grande part de leur notoriété aux casinos d'époque qui portent leur nom. Imposante architecture, agencement intérieur luxueux, mariage festif d'une *restauration raffinée* et de distractions de qualité, ambiance feutrée des vastes salles de jeu à tapis verts, animées par le crépitement envoûtant des roulettes en mouvement. Autant d'ingrédients conjugués avec élégance pour l'accomplissement de deux fonctions complémentaires. D'une part, l'attrait irrésistible exercé sur une clientèle de choix, autochtone et étrangère, génératrice de richesse tant pour la cité que pour l'Etat. D'autre part, un rôle social si l'on peut dire de redistribution d'une cible privilégiée. L'argent facile du *show-biz* et des princes ; *pétrolier* moyen-oriental, héréditaire du *Gotha*, *renouvelable* des grandes familles industrielles, nouveau riche du parvenu et crapuleux du monde interlope.

L'évolution démocratique dans le sens d'une *société dite de « progrès »* a voulu que les franges populaires les moins favorisées participent elles aussi à la « *fête* ». Les rapaces à l'affût n'attendaient qu'une aubaine pour fondre sur elles de leurs griffes acérées. Pour notre malheur, elle est venue d'Outre-Atlantique. Excroissance maligne d'un capitalisme yankee aussi féroce qu'insatiable, l'arme fatale, le *bandit manchot*. Multiplicateur à deux chiffres du profit d'un dollar, ce n'est plus l'épais portefeuille de quelques milliers de riches amateurs, mais le porte-monnaie modeste de millions d'accros potentiels qu'il convoite. Pour les uns une sorte de super impôt mondain sur la fortune, pour prix du plaisir qu'ils ont pris à le payer. Pour les autres, l'arnaque indolore des premiers sous envolés, mais à la longue mortelle, de la ponction quasi-quotidienne. Un engouement prévisible pour la machine à sous, accessible sans *péage* aux *petites tenues*. Il s'est propagé comme une traînée de poudre jusque dans les coins les plus reculés de l'hexagone. Dans son sillage, le foisonnement de tripots d'arrière-salle est venu achever la rafle systématique de *l'argent du « pauvre »*.

Constatation accablante, *la libération des mœurs* qui est à l'origine de cette difformité du capitalisme, coïncide avec l'avènement de gouvernements néo-gaullo-coco-socialistes.

Mais la France n'est pas la seule en effet à avoir été emportée par le courant vertigineux de cette forme d'exploitation à l'allure démocratique d'un vice vieux comme le monde dont le progrès technologique a décuplé la nocivité. Fléau comparable, toutes proportions gardées, à celui du sida et de l'ère des *dix plaies de l'Egypte* antique. À partir de 1964, pour marquer de l'autre côté du *Channel* le temps du *travaillisme* au pouvoir, Londres en a également connu les ravages. Les casinos *mafieux* y ont poussé comme des champignons vénéneux. Par dizaines ! Quinze ans plus tard en 1979, leur nombre s'était accru dans une telle

proportion, qu'il fallût le retour des conservateurs *tories* pour assainir la situation (après s'être retrouvés avec de nouveaux asiles psychiatriques et de désintoxication sur les bras).

En France, *le trafic légalisé du bandit manchot* au coût d'investissement proportionnellement insignifiant se poursuit sous nos yeux. Le pillage des modestes revenus et ses dégâts collatéraux aggravent d'autant plus l'avilissement de la profession. Avec le concours sinon la sollicitude de l'Etat, car les rapaces professionnels aux grands noms les plus en cour et les plus puissants, donc les plus nuisibles, ont rejoint la meute. Ce ne sont plus de simples investisseurs individuels, mais pour certains, des groupes de dimension multinationale.

Ils s'emparent maintenant des meilleurs restes de la grande époque. Les fleurons défraîchis, détachés du peloton prestigieux. Chez ces parvenus – le haut du panier de notre social-démocratie –, l'étage supérieur des jeux de table n'occupe plus qu'une place subalterne dans les comptes d'exploitation. C'est la déchéance du croupier et de la plaque, le triomphe du robot *programmé* et de sa pitance de jetons de fer blanc. Ces casinotiers n'ont plus qu'une seule fonction désormais, celle de sucer le *péquenaud* jusqu'au dernier sang. Ennoblis par les prétextes conjugués de la modernité et de la démocratisation de « *l'industrie* », leur voracité encouragée par la République a fait un HLM du château de jadis.

Quant à l'Etat proxénète et ses succursales citadines, il demeure d'autant plus insensible à cette altération dégradante de la profession qu'il en tire de plus gros dividendes. Sans insister sur le caractère immoral de ses prélèvements, interrogeons-nous sur leur avantage net pour la société. N'est-il pas reconnu de tous que si les robots emplissent les caisses des Mairies et du Trésor, ils creusent un trou équivalent dans la poche des citoyens et des commerçants honnêtes qui en vivent. Un bilan négatif tout bien compté, si l'on y ajoute la perte de la clientèle traditionnelle du casino d'antan. À la recherche d'une excellence compensatrice du risque qu'elle accepte de prendre, elle fuit l'ambiance morose des salles de jeu de table désertées, la carte indigeste de ses restaurants et le fricot qu'on y sert. Une déchéance de plus que l'on ne remarquera même pas dans un pays où tout se déglingue.

Les nationalisations

Si l'initiative de l'Etat et ses fortes participations ont pu se justifier dans un contexte international où il fallait bien qu'elle se substituât à la carence conjoncturelle de l'entreprise privée dans une activité vitale pour la France – ce fut le cas pour Elf^[1] et Total^[2] –, il n'en est certes pas de même pour les nationalisations massives effectuées par le 2^e gouvernement Mauroy (Loi du 13/02/82). Sous le glorieux prétexte d'orthodoxie idéologique, la nationalisation des « *moyens de production* » ne fut autre chose que le hold-up du siècle : l'extorsion aux frais du contribuable d'un gigantesque trésor financier et de prébendes. 25 ans de jeûne dans l'opposition, ça donne faim ! C'est ainsi qu'après le pétrole, le tabac, les jeux de hasard, la construction d'avions, de motocyclettes (Gnome Rhône^[3]), d'automobiles (Hotchkiss et Renault, société héritée de l'épuration par suite de l'arrestation de M. Renault le 23.9.44), l'Etat républicain s'improvisa du jour au lendemain assureur (AGE, GAN, UAP), chimiste (Rhône-Poulenc), métallurgiste (Péchiney), électro-*ménagiste* et radio électricien (Thomson, Brandt), verrier (Saint-Gobain), électricien (CGE), industriel en armements sophisti-

1 — La Sté Nationale Elf Aquitaine (SNEA) est une filiale de l'Entreprise de recherches et d'activités pétrolières créée en 1966 (ERAP). Bras séculier de l'Etat en Afrique et pompe à finances du Parti gaulliste.

2 — L'Etat prit une participation de 35 % dans la CFP (Compagnie Française des Pétroles) créée pour la gestion de la part française dans la Turkish Petroleum C° d'Irak (1924).

3 — La gestion de l'Etat a achevé cette belle industrie française.

qués (Matra), sidérurgiste (Sacilor), etc. Pour s'assurer la maîtrise totale de la monnaie et la disposition de notre argent, les socialistes ne se sont pas contentés de ce dont ils avaient hérité : la Banque de France (émission et régulation de marchés financiers) et la Caisse des Dépôts et Consignations (canalisation vers le Trésor des fleuves de l'épargne). Ils firent main basse sur la totalité du secteur bancaire, soit 36 banques et les Compagnies financières Paribas et Suez. Au total une véritable « *razzia* » sur l'industrie et les finances françaises, venue grossir le lot des belles entreprises déjà phagocytées par le secteur public. Pour gérer cet immense domaine il a fallu que l'Etat mette en place une gigantesque machine administrative. Des opérateurs se comptant par milliers sont venus grossir l'armée déjà impressionnante de la fonction publique^[1] pour en porter le total au chiffre ahurissant de 6 millions : à peu près 20 Français sur 100. Une autre « *Exception* » celle-là monumentale, à consigner dans le répertoire des tares que nous ont transmises la Révolution française, le Jacobisme et le marxisme son rejeton.

Le poids syndical du service public est tel qu'il réduit à des exercices de rhétorique la marge de manœuvre du gouvernement. L'attrait des Français pour le fonctionnariat est si fort, qu'il détourne leur intérêt de professions essentielles à la vitalité de la nation. Il est clair que la réforme de notre société passe d'abord par la « *désétatisation* » de tout ce qui peut être rendu à l'économie privée, étant entendu qu'un tel programme perdrait une grande partie de son intérêt s'il ne s'accompagnait pour l'Etat d'un allègement proportionnel de la charge induite de ces activités. Or il n'apparaît pas à l'examen que les privatisations réalisées lors de la première cohabitation^[2] aient été suivies par une réduction sensible du personnel ministériel correspondant. Il était évidemment plus aisé d'empocher le produit des ventes d'actifs que d'affronter l'hydre syndicale prête à paralyser l'appareil de l'Etat si celui-ci s'était avisé à diminuer l'effectif de ses adhérents. Une fois créée, une administration française bien que supprimée ne disparaît jamais en effectifs et lignes budgétaires. Les services administratifs du *Plan* existent toujours alors que depuis longtemps notre économie n'est plus planifiée. Regardez le ministère de l'Agriculture. Son personnel a augmenté en proportion inverse de la désertification de nos campagnes.

La « noblesse » républicaine

De même que – paradoxalement – les orientations politiques de notre Etat « *laïc* » se décident dans les sanctuaires des nouvelles religions d'Etat, l'administration du domaine public est l'apanage (autre « *Exception* » française), de hauts et très hauts fonctionnaires pompeusement gratifiés du titre de « *grands serviteurs* » de l'Etat. Ils sont immortels. Comme ce *réservoir* de « *ministres* » perpétuellement réélus et rappelés malgré leurs échecs ministériels et les casseroles qu'ils *traînent derrière eux*. On les retrouve dans les bons fromages, les planques et les sinécures qui abondent dans notre somptueuse république : cabinets et grandes directions ministérielles, ambassades^[3], entreprises publiques, organismes

1 — Vocabulaire recouvrant une multitude de *statuts* différents dont le point commun réside dans le service direct – administration centrale ou territoriale – ou indirect – offices et entreprises publiques – de l'Etat.

2 — 20/3/86 – 10/5/88. J. Chirac troisième Premier Ministre du 1^{er} septennat de F. Mitterrand (1981-1988) remplacé par M. Rocard le 12 mai 1988 par suite de sa démission le 10 du même mois.

3 — Inclues désormais par le socialisme dans un système en tous points comparable à celui dit des « *dépouilles* » (USA). L'ambassade n'est plus le domaine réservé du professionnel en « *sciences politiques* », mais un « *placard* » désormais destiné aux non ministrables en odeur de sainteté auprès du pouvoir en place.

publics et semi-publics, associations grassement subventionnées, « *grands* » corps (Cour des Comptes, Inspection Générale des Finances, Conseil d'Etat, et Conseil Constitutionnel, Conseil Supérieur de l'Audio-visuel, Conseil Economique et Social, Conseil de la Magistrature, etc.). Prédestinées à l'origine à des fonctionnaires recrutés sur concours en début de carrière, ces positions sont progressivement devenues le mode de rétribution le plus recherché du clientélisme politique des partis au pouvoir. Avec la marée socialiste, cette affluence de nouveaux venus sans expérience professionnelle a eu pour conséquence d'abaisser la qualité jadis universellement reconnue de notre service public. L'inventaire complet nous entraînerait trop loin, des organisations, commissions, chambres, instituts, et comités « *théodule* » qui prolifèrent au gré des besoins en recasement de l'essaim qui bourdonne autour du gâteau républicain. C'est sur ce terreau fertile que prospère la noblesse de robe du nouveau régime. Issue selon les cas, de nos « *grandes* » écoles ou de la promotion politique. Avec cette différence capitale qu'au temps des rois, l'argent des prébendes achetées à prix d'or tombait dans les caisses de l'Etat au lieu d'en sortir.

Les majors de promotion de nos grandes écoles, de l'ENA, de Polytechnique, de Normale Sup., de l'Ecole des Mines ou des Ponts et Chaussées, sont assurés d'une carrière prestigieuse. Ceux de Centrale, Sciences Pô., HEC et ESSEC, suivant de près. Les plus ambitieux d'entre eux qui ont su prendre pied en politique, sont promis aux plus hautes distinctions. Il est assez cocasse que dans ce pays si profondément égalitaire ait pu survivre une telle méthode de sélection des cadres supérieurs de la Nation. En effet ce n'est pas tant l'élitisme proprement dit qui choque au motif qu'il aurait vocation de monopoliser le sommet de l'Etat. C'est surtout le fait qu'il soit fortement teinté de népotisme et de favoritisme. Un mode de promotion comparable en quelque sorte à un système de cooptation en circuit fermé. On connaît peu d'exemples de fils d'archevêque bien sorti d'une grande école qui n'ait été promis aux plus hauts sommets. L'infailibilité de la *peau d'âne* est une autre « *Exception* » française. Si par une bonne fortune elle se conjugue à un puissant parrainage, elle ouvrira toutes les portes conduisant à 30 ans à la certitude d'une retraite dorée. Sinon à l'Elysée. À cet âge, J. Chirac remplissait les conditions...

Que le détour par la politique ne réussisse pas à l'heureux élu, il aura toujours le loisir, muni de ce sésame, de se replier sur son administration ou institution d'origine ou dans une position équivalente dans la structure de l'Etat. À défaut, il magouillera dans le trafic d'influence des *relations publiques* ou ira pantoufler « *dans le privé* ». De préférence dans ces groupes et entreprises dont le cordon ombilical avec l'Etat n'a pas été coupé. Elles ont peu à lui refuser puisqu'il les fait vivre de ses commandes et vice versa. Voici donc une espèce qui échappe à toutes les vicissitudes. Au niveau le plus élevé de la hiérarchie sociale et cautionnée par son appartenance à la haute nomenclature de la république, elle est assurée tous risques, jouant sur les trois registres de la fonction publique, du pouvoir politique et du monde des affaires. En temps de paix comme en temps de guerre, en période de crise comme en prospérité, sous de Gaulle, Pompidou, Giscard, Mitterrand, Barre, Chirac ou Balladur, que ce soit sous la gauche ou sous la droite, elle est toujours là occupant les meilleures places. Tous ces privilégiés se livrent une guerre féroce pour arracher les plus grosses parts. Mais ils chasseront en bandes l'étranger qui viendra les menacer sur leurs terres^[1]. Dans cet espace hermétique, on ne milite pas dans la Droite nationale.

Il ne fait pas de doute que cette caste porte à elle seule le poids de notre faillite collective. Cela m'amène à poser la question suivante. Comment expliquer qu'une ressource aussi prodigieuse que celle dont elle dispose avec ses grandes écoles de renommée mon-

1 — « *Asinus Asinum fricat* » = L'âne se frotte à l'âne.

diale^[1], se montre incapable de fournir à la France les sujets dont elle a besoin pour sortir de son enlisement ? On aura compris que pour mériter la qualification d'homme d'Etat, il faut bien autre chose qu'un *cerveau* encombré de connaissances mais dépourvu d'une grande force de caractère et de prédispositions à l'action constructive.

Notre école d'Administration a pour mission la formation de futurs *Hauts fonctionnaires* quand Oxford et Cambridge ont pour fonction première de forger et tremper les caractères de futurs *hommes d'Etat et de grands chefs d'industrie*.

Au niveau provincial, la République ennoblit aussi. On compte de plus en plus de fiefs électoraux inexpugnables que se sont taillés dans nos cités, nos départements et nos régions, d'habiles politiciens à la peau lisse, au visage bien rond et à l'échine souple. Députés et Sénateurs maires de grandes métropoles et communautés urbaines, Présidents de Conseils généraux et régionaux. À partir de ces positions dominantes, se sont même constituées des sortes de monarchies héréditaires. Ce qui peut faire dire que notre système de gouvernement a évolué sous les yeux d'un peuple résigné, vers une forme totalement antinomique de cette démocratie dont la France officielle se gargarise tellement : la succession dynastique.

Le pouvoir syndical

Pouvoir central et des lobbies, pouvoir régional, départemental et municipal, l'énumération des nouveaux privilèges serait incomplète sans le pouvoir syndical. Un pouvoir que les syndicats tiennent d'abord de la crainte qu'ils inspirent. À des années lumière de ces chefs syndicaux d'Allemagne à la fois patriotes et acquis aux avantages de la culture capitaliste siégeant en costume trois pièces dans les Conseils d'administration, nos *Krasucki* en casquette, sans cravate et le point levé, défilent sans trêve de la Bastille à la Madeleine en chantant *l'Internationale*. Ils ont opté pour une stratégie de non-participation. Pragmatisme d'un côté, idéologie de l'autre^[2]. Question de culture. La belle et sempiternelle excuse de nos « *Exceptions* » ! En France l'économie et la politique sont intimement liées, ce qui vaut également pour l'interface politico-syndical. En Allemagne comme aux Etats-Unis les deux domaines sont clairement séparés. On n'y fait pas grève contre le pouvoir en place, mais « *contre* » le patron. Après s'être assurés au préalable de ce que la revendication est bien couverte par la reconnaissance comptable d'une amélioration équivalente de la productivité ou différentiel d'un exercice à l'autre des quantités produites à un coût déterminé se traduisant éventuellement par une marge positive. À ce stade, la négociation patronat / syndicats portera :

1. Sur l'évaluation de la part respectivement imputable au travail et au capital (l'effet de l'injection nouvelle de capitaux par recours au marché).
2. Sur le mode de rétribution du travail. Par augmentation salariale pérennisée selon le souhait des syndicats – lorsque bien entendu le différentiel de productivité est positif – ou le versement ponctuel de primes annuelles, sur l'insistance du patronat.

Une confrontation qui sera contrariée de façon croissante par l'augmentation exponentielle des prélèvements des administrateurs délégués par l'actionnariat dans le résultat des entreprises (traitements fabuleux, stock-options, parachutes dorés – voir supra).

1 — Leur prestige ne cesse de décroître par comparaison avec l'étranger (G-B, USA, Suisse, Allemagne, Japon, etc.).

2 — Rappelons à cet égard la philosophie des Syndicats américains, exclusivement intéressés par le partage pécuniaire d'une prospérité qu'ils nourrissent de leur ardeur au travail.

Attentifs aux mots d'ordre de leur compagnon de route politique, les représentants les plus virulents du monde ouvrier se laissent souvent entraîner chez nous dans des luttes stériles. Ils partagent leur garde prétorienne avec les ténors de la gauche militante. Un comportement qui émousse leur crédibilité et creuse le fossé déjà profond qui les sépare *d'un patronat ataviquement enraciné dans sa conception archaïque des relations humaines dans l'entreprise*. Sur le thème éculé de la lutte des classes, la préoccupation principale du syndicat est d'entretenir l'hostilité de ses troupes envers le système dont elles vivent. Il ne communique avec le capital que sous la forme d'un rapport de force. En refusant une collaboration intelligente avec l'employeur, il a finalement abouti au résultat inverse de celui qu'on peut attendre d'une organisation de défense des travailleurs. Venant s'ajouter aux entraves à son pouvoir de déterminer sa propre politique salariale, cette attitude négative n'a fait que renforcer chez le patron la réticence à toute initiative généreuse envers son personnel en matière de rémunération.

En fin de compte, tout ce qui se dit « *à la Française* » doit inciter à la plus grande circonspection, alors qu'on le présente chaque fois comme ce qui se fait de mieux. Prenons-en pour exemple le syndicalisme ainsi qualifié. Une véritable curiosité anthropologique. Il se distingue de tous les modèles connus, par le cynisme de sa démarche^[1], le jusqu'au-boutisme de son encadrement et l'aisance financière de son abondante nomenclature. Il a ceci de particulier qu'il prospère surtout sur les terres grasses du secteur public. Ce qui lui permet de joindre l'utile – le chantage payant à la paralysie de la Nation – à l'agréable, les Comités d'entreprise des monopoles d'Etat^[2] et des grandes sociétés nationalisées ainsi que les Caisses de Sécurité Sociale. Bien que les conseils d'administration de ces caisses ne soient composés que pour moitié de représentants des « *partenaires sociaux* », ce sont en réalité les syndicats de salariés qui tirent les ficelles de la Sécurité Sociale. Nommés par décret pour quatre ans, beaucoup de hiérarques syndicaux y font carrière. À la dimension du gigantesque budget social qui leur est confié sans le contrôle pointilleux qu'il exigerait, ce sont des dizaines de positions fastueuses et des centaines de postes protégés qui ont été ainsi offerts aux damnés de la terre venus grossir les rangs du conservatisme le plus rétrograde de notre société démocratique.

Experts en subversion, nos dirigeants syndicalistes savent bien que l'efficacité ne tient pas au nombre de cotisants, mais au dévouement d'un noyau dur bien décidé. Quelques milliers de gros bras, de grandes gueules et d'hommes-sandwichs mobilisés par un quartet de braillards suffisent largement pour mettre la Nation à genoux. Plus de transports, plus de courrier, l'école dans la rue, nos ports désaffectés, c'est le paysage devenu coutumier de ce grand malade qu'est la France, chaque fois qu'on s'aventure à vouloir le soigner.

Le syndicalisme *à la française*, paradoxalement et pour notre malheur, est d'autant plus nuisible qu'il a peu d'adhérents. Dans la recherche de sa légitimité, il compense par l'épreuve de force à répétition, le poids qui lui fait défaut pour la conduite pacifique d'un dialogue constructif avec le pouvoir et le capital. Sa faiblesse l'entraîne ainsi, pour mobiliser ses troupes, à des revendications excessives. En retour, celles-ci rendent la négociation plus difficile. Les parties en présence campent alors indéfiniment sur leurs positions. Le temps de faire perdre quelques dizaines de milliards de plus à la collectivité nationale. L'occasion

1 — S'adressant à N. Cotat (CFDT), M. Blondel (FO), un ex du parti communiste international (PCI), n'a pas craint de lui dire ceci : « *Si vous privilégiez l'intérêt de la Nation par rapport à l'intérêt particulier, ne faites plus de syndicalisme.* »

2 — Le Budget du Comité d'Entreprise d'EDF est de l'ordre de 16 milliards de Francs ; une entreprise dans l'entreprise qui gère 5 000 employés.

également donnée aux agitateurs professionnels de l'extrême gauche prolétarienne de pourrir la situation, en prenant le contrôle de la base. Nos *Faust* syndicaux auront alors toutes les peines du monde à faire accepter le compromis qui désamorcera le conflit. Comment en effet faire passer des motions conciliantes dans des « *assemblées générales* » surchauffées, où les meneurs font voter à main levée sous le regard vigilant de leurs nervis ?

Exploitant sans vergogne la faveur des media, l'apathie de 8 *usagers* sur 10 et la couardise des responsables politiques, les syndicats sont conscients de leur immense pouvoir. Un pouvoir qui se nourrit de l'impuissance de l'Etat. D'une grève à l'autre du secteur public, ils ont fini par arracher à notre *bonne république* « *cocotière* » des avantages que le secteur privé n'aurait jamais pu se payer le luxe de concéder. Comble d'ironie, c'est la majorité silencieuse périodiquement prise en otage que le pouvoir viendra solliciter pour venir comme on le dit vulgairement, « *payer ses consommations* ».

La France n'aurait-elle pu avoir elle aussi des législations aussi éclairées que les Américains Taft et Hartley, instigateurs de la loi 1947 qui porte leur nom et prescrit ceci ? :

1. Interdiction de déclencher une grève sans préavis.
2. Interdiction de faire grève ni de former un syndicat au *personnel d'encadrement et aux fonctionnaires*.
3. Abrogation du privilège d'embauche des organisations syndicales.
4. Attestation préalable aux responsables syndicaux qu'ils ne sont pas communistes.

Sous-produit prolifique de l'étatisme, notre bureaucratie tentaculaire fige la France dans l'immuable tradition de ses millions de ronds-de-cuir. Syndicalisés à l'extrême, ils constituent une force redoutable pour l'Etat. C'est aussi une catégorie privilégiée de la société républicaine, un auxiliaire politique de poids et l'apanage de la franc-maçonnerie. Le fonctionariat est d'autant plus recherché en cette période de crise où contrairement à la précarité du privé, il jouit de l'incalculable avantage de la garantie d'emploi, de l'autorité conférée, de passe-droits et de préférences catégorielles que seul l'Etat peut se permettre de dispenser puisque ce n'est pas avec son argent qu'il les paie. Nulle part au monde et pour cause, la carrière administrative n'exerce autant de fascination qu'en France. Depuis l'école primaire jusqu'à la sortie d'université, le rêve c'est l'administration. Le « *Service de l'Etat* » est par là même trop souvent réduit – sauf exceptions d'autant plus méritoires – à sa véritable signification du moindre effort^[1] sans le moindre risque. Et pour les plus doués dans les étages supérieurs, l'accès le plus rapide à la carrière politique. La haute voltige, mais avec filet. *Un sport national qui entre 1914 et 1990 a fait passer de 103 à 22 le nombre de Français administrés par un seul fonctionnaire.*

Le tableau ci-après est une démonstration incontestable de ce que les retraites des fonctionnaires et autres régimes spéciaux (EDF-GDF, SNCF, RATP, etc.) restent extrêmement privilégiées par rapport à celles des autres Français.

1 — L'absentéisme du fonctionnaire tient la bonne place dans le dernier rapport de la Cour des comptes avec 6,8 % du temps de travail réglementaire, au lieu de 4,3 % dans le secteur privé. C'est-à-dire pour mieux faire parler les chiffres, un absentéisme de la Fonction publique supérieur de 58 % à la moyenne nationale.

	Salariés du privé	Fonctionnaires	EDF - GDF	SNCF	RATP
Durée de cotisation	40 ans jusqu'en 2008 puis 42 ans	38,5 ans en 2005, 40 ans en 2008	37,5 ans	37,5 ans	37,5 ans
Age moyen de départ à la retraite	61 ans et 9 mois	57 ans et 9 mois	55 ans et 5 mois	55 ans ⁽¹⁾ et 1 mois	54 ans et 3 mois
Taux de cotisation employé	10,35 % à 10,55 % du salaire	7,85 % du traitement et d'une fraction des primes	12 % du salaire hors prime	7,85 % du salaire hors prime	7,85 % du salaire hors prime
Base de calcul	25 meilleures années	6 derniers mois	Dernier mois	6 derniers mois	6 derniers mois
Revalorisation	Evolution des prix (depuis 1993)	Evolution des prix	Evolution des salaires dans l'entreprise	Evolution des salaires dans l'entreprise	Evolution des salaires dans l'entreprise
Cumul emploi-retraite	Restrictif	Libre	Libre	Libre	Libre
Réversion	Sous condition de ressources	Aucune condition de ressources	Aucune condition de ressources	Aucune condition de ressources	Aucune condition de ressources

(1) – *Voire 50 ans pour les conducteurs de train. Selon la commission des comptes de la Sécurité sociale, les cotisations des régimes spéciaux de retraite de la SNCF, de la RATP, d'EDF et GDF ne couvrent pas les retraites versées. À raison de 40 %, les recettes du régime EDF/GDF proviennent d'une ponction sur le régime général. Quant aux recettes du régime SNCF, 60 % sont couverts par une subvention de l'Etat !*

Ce sombre étalage de l'injustice de la République du *Droit d'homme* dépasse les bornes de l'indécence. Elle vient d'être illustrée grandeur nature, de juin à novembre 2010, à l'occasion des longs palabres parlementaires et syndicaux de la *Réforme des Retraites* courageusement entreprise par le Président Sarkozy. Car ce sont précisément les personnels du secteur public les mieux lotis qui se trouvaient en première ligne des manifestations et des grèves séditeuses fomentées durant cette période. Comble de l'imposture, les avantages acquis de ces travailleurs privilégiés n'ont pas été touchés par la Réforme — laquelle ne recule l'âge de la retraite qu'à partir de 2017 ! — Une faveur qui mérite à nouveau d'être soulignée par l'exemple donné ci-dessous des conditions préférentielles dont les quatre catégories professionnelles suivantes bénéficient actuellement et demeureront donc en principe inchangées dans l'intervalle :

SNCF, les personnels partent à la retraite à 55 ans, les conducteurs de train jouissant d'une dérogation de moins cinq ans en souvenir de la « *Lison* » à vapeur de Zola.

A la RATP, 85 % des agents partent à 50 ans sous le régime du « *Tableau B* » et 55 sous celui du « *Tableau A* ».

A EDF/GDF, 93 % du personnel est classé en catégorie « *insalubre* » pour une retraite à 50 ans et en catégorie « *active* » à 55 ans.

Chez les fonctionnaires, un sur quatre part à la retraite avant 60 ans et même 55 pour les douaniers et les « *éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse* » ! etc. etc.

Forêts de pancartes rouges dans les rues, débats au Palais Bourbon, le secteur public en ébullition, le flot ininterrompu d'invectives à l'endroit du gouvernement par les abonnés du micro et de l'écran, ont été le lot quotidien des Français pendant près de cinq mois. La France aux mains des nomenclatures syndicales et de la gauche politicienne. Elles sont parvenues avec le soutien sans faille de la presse, des radios (France Info en tête) et télévisions publiques, à répandre l'opinion d'un soulèvement justicier de type quasi-révolutionnaire de la France profonde. Il s'agissait en réalité d'une manipulation grossière consistant à couvrir d'un rideau de fumée l'imposture d'une gauche archaïque totalement dépourvue de programme de substitution à celui du gouvernement. Au total, une meute de carnassiers affamés exclusivement préoccupés par leur retour à la table du pouvoir. Tous les avocats de la contestation et de la protestation mobilisés contre une réforme qu'aux postes de commande eux-mêmes n'auraient pas hésité à entreprendre.

C'est par contre le dos au mur que le Président n'avait d'autre choix que celui de faire voter la première disposition d'envergure destinée à sauvegarder en urgence la volonté d'indépendance financière de la Nation. Les *nomenclatures* le savaient. En persévérant dans leur *jusqu'au-boutisme* aussi ruineux que stérile, elles démontrèrent une fois de plus que la France était bien le cadet de leurs soucis. La chienlit qu'elles ont entretenue de Dunkerque à Marseille pendant cinq mois a coûté des milliards d'euros à la France. A défaut du moindre résultat concret, elles se vantèrent « *de la faveur de l'opinion* » que cette vaine agitation leur avait gagnée. Mais cette fois-ci, les choses sont allées très loin. L'agitation sociale démesurée par rapport à l'objectif (le maintien de la retraite à 60 ans) n'était pas simplement destinée à empêcher la présentation d'une loi au Parlement. Car les défilés et barrages se sont poursuivis *après* le vote de la loi. Ils visaient à faire reculer la date de promulgation de la loi ! Puis celle-ci s'avérant décidée, de refuser le « *fait accompli* » en poursuivant la protestation active.

Pathologie virale contractée à la fin du XVIII^e siècle et en période de résurgence, la chienlit prendrait dans ce cas la signification d'un acte de rébellion contre la République. N'ai-je pas dit au contexte que la France n'était toujours pas prête à vivre en démocratie ?

Un tel attrait pour la sécurité de l'emploi dans les « *niches* » professionnelles comblées depuis la libération fait mieux comprendre certains aspects de la psychologie nationale et le déficit en personnel de qualité qu'il représente pour l'entreprise privée, alors que celle-ci pétrit le pain de la nation et que par surcroît les imprécateurs marxistes ne cessent de la stigmatiser. Le domaine de l'Etat est vaste. Mais il assume aussi les fonctions névralgiques de monopoles d'Etat qui procurent l'arme fatale de la grève à leurs employés. Ceux-ci, on ne le dira jamais assez, constituent une catégorie de Français tellement redoutés par l'Etat qu'il ne peut rien leur refuser. Nos centrales, nos trains, nos métros, nos avions ne tournent, ne roulent et ne volent qu'en fonction des tracas causés à ceux qui les utilisent. Certaines institutions et entreprises publiques vont même au devant des attentes les plus saugrenues de leurs employés en leur accordant tout, sans qu'ils aient même eu à le demander. Plutôt que d'affronter les exigences de rendement et le combat quotidien de l'économie concurren-

tielle, entrez donc à la Banque de France ou à « *l'Ecureuil* », ces institutions emblématiques de notre « *République fromagère* »^[1].

Une République implacable pour les faibles

En revanche, l'Etat se montrera inflexible en général à l'égard du retraits taciturne, du cadre assidu, du commerçant de « *proximité* » et du « *collectivement inoffensif* ». Plus choquant et plus indigne encore, il brimera le harki pour combler de sollicitude l'ex-fellagha chassé d'Algérie par le FIS. Conséquence inévitable de notre *dérive anarchique*, des phénomènes sociaux d'un nouveau type sont en train de se développer. Ainsi est-on de plus en plus souvent frappés de stupeur lors d'une grève paralysante de la liberté de mouvement des Français, de voir ses propres victimes se joindre aux défilés pour le seul plaisir de protester. Au point de se demander jusqu'où iraient ces « *damnés de la terre* » s'il advenait qu'on leur supprimât ne serait-ce qu'une portion infime des milliards annuels d'*assistance* que l'Etat leur prodigue.

L'affaiblissement de l'Etat a toujours pour corollaire l'apparition d'associations de personnes décidées à se faire justice par la violence. Les unes sont de caractère anarcho-terroriste – le « *mouvement autonome* » ou indépendantiste comme le FLNC^[2] et l'Iparetarak – et politico-mafieux comme certaines bandes clandestines sévissant aussi en Corse ou tel groupe crapuleux d'extrême-gauche combattant les partisans de *légitime défense*. L'Etat va jusqu'à encourager certaines de leurs entreprises en ne manifestant qu'un zèle modéré à les poursuivre. Il va jusqu'à offrir sa couverture à des « *milices confessionnelles* » dites de protection dont l'activité consiste à faire sauter impunément les permanences de la Droite nationale. Les conflits catégoriels prennent la forme de soulèvements d'une âpreté croissante. Comme nous l'avons indiqué au contexte, ce sont des forces spontanées qui les animent, de moins en moins syndicales, de plus en plus jusqu'au-boutistes. On les appelle *collectifs* et *coordinations*. Elles se caractérisent par la dimension plutôt régionale que nationale, la jeunesse des dirigeants, la violence d'une démarche sous-tendue par la référence trotsko-soixante-huitarde^[3], et dégénèrent parfois en véritables jacqueries. Notre brave République est parvenue au point extrême de sa capacité de tolérance. Cette catégorie d'individus n'a d'autre place que dans des sortes de *réserves* où les nourrir et les loger gratuitement dans des *tipis* coûterait moins cher à la société et leur donnerait le temps de mesurer ce qu'ils ont perdu. Le succès de leurs revendications se mesurera plutôt à l'aune de leurs déprédations qu'à celle des avantages obtenus. Pêcheurs, camionneurs, employés de la SNCF, de la RATP, de l'EDF/GDF, maraîchers, agriculteurs, viticulteurs^[4], dockers, employés d'Air France, *l'armée de métier de l'enseignement* et j'en passe ont terrorisé la V^e République au point d'acculer ses gouvernements aux incantations sans lendemain et à l'expédition des affaires courantes. Ce

1 — « *La République fromagère* » par Michel Poncins – Editions « Première Ligne ».

2 — Fait divers sans précédent dans le monde civilisé, cette organisation séditeuse a invité le 11/01/96 la *Télévision française* à filmer quelque part dans le maquis corse 600 (six cents) hommes cagoulés en tenue de combat et armés jusqu'aux dents. Le ministre de l'Intérieur M. Debré venu en Corse pour tranquilliser la population excédée de l'Île de beauté, se contenta de lancer un appel télévisé à la *concertation* sans même citer le nom du FLNC « *Canal historique* » et de sa « *vitrine légale* » la *Concolta*. On lui répondit par une série d'*exécutions sommaires* et d'attentats à la bombe. « *L'Exception* » française est immuable.

3 — Plus spécialement lors des *insurrections fomentées* par la galaxie syndicale de l'Education nationale.

4 — De pays d'Oc.

qu'elle revendique comme l'œuvre la plus réformatrice jamais entreprise dans ce pays.

Nos syndicats archaïques constituent le premier verrou de l'anti-réforme à faire sauter, quelles que puissent en être les conséquences. Le comble de l'imposture ne veut-il pas que 8 % des salariés français syndiqués ne représentant que 4 % de la population totale de ce pays, font *chanter* la République par des grèves à répétition depuis un demi-siècle, alors que leurs organisations pléthoriques sont subventionnées par l'impôt et, par conséquent, ceux-mêmes – les millions de Français – auxquels en retour ils rendent la vie impossible ?

La notion de travail *pénible* en France s'est assouplie au gré des années en fonction d'une ardeur nationale au travail qui n'a cessé de s'amollir. De plus en plus de professions revendiquent cette distinction pour des postes de travail que l'on qualifiait avant guerre de confortables sinon de tout repos. On y incluait en vrac *à peu près* toutes celles qui s'exercent dans les bureaux, en plein air et au-dessus du niveau du sol. Les choses ont bien changé depuis. La puissante corporation des cheminots doit à la *mémoire* de la « *guerre du rail* » l'assimilation du travail du *conducteur* actuel de la luisante, souple et silencieuse automotrice à celui du *chauffeur* de locomotive imbibé d'huile et de suie qu'incarna si bien Jean Gabin. Ainsi se firent jour de nouvelles « *avancées sociales* » cumulant la diminution des heures de travail, les pressions pour l'augmentation du salaire horaire, l'avancement de l'âge de la retraite conjugué à un mode de calcul avantageux et une flopée d'avantages et privilèges annexes interdits au prolétariat de l'économie privée car obtenus, non plus par reconnaissance d'un travail plus éprouvant, mais en fonction du degré de nuisance de la branche concernée. Après les fonctionnaires, les cheminots, les camionneurs, traminots, dockers, électriciens (EDF), etc. se sont engouffrés dans la brèche pour charger notre barque au point qu'elle menace de chavirer à tout moment. À contre-courant de l'air du temps, tous ces *nantis*^[1] ne cessent de se rebeller pour gagner *toujours plus*^[2] et travailler *toujours moins*.

Concernant la retraite par exemple, au défi de tout bon sens dans un pays religieusement attaché au principe de la *répartition*, ils se refusent à reconnaître le phénomène d'une espérance de vie en constante amélioration auquel les ressources disponibles ne pourront bientôt plus répondre si on n'augmente pas parallèlement le nombre d'années de cotisation et donc la durée de la vie active. Le raccourcissement de celle-ci est pourtant la marotte de nos idéologues impénitents, aggravé comme il l'est par la diminution constante du temps de travail hebdomadaire. Autant de postes de travail libérés prétendent-ils pour les chercheurs d'emploi !

Comme s'ils ne savaient pas que la diminution autoritaire du temps de travail de la masse salariale au même coût déclenche chez l'employeur des réflexes naturels de défense ! Le pouvoir et ses législateurs se désespèrent de ne pouvoir lui trouver d'autre parade qu'une assistance accrue. Au chercheur d'emploi pour l'inciter à accepter un travail, à l'employeur pour compenser le temps de travail écourté au même salaire, pour l'inciter à ne pas débaucher ou dans les cas extrêmes à ne pas délocaliser vers des cieux plus cléments. Un exercice de corde raide ruineux pour la collectivité car il y aura toujours pour les milliers de *sans travail* réfractaires aux propositions d'emploi, le RMI, l'allocation de chômage et les petits boulots qui leur éviteront de déménager. Quant aux entrepreneurs asphyxiés par le socialisme, ils n'auront d'autre souci que de vendre au plus offrant, s'expatrier ou mettre la clé sous la porte.

De toutes parts s'élève la voix plaintive des malheureux citoyens forcés de travailler pour vivre. Tandis que dans les pays qui comptent on ne parle que de vie active prolongée.

1 — R. Barre.

2 — F. de Closets.

Si on travaille moins d'heures en Allemagne (parce que la *productivité* y est plus forte), on travaille plus longtemps avant de prendre sa retraite. Presque partout en Europe, aux Etats-Unis et dans les pays *émergents*, c'est à la fois la semaine et la vie de travail qui sont plus longues. Ces pays tournent dans le sens des aiguilles d'une montre. La France à l'envers. Un pays où l'accoutumance aux aides sociales, c'est le plus souvent l'entrée dans le *descendeur* social, de l'étage du RMI à celui de la sébile et du SDF. Paradoxe effarant d'une nation où végètent des millions de sans-emploi quand des milliers de postes de travail ne trouvent pas de titulaires.

Comment cacher aux yeux du monde l'image jaunie d'un peuple parvenu au pinacle au terme de 1 300 ans de gouvernance prestigieuse, et retombé si bas en un peu plus de deux cents ? Ce qu'en conclusion d'une récente enquête sur notre pays bien mal en point, un journaliste américain résume de façon saisissante de lucidité : « *La France est un pays qui prétend aux premières loges sans vouloir en payer le prix.* »

L'Eglise de France, fille de l'Eglise ?

Trait d'union des Français à travers les siècles, la puissante Eglise romaine d'antan n'est plus maintenant pour eux qu'un sujet de controverse sinon de désunion et souvent de plaisanterie. L'église s'est fourvoyée dans le débat politique. Une priorité moins spirituelle que temporelle qui a ruiné son prestige. Une dérive personnifiée par le plus médiatique d'entre eux et symbole du *christo-marxisme*. Transgressant effrontément le devoir d'humilité prescrit par l'Evangile, l'évêque d'Evreux scandalisa tout ce que la France compte de fidèles (résiduels) par ses déclarations tapageuses, son engagement politique, ses fréquentations malsaines et d'une façon générale son indécente complaisance envers lui-même. À bout d'une patience infinie, les tribunaux ecclésiastiques se décidèrent enfin à le destituer de sa charge diocésaine (13/01/95). Ce n'était que justice. Et pourtant, dans une unanimité sans faille, nos media s'emparèrent de la sanction pour faire de la brebis galeuse un martyr et un enjeu providentiel pour la gauche, à quelques semaines des Présidentielles. Qui prit la tête de la croisade ? Comme de coutume lorsqu'il y a un mauvais coup à porter au pays, la rédaction engagée de notre audiovisuel. Elle montra au service de qui elle officiait, sous le regard indifférent d'un gouvernement d'ectoplasmes. Son ministre de la Communication – plus tard ennobli par son séjour pénitentiaire – n'avait-il pas d'autres chats à fouetter ?

S'agissant d'une crise grave de l'Eglise catholique, de nombreux Français n'ont pas manqué de comparer la prise de position partisane des medias faisant chorus contre les « *ringards* » du Vatican, à sa parfaite neutralité lors de l'élection au Consistoire israélite de France d'un grand rabbin intégriste prescripteur du mariage endogamique^[1]. Il faut voir dans son élan de solidarité envers un homme d'église connu pour sa bonne intelligence avec les milieux homosexuels (*Lesbian, Gay pride*, etc.) et sa compromission avec le groupe Voltaire (prosélytes pornographes), l'occasion saisie par une minorité de la gauche catholique permissive pour déstabiliser la volonté de redressement moral entreprise par Jean-Paul II (Karol Wojtyła). Une fracture de plus s'était ouverte dans la société française.

1 — Obligation pour un individu de se marier à l'intérieur de son groupe. C'est-à-dire selon la recommandation de ce rabbin, le mariage entre *Israélites*. Depuis la création de l'Etat d'Israël, ce qualificatif s'est semble-t-il chargé d'une signification plus étendue pour marquer la double obédience à la religion et au sanctuaire national.

La République « une et indivisible. »

Les causes de fragmentation de notre société ne s'arrêtent pas là. La fiscalité directe en est une autre : il y a l'énorme masse de ceux qui ont tous les droits parce qu'ils ne paient rien. Et il y a des millions de Français qui n'ont le droit à rien^[1], parce qu'ils couvrent 80 % de l'impôt sur le revenu. Il faut distinguer enfin ceux qui vivent sur notes de frais, ceux qui ont le privilège de pouvoir décider eux-mêmes des revenus qu'ils déclarent et les grandes fortunes dont l'opulence n'a d'égale que la modicité relative de leur contribution. Le commerce et l'artisan sont également source d'inégalité. Dans certaines branches, le développement de l'économie souterraine et de la vente sans facture autorise en effet des marges non seulement bien supérieures à la norme officielle, mais exemptées d'impôt. Comme c'est le cas pour les mafias ethno-commerciales de certains quartiers de Paris qui en font leurs choux gras.

Un fossé de plus en plus profond est également creusé dans le commerce d'alimentation et de produits ménagers par la concurrence des *grandes surfaces*. Par leur capacité à proposer sous la même enseigne la gamme quasi-complète des produits de consommation familiale et domestique, elles asphyxient progressivement les commerces de proximité dont il serait superflu de vanter l'utilité sociale. Pratiquant sur une liste sélective de produits des prix égaux sinon supérieurs à ceux du commerce spécialisé de quartier, ces mastodontes réalisent en volume global des marges d'autant plus considérables qu'ils « *rançonnent* » la plupart de leurs fournisseurs par le chantage au « *gros débouché assuré* ». L'honneur de figurer sur la liste des *fournisseurs référencés*, se paie souvent par des prix de misère et des paiements différés de parfois 120 jours sur des marchandises^[2] que les multinationales de l'épicerie encaissent au comptant et dont elles placent le produit à des taux qui valorisent de façon appréciable leur marge nette. Une fois de plus il n'y aurait pas grand-chose à dire de ces énormes bénéfices, s'ils ne se réalisaient au détriment de catégories sociales moins favorisées et parfois de la tradition de bonne qualité de nos denrées alimentaires.

Aux antipodes de ce que les laudateurs du régime proclament la main sur le cœur, notre modèle démocratique n'a pas tellement atténué les écarts de revenus dans un monde où pourtant les richesses se sont considérablement multipliées. C'est à ce socialisme rampant que nous devons l'apparition de trois catégories sociales atypiques. À une extrémité, les chômeurs, parqués sociaux et SDF, à l'autre, le segment *nanti* et mieux loti de notre société – ploutocratie républicaine des nouveaux milliardaires du CAC 40, les dynasties politiques et perpétuelles de la République, ses hauts fonctionnaires inamovibles, « *serviteurs* » attirés bardés de diplômes et/ou blindés de protections occultes, ses fournisseurs patentés et une armée de bénéficiaires, de filons, de planques, de « *niches*^[3] », de combines juteuses. Et la toute puissance des *apparatchiks* subventionnés du syndicalisme français. Au centre, le noyau des « *justes* » et vaches nourricières de la nation. Marginalisée par l'évolution qui se dessine vers une société violente, cette *majorité silencieuse* ne peut trouver de salut que dans la révision déchirante *des institutions* et une meilleure observation des convenances dans les comportements en société. En résumé, *la grande lessive*. Les véritables *exclus* de cette République prétendument égalitaire sont ceux que l'on n'entend jamais : les cadres laborieux et retraités de l'industrie, du petit commerce et des PME durement frappés par la dépression. L'Etat s'en désintéresse parce que leur capacité à troubler l'ordre public est nulle et qu'ils

1 — Composée de l'écrasante majorité des pressurés de la vertueuse « *classe moyenne* ».

2 — A « *turn-over* » rapide.

3 — NDLR. Les « *niches* » représentent en 2009 un trou de 75 milliards d'euros dans nos entrées fiscales dont par exemple 37,5 milliards d'exonération sur l'IRPP, 17 milliards sur la TVA et 10 milliards sur l'Impôt sur les Sociétés.

n'ont pas été autant contaminés que les autres acteurs sociaux par l'idéologie, les modes en vogue, la corruption des bons « *fromages* » et des grandes fortunes. Ces piliers de l'économie privée sans soutien politique ni syndical sont aussi les vaches laitières de notre République.

Le ciment monarchique disparu, et les valeurs fondatrices de l'identité nationale battues en brèche, la France s'est morcelée à la longue en autant de parties constituantes qu'il y a chez elle de critères de distinction d'ordre social, racial, politique, professionnel, économique, idéologique, confessionnel, culturel, ethnique, fiscal et syndical. Avec pour conséquence la dilution croissante des gènes de notre identité nationale dans une population de plus en plus disparate. Au point que cette mosaïque s'est peu à peu transformée en véritable bombe à fragmentation. Celle-ci aurait explosé depuis longtemps si le peuple français n'était pas ce qu'il est : le descendant blasé et fatigué d'une vieille civilisation que rien ne peut plus émouvoir. Il n'y a pas des Français, mais autant d'espèces de Français qu'il y a de manières différentes de les grouper : il y a le travailleur, le vrai chômeur et le « *sans emploi* » professionnel ; les *gréviculteurs* et les *usagers* en galère ; le contribuable, le fraudeur et l'exempté ; le travail déclaré et le travail au noir ; le « *fonctionnaire* » et tous les autres ; le viticulteur, le docker, l'éboueur, le camionneur, « *l'aiguilleur* », l'aviateur, le cheminot, l'électricien, l'étudiant, l'enseignant, le postier, le pêcheur, tirant chacun la couverture à eux... et le citoyen lambda. Il y a les Français de « *papier* », et les Français de cœur ; les « *défileurs* » du CRIE, du MRAP, de SOS-Racisme, du SCALP, de la LICRA, de la ligue des Droits de l'Homme, de Ras-l'Front, des « *Jeunes contre le racisme en Europe* », du collectif « *anti-expulsion des sans-logis* », de la CIMADE, d'Act-up, du collectif « *des mères de France en faveur des clandestins* », etc. et le « *pays réel* » ; les sondeurs et les « *sondés* » ; ceux qui promettent, ceux qui les croient ; les pétainistes et les gaullistes ; la gauche, la droite alimentaire et le cliché de la droite « *extrême* » ; la Droite nationale, le *Front Républicain* et les *bofs* de l'abstention ; les Tapistes et anti-Tapistes ; les Gatteux et les anti-Gatt ; les pour et les anti-Maastricht ; les abolitionnistes et les partisans de la peine de mort, les Corses patriotes et les *séparatistes* dits « *Fellaghas du maquis* », les Alsaciens, les Lorrains, les Bourguignons, les Auvergnats, les Basques, les Beurs, les Afros, les « *Céfrans* », les « *Keufs* » et les « *meufs* », les Bretons, les Catalans, les Ch'timis, les Harkis, les Fellouzes, les Marseillais, les Antillais et les Békés, les « *Chinetoques* », les Canaques, les « *Caldoches* », les Parisiens, les « *Pathos* » et les Pieds-noirs, les « *Zoreilles* » et les « *Braguettes* » ; les CFP, les CFA ; les DOM, les TOM et les Métros.

L'inventaire ne cesse de s'étendre sous nos yeux d'un patchwork dépourvu de trame ni de dénominateur commun, juxtaposition pluriethnique, multiraciale, polyculturelle, d'opinions, de comportements et d'intérêts conflictuels dont la République dépassée ne cesse de vanter naïvement la « *riche diversité* », alors qu'elle est devenue la source d'antagonismes latents prenant périodiquement la forme de conflits ruineux et dévastateurs.

Certains diront que la France le doit au brouillage de son identité nationale.

Mais que veut-on dire par identité nationale ? Sujet embarrassant si l'on se réfère précisément à la diversité de notre population et à la réduction proportionnelle de la souche généalogique française, une espèce en voie de disparition. Définition relativement plus aisée à la lumière de certains exemples comme celui offert par les Etats-Unis. Un pays qui incarne l'hétérogénéité même avec son « *communitarisme* » : 19 communautés différentes s'exprimant pour la plupart en privé dans leur langue d'origine et demeurant fidèles à leurs propres coutumes. Une disparité qui ne nuit pourtant pas à l'homogénéité d'ensemble car elle se fonde dans le principe d'unité d'un véritable patriotisme objet de dévotion nationale. Un puissant moteur à l'intégration dans *une identité nationale prépondérante car celle-là est commune à tous les Américains*. Si celle-ci n'a pas encore fait son œuvre chez les nouveaux

arrivants, elle y parvient progressivement à l'exemple persuasif d'un puissant noyau central de souche « *white Anglo-saxon* ». Et à la fierté de tous^[1] d'appartenir à une grande Nation. Phénomène peu courant dans le monde et dont la France ferait bien de s'inspirer.

1 — Témoignage comme tant d'autres de cette ferveur, partout en Amérique jusque dans les bourgs les plus modestes, flotte le drapeau américain au-dessus des emplacements les plus en vue.

XVII

LE FRANÇAIS VU DE L'ÉTRANGER

« *D'autres continents ont les singes, le nôtre a les Français.* »

SCHOPENHAUER

L'absence de courage et de vision dans l'action de nos gouvernements a engendré chez le Bof une sorte de résignation. D'où l'expression de son état d'esprit par un haussement d'épaules^[1] lorsqu'on aborde avec lui les sujets de société. Mille fois trompé, il ne voit plus dans l'évocation de l'intérêt général qu'un attrape-nigaud. Scepticisme virant à l'indifférence envers la chose publique qui n'a fait qu'attiser son âpreté gauloise à défendre ses propres intérêts. Dans le climat de relâchement généralisé qui caractérise notre modèle de société, cet individualisme effréné a fini par créer un type d'homme dont le comportement asocial personnifie l'« *Exception* » française. Il va sans dire que les Français ne mesurent pas le mal que cette réputation bien établie en dehors de leurs frontières a pu faire à l'image de leur pays. Pour avoir beaucoup voyagé et longtemps résidé hors de l'hexagone, pardonnez-moi de n'avoir pu résister à la tentation de vous faire part du portrait sans complaisance qu'on y fait du *Français* (en son absence ou si l'on n'a pas reconnu sa présence). Bien qu'à l'occasion excessive mais néanmoins bel et bien répandue à l'étranger, j'ai éprouvé honte et colère, à y lire et entendre l'idée que l'on s'y fait à travers lui de la France. Il y a là de quoi tomber de haut tant nous nous berçons dans l'illusion cocardière d'appartenir à une élite universellement aimée, sinon admirée.

Le Français dit-on à l'unisson n'apprécie le pays visité qu'à travers ses vins et sa cuisine qu'il juge exécrationnels. On le dit débraillé, négligé, bavard, gueulard, rouspèteux, flemmard, râleur, vantard, bâfreur, alcoolique, arnaqueur, dilettante et superficiel. On le trouve sale, grossier, fraudeur, vindicatif, tricheur, magouilleur, obsédé sexuel et imprévisible : « *Le sida politique qu'il voulut nous inoculer avec sa Révolution atteste bien de son tempérament pagailleux, désordonné et anarchique.* »^[2]

La caricature n'étant par définition que l'accentuation des traits marquants de l'aspect physique de l'individu, voire par touches subtiles de sa personnalité, il y a certes du vrai dans celle-là.

À l'intention des sourds, des aveugles et des incrédules prêts à me lyncher, j'aimerais

1 — Pour esquiver par un geste, l'échange de fond sur l'Etat de la Nation...

2 — Lu dans le « *Times magazine* » — New York.

citer quelques opinions peu amènes recueillies par S. Coignard dans « *Le Point* » (n° 1117). Un ministre britannique déclare « *une fois passée la Manche tout s'achète : diplômes, postes et contrats.* » Les deux auteurs Anglais de l'ouvrage à succès « *Je hais les Français* » se livrent à une démolition en règle : « *Connaître les Français, c'est les mépriser. Les connaître bien, c'est découvrir la trahison, la couardise et la barbarie sous leur vrai jour.* » Enfin un journaliste du « *Sunday Telegraph* » s'explique mal que l'on puisse vouloir passer ses vacances en France. « *Chaque année, ils sont des milliers à se ruer en Normandie et en Bretagne pour y trouver le même temps qu'ici. Et pour parfois découvrir qu'ils doivent partager leur gîte de caractère avec des rongeurs et des moustiques. Je ne comprends pas l'engouement pour la bouffe française. Les chardonnays d'Australie et de Californie valent n'importe quel vin blanc français. Les Français ne savent pas se tenir à table. Les plages sont épouvantables et on ne peut utiliser les toilettes sans marcher dedans.* » Dur, dur, dur.

Pour autant, ces contempteurs anglais qui nous jugent du haut de leur suffisance sont de mauvaise foi. Car ils n'ont pris pour modèle que l'écume de notre société. Celui du touriste braillard venu s'alcooliser à meilleur prix le temps d'un week-end à Londres, ou ce qu'il y a de pire en période touristique dans notre profession hôtelière. Le « *gîte d'étape* » dont le caractère réside surtout dans *les prix tirés à l'extrême du séjour – tout compris – logé à « l'étroit »*.

Mais quel réquisitoire auraient-ils prononcé s'ils avaient élargi leur échantillon. Autrement dit, à tout ce que la minorité de Français clairvoyants est bien obligée de supporter sans pouvoir y changer quoique ce soit ?... Les trottoirs, cours et allées de promenade transformés en latrines animalières (fait à peu près unique au monde) ; les murs *taggés* ; l'automobiliste valide occupant la place de l'handicapé et vous insultant copieusement si vous le lui faites remarquer ; le conducteur imbibé ou virtuose du volant, pressé et agressif ; par an, 15 000 morts et blessés très graves sur nos routes (la moitié moins en Grande-Bretagne) ; l'argent pourrisseur (« *Mitterrand et les quarante voleurs* »^[1]) ; le tarif politique des autorisations de grandes surfaces et des grands projets immobiliers ; les « *quadras* » donneurs de leçons de civisme, au banc d'infamie^[2] ; le Var mafieux sous Arrecks ; les grands groupes sur la sellette^[3] ; l'impuissance de l'Etat à l'intérieur et sa vanité à l'extérieur ; l'insupportable mépris envers *l'utilisateur* des monopoles du genre EDF, France Telecom, Lyonnaise des Eaux, Canal +, etc. ; les enclaves ethniques en ébullition permanente, les vandales que l'on ne retrouve jamais ; les délinquants multirécidivistes relâchés ; la *main-courante* expurgée de 8 délits sur 10 pour décharger les statistiques ; les expulsés administratifs que la justice rose fait revenir ; la politique d'intégration illustrée par un commando de trois Beurs *franco-marocains* entraîné pour déstabiliser Hassan II^[4], deux malheureux touristes espagnols assassinés à Marrakech, deux des tueurs pris et condamnés à mort par la justice marocaine, la France intervenant aussitôt en leur faveur ; le racket, la drogue, le viol, la criminalité juvénile et le sexe à l'école, les enseignants frappés et insultés ; la libération sexuelle virant à l'obsession (Arthur débattant de zoophilie le 26 janvier 1993 sur Europe 1 avec un auditeur pratiquant) ; toute la France « *intello* »-politico médiatique ralliée derrière le Parti communiste français contre un candidat de la Droite nationale ; son allégresse parce que grâce à la « *solidarité républicaine* », celui-ci a été battu seul contre tous par un vieil apparatchik

1 — J. Montaldo.

2 — MM. Longuet, Noir, Carignon et Mouillot le maire de Cannes (1996), etc.

3 — Péchiney, Alstom (Vibrachoc), Alcatel-CIT, etc.

4 — *Décembre 1996*. Le troisième complice de l'attentat jugé en France n'est condamné qu'à dix ans de prison. Clémence offensante pour le Maroc et les victimes espagnoles. Bienveillance d'autant plus intolérable envers ce terroriste, que la France en avait fait l'un des siens.

stalinien (élection partielle de Gardanne) ; renfort électoral aux « *immigrationnistes* » dans la France de demain, l'Afro-beur et la jeunesse *du cru* unis dans le gauchisme ; l'exode à l'étranger de 25 % des étudiants sortis de nos grandes écoles ; l'hémorragie de capitaux et la délocalisation industrielle ; la France des croisés puis de la laïcité devenue le terrain de parcours des *intégrismes* non chrétiens ; les bombes d'Iporetarrak et de la Concolta, le retour des bandits corses, l'explosion de la délinquance et de la criminalité, le boom des alarmes et des services de sécurité et pourtant l'Etat le plus policier d'Europe ; des syndicats en retard sur l'évolution et dont la conception des relations capital-travail s'apparente à celle du Koulak envers son boyard du XIX^e siècle ; des politiciens hantés par les droits de l'homme ne protégeant pas du Sida ceux qui ne l'ont pas, pour protéger de l'exclusion ceux qui l'ont ; le record européen du sida^[1], des *responsables* mais pas de *coupables* et toujours pas de dépistage systématique du SIDA. Après la faucille et le marteau, condom et seringue devenus les nouveaux symboles de la République Française.

N'omettons pas enfin la dimension criminelle de l'« *Exception* » Française. Elle est illustrée par l'indécente indulgence socialiste envers le terrorisme sanguinaire. Ce qui nous ramène quelques années en arrière à la mansuétude dont ont bénéficié les assassins (N. Menigon et J.M. Rouillan) de deux policiers. Libérés de prison pour marquer l'arrivée au pouvoir du socialisme, ils exécutent froidement deux importantes personnalités quatre et cinq ans plus tard : le Général Audran le 25/1/85 (ingénieur en chef de l'armement) et Georges Besse le 27/11/86 (Président de Renault)^[2]. C'est F. Mitterrand en personne qui avait décidé de remettre les tueurs en liberté dans l'espoir de gagner leur renoncement à la violence... L'« *Exception* » française s'aggrave ici du silence minéral de nos médias enterrant ainsi la responsabilité du Président dans la mort de deux grands serviteurs de l'Etat.

1 — En Scandinavie, en Allemagne, en Grande-Bretagne, la progression du sida a été stoppée par l'institution d'une panoplie de mesures contraignantes que la patrie des Droits de l'homme (sans devoirs) interdit de prendre en France.

2 — René Audran était Directeur du Ministère de la Défense (armement) et Georges Besse PDG de Renault.

XVIII

L'INVERSION DES VALEURS

*« Il n'y a au monde que le patriotisme et la religion
pour faire marcher pendant longtemps, dans le même
pas et dans le même but, l'universalité des citoyens. »*

DE TOCQUEVILLE

La France ne s'étant pas encore remise de ses blessures de guerre, douze années de *Mitterrandisme* absolu l'ont achevée. En renforçant le pouvoir des groupes de pression sur l'Education, l'Information, la Communication et la « *Kultur* », c'est à une véritable entreprise de démolition qu'il l'a livrée. La fameuse devise de *l'Etat français* vivait encore dans la mémoire de la nation. Mais elle était incompatible avec l'idéalisme utopique de la « *trinité* » révolutionnaire. Il fallait donc que les notions empiriques et exaltantes de *Travail, Famille, Patrie*, après avoir été excommuniées, fussent définitivement rayées de notre vocabulaire. De même que le noble faisceau des licteurs remplacé comme emblème du pouvoir par l'horrible bonnet phrygien^[1]. Tout ce qui compte en France d'institutions et de professions s'adressant à l'esprit, fut mobilisé au service de ce projet. Depuis le jour J de la messe païenne du Panthéon, l'enseignement, l'expression artistique, picturale, littéraire et musicale, la presse, la radio, la télévision, le cinéma et ses milices germanopratiennes se lancèrent à corps perdu dans la catéchisation des valeurs négatives de substitution. On s'aperçoit maintenant que douze ans de pratique intensive de cette liturgie ont fini par inhiber chez des millions de cobayes toute velléité de résistance. La glorification du métissage culturel, transnational, interethnique et multiracial, accouplé à la délivrance des contraintes de l'ordre précédent a débouché sur une société complètement désemparée. L'inversion des valeurs se distingue désormais par un tel ostracisme linguistique qu'elle est parvenue à exclure du langage commun le terme de *nation* – entité juridique pérenne désignant à la fois le peuple implanté sur un territoire déterminé et uni par l'histoire et la même langue – par celui de *République*, simple désignation de la forme *provisoire* d'un mode de gouvernement issu du peuple. Ne nous étonnons pas de ce qu'un fervent nationaliste français ne se sente pas à l'aise dans la peau d'un simple *citoyen* de la République.

Promoteur formidable de tout ce qui est contraire à la santé physique spirituelle et morale d'un Occident assiégé, notre cinéma et nos medias se sont aussi mis au service de

1 — Bonnet rouge de galérien, devenu emblème révolutionnaire le 15/04/1992 – « *significativement* » – choisi par le RPR.

valeurs inversées. Quand ils diffuseront les images effrayantes d'un proxénétisme transnational s'apparentant à une forme d'esclavagisme moderne de la femme-objet, on n'y relèvera même pas le silence assourdissant des organisations féministes. Que par contre des esprits lucides dénoncent la passivité des gouvernements devant la dénatalité de l'Europe et les voilà fulminant contre les partisans du rétablissement de « *l'esclavage de la maternité* ». Hystériques, elles accusent les natalistes de racisme anti-immigrationniste. Partant du fait que l'IVG a surtout le mérite de tuer des Français de souche, la combattre serait dans leur esprit vouloir favoriser le développement de la *race autochtone* et donc de militer pour une future autosuffisance en matière de main-d'œuvre. Et voici du coup la lutte peu glorieuse en faveur de l'avortement à la chaîne, sublimée par le renfort qu'elle apporte aux adversaires de la *préférence nationale* !

Que les dangers du cannabis soient mis en lumière par les progrès de son usage chez les jeunes et dans les milieux sportifs, les media s'empresseront alors de banaliser l'émoi du bon public par la voix de l'intarissable docteur Kouchner. Il ne verra dans tout cela que des propos *réactionnaires* et sera porté par les sondages d'une année à l'autre en tête de liste de la popularité nationale. Or en plaidant pour le caractère anodin du « *pétard* »^[1], comme s'il n'était occasionnellement fumé que dans les « *boums* », il occulte les méfaits de son accoutumance et par surcroît le risque pour l'*accro* de se voir emporté dans le cycle infernal de drogues de plus en plus dures. L'*intellocratie* française s'est en fin de compte particulièrement bien habituée à ces mœurs nouvelles. On s'y félicite « *d'avoir encore des homosexuels pour vouloir passer devant le maire et le curé* ».

Épopée du blanc en Afrique. Repentir plutôt que fierté.

Au terme de plusieurs siècles d'efforts, on avait fini par ouvrir l'Afrique sur le monde. Des pionniers dont on ne louera jamais assez le courage et les accomplissements, l'éveillèrent à la civilisation. Grâce à un encadrement rigoureux et la paix qu'ils y faisaient régner, elle progressait. On pouvait désormais circuler d'un bout à l'autre de ce vaste continent sans risquer de finir ses jours dans une marmite. D'innombrables richesses dormantes y étaient découvertes et mises en valeur dans le cadre d'infrastructures modernes. Dans cet immense chantier, l'intrigue politicienne n'avait pas sa place. Il fallut les bouleversements de la Seconde Guerre mondiale pour faire croire à l'indignité des précepteurs de ces peuples encore pupilles. Tartufferie typique de bigots, ce sont les propres exterminateurs des peuples indiens établis sur le territoire des USA qui en furent les principaux instigateurs sous le prétexte d'une croisade en faveur des peuples opprimés d'Afrique. Ils cachaient mal leur envie de tirer parti de l'affaiblissement des Empires européens, celui de la France en particulier. Une habile mystification qui incita nos grands cœurs à étendre au-delà de la Méditerranée leur territoire d'expérimentation démocratique. De même qu'au XVIII^e siècle les fameuses *Lumières* mirent le feu à l'Europe, l'abandon prématuré de la tutelle Européenne sur ce continent s'est traduit par le retour de nombreux pays à leurs luttes tribales d'antan. Comme nous l'avons développé au contexte, n'ayant plus à offrir que des dogmes et la charité à ce continent privé du bénéfique magistère, on leur a fait parcourir en sens inverse en

1 — De patients observateurs d'intoxiqués du « *Kif* » en AFN ont démontré que l'usage prolongé du *Cannabis* avait des effets désastreux sur l'équilibre mental. Lire « *Essai sur la confrérie religieuse des AISSAOUA au MAROC* ». Librairie orientaliste Paul Gauthier 13 rue Jacob PARIS XI^e. Les dommages de ce stupéfiant dont l'usage a tendance à être banalisé ont été amplifiés par un traitement chimique qui en a décuplé la nocivité.

moins de quarante ans, le terrain que la *Pax Europeana* leur avait fait gagner en plusieurs siècles.

Au Nord, on voit déjà l'Afrique se saborder dans une procréation exubérante dont seule la vénération de Mahomet pourra peut-être contenir les turbulences. À moins qu'à l'inverse elle ne les attise. Dans sa zone subsaharienne, elle ne représentera bientôt plus aux yeux de l'Occident qu'une réserve minérale, végétale et animale abandonnée à de grands trusts, aux agences de voyage et aux manœuvres des diplomaties parallèles. C'est là à sa pointe méridionale, que la folie insensée des nouveaux maîtres de la planète est en train d'expérimenter le laboratoire humain d'un mélange potentiellement explosif^[1]. 190 millions d'américains n'ayant pas réussi à enrayer la tiers mondialisation de 32 millions de noirs (statistique 1990), *on peut se demander comment à long terme 6 millions de blancs parviendront eux, à coexister avec une population noire aussi nombreuse que celle des Etats-Unis et détentrice d'un pouvoir absolu. Comment enfin, dans le cadre d'un Etat multiracial et pluriethnique caractérisé par l'écrasante majorité d'une communauté par rapport à l'autre, les blancs qui n'auront plus le pouvoir pourront-ils élever les noirs à la parité économique, alors que déjà le gouvernement sud-africain se prépare à demander aux instances internationales de descendre du rang envié de pays développé à celui de pays en voie de développement ? C'est en Afrique du Sud que se montre le vrai visage du mondialisme. Car cette nation très riche, grâce à l'esprit d'entreprise de la population blanche, aurait été capable d'élever par ses propres moyens le niveau de vie de toute sa population, si l'Occident n'avait eu de cesse de la persécuter au seul motif qu'on voulait faire passer les blancs sous la tutelle des noirs. Et au bénéfice de qui ? Par lobbies interposés, des succursales de la finance internationale que sont les milieux d'affaires sud-africains. Dans le plus grand secret, ils auraient conclu un marché avec le secrétaire général du Parti communiste, Chris Hani (assassiné le 10 avril 1993) : l'abandon du pouvoir politique à l'ANC en contrepartie de quoi Chris Hani garantirait la paix sociale et le maintien du rôle économique des groupes industriels et financiers internationaux en Afrique du Sud. Le pouvoir politique troqué contre celui de l'argent. Exclue de l'accord, dix millions de Zoulous (l'Inkhata) et trois millions de Tswana ont fait pour un temps cause commune avec les nationalistes blancs – principalement les Boers^[2] *rivés à leur terre du Natal depuis la fin du XVII^e siècle* –, en constituant le Cosag qui demandait l'autodétermination dans le cadre d'une constitution confédérale. Pour des raisons inavouables – la concentration à perpétuité du pouvoir entre les mains des « *libérateurs* » –, l'intégrisme démocratique de ceux qui ont voulu la fin de l'apartheid est viscéralement opposé au *Confédéralisme*. Or il s'agit là du type de constitution le mieux adapté à la co-gestion d'ensembles ethniquement, racialement ou nationalement disparates compte tenu du risque de voir l'un d'entre eux constituer une grave menace pour les autres du fait de sa forte prédominance. C'est précisément le cas en Afrique du Sud^[3]. Le rapport de forces était tellement favorable aux partisans de la solution la moins sage – celle accordant en fait le pouvoir réel à la faction la plus extrémiste du parti de Mandela^[4] –, que Boers et Zoulous ont dû renoncer à leurs prétentions.*

1 — La guerre interethnique a valu à l'Afrique du Sud avec plus de 20 000 morts en 1993, le record mondial peu envié de mortalité d'origine criminelle.

2 — Auxquels les Zoulous reconnaissent volontiers le statut de Sud-Africains à part entière.

3 — Au rythme de croissance démographique actuel, l'Afrique du Sud comptera 45 millions d'habitants en l'an 2000, se décomposant en 34 millions de noirs, 5 millions de métis et 5 millions de blancs.

4 — C'est à un personnage de la trempe et de la compétence de Nelson Mandela que l'Afrique du Sud doit de ne pas s'être fourvoyée dans l'ostracisme anti-blanc pratiqué par les dirigeants du Zimbabwe. Ses successeurs poursuivront-ils la politique de cohabitation pacifique avec la communauté blanche qu'il a eu la sagesse de conduire depuis son intronisation au pouvoir ?

Profondément enracinée dans sa terre ancestrale, religieusement attachée à sa propre culture et fière de son identité, la noble nation du Zouloulouland s'accommodait bien mieux de l'apartheid dont elle ne prenait pas ombrage, que du melting-pot abâtardisant qu'on a voulu lui imposer. Dans la période où se préparait la fin de l'apartheid, la nation Zoulou était demeurée mobilisée, prête à se rebeller contre toute atteinte à son identité, ses traditions et aux privilèges qui lui avaient de tout temps été reconnus par le pouvoir blanc. Mais il semble que l'accès à une démocratie corruptrice l'ait déjà contaminée. Le pouvoir noir serait en effet parvenu à y faire germer un conflit latent – entre le roi, chef traditionnel et Buthelezi chef politique de l'*Inkatha* – qui n'a d'autre but que d'affaiblir les prétentions autonomistes de cette belle et fière nation.

Le sens littéral du vocable apartheid a été délibérément noirci par le troupeau bêlant du mondialisme pour en faire une notion-repoussoir. Cette tactique d'« *agit-prop* » terriblement efficace est employée d'ailleurs avec le même succès pour garder au placard les grandes réformes dont on ne peut plus parler en France sans s'attirer les foudres des sentinelles de l'inquisition républicaine. Comme le nom l'indique pourtant clairement, apartheid ne signifie pas autre chose que *développement séparé*. Une signification exempte de connotation raciste. La séparation en effet, si elle rejette catégoriquement l'idée du métissage^[1] racial et culturel, implique par contre et à la fois, reconnaissance et *respect de la différence*.

Dans l'*apartheid*, les Zoulous ont cautionné un système qui les laissait libres de conserver leurs coutumes, garantissant ainsi la survie du Zouloulouland en province pratiquement autonome. C'est d'un commun accord que s'était effectué le partage des responsabilités techniques et administratives entre son autorité traditionnelle et le gouvernement central. Un type d'organisation que celui-ci s'efforça d'étendre à la diversité ethnique traditionnelle du Territoire fédéral^[2]. Mais prenant appui sur la forte communauté noire *allochtone*^[3] (d'origine étrangère), la subversion idéologique entrava puis finalement parvint à enrayer ce processus.

Il n'y a jamais eu d'esclavage en Afrique du Sud. Les Etats-Unis ne peuvent en dire autant. Dans sa gangue d'ignorance, celui qui n'a connu du monde réel que la fumée des caves du Quartier Latin et de nos salles de rédaction, se fait de l'apartheid l'idée de millions de misérables noirs courbés sous le fouet d'une communauté blanche paresseuse et fortunée. Il ne sait pas que dans les banlieues riches du Cap, de Johannesburg, Pretoria et Durban, la *High society* noire a aussi ses cités de résidences opulentes avec appartements d'hiver et d'été, piscine, court de tennis, practice de golf et belles voitures décapotables garnies de jolies filles. Mais en braquant leurs caméras sur les « *townships* »^[4], nos reporters ont fini par faire croire que l'Afrique du Sud n'était qu'un immense bidonville assiégé par une police sanguinaire. Venus là pour mettre les blancs au pilori, ils omettaient volontairement de préciser que les banlieues du Cap, de Durban et de Johannesburg étaient peuplées en majorité

1 — Dans la période de troubles graves précédant l'indépendance, la phobie zoulou du métissage aurait parfois dégénéré en actes de rétorsion envers les couples mixtes.

2 — Les *Bantoustans* indépendants et autonomes non reconnus par l'ONU parce que l'OUA les désapprouvait (Bophuthatswana, Ciskei, Transkei, Venda, Gakankulu, Kangwane, Lebowa, Qwaqwa, Kwazulu, KwanDébelé).

3 — Phénomène que nous sommes bien placés pour connaître d'une population turbulente essentiellement composée d'immigrés et de leur descendance, massée dans les *Townships* noirs de Johannesburg (Soweto et Alexandra), Le Cap (Crossroads), Pretoria (Mamelodi) et Port Elizabeth (New Brighton) et dans les banlieues de grandes agglomérations comme East-Rand et Durban Pinetown.

4 — N'avons-nous pas nos « *Townships* » à la française de Marseille, Lyon, Paris, Lille, Rouen, Mulhouse, Strasbourg et Toulouse ?

d'*immigrés* attirés comme des papillons par le pays le plus industrialisé d'Afrique. Ce fut un jeu d'enfant pour les indépendantistes d'y entretenir une agitation permanente principalement destinée aux caméras des reporters étrangers^[1].

Il fallait voir dans l'apartheid le souci de promouvoir sans risque d'interférence culturellement dénaturante les – très fortes – identités respectives des communautés noire, blanche et métis. Il est vrai aussi que dans sa finalité politique, il retirait aux noirs la possibilité, à court terme, de participer à la gestion du pays. Mais n'entendait-il pas – en priorité – préserver l'Afrique du Sud d'un pouvoir trop oppressant – en raison de la prépondérance numérique de la population noire – plutôt que perpétuer la prédominance d'un pouvoir blanc ? Ses théoriciens se défendaient de la volonté qu'on leur prêtait d'interdire indéfiniment aux noirs l'accès aux marches du pouvoir politique. Ils croyaient en la possibilité pour eux, à plus long terme, de se montrer capables grâce aux progrès de l'éducation, d'en assumer seuls les responsabilités. Les Etats-Unis auraient-ils finalement levé leurs interdictions aux noirs si le rapport démographique des deux communautés blanche et noire n'y était pas inverse de celui d'Afrique du Sud ?

L'apartheid maintenant enterrée, qui jurerait de la possibilité de maintenir indéfiniment un équilibre pacifique des pouvoirs dans une Afrique du Sud où la disparité numérique en faveur des noirs ne cessera de croître ? C'est en tout cas l'inquiétante impression que l'on peut déjà retirer des premiers pas d'une jeune république où l'application intégrale du suffrage universel n'a fait que substituer à la suprématie blanche, celle d'un pouvoir noir d'autant plus absolu qu'il s'est imposé par la force du nombre.

1 — La fin de l'apartheid n'a bien entendu pas changé grand-chose aux conditions d'existence dans ces zones déshéritées par le sous-emploi. Avec cette différence cependant que l'*Afrique du Sud indépendante* renvoie chez eux les *immigrés sans travail*.

XIX

L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

Le GATT ou *General Agreement on Tariffs and Trade* régissait depuis 1947 le commerce international. Ses dispositions se sont progressivement adaptées à l'évolution des échanges entre nations dès la fin de la Seconde Guerre mondiale sous l'impulsion de 8 cycles successifs de négociations multilatérales dont le dernier a été ouvert en 1986 à Punta del Este sous le nom d'*Uruguay Round*. Et c'est à la conférence interministérielle de Marrakech le 25 avril 1994 que tous les accords pris entre 119 nations ont été ratifiés tandis que le GATT était remplacé par l'OMC ou *Organisation Mondiale du Commerce*, une sorte d'ONU économique appelée à arbitrer les différends qui ne manqueraient pas de surgir dans l'application des accords « révolutionnaires » entérinés par l'*Uruguay Round*. Théoriquement, dans l'esprit de la plupart des cosignataires, l'OMC visait à mettre un terme à la loi du plus fort qui était la coutume sous la gestion Onusienne. Cette institution n'avait pu changer grand-chose aux positions acquises de certains signataires importants de l'accord de 1947, à l'exemple en particulier du Japon bardé de réglementations byzantines, des USA avec leur fameuse section 301, du sous-continent indien s'opposant avec succès à l'ouverture de son marché textile et des nations en voie de développement se trouvant dotées d'un droit d'entrée gratuite sur le marché tant convoité de l'Europe. Parmi celles-ci, les « *Dragons du Pacifique* » devenus redoutables avec leurs économies capables à la fois de fabriquer toute la gamme des produits de petite et moyenne industrie, certains même lancés dans l'industrie automobile, la construction navale, voire même la maîtrise de la technologie nucléaire et bientôt spatiale – et d'offrir des opportunités attractives d'investissement à une délocalisation appelée à renforcer leur capacité d'exportation. Il s'agit de la Corée du Sud, de Taïwan, de Singapour, de l'Inde et surtout de la Chine. Combien l'Europe devra-t-elle vendre de TGV, d'avions, d'engineering et de savoir-faire pour compenser les dizaines de milliers d'emplois qu'elle perdra dans ce qu'à première vue l'on serait tenté de qualifier de marché de dupes (taxes douanières abaissées de 40 % en 6 ans jusqu'au niveau de 3,5 % fixé pour les pays développés) ? Nous avons déjà pris en compte les effets négatifs sur l'emploi, de la rationalisation drastique effectuée par l'industrie française depuis les années 80. Or il ne s'agissait là que d'une première phase de compression d'effectifs. La mondialisation des marchés élèvera en effet la compétition à un tel niveau d'intensité qu'elle menacera de mettre en difficulté les entreprises sous dimensionnées ou incapables d'en relever le défi. Nous assisterons alors dans les années qui viennent à des regroupements – fusions qui se

traduiront inévitablement par de nouvelles réductions de personnel. Bien que ce phénomène soit appelé à n'épargner aucun pays, et aucun *métier*, c'est principalement l'Europe – et surtout la France – qu'il affectera.

Le délicat dossier monétaire et social laissé de côté à Genève – nos négociateurs l'ont résolument caché aux Français – aurait dû être inscrit à l'ordre du jour de la future OMC. On peut craindre qu'il ne le soit pas, aucune référence n'ayant été faite à Marrakech à un rapport quelconque entre le social, le monétaire et l'économique. Voici donc la communauté européenne désarmée devant une concurrence mille fois dénoncée par les partisans d'un supplément tarifaire proportionnel au handicap social des productions européennes. Elle l'est aussi devant un « *dumping monétaire* » systématiquement pratiqué par certains pays industriellement prospères qui manient la valeur d'échange de leur monnaie comme une arme commerciale (USA, Chine, Japon, Italie)^[1]. Le tête-à-tête des échanges amicaux Chine-USA en offre un exemple impressionnant. À un *wang* chinois figé à un cours factice destiné à soutenir une balance commerciale massivement créditrice dans les échanges avec les USA, ceux-ci répondent par un dollar manipulé à la baisse. « *Le dollar c'est notre affaire*, disent-ils cyniquement, *son cours c'est le vôtre*. » Quant aux *Eurosceptiques*, ils prêtent à la future Banque européenne le dessein de vouloir perpétuer dans l'Euro le symbole de puissance incarné par le Mark. Or si l'option monétariste convient à de fortes structures économiques et au sens de la collectivité des nations du Nord de l'Europe, elle représentera pour le Sud et la France un handicap difficilement surmontable.

Protégées comme elles le sont sur leurs arrières, les multinationales des grands pays industriels ont trouvé dans le GATT révisé l'accompagnement naturel d'une stratégie^[2] qui n'attendait plus que lui pour partir à la conquête d'un marché étendu aux dimensions de la planète. La Chine et les autres pays *émergents* de la Zone Pacifique ne remercieront jamais assez les instigateurs de l'*Uruguay Round* de leur avoir ouvert les portes de l'Europe, devenue la cible idéale des exportateurs du monde entier. Mais la France, pour des raisons déjà développées, y sera la nation la plus exposée. Sauf retournement pour l'instant imprévu de la politique communautaire, ses industries ne trouveront leur salut que dans la cure d'amaigrissement prolongé des frais généraux et des coûts de production^[3]. L'objectif essentiel étant donc la réduction de leur masse salariale. On ne voit pas comment dans ces conditions, l'Etat pourrait à la fois résorber le chômage et alléger ses charges de solidarité de façon à réduire significativement le taux global des prélèvements qui asphyxient son économie. Cela dit, il est bon de préciser à l'intention de certains inconditionnels du repli sur soi, qu'il n'y a pas incompatibilité entre le souci de préserver l'Europe des concurrences déloyales et celui de se joindre au mouvement irréversible de libéralisation des échanges par l'Union *sélective* des nations européennes. Ce n'est pas rejeter les principes de liberté et d'égalité que de vouloir en fixer les limites.

1 — À l'instar d'un grand nombre d'autres monnaies « *colonisées* » (comme la lire et la peseta avant l'entrée dans l'Euro), la livre sterling demeura à la remorque du dollar-USA – donc pratiqua également le « *dumping* » durant la gestion calamiteuse du « *labour party* » (1966-1979) où l'on vit la livre sterling s'effondrer de 11 à 7 par rapport au franc français. Elle en a été affranchie par la découverte de pétrole et de gaz au large de l'Ecosse en Mer du Nord (en 1975) et l'enrichissement de l'économie du Royaume-Uni par la gouvernance de Margaret Thatcher, couronnés par la remontée substantielle de la livre sterling sur le marché des changes.

2 — Déjà intégrée dans leurs objectifs.

3 — Et en dernier ressort soit la *délocalisation* partielle ou totale, soit le dépôt de bilan.

Pour en finir dans les délais fixés par la Maison Blanche, nos représentants se sont en fait contentés d'amendements cosmétiques. Ceux-ci pèseront bien peu dans les batailles commerciales qui seront bientôt livrées à la communauté européenne sur les fronts qui lui restent à défendre. N'en déplaise à nos utopistes, une règle immuable s'est imposée à travers l'histoire. L'humanité a toujours eu un maître temporel. Mais à l'échelle du temps, la suprématie d'une nation par rapport aux autres n'a jamais été que transitoire. La Grèce, Rome, Byzance, l'Espagne, les Pays-Bas, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne se sont succédés comme puissances dominantes commerciales et/ou militaires. Après avoir disputé à l'Allemagne son hégémonie européenne, l'URSS et les USA se sont partagés le pouvoir mondial durant un demi-siècle. L'URSS effondrée, ce sont maintenant les Etats-Unis qui voudront dicter au monde les règles du commerce^[1]. Afin de réagir avec succès à la perspective d'une concurrence déchaînée qui risque de perdre en chemin ses vertus d'émulation et ses contreparties pour prendre la forme d'une colonisation économique déguisée, il eût fallu que l'Europe parlât d'une seule voix et d'une voix forte. Comme savent le faire les USA, chaque fois que leurs intérêts vitaux sont menacés, au nom de la doctrine de Monroe désormais étendue à tous les continents. Ce ne sont pas les accords qu'ils viennent de signer qui les en empêcheront. Pour conserver leur rôle d'arbitre, ils ne laisseront pas entamer la suprématie du dollar et de leur puissance militaire, industrielle et financière. On peut dès lors douter qu'ils se dessaisissent sans combattre de législations domestiques qui leur permettent à leur seule initiative de mettre à l'abri de la concurrence, leur agriculture et leurs industries en difficulté.

La France a été précipitée dans une logique de globalisation économique inévitable, mais prématurée pour elle. Une globalisation voulue et contrôlée par les USA qui y voyaient entre autres avantages le moyen d'étendre à l'économie leur suprématie politique et militaire. À ce stade de la construction européenne, ils trouvèrent devant eux une résistance minée par les divisions. Une Grande-Bretagne arrimée à son île, noyau d'un *Commonwealth* prospère et d'une *anglophonie* conquérante qui demeure « *isolationniste* » dans son rapport avec le continent européen. Une Allemagne assez sûre d'elle-même pour relever sans trop broncher le défi de la compétition et une France isolée par ses « *Exceptions* ». S'il fallait une preuve de la vanité des prétentions de celle-ci à faire cavalier seul, c'est l'Uruguay Round qui la donna. Si bien qu'elle se rendit à Marrakech la chaîne aux pieds. Ce qui nous fait souhaiter d'autant plus ardemment la revanche d'une Europe unie et solidaire enfin devenue l'expression fidèle au plan international du potentiel conjugué de ses 15 Nations^[2]. Un très long chemin à parcourir encore, mais une aspiration tellement évidente pour des peuples qui ont finalement compris qu'aucun d'eux ne pouvant plus prétendre dominer l'Europe par la force ou la perfidie diplomatique^[3], ils n'avaient d'autre choix que de s'associer pour s'adapter à la nouvelle configuration des forces en présence sur l'échiquier mondial. Leur champ d'action s'étant démesurément étendu par nécessité, les ambitions nationales des peuples d'Europe se trouvent désormais obligées de rechercher dans l'Union la dimension continentale indis-

1 — Ils ne se cachent pas de vouloir jouer dans le concert des nations, le rôle de chef d'orchestre que tenaient les Empires d'avant-guerre. Mais ils ne tarderont pas à leur tour à voir contester leur domination par des nations émergentes de puissance potentiellement équivalente.

2 — *Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Suède. Total 15 en 1995 – dont 12 en zone Euro.* Union étendue à : Bulgarie, *Chypre*, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte et *Gozo*, Pologne, Roumanie, *Slovaquie, Slovénie*, République *Tchèque*. Total 27 en 2009 dont 17 en zone *Euro*.

3 — Perfide Albion...

pensable qui leur permettra de se mesurer tant aux super-puissances d'aujourd'hui (USA, Japon) qu'à celles de demain (Chine) et d'après-demain (Inde et Russie redevenue ce qu'elle fut) mais n'est-ce pas là qu'un vœu pieux ?

XX

L'« EXCEPTION CULTURELLE »

Après avoir capitulé sur pratiquement toutes les dispositions que les USA tenaient à cœur d'imposer, nos délégués firent grand bruit autour de ce que l'on qualifia d'Exception culturelle française. Ils s'y accrochèrent désespérément comme s'il s'agissait là de sauver le destin de la France dans la mondialisation des échanges qui s'annonçait. Pour ne pas perdre la face. Et faire passer la pilule amère de l'isolement prévisible de la France dans l'économie planétaire de demain. Voyons de quelle « *Exception* » il s'agissait.

La culture européenne en général, celle française en particulier, se caractérise par l'intervention de l'Etat sous forme de quotas, de subventions et de régimes spéciaux. Il y a beaucoup d'argent qui coule dans le culturel depuis l'avènement de *Djack* Lang^[1]. À l'inverse, les Américains ne voient qu'un *marché* dans les outils de ce que nous appelons *culture*. En règle générale, ils se contentent de laisser faire des films que l'industrie privée écrit, compose et distribue avant tout pour répondre aux goûts du public et faire de bonnes recettes ; sans toutefois omettre de les breveter *USA* par l'exhibition à tout bout de champ du drapeau étoilé. Rare prétention *artistique* dans ces productions, ni intention particulière de caractère *éducatif* ou volonté d'*endoctrinement*. Gagner toujours plus d'argent pour l'industrie et faire vibrer la fibre patriotique sans coûter un sou à l'Etat suffit à leur ambition culturelle.

En jouissant d'une suprématie écrasante dans les domaines du cinéma ainsi que de la télévision, de la musique et de la littérature, cela les mettrait donc à l'abri de la reconnaissance d'une exception culturelle française, voire européenne. Washington ne prendrait donc pas le risque de faire échouer l'Uruguay Round pour Hollywood. L'Amérique s'est donc finalement rendue à la position défendue par nos négociateurs.

Confortée dans son « *Exception* » culturelle, la France continuera sous ce rideau de protection à financer à tour de bras des productions à thèmes humanitaristes (le « *socio* »). Histoires banales du genre « *Instit* », à usage domestique. Tandis que pour défendre l'audience de la télévision publique, elle fera appel à des films et séries policières étrangères. Depuis la Palme d'or d'un « *homme et une femme* » de C. Lelouch en 1966, aucun film français n'a été primé dans les Festivals internationaux (Venise, Cannes, Moscou, Berlin et Hollywood). L'époque est hélas révolue de cette rencontre providentielle de talents – immenses acteurs, metteurs en scène prestigieux et producteurs indépendants libérés de l'étreinte culturelle d'une pensée obligatoire minimaliste et misérabiliste – qui, pour notre bonheur,

1 — Le budget national comporte une ligne de soutien à l'industrie cinématographique. Aux USA c'est le cinéma qui soutient financièrement la bannière étoilée.

avait gagné une renommée mondiale au cinéma français. Un cinéma élevé à la hauteur du rayonnement culturel de la France. Riche, divers, talentueux et ambitieux, il excellait tout aussi bien dans le comique que dans l'art de faire revivre sous nos yeux le répertoire inépuisable d'une histoire millénaire ; héritage somptueux d'un patrimoine édifié par des siècles de gouvernance royale et impériale dont une meute enragée s'est acharnée à effacer jusqu'au souvenir dans le subconscient populaire. Œuvre destructrice qui s'est étendue à la participation tardive de la France à la découverte du monde, en la réduisant à la caricature d'une entreprise d'exploitation de populations sauvages.

Les Français seront alors conviés à l'autocélébration d'œuvres et de talents dont la notoriété a rarement débordé le cercle fermé où plastronne toujours Djack Lang au milieu de ses adeptes. Les *Césars* de la génération Mitterrand sont des récompenses que l'on distribue à profusion lors de cérémonies d'initiés où l'on voit bien qu'à l'instar des kermesses paroissiales, la préoccupation dominante est de n'oublier personne... *sous condition de bonne tendance*.

Ne nous félicitons donc pas trop hâtivement d'une victoire qui n'aura fait qu'encourager nos scénaristes subventionnés à s'isoler dans le ghetto d'un cinéma inexportable^[1]. À court d'inspiration, celui-ci tourne en rond comme un disque rayé sur les mêmes rengaines du chassé-croisé amoureux, du décor de soupente, du socioprofessionnel tendancieux, du comique troupier affligeant et du policier bonne franquette genre « *Nestor Burma* » ou tiers-mondo-misérabiliste façon « *Navarro* ». Une *Série* présentable tous les ans quand il en faudrait une tous les deux mois pour offrir une alternative à la profusion de fictions américaines et de « *policiers* » d'Outre-Rhin et d'Italie. Un artisanat cinématographique vivant de subsides, au lieu d'une grande industrie privée axée sur le marché international.

Sans les dizaines de milliers d'écoliers conduits en longues processions à s'imprégner gratuitement de l'image précambrienne du patronat français, « *Germinal* », ce portedrapeau de notre « *exception culturelle* » serait passé inaperçu. Où l'on voit dans quel camp nos media militent, le « *Nouvel Economiste* » n'a pas hésité à ranger B. Bonduelle dans la rubrique *en baisse* parce qu'il ne l'avait pas encensé. G. Depardieu, lui aussi premier dans les sondages, n'a pas fait mieux dans la version franco-américaine de *Christophe Colomb*, tombée également dans la trappe dès la première semaine de projection. Lorsque dans les années bissextiles le cinéma français sort un bon film, ce n'est que pour souligner l'insignifiance des autres. Comme son football en coupe d'Europe ou ses joueurs de tennis, la France dépasse rarement les 1/8^e de finale au Festival de Cannes où, le plus souvent, on lui fait l'aumône d'un prix de consolation. Mais ses producteurs s'en tireront toujours. En refilant leurs navets à France Télévision. Malheureux « *redevancier* » condamné 6 soirs sur 7 s'il n'est ni câblé ni *satellisé*, au polar aseptisé ou au « *culturel* » Kashner^[2]. On le verra comme on boit de la camomille pour faire venir le sommeil. Et on le maudira une fois de plus en éteignant la télé.

Nos films nouvelle génération sont modérément appréciés en Europe et pratiquement ignorés dans le reste du monde. Mais quand par extraordinaire l'un d'entre eux mérite de l'être, il est pénalisé par une postsynchronisation incompréhensible. Faut-il s'en étonner ? Un syndicalisme aussi irresponsable là qu'ailleurs s'oppose à ce que celle-ci soit confiée à des étrangers pour la traduction orale du français !!! Même en Afrique où l'« *exception culturelle* » n'a pas cours, nos productions sont progressivement retirées des heures de

1 — Sauf quelques rares exceptions ô combien méritoires.

2 — Conforme à la loi. Sous prétexte de violence à l'écran, l'ange Douste-Blazy est à l'origine d'une nouvelle orientation de programmes qui recommande de substituer au film d'action le « *socio* » à l'eau de rose.

grande écoute. Dans le tiers-monde si friand de cinéma, elles sont largement éclipsées par la science-fiction, le policier, le film d'aventures et de grand spectacle étranger, sans compter le « *Western* » classique où l'on applaudira à tout rompre et sans le moindre esprit de solidarité, le massacre traditionnel des aborigènes américains. Nous avons un grand cinéma et de très grands acteurs de classe internationale. Ce n'est pas la farce de notre « *Exception culturelle* » qui nous les rendra.

Notre horizon musical de variétés n'est pas plus séduisant. Que reste-t-il en effet de cette grande lignée de chanteurs de variétés, les *Chevalier*, *Piaf*, *Brel*^[1], *Montand*, etc., qui se produisaient sur toutes les scènes du monde ? Aznavour, Bécand, Trénet, Ferrat, sont des grands artistes eux aussi, mais leur retraite approche. Et le merveilleux Brassens n'est plus parmi nous. La relève est peu prometteuse. À de rares exceptions près, des *talents météores* aussitôt disparus dans un univers médiatique où ne percent que d'inaudibles parvenus du piston. Nos réciteurs de chansons parlées dites « *de texte* » et nos chanteurs castrats ne peuvent se produire qu'en tournée hexagonale, à la fête de l'« *Huma* » ou chez nos GO de variétés télévisées^[2]. Des émissions où la vedette est de moins en moins celle qui chante mais celle qui présente. À l'Eurovision, la chanson française s'enfonce régulièrement dans les profondeurs du classement. De 1958 à 1977 nous avons eu cinq lauréats^[3]. Serait-ce une simple coïncidence que Marie Myriam en 1977 ait été la dernière en 20 ans (1977-1997) depuis l'avènement du socialisme à l'Élysée ? Quant à la popularité inexplicable – en hexagone – d'une poignée de milliardaires aphones ou hurlants, ne symbolise-t-elle pas plutôt sa désolante régression ?

Les mesures protectionnistes qui viennent de nous être accordées ne peuvent être que provisoires. Elles ne seront bénéfiques que si elles stimulent la créativité de nos artistes et les préparent à une sélection plus rigoureuse de leurs prestations lorsque les barrages du « *socio* », du « *jeunisme* » et de la « *modernité* » seront levés. Et que nos organisateurs de spectacles de variétés n'ouvrent plus leurs plateaux comme ils le font par charité et copinage, à des artistes qui ailleurs ne passeraient pas la porte des studios.

Le repli sur nous-mêmes a également fait des ravages sur le plan littéraire. Bien que la gloire se gagne surtout à titre posthume, on la pressent généralement ou la célèbre de leur vivant chez les grands auteurs. Mais comme il en est pour les artistes avec leurs *Césars* et leurs *Sept d'or*, nos écrivains se congratulent en rond et s'auto-récompensent de prix dont la renommée a peine à dépasser la rive gauche. Depuis 1960 avec Saint-John-Perse (Alexis Léger) nous n'avons eu que deux Prix Nobel de littérature. J-P. Sartre qui se fit justice lui-même en refusant le sien en 1964 et A. Simon en 1985. Certes Marguerite Hourcenar en eût mérité un, mais c'est en fin de compte une bien maigre récolte pour les Lettres françaises d'après-guerre. Ne les a-t-on pas tuées en les aseptisant ?

Les Américains n'étaient pas dupes de nos prétentions. « *Vous ne vous battez pas pour votre culture disaient-ils, mais pour protéger des emplois.* »

1 — .Que la France peut être fière d'avoir adopté.

2 — « Le cygne chante avant de mourir. Beaucoup de chanteurs devraient mourir avant de chanter. » B. Shaw.

3 — A. Claveau en 1958, Jacqueline Boyer en 1960, J. C. Pascal en 1961, Isabelle Aubert en 1962, Marie Myriam en 1977.

XXI

MONDIALISATION ET EUROPE LE CAS DE LA FRANCE

Compte tenu de leur niveau élevé de protection sociale, du libéralisme relatif de leurs réglementations et de leurs tarifs douaniers réputés les plus bas du monde, l'Europe et surtout la France seront désavantagées par un libre-échange anarchique qui livre sans défense des pans entiers de leurs industries à une concurrence sauvage. Dans les productions à faible contenu technologique et à forte proportion de main-d'œuvre, avant même les nouvelles tarifications, ce désavantage avait déjà déclenché une forte émigration industrielle. On vient d'en mesurer l'ampleur. En 1994, il y eut plus d'investissements en Asie qu'en Europe. Une *désindustrialisation* destructrice d'emplois qui s'accroîtra inévitablement s'il advenait que l'Europe des 15 s'étendît prématurément vers l'Est aux pays libérés de la dictature soviétique.

S'agissant de la Chine et du Sud-Est Asiatique, l'Europe doit s'attendre de surcroît à l'acquisition par ces pays d'un niveau de compétence technique qui leur permettra de produire eux-mêmes des biens d'équipement de sophistication croissante à des coûts plus compétitifs. La Chine ne se propose-t-elle pas déjà de capitaliser sur le savoir-faire qu'elle a acquis dans le lancement d'engins en intervenant sur le marché du lancement de satellites ? Cette avancée spectaculaire laisse entrevoir sa capacité d'atteindre une maîtrise technique dans bien d'autres domaines où elle a l'ambition dévorante de faire jeu égal avec les grandes nations industrielles. L'accord qui vient d'être passé par Alsthom avec la Corée du Sud ne prévoit-il pas le transfert de la technologie du TGV et de 50 % de son coût de construction ? En théorie, c'est elle qui prendra la succession d'Alsthom pour vendre des TGV aux autres pays d'Asie. Il est à craindre qu'à *long terme* la France sorte perdante de ce marché, apparemment consenti pour assurer l'emploi de 800 personnes durant trois ans.

Atteints d'obésité, les grands groupes ont entamé leur cure d'amaigrissement dès la fin des années fastes. Mais la rationalisation de leurs méthodes de gestion et le délestage impitoyable de leurs effectifs à peine accomplis, les voici mis à nouveau en péril par l'insuffisance de leur dimension économique dans le combat désormais rapproché qui les oppose aux géants de l'économie mondiale. D'où cette succession précipitée par la mondialisation, de fusions et d'absorptions qui s'accompagnent chaque fois par une compression supplémentaire des masses salariales respectives. Fiscalité prohibitive, coût excessif du travail et intensification de la concurrence se conjuguent à l'incertitude de l'avenir pour inciter nos entreprises les plus exposées à expatrier (dans un premier stade) la part de leur production de moindre valeur ajoutée. Ce phénomène de transfert partiel d'activité viendra s'ajouter à

celui déjà identifié d'entreprises qui désertent le « *modèle social* » français en se délocalisant totalement.

L'industrie automobile illustre parfaitement cette tendance à peu près générale au *repli métropolitain sur l'essentiel* par suite de l'attraction irrésistible de paramètres de rentabilité plus favorables dans de nombreux pays dits *émergents* et/ou du recours croissant à la sous-traitance (une façon de partager avec celle-ci le poids de la compétition). De sorte que soumise aux mêmes pressions du marché en amont, cette dernière finira à son tour par émigrer. Dans les deux cas, c'est encore la masse salariale métropolitaine qui paiera les frais d'un *déménagement* dont l'objectif est surtout de capitaliser sur de meilleures conditions fiscales, d'emploi et de consommation.

Les petites et moyennes entreprises recèlent en France les plus fortes potentialités en postes de travail. Elles doivent à leur gestion prudente de type patrimonial de tourner par tradition avec des effectifs tendus à l'extrême. L'avalanche de produits nouveaux et souvent de bonne qualité offerts à prix avantageux les contraignent donc à sortir de leur routine. Mais en dépit des sollicitations dont elles sont l'objet et des aides que l'Etat leur promet, elles demeurent figées sur leurs positions. L'ouvrier ou l'employé marginal leur coûtera trop souvent plus cher que ce qu'il pourrait leur rapporter. Et il y a cette ligne jaune que le patron ne voudra à aucun prix franchir pour s'épargner les *migraines* et *servitudes* d'un comité d'entreprise. Dans le nouveau contexte économique, des milliers d'entreprises pourtant installées sur de bons créneaux, finiront par s'éteindre lentement comme des bougies parce qu'elles sont prisonnières d'un système qui les asphyxie.

C'est un nouveau monde qui est en train de prendre forme. On n'en verra pas le vrai visage avant une vingtaine d'années. Encore que les profonds bouleversements auxquels nous assistons laissent déjà entrevoir des effets inverses selon que l'on considère l'économie ou le social. La rentabilité des gros investissements industriels et de services n'aura cessé de s'améliorer sous l'effet des concentrations, du meilleur pilotage consécutif à leur privatisation et de la porosité accrue des frontières nationales. Mais dans le même temps où les profits des multinationales iront de record en record, les Français subiront dans leur mode de vie les dures conséquences du passage de la France du règne de l'utopie à celui des dures réalités de l'économie de marché. Comme nous l'avons maintes fois souligné, les pesanteurs inhérentes à ses « *Exceptions* » offriront une résistance opiniâtre à son adaptation au nouvel ordre économique mondial – dont il ne faut cesser de répéter qu'il serait vain de vouloir modifier le cours *dans les circonstances présentes*. Les ajustements nécessaires s'opéreront fatalement. Mais plus lentement et dans la douleur, creusant ainsi plus profondément le fossé qui nous sépare des premiers de la classe. Cette fuite en avant n'aura servi qu'à retarder des dispositions (flexibilité de l'emploi, décentralisation des politiques salariales, « *désidéologisation* » syndicale, etc.) et des allègements d'effectifs inévitables. Pertes d'emploi qui, contrairement à des pays plus accommodants envers l'entreprise privée, se feront sans contreparties significatives et *dans le cadre d'une politique d'immigration insensée*^[1] qui aboutit à gonfler la demande sur un marché du travail saturé au lieu d'apporter une réponse concrète aux 500 000 offres de travail spécialisé non satisfaites dont notre économie et notre société en général a tant besoin.

1 — Une situation remontant aux années de la décolonisation (1956-1977) laquelle a été aggravée depuis la signature de la Convention de Schengen du 9-1-1990 par ce qu'il est convenu d'appeler la ruée vers « *La Nation la plus attractive* » de l'Union, des populations nomades de l'Europe de l'Est (principalement Bulgarie, Ukraine, Biélorussie, Hongrie, Roumanie, Tchécoslovaquie, ex-Yougoslavie). Celles-ci sont composées de groupes raciaux différents : les *Rom*, Manouches, Gitans ou Gypsies et même Yéniches.

La France est la nation qui paiera le plus cher l'ouverture de ses frontières. Les statistiques comparées du chômage dans l'Union en font foi. À niveau de prospérité comparable, le rapport des sans-emploi à la population active de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas et d'Autriche s'établit respectivement pour 1997 à 7,5, 6,5 et 6,8 %, alors que la France ne parvient pas à faire baisser le sien au-dessous de 12 %. Un chiffre pourtant obtenu au terme de laborieuses triturations. Les brosses à reluire de nos « *valeurs républicaines* » se satisfont de cette médiocre performance en se réjouissant de celle de l'Allemagne vertueuse qui pleure les records de ses *années glorieuses*. Passée de seulement 6,8 % en 1988 à 10 % neuf ans après la chute du mur de Berlin, la RFA récolte en réalité les fruits amers de l'unification : la prise en charge sur son budget des millions de travailleurs réduits au chômage par l'obsolescence et la gestion communiste de l'économie de la RDA. Un passage difficile conjuguant à la fois l'indigestion de l'épineux héritage de la RDA^[1] et la réparation des séquelles de la guerre. Mais l'Allemagne laborieuse ne manquera sûrement pas de s'en tirer à son avantage avant le terme de la prochaine décennie. Avec l'Euro, ses solides structures, son implantation internationale, le dynamisme de sa culture économique, son syndicalisme intelligent, sa grande image de marque industrielle, ses grands noms – AEG, Bayer, BMW, Dornier, Daimler-Benz, Grundig, Hoechst, Krupp, Messerschmidt, Porsche, Siemens, Thyssen, Volkswagen, etc. – une province de l'Est récupérée, le vaste hinterland d'Europe centrale à ses pieds et la réputation de sérieux et de qualité qu'elle doit à son inaltérable *attachement aux valeurs fortes*, l'Allemagne disposera au XXI^e siècle d'atouts majeurs pour gérer le passage à une économie sans frontières^[2]. Grâce à sa réputation, elle figurera plus qu'honorablement dans la guerre de marchands qui opposera sur le théâtre économique des pays émergents, la zone Euro dont elle sera le pilier et la zone dollar dominée par les USA. C'est là, en direction de l'ouest, que le centre de gravité mondial se sera insensiblement déplacé d'abord de la Méditerranée à l'Atlantique, puis de l'Atlantique au Pacifique. Soumise comme est l'est à la pression de plus en plus forte des productions étrangères et à l'assaut de ses frontières par la multitude en provenance du tiers-monde et des déshérités de l'Europe de l'Est, on n'ose imaginer par contre le type de société que la République française nous prépare pour le siècle prochain.

L'industrie française sinistrée

Où en sera la France dans le triste état où elle se trouve ? Figée périodiquement par l'alternance électorale, corrompue par les égoïsmes corporatistes, minée par le socialisme et ses lobbies pourrisseurs, saignée par l'Etat providence, ponctionnée par une immigration qui, par son importance et sa nature, dépasse de trop loin ses capacités d'absorption et d'assimilation, aura-t-elle assez d'énergie pour faire face aux défis du siècle prochain ? À investir massivement dans le créneau où seules les grandes puissances ont les moyens de s'aventurer – la haute technologie de prestige ou à rendement différé -, elle a négligé le marché non subventionné des produits de grande consommation à profitabilité immédiate et pourvoyeuse d'emplois. Un marché où, plus pragmatique, l'Italie excelle, qui n'a ni *Concorde* ni *Ariane* ni armement atomique, mais dont la balance commerciale avec la France est créditrice. Il en est de même par ordre décroissant de ses échanges *créditeurs* avec l'Allemagne, le Japon, les USA, le Benelux, l'URSS, le Brésil, etc. L'Italie a peu à craindre du libre-échange en raison de la modicité relative de son coût social, de son opportunisme, de son génie créateur et de

1 — Dont la possibilité d'échange au pair jusqu'à 4 000 Mark-Est par personne.

2 — À la condition qu'elle sacrifiât le moins possible de ses *vertus germaniques* traditionnelles au souci de paraître une élève assidue de la sociale-démocratie.

son économie souterraine. Au total elle est mieux armée pour la compétition internationale grâce à la souplesse que lui offrent ses marges de négociation !

La France en revanche n'a plus grand-chose à abandonner à la concurrence. Le haut de gamme de son industrie automobile s'est volatilisé : *Delage, Delahaye, Talbot, Bugatti, Hotchkiss, Panhard* ne sont plus pour la France qu'un souvenir nostalgique. Si le statut d'entreprise publique est pour beaucoup dans la répudiation de Renault par les Suédois pourtant connaisseurs en socialisme, l'entreprise Volvo ne voyait-elle pas dans ce mariage une mésalliance avec « *un constructeur de petites voitures* » comme ils l'appellent ? Vu du côté suédois, le rapport de Volvo à Renault c'était celui d'une marque prestigieuse avec un bas de gamme, comme l'aurait été avant-guerre celui de Delage avec Renault, Peugeot ou Citroën. L'Italie (*Ferrari, Lamborghini, Lancia, Alfa-Roméo, Maserati*), l'Allemagne (*BMW, Mercedes, Porsche, Mann*), la Suède (*Saab, Scania et Volvo*) ont su par contre sauvegarder^[1] leurs grandes marques. Fers de lance de la pénétration automobile de ces pays sur le marché mondial, ces productions de haut de gamme sont aussi leurs meilleurs ambassadeurs. Cinquante ans après la fin des hostilités, la France n'a toujours pas retrouvé la part qu'elle avait conquise avant-guerre sur le marché des grosses cylindrées, celui dont la marge est la plus élevée. De surcroît, il y a en France deux fois plus de véhicules étrangers qu'en Allemagne et en Italie, et la disproportion^[2] perdure toutes catégories confondues.

Nous ne savons même plus construire de motocyclettes, une industrie totalement sinistrée après la disparition de *Terrot* et *Gnome-Rhône*^[3]. Avant-guerre, elle rivalisait avec la concurrence étrangère et subvenait entièrement aux besoins de l'armée et des forces de sécurité. *Norton* et *Triumph* ont survécu en Grande-Bretagne. Les marques italiennes *Ducati, Verghera, Guzzi, Caviga, Piaggio, Aprilia* et *Gilera* (un fournisseur de l'armée française) pourvoient à leur marché national et font bonne figure dans les courses célèbres. *BMW* équipe notre police, *Zundapp* (Autriche) fait fureur en motocross et pour finir l'américaine *Harley-Davidson* et les Japonaises (*Honda, Yamaha, Suzuki, Kawasaki*) monopolisent le marché civil français des *gros-cubes*.

Pays précurseur en techniques optiques et photographiques où sont nés *Niepce, Daguerre, Arago* et *Belin*, et disposant avec *Angénieux* d'un fabricant de foyers de très grande réputation, la France n'a pas su se créer la place qui eût pu être prépondérante dans une industrie de matériel photographique et de *surfaces sensibles* dont le chiffre d'affaires mondial atteint le chiffre astronomique de 300 milliards de francs.

Avant-guerre, la France avait l'industrie d'aviation la plus prestigieuse, où s'illustrèrent les grands pionniers que furent *Amiot, Bloch, Bréguet, Caudron, Dewoitine, Farman, Latécoère, Morane, Potez, etc.* Symbole du dynamisme extraordinaire de notre construction aéronautique, ces différentes marques portaient les noms de leurs créateurs. Depuis, à d'insignifiantes exceptions près, l'Etat a pratiquement tout absorbé, faisant porter l'énorme charge par le contribuable et lui faisant assumer tous les risques de cette industrie. Ex-*Bloch*,

1 — Avec difficulté en ce qui concerne la Grande-Bretagne (*Rolls-Royce, Bentley, Aston-Martin, Jaguar*), tandis qu'aux dernières nouvelles (2009), l'industrie automobile suédoise s'effondre. La marque *Saab* ferme ses portes et *Volvo* précédemment vendue à *Ford* serait rachetée par *Geely*, un groupe chinois de sous-traitance peu connu sur le marché international. A suivre.

2 — En 1988, nous avons importé pour 53 milliards de francs de voitures particulières contre 62 milliards exportés, un solde créditeur qui menace de disparaître lorsque les quotas d'importation seront supprimés.

3 — C'est sur une *Yacco Gnome-Rhône* qu'en 1939 des officiers français ont battu le record du monde de vitesse sur grande distance : 50 000 km en 19 jours à la moyenne de 110 km heure. *Gnome-Rhône* construisait aussi des moteurs d'avion.

Dassault qui après-guerre avait hérité à lui seul du destin de notre aviation militaire, a été nationalisé^[1]. L'Aérospatiale (*Concorde*, *Transall*, ATR^[2], hélicoptères *Alouette*, *Puma*, *Fre-lon*)... ne vit que sur les apports de l'Etat. Il en est de même pour Airbus industrie, autre GIE constitué par Aérospatiale (38 %), Deutsche Airbus (38 %), British Aerospace (20 %), l'Espagnol Casa (4 %) et la Snecma. Seuls ont survécu à la boulimie étatique *Turbomeca*, les « *Avions Pierre Robin* » et « *Reims Aviation* », constructeurs d'avions de tourisme et d'affaires, ce dernier ne devant d'ailleurs sa survie qu'à de la sous-traitance pour Dassault, l'Aérospatiale et Airbus industrie.

L'industrie textile et d'habillement, jadis éclatante de santé, a été mise en pièces par les importations étrangères. Elle survit dans des ateliers clandestins à main-d'œuvre pakistanaise, turque, chinoise ou srilankaise sur la marge de prestige tirée de la sous-traitance en séries limitées de quelques grandes marques. Jadis le prestigieux Boussac, maintenant le Sentier de Biderman, Weil, Weinberg, etc.

Des pans entiers de notre industrie autrefois florissante sont tombés. Certes, notre industrie agro-alimentaire a beaucoup progressé. Mais il faut malheureusement constater que presque partout ailleurs le niveau de pénétration des produits étrangers frôle la barre des 50 %. Il la dépasse maintenant et ne cesse de progresser dans de très nombreux secteurs (automobiles, articles de sport, camping, faïences, électronique, coutellerie, céramique, outillage, électroménager, bateaux, instruments de musique^[3], jeux vidéo, jouets, soieries, bonneterie, etc.).

Dans l'immédiat après-guerre, notre industrie mise en sommeil par quatre années d'occupation tenta de saisir l'opportunité de relancer les activités d'une industrie appelée à un grand avenir dans la fabrication de matériel de grande consommation en rapport avec *l'image* : appareils photographiques, caméras, appareils de projection modernes, *surfaces sensibles*, etc. Mais de *petits moyens* submergés par la concurrence internationale de pays que la guerre avait préparés à l'économie de paix (Etats-Unis, Japon, Allemagne), enrayèrent d'emblée l'essor de cette industrie en voie d'épanouissement prometteur avant-guerre.

L'indice de pénétration de notre marché d'armes de chasse, de tir et de poing excède même les 75 %. Nos grandes marques de notoriété internationale (*Darne*, *Granger*, *Gastine* – *Renette* et fusils sur mesure) sont supplantées par les productions allemande, anglaise et italienne.

Et citons pour conclure le marasme qui touche notre industrie d'armement de guerre, vitrine prestigieuse de la technologie française dans les années 60 et 70. Elle plie et s'efface dangereusement sous les coups de la braderie de l'arsenal soviétique, des productions ultra performantes exposées à la face du monde par les USA sur le champ de tir irakien intitulé « *tempête du désert !* » et des nouveaux venus sur ce marché que sont le Brésil, la Chine, Israël et même l'Afrique du Sud.

Il fut un temps aussi où dans le monde entier on se disputait les cabines de nos merveilleux paquebots. Un temps où le *Normandie* puis le *France*, vitrines flottantes de notre génie national, sillonnaient fièrement l'océan Atlantique du Havre à New York. Ils étaient les plus grands, les plus beaux, les plus rapides, nos ambassadeurs les plus admirables. Nous

1 — Bien que minoritaire avec seulement 45,76 % du capital, l'Etat dispose de 50 % des droits de vote, certaines de ses actions bénéficiant du double de voix.

2 — Groupement d'intérêt économique (GIE) franco-italien 50/50.

3 — Prenons l'industrie du piano par exemple. La production française est tombée de 30 000 en 1939 (*Pleyel*, *Erard*, *Gaveau* et *Klein*) à environ 10 000 unités en 1992 (*Rameau*). À elle seule la Corée du Sud en a vendu 240 000 dans la même année.

n'avons pas su prendre le tournant qui s'imposait dans l'après-guerre en nous équipant pour participer à l'essor prodigieux du tourisme de croisière. Si bien qu'après le lâche abandon du *France*^[1] à des *gargotiers*, il ne reste plus de notre grande flotte de transport de voyageurs qu'un pitoyable *Mermoz*, offense au nom qu'il porte et depuis longtemps surclassé par les dizaines de navires modernes qui, sous les pavillons italien, norvégien, grec, russe et bientôt américain monopolisent désormais cette activité lucrative.

Comment ne pas se sentir frustrés d'un tel dénuement alors que « *Exception* » française supplémentaire, nous disposons de chantiers navals dont l'excellence est de réputation mondiale. Aucun pays au monde ne peut prétendre à un savoir-faire comparable dans la construction de paquebots de luxe. Nos *Chantiers de l'Atlantique* (Penhoët) ont lancé 78 paquebots de 1864 à 1997. Nous citerons pour mémoire les plus prestigieux d'entre eux qui flottèrent sous pavillon français : *Le France* lancé en 1912 (45 000 T, 1 900 passagers, vitesse de 24 nœuds), *L'Île de France* lancé en 1927 (44 000 T, 1 750 passagers) et le plus renommé d'entre eux, le *Normandie* inauguré en 1935 (314 mètres de long par 37 mètres de large, 79 000 T, 1 970 passagers) et paquebot le plus rapide du monde à cette date avec sa vitesse *moyenne* de 30 nœuds sur le trajet Le Havre-New York. Enfin le deuxième *France* déjà nommé.

La France n'a certes pas perdu sur tous les plans. Grâce à son génie propre, mais aussi il faut le reconnaître à l'intervention déterminante de l'initiative publique dans l'effort de reconstruction d'après-guerre, elle a su s'implanter sur des créneaux spectaculaires de très haute technologie : l'industrie spatiale, l'aéronautique, le software informatique, les télécommunications, le TGV, certains matériels et équipements militaires, les grandes entreprises de travaux publics, le nucléaire. En attendant que l'initiative privée ne dispose des ressources actuellement stérilisées par l'Etat providence pour créer de nouvelles richesses, notre pays demeurera condamné à une sorte de *fuite en avant* technologique du produit à valeur ajoutée maximale dans les créneaux les plus difficiles à conquérir sur les marchés des jeunes nations industrielles. Et c'est d'arrache-pied qu'il devra défendre les nombreux métiers dans lesquels il excelle et s'est acquis une notoriété mondiale, comme la haute couture^[2] et l'industrie de luxe durement frappées par la contrefaçon. Conjuguée à l'effort d'ajustement vital à l'économie de libre-échange, sa spécialisation sur des activités à fort contenu de matière grise, se traduira toutefois par une double distorsion sur le marché du travail : une demande difficile à satisfaire en personnel de haut niveau et un trop plein *encombrant* de main-d'œuvre non qualifiée.

Dans sa « *Recherche sur la nature et la cause de la richesse des Nations* », la grande idée d'Adam Smith consistait à recommander la « *division du travail* ». Autrement dit à la

1 — Inauguré en 1962, 70 000 T, 1 800 passagers ; vitesse 34 nœuds (Record du monde). Une « *vic-toire sociale* » de plus à mettre à l'actif de la CGT et du PCF. Représentatif de ce que la France est capable de réaliser de plus accompli et luxueux en matière de construction navale, le « *France* », lancé le 11/05/1960, fut désarmé le 30/10/74. La fin pitoyable de ce navire est un exemple saisissant de l'inadaptation de notre société et plus spécialement des organismes représentatifs du monde du travail aux exigences d'une économie mondiale marquée par l'intensification de la concurrence. Son exploitation dut en effet cesser faute de rentabilité. La Compagnie Générale Transatlantique ne put faire admettre par les syndicats la possibilité – entre autres dispositions – d'embarquer sur ses paquebots du personnel étranger destiné aux postes de travail subalternes et ne nécessitant aucune spécialisation particulière. Une répartition du travail devenue la règle dans l'exploitation des flottes de navires de croisière partout dans le monde. Le drame du *France* est à l'origine du naufrage de notre grande flotte de paquebots, luxueux et seigneurs des mers.

2 — Serrée de près par la concurrence italienne (*Versace*, etc.) qui s'étend maintenant au marché des parfums.

spécialisation des nations dans des productions et activités propres à leurs génies respectifs. Ce concept s'applique moins aux grandes nations industrielles du XX^e siècle. La santé économique se mesurant à l'aune du niveau d'emploi et du bilan des échanges internationaux, elles ont le privilège inestimable de pouvoir pousser les feux de leur activité industrielle au-delà des limites prescrites par la sacro-sainte théorie de la « *division du travail* ». Car elles ont en commun la capacité financière, le *savoir-faire* et la flexibilité de l'emploi qui les autorisent à ne négliger pratiquement aucune ligne de production répondant à leurs paramètres de faisabilité.

C'était un peu le cas de la France en 1944. Libérée, elle aurait pu repartir du « *niveau zéro* » vers la reconquête d'une puissance momentanément évanouie. Mais elle a fait les plus mauvais choix. En politique, celui de la vengeance, suivi du retour prématuré de la République ; une IV^e trimbalant avec elle les mœurs politiques corrompues de feu la III^e. En économie, une reconstruction qui négligea de consacrer une part substantielle de son effort de réanimation de la production des matériels, machines et équipements de grande consommation, dont en 1940 la France maîtrisait la technologie. C'est en définitive un véritable phénomène de paupérisation industrielle dont nos gouvernements se sont rendus coupables depuis *la libération*, en condamnant à l'extinction un ensemble d'activités industrielles qui contribuaient à elles seules à l'essentiel de notre puissance économique.

XXII

LE FRONT NATIONAL UNE OCCASION MANQUÉE

« Ne crains pas d'avancer lentement,
crains seulement de t'arrêter. »

CONFUCIUS

Août 1944. Le Général de Gaulle se dirige vers Paris. On l'imaginait assailli par mille préoccupations et sentiments variés où dominait la jubilation secrète d'accéder bientôt au pouvoir qui s'annonçait absolu. Mais qu'attendait-on de lui ? Qu'il songeât surtout à une obligation impérieuse. La *réconciliation* des Français. Un peuple profondément marqué par les stigmates d'un siècle et demi de guerres civiles européennes et de conflits planétaires s'enchaînant les uns aux autres depuis notre « *Grande Révolution* ». Ce même peuple écartelé de nouveau par sa bipolarisation autour de deux pouvoirs distincts qu'une défaite écrasante et quatre années d'occupation étrangère avaient dressés l'un contre l'autre.

L'élimination d'une bande de malfrats de la pègre française enrôlés dans le terrorisme crapuleux du 93 rue Lauriston sous l'uniforme gestapiste, n'a pas suffi à faire pardonner *l'épuration* gaulliste : la France mise en coupe réglée par ses exécuteurs de hautes œuvres, les « *francs tueurs partisans* » (FTP) traquant dans nos campagnes leurs « *ennemis de classe* » faucille et marteau à la main.

En guise de réconciliation, le Gaullisme n'a fait qu'exacerber les antagonismes latents dans notre corps social depuis l'expérimentation de la guillotine sur l'élite de la Nation. Cruelle *désillusion* d'une IV^e République livrée au communisme, puis tour à tour déshonorée par la trahison des « *rouges* » et des « *porte-valises* », pendant les guerres d'Indochine et d'Algérie. Une flétrissure supplémentaire par l'exode de millions de Français viscéralement attachés à la terre qu'ils avaient fécondée.

Faute d'un pouvoir fort qu'appelait de ses vœux la France profonde, un cortège ininterrompu d'événements tragiques et de convulsions intestines a prématurément accouché d'une République impuissante à relever le défi de forces politiques, syndicales, associatives et *occultes* vouées à son avilissement. Elles eurent en commun l'aversion de tout ce qui est bon pour la France. Ce qui devait fatalement aboutir à une réaction politique inverse et de même intensité. Mais espérance gâchée de tout un peuple comme nous nous proposons de l'exposer dans ce qui suit.

Un départ fulgurant

« Quand tu lances la flèche de la
vérité, trempe-là dans le miel. »

PROVERBE ARABE

La démocratie « à la Française » n'inspirait toujours que des dithyrambes aux « *communicateurs* », quand survint un certain J.-M. Le Pen. Dans des harangues enflammées, il s'en prit en bloc à la démission de ses ministres et aux infirmités du système qu'ils façonnaient à leur image. En se proposant de mettre un terme au déclin de la Nation, il s'attira d'emblée un immense succès d'audience. Sa première prestation télévisée à « *L'Heure de Vérité* » en 1984, suivie de la belle performance de son mouvement aux élections européennes^[1], arrachèrent brusquement les crocodiles du marigot parlementaire à leur tranquille digestion. À l'enseigne du grand « *architecte* »^[2], le menu quotidien c'était la France. Surprises en plein repas, imaginez l'émotion des « *longues barbes* » s'employant à organiser notre décrépitude. Placée au dernier plan de leurs préoccupations, l'apologie des vertus d'antan ne s'était pas entendue depuis le retour de la République. Ce discours faisait mouche. La droite authentique tant vilipendée depuis la « *libération* » était de retour. Une voie impériale s'ouvrait devant le Front National.

La réaction immédiate des plumes et des voix serviles fut de minimiser les chances des nouveaux venus : quelques « *fachistes* » aigris, un « *nouveau poujadisme* », des « *protestataires* », « *l'aventure* », des « *populistes* », un « *ras le bol conjoncturel sans lendemain* » etc. L'effet de surprise dissipé, les premiers sondages d'opinion firent converger sur eux le tir groupé des mandarins de la République et les foudres de nos media, bras séculier des religions d'Etat.

Mais la guerre déclarée par cette formidable coalition n'aurait pu contrarier la folle espérance levée dans l'opinion par le tribun Le Pen, sans le grain qu'il lui donna à moudre : les philippiques véhémentes^[3], le sarcasme décapant, une intransigeance passée de mode, l'irrévérence envers les tabous. Au total une personnalité hors du commun certes, mais qui se prêtait à l'analogie caricaturale. Ce dont ne manquèrent pas de tirer parti les courroies de transmission des adulateurs de « *l'ordre nouveau* ». Puis un certain « *détail* »^[4] mit le feu aux poudres, suivi de près par le retentissant jeu de mots^[5]. Ce fut un cadeau inespéré pour la classe politico-médiatique aussitôt plongée dans une intense jubilation. Le Pen venait de lui offrir un thème de contre-propagande *inusable*. Elle se mit aussitôt à l'exploiter frénétiquement pour barrer la route à l'intrus. Ce fut alors la mobilisation générale du ban et de l'arrière-ban des mandarins et des agités bien en cour de la galaxie républicaine : haut clergé, lobbies confessionnels et des communautés ethniques, vénérables maçons, entreprises dépendantes du pouvoir, sous-marins « *mogols* » de l'industrie et de la haute finance, syndicats politisés, vedettes « *littéraires* » et du « *show-biz* », tout ce beau monde fertilisé par le compost *Droitdlhommien*. Courants, sensibilités et organismes disparates mais solidement

1 — 17/06/84. 2 262 000 voix et 11,24 % des suffrages exprimés.

2 — Le « *Cercle Républicain* », avenue de l'Opéra.

3 — Pourtant justifiées par une réalité politique française outrepassant et de loin ce que l'orateur le plus violent pouvait en dire. Mais mal accordées à l'air du temps.

4 — Venant d'un baron du système, cette « *gaffe* » aurait-elle été entendue ?

5 — « *Durafour crématore* ».

fédérés par la détestation partagée de la contrainte, de l'ordre et de la fierté patriotique. Immense pouvoir relayé par la douce sérénade des médiocrates et de leurs invités du micro et de la lucarne. Un jeu d'enfant pour une telle coalition que de composer à Le Pen l'image d'un tortionnaire en puissance.

On n'atteint pas le PC en criblant Hue de flèches. C'est en revanche une panacée pour les ennemis jurés de la Droite nationale de porter atteinte à ses idées en concentrant leurs tirs sur le leader (autoproclamé) de l'organisation censée la représenter. Le Pen ne s'est-il pas efforcé de l'identifier à sa propre personne ?^[1]

Les agressions n'épargnent pas non plus les militants que leur leader expose à la même abomination. Il faut beaucoup de courage et d'abnégation en ce moment pour s'engager dans le combat *National*. Et spécialement dans ces jungles suburbaines où se distille la lie de l'immigration. En affichant aux « *Minguettes* » le sigle FN, c'est votre vie que vous exposez. Que ce soit au « *Val Fourré* » ou dans le Cantal, vous porterez la croix de l'exclu. Rien d'étonnant en V^e République. Vous aurez fait le choix d'un idéal harcelé avec tant de haine que son bulletin brûle les doigts, même dans le secret de l'isoloir.

Plus de 85 Français sur 100^[2] vivent paisiblement leur choix politique. Ils peuvent arborer sans crainte leur insigne et jouir d'une déférence unanime. À l'exception de la « *flamme* ». Emblèmes racoleurs de la « *Droite couchée* », la Croix de Lorraine et l'affreux bonnet phrygien, sont eux des produits qui rapportent. Deux leurres efficaces dont la propriété est de ferrer toutes les espèces de poissons. On ne se dispute pas la casaque de la *Droite nationale*, parce qu'elle a de belles idées. À l'inverse, le *néo-gaullo-coco-socialisme* déborde lui de postulants à la *mangeoire* ; mais il n'a pas d'idées. Et ne fait que des promesses jamais tenues. Si bien que cinquante ans plus tard en guise de projet politique, il passe son temps à exorciser le démon lepéniste en célébrant à tout propos le culte de la « *mémoire* ». Ces heures effectivement « *les plus sombres de notre histoire* » qu'on a imputées à un bouc émissaire, en effaçant de nos souvenirs l'irresponsabilité criminelle de ceux qui en furent la cause.

Malgré la persécution dont l'organisation lepéniste est l'objet, ses adeptes continuent à se multiplier. Les thèmes martelés par J-M. Le Pen d'un bout à l'autre de l'hexagone ne cessent d'élargir son électorat en fonction directe de la décomposition nationale. Un soutien qui lui permet de resurgir de ses disgrâces momentanées. Il tenait donc à peu de chose que le Front National ne s'affirmât comme un sérieux « *cactus* » de la « *bande des quatre* ». Au spectacle de foules frémissantes venues acclamer leur messie, on aurait juré qu'elles finiraient par constituer la « *masse critique* » capable d'enfoncer les portes du pouvoir.

Mais comme il en est d'un moteur qui cale subitement dans la côte, le mouvement se figea dans sa progression. Tout au moins ne parvint-il pas à atteindre la « *minorité de blocage* » tant espérée. Cruel paradoxe d'un projet salutaire qu'une société en danger se montre si réticente à adopter, alors que sa décrépitude ne cesse de s'accroître. Faudra-t-il attendre l'irréparable pour qu'en fin de compte elle se décide à réagir ?

Les faits sont là. La résistance désespérée des forces dont les caïmans de la Répu-

1 — La Droite Nationale en subira longtemps les conséquences.

2 — Exemple législatives des 25/5 – 01/6 – 1997 (1^{er} tour)

Inscrits.....	39 200 000	
Votants	26 600 000	
<i>Suffrages exprimés...</i>	25 300 000	100 %
Front National	3 800 000	15 %
.....	85 %

blique disposent chez ses complices traditionnels s'est organisée pour endiguer ce qui promettait de se transformer en raz-de-marée. Elle a trouvé dans le peuple français et son allergie aux préceptes d'ordre et de rigueur un milieu favorable à l'« *anti-lepénisme* ». Un succès puissamment aidé par les propres faiblesses du Front national.

Le négatif

« Qui fait l'âne, ne doit pas s'étonner
que les autres lui montent dessus. »

Le Front National est une structure monolithique affectée par un processus de pétrification. Un modèle d'organisation trop souvent caractérisé par l'enracinement de personnages potiches. Caractéristique commune à tout pouvoir despotique, il lui arrive souvent d'être sinistré par d'inaffables rois *fainéants*. Dans le fief le plus représentatif de cette particularité, on ne se grandit pas pour avoir beaucoup fait, mais pour avoir fulminé dans l'organe départemental. Et s'être abstenu de la moindre initiative valorisante pour l'organisation. Polarisé de ce fait sur l'obsession du passé et la caricature du présent plutôt que sur la préfiguration de ce que le mouvement se propose de réformer, sa crédibilité n'a cessé de s'émousser. L'échec social de ceux dont le délégué local s'entoure, a pour effet de dissuader quantité de *bien pensants* qui, sans cette vitrine dissuasive, auraient spontanément rejoint le combat de la Droite nationale. Ce qui ne surprendra pas ceux qui connaissent l'étendue du sien. Comme si il émargeait à la CGT, il range ceux qui ont réussi dans la catégorie des « *Bourges* » ; qu'il exècre pour n'avoir pu s'élever comme eux dans la sphère privée. Dans sa vision réductrice de la société industrielle, il englobe sous ce vocable méprisant tous les nababs qui vivent des revenus de leur travail.

La faveur de l'apparatchik ne tient pas à ses résultats – qu'il enjolivera dans des rapports de routine que personne ne lira – mais aux qualités que l'instance suprême lui aura attribuées une fois pour toutes en l'adoubant. Si par l'heureuse certitude d'un score acquis d'avance à la proportionnelle le premier de liste est élu, le voici devenu intouchable et *Président perpétuel*. Les Régionales sont sa spécialité. Devenues simple formalité le premier mandat acquis. Les apparitions médiatiques aussi rares fussent-elles des ténors du mouvement suffiront bien par la suite à lui assurer le renouvellement de son mandat. Alors à quoi bon faire campagne ? Ne risquerait-il pas de s'aliéner ainsi le parti de rechange ? Que Dieu bénisse cette proportionnelle ! Les militants peu rancuniers en feront toujours passer un et ce sera lui. Incrusté comme il l'est dans son fromage électif, nanti par la grâce du seigneur d'une immuable prééminence dans l'ordre fédéral, l'arriviste madré s'emploiera en toute priorité à débayer le terrain. À purger son entourage de concurrents éventuels et à en fermer l'accès à toutes les compétences, il déploiera par contre un zèle surprenant.

On pardonnera plus volontiers son absence totale de conviction au politicien chevronné qu'à l'imposture de cet histrion se donnant l'air d'avoir choisi son camp comme on entre dans les ordres. Alors qu'il y flairait l'odeur d'une bonne soupe assurée. Ce n'est pas là un cas isolé dans la structure d'une formation politique que l'« *Exception* » française n'a pas non plus épargnée.

Vous trouverez souvent au premier rang de l'idolâtrie FN le personnage pittoresque qui prend à son compte la destinée du mouvement. Il se drape dans un engagement qui remonte aux temps héroïques de la confidentialité politique. Au-dedans comme au-dehors,

personne n'osera l'inquiéter. Comme s'il s'agissait d'une espèce protégée. Il s'est détaché de la plèbe militante pour bénéficier d'une audience indéfectible auprès du grand chef dont il fut l'un des premiers adulateurs. Et il se distingue dans la faune politique locale par son excentricité, en ce sens que spontanément, sans mandat de quiconque, il s'est autoproclamé éminence grise du mouvement. Il cultive cette particularité consistant à n'apparaître sur la scène politique que le temps d'un scrutin. C'est l'occasion pour lui d'une véritable renaissance. Elle l'anime soudain de cette intense fébrilité que tout nemrod ressent à l'approche de l'ouverture de la chasse. Par son agitation en campagne, il a éclipsé depuis qu'elle est entrée en lice, tous les bons candidats locaux de la Droite nationale. En les desservant avec une égale efficacité. Car les électeurs du coin ont fait de cet ancien combattant des joutes électorales un sujet de grosse plaisanterie. À tel point que dès l'apparition des premières affiches, ils guettent avec une joie à peine contenue son inévitable visite rituelle. Car il marquera son passage par le souvenir impérissable d'une version délirante des thèmes classiques du mouvement. Toujours les mêmes boniments, le même itinéraire et les mêmes électeurs présumés qui se gardent bien de lui dire pour qui ils voteront. Même en complétant sa tournée rituelle par la chasse téléphonique au candidat, il n'est jamais parvenu à débusquer le moindre lièvre qui ne souffrît de myxomatose.

Le mauvais choix d'un certain nombre de mandarins de province explique par leur inaptitude à retenir les uns et attirer les autres, l'insuccès du FN dans les terres que l'immigration sauvage n'a pas encore brûlées. La forte progression qu'il enregistre ailleurs et l'attention prioritaire qu'il y consacre, le sont au détriment de larges espaces laissés en friche parce que plus difficiles à labourer. Or c'est là, au cœur du Paris révolutionnaire, à l'Ouest, au Centre et dans le Sud-Ouest « *modéré* »^[1] par sa richesse touristique, agricole, vinicole et forestière, que se situeront les plus fortes résistances à ses idées.

La parole déléguée trop libéralement à de piètres relais, ternit l'image du mouvement par le radicalisme primaire, l'analyse réductrice, le passéisme sénescant et parfois même la teneur ubuesque du discours. Une simplification caricaturale du débat politique aux effets désastreux dans l'opinion du microcosme fédéral.

Ajoutés les uns aux autres, tels sont les stigmates attristants d'un dénuement profond du mouvement en capacité de recrutement et d'encadrement. Et il faut y ajouter la condition serve du militant engagé. Taillable et corvéable à merci, il est continuellement sollicité. Il cotise, on le tape en toute occasion, il affiche, distribue les tracts, prend des coups, organise les réunions et en assure la sécurité, etc. Bien que dépendant beaucoup plus que ses concurrents et adversaires politiques de la générosité et disponibilité de sa base, le FN ne lui montre pas toujours sa reconnaissance par un surcroît de considération. D'autant qu'il faut beaucoup de courage et d'abnégation pour y militer. Spécialement en cette France suburbaine où s'entasse l'invasion qui secrète la subversion. Et mange du Le Pen à tous ses repas.

NÉPOTISME, CAPORALISME, PROSTERNATION OBLIGATOIRE sont au Front National les trois piliers d'un dispositif de type féodal à trois niveaux.

Au sommet, le *Calife* entouré du cercle familial, de son *grand vizir* (le secrétaire général), de ses favoris et favorites, avec en tête les « *hauts-parleurs* ». C'est dans ce groupe rapproché qu'il désigne ses futurs envoyés au Parlement Européen, distinction financière – ô combien convoitée – plutôt qu'honorifique. Promesse à chacun d'une sinécure si juteuse qu'elle fera de leur immense gratitude, les « *muets du sérail* ».

À la base, le militant. Suivant le cas *janissaire afficheur* des banlieues chaudes, garde du corps préposé au service d'ordre, ou *manant* de corvées juste bon à répondre aux appels

1 — Irrévérencieusement affublé du surnom de « *cassoulet* ».

de fonds et à tendre « *le drapeau* » à la sortie des messes patriotiques.

Entre les deux niveaux, le suzerain local, sorte de *fermier général* en liaison directe avec le haut. Écran opaque conçu pour l'interception de toute velléité de recours à l'arbitrage de l'inaccessible instance suprême.

En somme une organisation qui ne tient qu'à la personnalité hors du commun d'un seul homme exerçant un pouvoir totalitaire. Un acteur de grand talent dans le rôle du renard dans le poulailler. Démolisseur aussi doué par le verbe que par la manœuvre. Mais un modèle qui ne lui survivra pas. Car la conjugaison de certains dérapages verbaux^[1], d'une gestion discutable de l'appareil et d'une réputation ternie par le *clanisme* et l'absolutisme, exclut qu'il puisse représenter durablement une Droite nationale prédestinée à la réhabilitation en profondeur de la Nation.

Indigence de la communication

De même qu'un projet commercial ne peut se passer de publicité, une ambition politique a peu de chances d'aboutir sans « *communication* » couvrant l'espace national. Or, face à une presse et un audiovisuel solidaires du *système* et respectueux de ses *tabous*, la droite contestataire se trouve sans voix, coupée de sa liaison avec le peuple. Sur les ondes, *radio-courtoisie* n'est qu'un faible murmure noyé dans le tintamarre télévisuel et radiophonique unanimement acquis à « *l'adoration du Veau d'or* »^[2] qu'elle combat. Sur les plateaux de télévision on n'invite Le Pen que pour le faire sortir de ses gonds et l'embourber dans l'« *immigration* ». Les diverses sensibilités de la vraie droite ont bien tenté d'échapper à leur ghetto intellectuel. L'ayant fait en ordre dispersé, elles manquent toujours d'un support écrit qui dépasse le stade de la confidentialité. Des échecs répétés qu'elle doit à une présentation peu engageante genre *tabloïd* à sensation. Des textes où l'empressement à servir la cause nuit à la force de persuasion et l'éparpillement de l'effort à la *puissance de frappe*.

C'est une constante dans l'histoire de la République que l'affaiblissement de la Droite de conviction par sa dispersion. Les dérives consternantes de notre modèle démocratique ont fourni à ses leaders autant de prétextes à se différencier. D'où la constitution en leur sein d'une diversité de tendances se prévalant plutôt de leurs particularismes que de leurs convergences. Une aubaine pour les politiciens professionnels du club républicain lotis de leur côté d'un monopole souverain de la communication « *antinationale* ».

Percer le mur de désinformation qui étouffe la Droite nationale, et celui-ci n'a cessé de s'épaissir, exigeait donc du front qu'il disposât moins d'un organe de parti que d'une publication hebdomadaire réunissant sur un titre unique les meilleures signatures du journalisme national. Tirant la leçon de l'expérience passée, il se serait gardé de gaver son électorat d'un recours excessif au « *fait divers* » de *banlieue*. Le message politique aurait été d'autant mieux perçu s'il avait été administré à faibles doses. Enrobé d'un simple excipient pour mieux en assurer l'absorption. Le malade est fragile et peu réactif. C'est la formule à *libération prolongée* qui lui convient. Et il la tolérerait mieux si on la noyait dans une variété de rubriques informatives et divertissantes couvrant le spectre le plus large possible des centres d'intérêt du lectorat citoyen. Une rédaction libre et non subventionnée comme celle de la *grande presse nationale*. Thérapie douce pour patients longtemps exposés à des radiations nocives. Endoctrination de type quasi-subliminal pour sujets ramollis par le *Droitdlhommisme*.

1 — Dont on se demande si parfois ils ne sont pas pour JMLP un moyen de faire parler de lui.

2 — Le culte de la richesse, par allusion à l'idole que les Hébreux adorèrent au pied du Sinaï (par extension, allusion au pouvoir omniprésent du « *politiquement correct* »).

Perspective enthousiasmante certes, mais que conditionne la réponse au problème central. Comment financer le projet ? Ce qui nous ramène à la plus sordide de nos « *Exceptions* ». Celle de ces immenses fortunes ne s'intéressant au sort de leur pays qu'à raison de ce qu'il leur rapporte. *Seules pourtant à avoir les moyens de le sauver*. Mais n'attendant aucun privilège particulier des prescriptions sévères de la vraie droite, elles n'ont d'autre préoccupation que de complaire à un pouvoir dont elles anticipent protection, faveurs et commandes lucratives. Elles le paient en retour, entre autres gratifications de nature personnelle, par la fourniture du nerf de la guerre politique : l'encensement « *urbi et orbi* » des mythes du *Gaullo-Résistancialisme*, par le biais de la presse et de l'audiovisuel dont les puissances occultes et financières se sont assuré le contrôle.

Ainsi dépourvue des ressources massives dont ne peut se passer un prétendant sérieux au pouvoir, la Droite nationale devra se contenter des restes de la pâtée de chiens que l'on sert aux Français dans les kiosques à journaux et sur les ondes hertziennes. En définitive, elle n'aura d'autre choix que de se réformer en profondeur pour relever son image. Ne compter que sur elle pour ouvrir le portefeuille des Français qui ont de l'argent à placer dans la politique. Et accéder enfin à la tribune du Palais Bourbon et aux *commissions* où se mijote la cuisine législative de la République.

Front National et Europe

« *Au XX^e siècle, il y aura une Nation extraordinaire. Elle sera illustre, riche, puissante, pacifique, cordiale au reste de l'humanité. Elle s'appellera l'Europe.* »

VICTOR HUGO

L'analyse insuffisamment élaborée par le Front National des problèmes posés à la France sous un autre angle que l'« *interne* », n'accorde pas une place suffisante à l'avenir de l'Europe.

De ce fait, il ne tire pas toutes les conséquences des enjeux essentiels auxquels la France est confrontée dans la conjoncture présente des relations internationales. En substance, l'adaptation indispensable de son économie et de la mentalité de ses acteurs aux mutations sans précédent intervenues dans le monde depuis la Seconde Guerre mondiale. L'évolution à l'échelle planétaire des techniques, moyens de communication, mondialisation des échanges et modes de consommation a été si rapide durant la seconde moitié de ce siècle, que sa société sclérosée et conservatrice – à droite comme à gauche – n'a pu en suivre le rythme. Au point que ce retard s'est traduit par un *déclassement* de la France – il n'y a pas si longtemps dans le trio de tête – qui se traîne en boitant dans la queue du G 7.

Il était donc urgent de prendre en compte la régression grandissante dans le rapport de force des pays de moyenne importance comme le nôtre, avec les mastodontes continentaux que sont les USA, la Chine, et seront d'ici peu l'Inde et la Russie, auxquels viendront contribuer l'impact conjugué des économies émergentes comme celles du Brésil, de Taiwan et de Corée du Sud. C'est la France qui y apporta la seule réponse possible (Monnet, Schuman) par une *Europe rassemblée*. Elle l'a voulue et portée sur les fonts baptismaux. Il fallait se rendre à l'évidence d'une évolution aussi irrésistible vers le regroupement des nations d'Europe que celle de peuples passés progressivement en l'espace de 15 siècles depuis l'éclosion des civilisations grecque et romaine, de l'état d'anarchie totale, au stade

féodal, puis national et impérial. Mais faire l'Europe de vieilles Nations chargées d'histoire et de traditions millénaires était un pari de dimension himalayenne. La mise en œuvre d'un concept aussi inédit et ambitieux de nations appelées à s'associer autour d'un dénominateur d'histoire partagée apparaissant tellement complexe *qu'il impliquait au préalable la planification scrupuleuse des étapes à franchir pour le matérialiser*. Pour avoir été en première ligne des sanglantes *guerres civiles* européennes et enduré tant de souffrances et de dévastations, la France, le Benelux et l'Allemagne, nations instigatrices du projet, se trouvaient naturellement destinées à conduire cette première étape vers l'union. De Gaulle vivant, il ne pouvait être question d'y associer la Grande-Bretagne. L'objectif prioritaire de celle-ci durant des siècles n'a-t-il pas été de veiller à ce qu'aucune Nation européenne ne constitue par ses propres moyens ou par le jeu des alliances une force capable de contrarier la volonté d'indépendance qu'elle tient d'un faisceau d'atouts exceptionnels : l'insularité, la posture de Sentinelle atlantiste, le prestige de la livre Sterling, le Commonwealth et la prédominance internationale de l'anglophonie ?

Depuis 1945, la Grande-Bretagne post-impérialiste et contributrice prestigieuse à la victoire contre le nazisme et le Japon, n'a cessé d'incarner ce statut imposant. Des dividendes qu'elle s'est employée jusqu'ici à faire fructifier en gardant ses distances vis-à-vis de l'Europe. N'a-t-elle pas obtenu le droit d'entrée sur ce marché plantureux et sa présence dans les délibérations de ses institutions tout en ménageant son indépendance financière sans troquer la livre sterling contre l'euro ? Le dénouement tragique de l'épopée napoléonienne dont la Grande-Bretagne fut la cheville ouvrière n'en est-il pas l'illustration la plus douloureuse pour notre pays ? L'appel inattendu de Churchill suggérant à la France la construction des Etats-Unis d'Europe (Zurich 19.09.46) ne laissait-il pas percer l'aspiration du Royaume-Uni à tirer avantage de cette initiative pour se réserver dans la future Europe un rôle politique aussi prépondérant que celui de la part qu'il prit dans sa libération ?

En attendant, la position décisive à prendre concernant la Grande-Bretagne eu égard à la tournure prise par les événements au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, commandait donc aux Nations les plus concernées par l'avenir de l'Europe, de procéder à la définition *préalable* des lignes directrices d'un modèle de constitution^[1] *que l'on proposerait comme tel* aux nations appelées à rejoindre le noyau initial de l'union.

L'application de cette méthode de bon sens a été contrariée par des dizaines d'années d'atermoiements qui ont enlisé l'Europe dans un interminable processus de conventions et traités conclus et mis en application sans fil directeur ni *timing* rationnel. Une démarche incohérente dont nous paierons plus tard de lourds intérêts. Conséquence affligeante d'une Europe sans tête ni âme et par surcroît divisée^[2].

1 — Limites de l'espace territorial, finalité de l'entreprise (marché ou nation de nature fédérale ou confédérale), critères de qualification à l'entrée dans l'Union, droits de vote des nations respectives dans les organes de décision et de recommandation, prérogatives respectives du gouvernement central, de la commission et des nations (*subsidiarité*), désignation des activités exigeant une harmonisation des procédures et une coordination étroite avec la commission, définition du rôle de l'assemblée européenne, uniformisation des contraintes (euro, politique fiscale, projet d'indépendance militaire de l'Europe dans le cadre de l'Alliance Atlantique, etc.).

2 — Les stigmates laissés par le rideau de fer dans les pays soumis depuis 1945 au joug soviétique, ont incité ces derniers à s'enrôler dans l'OTAN jugée par eux comme le garant le plus sûr de leur indépendance. Cette pomme de discorde ne devait pas manquer de distendre leurs liens affectifs avec une Europe de l'Ouest requise par sa logique d'unification à se donner les moyens d'une intervention militaire indépendante de l'OTAN.

La création de la Cour Suprême de Justice Européenne^[1] sous la pression des événements est emblématique de cette démarche désordonnée. Il s'agissait en l'occurrence de sanctionner la Serbie pour « *crime contre l'humanité* » en Bosnie-Herzégovine. Sans doute ses soldats ont-ils en certaines occasions, transgressé le Code de conduite en vigueur des armées en guerre. Mais un code dont les hommes de bonne foi savent d'expérience qu'il n'est généralement pas respecté dans le cas particulier de certaines « *guerres civiles* » qui dégénèrent en règlements de compte chargés de haine et donc de caractère irrépressible. À l'instar des nationalistes d'Espagne en 1936, la Serbie entendait aussi combattre pour une juste cause, celle-là consistant à défendre le démantèlement d'un territoire qu'elle avait chèrement acquis en l'arrachant aux mains de l'occupation turque. Et qu'au surplus ce territoire, l'Herzégovine, avait été reconnu par le traité de Berlin (1878) comme faisant partie intégrante de la Serbie. La Cour Suprême de Justice Européenne s'est comportée comme un tribunal de guerre institué à charge pour la condamnation de Bosno-serbes dont le mobile légitime consistait à s'opposer au démantèlement prémédité de leur patrie. Le morcellement de l'ex-Yougoslavie a donc fait apparaître cette Cour suprême comme le tribunal séculier d'un « *atelier européen* » voué au découpage en particules d'une grande Yougoslavie qu'il eût fallu au contraire encourager à se fortifier pour repousser la pression exercée par l'Islam sur le Sud-Est de l'Europe.

Entre-temps, une gigantesque Tour de Babel s'est édifiée à Bruxelles à la dimension d'un territoire élargi de 6 à 15 nations représentant à elles seules une population totale de l'ordre de 385 millions d'habitants (estimation 2 000).

Il était inévitable en l'absence d'un contrôle vigilant dans cette période préliminaire d'après négociations que ses 17 000 fonctionnaires ne fussent tentés de transgresser le principe de *subsidiarité* admis comme étant le partage équitable des prérogatives de décision entre l'Organisation centrale et les nations adhérentes. *L'absence d'encadrement politique* de la Commission et la boulimie inhérente à toute bureaucratie ont engendré la multiplication d'entorses à cette règle. Prétexte mille fois invoqué pour fustiger Bruxelles, non sans à propos en certaines occasions où comme il fallait s'y attendre, le « *Lepénisme* » se distingua comme l'un des principaux pourfendeurs. Un discours démagogique qui ne pouvait tromper tout le monde s'agissant parfois d'une grossière hypocrisie, car en réalité la capitulation de nos élites devant la résistance au changement de notre société les incitait à se féliciter secrètement de décisions prises à leur place par la commission. Quant aux « *Europhiles* », ils savaient bien qu'il était vain de se lamenter sur le dysfonctionnement d'une Institution européenne pratiquement livrée à elle-même en l'absence d'une loi fondamentale constitutionnelle de l'Union. Point de vue irrécusable s'agissant au surplus d'un projet à très long terme. Ce qui n'empêcha cependant pas la fixité eurosceptique de s'affirmer comme l'un des chevaux de bataille du Lepénisme. Ainsi le Front National s'exclut-il lui-même des débats qui jalonnèrent l'avancée de l'Union, en se cramponnant à l'idée fumeuse selon laquelle l'« *Exception* » française survivrait indéfiniment à une orgueilleuse solitude. Vision sublimée d'une France jugée suffisamment forte et solidaire pour affronter les vicissitudes promises, comme c'est le cas, par un retour au Franc, voire à l'intérieur de frontières protégées. Fausse aussi l'idée de faire porter au seul embryon bruxellois de l'Europe naissante, la responsabilité d'une immigration galopante imputable initialement à l'influence *universaliste* des délégations françaises dans les cénacles politiques européens.

L'enjeu n'était même plus pour le Front National d'opter pour ou contre l'Europe mais d'éviter surtout que l'on ne confondît avec une démarche basement électoraliste, son souci affiché par ailleurs de préserver l'identité nationale et tempérer les excès d'un ultra

1 — Etait-ce vraiment là une priorité ?

libre-échangeisme. Il se précisa au contraire dans les interventions médiatiques de J-M. Le Pen que ses appréhensions sous-entendaient en réalité une profonde europhobie. Un tropisme qui l'écartait du débat constructif ouvert aux sensibilités politiques conscientes des dangers qui guettaient l'Europe. Car victime d'une libéralisation anarchique, comparable en brutalité à l'explosion d'un barrage sous la pression de ses eaux de retenue, celle-ci partait à la dérive. Des négociants s'étaient emparés de l'initiative à Bruxelles. L'union s'orientait vers la constitution d'un vaste marché. Des nations disparates ne partageant en commun que l'empressement d'assouvir leurs appétits respectifs. Un bric-à-brac inconcevable de clauses dérogatoires dans un contexte mondial qui imposait aux *nations pionnières*^[1] de la civilisation occidentale de se solidariser pour affronter la rivalité des puissantes nations-continent qui les assiègent.

Les politiciens français se montrant peu décidés sinon incapables de prévenir cet enlèvement mortel, ouvrirent au Front National l'opportunité d'opter pour un autre choix que celui d'un vaste bazar. L'absence de volonté d'émancipation de l'Europe par les représentants de la République, lui offrait l'opportunité inespérée de prendre la tête des partisans d'une Europe construite comme s'il s'agissait du processus de constitution d'une Nation indépendante dotée des mêmes outils de défense militaire et économique (monnaie, droits de douane, flux financiers et migratoires, etc.). J.M. Le Pen n'a pas saisi cette chance, lui préférant le pari hasardeux d'un repli hexagonal ombrageux.

Engagée depuis le partage de l'Empire carolingien^[2], dans un interminable enchaînement de guerres pour établir sa souveraineté sur l'espace métropolitain défini par ses frontières naturelles et garantir l'intégrité de ce dernier contre la convoitise de ses voisins, c'est lasse de guerroyer que la France adopta – et la conduisit par la suite vers sa réalisation – la proposition de W. Churchill à la France et à l'Allemagne de construire les *Etats-Unis d'Europe* (16.9.1946). Une Europe appelée par l'histoire et l'unilatéralisme américain à assumer son propre destin. Mais l'influence jadis prépondérante de la France avant 1981 s'est effacée devant celle de forces déterminées à en entraver l'accomplissement.

La France qui avait mis l'Europe sur les rails n'a donc plus personne pour la faire avancer dans la bonne direction. C'est-à-dire celle du rassemblement d'un nombre à *déterminer* de Nations européennes au sein d'une seule entité dotée de tous les attributs distinctifs d'une *Nation souveraine*, indépendante et disposant d'une identité propre internationalement reconnue. On peut donc craindre que le projet d'union ne soit progressivement détourné de sa finalité lors de la longue période de délibérations préalables à la rédaction de la Constitution. Car celle-ci se trouve d'ores et déjà placée sous la tutelle d'une administration bruxelloise idéologiquement contaminée par la « *pensée unique* » et soumise à la pression d'une nuée de lobbies voués à la défense d'intérêts particuliers. Parmi lesquels celui de Nations bien décidées à contrarier la construction d'une *Europe politique* maîtresse de son destin et risquant de les priver du contrôle de l'immense marché qu'elle constitue pour elles et des privilèges et dérogations dont elles ont bénéficiés jusqu'à ce jour. Je pense en particulier à un partenaire de l'union irréversiblement attaché à son insularité^[3] et à ses attaches indéfectibles avec les Etats-Unis. Sans l'émergence en France d'un homme d'exception capable de se faire le héraut des premiers concepteurs de l'idée européenne, ce type

1 — Allemagne, France, Benelux, Italie (Grande-Bretagne).

2 — Le partage de Verdun (843) entre *Charles le Chauve* (la Francie Occidentale), *Louis le Germanique* (Francie Orientale ; Est du Rhin, Saxe et Thuringe) et *Lothaire* (Est de la France actuelle Bourgogne, Provence, Italie).

3 — Il s'agit bien entendu de la Grande-Bretagne. Le Danemark et l'Irlande bénéficient également de dérogations.

d'anomalie risque fort d'être entériné par la future constitution. Le « *Menhir* » pour sa part n'aurait-il donc rien fait d'autre pour l'Europe que de l'utiliser comme sujet de polémique mis au service de son ambition personnelle ?

S'il est vrai en conclusion de cette colonne du bilan, que le FN a été grandement desservi par les insuffisances de son organisation fédérale, l'image qu'en a donnée sa direction autocratique et l'enfermement de son chef dans les enjeux nationaux, il n'en reste pas moins que les freins à la pénétration de ses idées dans l'opinion relèvent d'une imposture monumentale perpétrée par les mauvais génies et les forces occultes de la nation. La fabrication concertée et réussie d'un phantasme : la menace d'une résurgence nazie ! Une vindicte paradoxalement perpétrée comme vous allez le voir sur la base de ce que Le Pen a eu le mérite de dénoncer et de prêcher. En quelque sorte, la colonne vertébrale de son bilan : le positif.

Le positif

La popularité de Le Pen s'est édifiée sur cinq prises de positions clé :

Son interprétation « *incorrecte* » des événements tragiques qui ont marqué l'histoire de France depuis la longue agonie de la III^e République jusqu'au démembrement de l'Empire français. En passant par notre descente aux enfers, l'intermède calamiteux de 1940-46 et son apothéose de l'abandon *sans conditions* de l'Algérie aux mains du GPRA^[1] dont nous avons fait un vainqueur alors que nous l'avions battu à plate couture^[2].

Il n'a pas rejoint la meute acharnée à salir l'image du Maréchal Pétain.

Seul contre tous, il glorifia sans trêve le destin tragique de ce grand Français si injustement discrédité. Celui-ci ne prit-il pas le risque d'épargner à la Nation les rigueurs d'une défaite cruelle, à ses compatriotes les souffrances supplémentaires d'une occupation implacable *sur la totalité du territoire* et à la France la perte totale de la souveraineté sur son Empire ? Et n'était-ce pas exaucer ainsi le vœu de l'immense majorité du peuple français^[3] ? Plutôt que de fuir le chaos comme certains pour combattre sous des cieux plus cléments et d'autres abandonnant à la hâte leurs ministères pour se mettre à l'abri de l'ennemi, ne fallait-il pas bien plus de courage à ce valeureux soldat auréolé de gloire pour endosser à lui seul, dans son propre pays, parmi les siens, les écrasantes responsabilités des artisans du désastre ? Ses détracteurs savaient pourtant bien que l'occupation de la France et la dislocation de son armée représentaient un obstacle insurmontable à la continuation de la guerre quand bien même hors de l'hexagone. Forte d'une aviation intacte, la Grande-Bretagne eut à l'inverse l'opportunité de dissuader une invasion programmée de longue date par l'Armée allemande. Par une « *bataille d'Angleterre* » chèrement gagnée qui lui permit de poursuivre victorieusement les hostilités grâce à son insularité et à une aide massive des Etats-Unis et du Commonwealth. Et en se constituant l'otage^[4] du vainqueur, le maréchal ne payait-il pas la facture laissée derrière eux par les forfaits du personnel politique de la III^e République ?

Le seul à s'être dressé contre une décolonisation bâclée et son héritage empoisonné.

Le seul à avoir décelé dans l'immigration sauvage « *à la Française* » ce qui deviendra le cauchemar des générations futures.

Le premier à défendre l'aspect positif de notre *modèle de « colonisation »*.

1 — Gouvernement Provisoire de la République Algérienne.

2 — Chapitres II2 – II6. pages 22 – 40

3 — Confirmé le 10/07/40 par le vote démocratique de la nouvelle constitution de *l'Etat français* par 569 voix sur 666.

4 — La paix avec l'Allemagne n'était pas signée.

Le seul homme qui eut le courage d'affronter la puissante coalition de la pseudo intelligentsia « *germanopraticienne* » et ses excroissances politiques, confessionnelles, médiatiques, syndicales, associatives et clandestines.

Contrairement à lui, cette énorme nébuleuse n'a jamais vu de bien que dans toutes les causes de notre déclin national. Confite en dévotion des lubies révolutionnaires et des « *Exceptions* » françaises, elle tire fièrement parti d'un altruisme universaliste et des formes dévoyées de la liberté. Une spécificité bien française qui a engendré dans la bonne société la constitution de coterie enserrant la Nation dans un filet à mailles fines. Réseaux d'affaires, réseaux d'influence, sociétés secrètes à prétention philosophique comme le « *Grand-Orient* » et la *GLNF*, corporations à l'exemple de celles des ex-lauréats des grandes écoles détenteurs d'un quasi monopole de positions-clé dans les sphères économique et politique. Tout ce beau monde exclusivement soucieux de défendre des *intérêts particuliers*. Ses forces occultes tentaculaires sont parvenues à coloniser les institutions de l'Etat et à dicter son action aux niveaux législatif et exécutif. Leur désintéressement envers *l'intérêt général*, équivalent au « *chacun pour soi* », se traduit dans les faits par un favoritisme insolent et une corruption à grande échelle. Une source de dérives se propageant dans l'ensemble du corps social et qui prospèrent à l'ombre d'une dévotion unanime aux « *valeurs* » républicaines.

Véhiculé par le *révisionnisme historique* de l'Education nationale et le conformisme *politiquement* correct des médias, le *Droit d'homme* « *franchouillard* » a pris une part plus importante dans la résistance à l'essor du Front National, que la somme de ses carences. Le viol des tabous sacro-saints de la République post-pompidolienne a valu à Le Pen la haine implacable de son personnel politique. Il y a répondu par des invectives assassines. Elles l'ont entraîné si loin dans la vitupération, que la moindre inflexion dans son registre eût été tenue pour l'impuissance qu'il n'a cessé de stigmatiser. C'est en élevant la voix qu'il s'est fait entendre. Aurait-on parlé de lui s'il n'avait pas périodiquement secoué l'arbre républicain pour en faire tomber les fruits empoisonnés ?

Il en fut ainsi en octobre 1996 quand il rappela publiquement que l'humanité était composée de races diverses et *inéga*les.

Fervent disciple de l'égalitarisme de son précurseur, le grand Maître Philippe Égalité, Jacques Chirac condamna aussitôt le propos blasphématoire. Et se précipita hors de l'Élysée pour se joindre au tollé de la populace au milieu d'une forêt de drapeaux rouges.

Les races

Ce qui m'invite à une digression d'autant plus tentante que les forces obscures ont voulu faire un sujet interdit de ce thème fondamental. Pourtant le substantif *inégalité* ne veut pas dire autre chose que disparité ou dissemblance, son synonyme du *Larousse*. Vocabulaire qui colle parfaitement à la définition de la race comme « *subdivision de l'espèce humaine en un ensemble de personnes présentant des caractères semblables et qu'on range dans la même catégorie.* » Il est également reconnu qu'il puisse y avoir des races *plus ou moins* « *pures* ». Non pas dans le sens dégradant qu'on donne à cette distinction, mais en raison des phénomènes naturels plus ou moins accentués de croisement entre différents groupes dont le résultat est de modifier les caractères propres à chacun d'eux. Remarquons à ce propos en nous contentant de sourire l'indulgence sinon l'encouragement de l'humaniste envers l'hybridation humaine, lorsqu'on la compare aux exigences esthétiques en matière d'espèce animale où le malheureux sujet qui n'est pas de pure race est sans nuance traité de bâtard.

Cela dit, l'« *inégalité fondamentale* » des races humaines se fonde sur la diversité de certains critères distinctifs, comme la couleur, la morphologie, le niveau d'évolution et les traits de caractère. D'où l'existence de *troncs communs* et de branches se déclinant presque à l'infini. La couleur différencie quatre troncs principaux (blanc, noir, jaune, australoïde), lesquels se répartissent en fonction respectivement de la taille (Tutsi, Hutu, Pygmée, etc.) ; de la *boîte crânienne* (jaune à dominante brachycéphale, noir / dolichocéphale et blanc plutôt mésocéphale) ; des cheveux blonds et bouclés pour le blanc (Nordique) et brun clair ou foncé (Méditerranéen), raides et noirs pour le jaune, crépus pour le noir. D'autres critères les fractionnent à nouveau comme c'est le cas pour les blancs, suivant qu'ils sont d'ascendance génétique nordique (Scandinaves), Est-Baltique / alpine (Lapons), dinarique (Europe Centrale) ou méditerranéenne (*Sémites Arabes*, Hébreux, etc.) ou issus de greffes de l'un ou plusieurs de ces éléments (les *Tsiganes* nés du mélange des branches *indo-afghane* et *dravidienn*^[1] comprenant notamment le Tamoul). Conditionnés d'autre part par la variable climatique, les jaunes se sont par exemple diversifiés en *Sibériens*, *Nord-Mongols*, *Indonésiens*, *Vedda* (Sri Lanka), etc. On voit là l'influence décisive sur la race des « *berceaux géographiques* » professée par le *déterminisme*. N'avons-nous pas tout près de nous la curiosité insulaire du bouillant nationaliste se glorifiant d'appartenir à la *Race corse* ? Citons enfin comme autre forme originale de conditionnement, la pénurie de protéines qui a incité certains peuples à manger leurs semblables. Ce qui distingue le *cannibale* de l'*anthropophage*.

Mais les facteurs « *extrinsèques* » n'expliquent pas tout. D'où vient en effet que de nos jours on mange encore ses semblables par simple goût de la chair humaine ou pour satisfaire à un rite ? Voilà une coutume pour le moins anachronique de nos jours, dont on me pardonnera de penser qu'elle établit – par comparaison aux mœurs de la plupart des êtres vivants – l'« *inégalité* » caractérisée de ceux qui la pratiquent. Qu'on ne me dise pas non plus que l'intégriste *Droit d'homme* éprouvera une égale attirance envers la femme parée d'un collier de perles et celle portant encore la tête de son précédent mari en pendentif ; et que cela ne définit pas une *grande* différence ? Les femmes Axeras dont c'est précisément la coutume ne se distinguent-elles pas par une spécialité assez originale pour qu'on leur réserve une classe à part dans la hiérarchie humaine en compagnie des anthropophages gastronomes ? Mais elles ne sont pas *inférieures* pour cela. D'autres critères ne les qualifieraient-elles pas aux premières places de la compétition interraciale ?

Prenons l'Arabe. Tel que représenté sur les monuments de l'Égypte antique, n'a-t-il pas survécu de nos jours aussi bien dans les déserts brûlants de la péninsule Arabique et de Libye que dans les contrées fertiles sur la côte de Coromandel^[2] ou en Afrique du Nord ? N'a-t-il pas laissé des traces encore perceptibles dans les pays qu'il envahit et occupa pendant des siècles ? Et l'Arabe ne souligne-t-il pas radicalement sa différence en perpétuant la Traite du noir dans certaines zones géographiques ? Une tradition qui perdure depuis des temps immémoriaux et participe à ce titre à la somme des caractères propres à la race arabe comme la langue, la religion, et l'enracinement dans des coutumes et pratiques immuables.

L'Arabe n'est pas le seul à pouvoir constituer à lui seul un groupe racial bien distinct. Il y a aussi le Berbère accroché à ses sanctuaires montagneux. Et l'Israélite^[3]. Un cas unique dans l'histoire de l'espèce humaine. Un phénomène de pérennité ethno-génétique plus re-

1 — Peuples d'Asie (de l'Inde à la Birmanie) qui présentent des traces de sang noir (*Larousse*).

2 — Côte Orientale de l'Inde sur le Golfe du Bengale.

3 — Descendant de la civilisation *natoufienne*. Le Roi David fit de Jérusalem la capitale du Royaume d'Israël (XI^e siècle avant J.-C.). Amorce de la diaspora au VII^e siècle avant J.-C. sous l'occupation assyrienne.

marquable encore puisque malgré ses pérégrinations hors de Palestine^[1], celle-ci s'est même accentuée du fait des persécutions qui l'ont amené à se fondre dans des communautés ultra solidaires et pour ainsi dire cadénassées par la pratique de *l'endogamie*^[2].

En outre du dénominateur commun de l'origine génétique (d'Abraham, ancêtre des Israélites par le mariage de son fils Isaac et de son épouse Sara), de la religion, de la langue (l'hébreu) et d'une histoire d'Israël prestigieuse et 12 fois millénaire (le 1^{er} code monothéiste est né dans son berceau géographique), certaines particularités frappantes déterminent incontestablement l'appartenance du juif à une race bien distincte : la dominante morphologique, la similitude des comportements (âpreté, acharnement, ténacité, ambition), des talents et des travers innés (« *ce peuple dominateur et envahissant* ». Ch. de Gaulle). Une unicité, une solidarité inoxydable qui font sa force. Des caractères tellement marqués, que l'intervention du facteur géographique n'a donné lieu chez l'*Ashkénaze* (Popek) et le *Séfarade* (Enrico Macias) qu'à des variations superficielles par rapport au modèle original. Malgré la fatalité de son errance, c'est dans la condition où on le relégua des siècles durant, que ce peuple est parvenu à puiser une *force redoutable*. Il nous offre l'exemple d'une indéfectibilité surprenante, lorsqu'on compare celle-ci à la chute irréversible de tant de civilisations et communautés humaines frappées par l'adversité. Un succès sans précédent qu'il doit à une farouche solidarité communautaire^[3] et à d'exceptionnelles aptitudes. En un mot à une *identité* qu'il a su préserver et renforcer par la *pugnacité* que lui commande ses Écritures : « *Ceil pour œil, dent pour dent.* » Il n'a pas oublié et ne pardonnera pas. Il n'aura de cesse de régler ses comptes : jusqu'au dernier sang. Ce faisceau de caractères propres en fait une race dans tous les sens de la définition. Une race dont tout porte à croire par un singulier retour de choses, qu'elle est désormais convaincue d'appartenir à la catégorie des *racés supérieures*.

Il ne peut donc subsister de *doute quant à la diversité humaine fondée sur les différences ou dissemblances* entre « *groupes ethniques* » fondamentaux ainsi que branches et ramifications issues de greffes intergroupes. Pratiqués en effet à plus ou moins grande échelle, les métissages ont abouti comme nous l'avons vu, au terme de siècles de gestation, à la création de races dérivées dotées à leur tour d'une identité spécifique. Bien que plongées dans des contextes différents d'ordre climatique, politique, social et culturel, ce conditionnement aussi prolongé fut-il dans certains cas n'affecta que superficiellement leur disparité originelle. Une loi que la nature nous impose implacablement. Et pourtant, imprégné des élucubrations extralucides des précurseurs de son rite, l'intégriste *Droitdlhommien* fera de

1 — Par suite de vicissitudes historiques incessantes déclenchées depuis 1265 avant J.-C. par l'Empire Assyrien, elles se sont traduites par un enchaînement d'exodes (*diaspora*) tant à partir de Palestine

- Déportation de 20 000 Hébreux par Nabuchodonosor vers la Chaldée (588 avant J.-C.)
- Fuite des Hébreux d'Égypte vers la « *Terre promise* » (1230 avant J.-C.).
- Exode massif succédant à la 2^e révolte de « *Bar-Kokhba* » durement réprimée par les Romains (132 à 135 avant J.-C.).
- Expulsion des juifs durant le Califat arabe, ceux épargnés ayant le statut de *Dhimmis* soumis à la loi coranique (636-1009 avant J.-C.).
- Expulsion d'Espagne de 200 000 juifs par Isabelle la catholique vers l'Afrique du Nord, la Turquie et la Palestine (1492 après J.-C.).
- Le « *pogrom* » de la nuit de cristal du 10.11.1938 qui déclenche en Allemagne l'exode massif des juifs vers l'ouest.
- Le génocide ou « *shoah* » 1939-1945.

2 — Mariage entre membres d'un même groupe racial.

3 — Une sorte de hiérarchie génératrice d'ostracisme intercommunautaire a toutefois tendance à s'instaurer entre ses deux « *modèles* », depuis l'implantation en France d'une importante colonie séfarade en provenance d'Afrique du Nord.

l'égalité la pièce maîtresse de son dogme. Un fantasme qui nous eût été moins préjudiciable s'il n'avait induit la référence centrale de notre république au syllogisme suivant : « *Tous les Français ont des droits ; tous les hommes sont égaux ; donc tous les hommes de France ont les mêmes droits.* » L'utopie initiale a pernicieusement abouti à piétiner ce privilège de la Nation souveraine de n'accorder de *Droits* imprescriptibles qu'à ses ressortissants. Une dérive au nom de laquelle les gardiens du temple s'autoriseront à traiter comme un citoyen de rang inférieur le malheureux autochtone français. Ils l'accuseront de discrimination raciale voire de *nazisme*, s'il trouve injuste sinon intolérable de *devoir payer* pour l'étranger à peine débarqué chez lui, parce qu'on le gratifie d'emblée d'un traitement social équivalent (quand il n'est pas encore plus généreux).

Dans la bouche de J-M. Le Pen, *inégalité* ne pouvait dire pour nos media que *supériorité* des uns par rapport aux autres. L'iconoclaste provoqua un véritable cyclone dans la *classe parlante* accourue, Président en tête, devant les micros pour clamer son indignation. Mais cette sainte colère ne procédait nullement d'une contestation de fond. Ce n'était que la gesticulation préparatoire à une opération de « *basse justice* ». Le renforcement d'une législation « *anti-raciste* » ouvrant la voie à l'*embastillement* des opposants aux choix idéologiques de la V^e République. « *L'Etat de droit* » se sera ainsi donné les moyens d'éliminer son opposition la plus légitime, sur l'exégèse diabolisante d'un vocable certes maladroit mais dont le sens a été démesurément déformé et d'un mauvais jeu de mots^[1] involontairement blessant. Après la mainmise de la *pensée unique* sur l'expression littéraire, artistique, politique et médiatique, voici que notre démocratie aux abois s'apprête à museler sa liberté de parole en la menaçant de sanctions pénales. C'est le parti se disant le plus soucieux de combler les « *fractures* » de notre société qui en a pris l'initiative. Une interdiction qui s'apparente à un certain autodafé de la « *littérature non-conforme* ». Le premier d'un acte symbolique perpétré par une volonté politique de désinformation massive telle qu'aucune autre nation démocratique occidentale n'ait jamais osé l'entreprendre.

Bilan du Lepénisme

Nous retiendrons au crédit de ce que nous venons de développer dans ce chapitre la brillante performance d'un homme courageux qui seul contre tous :

1. A fait entendre de nouveau la voix *de la Droite nationale* que par entente tacite les machinations du système se sont acharnées à étouffer.
2. A créé un mouvement (pour l'instant^[2]) incontournable par l'importance numérique de son électorat. Elle lui fournit une importante marge de manœuvre et lui confère parfois un rôle d'arbitre dans les joutes électorales.
3. A sonné l'alarme d'une France engagée sur la pente glissante du déclin et sur les dangers d'une immigration incontrôlée.

De grands mérites ternis comme nous l'avons porté à son débit :

1. Par l'image controversée du lepénisme, vue sous l'angle de ses trois caractéristiques distinctives et d'une gestion fédérale indigente.
2. Par des dérapages verbaux qui ont soulevé des vagues d'indignation dont il faut bien reconnaître au demeurant qu'elles n'ont été qu'un prétexte à la stigmatisation de ses positions généralement clairvoyantes mais iconoclastes, sur les

1 — Pour autant, c'est une opportunité inespérée que J-M. Le Pen a offerte aux ennemis de la Droite nationale, de freiner son essor à travers la satanisation de son porte-parole.

2 — Rappel. Nous sommes dans les années 93-97.

enjeux internes auxquels classe politique et *Etablissement* républicain se sont montrés incapables d'apporter une réponse satisfaisante.

3. Par les tactiques « *machiavéliques* » auxquelles il a été forcé de recourir pour briser son encerclement.
4. Par quinze années de règne absolu sur le Front National et d'agitation politique qui n'ont été couronnées par aucune avancée concrète dans les domaines législatif et exécutif, l'objectif ultime de toute formation politique.

En revanche, il serait malhonnête de ne pas reconnaître que l'évolution quantitative des voix recueillies par le Front National de 1986 à 1997 rend un hommage d'autant plus mérité à JMLP qu'elle a été conquise « *envers et contre tous*. » Une profonde reconnaissance lui est due pour avoir sans trêve dénoncé haut et fort les infirmités de notre République et l'échec de ceux qui eurent la charge d'en assurer la sécurité et la prospérité. Sans la stérilisation politicienne de l'essor de sa popularité, la représentation nationale de son mouvement n'aurait cessé de s'accroître au point de lui conférer le statut de « *parti de pouvoir* » et porté de ce fait à *proposer* plutôt qu'à critiquer. Une chance pour elle d'abandonner la polémique au profit d'une dialectique constructive à laquelle une certaine droite muette et isolée n'aurait pas manqué d'être sensible. Le retour au scrutin uninominal majoritaire à deux tours institué par J. Chirac en 1986 lui coupa les ailes en plein vol. Un jeune mouvement comme le FN ne pouvait faire le poids sur le terrain avec un tel scrutin, face à des professionnels endurcis de l'embrouille électoraliste soutenus par des organisations politiques implantées de longue date. Quant au « *tour* » des *deux tours* il convenait parfaitement aux partenaires de *l'Etablissement* puisqu'il leur donnait l'occasion de se coaliser le cas échéant aux deuxièmes tours contre l'importun, sous l'appellation racoleuse de « *Front Républicain* ».

Les 35 députés envoyés par la proportionnelle dans l'hémicycle (le 16 mars 1986) consacraient le retour sur la scène politique d'une vraie droite mise en quarantaine depuis la libération par le triomphe simultané du gaullisme et de l'extrémisme rouge, l'un et l'autre s'arrogeant la couronne des vainqueurs. Ce n'était que justice de voir les sensibilités nationalistes enfin représentées. Mais justice intolérable aux yeux d'une *droite postiche* crispée sur son duopole de « *Droiche* ». Premier Ministre de F. Mitterrand, J. Chirac revint précipitamment au scrutin sur mesure, rejetant à nouveau la Droite authentique dans les ténèbres de l'anonymat politique. D'une pierre deux coups puisque clé ouvrant à des coalitions anti-nationales au deuxième tour et à la présence immuable d'un groupe communiste dans les travées de l'Assemblée nationale et du Sénat. Le tableau en renvoi^[1] illustre parfaitement ce tour de bonneteau. Prenons par exemple les législatives de 1993. Le FN n'obtient aucun député avec 800 000 voix de plus que le PC qui en envoie 24 à la Chambre. Mieux encore en 1997, avec un score supérieur cette fois de 50 %, le FN n'en fait élire qu'un seul contre 38 pour le PC !

1 —

Date élection	Scrutin législatif	Front national		Parti communiste	
		Voix	Députés	Voix	Députés
1986	Proportionnelle	2 700 000	35	2 740 000	35
1988	Majoritaire	2 360 000	1	2 755 000	27
1993	Majoritaire	3 150 000	0	2 330 000	24
1997	Majoritaire	3 785 000	1	2 520 000	38

Tous ces obstacles infranchissables ont été élevés par la ligue de tous les conservatismes archaïques de la Nation contre l'ultime maladroite à certains égards, mais entreprise de réutilisation enrayée par une société en voie de décomposition d'assainissement de la République. Une entreprise de *revitalisation* enrayée par une société en voie de décomposition. Victoire bien peu glorieuse des ennemis de la Droite nationale, comme en témoignent les procédés crapuleux^[1] dont ils se sont servis pour étouffer toute velléité de renouveau.

Comment expliquer, sinon par son caractère « *Exceptionnel* » la résignation du corps électoral français^[2] devant une telle imposture ! N'aurait-elle pas déchaîné une violente réprobation populaire dans tous les pays où la démocratie n'est pas un simulacre ?

Les résultats électoraux sont également révélateurs d'une autre spécificité de l'atavisme gaulois. Après s'être rassemblés massivement derrière leur « *cheval blanc* » aux Présidentielles du 24 avril 1988^[3], un scrutin dont ils étaient censés savoir que leur bulletin ne servirait qu'à gonfler l'orgueil de leur candidat, 2 000 000 des mêmes électeurs vont à la pêche deux mois plus tard aux législatives de juin 1988. Cette consultation ne leur aurait-elle pas permis de faire élire plus qu'un seul député ? À peu près le même phénomène se produisit entre avril 95 (présidentielles)^[4] et juin 97 (législatives) où près de 800 000 voix FN ont encore manqué à l'appel.

Ce comportement ne me semble cependant pas aussi fantasque qu'en apparence. Je l'imputerai d'une part, à l'insignifiance de trop nombreux candidats à la députation présentés par la structure FN et, d'autre part, au scepticisme d'un électorat conscient du combat trop inégal de ses représentants aux prises avec les abus de pouvoir d'un exécutif lui-même tributaire des pressions exercées à sa marge par :

1. Les *forces occultes* de l'argent et des sentinelles de la « *Pensée obligatoire*. »
2. La défense bec et ongles des privilèges et intérêts catégoriels concédés au fil des ans à certaines corporations militantes et aux « *nantis* » du service public.
3. L'action constante, discrète mais efficace des lobbies incrustés au cœur du système.

Et il y a la fragilité de l'Etat. D'autant plus manifeste en période préélectorale, le talon d'Achille de la démocratie. Entièrement dépendant des caprices de l'opinion, du contre-pouvoir maître du jeu par le biais des organes représentatifs de ses humeurs (syndicats, associations, corporations, etc.) dans les intervalles de consultations rituelles qui sont autant de temps perdu pour la gestion des affaires publiques. De sorte que l'Institution républicaine chancelante ne dépend que des compromis bancals auxquels elle est contrainte, de peur que la France ne se pétrifie sur un simple mot d'ordre.

Mais revenons aux scores mirobolants de Le Pen aux présidentielles. Ne reflètent-ils pas l'intensité de l'aspiration de millions de bons Français au changement radical dont ils rêvent ? Assurément plus affectés que leurs compatriotes par le déclin du pays, ils ne voient d'espoir de l'en relever que l'investiture de leur champion au pouvoir suprême. Le raccourci du scrutin présidentiel n'en assurerait-il pas l'accès plus sûr et plus rapide que celui détourné du scrutin législatif ? Le choix de l'homme s'explique aussi car seul capable à *leurs yeux* après l'avoir diagnostiqué, d'expurger de notre constitution les principes castrateurs qui sont

1 — Parmi lesquels celui du découpage de circonscriptions plus favorable au parti du pouvoir.

2 — Une renonciation à ses convictions dont on ne peut attribuer la cause qu'au bouleversement en profondeur à la libération d'une société française livrée sans défense aux exactions des milices communistes et culpabilisée en partie par sa vénération pour la personne du Maréchal Pétain.

3 — Présidentielles 88 : 1^{er} tour du 24/04/88 FN : 4 400 000 voix.

4 — Présidentielles 95 : 1^{er} tour du 23/04/95 FN : 4 600 000 voix.

à l'origine de notre étiolement. Un préalable indispensable aux réformes contraignantes qui conditionnent le redressement de la Nation.

Mais ces malheureux rêvent effectivement. Bien que gravement handicapés dans leur lucidité par le long sevrage d'une philosophie pragmatique, les Français n'ont pas encore atteint le stade de l'infirmité paraplégique. Car on les maintient dans la croyance qu'ils sont encore en bonne santé par l'administration alternative d'un assortiment de drogues anesthésiantes ou reconstituantes. Une sorte d'acharnement thérapeutique aussi ruineux qu'inefficace pour la nation. Comment donc attendre des bénéficiaires de ces attentions qu'ils soient prêts à cautionner des réformes *cardinales*, seules aptes à *ouvrir la voie* aux innombrables dispositions qui conditionnent le relèvement de la Nation ? Ne perdons pas de vue par surcroît l'héritage légué par les Républiques, celui qu'on appelle couramment le *système*. Un dispositif hyper conservateur agencé de telle sorte qu'il puisse satisfaire une diversité infinie d'aspirations, d'opinions et de besoins qui n'ont d'autre motivation que l'intérêt personnel. Sa magie, c'est de parvenir au jour le jour à contenir ces appétits. D'un côté les prébendiers de la classe politique, de l'autre les moins bien lotis que cette dernière achète par le renoncement à ses prérogatives. Pour le prix de la *paix sociale*.

La destinée de notre pays ne dépendra donc pas de l'issue d'une quelconque consultation électorale entre formations politiques d'appellation républicaine contrôlée, mais d'un *sursaut national*. Comme l'histoire le démontre, il sera déclenché par la conjonction d'événements graves et l'émergence simultanée d'un personnage hors du commun et irréprochable incarnant un projet catalyseur des sensibilités droitières, latentes dans l'opinion. *Un projet – comme le sous-entend le message de la Droite nationale – dont le succès ne pourra être assuré que par l'obédience aux valeurs de substitution à celles qui sont à l'origine de notre déclin*. La tendance se dessine d'une forte minorité de Français – rejointe en cela par de nombreux Européens – qui serait prête à rejeter l'idolâtrie du tiers-mondisme *Droitdl-hommien*. Sans l'obstacle représenté par la réputation sulfureuse de J.M. Le Pen, on aurait pu alors assister à une nouvelle configuration du paysage politique. Deux grandes organisations se démarquant en fonction d'un subtil dosage libéral, *eurolâtre* et sociétal de leurs programmes respectifs de gouvernement. L'une et l'autre libérées des fixations dogmatiques héritées de la *Révolution*. À l'image de celles qui aux USA, en Grande-Bretagne et en RFA conduisent à des alternances moins mouvementées. Un parti social démocrate débarrassé de ses scories. Une droite tendance chrétienne démocrate acquise aux thèmes les plus populaires de la Droite nationale et renforcée par son apport vivifiant.

Il fallait cependant s'y attendre. Le combat des notables du Front fait rage^[1]. Une ambiance délétère règne dans les coursives du paquebot. Ce qui n'est encore qu'une dispute, menace de dégénérer en corps à corps à l'arme blanche pour le titre de n°2 et de Dauphin promis à la succession. La tension entre le terrain et la direction, le mécontentement des cadres sont tels qu'ils pourraient bien se traduire par un accès de dissidence le moment venu. Que le prochain congrès en soit le catalyseur est fort possible. S'il advenait par exemple qu'un concurrent (B. Mégret) emportât les suffrages d'une majorité de délégués et avec elle la direction du mouvement, on pourrait alors imaginer le scénario suivant. Dédaigneux d'une préférence exprimée selon lui par de *simples subordonnés*, pugnace, irascible et vindicatif comme on connaît Le Pen, sa détestation du fort en thème vertueux se muerait d'instinct en haine implacable. Sa lucidité en serait brouillée au point de vilipender son délégué général par des railleries et propos outrageants indignes d'un chef de parti. Un déferlement de coups bas et de brimades exercées ouvertement qui conduiraient sans doute à une crise profonde. Excédée, *l'élite du mouvement* rassemblerait alors autour de B. Mégret

1 — Nous sommes en 1997.

une masse de militants acquis à sa cause et dressés comme lui contre le césarisme Lepéniste. Une vague de fond assez forte pour emporter le « *paquebot* », sa tribu et son manitou.

Le Front National (appellation et organisation confondues) deviendrait alors l'enjeu de la confrontation. Son issue judiciaire probable, fournirait enfin la réponse attendue à certaines interrogations soulevées par la surprenante amélioration des rapports entre JM Le Pen et les medias. Que contrairement à l'avis exprimé par une majorité de militants en faveur de la sécession, le *menhir* soit finalement confirmé dans sa fonction, aurait une signification politique de grande portée. La *Chiraquie* marquant ainsi sa préférence pour son « *ennemi public n° 1* » ne démontrerait-elle pas que celui-ci ne représente aucun autre danger pour elle que celui de ses sarcasmes ? Sans compter qu'en enchaînant le FN à sa stratégie suicidaire il condamnerait pour longtemps la Droite nationale à l'expression périodique mais éphémère et platonique de l'indignation des patriotes. Des citoyens résignés par la force des choses à l'existence végétative d'une Nation privée de ses fonctions vitales. A la stupéfaction de l'opinion, c'est en effet le Pen qui emporta le jugement lui attribuant la propriété du sigle FN et la Présidence de son organisation. Un mouvement fatalement réduit soit à ne servir que d'exécutoire au ras-le-bol de ses citoyens les plus avisés, soit à retomber dans la précarité des années précédant la triomphale prestation télévisuelle de JMLP à « *l'heure de vérité* » en 1984.

Au regard de ces sombres perspectives, on aimerait connaître les conclusions qu'en tire celui qui fait toujours figure de croque-mitaine de la République. Se satisfera-t-il de la stature flamboyante d'un Gracchus moderne entré en guerre contre la ploutocratie républicaine ? Et persévéra-t-il dans les chimères donquichottesques d'un combat frontal livré *démocratiquement* à des forces d'autant plus tyranniques qu'elles détiennent la clé des règles du jeu ? Ou bien convaincu du caractère immuable de l'« *Exception* » française ne limitera-t-il pas son ambition aux accessoires utiles et agréables du tribun vieillissant ? Les acclamations frénétiques de ses adeptes inconditionnels, l'exposition fréquente aux feux de l'actualité, la griserie des *tours de France présidentiels* du candidat perpétuel, ne suffiront-ils pas à combler son orgueil démesuré ?

Il est improbable dans l'immédiat^[1] qu'il se contentât de ce confort d'une retraite dorée. Du moins tant qu'il aura la force d'effectuer ses « *pompes* » matinales. Ne dispose-t-il pas à défaut de représentation politique d'un atout de poids dont il peut jouer à sa guise ? Le gisement précieux d'un important électorat. Il se confiera donc grâce à lui à la fonction de trouble-fête de la harde politicienne qui l'assiège. Dans les *triangulaires*. Il s'y délectera du nombre de ses candidats qualifiés pour le 2^e tour.^[2] Seul contre tous et conscient de ses maigres chances de l'emporter, il ordonnera quand même l'assaut sabre au clair. Pour s'emparer à tous les coups dans le « *Front républicain* ».

1 — Et de toute manière avant d'avoir assuré sa succession patrimoniale.

2 — Un exercice dont il n'a tiré que des désavantages. En 93 où M.F. Stirbois perd le seul siège du FN et en 97 où malgré son score en voix il perd 31 duels entre UPF et FN arbitrés par la gauche en faveur de l'UPF et 25 entre gauche et FN arbitrés par l'UPF *en faveur de la gauche*.

ÉPILOGUE

Le batracien socialiste a pondus ses œufs dans le cerveau de la droite.

En préface de cet essai, je me suis proposé de peindre l'état de la France et les comportements de ses citoyens à un moment donné de son histoire. Et j'ai choisi pour modèle la période emblématique du gouvernement Balladur (28.3.93 – 7.5.95) et des 754 premiers jours du mandat présidentiel de J. Chirac (7.5.95 – 1.6.97) comme l'illustration d'anomalies pathogènes du comportement français, une fragilité sociale qu'est venue aggraver *la sujétion de la France* au chantage sournoisement entretenu de sa responsabilité dans le génocide - avec sa corollaire du phantasme d'une menace totalitaire. C'est également dans le cadre de cette « *Exception* » française que se situe cet épilogue.

Port majestueux, profil bourbonien, allure pontificale, ton mesuré, diction onctueuse, habileté orientale sont autant de précieux atouts qui ont permis à E. Balladur de procéder sans trop de dommages à son exercice de funambule sur le fil du rasoir mitterrandien. La façon dont il contourna l'écueil placé sur sa route par les employés d'Air France est exemplaire de sa méthode. Au prix d'une petite lâcheté, car le gouvernement avait approuvé le plan Attali, il jeta ce dernier par-dessus bord et le remplaça par un autre Président. E. Balladur n'a pas fait mieux en la circonstance que Fabius démissionnant Hernu. Comme lui, les ingrédients préférés ont été le chantier ouvert jamais inauguré, la commission aux conclusions aussitôt enterrées et la capitulation en rase campagne sous prétexte de « *paix sociale* ». Réformer nous disait-il « *ne veut pas dire brutaliser* ». Il redoutait que « *des mesures trop radicales (produisent) des déchirures sociales irréversibles (sic).* » Soit, mais comment pensait-il pouvoir réformer si à la première confrontation il sonnait la retraite ? Combien fallait-il de députés à un Premier Ministre de Droite pour agir, si majorité de 84 % à l'assemblée nationale ne lui suffisaient pas ? Rendait-on vraiment service à la démocratie en laissant supposer *que seul un pouvoir totalitaire pourrait engager les réformes radicales qui s'imposent...* ? Les exemples ne manquent pourtant pas de grands hommes (de femmes aussi) qui, se contentant de beaucoup moins de soutien, sont parvenus dans d'autres pays à sauver leur démocratie. Où sont donc passés les nôtres ?

À l'aube de cette deuxième période de cohabitation (1993-95), la France a été trahie une fois de plus par sa « *droite républicaine* ». Le résultat des législatives des 21 et 28 mars 1993^[1] représentait en effet une opportunité inespérée pour la « *droite* » victorieuse

1 — 485 députés de « *droite* » contre 92 de gauche.

de prendre en mains et à son compte la reconstruction d'un pays dévasté par des années de grenouillage néo-gaullo-coco-socialiste. Mais plutôt que de se montrer déterminée à suivre la voie tracée par la volonté populaire, elle se montra décontenancée par l'ampleur de sa victoire. Comme si elle redoutait la réaction de *l'opposition* à un changement de cap trop brusque de la politique menée depuis si longtemps par les locataires de Matignon et de l'Elysée. Ce qui fut le cas lorsque E. Balladur accepta de conduire le gouvernement. Il aurait pourtant dû se douter de ce que, si dans le cadre de la présente constitution le Premier Ministre n'était que le subordonné du Président, avec F. Mitterrand à l'Elysée il en serait le serviteur. Eclairé de plus comme il l'était par l'expérience désastreuse de la 1^{ère} cohabitation (1986-1988) suivie par cinq années (1988-1993) de *socialisme absolu* sous la houlette de F. Mitterrand, E. Balladur devait refuser de cohabiter à nouveau, soutenu comme il l'était par la plus grande majorité de droite jamais élue depuis l'Institution de la 1^{ère} République (22/9/1792). Ce refus aurait débouché sur l'impossibilité constitutionnelle pour le Président de nommer un socialiste à la tête du gouvernement, tous les députés de droite pressentis en ayant successivement décliné l'offre. Le Président aurait alors été forcé de se démettre de ses fonctions. Il s'agissait là d'un processus exactement inverse de celui autorisant le Président de l'exécutif à *dissoudre une Assemblée législative de sensibilité majoritairement contraire à la sienne*. N'est-il pas surprenant en effet qu'une démarche symétrique n'ait pas été prévue par la Constitution – pour les mêmes raisons et sous condition d'une nouvelle majorité massive au Palais Bourbon^[1] – d'une remise en question légitime du mandat du Président désavoué dans la foulée du scrutin législatif par le suffrage universel ?

Une telle crainte d'indisposer la *gauche* peut s'expliquer de la façon suivante. Quand la « droite » ne peut compter que sur son électorat (*privé au surplus de millions de partisans de la droite authentique*), la gauche, elle, peut se prévaloir dans la société civile d'une imposante force combattante. Exceptés les « *exploités* » dignes de considération d'une société de plus en plus injuste dans la répartition de ses richesses à laquelle viennent s'ajouter les dupes de la rhétorique gauchiste, on peut se représenter le reste comme un ramassis de déçus, aigris, envieux, ratés, insatisfaits chroniques, pseudo-intellectuels emmarxisés ou trotskisés^[2], agitateurs professionnels et politiciens cosmopolites. Un peuple encadré pour le service de la *gauche* par sa progéniture d'associations, syndicats, coordinations et puissantes corporations qui l'entraînent sans trêve à demander – et finalement obtenir – ce que notre République épuisée n'a plus les moyens de donner qu'en hypothéquant l'avenir de la Nation.

Quand donc la fausse droite comprendra-t-elle qu'elle porte atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation en pactisant, voire même en ménageant cette puissance maléfique ? Ne voit-elle pas que son compagnon de route depuis 1981 est bien plus éloigné de ses idées que le sont les partisans de la Droite nationale ? Sous la pression constante des *termitières* qui en font leur repas quotidien (les forces occultes et lobbies anti-nationaux), la France ostracise des millions d'électeurs dédaignés par ses institutions. *Droitière*^[3] dans ses profondeurs, ne voit-elle pas enfin qu'en faisant appel à cet apport vivifiant elle constituerait un grand parti de droite assez puissant pour s'assurer démocratiquement, le temps du ménage, des pouvoirs exécutif et législatif lui permettant de mettre en œuvre le redressement d'un pays promis à une déchéance inéluctable ?

Tant que notre gauche demeurera obsédée par un esprit de revanche maladif sur

1 — Ce qui était le cas au lendemain du 28 mars 1993.

2 — Trotski, nom d'emprunt de *Lev Davidovitch Bronstein*, révolutionnaire de profession (1879-1940)

3 — Jusqu'à nouvel ordre. En raison à la longue du double effet pervers 1) de l'alignement gauche/fausse droite sur la philosophie héritée de la révolution 2) du combat côte à côte de cette coalition contre l'émergence d'une Droite authentique.

ceux qui créent la richesse, elle demeurera indigne de constituer une alternative responsable. De même que par son refus de s'adjoindre le renfort de la droite nationale, la droite parlementaire se trouve condamnée à se prostituer dans la « *droiche* » du Front républicain. Cette « *Exception* » consternante tiendra pour longtemps la France en dehors du courant moderne de droite réformatrice qui traverse actuellement l'Europe. Une malformation politique qui remonte à la solidarité scellée dans les retrouvailles de la libération entre tous ceux qui ont usurpé les lauriers de la victoire. Les revenants de la III^e République, le communisme, la franc-maçonnerie et le *résistancialisme*, s'arrogeant par milliers la gloire de quelques centaines de héros authentiques.

Si l'abandon par la majorité nouvellement élue d'une politique conforme à sa vocation devait déboucher sur un 3^e septennat socialiste, ou ce qui n'est pas mieux sur une Présidence incapable de réaliser la « *socialectomie* » de la dernière chance^[1], la France s'en relèverait difficilement. Car elle est en phase terminale de ses maladies. Sans traitement de choc, comment viendrait-elle à bout de tant d'années de lente sédimentation des produits et sous-produits de l'héritage révolutionnaire ? Il est frustrant de constater qu'aucun des responsables politiques qui se partagent le pouvoir, siégeant au premier plan des Assemblées représentatives de la nation ou bénéficiant de la faveur des instituts d'opinion, ne nous apparaisse capable de tourner le dos à l'idéologie dominante. Aucun de ces grands cerveaux n'a été visiblement épargné par la ponte du batracien socialiste. La seule variante que l'on puisse distinguer entre eux ne provenant que d'un stade de fécondation plus ou moins avancé.

Après deux espérances gâchées (1986^[2] et 1993^[3]), les Français se retrouvent à la case départ. On serait tentés de comparer l'état de la Nation à celui des années trente, s'il n'était à mon sens plus préoccupant. L'immense prestige de la nation victorieuse de 14-18 encore intact au début des années 30 a été depuis longtemps effacé par les atteintes cumulées à sa gloire militaire – *bafouée* –, à ses valeurs – *inversées* – et à son identité – *mâtinée*.

Mais revenons un peu en arrière. À l'exemple de Staline qui s'appropriâ le meilleur rôle dans la victoire contre l'Allemagne, les marxistes-léninistes récoltèrent les meilleurs fruits de la libération de la France. Avec leur pragmatisme bien connu, ils n'ont jamais perdu de vue l'objectif politique de leur combat : la prise du pouvoir. Par la force si les circonstances s'y prêtaient, ou furtivement ce qui fut le cas, par l'hypertrophie du secteur public, la subversion syndicale qu'elle nourrit et la contamination intellectuelle d'une société vulnérable. Véritable occupant du terrain, ce fut un jeu d'enfant pour le PCF et ses succédanés de s'emparer *subrepticement* des leviers de commande dans l'entreprise publique, l'enseignement, la culture, l'information, etc. Consacré comme la première force politique par 26 % des suffrages aux législatives du 21 octobre 1945, il n'a cessé depuis de répandre dans ce pays les toxines de la pensée marxiste. Ne soyons pas leurrés par l'affaiblissement politique relatif des communistes. La plus grande partie de leur projet a été accompli. Voici un demi-siècle que leur travail de sape s'est exercé avec succès dans les différentes filières formatrices de l'opinion et du comportement des Français. De multiples *placements* en somme dont ils ne tirent pas que des dividendes d'ordre idéologique. Le PCF est aussi un parti prospère. Peu

1 — 7 mai 95. Une situation *mal* vécue par les Français avec un nouveau Président dont l'inspiration politique s'abreuve aux mêmes sources que son prédécesseur puisqu'il semble décidé à ne pas ouvrir les chantiers de la réforme.

2 — Retour au scrutin majoritaire afin de barrer la route à la représentation d'un groupe de la droite nationale.

3 — Aux élections législatives du 25 mars 193 la droite gagne 217 députés pour un total de 485 sur 577, un score jamais atteint jusqu'ici par la République.

importe qu'il soit désormais privé des subsides du KGB^[1]. Il peut encore vivre largement de ses rentes. Et continuer à s'offrir les charmes de la République.

Jadis, la France puisait ses forces dans la pérennité dynastique, la communauté de langue, la vigueur d'une population nombreuse et dynamique, la fidélité à la tradition et la fierté du nom qu'elle portait. Les flèches altières de ses cathédrales s'élançant vers le ciel symbolisaient alors majestueusement la foi dans son destin. Ce temps est révolu. Des générations de Français ont été amputées de leurs racines fortifiantes. La gauche a compensé cette mutilation par l'apologie de valeurs corruptrices. Le patriotisme authentique d'antan ne s'exprime plus que par un chauvinisme braillard dans les stades où l'on assiste trop souvent à l'effondrement physique et mental de nos représentants^[2]. Celui que la République a élevé au rang de *citoyen* a été allaité sur les bancs de l'école par son bouillon de culture libertaire et égalitariste. Imbibé de rêverie rousseauiste, on l'a égaré nu, faible et désarmé dans la dure réalité d'un monde impitoyable. C'est un Français *nouveau* qu'elle a patiemment ciselé. Abreuvé de dogme révolutionnaire auquel ses propres victimes se sont naïvement ralliées, regardez ce que l'utopie a fait de lui. Pénétré de son importance puisque exempté de tout *devoir* et arc-bouté sur ses forces militantes de subversion idéologique, politicienne, syndicale, médiatique, pseudo-culturelle et occulte, il défie quotidiennement les lois de la République et ceux qui ont pour fonction de les faire appliquer. Ce qui ne l'empêche pas au moindre prétexte de faire appel à elle et au besoin de forcer son gouvernement à s'exécuter en descendant dans la rue.

Notre Rambo social que rien ne peut atteindre puisqu'on l'assure contre tout et lui octroie tous les droits est décidément un personnage « *exceptionnel* ». À contre-courant des lois naturelles qui définissent l'existence comme un état essentiellement précaire dans un environnement hostile où pour survivre il ne faut avant tout compter que sur soi, il ne compte lui que sur les autres. À la société de le prendre en charge. Ce n'est pas lui qui a demandé de naître. Imbu de son excellence, il persiste dans ses illusions. Indifférent à l'exemple vertueux des peuples qui l'entourent, seul contre tous, il ne cesse de leur donner des leçons, voire de les inviter à l'imiter.

Au terme de leur processus de décomposition, les contre-valeurs de la sous-culture ambiante ont à ce point dégradé notre héritage culturel qu'il est devenu sacrilège de se prévaloir chez nous des vertus fondatrices de la civilisation. Or, manifestation typique de notre altruisme national, la vénération des traditions, valeurs et folklores étrangers, est un objet d'émerveillement.

Nous encourageons et au besoin participons activement – au nom du *droit d'homme* – à la dispersion concertée de peuples implantés sur de vastes territoires au terme d'une longue histoire. Et nous fêtons dans l'allégresse leur réduction en particules éclatées sous forme de *nations* minuscules. En revanche et sur notre propre sol il est devenu inconvenant de faire référence à la nation autrement que sous le vocable de *République*. Et corrélativement *de se conformer* à la terminologie obligatoire de *citoyen* plutôt que de Français, sous peine d'être traité de *nationaliste* devenu l'équivalent de *raciste*. La définition du terme de citoyen par le *Larousse* est surréaliste. Ce serait d'après lui « *le membre d'un Etat considéré du point de vue de ses devoirs (!) et de ses droits ».* Curieuse distorsion sémantique de la signification des mots. Ainsi donc le *citoyen* serait-il membre d'un *Etat* plutôt que d'une *Nation*, en foi de quoi c'est à l'Etat qu'il devrait obéissance avant elle ? Comme si l'univers

1 — Sujet abordé infra page 21 alinéa 4 ligne 7

2 — 1996. Les exploits sportifs souvent éphémères de quelques uns (Jeux Olympiques d'Atlanta et Coupe Davis) n'infirmement pas « *la règle* ». C'est l'arbre – ô combien arrosé ! – qui sert à cacher la forêt.

avait été créé uniquement pour l'homme, la prescription de ses devoirs ne fait significativement l'objet que d'une évocation furtive tant dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen du 26/08/1789 que dans le préambule de la constitution du 27/10/1946 et les révisions de la Constitution de 1958. Or n'est-ce pas de la Nation que les *citoyens* sont avant tout les obligés et tributaires, en retour des droits, des aides, de la protection et de l'identité qu'elle leur accorde ? D'où ce souci primordial de l'homme né sans document d'identité de se réfugier dans la nationalité de son choix.

On admirera donc l'équipe adverse chantant à voix forte son hymne *national*, mais on ne trouvera rien d'anormal à voir la nôtre marmonner tête basse des paroles inaudibles. Fous de colère, les cocoricos la couvriront de sifflets si elle perd. Ils n'ont pas compris qu'elle était victime comme eux de ce qu'on avait oublié de leur enseigner : la volonté de gagner non plus pour l'argent ni pour soi-même, mais pour offrir la victoire à son pays.

On enviera en secret ces peuples *identitaires* si fiers de pouvoir constituer en sport collectif et en disciplines athlétiques, des sélections exclusivement composées de nationaux. Mais on tournera le dos à celui qui pour son malheur les admirera tout en déplorant ouvertement que la France fasse exagérément appel au contingent étranger, *naturalisé pour la circonstance*. Ce sera l'occasion providentielle pour les aboyeurs de l'« *antiracisme* » de déformer sa pensée. Ils lui feront sous-entendre par la technique habituelle que tel Français *de cœur* et fier de l'être, originaire d'Outre-mer et *parfaitement assimilé* (selon nos critères), fait partie de ce contingent *parce qu'il est de couleur*. L'amalgame est aussi devenu le piège classique dans lequel on fera tomber quiconque osera souhaiter que l'on voie *plus de blancs* représenter la France, non pas parce qu'ils sont blancs, mais parce qu'ils témoigneraient symboliquement du retour aux saines activités sportives d'une jeunesse métropolitaine détournée des stades par la *nouvelle société* en gestation depuis le séisme de Mai 1968. Sera également traité de *salaud*^[1] celui qui, sans la moindre animosité de caractère *raciste*, souhaitera tout simplement voir ramener l'énorme communauté immigrée HCE de ce pays à un niveau assimilable, par la mise en œuvre d'une *législation d'exception*.

Il fut un temps où l'on choisissait de devenir français pour autre chose que la Sécurité sociale. Un temps où concourir pour la France était la récompense suprême. Que s'est-il donc passé chez nous pour qu'un fils d'immigré « *français* »^[2] qui doit tout à la France, ose combattre sous les couleurs de son pays d'origine (short rouge vif orné de l'étoile verte) pour un titre mondial de boxe qu'il gagne, *et ne fasse pas hommage de sa victoire au pays qui l'a accueilli, élevé, entraîné et lui a offert sa nationalité, mais à celui dont lui-même ou ses parents ont dû s'enfuir* ; ou que le *Beur* « *français* » et champion olympique de judo^[3] dédie sa médaille d'or à l'Islam et l'Algérie ? Avez-vous entendu qui que ce soit s'en plaindre parmi les représentants de la nation ? Il a fallu qu'un Français d'origine algérienne^[4] vienne racheter leur ingratitude dans une lettre ouverte parue dans « *L'Equipe* »^[5]. Un fort plaidoyer en faveur de la reconnaissance due par cette jeunesse « *basanée* » à son pays d'accueil, que le journaliste français de souche, lui, trouva le moyen de chicaner par le commentaire suivant : « *À ceux qui voient comme nous dans l'attitude de Rahilou une manière sympathique de marquer ses origines (sic)...* » À quoi bon dans ces conditions s'obstiner à vouloir

1 — Epithète popularisé par B. Tapie à l'adresse de J.-M. Le Pen.

2 — Khalid Rahilou déjà cité, champion WBA des super-légers.

3 — Djamel Bouras.

4 — Farid Smahi, Président des cercles d'« *Arabisme et Francité* ».

5 — Livraison du 23/01/97. Les éditoriaux parfaitement objectifs de l'« *Equipe* » sur certains comportements critiquables, l'exposent au lynchage des directeurs sportifs qui pratiquent un panachage poussé à l'extrême.

intégrer ? N'y a-t-il pas un bon chemin à suivre entre celui de *l'assimilation forcée* (assimilation à l'Américaine des Indiens dans le dernier tiers du XIX^e siècle) et celui que l'on pourrait appeler le modèle ultra libéral d'« *insertion* » à la Française.

Il n'est pas une seule composante de l'identité nationale qui n'ait été souillée par ces 26 années (1981-2007) de dégradation accélérée comme en attestent ces quelques exemples consternants. La nation rayonnante qui emplissait de ses chefs-d'œuvre les bibliothèques du monde entier, n'a plus grand-chose à vendre. Qui donc lirait ailleurs qu'en France, Marguerite Duras ? À quelques exceptions près qui le confirment, notre appauvrissement scientifique se mesure par le déficit chronique des échanges de matière grise. Il est passé de 462 millions en 1981 à 160 millions en 1986. Dans les années 70 la France était à l'origine de 15 % des nouveaux médicaments introduits sur le marché international. Sa part est tombée à 3 %. En proie à une crise spirituelle sans précédent, la grande nation chrétienne fuit une religion où l'on « *n'enseigne plus que l'évangile selon Saint-Marx.* »^[1] La grande fille de l'église catholique comptera bientôt moins de fidèles dans ses paroisses que dans ses sectes, loges, mosquées, synagogues, temples bouddhistes et autres lieux de culte parfois impénétrables.

Le désastre est encore plus perceptible dans le domaine culturel où l'inspiration authentiquement nationale s'est dangereusement tarie. La promotion du métissage, qui est l'œuvre maîtresse d'un homme élevé au rang de sommité *en réserve de la Nation*, se traduit sous nos yeux par une sorte d'intégration à rebours. L'enrichissement prétendu de l'hybridation culturelle se révèle être en fin de compte un affreux abâtardissement dans lequel la France s'engloutit. Quand il ne s'agit pas de la substitution totale de cultures étrangères à la nôtre.

Cette intégration à l'envers affecte encore plus dangereusement les « *petits Français* ». Dans les zones de « *non droit* », ils sont marginalisés par le nombre et l'ascendant que prennent sur eux les grands frères^[2] de souche étrangère. À l'école et dans nos lycées ils subissent la loi d'Afro-beurs généralement plus âgés donc plus robustes, livrés à eux-mêmes dès l'âge de 8 ans par l'absence de tutelle parentale (nous avons déjà précisé que très souvent analphabètes, les parents n'ont pas les moyens de l'exercer). Et ces « *jeunes* » de plus en plus jeunes n'ont-ils pas été enhardis à faire régner la terreur par l'impunité dont ils ont bénéficiée jusqu'ici ? Un régime de faveur en leur qualité de mineurs qu'ils doivent à leur irresponsabilité devant la loi bien qu'ils soient le plus souvent dotés d'une précocité équivalente à celle des adolescents de souche française ? Dans ce choc de cultures aux antipodes les unes des autres, faut-il vraiment s'attendre à ce que ce soit la moins violente qui prenne le dessus ?

Voilà un tiers de siècle que nos maîtres, nos hommes de loi et nos responsables politiques se rongent les ongles à tenter de faire régner l'Etat de Droit dans l'école. Une tâche qu'ils savent pourtant bien irréalisable en raison d'une croissance exponentielle de la jeunesse exogène. Celle issue du flot continu de *l'immigration francophone* (afro-maghrébine), du *tiers-monde* et des « *gens du voyage* » accourus au pays de cocagne dans l'appel d'air de son *aspirateur social*. Aucun remède préventif ne sera jamais trouvé qui, dans le cas inédit en Europe d'*insoumission massive* qui nous préoccupe, puisse se substituer à la simple vertu d'une *sanction à valeur d'exemple*. Ce n'est pas le *prêchi-prêcha* de nos pleureuses que le délinquant aura la moindre chance d'entendre mais la menace d'une sanction pénale exactement ajustée à la gravité du délit, et assortie d'un coefficient supplémentaire d'*exemplarité*.

1 — Avril 1997. Le directeur d'une institution scolaire catholique de Toulon refuse l'inscription des enfants de M^r Chevalier, le Maire démocratiquement élu de cette ville. Chef d'une famille catholique et scrupuleusement pratiquante, ce dernier en appelle au diocèse, lequel confirme la décision sous prétexte que « *ses idées (seraient) incompatibles avec les enseignements de la morale chrétienne !* ».

2 — Chefs de bande.

Plus on leur fera la morale et plus ils se moqueront de notre naïveté. À l'école comme ailleurs il faut rétablir la crainte du gendarme. Ce n'est évidemment pas en réintégrant par une porte dérobée le voyou qui a injurié et agressé son maître, que l'on mettra un terme à la violence scolaire. Et ce n'est pas non plus en punissant de 2 ou 3 mois de prison avec sursis les *pyromanes multirécidivistes* que l'on éteindra les feux de banlieue. L'échec flagrant des *politiques de la ville et de prévention* menées tant par la « droite » que par la gauche, soulignent à la fois l'impuissance de notre classe politique et l'inadéquation des préceptes *droitdlhommistes* à la jungle de l'ouverture mondialiste. L'insécurité prend de telles proportions que l'Etat n'aura d'autre choix que de mettre son angélisme au placard pour s'engager sans états d'âme dans une politique de *répression* implacable envers toutes les formes de délinquance et spécialement en *zones difficiles*^[1]. Encore faudra-t-il qu'une condition nécessaire fut préalablement remplie. Comment parvenir en effet à instituer un niveau de tolérance 0 dans nos banlieues *quand le reste de la Nation donne l'exemple d'un laxisme généralisé* ?

Il faut sans attendre lever le voile opaque qui fait encore douter de la légitimité des positions dont je me suis fait l'interprète sur cette question. La France n'a de travail à offrir aux étrangers que celui dont elle a besoin. Et *temporairement* si tel est son souhait. Les postes de travail que ceux-ci occupent, le seront de plus en plus au détriment de Français *qui pourraient parfaitement s'en accommoder si l'Etat-providence n'était là pour les en dissuader*. La France n'a pas d'obligation morale envers les pays anciennement placés sous sa tutelle au prétexte qu'elle les aurait « colonisés » ou comme la vulgate médiatique tend à le faire croire, les aurait « exploités ». Ces contrats ont été résiliés, après avoir été trempés dans le sang de dizaines de milliers de nos jeunes soldats. La France n'a donc de contrainte envers ces pays, que celles découlant de l'intérêt réciproque à entretenir des relations constantes et de bonne intelligence dans les domaines *culturel et économique*. Un champ de coopération déjà suffisamment onéreux pour exclure formellement que sous le prétexte d'une quelconque exigence humanitaire, elle s'astreignât à accueillir chez elle en « *pension complète* », leur surplus de population. Il est temps qu'en disculpant la France de son passé, une analyse enfin objective de son rapport avec les foyers d'immigration, l'affranchisse des entraves idéologiques qui la dissuadent de tarir les courants d'immigration irrésistiblement attirés vers elle, en employant la « *manière forte* » pour y faire respecter ses lois. Toutes ces solutions sont connues. Mais il ne s'agit de rien d'autre pour leur donner force de loi que d'une rupture radicale avec l'esprit de la politique suivie en France en matière d'immigration depuis la dislocation de son Empire.

Qu'il faille du temps, beaucoup de temps pour que réussisse une greffe culturelle, c'est là une vérité d'évidence s'agissant plus particulièrement d'un receveur aussi rebelle que notre immigré-type à l'abandon de son identité. Mais qu'on prétende la réussir en laissant se développer chez nous comme on le fait, les puissants *anti-corps*^[2] que sont les caractères distinctifs de la langue, de la religion, de l'école, de la musique et surtout de pratiques non autorisées par notre code civil (polygamie, excision, etc.) est totalement insensé. Une telle dérive revient à promouvoir le *développement séparé* d'autant de compartiments étanches que notre Tour de Babel comporte de communautés diverses. Si bien qu'en guise d'intégration, nous subventionnons une sorte de *version maligne d'apartheid*, dont l'aboutissement prévisible sera le démembrement de la Nation.

La santé d'un peuple se mesure à la vigueur physique et intellectuelle de sa jeunesse.

1 — Demandez à Giuliani, le fameux maire dégraisseur de la ville de New York, ce qu'il a fait pour en nettoyer les quartiers les plus criminogènes au point que désormais on programme leur visite dans les « *tours* » des agences de voyage ?

2 — Ecoles coraniques, talmudiques et radios « *ethniques* ».

La France a constaté avec effroi ce qu'en avait fait la démission de ses aînés devant l'œuvre de dégradation corporelle et mentale de celle-ci par l'école républicaine : révolte de Mai 1968, manifestations (du 5/6/86) contre la Loi Devaquet (démissionnaire 8/12/86), grèves étudiantes contre le plan d'urgence pour les Universités de F. Bayrou, etc.

Une jeunesse à la dérive, doutant d'elle-même et de sa capacité à affronter les dures réalités de la vie. Elle ne savait même pas pourquoi elle se trouvait dans la rue et ne pouvait même pas expliquer le contrat d'insertion (CIP)^[1] contre lequel elle manifestait. Une jeunesse télécommandée qui défilait simplement par crainte de devoir affronter la vie. Une jeunesse trompée par un système de pensée en retard sur l'évolution des sociétés modernes. Une jeunesse bernée par la sous-estimation de l'effet réducteur^[2] et de la sophistication de l'offre globale d'emploi par le progrès technologique (mécanisation, robotisation, informatisation, automatiser, etc.) et le perfectionnement des méthodes de gestion. Une jeunesse contaminée par le syndrome soixante-huitard. Un syndrome dont on ne pouvait attribuer la cause à l'Etat de la Nation à cette époque des « *années glorieuses* ». Une effervescence menaçante pour la paix sociale qui s'est propagée aussi vite qu'une épidémie dévastatrice et fait toujours ressentir ses effets dans notre société. La désinformation constante dont on intoxique les Français expliquerait l'insurrection de mai 1968 par « *un appétit de modernité de notre jeunesse* ». C'est là un diagnostic simpliste. Sans doute pouvait-on invoquer comme motif d'impatience le climat social créé par une gouvernance « *droitière* » de neuf années successives (8.1.59 – Mai 1968). Mais on a peine à distinguer derrière le terme racoleur de « *modernité* » un tel motif de violence.

L'analyse objective de la situation en Mai 1968 fait plutôt apparaître différentes causes à prendre en considération :

1. L'amplification de la contestation par la propagande intensive d'une gauche impatiente de récupérer ses places dans le système.
2. L'aboutissement d'un quart de siècle de formatage du futur citoyen sur les bancs de l'école républicaine. Dressage prémédité de la jeunesse en vue de la constitution d'une force d'opposition et d'appoint dynamique facile à enflammer, au projet de déstabilisation de la République. Quand les circonstances s'y prêteraient.
3. L'irruption sur la scène universitaire de révolutionnaires (trotskystes) déterminés à utiliser la jeunesse comme détonateur d'un mouvement insurrectionnel s'étendant à la France entière (D. Cohn-Bendit de *nationalité allemande*^[3] et Alain Geismar, Secrétaire général du SNE-SUP) et fondateur de la gauche prolétarienne.
4. La reprise en mains du soulèvement par le syndicalisme de gauche opérant ainsi la convergence du prolétariat et de l'Université dans des rassemblements monstres (6 000 000 de grévistes le 20 mai 1968).

On ne dut le retour à la paix sociale qu'aux accords de Grenelle fin mai 1968. La véritable dimension de ces événements se mesure à leur retentissement dans tous les domaines et plus spécialement sur les plans :

1. Politique, par l'affaiblissement international de la France.
2. Financier, par la dévaluation du Franc (attribué aux concessions faites aux syndicats).
3. Sociologiques, par l'extension de la contestation à l'administration et à l'économie.

1 — Rappel : Contrat d'Insertion Professionnelle.

2 — Bien que momentané en théorie économique.

3 — Interdit de séjour le 19 mai 1968, et revenu clandestinement en France le 29.

4. De l'Éducation, en raison de l'échec des projets d'adaptation de l'école à la nouvelle société (immigration) et aux effets de la mondialisation.
5. 1, 2, 3 et 4, greffés sur :
 - a) L'insuffisance des installations d'accueil dans les Universités : 60 000 inscrits avant-guerre passés à 605 000 en 1968.
 - b) L'inadaptation des universités à la préparation à la vie active (capacité des IUT réduite à 90 000).
 - c) Les mécontentements catégoriels des « *assistants* » de l'enseignement supérieur.

Le soulèvement de Mai 1968 demeurera pour longtemps le symbole de la puissance explosive d'une jeunesse endoctrinée par ses maîtres au culte du désordre et de la désobéissance par réaction à l'aversion de l'ordre et de la discipline. Sous l'impulsion des syndicats et des partis de gauche, elle sera mobilisée à point nommé, en renfort de la résistance à la réforme d'un conservatisme jugé archaïque. Confinée à l'origine aux amphithéâtres de la Sorbonne, l'agitation sociale s'est alors transformée en crise de régime.

Notre jeunesse continuera donc à défilier, côte à côte avec tous ceux dont la cause est étrangère sinon l'adversaire de leur propre destin et celui de la Nation. En masochiste modèle de notre universalisme, elle a pris goût à défendre les *sans-papiers*, ces futurs géniteurs de Français de circonstance dont à son tour elle aura plus tard la charge financière. Personne n'ose lui dire en effet la terrible surprise que lui réserve sa projection dans un monde sans barrières protectrices. Un monde où, pour survivre, les agents économiques n'auront de cesse d'élever leurs critères de recrutement et d'évaluation de performance. On ne la prépare pas à cette arène de concurrence acharnée où s'opérera nécessairement une sélection sévère à tous les échelons et tous les domaines de l'activité humaine. Des perspectives qui rendent absolument dérisoires les combats d'arrière-garde de l'interface syndicale de notre école. Et suicidaire la faiblesse d'un Etat qui ne cesse de reculer ou de composer avec la résistance au changement de ses structures obsolètes.

Ce n'est pas innocemment que « *l'armée du monde la plus nombreuse après l'Armée rouge* » fut chargée de l'Education nationale. De la classe maternelle à l'université, des milliers d'enseignants sortis de la même matrice ont ainsi imprimé leur vision chimérique de la société humaine dans les cerveaux de nos enfants. Le chahut de la rue dans lequel leurs maîtres les ont entraînés pour la défense de leurs propres intérêts catégoriels, leur ont fait perdre l'envie de travailler et prendre des années de retard qu'ils ne rattraperont jamais. Une « *avancée sociale* » de plus pour une nation qui a tant besoin de sa santé physique et morale et de ses capacités intellectuelles, pour compenser tout ce qu'elle a perdu depuis le début de ce siècle. Passée la porte de l'école, c'est l'autre armée d'imposteurs distillés par le système – syndicats majoritairement instrumentalisés par la gauche politique, médiocrates et intellocrates délirants – qui a pris le relais d'endoctrinement, pour leur faire prendre pour des choses tout à fait normales ce que nous qualifions d'« *Exceptions* » et dont on ne pourra jamais faire l'inventaire complet. C'est notre jeunesse qui, sans s'en rendre compte, paie le plus cher l'« *avancée* » sociale telle qu'elle est conçue en France. Comment celle-ci se relèvera-t-elle si on ne parvient pas en priorité absolue à l'immuniser contre les poisons de l'école républicaine ?

E. Balladur s'est enchaîné dès son investiture à la promesse de ne pas toucher aux « *droits* » acquis. L'épisode social du CIP illustre bien l'impossibilité de son pari : celui de bâtir une société libérale performante sur des fondations toujours ancrées dans le socialisme. Les Français voulaient un réformateur ; ils ont eu un habile perpétuateur du désordre

établi. Et ce n'est un secret pour aucun observateur avisé que son vainqueur dans la course à l'Élysée fera preuve d'une virtuosité insurpassable dans cet exercice.

La fable d'un marasme général dont le monde ne serait toujours pas sorti, figure en bonne place dans le pot-pourri politico-médiatique, pour occulter une *réticence à travailler* essentiellement imputable à nos propres errements. Et une économie moins apte que les autres à émerger de la récession sans trop de dégâts collatéraux. Ce n'est ni à une prétendue défaillance de l'appareil industriel, ni à la conjoncture internationale, ni même à la monnaie unique qu'il faut imputer notre inaptitude à absorber l'énorme masse de travailleurs sans emploi qui clochardise la France, mais à un mal devenu « *malin* » dans son histoire récente. Un mal collectif inséminé il y a de cela deux siècles et que semble-t-il ni les citoyens ni leurs dirigeants n'ont la volonté de guérir. En s'abstenant massivement de voter, des millions de Français s'excluent du destin de la Nation et quand ils vont aux urnes c'est pour y faire les mauvais choix. Il n'est pas étonnant que les uns et les autres aient accumulé autant d'« *Exceptions* » enfilées comme des perles au long de cet Essai : une morale *inversée*, des politiciens *castrats*, les *lobbies* au pouvoir, une information *manipulée*, la volonté populaire *détournée*, des Français *maternés*, une école *subversive* phagocytée par l'ultra-gauchisme de ses syndicats et qui prêche autant qu'elle n'enseigne et n'« *éduque* », une « *élite* » *capitularde*, la nocivité de *syndicats* dont *l'effet dévastateur* sur la santé de la Nation est inversement proportionnel à l'insignifiance de leur représentation, la rigueur et l'effort tournés en dérision, le profit *diabolisé*, l'esprit d'entreprise *découragé*, les sports nationaux de la *combine*, du filon, du piston, du passe-droit, de l'embrouille, de la *contestation* et de la *désobéissance*, la frénésie *droitdlhommiste*, le drame du chômage mais aussi trop de *chômeurs professionnels*, une économie stagnante, un pays en campagne électorale permanente, et un *Etat-Eunuque*.

Voici par contre près de deux ans que la locomotive américaine s'est remise en marche. Elle ne le doit pas aux promesses rituelles du nouveau Président, mais à la dynamique économique – relancée dix ans plus tôt par R. Reagan –, que B. Clinton a eu le flair de ne pas casser. Partout où cela s'avérerait possible, R. Reagan avait remplacé l'Etat par l'initiative privée au nom du principe directeur selon lequel l'« *Etat n'est pas la solution aux problèmes, mais le problème* ». L'étroite relation dans cette économie exemplaire entre l'emploi et le rythme de la production industrielle s'y traduit au premier frémissement de la demande, par le fléchissement immédiat de la courbe du chômage. Celui-ci a chuté spectaculairement depuis la reprise, de 11 à moins de 6 % de la population active^[1].

L'articulation étroite entre l'offre d'emplois et la demande de produits aux Etats-Unis n'a d'autre cause que l'existence de relations saines entre le monde du travail et celui du capital unanimement considéré comme le moteur irremplaçable de la prospérité nationale. Vivre des seules contributions de l'Etat, comme des millions de citoyens et *autres résidents* le font en France, est un exercice beaucoup plus difficile sinon impossible en Amérique. Ceci explique pour une grande part, la déférence particulière qu'on y témoigne à la notion de travail. Un respect que le salarié américain honore par la disposition à l'effort, la polyvalence et la disponibilité. Des vertus qui n'excluent pas, tant s'en faut, l'amour de l'argent et l'acharnement à s'élever pour gagner plus. Son espace de prospection n'a pour limite que celui de l'immense territoire national qu'il parcourra – s'il le faut en *mobile-home* – à la recherche d'un *job*. Selon les invités *corrects* de nos vedettes audiovisuelles, les Américains ne percevraient que des « *salaires de misère* ». Alors que très souvent il s'agit de compléments saisonniers ou provisoires dans l'attente du premier *job* recherché ou retrouvé. Quant au plein-emploi que le monde entier envie, ils en contesteront la prodigieuse gratification pour la « *culture* »

1 — Résultat annoncé à la date du 12/03/95. Par comparaison, nous en sommes en France à 12 %, sur la base de la statistique du chômage, 23 % si on y range l'emploi précaire des « *parqués sociaux* ».

américaine, en prétendant qu'il serait principalement composé d'« *emplois précaires* ». Un terme chargé en France du même degré d'abomination que la notion de *profit*, d'*ordre* ou de *rendement*. Alors qu'au royaume de l'entreprise privée, la *précarité* est tout simplement le nerf de l'économie. Parce que rien n'y étant garanti à personne, tout le monde *bosse*. Mais en revanche, celui qui a perdu son travail, sait qu'il en retrouvera un autre au plus tard dans les quelques mois qui suivent. Il sait aussi qu'à performance égale, il retrouvera rapidement son précédent salaire. Entre-temps, il aura quitté son ancienne adresse et se sera installé à proximité de son nouveau travail. Sans intervention de l'ANPE ou de qui que ce soit, en ne s'étant fié qu'aux offres de travail de la presse spécialisée couvrant la totalité de l'espace national.

Dans cette ruche aux dimensions gigantesques, demande et offre de travail s'ajustent spontanément pour satisfaire au mieux les besoins de la machine économique en main d'œuvre et personnel qualifié. Avec pour résultat la réduction du chômage à un volume incompressible. En langage technique on résume cela par *flexibilité*. Source d'un immense réservoir d'énergie où l'Amérique puise son extraordinaire vitalité. Notons qu'on retrouve cette disposition particulière dans sa résistance à l'adversité. Si la fatalité du cycle économique – ou va et vient de la *prospérité* et de la *dépression* – est la règle universelle, c'est bien l'Amérique qui y semble la mieux préparée. Grâce sans doute à une sorte de fatalisme issu tant de sa foi inébranlable dans le capitalisme que dans sa résignation aux hauts et aux bas spectaculaires de son économie et par là même à celle parfois du régime de la « *vache enragée* ». Ils tiennent pour inéluctable la *précarité* de leur condition dans le tourbillon d'une société hyperconcurrentielle. On n'y gagne que ce qu'on y a conquis de haute lutte. Sans l'Etat providence devant eux, mais le seul exercice de leur pleine responsabilité, ils ont le dos au mur. L'autre secret de leur dynamisme proverbial.

Un autre trait essentiel du capitalisme américain mérite d'être souligné. Le *patron* y a perdu avec le temps la mauvaise réputation qu'il s'était faite aux premiers jours de la révolution industrielle. Il doit ce degré de sagesse à l'expérience rapidement acquise du fait de l'évolution fulgurante de l'économie américaine et du climat de concurrence effrénée qui l'a accompagnée. Si le patron américain du système capitaliste est « *cupide* » – dans le sens où la « *rapacité* » est un peu comme « *le nerf de la guerre* » (il faut gagner toujours plus pour survivre) – il agit comme si ses employés avaient bien le droit eux aussi d'être animés par la même attente. Cela n'a pas été le cas en France. L'isolement protecteur dont le patronat a joui jusqu'à nos jours a encouragé sa morgue envers le consommateur, alimenté son dédain du subordonné et entretenu une ladrerie proverbiale.

Les syndicats américains bien que très puissants, procèdent d'une philosophie diamétralement opposée à la nôtre. Ils ne se battent pas pour des *privilèges*, mais pour des *rémunérations*. La finalité de leur action est d'assurer à l'adhérent la plus grande indépendance possible vis-à-vis de l'Etat en matière de santé, de famille, d'assurance chômage et de retraite. Les salariés comme les grandes fortunes ont compris et admis l'incertitude du travail rémunéré ainsi que celle d'un capital soumis aux aléas du marché. Mais ils en apprécient la récompense : *celle d'une véritable liberté*. Ils ont la sagesse de collaborer avec un système jugé à juste titre sinon le meilleur, du moins le moins mauvais. Ils se plient à ses règles sévères et sont trop jaloux de leur indépendance pour solliciter l'immixtion de l'Etat dans des relations professionnelles qui ne le concernent pas. L'Amérique a su reconnaître les bienfaits du capitalisme. Les rapports capital-travail ne s'y embarrassent ni de théologie ni de considérations d'ordre politique. De même d'ailleurs que la politique ne s'y encombre pas d'idéologie. Ainsi a-t-elle fait depuis la Seconde Guerre mondiale, l'économie de conflits qui sont ici notre pain quotidien. Le thème de la lutte des classes n'a pas marché chez elle et cela pour une raison très prosaïque : l'Américain ne perd jamais de vue d'employer et de s'enri-

chir à son tour. Il a l'intelligence élémentaire de comprendre que sans riches, ils seraient tous pauvres.

Si dans le sport il ne réserve ses éloges qu'au *vainqueur*^[1], il s'en remet dans la vie comme sur le stade à cette loi tenue pour la plus équitable, selon laquelle la hiérarchie d'une société industrielle doit s'établir du haut en bas en fonction de la *performance*^[2] – entendue dans le sens large du *mérite* de chacun. Voilà une conception de la vie aux antipodes de celle qui en pays touché par la grâce révolutionnaire a été « *pervertie* » selon les cas par des considérations humanitaristes – le *trinôme droitdlhommien* –, ou économétriques – le *stakhanovisme* soviétique.

Dans un furieux combat d'arrière-garde, les tenants du socialisme à la française laissent percer leur aversion pour ce système à longueur de pages et d'émissions radio-télévisuelles. Il laisserait paraître-il beaucoup de monde dans le fossé, laissant entendre par là qu'il y aurait plus de pauvres en Amérique que chez nous. Le déchet social du capitalisme est indéniable. Et commun comme il l'est à toutes les sociétés construites selon la loi de l'inégalité fondamentale. La règle propre à tout ce qui existe sur terre dans les règnes humain et animal. Il n'en reste pas moins que le déchet qui résulte du capitalisme en Amérique n'est pas supérieur à celui que génère notre socialisme rampant, si on le mesure à l'aune du chômage statistique comparé de la France et des USA par rapport à la population active^[3].

Le contraste est accablant entre ce modèle américain de société souple, ouverte, dynamique, en quête de liberté par l'élévation sociale, admirative du succès de l'autre, et amoureuse de l'argent pour le dépenser ou le faire travailler. Et celui qui est le nôtre d'une société bloquée, cloisonnée, assoupie, en quête d'avantages par le biais de l'agitation sociale, aimant l'argent pour le cacher et envieuse de celui des autres. Deux conceptions opposées de la façon d'assurer le meilleur équilibre social. La première qui privilégie *la création de richesse* – l'économie ne distribue-t-elle pas que ce qu'elle a préalablement *produit* ? La seconde empiétrée de références dogmatiques qui se préoccupe avant tout de prendre à Paul ce qu'elle donnera à Jacques, l'une et l'autre campées de chaque côté d'une ligne de démarcation des *contribuables* et des *assistés* – ou des « *riches* » et des « *pauvres* » en terminologie socialo-communiste.

Eternelle « *Exception* » française du règne de la langue de bois, de la fuite en avant, de manœuvres politiciennes et de la mise en coupe réglée des ressources de la France. Le plus affligeant dans tout cela, c'est le comportement de l'*idiot-utile*. Floué, bêlant et consentant, il s'était fait une raison de remettre son sort entre les mains de Balladur. Un moindre mal dans le fond. Mais crédule et inconstant, il lui suffit qu'un homme moins scrupuleux vienne lui promettre tout et tout de suite pour qu'il se jette dans ses bras. Que J. Chirac ait lâché l'UDR pour les centristes giscardiens ; qu'il ait trahi Giscard pour faire voter socialiste et qu'il se réclame maintenant de la pensée de Mendès-France pèsent bien peu dans le contour de sa personnalité. Car ce qui la définit le mieux c'est de dire ou de tout faire sauf de s'entendre avec la Droite nationale. Et moins encore avec ses idées qu'avec son leader. La seule résolution peut-être qui l'habite depuis qu'il s'est hissé au pinacle. Elle traduit son allégeance à des « *valeurs* » aux antipodes de celles prônées par la Droite nationale. Or une

1 — N'est-il pas évident que le mérite est d'autant plus grand de celui qui y est parvenu à s'élever au-dessus de tous les autres ?

2 — Sans nier toutefois l'existence de dérives inévitables dans un système économique ultralibéral où l'argent est roi.

3 — Il apparaît aussi incompressible en France à 12 % qu'il ne l'est à 6 % aux USA, ce qui ne met pas ce pays à l'abri des régressions économiques brutales en périodes de dépression. Mais ce phénomène cyclique est le lot de toutes les sociétés humaines.

saine alternance politique fonctionne comme une balance. Que celle-ci penche à gauche, elle ne reviendra à l'équilibre que si l'on charge d'un poids équivalent son plateau de droite. Autant dire que le changement n'est pas pour demain, si J. Chirac venait s'installer à l'Élysée.

L'enjeu politique des douze dernières années s'est déplacé de l'âpre confrontation de projets de société vers un combat décisif mettant aux prises deux philosophies diamétralement opposées, celle de *conservateurs* de tous bords arc-boutés sur un échec grandiose et celle de *restaurateurs* – nouveaux venus sur la scène politique en 1984 – motivés au premier chef par le souci de reconstruire la Nation autrement que sur du sable. Dans le langage de la désinformation, on range les premiers dans la catégorie des *progressistes modérés* drapés de toges et les seconds dans celle des *passéistes extrémistes* chaussés de bottes. Pilier de propagande du lobby cosmopolite, cette définition caricaturale des forces politiques en présence ne vaut pas que l'on s'y attarde. Elle n'a d'autre but que de réduire par la calomnie la progression de prétendus « *passéistes* » qui sont en réalité les seuls partisans sincères du *renouveau*.

Une recherche plus approfondie des motivations des électorats de gauche et de droite authentique montrerait par contre que le clivage ne s'opère pas seulement en fonction du choix pour une économie plus ou moins libérale mais aussi – paradoxalement – pour une préférence d'ordre éthique. De celui hérité de nos traditions fondatrices *séculaires* plutôt que de celui sorti des décombres d'une révolution destructrice. Gauche et « *droite* » s'étant mises d'accord sur une gestion bâtarde où se mélange le pire des deux modèles socio-politiques qui les opposaient, il ne restait plus que le choix d'un gabarit *moral* pour les départager. Vertus *œcuméniques*^[1] des uns opposées dans le combat décisif pour le salut de notre civilisation, aux vertus *cardinales*^[2]. Or le consensus prêché par Monseigneur Balladur gomme également les différences pouvant exister dans ce domaine entre gauche et « *droite* » parlementaires, par suite du ralliement de plus en plus prononcé de cette dernière à la philosophie *droitdelhommiste* de ses compères. Le *Front républicain* qui en est né est en fait sorti des cendres d'un ordre moral renié par ceux qui en avaient la garde naturelle. Laissés en jachère par la droite mercantile, il n'y a plus pour garantir le retour aux idéaux fondateurs de notre civilisation, qu'une Droite nationale devenue la hantise du microcosme politico-médiatique. C'est dans le vivier électoral de la gauche caviar que la « *droite* » cachemire puise à pleines mains pour enrayer sa progression. Et il est une autre espèce de « *Droite* » retorse dont on peut redouter qu'elle ne parvienne à l'anéantir, en faisant mine d'adopter ses thèmes politiques le temps d'une campagne électorale.

La représentation populaire se réclamant rituellement et conjointement des « *valeurs républicaines* » d'un bout à l'autre de l'hémicycle, dans la presse et dans l'audiovisuel, le subconscient populaire est insensiblement parvenu à les percevoir comme des « *valeurs de gauche* ». Les seules que l'on encense à tout propos. Fonds de sauce de tous les discours, elles symbolisent le consensus politique sur tout ce qui est mauvais pour la France.

Converti aux préceptes angéliques de la Révolution qui coupa la tête d'un bon Roi, l'instinct anarchique du Gaulois a repris le dessus. *Pas plus que la Monarchie il ne peut s'accommoder de la République*. Ce qui convient à son tempérament c'est la « *loi de la rue* » et la primauté du groupe, du clan ou de la personne, sur celle de la Nation. Une régression de notre société vers un stade de civilisation primitive.

Cependant, partout ailleurs et à contre-courant de *l'ouverture* mondialiste, se précise de façon croissante le repli des peuples dans leurs coquilles *nationales*. Les petits comme

1 — Foi, espérance, charité.

2 — Justice, force, prudence, tempérance.

un réflexe de défense de leur identité. Les grands comme s'ils rassemblaient leurs forces dans leurs bunkers pour mieux conquérir celle des autres.

Alors que se perpétue en France, dans ce pays comblé par la nature, le spectacle périodique d'insurrections dévastatrices et de *processionnaires* professionnels drapés de rouge défilant le poing levé en chantant *l'Internationale*, les images télévisées nous rapportent régulièrement le contraste affligeant pour notre amour-propre, de peuples moins favorisés célébrant rituellement dans des rassemblements monstres le bonheur et la fierté de partager en commun leur bien le plus précieux, la soumission à un dénominateur commun, *la Nation*. Comme nous pourtant, leur vie est faite des mêmes souffrances et des mêmes attentes insatisfaites. Mais ils ne demandent pas comme nous à la Nation d'en porter tout le poids.

On serait en peine de trouver une Nation comme la nôtre qui en a fait sa spécialité, d'alterner gloire et infortune ou, émergeant à peine de la tourmente, assez étourdie pour se précipiter à nouveau tête baissée dans une autre mésaventure. En des temps révolus, la France possédait encore des ressorts suffisamment solides pour gérer l'adversité. N'était-elle pas la première puissance mondiale en 1789 ? Mais son histoire post-monarchique fut un long cortège de désastres qui marquèrent les étapes d'une descente continue. Jusqu'à ces deux sanglantes guerres civiles européennes dont elle est sortie exsangue et appauvrie. Un corps privé de défense immunitaire, champ d'expérience idéal pour toutes les subversions.

Que peut-on attendre d'un peuple qui, comme l'arbre aux racines atrophiées, n'a plus la force de se tenir debout ? Courbé comme il l'est maintenant sous les mauvais vents d'un modèle de pensée corrupteur, il a perdu la volonté de se redresser. Il lui fallait une sève nouvelle, mais c'est un autre sang, de rhésus contraire, qui coule dans ses veines. Et l'intoxique. Tandis que l'opium des cocoricos officiels et des défilés d'opérette du 14 Juillet parviennent à lui faire croire qu'il est encore en bonne santé.

Nous avons tenté de démontrer tout au long de cet Essai que le déclin de la Nation n'avait d'autre origine que l'abandon en 1789 des traditions qui firent sa grandeur. Les brûlots de la *Philosophie des Lumières*^[1] et de la *secte des illuminés*^[2] avaient fait surgir dans un Paris en folie une meute avinée de coupeurs de têtes. Auprès des enragés de la Convention, les Césars les plus cruels n'avaient été que d'innocents chérubins. La France ne voulait que des Réformes. Ils la plongèrent dans une Révolution sanglante^[3] au nom de l'utopique trinité républicaine inscrite depuis ce temps-là au frontispice de nos bâtiments publics. D'un absolutisme institutionnel que le mouvement réformateur très actif en France depuis le début des années 1780 aurait fini par corriger, ils nous conduisirent à une forme plus pernicieuse encore de tyrannie, celle de la *pensée*. Un pouvoir de nos jours que n'exerce plus l'Etat en son nom propre, mais sous la dictée *des puissances de l'ombre et avides de pouvoir*^[4] si souvent évoquées dans cet ouvrage. Nous avons vu qu'elles ont progressivement investi les organes vitaux de la Nation par l'entremise d'institutions tenues – de l'*extérieur* – sous leur entière dépendance (l'Éducation nationale, la presse, l'audiovisuel) ou de groupes de pression turbu-

1 — « Et ses mains ourdissant les entrailles du prêtre en feraient des cordons... » Diderot.

2 — Coupable des plans destructeurs élaborés au Congrès général des loges maçonniques tenu à Wilhemsbad en 1780, selon le mémoire remis au Congrès de Vérone par le ministre prussien Haugwitz.

3 — Une tourmente qui l'entraînera dans la première des « *grandes guerres nationales* ». Des peuples entiers s'entre-tuant et non plus seulement ces aristocrates et leurs milices respectives se disputant l'honneur de gagner des batailles. Toute l'Europe ravagée par la soldatesque napoléonienne. Les germes de la haine anti-française semée de Cordoue à Moscou.

4 — Franc-maçonnerie tentaculaire, lobbies ethniques et confessionnels de minorités fortement implantées dans les centres vitaux de l'économie et de notre société (finance, haut négoce, communication, professions libérales, médias, showbiz, cinéma, classe politique et grands corps d'Etat).

lents (la multitude d'associations représentatives d'intérêts catégoriels et de minorités *ethniques et confessionnelles*) ou enfin de leurs courroies de transmission politiques, syndicales et *médiatiques*.

À propos de la « *tyrannie de la pensée* », observons en effet le cheminement contaminateur de celle « *lumineuse* » des précurseurs du socialisme. Nos apprentis sorciers ne furent-ils pas les promoteurs d'une surenchère permanente substituant progressivement à leur philosophie humaniste la recherche erratique d'un modèle de société idéale fondée sur le socialisme ? À partir du *socialisme utopique* du Comte de Saint-Simon (1760-1825), des *associationnistes* de Ch. Fourier (1772-1837) et P.J. Proudhon (1809-1865) et des *socialistes chrétiens* de Lamennais (1782-1854), l'archétype se scinda en deux courants. D'une part, l'extrémisme anarchiste et stérile de Bakounine (1814-1876) à Lev Tolstoï (1828-1910). D'autre part, la théorisation du communisme philosophique et scientifique de Marx (1818-1883) – *matérialisme dialectique* et analyse globale de la société comme théâtre de la *lutte des classes* – dont l'expérimentation impitoyable sur le peuple russe se traduisit par le résultat que l'on sait. Faillite retentissante dans les faits certes, mais démonstration spectaculaire de l'impact de la *pensée* dans l'esprit de millions d'hommes et des malheurs qui en furent la conséquence. Dont celui qu'on a appelé chez nous le *Mal Français*^[1]. Une pathologie que j'ai formulée différemment par « *Exception* » française. Car de surcroît nous sommes la seule des Nations « *développées* » à en souffrir.

Le « *crime originel* » de juillet 1789 ébranla à un tel point les fondations morales, spirituelles et constitutionnelles de la société française que celle-ci se trouva incapable en deux cents ans d'existence d'en réparer les dommages.

Bien que pétrie de bonnes intentions envers une France assommée depuis 1940 par tant d'années d'infortune, la V^e République ne résista pas longtemps à cette forme de non-conformisme anarchique de la société française. Sa sollicitude pour la Nation devint rapidement insupportable à la vigilance de ses vieux démons. « *Evian* », le « *Gaullisme immobilier* », l'« *esprit de 68* », le « *démagollisme* » de la droite *néo-gaullo-chiracienne*, marquent les étapes d'un processus dégénératif qui la précipita dans l'extravagance de 19 années de socialisme absolu^[2]. Ubu Roi, ses « *quarante voleurs* », son socialisme corrompu et corrupteur. Ce n'était plus la France que ses adeptes se proposaient d'administrer, mais le *genre humain*. Moins soucieux qu'ils étaient du citoyen que de l'être idéal, cette création hybride, produit de métissage, symbole admirable à leurs yeux du déracinement culturel auquel ils aspiraient passionnément. L'immigration était l'objet de toutes leurs prévenances, puisqu'à défaut de bras dont la France n'avait que faire – à quelques exceptions près citées supra – elle apporterait au socialisme le renfort de ses voix. Et qu'importait si la distraction préférée de sa progéniture était de bafouer nos lois. Peu importait en effet qu'elle vînt démentir le cliché *Droitdlhommien* de la bonté et de l'innocence originelles de l'homme. C'est la société, que nos bons Samaritains tenaient pour responsable de sa « *sauvagerie* ».

Alors que les théories par où se distingua la Révolution française ne trouvèrent de crédit que rarement chez les Nations qui caracolent en tête de la compétitivité mondiale^[3], il a fallu pour notre malheur qu'elles fussent consacrées chez nous en religion d'Etat. Aveuglés par leur idolâtrie, les intégristes du rite révolutionnaire traitèrent avec indifférence un mes-

1 — Spécialisation dans le « *toujours plus* » (F. de Closet), la *gréviculture* ou l'anarcho-syndicalisme, substances nutritives du socialisme révolutionnaire.

2 — 14 ans de Présidence Mitterrand (1981-1995) et 5 ans de Gouvernance sous la Présidence de J. Chirac, du Premier ministre Jospin (1997-2002).

3 — 21^e. C'est le rang auquel est descendue la France dans le classement 97 de la compétitivité mondiale (Palmarès fondé sur 259 critères).

sage pourtant lourd de signification : la répugnance des Nations européennes à se joindre aux célébrations du centenaire de la Révolution.

De mal en pis

Nous en étions là, empêtrés dans la cohabitation, lorsque « *J. Chirac vint !* »^[1]. Le moment était enfin arrivé où, seul pilote à bord, le nouveau Président disposerait des pouvoirs exécutif et législatif quasi-absolus l'autorisant, cette fois dans des conditions idéales, à opérer la rupture tant attendue avec le socialisme. Se révélerait-il digne des espoirs placés en lui par le « *peuple de droite* » ? Or ses deux années de mandat présidentiel ne nous ont montré qu'une sorte d'exécuteur testamentaire de son prédécesseur à l'Elysée, principalement appliqué à le surpasser en prosélytisme *droitdlhommien*. Venant de ce démagogue, la compassion soudaine pour le déshérité qui lui avait si bien réussi contre Balladur, servirait cette fois de support spirituel à sa croisade contre les valeurs prêchées par la Droite nationale. Cette prévention où se mêlait l'animosité politicienne envers un concurrent et l'exécration intime d'idées qu'il n'avait jamais cessé de flétrir, l'éloignèrent le plus loin possible des enjeux fondamentaux sur lesquels précisément le Front National avait construit sa notoriété. Label de la culture de gauche, l'« *Exception* » française devint de ce fait l'objet de toutes ses prévenances. Sa chasse gardée en quelque sorte. Comme s'il s'était couché dans le lit encore chaud de F. Mitterrand, sans même en avoir changé les draps.

Comme par le passé, la nouvelle donne gouvernementale n'avança sur les grands dossiers que jusqu'au point où de fortes résistances se faisant sentir, elle infléchit tellement la rigueur de ses réformes qu'il les rendit inopérantes au point de devoir les abandonner en chemin. Et quand il parvint à leur faire franchir le stade de la loi, on en attend parfois encore la publication du décret d'application. Comme par le passé, il dissipa son énergie dans des actions d'importance mineure, slalomant avec virtuosité pour contourner les obstacles. Comme par le passé, les contributions supplémentaires destinées à colmater les brèches ouvertes par le socialisme dans la comptabilité publique se perpétueront. Comment se résoudre en effet à de moindres recettes quand on ne parvient pas à diminuer les dépenses ? Comme par le passé, on remettra donc *sine die* l'allègement de prélèvements qui pèsent sur notre compétitivité internationale. Cercle vicieux dont je ne vois pas comment sortir en faisant l'économie d'un grand *chambardement*.

Et nous voici en mars 1997. Les dérapages constatés fin 1996 dans les dépenses de l'Etat et l'aggravation alarmante de son endettement^[2] ont acculé le gouvernement à opérer un tour de vis drastique dans son train de vie. La France doit remettre bientôt sa copie à l'examen d'entrée dans l'Euro. Cette politique de rigueur s'impose dans l'intérêt de la Nation. Occasion rêvée pour l'opposition de battre le rappel de ses milices pour faire entendre ses protestations indignées sur toutes les antennes nationales, la presse quotidienne et dans la rue. Forte de son emprise sur tous nos services publics, elle met en branle l'infanterie de leur droit de grève en paralysant les secteurs essentiels de l'économie nationale.

Une fois de plus le signal de l'épreuve de force est donné. Les avions, les trains,

1 — Elu Président le 7 mai 1995 avec 15 763 000 voix contre 14 180 000 pour L. Jospin. Chirac et Balladur totalisaient 12 000 000 voix au 1^{er} tour et Le Pen en obtenait 4 400 000. Il est donc incontestable que Chirac devait sa victoire au report des voix du Front National ! Ce qui donne la mesure de son ingratitude envers ce dernier. Lequel s'en souviendra en 1997. Quand Chirac perdit l'avantage d'une majorité législative quasi-hégémonique.

2 — Le seul service de la dette publique coûte quotidiennement à la France un milliard de francs en 1996.

les moyens de transport municipaux regagnent leurs hangars, les accès à nos ports sont détournés, les poubelles débordent d'immondices de Dunkerque à Marseille, professeurs et élèves ont déserté les écoles. Le cœur de la France a cessé de battre. Quant aux « *citoyens* » il y a bien ceux qui maudissent les grévistes, en silence, mais il y a ceux tout aussi nombreux qui les soutiennent. Le comble de notre stupidité collective. Pendant ce temps le gouvernement... réfléchit.

En présence non plus d'une simple grève mais d'un blocage prémédité des organes vitaux de la Nation, on attend de Chirac une réaction énergique. Ne dispose-t-il pas d'une majorité parlementaire écrasante^[1] et de la légitimité des réformes entreprises par son Premier Ministre (A. Juppé) ? En général affolé, il voit dans cette agitation le présage d'un nouveau 68. Plutôt que de sonner la charge, il tergiverse. D'autres préoccupations politiciennes le tourmentent. Cinq ans restent à courir sur son bail à l'Elysée. Une année seulement sur celui de la majorité présidentielle. Bien qu'investie de pouvoirs immenses, la « *droite* » velléitaire ne les exerce pas. Elle réserve toute son énergie à la guerre d'extermination qu'elle livre aux idées de la Droite nationale avec la férocité du chien loup défendant sa pâtée. Mais le prétexte consistant à incriminer en toute occasion les prétendus « *appels à la haine raciale* » ne suffit pas à étouffer la résonance des imprécations lepénistes dans l'opinion publique. C'est au dilemme suivant qu'il se trouve confronté :

1. Faire l'impasse des progrès constants du FN, attendre l'échéance législative de 1998 et interrompre ou poursuivre les réformes engagées.
2. Empêcher Le Pen de devenir l'arbitre de la situation en 98 en avançant le calendrier des législatives.
3. Ou négocier le soutien du FN aux élections législatives suivantes.

On peut se demander comment J. Chirac a pu en arriver au deuxième choix alors que toutes les sources de renseignement dont il disposait prédisent que le Front National est d'ores et déjà en mesure de faire basculer sa majorité ? C'est pourtant ce qu'il se prépare à faire. Sans même avoir reconsidéré l'option consistant à négocier préalablement avec son adversaire de droite le minimum de transactions lui assurant l'apport d'un fort contingent de voix FN^[2] en cas d'élection anticipée. Une contrepartie bien peu coûteuse pour son mouvement par rapport à l'enjeu^[3] du renoncement à quelques circonscriptions. Bien que préposé par ses maîtres (voir infra) à la direction d'une Droite lavée de ses compromissions avec le socialisme. J. Chirac semblait pénétré de *croyanances* qui l'en éloignaient. Opportunisme, arrivisme et atavisme ou la combinaison de ce triple déterminisme l'avaient entre-temps fait dériver vers ce qu'on appelle le « *Gaullisme de gauche* ». Une sensibilité politique inféodée aux courants de pensée dominants accrédités par le gouvernement provisoire de la République au lendemain de la libération. Plutôt que l'exercice – quand bien même périlleux – d'une *real-politik* de rapprochement fructueux avec la Droite nationale (excommuniée depuis ce temps-là) on comprend mieux sous cet éclairage qu'il ait préféré s'engager dans la voie dégradante que lui dictait son obédience à la « *pensée obligatoire* » du moment.

J. Chirac savait pourtant bien que l'opposition de son côté n'hésiterait pas en la circonstance à mobiliser contre lui le ramassis de l'extrême gauche révolutionnaire compo-

1 — Rappel : Législatives des 21 et 28.-8-1993 : Elus RPR + UDF + divers droite = 485. Elus PS + PCF + Majorité présidentielle = 91, soit une majorité législative de 84 % ou de 394 députés sur 576.

2 — Ne pas perdre de vue que de tels compromis garantiraient un renfort de 3 à 4 millions de voix.

3 — Une 3^e cohabitation évitée et 5 années supplémentaires (1997-2002) de majorité d'une droite revigorée.

sée entre autres enrégés des Trotskyistes de *lutte ouvrière* et de la LCR^[1], des Léninistes de l'OCC^[2], des Marxistes-Léninistes issus du PCF comme l'OCL^[3] fondée par l'ORA anarchiste et l'OCF, enfin des *pastèques* du mouvement vert « *écologiste* ». Comme vous le voyez, tout ce *beau monde*, renforcé par les déchets et fonds de tiroir de la Nation, était racolé au grand jour sans la moindre pudeur par les partis de *pouvoir* que sont le PS et le PCF, pour la défense acharnée de tout ce qui entraînait la France vers le fond !

La perspective d'une gauche réunie faisant le plein de ses voix offrait à J. Chirac la justification inespérée de « *passer le Rubicon* ». Au risque de trahir ses penchants intimes, il s'assurerait à son tour le soutien des puissantes forces nationales à la prochaine consultation électorale (législatives de 1998). Mais sans doute n'avait-il pas la trempe du fameux général. Car il se détourna du choix le plus rationnel et conforme à l'intérêt prioritaire de la Nation, au prétexte selon ses dires, « *d'empêcher la Droite nationale de devenir l'arbitre de la situation en 1998, en l'attaquant par surprise un an plus tôt.* »

Pour une surprise, celle-là en fut une et de taille ! À la stupéfaction des Français et des observateurs étrangers, J. Chirac décida le 21 avril 1997 de dissoudre une Assemblée nationale dont sa mouvance détenait, comme nous l'avons précisé au contexte, la majorité écrasante de 485 sièges sur 577 ! Plus grave encore, il n'était pas sans mesurer le risque encouru de la conduire au désastre inéluctable d'un scrutin fixé au 25 mai suivant. Imaginant ainsi avoir sauvé l'honneur d'un idéal nébuleux, il venait plutôt confirmer l'intensité de son empressement à satisfaire les attentes des ennemis de la cause nationale.

Le désastre est consommé aux élections législatives des 25 mai et 1^{er} juin 1997 lorsqu'on annonce que la représentation de « *droite* » est ramenée de 485 à 254 sièges et celle de gauche passée de 91 à 311. La France jouée à pile ou face. Un pari insensé débouchant sur une lamentable déroute. En coulant sa majorité, J. Chirac vient de plonger avec elle dans une troisième cohabitation inversée. Il a trahi une fois de plus les espoirs placés en lui. Pour ne pas parler de convictions, car il n'en a apparemment pas. *Pour n'avoir pas voulu composer avec la Droite nationale, il nous a ramené le Front Populaire et son Premier Ministre aux allures de Robespierre.* Pour cinq années dont je présume qu'elles achèveront le malade bien mal en point dont ils ont hérité.

On ne peut mesurer la gravité de ce qui vient de se produire sans un retour sur le passé.

Nous avons évoqué à de nombreuses reprises, l'existence dans les coulisses de la République de ces pouvoirs occultes qui téléguident la marche de l'Etat. Et il en est un, peu connu en France mais très influent à l'échelle mondiale : le « *B'nai Brith* » ou « *filis de l'alliance* ». Un diverticule maçonnique international dont l'effectif s'élèverait à 500 000 membres (années 80), *frères* et *sœurs* confondus. Son insistance à revendiquer une identité ethno-confessionnelle à *part entière* prend la signification d'un refus de reconnaître la révérence supérieure à la Nation.

La vocation de cette secte se précise sous la plume de son Président, le frère Sam Hoffenberg, qui écrit dans le Monde en 1984 : « On a introduit au Parlement la Droite la plus répulsive, qui crée un foyer de propagande, de haine et d'intolérance... Une surveillance s'impose dans ses interventions au Parlement Européen et ses déplacements dans le monde... En effet, il est à craindre que ce groupe extrémiste puisse servir à galvaniser tous les mouvements xénophobes et néo-nazis pour former une base légale à des actions violentes et donner un nouveau départ au terrorisme international (sic). »

1 — LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire).

2 — OCC (Organisation de Combat Communiste).

3 — OCL (Organisation Communiste Libertaire).

Suivez de près la démarche de notre classe politique et plus particulièrement celle de la « droite » néo-gaulliste et vous serez étonnés par son étroite corrélation avec les visions apocalyptiques du frère Hoffenberg^[1]. Personnage jusque-là anonyme, sortant brusquement de l'ombre pour insulter dans un quotidien à diffusion mondiale des millions de patriotes irréprochables en les assimilant à un nazisme depuis longtemps enseveli dans les décombres d'un sinistre bunker ! Il faut croire que cette imposture fut interprétée comme une injonction au pouvoir du moment de mettre tous ces patriotes au ban de la Nation. En s'y ralliant, J. Chirac devenu Premier Ministre de son acolyte^[2] de l'Elysée au lendemain des législatives gagnées de mars 1986, avait aussitôt décrété le retour au scrutin majoritaire à deux tours. Un scrutin interdisant à la Droite nationale tout espoir d'accéder au Palais Bourbon, comme ce fut le cas aux législatives suivantes de Juin 1988. C'est ainsi que dans un Etat prétendu de Droit car se réclamant d'une devise aussi généreuse, les quatre grands partis issus du Gaullisme étaient parvenus à priver d'expression politique 3 à 4 millions de Français justiciables par ailleurs de toutes les contributions dues à la République (service militaire, mobilisation éventuelle, taxes et impôts, etc.).

L'empressement de J. Chirac à se mettre au service des hallucinations du frère Hoffenberg s'est illustré par une guerre sans merci contre la Droite nationale sous l'autorité à l'époque de F. Mitterrand. Avec pour conséquence, l'affaiblissement de son *propre camp* sur le terrain électoral, lequel devait inévitablement dégénérer sous forme d'accords de la Droite *représentative* avec la Gauche dans ses confrontations avec la Droite nationale — sous prétexte de *Défense des Valeurs Républicaines* ! Il est clair qu'une telle situation de dépendance finirait par faire passer au second plan toute velléité de réforme salubre (dont nous avons montré qu'elle ne pouvait émaner que d'une Droite solidaire). C'était là le prix de sa trahison.

Il faut aussi s'interroger sur le rôle joué au sommet de l'échelle sociale par les pri-

1 — NDLR. En écho 26 années plus tard à l'ouverture de la chasse à la Droite nationale par Maître Offenbergl, les medias nous rapportent le 03/09/2010 un fait divers stupéfiant. Il souligne le développement en France d'un communitarisme omnipotent illustré par la suspension avortée d'une professeur d'histoire du Lycée de Nancy accusée d'avoir « *manqué de neutralité* » dans l'enseignement intensif de la Shoah. Une sanction que le Ministre de l'Education nationale, Luc Chatel, s'empresse de désavouer en exonérant l'engagement intégriste de l'intéressée pour ne retenir contre elle que d'insignifiants dysfonctionnements dans l'organisation annuelle pour ses élèves de pèlerinages dans les camps de concentration. Le conseil représentatif des institutions juives (CRIF) n'a pas manqué à l'occasion de se payer la tête du gouvernement en incriminant le « *révisionnisme rampant* » de son administration. Celle justement censée incarner le temple de la laïcité ! Songez à la situation inverse du malheureux professeur *Catho* s'employant à stigmatiser le génocide chrétien dans les arènes romaines et à organiser la visite annuelle de ses élèves au calvaire du Golgotha...

2 — Il faudra bien qu'un jour, le peuple français soit informé aux heures de grande écoute de l'étendue des dommages infligés à la santé de la Nation, par le pacte conclu lors de l'entrevue secrète organisée par et chez M^{me} Cresson en 1981 dans les jours précédant l'élection présidentielle de la même année entre F. Mitterrand et J. Chirac... puisqu'il scella l'apport des voix des Gaullistes de gauche à F. Mitterrand. Une trahison confiée à Philippe Dechartre, ancien Ministre de Ch. de Gaulle et Président du « *Mouvement Participation Solidarité* (MPS) », lequel s'en acquitta par l'envoi d'une circulaire à un certain nombre de secrétaires départementaux du RPR, recommandant de faire voter socialiste aux législatives des 14 et 21 juin 1981. Un coup de Jarnac aux conséquences incalculables puisqu'il livra notre pays aux lubies d'un socialisme dangereusement exacerbé par des années d'abstinence politique. Ce socialisme-là ne pouvait être la saine expression d'une alternance démocratique mais d'une détermination à appliquer à la France un modèle hybride inspiré par les élans sérapiques des instigateurs de la Révolution Française, mâtiné à sa gauche de Marxisme – Trotskisme – Léninisme et Stalinisme. Entrevue confirmée par l'ex-président Giscard d'Estaing en personne sur la chaîne de télévision (numérique) « *Toute l'histoire* » en 2007... à l'heure où la France était endormie.

vilégiés de l'élite hyper diplômée de nos Corps d'Etat et du patronat^[1]. Comment ont-ils pu se laisser duper par la satanisation effrénée d'une formation politique dont ils ne pouvaient ignorer qu'elle avait le moyen d'arbitrer la confrontation « *droite* »-*gauche* ? D'autant qu'elles ne se cachaient pas dans les diners branchés de reconnaître que J-M. Le Pen « *posait les bonnes questions* ». Le choix politique d'une opinion versatile ne dépend-il pas de ceux qui, dans l'ombre, tiennent les leviers de commande de l'appareil de l'Etat et des institutions ? Notre classe « *dirigeante* » serait-elle hantée par les mêmes phantasmes qui enfièvrèrent le microcosme intello-médiatique ? Suivrait-elle servilement les consignes de ceux qui décident – comme nous venons de le voir – de ce qu'il convient de penser ? Ou bien plus prosaïquement ne ferait-elle que préserver le capital de *bonnes grâces* et de *petites entrées* que lui ont acquises des années de fructueuses fréquentations dans le marigot ? Non pas qu'elle discernât dans le « *corpus* » de la Droite nationale la moindre menace pour la République. Elle le trouve tout simplement *moins accommodant*. Ce n'est pas pour lui déplaire que Le Pen dénonce le *fiscalisme*, mais elle tremble lorsqu'il parle de *rigueur*. Depuis longtemps convertie au mondialisme et n'y voyant que l'occasion de multiplier son chiffre d'affaires, elle reproche au discours estampillé sous l'étiquette de « *nationaliste* » de ne voir surtout que des dérives.

C'est là que se situe le plus profond clivage. L'immigration en est l'exemple le plus frappant. Elle apporte plus au « *patronat* » qu'elle ne lui coûte et l'insécurité grandissante pense-t-il ne franchira pas le mur d'argent des beaux quartiers. La dégradation morale de notre société n'est pas son affaire. Les valeurs défendues par la Droite nationale ne sont pas cotées en Bourse. Sur le « *long terme* » il n'attend rien d'elle. Voici des années qu'il anticipe la dissolution de la Nation dans le magma européen. Et il y a enfin pour expliquer le succès dans ses rangs du dénigrement de la Droite nationale, cette méfiance instinctive du grand capital envers *le peuple*. Une appréhension propre au nanti de tous les temps, que le syndrome lepéniste transforma peu à peu chez lui en peur panique d'une dérive dite *populiste*. Signification détournée de l'adjectif visant à diaboliser la faveur dont jouit la Droite nationale dans les milieux de bon sens populaire. Du fond corporatif de cette brave classe ouvrière de Français bien voyants, exaspérés par la morgue et l'immoralité des gardiens féroces de l'établissement républicain. Un *système* qui n'a rien à gagner d'un assainissement qui entamerait son pouvoir sur le nombre. Il pratique religieusement l'« *iconolâtrie* » de l'homme, mais se méfie du peuple qu'il corrompt délibérément en lui octroyant en guise de liberté, la libération de toute contrainte. De là l'effondrement du civisme et de l'Etat. Le droit de vote en V^e République, c'est l'alchimie consistant pour une poignée de démagogues constitués en Conseil d'Administration, à convertir en pouvoir absolu les représentants de 16 millions de votants sur 39 millions de citoyens inscrits. C'est donc tout naturellement avec la caution de l'oligarchie dirigeante et dans l'indifférence générale, que pour n'avoir pas voulu céder quelques sièges à son concurrent de droite, l'UPF en perdit 222 sur 479 sortants. Un hara-kiri du Président suivi du suicide collectif de la droite parlementaire.

Et enfin J. Chirac qui, pour plaire à la gauche, déserta son camp en reconnaissant contre toute évidence la participation *volontaire* de la Nation à la *solution finale* (le même qui décora de la Croix de Guerre les engagés français dans les *Brigades Rouges*^[2] à la solde de Moscou, comme s'ils avaient combattu pour la France !), pensez-vous vraiment qu'il tiendra rigueur de leur ingratitude, les Badinter, Dray, Estier, Fabius, Hollande (et Ségolène),

1 — Les exceptions confirmant la règle.

2 — Déguisées par une propagande partisane en vertueux missionnaires de la démocratie, les *Brigades Rouges* ne servaient en réalité sous le joug du NKVD que le noir dessein stratégique de l'URSS d'insérer en Espagne la première greffe du stalinisme en Europe occidentale.

Kouchner, Lang, Moscovici, Strauss-Kahn, Trautmann et beaucoup d'autres encore de ces figures emblématiques du socialisme hexagonal, d'avoir été les adversaires les plus virulents de sa majorité durant la campagne qui vient de se dérouler ? Celui qui, dans sa jeunesse, distribuait *l'Humanité* à la sortie des cinémas, a trop besoin d'eux dans le combat à mort qu'il compte poursuivre contre la Droite nationale, cette fois-ci à découvert, aux côtés de ceux qui viennent d'anéantir ses propres troupes.

C'est à lui et à sa compromission avec la gauche et ses idéaux que l'on doit la mise en œuvre de la *solution finale* politique des patriotes français. Car la stratégie des sans-culottes est immuable dans tous les domaines où elle exerce son pouvoir. Au Palais Bourbon par des manœuvres dilatoires, retardatrices et amputatrices des dispositions bénéfiques pour la Nation qu'on leur proposera. Dans la société, par l'agitation dans la rue et l'orchestration des émeutes de banlieue. Au gouvernement, par l'emploi des recettes qui ont échoué partout ailleurs.

Ils ne manqueront pas d'y recourir rituellement. Pour transformer en gangrène l'infection de tous les organes de la Nation.

« Avec la gauche au pouvoir, Jacques Chirac va enfin pouvoir mettre en œuvre la politique dont il a toujours rêvé. »^[1]

Ce qui veut dire qu'en douze années de présidence (1995-2007) dont cinq de concubinage impudique, notre « *Roi fainéant* »^[2] n'aura fait qu'accentuer l'impuissance de la République, son anarchie sociale, l'accumulation de ses déficits budgétaires, sa dépravation morale, l'insécurité, l'infirmité du chômage, le marasme économique^[3], la calamité du racket gréviculteur, la dégradation des institutions républicaines, l'endoctrinement de notre jeunesse à des préceptes perniciose et au révisionnisme historique, les ravages d'une immigration incontrôlée, le pouvoir asphyxiant abandonné aux forces occultes et ethno-confessionnelles. Au total, la régression consécutive du prestige de la Nation sur le plan international et de son influence dans les débats consacrés à la construction européenne. Un échec grandiose où, par la voix du Chiraquo-Jospinisme, la France n'aura eu rien d'autre à défendre que les chimères d'un humanitarisme bien peu rémunérateur dans les cénacles internationaux où se joue l'avenir de la planète.

Interrogeons-nous donc sur la cause profonde de l'« *Etat de la nation* ». On le voit bien dans le décryptage de notre histoire des deux siècles écoulés, nos Républiques ayant l'une après l'autre fécondé et nourri nos « *Exceptions* ». Non seulement en ont-elles accru la malignité, mais elles n'ont pas manqué, chacune à leur tour, de marquer leur passage par des désastres retentissants.

La 1^{ère} République (22/9/1792-18/5/1804) incarne ce paradoxe d'une Révolution française aussi frénétique dans ses élans idéologiques que dans les moyens et l'ardeur qu'elle mit en œuvre pour en imposer l'adhésion.

1) LES ÉLANS

- Le décret du 19/11/1792 stipulant que « *la République aidera les peuples qui voudraient se rendre libres et poursuivra la guerre en faveur de tous les peuples qui voudraient recouvrer la liberté...* ».
- La déclaration des Droits de l'Homme et des devoirs du citoyen précédant la Constitution dite Thermidorienne du 22/8/1795.

1 — Catherine Trautmann.

2 — Qu'il veuille bien me pardonner une dénomination tombée dans le domaine public depuis 2007.

3 — Accentué par la désastreuse légalisation des « *35 heures* ».

2) LA RÉPUBLIQUE À L'ASSAUT DE LA FRANCE ET DE L'EUROPE

- À l'intérieur par une guerre civile ininterrompue de juin 1793 à décembre 1800 (1^{re} guerre de Vendée – Guerre fédéraliste de la Convention contre les Girondins, 1^{re} guerre des Chouans, 2^e guerre de Vendée, 3^e guerre de Vendée et 2^e guerre des Chouans).
- À l'extérieur par des guerres continues dites « extérieures » : 1^{re} coalition contre la France (1792-1797) et deuxième coalition (1798-1801) contre la France, d'alliances alternatives entre les nations Européennes^[1]. Un cycle infernal qui se prolongea durant le Consulat (1799-1804) et le I^{er} empire (1804-1814) jusqu'à l'épilogue napoléonien de la guerre d'Espagne, de la campagne de Russie et de Waterloo.

BILAN DE LA I^{RE} RÉPUBLIQUE

- L'expérimentation de la guillotine comme outil d'une vengeance de classe (2 800 exécutions « officielles » à Paris et 42 000 estimées en Province)^[2].
- Exécution de Louis XVI le 21/01/1793 et de Marie-Antoinette le 16/10/1793.
- Destruction par la Convention des sépultures royales de Saint Denis (1/08/1793).
- Symbole de cruauté de la République, l'exécution par guillotine des généraux Biron et Custine parce qu'ils avaient perdu à Mayence le 27/08/1793.
- La terreur et la dictature de Robespierre.
- Le terrible coût en vies humaines des guerres civiles. Environ 600 000 morts seulement pour celles de la Chouannerie et de Vendée. Dont 200 à 300 000 civils nobles, prêtres, femmes et enfants froidement exécutés ou morts de faim et de soif.
- L'épisode barbare des noyades de *Carrier* à Nantes en automne 1793. 5 000 personnes liées 2 par 2 dans des « *Galiotes* »^[3] coulées dans la Loire.
- La Convention se refusant à respecter les lois de la guerre en provinces bretonne et vendéenne. Si bien que les blessés prisonniers étaient systématiquement passés par les armes.
- L'horrible industrie des tanneries de peau humaine à Mendon et Ponts-de-Lé.
- 1 700 prêtres assassinés à Rochefort le 14/11/1796.
- Des dizaines de milliers de soldats tués et disparus dans les combats de Belgique (Jemmapes et Fleurus), de Hollande (Neerwinden), de Rhénanie et d'Italie.
- Commerce et industrie de France ruinés.
- Monnaie dévaluée de 100 %.
- Libertés suspendues.

Un bilan présageant tous les malheurs futurs de nos Républiques.

Une II^e République (25/2/1848-7/11/1852) caractérisée par un intermède historique de transition entre le règne de Louis-Philippe (interrompu par la Révolution de Février 1848) et le sénatus-consulte proclamant le Second Empire et Louis Napoléon III Empereur des Français, le 21/11/1852. Quatre années de troubles sociaux et d'émeutes débouchant sur un régime autoritaire de remise en ordre et le deuxième épilogue catastrophique napoléonien : la capitulation de Sedan et l'armistice de Versailles (28/01/1870) consacrant la victoire

1 — Germanie, Prusse, Autriche, Bohême, Hollande, Portugal, République de Venise et même les deux Sardaignes.

2 — Dont certaines par fusillade, le rendement de la guillotine étant parfois jugé insuffisant.

3 — Barques de pêche à voile et fond plat.

de l'Allemagne.

La III^e République qui nous a entraînés dans deux guerres perdues. Le massacre de 1914-18, suivi de près par la débâcle de mai 1940, l'humiliation de quatre années d'occupation et la désillusion d'une libération ternie par une épuration sanglante^[1].

La IV^e République des *ballets roses* et de Diên Biên Phû et enfin la V^e République d'Evian entérinant l'abandon prémédité de l'Algérie, de *notre* Sahara et de Mers El-Kebir, la tiers-mondialisation de la France, ses millions de chômeurs et d'assistés, l'exode de ses cerveaux et de ses capitaux, tout un peuple vivant à crédit sur le dos des générations futures, la République tenue à la gorge par les syndicats du service public.

Les Présidents, Premiers Ministres et Gouvernements qui s'y sont succédé se sont pour la plupart contentés de badigeonner nos façades défraîchies. De simples peintres en bâtiment bien peu soucieux d'en rénover les structures chancelantes. Plaignons le chef intrépide auquel la France se déciderait enfin à confier son destin. C'est un travail cyclopéen qui l'attendrait. Car il n'est pas un recoin de ce pays, à l'exception des vestiges d'un passé prestigieux, qui devrait échapper à la *grande lessive*.

Certes les citoyens portent-ils la responsabilité collective de la situation extrêmement préoccupante de la Nation. Comparaison accablante avec ce qu'elle était avant le bannissement de ses traditions séculaires qui forgèrent la puissance la plus respectée dans le monde à la fin du XVIII^e siècle. Mais il faut chercher plus loin la cause profonde de l'échec manifeste de *notre* modèle républicain. Elle réside à mon sens dans la nature de son support philosophique. Nous avons déjà évoqué ce singulier *corpus* de préceptes grandiloquents – bien qu'au demeurant de grande élévation humaine – dont l'expérimentation a également démontré qu'ils étaient incompatibles avec le caractère rigoureux et impitoyable des lois de la nature. Et sont de ce fait inadaptés au gouvernement des hommes. Des utopies dont on peut mesurer le pouvoir de perversion et d'amollissement à l'aune de la société anarchique et décadente qu'elles ont engendrée. L'apologie de l'apitoiement qui imprègne notre bréviaire démocratique devait inévitablement aboutir au dévoiement de sa propre devise. Une liturgie propre à la célébration d'un culte. Au point que nos gouvernements exercent plutôt un sacerdoce que leurs responsabilités cardinales.

Les Français ont été projetés plus loin encore dans la rêverie humanitariste et l'amour de leur prochain par les rédacteurs du préambule de notre constitution du 27 octobre 1946. En dissonance flagrante avec l'évolution d'un monde rendu effroyablement violent par l'impatience des hommes à s'emparer d'une part toujours plus grande de ses richesses, ils passent leur temps à chanter la messe d'un rite extravagant.

Le contexte de nos vicissitudes militaires, politiques, économiques et sociales a ouvert un champ éminemment favorable à la contamination des « *relais d'opinion* » de notre société par nos maîtres à penser : hydre de l'« *Education* » nationale, audiovisuel, presse, cercles littéraires, haut-parleurs religieusement écoutés de la gauche politique, etc. Le lien qui unit tous ces vecteurs du gauchisme est une indifférence commune envers l'intérêt général de la Nation : entité internationalement reconnue comme dotée d'une personnalité propre, politiquement indépendante, regroupant un ensemble de personnes d'origines diverses rattachées au même territoire et déterminées à défendre son intégrité, enchaînées à la même histoire, ralliées aux mêmes traditions et articulées par une langue commune. La désacralisation de ce concept et l'effacement progressif du sentiment d'appartenance à ce

1 — Assombrie en guise d'« *épuration* » par un règlement de comptes qui déborda largement la sanction méritée par les milices crapuleuses. Gâchée par un rétablissement prématuré de la démocratie puisqu'elle installa le communisme pour plus d'un demi-siècle aux premières loges de la République.

type de communauté ne peut s'expliquer que par l'effet corrosif du messianisme universaliste des notions transnationales de liberté, égalité et fraternité. Une spécificité bien française, réductrice de celle d'identité nationale au simple rapport matériel de l'individu avec sa fiche signalétique.

Considérant que seules les idées force font bouger le monde et que nos déficiences sont imputables pour une grande part à cette religion officielle d'une doctrine abstraite et angélique, nous proposerions de lui substituer la déférence inverse au réalisme de valeurs concrètes. *Labeur, courage, force, ordre et fierté*, des commandements en adéquation parfaite avec le combat impitoyable qui met en lice dans la vie de tous les jours les Nations et les populations qui les composent.^[1] Autant de vertus nobles insupportables aux yeux du clergé cynique du *prêt-à-penser* à la mode, puisque inspirées par la reconnaissance d'une *inégalité fondamentale*, source de créativité, de combativité et d'esprit d'entreprise. Un phénomène comparable en physique à cette énergie développée en électricité dynamique par la différence de potentiel entre éléments de charge différente.

Avant la République c'est donc l'esprit de la Constitution qu'il faut changer.

Mais faut-il croire au sursaut de lucidité d'une Nation que l'holocauste de sa jeunesse en quatre années d'une guerre mal préparée, n'empêcha pas de courir en bandes molletières vingt ans plus tard à la défaite de 1940 ? Un peu comme ces mensonges qu'on leur rabâche sur les idées de la Droite nationale, n'avait-on pas fait avaler aux Français qu'ils étaient les plus forts parce que, eux, ils « *avaient du beurre* » ? Quatre années cette fois de luttes fratricides et de privations n'ont-elles pas été aussitôt suivies par un retour précipité dans les allées du pouvoir, au désordre et à la discorde qui en avaient été la cause ? Et une autre guerre perdue ne suffisait pas à notre déshonneur, n'a-t-on pas tout fait pour en perdre deux autres à *Diên Biên Phu* et à *Evian* ?

Et pour ne pas nous démentir, en perdre la cinquième qui se déroule sous nos yeux ? Un modèle d'immigration que nous ne parviendrons pas à maîtriser sans nous défaire d'une manie rédhitoire. Celle de nous sentir moralement tenus à faire bénéficier tout nouveau venu sur notre territoire des mêmes privilèges sociaux et légaux que ceux de nos concitoyens. Parce qu'une poignée d'énergumènes a décrété que tous les êtres humains étaient égaux en droits ! Les rédacteurs de la convention de Schengen (19 janvier 1990) résument cette spécificité dont la France a l'exclusivité, par l'euphémisme suivant : « *La France apparaît plus attractive, notamment pour les clandestins...* » En d'autres termes, un *aspirateur social*, une force d'attraction tellement puissante qu'elle transforme en vœux pieux les mesures dissuasives mises en œuvre pour en atténuer les dommages. D'autant que clandestins et prétendus réfugiés politiques disposent dans la mouvance immigrationniste du soutien passionné de politiciens faisant leur miel du *droit d'homme* et de révolutionnaires apatrides riches exploiters de main-d'œuvre illégale. Le concours d'une protection juridique dont ils ne se privent pas d'abuser et d'une myriade d'auxiliaires associatifs ayant pignon sur rue rappelle à certains égards la félonie des milices anti-nationales du parti communiste et des porte-valises de triste mémoire. Nous côtoyons quotidiennement en les maudissant, ces colporteurs d'un *humanitarisme* porté en bandoulière. Je renvoie le lecteur au sujet brûlant traité au contexte sous le titre « *La France colonie de repeuplement* ». Vous y trouverez toutes les raisons de croire au développement en France et avant la fin du siècle prochain d'une situation comparable dans une certaine mesure à celle que Pierre Grimal résume en conclusion de son ouvrage^[2]. « *Plus que jamais l'Empire est semblable à un monde clos où s'infiltrer des*

1 — Quelle que soit leur importance.

2 — « *La fin de l'Empire Romain* » Pierre Grimal (Editions de Fallois).

éléments étrangers, parfois en très grand nombre, dont l'assimilation ne pourrait être complète. Il ne saurait y avoir une adhésion spirituelle totale entre Barbares et Romains. Ceux-ci appartiennent à une culture dont les valeurs reposent sur des qualités humaines bien définies parmi lesquelles, comme déjà pour Cicéron, la Justice tient le premier rang, tandis que la vertu de courage, le fortitudo, a perdu ses accents guerriers pour n'être plus qu'une attitude de la vie personnelle. Plus qu'autrefois on exalte la bonté, la clémence et la pietas, c'est-à-dire le respect des liens de nature et de l'affection qu'ils expriment. Les Barbares, eux, se réfèrent à d'autres vertus, le courage physique d'abord, qui attire le respect des autres, la force de la personnalité, source de prestige. La fidélité des Barbares à leurs vertus explique sans doute que dans les régions où ils constituaient l'élément dominant, ils aient provoqué la formation de véritables Nations exemplaires. »

L'inconséquence des Nations victorieuses de la Première Guerre mondiale dans le règlement de l'imbroglio de la péninsule Balkanique est une illustration lumineuse des événements qui conduisirent toutes proportions gardées à l'effondrement de l'Empire Romain et à celui de la Fédération populaire de Yougoslavie composée avant son démantèlement, de six républiques et deux provinces. Entremêlée durant cinq siècles sur le territoire de Bosnie-Herzégovine, à des groupements humains de confession chrétienne et différenciée culturellement, historiquement et par la langue, la communauté musulmane fut la plus empressée à s'engager sur la voie du séparatisme. Elle démontrait par là la plus forte spécificité qui ne pouvait être due qu'à la religion puisqu'elle appartenait à la même famille sociale que les Croates, Slovènes et Serbes au milieu desquels elle vivait. Cette sécession invite nécessairement à la réflexion quant aux effets collatéraux à attendre de la prédominance numérique ainsi que du décalage prononcé des coutumes et croyances d'un groupement humain par rapport aux autres au sein d'une même société. Dans le cas particulier de la Bosnie et d'autres territoires de l'Europe méridionale, les peuples occupés depuis la conquête turque de 1470 jusqu'en 1908, date de la reconquête par l'Autriche-Hongrie, ne sont pas tous restés insensibles à la civilisation de l'occupant et à sa religion. Si bien que 63 % des inscrits qui votèrent en faveur de l'indépendance au référendum de février – mars 1992 étaient musulmans à 95 %. La proclamation par les Serbes de Bosnie-Herzégovine (BH) de la « *République serbe de BH* » marque le début du siège de Sarajevo et d'une guerre civile qui se conclut par la scission en deux entités de la République la plus peuplée et la plus prospère de Yougoslavie : la *Fédération de Bosnie Herzégovine croato-musulmane* et la *République serbe de Bosnie*.

Mais l'affreux dépeçage est loin d'être terminé ! Voici déjà la province serbe du Kosovo qui fait parler d'elle. Voisine de l'Albanie^[1], elle a en toute innocence accueilli chez elle 1 500 000 migrants fuyant les maigres repaires de leurs montagnes rocailleuses pour les terres fertiles du « *pays des merles* ». Conscients du poids de leur présence sur un territoire serbe dont la population est largement minoritaire, et bénéficiant du soutien conjugué de l'Allemagne, des Etats-Unis et de la France (oublieuse de ses liens avec la Serbie datant de la Première Guerre mondiale), ils ne tarderont pas à leur tour de réclamer leur autonomie. L'antichambre de l'indépendance, sous prétexte d'une majorité numérique. Que la Macédoine et le Monténégro de part et d'autre du Kosovo et voisins de l'Albanie y prennent garde. Unies par le Coran à la Bosnie, ces terres d'Islam n'auraient-elles pas vocation à constituer un jour une tête de pont musulmane beaucoup plus importante en Europe que l'enclave d'Istanbul ?

L'œuvre du grand Josip Broz Tito (1892-1980), arbitre respecté des joutes entre le monde occidental et le tiers-monde des années 60-80, aura ainsi été entièrement – liquidée.

1 — Soucieuse de tous temps de couper l'accès de l'Adriatique à la Serbie.

D'autres nations qui se sont engagées sur la même voie seront appelées à subir le même sort. La puissante Amérique n'en sera pas non plus exempte, soumise comme elle le sera de façon croissante à la pression irrésistible, à l'ouest des peuples asiatiques et au sud des peuples ibériques. A partir d'une population de 249 millions en 1990, composée de 199 millions de blancs – et 50 *d'autres origines* –, soit 80 % du total, une projection à l'horizon 2010 montre que la proportion des blancs diminuera d'au moins 10 % dans l'intervalle. Et elle ne cessera de baisser sous l'effet conjugué des taux comparatifs de fécondité des deux composantes démographiques principales et de l'attraction continue des USA pour les peuples riverains du Pacifique et ceux d'Amérique du Sud et des Caraïbes. Une tendance qui se traduira par un affaiblissement constant de la prédominance numérique et politique des WASP'S^[1]. Le cas de la France me paraît encore plus inquiétant en ce sens que l'essentiel de l'immigration est d'origine africaine^[2], de confession musulmane, qu'elle se concentre naturellement à la périphérie des grandes cités et constitue la cible privilégiée des foyers de propagande anti-occidentale d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

Je renvoie donc le lecteur aux sujets préoccupants traités au contexte sur ce thème. Il y trouvera mille raisons de prédire le développement dans notre merveilleux pays d'une situation semblable à celles que je viens de décrire.^[3]



Cet ouvrage a été réédité en 2010 pour mettre en lumière mes sombres pressentiments des années 90. Il n'est pas une seule « *Exception* » recensée au contexte qui ait vraiment été amendée depuis. En revanche la presse et les *journaux télévisés* quotidiens n'ont cessé d'illustrer matin et soir les proportions inquiétantes que nos « *Exceptions* » y ont prises. Plus qu'à la Gauche Française qui souffle traditionnellement sur les braises de l'anarchie pour s'en nourrir en retour, c'est à la Droite – dont à l'inverse la vocation est de les éteindre –, qu'il incombait d'entreprendre les réformes appropriées à cet effet. Et plus spécialement à son *Ayatollah* d'en ouvrir le chantier. Or nous avons vu la manière dont celui-ci tira avantage de son premier mandat de Premier Ministre (sous F. Mitterrand, du 20/3/86 au 12/5/88), en marquant d'emblée la rupture définitive de son néo-gaullisme de gauche avec la Droite nationale. C'est un concours précieux dont son camp se priva jusqu'à ce jour, face à un socialisme faisant feu de tout bois dans les immenses ressources du parti des grincheux. Menace angoissante d'un score indécis dans les confrontations électorales^[4] et d'une agitation sociale paralysante dans les intervalles.

Il fallait sans doute que les pressions exercées sur J. Chirac soient irrésistibles pour qu'il s'obstinât à priver la France d'un meilleur équilibre de ses forces politiques. Pourtant, quel danger pouvait donc représenter la présence de quelques dizaines de députés de la Droite nationale dans l'hémicycle ?

Sans doute Chirac n'a-t-il pas été éclairé par l'adage suivant : « À l'instar des souffrances de la longue marche qui se dissipent dans les délices de l'étape, l'exercice d'un pouvoir tant espéré efface le souvenir des combats engagés pour y parvenir. » Il n'est pas invraisem-

1 — White Anglo-Saxon protestants.

2 — *Indices de fécondité* de 3,5 pour la population nord-africaine et dépassant 5 pour la population noire (difficiles à cerner scientifiquement et censurés car hors-normes).

3 — NDLR. Nous enregistrons un signal inquiétant depuis le début du XXI^e siècle dans les sports collectifs (Football, Basket-ball, etc.) où, comme on le dit vulgairement, la mayonnaise tend à *prendre* plus difficilement entre autochtones et jeunesse immigrée.

4 — C'est en fait la France qui paiera avec la défaite des législatives de mai-juin 1997 la lourde facture de la gouvernance socialiste Jospin-Aubry des années 1997-2002 (les 35 heures).

blable de penser en effet que J.M. Le Pen aurait pu corroborer cet aphorisme en se rendant plus fréquentable au sein de la représentation nationale. Si l'on avait mesuré l'avantage de sa présence au Palais Bourbon – plutôt que de le laisser mariner à sa porte dans son amertume –, ne pouvait-on pas attendre de celui-ci une attitude plus conciliante ? Et donc en retour la reconnaissance du FN comme une formation qui pose les bonnes questions et se montre disposée à dialoguer sur les réponses à leur apporter dans une ambiance dépassionnée. Dans la multitude des problèmes parfaitement connus qui sont à l'origine du déclin de la France, n'était-il pas possible de s'entendre sur la voie à suivre pour la solution des plus préoccupants ? Autant de jalons traçant alors le chemin vers une relation constructive au sein d'une formation élargie et rassemblée sur l'essentiel.

À défaut de ce sage compromis, la posture de la Droite parlementaire dans son rapport avec la Droite nationale, s'est alignée jusqu'à ce jour sur celle des conservateurs de la mémoire depuis l'accession du gaullisme au pouvoir. Commémoration incessante de cette sombre période qui laisse percer une mise en garde périodique adressée à ce dernier quant aux conséquences d'un rapprochement avec la Droite nationale : amalgame tendancieux des valeurs respectables que celle-ci s'honore de porter avec un prétendu projet totalitaire incompatible à leurs yeux avec les symboles de la *mythologie gaulliste*. La déstabilisation qui en résulte, en privant le gouvernement de la France de l'apport politique enrichissant de la Droite nationale, s'exerce ainsi en toute impunité à l'immense préjudice de la Nation.

Bien que coulé dans le moule des valeurs positives incarnées par ses précepteurs – de l'industrie (M. Dassault), de la Banque (Rothschild via Pompidou) et de la politique (M-F. Garaud et P. Juillet) –, leurs enseignements n'ont jamais pénétré le génome intime de J. Chirac. Ni stimulé son impassibilité olympienne devant la régression nationale continue dont il a été le témoin sous les lambris dorés des Palais de la République. Ils n'avaient pas prévu qu'il s'écarterait si vite des prescriptions de leur apprentissage. Sous le maquillage d'allure droitière qu'on lui avait confectionné, se cachait semble-t-il la marque indélébile de ses gènes ancestraux^[1]. D'où la transmission héréditaire d'une sensibilité politique difficilement conciliable avec la mission d'une gouvernance inflexible. Figure emblématique de l'arrivisme politicien, il a brillamment construit sa carrière sur le discours démagogique, serrant des millions de mains, contournant les écueils au lieu des les affronter et construisant sa popularité sur l'immobilisme gouvernemental. Usant de la faiblesse comme force politique, il se montra convaincu comme son maître Lao-Tseu de ce que « *tout ce qui est mou triomphe de ce qui est dur* », une maxime qui ne cessa de le guider. Manière bien à lui de gouverner d'une main d'autant moins ferme qu'il était investi de mandats plus importants.

Il suivit le peuple plutôt qu'il ne le conduisit ; céda devant l'opposition plutôt que la combattre ; recula chaque fois que l'intérêt collectif des Français lui commandait de se cabrer ; abandonna aussi le terrain au *résistancialisme* forcené, cette fois à la Réforme, des formations de la gauche politique et de ses multiples relais dans la galaxie syndicale et associative. Plutôt que de se vouer au dénouement urgent de dossiers difficiles relevant de ses prérogatives régaliennes, il s'est principalement consacré à la prédication des préceptes révolutionnaires^[2], les piliers du *Droïtdlhomisme*. Mais le fameux *trinôme-maçon* ayant perdu de son pouvoir sur les foules – par sa confrontation avec les dures réalités –, il s'est rabattu sur le condensé nébuleux de « *valeurs républicaines* ». Des valeurs tellement molles qu'elles sont devenues l'emblème de l'inconsistance. Et sont répudiées par ces nombreux

1 — Grand-père Louis (1868-1937), directeur d'école, radical socialiste de gauche et vénérable de la Grande Loge.

2 — Dont chacun ne sait pas qu'ils ont été conçus au XVIII^e siècle par la Franc-maçonnerie pour déstabiliser l'« *ordre royal* » existant à cette époque, d'un bout à l'autre de l'Europe Occidentale.

pays autour de nous qui sont demeurés fidèles à leurs dynasties royales, à leurs traditions millénaires et à des *valeurs concrètes*.

De connivence avec le « *sphinx* », son compère, il cadennassa le pouvoir néo-gaullo-coco-socialiste par la perpétuation de ce qu'on peut qualifier de « *modèle politique français* ». À la fois méthode et philosophie singulières. Méthode consistant à avancer la réforme à pas de loup et à la retirer à la hâte à l'apparition des premiers défilés. Philosophie laxiste d'un *Etat-nounou*^[1] tenant sa population dans les bras, prompt à la secourir au premier vagissement. Un *assistanat* sans limites puisque dépassant nos frontières et s'étendant à tous les aléas de la condition humaine. L'une et l'autre illustrant une quadruple trahison. Celle de ses maîtres, de leurs précieuses recommandations, de millions de Français trompés par ses promesses non tenues et celle de la France.

C'est surtout dans l'exercice de ses plus hautes responsabilités qu'il révéla sa véritable nature. Plutôt que rehausser la notoriété de la France dans le monde, il s'est surtout préoccupé de promouvoir la sienne par l'exercice chez lui de l'impuissance et à l'extérieur de l'humanitarisme le plus dégoulinant. À défaut de plonger ses mains dans le cambouis déposé par l'histoire sur les rouages grippés de la Nation, il s'est en revanche inlassablement investi dans le sermon *droitdlhommiste* et à l'apostolat social.

Deux missions prioritaires qui se sont exercées au détriment des responsabilités régaliennes de l'Etat. Un Etat favorisant le développement autour de lui par son action d'une société bloquée et d'institutions perverses, source unique de désordre, d'incivisme, de malversations, d'insécurité, de dilettantisme, de marasme économique et de dégradation morale, intellectuelle, spirituelle et sportive. Autant de dérives associées à la montée en puissance du socialisme le plus rétrograde d'occident. La « *droite* » chiraquienne lui a abandonné la contamination de tout un peuple par le prêt à « *penser unique* » et la certitude du caractère sacré de *valeurs républicaines dévoyées*. Règle de vie devenue obligatoire sous les auspices du personnage emblématique d'une mouvance repentante, timorée et honteuse d'elle-même. Doté de pouvoirs absolus, il s'est dérobé devant la lourde tâche qui lui était dévolue depuis le jour où il est entré en politique par la grande porte. 5 Français sur 10 ne semblent même pas avoir eu conscience de cet échec retentissant d'un politicien demeuré un quart de siècle à la tête du mouvement représentatif de ce qu'ils croyaient être la Droite. Ce qui lui vaut la mansuétude de la Gauche et des medias. Tel A. Duhamel glorifiant admirativement sur RTL (septembre 2010) son « *habileté stupéfiante à déjouer les poursuites judiciaires* » depuis l'extinction de son immunité présidentielle !



Le nouveau Président que la France s'est donnée en 2007 est un homme déroutant. Il a entraîné la France dans un *aggiornamento* tous azimuts à lui donner le vertige. Seul dans la cabine de pilotage, adossé à une majorité hétéroclite mais (provisoirement) silencieuse, il a dans un premier temps séduit une majorité de Français par une énergie et une force de conviction peu communes.

Mais malheureux héritier d'une succession si lourdement hypothéquée, il a déchaîné contre ses réformes des millions de citoyens toujours ancrés dans l'Evangile du *tri-nôme* révolutionnaire. Une doctrine demeurée depuis lors dans les gènes de la Nation. Des conceptions de l'esprit certes théoriquement respectables mais que par suite de leur expérimentation excessive sinon radicale en France, l'on désigne ses adulations par le vocable à

1 — L'Etat-Providence.

connotation péjorative de *gauchisme*.

C'est de ce camp que l'on attendait à la fois la plus forte résistance à la Réforme et une pugnacité sans « *états d'âme* » du Président à la vaincre. Parviendrait-il ou non à désamorcer la myriade de pièges politiques, sociaux, constitutionnels et administratifs rituellement tendus en démocratie française, sur les chemins de l'ordre et du changement ?

La France a répondu à cette interrogation en mars 2010. Par un scrutin régional dont la lecture s'est principalement centrée sur des résultats *nationaux* significatifs de l'évolution des différentes formations politiques en lice. Celle-ci a mis en lumière la régression des listes de l'extrémisme rouge, la percée des écologistes, le retour en force du Front National, la victoire de l'Union de la gauche incarnée par le duopole du PS/Verts et un fiasco de l'UMP que nous tenterons d'expliquer par la conjonction des multiples causes suivantes.

Nous placerons en tête de celles-ci les conséquences désastreuses d'une double *ingouvernabilité* de la France :

- I. Un peuple affecté par le syndrome d'un individualisme congénital et par les dérives héritées de l'idéologie révolutionnaire.
- II. Une république émasculée par un système où les pouvoirs exécutif et législatif sont pris en otage par la censure et l'arbitrage d'autorités supérieures :
 1. Autorités *de droit* en la personne du Conseil d'Etat, du Conseil Constitutionnel et du Conseil de la Magistrature.
 2. Autorités de fait
 - de la forteresse du service public, *patricien* armé du *droit de grève* ;
 - de l'influence partisane de *personnes morales autoproclamées*, de *pseudo-philosophes* leaders d'opinion, du pouvoir insaisissable *des forces occultes*.
 - de la pression de la rue ;
 - de l'audiovisuel public devenu la tribune officielle des sensibilités de gauche.
 - et de celle prépondérante d'un parti-pris journalistique formaté au service de la Gauche en Hypokhâgne, en Khâgne puis à l'Ecole du Journalisme.
- III. Une République comparable à un fringant attelage, mais dotée de freins puis-sants l'empêchant d'avancer. Et de ce fait un gouvernement Sarkozy empêtré dans un projet grandiose mais irréalisable comme tel avec les instruments institutionnels à sa disposition. Sauf à recourir à la démarche intrépide qui eut consisté à requérir des pouvoirs spéciaux par voie référendaire (avec les réserves d'usage quant à son efficacité en raison de la réaction de plus en plus imprévisible de l'électorat).
- IV. Greffées sur *l'ingouvernabilité* fondamentale de la France, des causes imputables au modèle de gouvernance et au comportement hors normes du Président :
 - L'ombre faite à son Premier Ministre – obéissant, efficace et populaire –, par son implication personnelle et voyante sur les avant-scènes nationale et internationale.
 - Le style atypique d'une certaine désinvolture au regard de la dignité de la fonction présidentielle (désacralisée).
 - Ses fréquentations voyantes dans le milieu de l'argent.
 - En discordance avec la volonté d'indépendance affichée par les promoteurs de l'Union européenne, son lien privilégié avec l'Atlantisme dans un rôle de

supplétif du Khalifat de Washington.

- L'impétuosité de certaines initiatives prises à l'international (projet d'Union Méditerranéenne prématurée sinon utopique, Copenhague [1] conclu dans l'indécision, ralliement précipité à l'Atlantisme et à l'OTAN sans contrepartie palpable en matière de participation française à son commandement). Signe de résignation de la France à un rôle supplétif et abandon par l'Europe d'une défense autonome.
 - Le choix périlleux d'un assaut simultané sur tous les fronts de la réforme. S'il pouvait se comprendre à raison de son effet cumulé de surprise sur les agents de la contre-réforme, il n'en nécessitait pas moins le soutien logistique d'équipes ministérielles spécialisées et renforcées, d'une communication intensive à l'opinion des motifs et bénéfices escomptés et enfin d'une coordination centrale interministérielle à la hauteur de l'enjeu. Or la vigueur de l'assaut a incontestablement souffert d'une force de frappe déficiente. Le brouillage de son impact dans l'opinion fut accentué dès mi-2008 par une crise dont les ténors de la gauche ont fait mine de ne pas savoir qu'elle n'était pas imputable au Président de la République puisque déclenchée d'Outre-Atlantique. Une crise financière et économique d'une telle gravité, qu'elle s'étendit à une Europe fragilisée par une prodigalité excessive.
 - La dévitalisation en chemin de certaines réformes ou leur décélération sous la pression politique, médiatique et de la rue avec pour conséquence la réduction, parfois à néant, de leur impact.
 - L'ouverture stupéfiante vers la gauche marquée par le débauchage de personnages en vue du socialisme. Revirement inattendu dont on a pu observer qu'il s'accompagnait dans l'opinion d'un regain de la résistance à la Réforme. De là le développement d'une contagion gauchiste dont on a pu observer que le pouvoir s'interdisait de la combattre, laissant en revanche le champ libre à l'audiovisuel public de livrer leurs lucarnes et leurs micros monopolisés aux heures de grande écoute, par les haut-parleurs des roses, des rouges, des pastèques de l'écologie et des révolutionnaires de tous poils.
 - L'aggravation à moitié chemin du quinquennat de trois calamités nationales : l'hypertrophie ruineuse de l'Etat Providence, le robinet grand ouvert d'une immigration conquérante et une insécurité galopante devenue insupportable. Le « *karcher* » n'est plus qu'un lointain souvenir. Les immeubles, quartier par quartier, sont appropriés par les bandes. Illustration quotidienne de l'impuissance républicaine, la police peine à renverser cette tendance parce qu'elle se garde d'utiliser la force, pourtant le seul moyen de faire respecter le droit, par crainte de la bavure. Et il y a le gouffre des Finances publiques dans lequel la nation risque de disparaître^[2]. L'« *Exception* » française en plein délire.
- V. L'opposition a fait son plat de résistance des ratés et de l'essoufflement de la réforme en jouant crescendo la rengaine du dénigrement systématique. N'ayant rien à attendre d'un pays prospère et bienheureux, elle s'est traîtreusement alimentée des coups que la crise lui porte, comme le microbe de la maladie dont il est la cause. Mais alors que la litanie incessante des indécrottables dan-

1 — Conférence internationale sur la lutte contre le réchauffement de la planète.

2 — « *Nous serons tous ruinés dans dix ans.* » Essai prophétique de J. Attali (Fayard).

seurs de carmagnole^[1] contre le principe de la réforme, devrait par là même la rendre indispensable, nous avons assisté à une réaction populaire aussi déconcertante et surréaliste que la ferveur de son gaullisme à quelques jours de la visite triomphale du Maréchal Pétain à la ville de Paris...

- Et tandis que certaines nations européennes touchées par la même crise se solidarisent sans broncher contre l'adversité, la France défile pour demander des augmentations de salaires. Elle se meurt de la perpétuation dans ses entrailles de la marque originelle de 1789 : sa bipartition en deux camps idéologiquement dressés l'un contre l'autre par la disparition funeste d'un arbitrage transcendant et sans appel. Un antagonisme latent qui interdit toute forme de consensus sur les solutions à apporter par la réforme aux problèmes congénitaux d'une Nation menacée de naufrage [2].
- Pendant ce temps, une nouvelle espèce de milliardaires défraye les chroniques par une cupidité sans bornes. La révélation des fortunes immenses qui leur sont attribuées par cooptation (principalement les « Moguls » du CAC 40 et le noyau de leurs collaborateurs immédiats) a creusé un clivage social qui les a éloignés à des années-lumière de la rive opposée de la communauté nationale. Le peuple d'en bas ainsi plongé dans le sentiment d'une profonde iniquité. Une injustice que le bouclier fiscal a rendue insupportable. Visant à l'origine à sédentariser l'envie irrépressible du capital de fuir l'« Exception » française, il était pertinent avant la crise, mais il l'est moins depuis.
- Le chef de l'Etat n'a pas été chiche d'initiatives désastreuses. Ce fut le cas de l'ouverture à gauche déjà citée. Un tête à queue mal accepté dans les propres rangs de la majorité et de ses électeurs. Et ressenti comme une trahison par la Droite nationale. Car il lui est vite apparu que les accents droitiers du candidat à l'Elysée en 2007 n'avaient d'autre intention que de siphonner les suffrages de ses partisans. Et faire mieux que Chirac dans sa guerre d'extermination contre la Droite nationale, son ennemi juré. En tirant cette épine du pied de la République – qu'il imaginait reconnaissante – le nouveau président comptait réduire du même coup le Lepénisme à une simple figuration. Machiavélisme d'inspiration gaulliste. Mais sorte de victoire à la Pyrrhus. Une trahison de cette taille ne s'oublie pas. D'autant que le Président élu sur sa promesse de rupture, s'est commis en suivant, à l'exercice d'un *néo-gaullo-droitdlhommisme* ostentatoire.

Ce grand écart suicidaire dont N. Sarkozy a payé les premiers dividendes en 2010 risquerait bien de peser plus lourdement encore – sauf intervention de la Providence – dans la balance des Présidentielles de 2012 en privant son auteur, s'il décidait de se représenter, d'une précieuse réserve au 2^e tour.

La performance remarquable du Front National (180 conseillers régionaux élus) et celle personnelle de Marine Le Pen dans le Nord aux dernières régionales ont en effet ras-suré le « *Menhir* » quant à la continuité d'une direction lepéniste du mouvement et la capacité de ce dernier à remonter vers les sommets qu'il avait atteints dans le passé. On peut y

1 — Ecoutez et regardez les agités gesticulants à la gauche de l'hémicycle du Palais Bourbon en session télévisée et vous comprendrez ce que cette formule veut dire.

2 — Je renvoie aux commentaires portant sur la « *bataille contre la Réforme* », caractéristique d'une « *Exception française* » désespérante (page 169).

percevoir le gage d'une vigueur militante ravivée et la détermination à confirmer le « *break* » des régionales aux prochaines présidentielles.

Ce qui promet à la « *droite* » une bataille de chiffonniers au 1^{er} tour et l'incertitude d'un report de voix décisif au 2^e tour des transfuges du FN et des Gaullistes de gauche. Car l'appétit de revanche alimente un nouveau paramètre de l'équation présidentielle. Deux ex-premiers ministres de J. Chirac venant de se placer dans les « *starting-blocks* », l'un à condition que Nicolas Sarkozy ne soit pas dans la course (A. Juppé), l'autre dans tous les cas (D. de Villepin). Chacun pour des motifs différents mais l'un comme l'autre cornaqués par qui l'on devine et soutenus en coulisse par la mobilisation à leur profit de la même famille gaulliste de gauche qui fit mordre la poussière à V. Giscard d'Estaing en 1981. En conséquence de quoi la France irait *droit dans le mur*. Une véritable malédiction qui nous accablerait d'un gauchisme anarchique ravageur^[1].

Comparons en effet la résignation des Français à leur déchéance, au comportement exemplaire de certains de nos voisins d'outre-Rhin, d'outre-Pyrénées et d'outre-Manche. Les premiers ne se sont jamais départis de leur dévotion à des valeurs vertueuses, le socle sur lequel ils ont édifié sur les décombres d'une guerre terrifiante, la nation la plus prospère d'Europe. L'Espagne quant à elle nous donne le magnifique exemple de s'être sauvée de l'emprise du NKVD par le sursaut patriotique franquiste. Elle lui est redevable du rétablissement par les armes d'une Royauté unanimement respectée, car symbole d'unité et de fierté retrouvées.

Ne devrions-nous pas en conclure qu'au lieu d'une révolution sanguinaire qui mit le feu à l'Europe durant 160 ans, il eût mieux valu laisser l'initiative à la volonté d'un bon Roi déterminé comme Louis XVI à réformer la royauté à pas mesurés ? C'est la voie que choisit de suivre le Royaume-Uni. Agité jusqu'au XVIII^e siècle par des révolutions de palais permanentes et des guerres incessantes entre Anglais, Ecossais et Irlandais, Londres parvint depuis l'avènement de Victoria, le 28 juin 1838, à conjuguer la royauté avec les mécanismes parfaitement articulés d'une démocratie parlementaire stable et efficace. Les accomplissements des grands premiers ministres^[2] que celle-ci se donna au long du XIX^e siècle, en témoignent. Ne construisirent-ils pas le plus vaste Empire que le monde ait connu, embryon d'une Communauté toujours vivace au XXI^e siècle de plus de 2 500 millions d'âmes... et de langue anglaise ?

Plutôt que se vouer au service rituel de l'utopie, méditons sur le parcours de ces nations dignes d'admiration car guidées par le seul culte de valeurs moins pompeuses mais fortes et enrichissantes pour ceux qui les pratiquent, le *patriotisme*, la *solidarité*, le *courage*, l'*ordre* et l'*ambition*.

« *Une nation industrielle qui veut survivre n'est pas un parc de loisirs où les retraités sont de plus en plus jeunes, les étudiants de plus en plus âgés, les horaires de travail de plus en plus réduits et les congés de plus en plus longs.* »

HELMUT KOHL 2010

1 — Malédiction déjà perceptible en cet été 2010 où medias, hiérarchie ecclésiastique, gaullistes de gauche et coco-socialistes se déchainent contre le gouvernement parce qu'il a décidé d'expulser les milliers de *Roms* et *Tziganes* qui nous ont envahis à leur tour. Mesure désespérée car forts de *Maas-tricht* et *Schengen*, ils reviendront malgré le viatique qu'on leur a offert pour partir.

2 — Lord Melbourne, R. Peel, B. Disraéli, H.J. Palmerstone et W.E. Gladstone.

TABLE DES MATIÈRES

PROLOGUE	5
AVANT-PROPOS	7
I	
CRÉPUSCULE D'UNE GRANDE NATION	9
La cigale et la fourmi	10
La trahison communiste (le ver dans le fruit)	12
La descente aux enfers	20
Le retour des charognards	21
II	
LE CONQUÉRANT MALGRÉ LUI	23
L'armée trahie en Indochine	25
L'armée trahie en Algérie	27
La valise ou le cercueil	31
Les cadeaux de divorce	36
Le Sahara français en prime	41
Mers el-Kébir Gibraltar Français	46
III	
LE TRANSSAHARIEN INCONNU	47
Les prémices	47
Le tracé	49
IV	
AVENTURIERS ET PANTOUFLARDS	53
V	
LA FRANCOPHOLIE	63
VI	
LA NOUVELLE SOCIÉTÉ	67
La rupture avec la France	71
Pétain le bouc émissaire	72

VII	
LA DÉMOCRACITE AIGUË	79
Néo-colonialisme pollueur	81
Liberté ou anarchie ?	87
La dérive despotique	92
La peine de mort	95
Les Droits de l'Homme	99
VIII	
LE DÉSARMEMENT FRANÇAIS	107
IX	
AGITATION DIPLOMATIQUE	
ET EXHIBITIONNISME HUMANITAIRE	121
X	
LA VOLONTÉ D'IMPUISSANCE	127
XI	
LA FRANCE ENTREPRISE DE REPEUPLEMENT	131
Immigration utilitaire	132
Immigration conjoncturelle	133
Immigration de peuplement	134
XII	
COMMENT AVEC UNE LÉGISLATION INGÉNUE	
ON FABRIQUE UNE MACHINE INFERNALE	137
XIII	
L'IMPOSSIBLE ASSIMILATION DE MASSE	141
La facture	150
Immigrés qui travaillent et les autres...	152
Que signifie désormais la nationalité française ?	155
Nationalisme et patriotisme	156
XIV	
LA DÉCHÉANCE	159
XV	
LA LOI LETTRE MORTE	163
La loi bafouée	167
XVI	
UNE SOCIÉTÉ DÉSINTÉGRÉE	173
L'injustice de l'impôt	173
Les fractures sociales	176
Éducation nationale	177
Dérive socialiste de la République	189
« Le casino »	193
Les nationalisations	194

La « noblesse » républicaine	195
Le pouvoir syndical	197
Une République implacable pour les faibles	202
L'Eglise de France, fille de l'Eglise ?	204
La République « une et indivisible. »	205
XVII	
LE FRANÇAIS VU DE L'ÉTRANGER	209
XVIII	
L'INVERSION DES VALEURS	213
Épopée du blanc en Afrique. Repentir plutôt que fierté.	214
XIX	
L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE	219
XX	
L'« EXCEPTION CULTURELLE »	223
XXI	
MONDIALISATION ET EUROPE LE CAS DE LA FRANCE	227
L'industrie française sinistrée	229
XXII	
LE FRONT NATIONAL UNE OCCASION MANQUÉE	235
Un départ fulgurant	236
Le négatif	238
Indigence de la communication	240
Front National et Europe	241
Le positif	245
Les races	246
Bilan du Lepénisme	249
ÉPILOGUE	
De mal en pis	270

